



HAL
open science

Les agriculteurs de l'agglomération de Lima: des acteurs territoriaux au défi des attentes de la ville

Héloïse Leloup

► To cite this version:

Héloïse Leloup. Les agriculteurs de l'agglomération de Lima: des acteurs territoriaux au défi des attentes de la ville. Géographie. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2018. Français. NNT : . tel-02303936

HAL Id: tel-02303936

<https://theses.hal.science/tel-02303936>

Submitted on 2 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE
U.F.R. DE GÉOGRAPHIE
ÉCOLE DOCTORALE DE GÉOGRAPHIE DE PARIS : ESPACES, SOCIÉTÉ, AMÉNAGEMENT
U.M.R. 8586 PRODIG

Les agriculteurs de l'agglomération de Lima: des acteurs territoriaux au défi des attentes de la ville

Thèse pour l'obtention du doctorat en géographie.

Soutenue publiquement le 29 novembre 2018.

Héloïse Leloup

Membres du Jury :

M. Jean-Louis Chaléard, Professeur émérite à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne (directeur),
M. Alain Dubresson, Professeur émérite à l'Université Paris Natterre (président),
Mme. Alicia Huamantinco, Professeure à l'Universidad Mayor de San Marcos (examinatrice),
Mme. Evelyne Mesclier, Directrice de Recherche IRD (directrice),
Mme. Paule Moustier, Chercheur HDR CIRAD, directrice de l'UMR Moisa (rapporteur),
Mme Monique Poulot, Professeure à l'Université Paris Natterre (rapporteur).

Le géographe soudain s'émut.
- Mais toi, tu viens de loin ! Tu es explorateur ! Tu vas me décrire ta planète !
Et le géographe, ayant ouvert son registre, tailla son crayon. On note d'abord au crayon les
récits des explorateurs. On attend, pour noter à l'encre, que l'explorateur ait fourni des
preuves.
- Alors? Interrogea le géographe.
- Oh! Chez moi, dit le petit prince, ce n'est pas très intéressant, c'est tout petit. J'ai trois
volcans. Deux volcans en activité, et un volcan éteint. Mais on ne sait jamais.
- On ne sait jamais, dit le géographe.
- J'ai aussi une fleur.
- Nous ne notons pas les fleurs, dit le géographe.
- Pourquoi ça ! C'est le plus joli !
- Parce que les fleurs sont éphémères.

Antoine de Saint-Exupéry, 2015 [1943], *Le petit prince*, Paris, Editions Gallimard.

REMERCIEMENTS

Mes remerciements vont d'abord vers mes directeurs de thèse, Jean-Louis Chaléard et Evelyne Mesclier pour leur accompagnement tout au long de mon parcours de thèse, mais aussi au cours de la phase pré-thèse. Sept ans se sont écoulés depuis mes premiers pas au sein du programme Périssud et je vous remercie tous les deux de m'avoir fait confiance et d'avoir accepté de m'encadrer tout au long de ces années. Votre rigueur et exigence m'ont encouragée à porter un regard critique sur mon travail, me poussant à élargir et creuser mes champs de recherche. Merci enfin de m'avoir permis d'aller au bout de cette thèse, alors même que j'étais prête à ne plus y croire. Je remercie également les membres du jury d'avoir accepté d'évaluer ce travail.

Merci aux membres de l'IRD à Lima qui ont constitué tout au long de ce parcours une base arrière sur laquelle je pouvais m'appuyer en cas de besoin. Mes pensées se dirigent tout particulièrement vers José, chauffeur à l'IRD qui m'a soutenue dès mon arrivée en 2011 dans mon installation à Lima ; également vers Liliana Lalonde pour sa gentillesse.

Je suis reconnaissante envers l'ensemble des professeurs et étudiants du programme Périssud et Périmarge, en particulier Alicia Huamantínco qui elle aussi a suivi mon travail depuis ses balbutiements. La dynamique des étudiants du programme a beaucoup contribué à mon engouement pour continuer ma recherche ; ainsi je remercie vivement Juan Roberto (reconverti à ma grande joie en brasseur, je te souhaite le meilleur dans tes projets), Jose Manuel, Yonny et évidemment Abel, pour ses apports précieux à mon travail (à la fois en ce qui concerne le terrain, l'introduction à des logiciels hors de ma portée, et des aspects plus théoriques) et son amitié durable. Mon sac est prêt (ou presque) pour Choquequirao !

Toute ma gratitude se dirige ensuite vers les personnes rencontrées et interrogées lors de mon travail de terrain. Aux producteurs et éleveurs, jardiniers et habitants des périphéries liméniennes, merci de m'avoir accueillie sur vos lieux de vie et de travail et d'avoir fait preuve d'autant de patience face à mes questionnements. S'il m'est impossible de tous vous citer ici, je garde de très beaux souvenirs de ces moments et vous remercie profondément de m'avoir ouvert votre quotidien.

De personnes interrogées, certains sont devenus intermédiaires, indic' et amis. Merci tout particulièrement aux personnes qui m'ont permis de les accompagner lors de leur journée de travail (et parfois durant les weekends !) facilitant ainsi mes déplacements et surtout m'introduisant auprès des exploitants de Lima, gagnant ainsi leur confiance. Parmi tant d'autres, merci à Christian Sanchez qui m'accompagne depuis le début le long des rives du Chillón, à Cesar Cardenas de l'agence agraire de Lurín, Luis Hampayo de la société Agrogenesis, Julio Leon de la municipalité de Lima.

Toujours à Lima, je tiens à remercier la longue liste des personnes qui ont participé à mon ancrage sur le terrain, rendant un peu plus difficile chaque départ en avion : Andres Cordero (pour son optimisme sans faille, pour m'avoir hébergée sans même me connaître et avoir fait de son appartement mon pied-à-terre liménien) ; Paula, Liliana, Rob (traducteur de haut vol) et en souvenir d'Eva ; à l'ensemble de mes colocs : Jessica et le crew des australiennes, Myriam,

Ann & Anne (dans l'attente d'une nouvelle rencontre n'importe où en Europe) Constance, Justine, Carlota ; les jeunes chercheurs de l'IFEA & co pour la dynamique créée à Lima. Enfin, un grand merci à Andres Figallo, pour cette longue conversation commencée à la Catolica, qui s'est poursuivie dans tout Lima et qui ne s'est pas interrompue depuis, même s'il faut passer par écrans interposés.

De retour en France, merci aux collègues de m'avoir soutenue, notamment dans les missions d'enseignement : Jean-François Valette, Adeline Pierrat et Séverine Lescure pour m'avoir aidée plus qu'ils ne l'imaginent dans ce travail d'enseignement qui m'est si étranger ! Je remercie également Alexis Sierra et Alice Franck pour avoir apporté un regard neuf sur mon travail lors des comités de suivi. Un grand merci aux doctorant.e.s présents et passés de Prodig pour leur soutien quotidien, avec une mention spéciale pour Sofia, Fernando, Audrey, Marie, Zénaïde et Axelle qui par leur écoute et amitié ont contribué à me garder debout jusqu'à la fin, quitte à sécher quelques larmes. Bravo à Julie, Ronan et Irène qui bouclent avec moi leur manuscrit.

Merci à mes amis de l'Istom (et leurs familles) qui bien que disséminés un peu partout en France et dans le monde continuent de me ravir à la lecture de leurs aventures et des tournants de leurs vies : Chloé, Sophie, Elisa, Loulou, et un spécial merci à Mumu et Anaelita pour les relectures de dernière minute. Vous êtes la preuve que le temps et la distance ne dénoue pas des liens solides.

En vrac, merci à Gri pour les bisous du matin ; Fabrice pour les combos lasagnes/home cinema ; Sylvain pour les retouches impromptues ; le Telenn crew pour leur compréhension et pour mettre un peu de musique dans mon quotidien.

Il y a aussi les appuis qui ne rentrent dans aucune case, puisqu'ils les occupent toutes de façon simultanée et/ou alternative : Anne-Sophie qui de loin comme de près a toujours porté son regard bienveillant et protecteur sur mon parcours et mes choix (on se voit à New-york #spontan); Celia pour l'écoute permanente (vraiment permanente), les coups de pieds au derrière au bon moment, les tartes, les maisons de papier et toutes ces choses rendant le quotidien (à fleurus ou dans le loft du 9/3) si unique ; Cyriaque, ami de galère à Lima et à Paris, toutes mes pensées vont vers toi; Marine (et sa famille), mon pilier qui avec ses multiples talents (pilote, duetiste, bricoleuse, correctrice, experte en tetris, déménageuse et j'en passe) m'accompagne depuis toutes ces années et celles à venir ; Mylène, merci pour ta franchise, et les preuves 1000 fois répétées de ton soutien dans tous les aspects de ma vie (des cours de diagnostic sur le bureau de Conflans, aux géocaches du dimanche, et les lectures entre deux sauts dans les vagues).

Enfin, mes dernières pensées vont vers ma famille, pour avoir cru en moi, fait preuve de patience, et tout simplement avoir rendu ce travail possible. Merci à Jean-Yves Leloup ; Alice et Edmond Jud ; Morgane et notre passion commune (look me in the eyes say that again), Jean-Tristan qui sait réapparaître et trouver les mots justes au moment opportun ; Auguste et Hector pour les bisous, les courses, les parties de cache-cache ; et enfin ma mutti, mon premier soutien, et qui ignore sûrement que je suis aussi fière d'elle qu'elle ne l'est de moi.

Sommaire

Sommaire	7
Introduction générale	9
Première partie:	61
Les attentes d'une métropole des Suds autour de l'agriculture en ville.....	
Chapitre 1:	67
LIMA METROPOLE, 9 MILLIONS DE CITADINS A NOURRIR	
Chapitre 2:	87
UNE AGRICULTURE POUR PALLIER UN AMENAGEMENT DEFAILLANT?.....	
Chapitre 3:	111
LES ESPACES AGRICOLES, QUELS LIEUX DE SOCIALISATION POUR LES URBAINS?.....	
Deuxième partie	135
Une agriculture qui se défend de la ville	
Chapitre 4:	139
UNE ACTIVITE TOURNANT LE DOS A LA VILLE	
Chapitre 5:	181
DES ACTEURS AUX MOYENS LIMITES	
Chapitre 6:	227
DES POLITIQUES EN DECALAGE, PEU TOURNEES VERS L'AGRICULTURE DES VILLES	
Troisième partie:	253
Des demandes urbaines satisfaites, à l'origine de dynamiques innovantes et complexes	
Chapitre 7:	257
DES AGRICULTEURS FACE AUX DEMANDES URBAINES	
Chapitre 8:	297
DES URBAINS QUI S'EMPARENT DE L'ACTIVITE POUR SATISFAIRE LEURS DESIRS D'AGRICULTURE	
Chapitre 9:	335
DES RELATIONS AGRICULTEURS/CITADINS AUX AMBIVALENCES SYSTEMATIQUES	
Conclusion générale	367

Introduction générale

Parler d'agriculture urbaine à Lima peut susciter de la part de ses habitants de l'incrédulité, voire de l'hilarité, tout de moins de la surprise, tant les représentations de la capitale péruvienne sont celles d'une ville dont la croissance aussi bien démographique que spatiale n'a pas laissé de place aux espaces verts et ouverts. En témoignent les qualificatifs employés le plus souvent pour décrire la ville « Lima l'horrible » (Salazar Bondy et al. 2008), « Lima la grise » ou encore « Lima couleur panse d'âne ». Ces expressions, pour certaines tirées de la littérature, sont toutes devenues des expressions communes et se rapportent autant au ciel gris surplombant la ville 6 mois de l'année qu'au gris des immeubles et des rues : « *Lima [...] se iba convirtiendo en una especie de cuartel de concreto armado* » (Ribeyro 2010)¹. Les Liméniens les plus pessimistes n'hésitent pas à affirmer qu'il n'y a plus d'espaces agricoles à Lima. Cette immense agglomération de près de 10 millions d'habitants s'étend sur un espace urbanisé de plus de 900 km² - dont la croissance rapide en fait un cas d'étude de l'urbanisation incontrôlée : « *l'étalement urbain grimpe aujourd'hui sur les collines, occupe les espaces agricoles, les dunes de sables et le lit des fleuves, attaque les contreforts des Andes dans un décor marqué par la pauvreté* » (Metzger et al. 2014). Les arguments sont nombreux pour soutenir cette vision d'une ville sans espaces verts, et le nombre d'hectares agricoles perdus au profit de l'urbanisation durant la seconde moitié du XX^{ème} siècle illustre bien cette tendance (cf Tableau 2).

Pourtant, il ne faut pas aller très loin pour trouver de l'agriculture à Lima. Dans les quartiers centraux, çà et là on peut apercevoir des salades poussant dans des gouttières en plastiques, des plants de tomates et de piments sur les toits, des parcs publics laissant la place à des lopins cultivés, etc. Plus loin, dans les quartiers périphériques, ce sont d'autres paysages qui s'exposent : parcelles horticoles alignées aux pieds des contreforts des Andes, mitées par des maisons de briques, travailleurs agricoles aspergeant les sillons d'engrais et herbicides, canaux d'irrigations jonchés de déchets, etc. Les vallées agricoles de Lima ne reflètent pas l'image bucolique désirée et fantasmée par les citoyens (Bouraoui 2000; Donadieu et Fleury 2003). On est bien loin également des descriptions du début du XIX^{ème} siècle : « *Après l'avoir dépassé, la ville se découvrit à nos regards dans toute sa magnificence ; les campagnes environnantes, vertes, de mille nuances, offraient la richesse d'une vigoureuse végétation. Partout, de grands*

¹ Traduction approximative : « Lima se convertissait en une espèce de caserne de béton armé », citation tirée de « *Dirección equivocada* », issue du recueil de nouvelles « *La palabra del mudo ; cuentos 1952 – 1977* », écrit en 1957.

orangers, des touffes de bananiers, des palmiers élevés, une foule d'arbres propres à ces climats étalent aux yeux leur feuillage varié ; et le voyageur, en extase, voit les rêves de son imagination surpassés par la réalité. » (Tristan 2003)². En un siècle, la ville est passée d'une oasis « grandiose et féérique » (*Ibid.*) à une ville que l'on regarde « sans amour » (Frisancho 2014)³.

A Lima, l'agriculture n'a ni complètement disparu ni été transformée et modelée par les désirs des citoyens. Pourtant, à l'instar de ce que l'on observe dans des villes des Nords comme des Suds, l'agriculture urbaine et périurbaine commence à entrer dans le débat urbain. Les populations des quartiers aisés de Lima cherchent à valoriser les productions locales et écologiques, les habitants des quartiers populaires se (ré) approprient l'agriculture pour nourrir le ménage et compléter leurs revenus, les municipalités des quartiers périphériques exposent leurs espaces agricoles et en font un argument marketing pour l'attrait de la municipalité locale. Entre un passé agricole dynamique, une urbanisation incontrôlée ayant grignoté des milliers d'hectares agricoles et une revalorisation très récente de l'activité, comment la ville et l'activité agropastorale interagissent-elles entre elles ? En particulier, comment concilier les nouvelles attentes autour d'une activité agricole urbaine qui s'inscrit au cœur de débats globaux et les réalités d'une activité liménienne confrontée à de nombreuses difficultés ?

A. Aux origines de la recherche, un intérêt partant des périphéries jusqu'au centre

Les racines de ce travail remontent à un stage d'ingénieur agronome de fin d'étude, durant lequel j'ai découvert pour la première fois la métropole de Lima, mais aussi l'agriculture en milieu urbain et les rapports complexes entretenus par ce qui m'apparaissait alors comme deux « mondes » opposés. Le stage entraînait alors dans le cadre du projet de recherche de l'ANR Périssud (Dynamiques territoriales à la périphérie des métropoles du Sud) porté par PRODIG sous la direction du professeur Jean-Louis Chaléard (Paris 1). Ce programme s'étendait sur 4 ans entre 2008 et 2012, avait pour objet d'étude l'évolution des périphéries des métropoles des Suds, et interrogeait leurs mutations vis-à-vis des logiques de métropolisation. Six villes, dont

² Description de Flora Tristan découvrant Lima en 1838, après avoir dépassé le « bourg » du Callao.

³ En référence au roman de M. Vargas Llosa, dans lequel au début de l'histoire le protagoniste contemple la ville et notamment l'avenue Tacna. Il fait également référence aux couleurs des murs d'adobe « couleur caca, la couleur de Lima ».

Lima, ont été étudiées. Il était coordonné à Lima par les professeures Evelynes Mesclier (IRD, Prodig) et Alicia Huamantínco (Universidad Nacional Mayor San Marcos, UNMSM)⁴. Le programme comportait une composante analysant les mutations des espaces ruraux, ou à dominance rurale, situés aux franges de la ville⁵. Une attention particulière était dès lors portée à ces espaces « agri-urbains », relativement délaissés dans les Suds. Le travail de stage ingénieur consistait en l'étude des dynamiques agricoles, et plus particulièrement du phénomène de pluriactivité dans le secteur de Carabayllo, district situé au nord de la capitale. Ce premier travail sur une périphérie de Lima a été suivi d'une seconde étude à l'occasion d'un mémoire de master 2 en géographie. Une activité particulière a été mise en évidence, qui n'était ni une agriculture de subsistance, ni une activité de loisir, mais une agriculture dynamique portée par des producteurs entrepreneurs et suffisamment flexibles pour s'adapter à leur environnement malgré des pressions nombreuses. Cette analyse ne correspondait pas aux modèles décrits dans la bibliographie, peignant l'agriculture périurbaine des pays des Suds principalement comme une activité de crise. Les profils rencontrés se sont également avérés extrêmement divers. Ces deux expériences dans la partie Nord de la capitale péruvienne ont contribué à forger une connaissance minutieuse de l'activité agricole dans ce contexte. Très vite, l'intérêt d'étendre les recherches sur les conditions de l'activité agropastorale dans les autres périphéries de Lima apparaissait clairement. Cette curiosité a été nourrie au cours de discussions, formelles ou non, avec les agriculteurs rencontrés, les associations, mais aussi les chercheurs et étudiants, notamment dans le cadre de l'ANR PÉrisud.

Le projet de thèse initial portait donc essentiellement sur les espaces périphériques, districts périurbains où se rencontrent la ville et la campagne.

C'est en se penchant sur les programmes mis en place par la municipalité de l'agglomération que l'on réalise l'existence d'un intérêt récent pour l'agriculture dans les tissus de la ville. Les premières initiatives d'agriculture intra-urbaine repérées se concentraient dans des quartiers nantis de la ville. En parallèle, certains districts⁶ aisés de Lima mettent en place des initiatives allant dans le sens d'une plus grande diffusion de l'agriculture en ville : ateliers, cours,

⁴ Par ordre décroissant de leur niveau de commandement, les six villes sont : Shanghai, Mexico, Lima, Le Cap, Hanoï et Abidjan.

⁵ Soulignons ici l'aide précieuse que m'ont apportée les étudiants et professeurs du programme. Dès mon arrivée, j'ai pu m'appuyer sur des travaux réalisés dans les vallées du Chillón et de Lurín (Melki et Prat 2009; Mamami 2014). Le travail de terrain était balisé avant l'arrivée à Lima et nous avons pu profiter de l'aide de l'ensemble des personnes investis dans PÉrisud, même après la fin officielle du programme.

⁶ La métropole de Lima est fragmentée entre 2 régions, 2 provinces et 49 districts municipaux autonomes. Le district est le plus petit échelon de décision de l'agglomération (cf Carte 1).

aménagement de parcelles dans les parcs de la ville. En approfondissant la question, il apparaissait que l'agriculture intra-urbaine, sur des petites parcelles et sans vocation commerciale, n'était pas uniquement réservée aux citadins aisés. Des habitants des quartiers populaires mettaient en culture des jardins communautaires productifs dans le but d'améliorer l'alimentation et leur environnement direct. Au fur et à mesure des avancées sur le terrain, l'agriculture intra-urbaine relevait de nouveaux questionnements et semblait porter une importance nouvelle et en essor dans l'aménagement urbain. L'activité agricole en ville semblait répondre à des demandes multiples, potentiellement contradictoires, qui se dessinaient petit à petit.

Le champ de la recherche s'est alors élargi à l'ensemble de l'activité agro-pastorale en ville, aussi bien en périphérie que dans le tissu continu du bâti. Des pratiques à rapprocher de l'agriculture urbaine dans les pays industrialisés se révélaient, tout comme des expériences propres à l'agglomération de Lima, intégrant ses caractéristiques. Cette approche a permis d'inscrire cette recherche dans une logique Nord/Sud et de d'interroger la validité des modèles. Mais elle ajoutait un certain nombre de difficultés, notamment pour relier des activités qui n'ont de commun que l'acte productif (les pratiques, les destinations finales des produits, les valeurs apposés sur l'activité etc., tous ces facteurs se distinguent entre une agriculture des périphéries commerciale et une activité des tissus urbains).

B. Une problématique qui s'insère dans un champ de recherche dynamique, mêlant ville et agriculture

B.1. Etude de l'agriculture urbaine sous le prisme d'une revalorisation de l'activité

L'agriculture urbaine et sa préservation, si elles ont longtemps été considérées comme un « *combat d'arrière-garde* » (Charvet 2013) ou encore un épiphénomène du fait urbain (Aubry et al. 2014), constituent aujourd'hui un objet à part entière qui attire l'attention des scientifiques, qu'ils soient agronomes, économistes ou géographes. De plus en plus, on s'interroge sur la participation de cette agriculture urbaine et périurbaine à la construction des territoires et à la vie des sociétés (Faliès et Mesclier 2016). L'intérêt de la recherche se tourne vers les grandes agglomérations des Nordes comme des Suds, veillant à souligner les points communs et les

spécificités de chacune. En Europe et en Amérique du Nord, l'activité est souvent attribuée aux classes moyennes aisées, cherchant à assoir leur contrôle sur leur alimentation, et véhiculant l'image d'une agriculture réservée à une « élite » (Lovett 2016). Dans les Suds, la fonction alimentaire de l'activité reste primordiale, et l'agriculture urbaine pèse un poids plus important dans l'approvisionnement des villes en produits frais que dans les Nord (Aubry 2013). Longtemps ignorée, cette agriculture est de plus en plus considérée par les planificateurs urbains comme l'un des moyens de lutter contre l'inégalité alimentaire et de procurer des revenus aux populations ayant migré en ville (*Ibid.*).

L'agriculture en ville est donc en voie de revalorisation, que ce soit dans les métropoles des Nord ou des Suds. Les représentations qu'on lui attache sont nombreuses, et elle est porteuse de nouveaux espoirs pour la construction d'une « ville de demain » plus respectueuse de l'environnement, plus inclusive et durable ; une ville qui préserverait des espaces de nature mais aussi des espaces de production alimentaire (Scheromm 2013), fruit d'une « alliance vertueuse » entre ville et agriculture (Salomon Cavin 2012). En d'autres termes, les attentes autour de cette activité sont multiples, et au cœur d'enjeux internationaux en ce qui concerne la durabilité des territoires.

L'étude de l'agriculture urbaine entraîne nécessairement une réflexion sur la définition de l'activité. Nous ne reviendrons pas ici sur une revue exhaustive des définitions, car « *il en existe autant que de personnes qui la pratiquent ou l'étudient* » (Daniel et Aubry 2013), toutes pouvant trouver une pertinence ou être démenties selon les territoires auxquelles elles s'appliquent. Il est cependant indispensable d'apporter des éléments de définition autour des différentes approches de l'activité pour comprendre au mieux la multiplicité des formes et des expériences agri-urbaines observables (Nahmias et Le Caro 2012).

Tout d'abord, on note que la notion d'agriculture urbaine a évolué. Les études concernant l'agriculture en ville ou dans ses périphéries ne sont pas nouvelles, mais c'est récemment qu'on a insisté sur la complexité des fonctions qu'elle occupe et sur le vaste éventail d'acteurs concernés par l'activité. Dans un premier temps, et dans les pays en développement notamment, les études ont mis en avant le caractère nourricier de cette activité et son rattachement à une idée de survie, notamment en période de crise (Schilter 1991). Elle a pu être présentée comme une activité de migrants, qui, sans travail ou sans revenus, se lancent dans la culture d'une parcelle pour assurer la subsistance familiale (Poulot 2013b). L'agriculture urbaine est aujourd'hui encore

souvent perçue comme une activité clé pour des familles résidant en ville et n'ayant pas accès à d'autres secteurs de l'économie (industrie, services) (Robineau 2013). Elle peut être pratiquée comme activité principale ou secondaire (Aubry et al. 2008) et constitue une « *soupe de sûreté* » pour des exclus du système moderne, bien qu'elle ait longtemps été marginalisée et reléguée au second plan (Olahan 2010).

Très vite, cette représentation réductrice de l'activité est dépassée et les recherches mettent en avant les succès de l'agriculture urbaine, ainsi que l'appropriation de l'activité par de riches citadins, notamment en Afrique (Tacoli 1998). B. Calas explique qu'à Kampala, l'accès à des parcelles agricoles nécessite une connaissance de la ville et un apprentissage du secteur agricole, généralement fermé aux nouveaux arrivants (Calas 1998). Loin d'une « *réaction rurale* », l'agriculture peut se doter d'une composante entrepreneuriale et contredire l'idée d'une activité autarcique et marginale (*Ibid.*). Il a aussi été démontré que des petits producteurs développent des cultures vivrières pour répondre aux demandes des urbains (Chaléard 1988), et que les agriculteurs sont capables d'intensifier leurs techniques de culture pour y parvenir (Philipponneau 1956). Plus généralement, à partir des années 50, les auteurs ont étendu leurs travaux à l'agriculture urbaine professionnelle et marchande (Ba et Aubry 2011).

D'autre part, on estime que deux éléments sont fondamentaux pour la compréhension de l'agriculture urbaine : la distance à la ville et les missions attribuées à l'agriculture. La proximité de la ville est souvent considérée comme l'élément principal de définition de l'agriculture urbaine, mais les fonctions de cette agriculture dans ses liens à la ville sont tout aussi importantes (Poulot 2013b). Une définition fait souvent consensus au moins dans le monde de la recherche (Daniel et Aubry 2013). Il s'agit de la définition proposée par Alain Mbaye et Paule Moustier, selon laquelle est urbaine l'agriculture « *localisée dans la ville et à sa périphérie, dont les produits sont destinés à la ville et pour laquelle il existe une alternative entre usage agricole et urbain non agricole des ressources; l'alternative ouvre sur des concurrences, mais également sur des complémentarités entre ces usages : foncier bâti et foncier agricole; eau destinée aux besoins des villes et eau d'irrigation; travail non agricole et travail agricole; déchets ménagers et industriels et intrants agricoles; coexistence en ville d'une multiplicité de savoir-faire due à des migrations, cohabitations d'activités agricoles et urbaines génératrices d'externalités négatives (vols, nuisances) et positives (espaces verts)* » (Moustier et Mbaye 1999a).

Les acteurs à la fois de l'agriculture et de la ville reconnaissent et appuient le développement de cette complémentarité ville-agriculture. L'agriculture devient urbaine non plus uniquement

au sens territorial mais aussi au sens socio-économique (Tricaud 1996). Les acceptations de ces définitions sont encore en pleine évolution, et elles s'enrichissent fréquemment par la mise en regard des situations aux Nords et aux Suds (Aubry 2013).

La question de la délimitation spatiale des espaces agricoles urbains se pose fréquemment dans les efforts de définition. La localisation est en effet une distinction communément employée pour différencier l'agriculture urbaine de l'agriculture périurbaine. Certains auteurs font le choix d'agréger les deux (Mougeot 2000; Moustier 2004), admettant que leurs localisations n'ont pas de conséquences sur l'identification des fonctions et des dynamiques de l'agriculture pratiquée. Dans ces cas, la fonctionnalité de l'activité est un élément clé de la définition: l'agriculture devient urbaine par les caractéristiques de ses fonctions davantage que par sa localisation. D'autres définitions au contraire insistent sur une distinction à faire entre agriculture intra-urbaine et agriculture périurbaine (Gottlieb et Joshi 2010; Poulot 2008). Cette distinction naît de la différence de traitement entre agriculture urbaine et périurbaine. On note en effet que l'agriculture intra-urbaine bénéficie d'un fort développement, qu'elle est souvent intégrée dans des programmes sociaux et soutenue par des innovations culturelles techniques dans les pays des Nords principalement (Aubry 2013) mais aussi aux Suds (Aubry et Pourias 2013). Elle serait valorisée par rapport à l'agriculture des périphéries.

La question de la distinction entre agriculture urbaine et périurbaine s'est également posée dans le contexte liménien. Il est rapidement apparu qu'une différenciation était nécessaire à Lima entre d'un côté une agriculture des périphéries, pratiquée sur des parcelles de plusieurs hectares⁷ dont la production est destinée à la commercialisation, et usant de produits phytosanitaires ; et de l'autre côté une agriculture dans le tissu urbain de la métropole, sur des parcelles de quelques milliers de m², parfois même beaucoup moins (micro parcelle de quelques m² aux abords des habitations) avec une production essentiellement dirigée vers l'autoconsommation. Des différences tellement marquées laissaient deviner dès le départ l'existence d'acteurs et de formes d'exploitations agricoles très différents. Nous distinguerons donc à présent l'agriculture urbaine (ou intra-urbaine) de l'agriculture périurbaine.

⁷ D'après les données des enquêtes, la taille des parcelles (à distinguer de la taille des exploitations qui peuvent se composer de plusieurs parcelles disjointes) peut varier de 3 à 10 ha. Plus rarement, on a pu observer des parcelles s'étendant sur plus de 10 ha, mais il s'agit davantage de cas singuliers que d'une norme. Ces observations concordent avec les données du recensement agricole de 2012.

Cependant, malgré les oppositions apparentes, ces deux activités trouvent un point d'attache dans les représentations et attentes qu'elles suscitent pour créer une ville plus vivable pour ses habitants.

Au-delà de la question des limites de l'activité, des auteurs toujours plus nombreux insistent sur les caractéristiques multifonctionnelles de l'activité (Dabat, Aubry et Ramamonjisoa 2006; Hubert Bon, Laurent Parrot et Paule Moustier 2010; Eric Duchemin, Wegmuller et Legault 2010). Les espaces agricoles de proximité remplissent de nombreuses fonctions, en dehors de l'approvisionnement alimentaire des villes (Thibert 2012). De plus en plus utilisés et accaparés par les citadins, les espaces agricoles urbains et périurbains deviennent des éléments de paysage (Hervieu 2002). Ils ne sont plus seulement producteurs de denrées agricoles, mais aussi de services agricoles (Duvernoy *et al.* 2005). Cette tendance est illustrée par la multifonctionnalité de l'activité agricole, notion apparue au cours de la décennie 1990 (Hervieu 2002). Les diverses fonctions de l'agriculture urbaine se manifestent au sein de 8 sphères (E. Duchemin, Wegmuller et Legault 2009; Wegmuller et Duchemin 2010) :

- l'aménagement urbain (utilisation de zones abandonnées, création et/ou maintien d'espaces verts),
- l'environnement (gestion des déchets urbains, utilisation des eaux usées),
- l'économie (autoconsommation, vente aux citadins, création d'emplois, génération de revenus),
- la sécurité alimentaire (approvisionnement en quantité suffisante, réduction des risques liés aux transports des marchandises),
- la santé (approvisionnement en produits frais de qualité),
- le loisir (détente, contact avec la nature),
- l'éducation (sensibilisation, renforcement du rôle des femmes et des jeunes),
- les interactions sociales.

Ainsi, la combinaison de la fonction alimentaire et des autres fonctions est une façon de penser l'espace urbain de manière plus durable (Lawson 2007). L'hétérogénéité des attentes autour d'une même activité pose la question des capacités des agriculteurs urbains à y répondre et correspondre à des modèles qui jouissent d'une grande visibilité internationale et font office de références.

La question se pose finalement du rôle des pouvoirs publics. En 1993, lors d'une journée de réflexion autour du devenir des agricultures périurbaines, P. Brunet dégageait des conclusions relativement sombres sur « *la destruction inéluctable de l'agriculture périurbaine* » (Brunet et

Charvet 1994). Plus récemment, les autorités ont pris conscience de l'importance de ces espaces et actent pour leur préservation (Charvet 2013). Des auteurs vont même jusqu'à considérer que l'agriculture urbaine joue un rôle stratégique dans la compétition qui oppose entre elles les grandes agglomérations urbaines (Bryant et Charvet 2003). Malgré ce nouvel intérêt, J.P. Charvet nous rappelle à juste titre qu'il ne faut pas oublier que la consommation des terres agricoles par l'étalement urbain se poursuit partout dans le monde et « *[qu']elle appelle un changement de modèle de développement, du moins de manière de faire la ville, pour permettre une préservation de cette agriculture* » (Charvet 2013). Bien qu'encore très présent à la périphérie des métropoles des Suds, ce type d'agriculture connaît en effet un recul général (Chaléard (ed.) 2014).

Dans les Suds, les centres de recherche internationaux jouent un rôle clé dans la connaissance de l'activité (Robineau 2013), en capitalisant les expériences et en favorisant les échanges d'information. La fondation RUAF (*Ressource Center on Urban Agriculture and Food Security*- Centre de ressource sur l'agriculture urbaine et la sécurité alimentaire), créée en 1996, travaille en relation étroite avec différents organismes porteurs de programmes liés à l'agriculture urbaine et périurbaine, tels que la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), le CGIAR (Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale) ou le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement). À Lima, le CGIAR est intervenu au début des années 2000 au travers du programme international « Urban Harvest », avec le projet « Agricultores en la ciudad ». Le projet a pu compter avec le soutien du CIP (Centre International de la Pomme de terre), et a notamment travaillé sur l'intégration des espaces agropastoraux à la gestion municipale (Barker et al. 2007). Cependant, l'activité manque de reconnaissance publique dans les pays des Suds (Robineau 2013). Elle est le plus souvent ignorée, rejetée, au mieux tolérée dans certains cas (Drechsel et Dongus 2010). Le rôle des organisations et réseaux internationaux appuyant la reconnaissance de l'agriculture urbaine à l'échelle locale et régionale est primordial dans la prise en compte de l'activité dans les politiques publiques (*Ibid.*).

Dans les Nord, la situation est en pleine évolution. Les recherches, en interrogeant l'idée de frontière entre le rural et l'urbain (Arlaud (ed.) 2005; Fleury et Donadieu 1997) font émerger de nouvelles articulations entre les activités agricoles et les autres activités métropolitaines. Bien qu'elle soit sans doute « *vieille comme la ville* » (Fleury, Moustier et Tolron 2004), l'agriculture urbaine (au sens général) fait débat car elle rassemble deux termes qui semblent être dichotomique *a priori* (Duchemin 2012; Bouraoui 2000), et qu'elle englobe des réalités qui dépassent la seule production alimentaire. L'agriculture urbaine cristallise également des

intérêts variés car « *elle est actuellement une approche d'intervention sur, et de réappropriation de, l'espace urbain* » (Duchemin 2012).

Les discours des élus vont dans le sens d'une agriculture perçue comme un service soutenant l'emploi local, le cadre de vie et un approvisionnement de proximité (Bertrand, Douillet et Faure 2005). Dans ce contexte, l'idée des recherches émergentes est de repérer les spécificités de l'agriculture périurbaine dans le cadre métropolitain (Fleury et Donadieu 1997; Poulot 2008) en redéfinissant l'agriculture de proximité (Bertrand, Douillet et Faure 2005). Aux Etats-Unis, un certain nombre de municipalités ont redessiné ou créé de nouvelles politiques autour de l'alimentation et de l'agriculture urbaine pour relayer les initiatives de la société civile (Thibert 2012). Plus généralement, les périphéries dans leurs fonctions (productives, commerciales, de services) sont mobilisées pour participer aux projets de la ville. Dans certains cas, l'agriculture urbaine est intégrée au « projet de ville durable ». On parle ici de projet, car la ville durable existe pour le moment davantage en tant que discours en construction qu'en tant que modèle théorique, proposant des applications concrètes (Héran 2015; Levy et Emelianoff 2012). Elle se veut un « *projet de société* », un « *horizon politique* », s'articulant autour de trois piliers, l'environnement, le social et l'économique, tout en exigeant, pour sa réalisation, un cadre de démocratie participative (Couret, Ouallet et Tamru 2011; Levy et Emelianoff 2012). Dans ce cadre, des villes européennes ont déjà passé le cap de l'institutionnalisation de l'agriculture urbaine et de sa transformation en outil de l'action publique. On peut citer Genève où chaque nouveau quartier créé prévoit un espace en culture et/ou une relation d'achalandage privilégiée avec l'espace agricole avoisinant (Ernwein et Salomon-Cavin 2014) ; ou encore les initiatives françaises de Rennes et Albi, dont les municipalités ont posé pour objectif d'atteindre l'autosuffisance alimentaire à l'horizon 2020.

De plus en plus, l'agriculture urbaine et périurbaine s'implante dans les villes, ses multiples fonctions touchant plusieurs catégories de population. A l'instar de nombreux travaux récents (Franck 2007; Le Gall 2011; Paddeu 2015; Robineau 2013; Pourias 2014; Bouraoui 2000), cette recherche contribue à définir les enjeux autour de l'agriculture urbaine et à interroger leur pertinence dans des contextes d'application variés. Ce questionnement se fait autour de l'étude de cas d'une métropole au Sud, et insiste sur les correspondances et/ou ambivalences entre demande et offre. Les angles de vues adoptés sont nombreux (droit à la ville, immigration, justice spatiale, aménagement urbain, environnement urbain, pour n'en citer que quelques-uns) et traduisent la diversité de l'activité.

B.2. L'agriculture urbaine à Lima, cas d'école ou cas désespéré ?

À Lima, le rôle assigné à l'agriculture n'est pas clairement défini et les visions s'entrechoquent. Du côté de la ville et de ses acteurs, on oscille entre désintérêt et volonté d'intégration à un nouveau modèle de ville. Du côté des producteurs et travailleurs agricoles (tous types confondus), les approches de l'activité diffèrent entre intérêt commercial et appropriation de l'activité pour le loisir. Des projets se mettent en place, tentant d'englober ces demandes variées, pour valoriser les producteurs urbains.

Ce travail se penche sur le cas d'une métropole d'Amérique Latine, continent marqué par son urbanité. Olivier Dollfus fait d'ailleurs de l'urbanisation une caractéristique première de cet espace : « *C'est probablement par la ville que cette Amérique mérite son nom de latine* » (Dollfus 1994). En 2000, le taux d'urbanisation atteignait 75,3%, le continent connaissant ainsi le processus de transition urbaine le plus rapide du monde (Dureau, Gouëset et Mesclier 2006). Cette urbanisation rapide, souvent non maîtrisée, entraîne une série de maux communs aux métropoles d'Amérique latine : pauvreté et ségrégation spatiale (Troin et Troin 2000), habitat informel (Rivière d'Arc et Memoli (eds.) 2006), pollution liée en partie aux transports urbains (Bataillon et Panabière 1988).

Bordée par – et en partie construite sur – un désert côtier, entourée par le versant aride de la cordillère des Andes, Lima s'est construite sur trois vallées agricoles. La ville s'inscrit dans cette dynamique de croissance intense, fortement touchée par des vagues migratoires ininterrompues depuis les années 1940, débouchant sur une transformation globale de l'aspect de la ville (Matos Mar 1985). Aujourd'hui, l'accroissement naturel est nettement plus important que les migrations dans la croissance globale de la ville (Dureau, Gouëset et Mesclier 2006). Un étalement spatial a accompagné la croissance démographique de la ville. Le centre traditionnel a peu à peu été abandonné par les élites et les activités tertiaires supérieures, se déplaçant vers les littoraux au sud de la ville. Dans le même temps, l'habitat du plus grand nombre, les quartiers populaires, s'est étendu en périphérie à une vitesse accélérée (Riofrio 2009). L'occupation illégale, appelée « invasion »⁸ à Lima, a fortement marquée la seconde moitié du XXème siècle, devenant la filière la plus significative de production foncière (Wagner 1988). A la fin des années 80, plus d'un tiers de la population réside dans des quartiers spontanés, dont 50% issus d'une invasion. Les populations se sont installées préférentiellement

⁸ Terme employé pour définir la pratique en usage depuis 1940 à Lima consistant à occuper, de façon soudaine ou progressive, des terrains non mis en valeur, de propriété publique, sans le consentement du ou des propriétaires de la zone, dans le but d'y établir un quartier.

sur des terrains de propriété publique, de faible valeur foncière ou considérés comme inaptes à l'urbanisation. Ces terrains qualifiés d'incultes⁹ (flancs arides des collines cernant la capitale, terrains sablonneux du désert côtier) ont été les premiers témoins de l'implantation des quartiers spontanés, l'autorité étatique adoptant à leur égard une attitude permissive (*Ibid.*).

Les terrains agricoles ont eux aussi été affectés par la croissance de la ville, la diminution des terres agricoles en faveur de l'urbain a été largement étudiée dans le contexte de Lima (Calderón 1999). L'occupation de ces terrains s'est faite postérieurement et ceux-ci ont fini par constituer des îlots de ruralité dans une métropole en pleine croissance (*Ibid.*; Calderón 2009). Jusque dans les années 50, les bénéfices engendrés par la culture de coton ont permis le maintien des terrains agricoles de Lima. L'impact de la réforme agraire (1969) a participé dans une certaine mesure à urbaniser les parcelles agricoles (Calderón 1999; Mesclier 2011; Matos Mar 2012). Les propriétaires terriens, dans la crainte de l'expropriation, ont été incités à vendre leurs parcelles, dans un contexte général de forte croissance urbaine.

Tableau 1: Population et aire urbanisée à Lima métropole, évolution entre 1940 et 2010

Année	Population de l'agglomération	Aire urbanisée (en ha)
1940	661 501	4 200
1955	1 901 027	8 000
1970		19 500
1985	4 835 793	37 500
1995	6 434 323	57 000
2010	8 212 116	91 800

Source : INEI, 2015; Calderón, 1999.

Le Tableau 1 met en évidence le phénomène de croissance démographique et spatiale de Lima depuis les années 40. Les quartiers construits avant la date de référence sélectionnée (1940) correspondent en grande partie à la ville ancienne. L'accélération du rythme d'expansion est nette entre 1940 et 1955 et s'accélère encore plus entre 1955 et 1970. Le taux de croissance de la population de la ville est à cette période de 5,5 % par an. Par la suite, ces taux vont diminuer, malgré les déplacements liés à la violence politique des années 80, mais l'aire urbanisée continue de s'accroître en valeur absolue (Piron, Mesclier et Lortic 2015). Les décennies des années 90 et 2000 sont marquées par un intérêt croissant des investissements vers les

⁹ « *Terrenos eriazos* » en espagnol.

périphéries, le long des grands axes (Matos Mar 2012) ; et par une densification à la fois des quartiers centraux et périphériques (Ledgard et Solano 2011; Bensús Talavera 2018).

En parallèle à ce phénomène d'expansion urbaine, les terres agricoles connaissent une forte diminution. Entre 1910 et 1995, les proportions de terres agricoles et de terres urbanisées se sont inversées (Ismodes, 1997 cité par Calderón 1999).

Tableau 2: Diminution des surfaces agricoles au sein de Lima métropole

Année	Surfaces agricoles recensées dans les limites de la métropole
1940	57 000
1955	53 200
1985	23 700
1995	10 500
2010	8 100

Source : Calderon, 1999 ; Matos Mar, 2012.

C'est durant la période s'écoulant de 1970 à 1985 que l'on observe les mouvements de changements d'usages des sols (du rural vers l'urbain) les plus forts (*Ibid.*). Le Tableau 2 met en évidence ce phénomène avec une diminution de moitié des terrains agricoles entre 1955 et 1985. Notons cependant que les extensions urbaines ne se sont pas faites uniquement sur les terrains agricoles, mais également sur les terrains incultes comme mentionné plus tôt. L'implantation des aires urbanisées sur ce type de terrain est difficile à évaluer et les chiffres manquent. Cependant, nous avons récolté des données pour la période s'étendant entre 1993 et 2007, durant laquelle l'extension de l'agglomération s'est faite en proportion similaire sur les terrains agricoles et les terres incultes (entre 5000 et 6000 ha urbanisés pour chaque catégorie) (Municipalidad Metropolitana de Lima 2014a). Soulignons également que ces changements d'usage des terrains agricoles se sont pour la plupart fait dans la légalité, du fait de la propriété privée des terres agricoles (Calderón 1999; Durand 2010).

Tableau 3: Extension urbaine sur terrains agricoles et terres incultes, 1993 - 2007

Région considérée ¹⁰	Type de sol urbanisé	
	Terrains agricoles (en ha)	Terrains incultes (en ha)
Lima Nord	3 464	1 400
Lima Est	1 023	1 657
Lima Sud	517	1 045
Total	5 004	5 695

Source : Municipalidad Metropolitana de Lima, 2014.

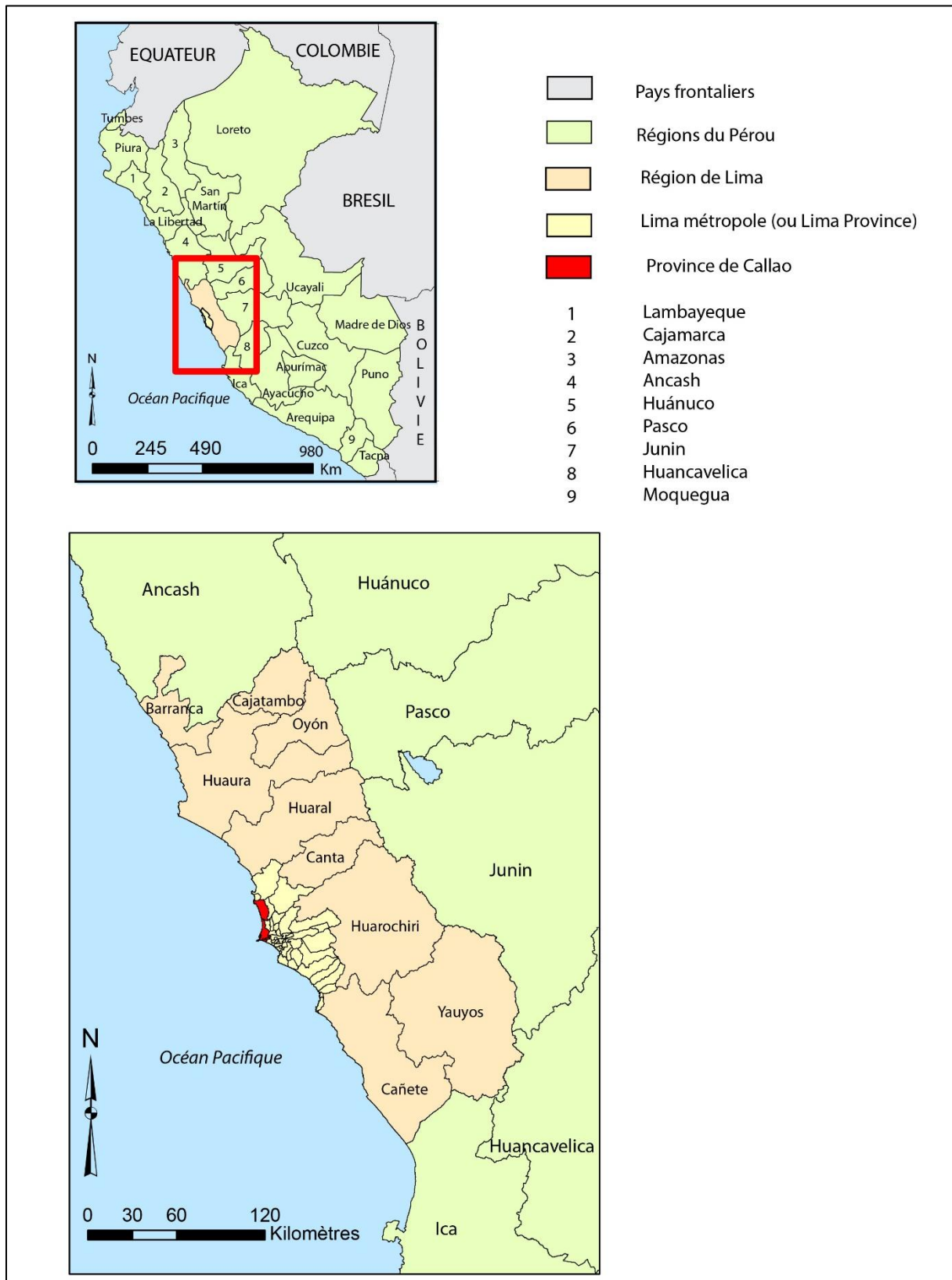
Actuellement, les terrains agricoles se concentrent au sein des trois vallées traversant la ville : la vallée du Chillón au nord, la vallée du Rímac à l'est et enfin la vallée de Lurín au sud. La recherche porte en grande partie sur ces trois vallées. Ces espaces agricoles, reliques des anciennes haciendas encerclant la ville, jouant un temps le rôle de ceinture verte, font aujourd'hui jonction entre l'urbain et le rural ; entre la métropole et les départements voisins, à composante majoritairement rurale. Des pressions fortes sont à souligner, et le changement d'usage des sols est toujours en cours. Cette tension est un élément clé de cette recherche sur l'agriculture urbaine ; en effet elle se développe à Lima dans un milieu contraint, et elle entre en compétition avec d'autres usages.

L'étude de l'agriculture à Lima est restreinte, elle se résume la plupart du temps à évoquer une disparition inéluctable de l'activité au profit d'un usage résidentiel. Les plans d'aménagement de la ville font état de cette diminution (Municipalidad Metropolitana de Lima 2014a), et dans certains cas proposent des mesures de protection et/ou d'intégration de ces espaces aux logiques de la ville (Municipalidad Metropolitana de Lima 2014b). Dans ces rapports, les vallées agricoles sont traitées comme un ensemble plus ou moins homogène, sous le joug d'une menace commune, l'urbanisation incontrôlée. Des rapports plus locaux décrivent la situation des vallées de façon individuelle, généralement sous l'angle de vue d'un aspect spécifique de l'activité (accès à l'eau, insertion sociale, gestion environnementale). Cependant, rares sont les bilans rassemblant les trois vallées et présentant ainsi les variations rencontrées d'un territoire à l'autre (Raymundo, Bussink et Prain 2007). Une des intentions de ce travail est de proposer une

¹⁰ Une division fréquemment utilisée de Lima métropole distingue un centre de 3 régions (Nord, Est et Sud) ; ces dernières comprenant les quartiers résidentiels plus populaires s'étendant en position périphérique vers le nord, l'est et le sud. Cette division de l'espace reflète une représentation de la ville opposant centre et périphérie et tend aujourd'hui à être dépassée « par des phénomènes de diversification interne d'ensembles naguère plus homogènes » (Piron, Mesclier et Lortic 2015). Les documents officiels actuels font encore l'usage de cette division, même si Lima tend de plus en plus à être une ville polycentrique (Ludeña 2006; Joseph et al. 2005).

analyse à l'échelle de toute l'agglomération, en appréhendant la question foncière aussi bien que celle des mutations économiques des filières agricoles périurbaines en lien avec les changements de société.

Carte 1: Localisation de Lima métropole au sein du territoire péruvien



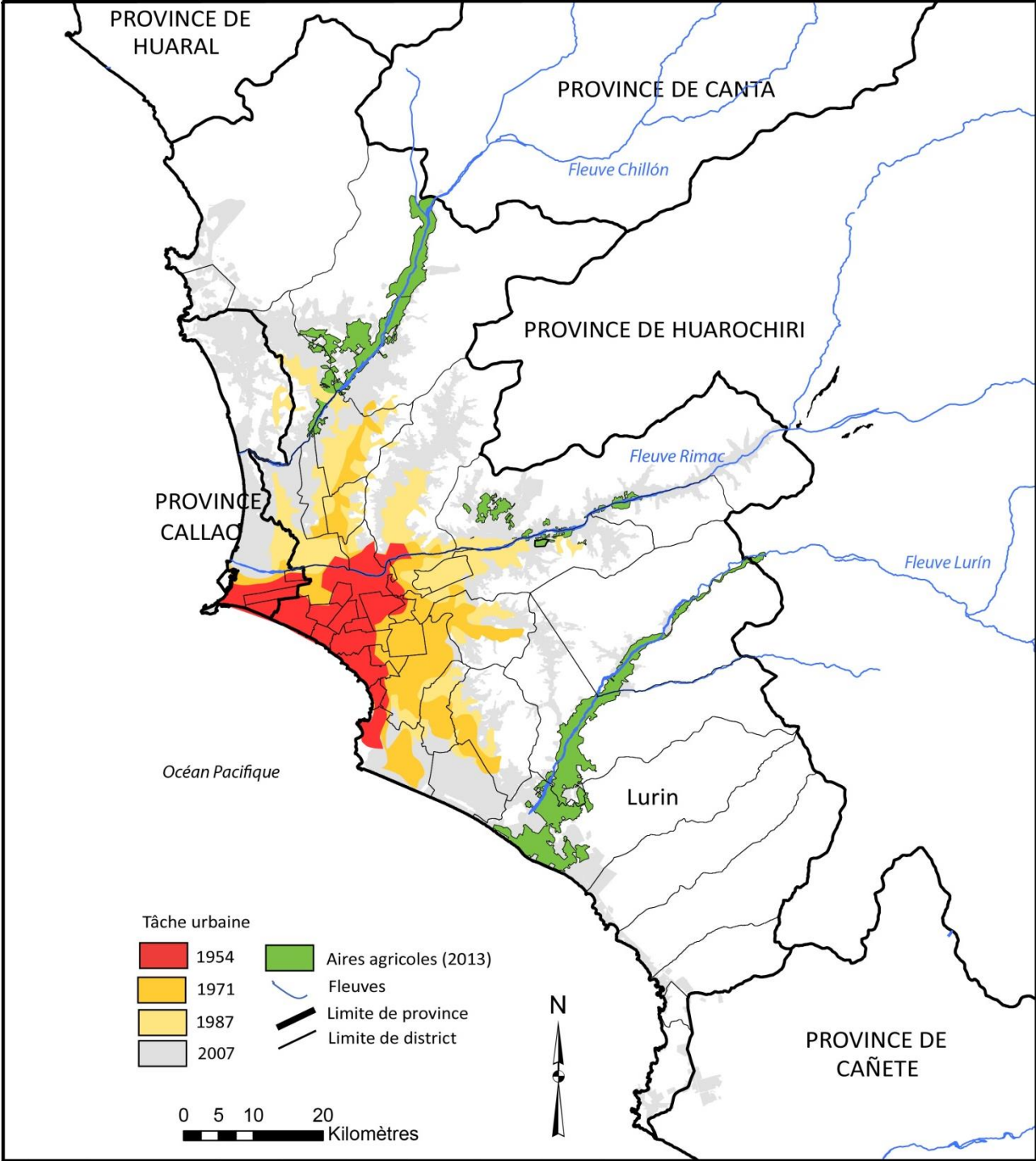
Source : Id-map, 2018 ; Geoservidor 2014

Carte 2: Districts de Lima métropole (Provinces de Lima et du Callao)



Source : Geoservidor, 2014.

Carte 3: Tache urbaine et vallées agricoles de Lima métropole



Source : Geoservidor 2014, PLAM 2035, INEI 2014, Minagri 2015, Google Earth, Robert 2013.

Réalisation : H.Leloup, 2017.

A l'écart de l'agriculture de périphérie, une agriculture de petite envergure s'installe dans les interstices des quartiers bâtis, à la fois populaires et aisés.

Cette recherche s'est imposé la contrainte d'aborder les deux aspects de l'agriculture en ville : l'agriculture des périphéries d'une part et l'agriculture des espaces bâtis d'autre part. Ces activités se distinguent par bien des aspects, mais il semblait important de ne pas laisser de côté l'une ou l'autre afin de comprendre dans leur globalité les enjeux cristallisés par l'agriculture urbaine. C'est aussi cette diversité qui permet à Lima d'occuper une place particulière dans l'analyse de l'agriculture urbaine à l'échelle globale.

Les limites de l'objet d'étude sont fixées : les espaces agricoles « péri et intra urbains » de la province de Lima métropolitaine. Cette délimitation n'est pour autant pas rigide et des recherches exploratoires dans des exploitations agricoles et d'élevage en dehors des limites de la métropole ont été réalisées, afin de mieux comprendre les effets de la ville sur cette agriculture urbaine – qu'elle le soit par essence ou par transformation suite à l'avancée du front urbain. Les thématiques abordées dans cette recherche s'inscrivent dans divers champs disciplinaires qu'il s'agit à présent de détailler.

C. Des outils théoriques pour construire et traiter la problématique

L'objet de la présente étude articule d'un côté des espaces économiques et sociaux particuliers dans leurs interactions à la métropole ; et d'un autre côté un complexe d'acteurs de plus en plus fourni influant sur le devenir de ces espaces. L'analyse appelle donc la mobilisation de cadres théoriques emboîtés les uns dans les autres. Elle s'appuie sur une géographie des relations, car elle pose la question des relations entre ville et campagne, entre producteurs et citadins ; ainsi que sur une géographie sociale, dans le sens où la recherche tend vers un « *décodage des rapports que les hommes socialisés nouent avec l'espace terrestre* » (Di Méo et Buléon 2005, p11). L'approche utilisée ici combine des éléments de géographie urbaine et rurale, du fait de la spécificité d'une partie des espaces appréhendés : le périurbain. Cette étude croisée trouve sa place dans les réflexions sur la nature en ville, « nature » étant comprise dans une acceptation large, incluant ainsi les espaces agricoles.

C.1. Une thèse s'appuyant sur les travaux portant sur les relations villes-campagnes

L'étude des relations villes-campagnes en géographie émerge suite à une préoccupation pour le devenir des espaces ruraux proches des villes (Chaléard et Dubresson 1999). Ces espaces « agri-urbains » ont été relativement délaissés dans les Suds, tant par les spécialistes des villes focalisés sur les centres urbains et les processus d'expansion urbaine que par les ruralistes orientés vers les campagnes plus lointaines (Chaléard, Berger et Ninot 2016). La réflexion autour des rapports villes-campagnes se déploie aujourd'hui dans le cadre des recherches sur les espaces périurbains.

Les espaces agricoles liméniens étudiés dans cette thèse sont au cœur de ces relations du fait de leur position majoritairement périurbaine, mais aussi par l'imaginaire rural rattaché aux activités agricoles, en dehors de leurs espaces d'implantation. Les critères de définition de l'agriculture urbaine et périurbaine vues plus haut progressent d'une dichotomie entre la ville et l'agriculture vers une vision intégrée de ces objets, mettant en évidence les frontières floues entre l'urbain et le rural. Aussi, les relations historiques entre la ville et l'agriculture et l'enchevêtrement complexe de ces deux notions sont des éléments constitutifs de l'agriculture urbaine. Elles s'apparentent à un « *pas de deux* » (Monteventi Weber, Deschenaux et Tranda-Pittion 2008; Torre 2013) et la question de l'agriculture en ville apparaît comme un fil rouge du développement et de la construction des villes. Pendant longtemps, l'apparition des cités a fortement dépendu des surplus agricoles (Bairoch 1985). Villes et campagnes ont ensuite évolué conjointement, la cité constituant un lieu d'échange et de répartition des productions des espaces ruraux. L'industrialisation, les progrès techniques et innovations, notamment celles concernant l'agriculture, contribuent à l'érosion des rapports entre ville et campagne. Les villes sont de plus en plus indépendantes vis-à-vis de leurs espaces ruraux proches, et profitent des moyens logistiques sophistiqués pour mobiliser des zones éloignées pour leur approvisionnement. Ce n'est que récemment que l'agriculture retrouve une place de choix en ville et prend part au projet urbain, même si dans bien des cas, l'agriculture n'a jamais vraiment quitté la ville.

Les relations ville-campagne sont complexes et font ressortir de nombreux enjeux. Parmi eux, trois qui semblent essentiels à la compréhension de ces espaces à Lima :

- L'enjeu productif/alimentaire : quel rôle des espaces de proximité dans l'approvisionnement de la capitale péruvienne, forte de plus de 9 millions d'habitants ?
- L'enjeu d'aménagement : comment gérer les périphéries de Lima soumises à la pression urbaine et dans le même temps gardiennes des rares espaces ouverts de la ville ?
- L'enjeu de résidence : quel cadre de vie offrent les espaces ruraux de Lima et sont-ils reconnus pour leurs aménités ?

De plus, l'approche par les relations ville-campagne permet la prise en compte de différentes échelles : l'échelle de l'exploitation, du bassin versant, de la métropole, voire de la région. En effet, elle invite à sortir des cadres rigides des études urbaines ou rurales, en se penchant sur les liens existant entre ces entités.

C.1.1. Des espaces productifs : produire et approvisionner

Le poids croissant des villes dans les pays des Suds a été porteur de nombreuses craintes à partir des années 80, notamment en ce qui concerne les capacités des espaces ruraux à répondre aux demandes alimentaires urbaines (Bricas et Seck 2004). La disparition des espaces ruraux en périphérie des villes provoque des craintes similaires, relatives à la perte de terres destinées à nourrir les citoyens (Moustier et Temple 2004). Comment se positionne Lima face à de telles préoccupations ?

D'emblée, l'approche des fonctions de l'agriculture de proximité à Lima renvoie à une affirmation sans équivoque : la métropole ne dépend pas de ses espaces périphériques pour son approvisionnement alimentaire. Bien que les études traitant spécifiquement de l'approvisionnement¹¹ de la capitale et de ses citoyens manquent, les statistiques nationales concernant l'arrivée des produits alimentaires sur les marchés de gros liméniens ne laissent pas de place au doute : la province de Lima métropole joue un rôle minoritaire dans l'approvisionnement de la capitale (Anicama 2010; Hattemer 2012). Les quelques 9 millions d'habitants de la capitale profitent d'un réseau d'approvisionnement organisé entre les provinces et les importations internationales, notamment pour les céréales (Eguren 2012). Mais l'agriculture de proximité peut pourtant trouver une place unique au sein des demandes des

¹¹ La notion d'approvisionnement est définie par D.Douzant-Rosenfeld et P.Grandjean comme « le processus d'acheminement des productions jusqu'à la ville et leur distribution à l'intérieur de l'espace urbain » (Douzant-Rosenfeld et Grandjean (eds.) 1995)

Liméniens et remplir des fonctions bien spécifiques. Elle peut notamment jouer un rôle dans l'amélioration qualitative de l'alimentation des Liméniens.

À l'échelle de la métropole et de sa région, les taux de dénutrition sont relativement faibles si on les compare à ceux du reste du pays : en 2011, le taux de dénutrition chronique pour les enfants de moins de 5 ans s'élevait à 6,8% à Lima, à 10% dans les autres aires urbaines du Pérou et à 37% dans les zones rurales (INEI 2010 cité par Aldana 2013). De façon générale, Lima n'inquiète pas sur le plan alimentaire. Cependant, la ville est socialement très hétérogène, bien que les classes moyennes¹² représentent environ 36% de la population totale (selon les classifications de l'institut Ipsos-Apoyo) (APEIM 2012). L'offre alimentaire est inégale selon les quartiers, aussi bien en termes qualitatifs que quantitatifs (certains produits sont plus rares voire introuvables dans les quartiers populaires). Ces inégalités interrogent davantage le fonctionnement de l'approvisionnement métropolitain plutôt que la production alimentaire. La question de l'approvisionnement ne se pose pas tant en termes quantitatifs, mais davantage en termes d'accès à une alimentation de qualité. Les espaces agricoles de proximité peuvent aussi s'insérer dans des demandes spécifiques, peu prises en compte par les marchés classiques. Le rôle de l'alimentation est crucial à Lima, et la gastronomie s'impose dans le quotidien des habitants, notamment autour de plats festifs.

La capitale péruvienne se rapproche ainsi d'autres villes d'Amérique latine, par la précocité de son urbanisation et son déploiement en rupture avec le monde agricole. D.Rouzant-Rosenfeld et P.Grandjean notent que « *par rapport aux villes d'Afrique subsaharienne, les villes latino-américaines ont conservé peu d'espaces cultivés intra-urbains* » (Douzant-Rosenfeld et Grandjean (ed.) 1995).

Un paradoxe apparaît alors quant à la présence et au maintien dans le temps de ces espaces agricoles périphériques à Lima. Si la fonction alimentaire n'est pas la raison de la présence de l'activité agricole, cela implique que l'activité est porteuse d'autres intérêts pour la métropole et ses habitants, et qu'elle répond à d'autres attentes.

¹²Il n'existe pas au Pérou de définition stricte de la classe moyenne ; et plusieurs interprétations se confrontent, utilisant des référentiels distincts : point de vue relatif à la médiane des revenus ; point de vue se basant sur la sécurité économique (concept approuvé par la Banque Mondiale) ; point de vue basé sur les strates économiques développées par Ipsos-Apoyo (un institut privé réalisant des sondages et des études marketing) ; point de vue « ni pauvre ni riche » élaboré par la BID (Banque Internationale de Développement) (Jaramillo et Zambrano 2013). Dans tous les cas étudiés, la classe moyenne au Pérou représente entre 40 et 50% de la population totale (*Ibid.*). Au-delà des considérations quantitatives, il existe un consensus autour de l'impact positif des classes moyennes sur la croissance économique, l'équité et la stabilité politique. Les recherches empiriques ont prouvé que les classes moyennes développent une plus forte propension à l'épargne, à l'investissement et à l'entrepreneuriat (*Ibid.*)

C.1.2. Des espaces pour aménager la ville

Les premières intégrations de l'agriculture dans les conceptions de la ville remontent au XIX^{ème} siècle, avec E. Howard notamment, qui a introduit pour la première fois la notion de « *green belt* » en 1898 (Campaign to Protect Rural England et Natural England (Agency) 2010). L'espace rural périurbain reçoit alors la mission de contrer l'étalement urbain spontané (Fleury et Donadieu 1997).

Les espaces agricoles périphériques ont connu au cours du temps un changement de statut. D'abord considéré comme un vivier de réserves foncières, ce qui sous-tend à terme la perte de ses fonctions caractéristiques, l'espace périurbain est aujourd'hui en cours de revalorisation. En Europe, le phénomène a débuté au début des années 60, lorsque la régression des biens et services de « nature » a commencé à poser problème dans la société. Les rapports sociaux à l'espace agricoles se sont progressivement modifiés (*Ibid.*). En France, la logique urbaine a dominé pendant plusieurs décennies, l'aménagement était envisagé sous l'angle de la ville et de ses besoins (Mathieu 1998; Poulot et Rouyres 2003). À partir des années 70, l'espace rural acquiert une nouvelle légitimité et devient « *un antidote aux maux de la ville* » (Hervieu et Viard 2001). Une population plus variée s'installe en périphérie, ayant fait le choix de vivre dans un contexte rural. Les plans d'occupation des sols intègrent pour la première fois les espaces agricoles en tant qu'espaces économiques. Dans les années 90 en Ile-de-France, les espaces ruraux périurbains sont reconnus pour leur valeur urbaine, ce qui justifie leur protection en tant que ressources d'espaces publics. Ce tournant amène les chercheurs à considérer l'espace périurbain comme un objet géographique à part entière (Poulot 2008). La prise en compte de l'objet périurbain témoigne d'une nouvelle appréhension des relations villes-campagnes. L'espace rural périurbain s'impose parmi les outils d'aménagement et de protection de l'environnement.

Les connaissances sur le rôle de l'agriculture dans l'aménagement des périphéries sont minimales, et le rôle assigné à l'agriculture parmi les autres activités périphériques est encore peu défini. Beaucoup reste à faire en ce qui concerne les articulations entre les activités agricoles et les autres activités métropolitaines. Il apparaît dans tous les cas que la frontière urbain/rural s'estompe de plus en plus (Arlaud (ed.) 2005; Fleury et Donadieu 1997). Les élus changent de discours et établissent de nouveaux rôles pour l'agriculture : service soutenant l'emploi local, le cadre de vie et l'approvisionnement de proximité (Bertrand, Douillet et Faure 2005; Theys

et Emelianoff 2001). De plus, les espaces agricoles ainsi que les espaces périphériques dans leur ensemble prennent part à un processus de requalification de la métropole, participant au projet de ville durable (*Ibid.*; Mathieu et Guermond 2010; Levy et Emelianoff 2012). L'agriculture en ville est devenu « *un bien commun capable de générer du développement durable* » (Dabat, Aubry et Ramamonjisoa 2006).

En Amérique du Sud, la réflexion sur le périurbain est récente. A. Collin Delavaud souligne que tant les décideurs, que les urbanistes et les chercheurs manquent de connaissance concernant les périphéries (Collin Delavaud 1993). Le terme générique « *afueras* » domine pour désigner ce qui est en dehors de la ville construite. Ce n'est que très récemment que les espaces périurbains des métropoles du Sud sont étudiés aux prismes des problématiques développées dans les Nord (Chaléard 2011; Chaléard (ed.) 2014). Dans beaucoup de villes d'Amérique Latine, le périurbain constitue une « découverte » datant des années 2000, c'est le cas par exemple de Buenos Aires (Le Gall 2013). C'est aussi celui de Lima, où les espaces périphériques ont été abondamment étudiés, à la fois par des chercheurs péruviens et étrangers, mais quasi exclusivement sous l'angle de l'urbanisation galopante non planifiée et des difficultés qui en découlent (Matos Mar 2004; Calderón 1999; J. C. Driant 1991; Deler 1974). Longtemps perçus comme un déversoir de la croissance urbaine, les espaces périphériques sont aujourd'hui consolidés, et jouissent d'une nouvelle image, où se concentrent les visages d'un « *nouveau Pérou* » (Matos Mar 2012). Les terrains agricoles sont perçus comme des espaces en voie de disparition, brutale ou progressive, mais dont les fonctions ne suscitent pas de réel intérêt. Seul l'exemple spécifique de Villa El Salvador fait cas du rôle des espaces agricoles avec précision dans le cadre de la participation de l'activité à l'auto-construction et l'autogestion du quartier (Peattle 1990). Il s'agit à Lima du premier exemple de prise en compte de l'activité agricole dans la planification urbaine dès les années 70.

Dans des contextes où les contrôles sur l'urbanisation font défaut comme c'est le cas dans les villes d'Amérique latine, le maintien d'espaces agricoles permet d'opposer un frein à l'extension urbaine, à moindre coût (Tricaud, 1996 cité dans Mesclier et al. 2014). Ces espaces peuvent potentiellement jouer un rôle important dans l'aménagement des périphéries. Cependant, A. Collin-Delavaud souligne les flous des situations foncières dans les métropoles d'Amérique latine. Elle insiste notamment sur le rôle ambigu de l'État autour du foncier, oscillant entre désintérêt, laissez-faire et politiques de protection (Collin Delavaud 1993). Cette absence de définition du rôle des pouvoirs publics fragilise les espaces périphériques, selon J. Le Gall, « *la prégnance, la vigueur, la multiplicité des pressions métropolitaines sur les espaces*

agricoles de proximité sont plus fortes encore lorsque le rôle de l'Etat et de ses instances politiques dans la gestion de l'aménagement n'est pas clairement défini » (Le Gall 2013). Lima se retrouve dans cette situation de flou en ce qui concerne les positions des autorités autour du foncier, notamment dans les périphéries, et la situation évolue peu au cours du temps (Wagner 1988; J. C. Driant 1991; Calderón 1999; Faliès et Montoya 2010). L'étude des espaces agricoles interroge donc la gestion de l'étalement urbain et le positionnement des autorités vis-à-vis des périphéries.

Ces questions de fonction d'aménagement des périphéries par les espaces agricoles sont peu étudiées dans les pays des Suds (Dabat, Aubry et Ramamonjisoa 2006; Le Gall 2011; Chaléard (ed.) 2014). Les interrogations concernant l'aménagement des périphéries qui seront abordées ici à partir de problématiques développées dans les Nordes présentent un caractère encore exploratoire.

C.1.3. Des espaces de vie pour les producteurs et les citadins

La « campagne » est, en Europe occidentale du moins, et probablement dans l'ensemble des pays des Nordes, rattachée à des enjeux de cadre de vie, en parallèle des enjeux alimentaires déjà évoqués. Elle est le lieu où se déroulent les pratiques rurales (Donadieu et Fleury 2003). En France, dans les années 60, les espaces périphériques ne sont plus considérés comme des réserves foncières, mais comme des espaces pourvoyeurs de nature. Grâce au développement des transports et au faible coût du foncier dans les périphéries, on a observé un déplacement des citadins vers la campagne (Cavailhès et Schmitt 2002). Les habitants choisissent de vivre à la campagne mais en tant que citadins : la multiplication des migrations pendulaires permettent de concilier vie à la campagne et travail salarié en ville. Les autorités locales elles-mêmes encouragent l'installation des habitants en proche campagne afin de soulager les villes et d'éviter de les densifier (Bertrand et Rousier 2003). L'espace périurbain n'est plus un lieu de rejet, ni un lieu réservé à des populations pauvres à faible ancrage territorial (Donadieu et Fleury 2003).

À Lima, ce mouvement de déplacement résidentiel volontaire vers les périphéries est très récent. D'abord marquées par les migrations, les périphéries liméniennes, anciennement

appelées « cônes »¹³, sont aujourd'hui consolidées¹⁴ et constituent des quartiers économiquement dynamiques (Matos Mar 2012). On observe des ensembles de plus en plus hétérogènes socialement, les classes moyennes et aisées étant attirées par une offre de logement de haut standing, dans des territoires où les densités d'urbanisation sont parfois moindres que dans les centres (Bensús Talavera 2018). Dans un tel contexte, on s'interroge sur l'utilisation - ou non - des territoires agricoles pour créer dans les périphéries des nouveaux espaces de vie. Les nouveaux arrivants dans les districts les plus excentrés de la métropole sont-ils à la recherche d'un espace de ruralité, ou profitent-ils simplement d'une aubaine foncière ?

Mais les agricultures urbaines et périurbaines peuvent aussi intervenir au sein des espaces urbains centraux. Des questions relatives aux fonctions sociales émergent fortement (Aubry 2014): les espaces agricoles en ville sont-ils en capacité de créer ou de recréer des liens sociaux ; présentent-ils des intérêts pour éduquer les habitants à l'environnement et à la nutrition ; peuvent-ils faire face à des situations de pauvreté?

C.2. Un travail inscrit dans la géographie sociale

Cette recherche participe aux réflexions autour de la compréhension des relations qui se tissent entre des espaces spécifiques, les espaces agricoles et d'élevage, et leurs acteurs. Par la suite, ces relations sont étudiées pour comprendre leur insertion dans un ensemble plus vaste qu'est l'organisation d'une métropole.

Les acteurs des activités agricoles et d'élevage constituent donc le cœur de cette recherche, car ce sont eux qui vivent les espaces agropastoraux, les transforment et les exploitent. Cette place particulière donnée aux acteurs pour comprendre des phénomènes spatiaux confirme une inscription théorique dans une géographie sociale : « *les faits sociaux ont, de par leurs localisations et leurs manifestations, des dimensions spatiales et [...] les faits géographiques comportent des aspects sociaux qui concourent à leur compréhension et à leur évolution* » (Frémont et al. 1984).

¹³ Terminologie utilisée pour désigner les périphéries populaires, aujourd'hui décriée car elle reste connotée par l'origine illégale de ces quartiers et stigmatise leur pauvreté et leur insécurité (Durand 2010).

¹⁴ Le phénomène de consolidation des quartiers spontanés de Lima commence dans les années 50 et se traduit à la fois par une légitimation des quartiers, mais aussi l'installation des services de base tels que l'électricité, l'eau potable et la connexion aux égouts. La consolidation s'illustre également par l'apparition de services de transport. Elle marque un tournant dans l'approche des quartiers spontanés, leurs poids devenant indéniable.

C.2.1. Des espaces non rigides

Les espaces privilégiés dans cette recherche sont les territoires agropastoraux, aux fonctions productives ou récréatives. Ils sont envisagés comme des espaces dépendant des décisions des acteurs limitrophes, producteurs comme urbains ou acteurs politiques. Cette approche reste assez classique et renvoie aux définitions de base de la géographie sociale : « *Les morphologies territoriales résultent de la pratique et de la connaissance que les hommes ont de cette réalité qu'est l'espace géographique* » (Raffestin 1986). Ce sont les relations entre espaces et acteurs qui sont analysées, les faits de sociétés constituant l'agent décisif de l'explication géographique (Di Méo et Buléon 2005). En effet, la géographie sociale ne peut être qu'une géographie de l'action et des acteurs (Séchet et Veschambre 2006).

Mais les espaces agro-pastoraux ne sont pas isolés dans la seule exploitation agricole, et les décisions des producteurs résultent de logiques complexes imbriquées entre elles. Il ne s'agit pas seulement d'étudier les relations des acteurs agricoles avec leur environnement proche, mais d'étendre l'analyse aux relations entretenues avec la métropole et ses acteurs. Dans ce sens, l'approche mise en place souhaite se rattacher à la « géographie complexe » décrite par Di Méo et Buléon : une géographie complexe « *aborde les faits, les formes et les systèmes en évitant de les tronquer, de briser la moindre relation significative entre leurs éléments, de raisonner sur une fraction du réel en l'isolant de son contexte* » (p10). Cette approche nécessite alors la reconnaissance et la prise en compte de multiples rapports et interactions, entre acteurs d'une part, entre acteurs et espaces d'autre part. Ces interactions vont créer de l'organisation, de l'ordre, une hiérarchie, mais vont aussi générer des « *processus allant à contre-courant de cette organisation* » (Ibid).

Le thème est envisagé de façon pluridisciplinaire, en utilisant, outre les méthodes de la géographie, des outils propres aux agronomes et aux agroéconomistes, tels que l'approche systémique par exemple. Cependant, les pratiques des agriculteurs ne sont pas uniquement liées à des actes techniques de production, et les transformations de l'agriculture résultent de dynamiques extérieures à l'exploitation. Un ensemble d'acteurs exogènes sont susceptibles de modifier les espaces agricoles. Les projets de la ville ont des effets sur l'activité agricole en milieu urbain et périurbain, et par conséquent sur les espaces agro-pastoraux. En intégrant les terrains agricoles aux plans d'aménagement, les politiques urbaines peuvent participer au maintien de ces espaces. Au contraire, une politique libérale encourageant les investissements

immobiliers peut accélérer leur disparition. Une attention particulière sera portée à ces politiques.

C.2.2. Les acteurs, vecteurs des transformations spatiales

En inscrivant ce travail dans la géographie sociale; producteurs, citadins, aménageurs etc. sont considérés comme des « acteurs », définis par M. Lussault comme « *des individus socialisés [...] pourvus (à un temps t) de potentiel de réflexivité, de compétences linguistiques, de capacités à agir* » (Lévy et Lussault 2013) (p. 39). L'auteur ajoute que « *même les plus faibles possèdent le plus souvent [...] des compétences stratégiques, des marges d'action, des capacités d'arbitrages et peuvent provoquer par leurs actes (individuels et/ou collectifs) de puissants effets* » (p. 41). Il met cependant en évidence l'inégale répartition de ce capital.

Les acteurs sont au centre de l'intérêt de ce travail pour leur capacité à créer et transformer l'espace. Une analyse complémentaire portera sur les conséquences spatiales des relations nouées entre :

- Les producteurs et les espaces agricoles,
- Les producteurs et la ville,
- Les acteurs exogènes et les espaces agricoles.

Les acteurs tels qu'ils sont envisagés dans cette recherche peuvent être séparés entre acteurs endogènes et acteurs exogènes. Les premiers sont directement liés aux espaces agro-pastoraux : les agriculteurs et éleveurs. Il ne s'agit pas pour autant d'une catégorie homogène, ces acteurs peuvent être propriétaires, locataires, travailleurs journaliers ; l'activité agropastorale peut être principale ou secondaire dans la trésorerie du producteur, etc. Les acteurs endogènes sont à la fois ceux des périphéries et ceux des espaces bâtis continus. Les seconds, les acteurs exogènes, sont ceux qui sont extérieurs à première vue aux espaces agropastoraux, bien que dotés d'une capacité d'action à leur égard : l'Etat et les organismes publiques en charge de la gestion des ressources, les organisations économiques, les entreprises agroalimentaires, les citadins investis dans une consommation locale, les associations et ONG soutenant l'agriculture en ville.

Si l'on s'intéresse aux acteurs, un intérêt doit aussi être porté aux « *représentations sociales qui façonnent le monde et ses acteurs* » (Di Méo et Buléon 2005). Ces représentations sociales sont celles qui « *reflètent le système de valeurs communes aux membres d'un même groupe* » (Di

Méo 2008). Dès lors, on peut se demander comment les représentations se transforment en actes et produisent le territoire (Chivallon 2003). Les espaces agricoles sont porteurs de nombreuses représentations, distinctes selon les acteurs concernés. Pour les producteurs, il s'agit d'un espace de travail, mais aussi d'un lieu de vie et parfois d'un patrimoine. Une recherche d'Isabelle Duvernoy dans l'agglomération albigeoise recense les représentations des élus, pour qui l'agriculture peut être à la fois une activité surannée, un outil de gestion, un patrimoine ou une source de revenus économiques (Duvernoy 2002). Enfin, dans l'imaginaire des citoyens, l'agriculture reste souvent rattachée à un idéal rural, et par extension à un ensemble de valeurs propres au milieu rural (Rieutort 2012) alors même que les chercheurs affirment que « *l'équation agriculture = rural est aujourd'hui dépassée* » (Diry 2004). L'installation des urbains à la campagne est qualifiée de « renaissance rurale » (Kayser 1990), où le rural est avant tout compris par les citoyens en tant que paysage. Finalement, c'est surtout le rejet de la ville et une idéologie anti-ville qui a abouti à une définition valorisante de la campagne (Mathieu 1998). Il s'agit donc de confronter ces représentations et de vérifier leurs conséquences sur les pratiques des producteurs.

À plusieurs égards, ce travail repose sur une approche multiscalaire et s'attache à identifier des ensembles spatiaux, chacun de ces ensembles entretenant des relations, des interactions spatiales et s'emboîtant les uns dans les autres.

Une approche par les acteurs passe nécessairement par la très grande échelle, avec notamment un fort attachement aux points de vue des acteurs, dans une démarche compréhensive (Séchet et Veschambre 2006). Pour autant, il ne faut pas tomber dans le piège de négliger les autres échelles, plus décisives en matière de choix économiques et politiques. Hervé Vieillard-Baron rappelle que « *le travail au plus près du terrain n'a de sens que s'il s'inscrit dans la combinaison des échelles d'intervention politique et de pratiques sociales* » (Vieillard-Baron 2013). Ces échelles doivent être pensées comme des composantes de la position sociale. C'est pourquoi il a fallu autant que possible « lever le nez de la parcelle » pour s'intéresser à des acteurs dont les décisions ont des répercussions aux échelles du quartier, de la métropole liménienne, de la région de Lima. Plus qu'une connaissance exhaustive, il s'agissait bien, comme l'évoquent Di Méo et Buléon, de saisir la cohérence de l'objet de recherche dans son ensemble, de l'individu au global, et les liens entre ces échelles.

Ces croisements d'échelles confrontent et articulent des acteurs de différents types (endogènes et exogènes) et sont à l'origine de jeux d'acteurs. Ces jeux d'acteurs sont quant à eux à l'origine de discontinuités, de bifurcations, de ruptures sociales et spatiales (Di Méo 2006). Ainsi, par

ces rapports discontinus entre acteurs, l'espace géographique devient facteur aggravant, sinon producteur de dissymétries et de tensions sociales (Di Méo et Buléon 2005). La géographie sociale se place alors comme un outil d'aide à la compréhension de la structure des groupes sociaux, de la (re)production des positions sociales et des rapports de dominations dans la dimension spatiale (Séchet et Veschambre 2006).

C.3. L'utilisation du concept de nature en ville dans une ville des Suds

Le XXème siècle a été marqué par la place croissante des villes, à tel point qu'il « *restera dans l'histoire comme [le siècle] de la généralisation planétaire de l'urbain* » (Pommelet 1991). La tendance de l'hégémonie urbaine se vérifie toujours, avec plus de la moitié de la population vivant en ville en 2014 (54%) selon un rapport des nations unies (<http://www.un.org/en/development/desa/news/population/world-urbanization-prospects-2014.html>). Très vite, cette accélération de l'urbanisation a montré ses limites. L'urbain attire, mais la ville est souvent placée en situation d'accusée (Metzger et Couret 2002), considérée responsable de nombreuses pollutions globales et locales. La ville est confrontée à une situation de crise, à la fois en tant que milieu de vie et comme objet de gestion de ses territoires (Metzger 1994). De plus en plus, on fait écho de l'incapacité à gérer l'urbain et d'un étalement de la ville qui échappe au contrôle des autorités en place. L'étalement urbain est au cœur des préoccupations (Berque, Bonnin et Ghorra-Gobin 2006). Il conduit à l'apparition de nouvelles formes de villes, dans lesquelles la nature prend une place inédite. M. Bouraoui évoque une « *ville qui s'étale sur un territoire sans limite, dominé par la présence de la nature et au sein duquel s'exprime un nouvel attachement des citadins à cette présence de la nature* » (Bouraoui 2000).

La nature est donc en passe de devenir un élément constitutif de l'urbain, remettant la question des rapports société/nature au cœur des préoccupations des chercheurs (Mathieu 2000). Cette intégration de la nature dans le milieu urbain force à repenser l'idée même de nature et à la distinguer de la « belle nature » d'une part; et d'autre part à différencier « nature » et « environnement » (*Ibid.*). L'intérêt pour la question des liens entre la nature et le monde urbain est de plus en plus présent dans les recherches, mais celles-ci sont centrées presque exclusivement sur les villes des pays développés (Fournet-Guérin 2008). En réponse aux nombreux problèmes générés par la ville (pollution des sols, de l'eau et de l'air ; conditions de

transports ; bruit ; transformation des paysages ; dégradation des espaces verts), le concept de l'environnement urbain apporte des réponses, ou tout du moins des voies de réflexion, à l'amélioration des conditions de vie en ville.

Cette thèse propose d'étudier un des aspects de la nature en ville, dans un contexte de pays en voie de développement, où la question est souvent supplantée par d'autres priorités telles que le logement, la mobilité ou la réduction de la pauvreté (*Ibid.*)

Il apparaît dès lors indispensable d'établir quelle est la conception de la nature dans notre propos. Dans le milieu urbain, l'idée de nature correspond dans les grandes lignes à la conception moderne de celle-ci, à savoir une nature sur laquelle le regard de l'homme est primordial, forte d'un contenu culturel important. Selon A. Berque, « *la nature est forcément traduite en termes propres à une culture ; elle est intégrée au monde que l'homme est capable de concevoir, de percevoir et d'aménager. Dans ce cas, la nature ne se définit pas sans ou contre l'homme mais par l'homme* » (Berque 2000). R. Raymond distingue quatre types de nature, toutes profondément rattachées à leur utilité potentielle pour l'homme :

- une nature fonctionnelle composée d'agroécosystèmes,
- une nature originelle qui s'incarne dans des espaces marginaux perçus comme sauvages,
- une nature esthétique incarnée par des symboles qui illustre un passé paysan idéalisé,
- une nature cadre de vie de populations heureuses d'habiter à la campagne ou dans les espaces périurbains (Raymond 2005).

Dans chacune de ces catégories, c'est bien le regard de l'homme qui définit l'identité de la nature. En ville, ce sont les citadins qui modèlent la nature, elle est pensée pour satisfaire leurs besoins (Mayté Banzo 2009). Les demandes en termes de natures se font plus intenses (Bourdeau-Lepage 2013) et prennent des nouvelles formes, qui s'expriment notamment par un nouvel attrait du périurbain.

Définir la nature en ville est un exercice complexe. Souvent, lorsqu'on évoque ce concept, il en ressort plutôt une « *impression d'ensemble, correspondant à de multiples formes, dépendant de multiples critères, et traduite par de multiples indicateurs* » (Tricaud 1996) qu'une notion clairement délimitée. La nature en ville peut jouer plusieurs rôles et recouvrir plusieurs identités. Les études la concernant regroupent plusieurs catégories d'objet :

- la nature biologique dans la ville (analyse des populations végétales et animales, comportement, densité, reproduction, adaptation au milieu urbain) ;
- les éléments physico-naturels dans la ville tels que l'eau, les sols urbains ou la qualité de l'air ;

- les « morceaux de nature » que sont les jardins ouvriers, les espaces verts, et leurs rôles dans l'espace urbain (Metzger 1994).

C'est dans cette dernière catégorie s'inscrivent les espaces étudiés dans cette thèse. Il s'agit de déterminer comment l'agriculture en ville et dans ses périphéries peut prendre part à l'ensemble de « nature » et ainsi participer au bien-être des citoyens. Les relations entre les habitants des villes et l'agriculture ont souvent été ambiguës, marquées par de la méconnaissance et un sentiment d'étrangeté (Torre 2013). Cependant, les habitants des villes manifestent de plus en plus leur intérêt pour des problématiques agricoles, qui s'expriment sous des formes diverses : essor de la consommation de paniers de produits agricoles, vente directe, jardins partagés, fermes urbaines, murs végétaux (*Ibid.*). De nouveaux liens apparaissent alors, sous l'impulsion des citoyens, entre la ville et les territoires qui l'approvisionnent, construisant ainsi de nouveaux espaces de concertation (Chiffolleau et Prevost 2013).

Il convient de faire le point sur le triptyque « nature-agriculture-ville » pour mieux cerner les relations réciproques entre ces notions et les évolutions au cours du temps. Parcs et jardins commencent à investir la ville à partir du XIX^{ème} siècle, proposant des espaces de récréation aux citoyens tout en leur économisant des déplacements longs et coûteux. Les espaces verts s'imposent comme partie intégrante de la ville à partir des années 60 principalement, se transformant en objets d'aménagement de la ville, alors que dans le même temps l'agriculture de proximité est largement impensée ou considérée comme une réserve foncière à destination de l'extension de la ville (Torre 2013). La nature en ville est mobilisée pour améliorer la qualité de l'environnement urbain, les espaces naturels pouvant jouer un rôle vis-à-vis des nuisances perpétrées par la concentration humaine. Mais de la même façon que l'agriculture urbaine revêt plusieurs fonctions, la nature en ville peut également jouer un rôle économique et social. P.M. Tricaud retient trois rôles principaux : l'approvisionnement de la ville, le contrôle des espaces vacants et l'animation de la ville (Tricaud 1996). Il s'agit de trois rôles que l'agriculture peut endosser.

En parallèle, les désirs des urbains évoluent. Ils sont nombreux à vouloir s'installer en périphérie, exprimant ainsi leur rejet de la ville et donnant naissance au nouveau profil de « rurbains » (Bailly 2010), à la recherche d'un espace de vie plus agréable, plus calme et moins pollué que les centres-villes. Les liens entre nature en ville et qualité de vie sont de plus en plus mis en avant (Bley et Vernazza-Licht 2006). Les attentes de nature restent les mêmes pour les habitants des zones densément peuplées, qui n'ont pas la possibilité de s'installer loin des centres urbains. A. Torre considère que « *l'intrusion de l'agriculture en ville* » constitue une

des solutions à cette recherche de nature. L'agriculture est ici porteuse de dimensions paysagères, de valeurs et de lien social (Torre 2013).

L'objectif de ce travail est également d'apporter des éléments nouveaux dans la problématique de la gestion de la nature, et plus particulièrement la gestion à une échelle locale, celle de la ville ou des districts. La nature peut apparaître comme une contrainte supplémentaire à la gestion urbaine (Metzger 1994), d'autant plus que les acteurs impliqués dans les négociations sont nombreux et de nature variée (Duvernoy et al. 2005). Il s'agit de comprendre comment la nature, et notamment l'agriculture s'intègrent aux projets urbains ; ainsi que de mettre en évidence les éléments légitimant la reconnaissance de l'activité par l'action publique.

En parallèle, la nature peut aussi être gérée par les individus, à des échelles très grandes. En effet, un des avantages de mettre la ville au cœur de l'étude des relations homme-nature est la possibilité de revenir au niveau de l'individu, insuffisamment travaillé en géographie (Mathieu 2000). On observe ces phénomènes à l'échelle des jardins urbains, qui deviennent des espaces de civisme et d'organisation des citoyens/agriculteurs (Lyson 2000; DeLind 2002; Paul Joseph Draus, Juliette Roddy et Anthony McDuffie 2014). Comment s'articulent gestion individuelle et gestion public des espaces agricoles dans le contexte liménien ?

La nature en ville, et notamment l'agriculture, concentre un ensemble d'enjeux évoqués brièvement ici : aménagement urbain correspondant à la fois à une demande sociale (locale, des citoyens) d'espaces de bien-être, et à des pressions globales de promotion d'espaces durables. En parallèle de ces considérations, les producteurs doivent trouver leur place et dégager leurs propres intérêts.

L'ensemble de ces concepts permet d'appuyer la question centrale de cette recherche. À travers de nombreuses mutations historiques, l'agriculture s'est avérée être un partenaire nécessaire à la ville (Donadieu et Fleury 2003). Mais quelle agriculture, avec quels agriculteurs, quelles productions et quels marchés ?

En analysant l'intégration de l'agriculture à la ville et les rapports entretenus entre ville et campagne, il devient alors possible d'énoncer les représentations et fonctions attribuées à l'activité agricole dans le contexte liménien. Notre propos suggère d'interroger les représentations de l'activité agricole en ville selon divers acteurs. Sont-elles pertinentes vis-à-vis des caractéristiques de l'activité à Lima ? **Les producteurs liméniens peuvent-ils - en termes de moyens disponibles et de pratiques mises en place - répondre aux attentes urbaines de l'agriculture en ville aux vues des renouvellements des fonctions de l'activité ?**

D. Hypothèses et méthodes

Le corpus bibliographique étudié ainsi que les cadres d'analyse mobilisés nous invitent à prendre en compte diverses dimensions de l'intégration de l'activité agricole à la ville (dimensions économique, politique, sociale et technique) et les modalités d'évolution de cette intégration au cours du temps.

D.1. Trois hypothèses guidant ma recherche

Une part importante de ce travail fait référence aux producteurs et aux stratégies qu'ils ont développées pour se maintenir en ville. Ce maintien est fortement dépendant de leur capacité à répondre aux demandes émanant du contexte urbain. Les connaissances réciproques entre producteurs et citadins sont un facteur essentiel de la réussite de l'intégration de l'agriculture en ville. Cette notion d'intégration semble féconde pour comprendre les processus d'existence et d'évolution de l'agriculture en ville. L'idée d'intégration dépasse la simple coexistence de deux réalités distinctes, elle « *donne lieu à un mélange dissymétrique produisant une nouvelle réalité* » (Lévy et Lussault 2013). Pour mieux s'intégrer à la ville, les producteurs doivent comprendre les attentes des habitants. Il faut pour cela qu'ils aient accès à cette information, et qu'ils aient donc une connaissance précise du milieu urbain. Une fois les informations acquises, les producteurs examinent les coûts d'opportunités et les risques encourus du fait de la modification de leurs pratiques. Les capacités des producteurs à bouleverser les conduites d'exploitation pour répondre à des attentes nouvelles ne sont pas automatiques. De plus, les

changements potentiels de la conduite de l'activité dépendent également de facteurs extérieurs aux producteurs et à leur exploitation. L'exploitation fait en effet partie d'un système et les pratiques agricoles sont étudiées au sein d'un ensemble d'interactions socio-spatiales existantes (Sebillotte 1974; Bonneville, Jussiau et Marshall 1989). Les facteurs sociaux et culturels entrent en compte dans les choix et les pratiques des agriculteurs (Chia 1987). Il ne suffit pas d'analyser les pratiques agricoles, mais aussi les principes qui guident leurs mises en œuvre. Le milieu urbain offre des opportunités et des contraintes à l'activité agricole que les producteurs prennent en compte pour répondre à des logiques bien précises (Aubry et al. 2008). Dans ce cadre, la volonté politique d'intégration de l'agriculture à la ville a un rôle à jouer. Si les sphères urbaines portent des attentes sur l'activité agricole, leur offrent-elles pour autant les moyens nécessaires pour y répondre ? Les agriculteurs sont-ils réellement en mesure de s'adapter aux attentes portées sur l'agriculture en ville ? Y a-t-il adéquation entre la réalité de l'activité agricole et les représentations qui lui sont rattachées (aussi bien de la part des politiques que des citoyens) ?

Au-delà d'une étude de cas, cette recherche invite à interroger la place de l'agriculture en ville et son appropriation par les nombreux acteurs de la ville.

A partir de la problématique, trois hypothèses principales sont formulées. Elles constituent les pistes initiales de recherches.

- L'agriculture urbaine et périurbaine, après avoir été rejetée de la ville, est revalorisée du fait des nouvelles fonctions qui lui sont assignées.
- Les producteurs ne disposent ni des capacités ni du soutien nécessaires pour adapter leur activité à ces nouvelles attentes.
- Les différentes attentes portées sur l'agriculture urbaine sont contradictoires et peuvent aboutir à des ambivalences et exclure certains acteurs de la nouvelle dynamique en cours.

Ces hypothèses orientent de façon précise les méthodes à employer, capables de croiser l'ensemble des espaces et des acteurs constitutifs et constituant l'objet agri-urbain à Lima. La question des « fonctions et représentations » invite à approcher une large variété d'acteurs, en dehors des producteurs, qui constituent toutefois le noyau dur de cette recherche.

Pour répondre à la question de recherche principale, l'idée de départ était d'approcher les trois vallées agricoles dans leur ensemble, ainsi qu'un nombre le plus exhaustif possible d'expériences d'agriculture intra-urbaine, pour appréhender la totalité des réponses des producteurs face aux demandes extérieures. L'objectif était alors de recenser tous les modes de production agricole dans le contexte urbain et périurbain. Ces intentions ont vite été rattrapées par les rugosités du terrain et se sont confrontées aux itérations propres au travail de terrain. Selon P. Olivier De Sardan, on parle à la fois « *d'itération concrète (l'enquête progresse de façon non linéaire entre les informateurs et les informations), ou d'itération abstraite (la production de données modifie la problématique qui modifie la production de données qui modifie la problématique)* » (Olivier de Sardan 1995). Entre ces objectifs initiaux et leurs réalisations, le parcours méthodologique a été parsemé de détours et retours sur les acquis de départ. Un travail de thèse est souvent sinueux, et même une méthodologie solide n'empêche pas des ajustements permanents. Tout au long des avancées, il a été nécessaire de recomposer les questionnements afin de les faire coïncider avec la réalité du terrain.

D.2. Le repérage des fonctions actuelles de l'agriculture à Lima

Au cœur du parcours de recherche, on retrouve avant tout la métropole de Lima. Le travail de terrain de thèse a été partagé en trois temps entre 2013 et 2016. À ces expériences, il faut ajouter des séjours sur le terrain au cours d'un stage ingénieur en 2011 et d'un master de recherche en 2012. Les données récoltées sur ces terrains sont évoquées et utilisées dans le travail de thèse, car il y a entre eux et la thèse une véritable continuité. Surtout, ces premières expériences ont permis d'amorcer le travail de thèse en « terrain connu ». Le fonctionnement de la ville n'était pas étranger, les institutions agricoles et les acteurs clés à interroger étaient déjà identifiés. Plus qu'un défrichage, certains résultats obtenus lors de ce séjour ont été réutilisés, moyennant quelques mises à jour. Les détails concernant l'ensemble des séjours effectués, leurs objectifs et les réalisations sont présentés dans le Tableau 4. Ces allers-retours entre la France et le Pérou ont permis d'alterner immersion sur le terrain et prise de recul pour l'analyse des données et réorientation des questions de recherches. Cette sous-partie est l'occasion de présenter l'organisation du travail de terrain.

D.2.1. Deux types d'approches du terrain différentes pour le périurbain et l'urbain

Par l'étude des dynamiques agricoles, les zones d'intérêts de ce travail apparaissent clairement : Lima s'est construite sur trois vallées agricoles (cf Carte 3). Ces vallées s'étendent sur plusieurs entités administratives. Les aires productives sont à leur tour délimitées en plusieurs « commission d'irrigateurs », un référentiel utilisé à l'origine par les organismes de gestion de la ressource hydrique, et prenant pour base le bassin versant (cf ANNEXE 1 : Organisation des commissions d'irrigateurs sur le territoire liménien). Chaque bassin est divisé entre partie basse, médiane et haute ; dans lesquelles on retrouve plusieurs commissions. Différents échelons administratifs se croisent et sont autant d'obstacles à la compréhension de l'organisation de l'activité agricole. Néanmoins, ces commissions d'irrigateurs constituent un repère commun pour les producteurs et les acteurs s'intéressant à l'activité. Cette délimitation a aussi facilité la tâche de quadrillage du terrain : où réaliser les enquêtes pour tendre vers une représentation la plus fidèle possible des espaces déjà vastes des vallées agricoles ? Il suffisait de suivre le découpage déjà utilisé. Dans chaque vallée, l'objectif était de rencontrer des producteurs de chacune des commissions afin d'avoir un aperçu des différences de pratiques au sein même des vallées.

Après avoir étudié au préalable les recensements agraires de 1994 et de 2012 réalisés par l'INEI (*Instituto Nacional de Estadística e Informática* – Institut National de Statistiques) et identifiés les zones d'intérêts agricoles, l'idée était de parcourir 3 vallées, 11 municipalités, 38 commissions d'irrigateurs (cf Annexe 2). Cet objectif n'a bien entendu pas été atteint, car les portes du terrain se sont souvent fermées empêchant les avancées complémentaires, faute d'intermédiaires, par difficulté d'accès ou pour des raisons de sécurité.

Tableau 4: Description des phases de terrain

Année	Période	Phases de la recherche
2013	Juillet-Décembre	<ul style="list-style-type: none"> - Enquêtes exploratoires dans les vallées du Rímac et Lurín - Réactivation des contacts dans la vallée du Chillón. Approfondissement des connaissances sur les producteurs de la vallée - Enquêtes auprès des programmes mis en place par la municipalité
2014	Juillet-Décembre	<ul style="list-style-type: none"> - Enquêtes autour des circuits courts (producteurs, commerçants, porteurs de projets, consommateurs) - Enquêtes auprès d'agriculteurs intra-urbains - Rencontres avec des groupements d'agriculteurs et producteurs porteurs d'initiatives innovantes
2016	Janvier-Mars	<ul style="list-style-type: none"> - Enquêtes exploratoires dans les parties supérieures des vallées, en dehors de Lima métropole - Enquêtes complémentaires auprès des institutions

Le terrain de cette thèse se décompose en deux types : le périurbain et l'intra-urbain, façonnés par des acteurs tout aussi différents. Pour les rencontrer, l'approche de ces acteurs ne mobilise pas le même engagement. Les producteurs ne portent pas le même regard sur leur activité et leur accueil varie selon l'appréhension de l'activité. Ainsi, les agriculteurs intra-urbains peuvent témoigner d'une certaine fierté à montrer leurs jardins et font preuve d'un intérêt sincère à partager leur expérience. Par certains aspects, ces terrains ont été plus faciles à approcher (proximité géographique car situés dans des districts centraux ou péricentraux, plus grande disponibilité des producteurs et appui d'acteurs locaux). De plus, il faut souligner que les producteurs des périphéries dépendent de leur activité pour dégager des revenus ; rencontrer un producteur sur son champ revient donc à le rencontrer sur son lieu de travail, avec l'ensemble de contraintes que cela représente (risque de déranger au cours d'une tâche, surveillance de la part d'un employeur, temps moins disponible).

Mais élargir les recherches à l'intra-urbain a aussi été source de difficultés supplémentaires. En effet, cette démarche a entraîné une extension conséquente des localités à parcourir. L'étude de ces terrains demandait une plus grande préparation en amont. Les espaces de l'agriculture intra-urbaine passent très facilement inaperçus, du fait tout d'abord de leur taille réduite, mais aussi de leur « camouflage » dans le milieu urbain. Il est parfois très difficile d'imaginer qu'entre un terrain de foot et une décharge ouverte, derrière de hauts grillages, se cache un jardin agricole. On ne peut pas tomber par hasard sur ces espaces, il est nécessaire d'avoir établis des contacts

au préalable, ou d'avoir effectué un minutieux repérage sur images satellites. Ce travail peut s'avérer long et fastidieux, du fait des tailles extrêmement réduites des parcelles agricoles en milieu urbain.

D.2.2. Une approche qualitative reposant également sur les statistiques disponibles

L'analyse de l'activité agricole liménienne revient à appréhender les espaces, les circulations et les réseaux en lien avec l'activité. En inscrivant ce travail dans la géographie sociale, au plus près des acteurs et avec une affinité pour la très grande échelle, une démarche qualitative s'est naturellement imposée.

Cependant, un détour par une analyse plus quantitative a été nécessaire, pour compléter les données primaires récoltées sur le terrain, mais surtout pour trianguler l'information, « *principe de base de toute enquête* » (Olivier de Sardan, 1995).

L'apport de données statistiques est essentiel pour avoir une idée des tendances générales de l'activité agricole à Lima. Ainsi, des sources statistiques sous plusieurs formes ont contribué à compléter les données qualitatives. Les recensements agraires dans un premier lieu, notamment ceux de 1994 et 2012, offrent une idée précise de l'évolution des pratiques des agriculteurs et des éleveurs au cours du temps. Des informations cruciales en ce qui concerne les tailles des parcelles sont aussi disponibles. Toujours tirés des statistiques de l'INEI, il est possible de se faire une idée des habitudes alimentaires des Liméniens grâce aux enquêtes ENAHO (*Encuesta Nacional de Hogares* – Enquête nationale des foyers). Le Minagri (*Ministerio de agricultura y riego* – Ministère de l'agriculture et d'irrigation) quant à lui fournit au travers du SIEA (*Sistema Integrado de Estadísticas Agrarias* – Système intégré de statistiques agraires) des informations régulièrement mises à jour en ce qui concerne les productions nationales, désagrégées aux échelles des régions et provinces. On y trouve également des archives des productions des années précédentes, et de la documentation se rapportant aux programmes de soutien à l'activité agricole. Enfin, le SISAP (*Sistema de Precios y Abastecimientos* – Système de prix et d'approvisionnement), également établis par le Minagri, informe sur les quantités de produits agricoles arrivant sur les marchés de gros et leurs prix. Ces prix intéressent surtout les producteurs et commerçants. Le Minagri a mis en place en 2017 un système d'information pour les consommateurs, par le biais d'une application mobile (Mi caserita), recensant les prix des

principaux produits agricoles sur plus de 50 marchés détaillants de la capitale. Cette application concerne uniquement les consommateurs liméniens. D'autres informations statistiques ont été recueillies grâce à la documentation élaborée par la municipalité métropolitaine de Lima au cours des différents gouvernements au pouvoir.

Les sources d'informations statistiques ne manquent pas. Mais dans le contexte de cette recherche, ces informations ne suffisent pas pour saisir la diversité des exploitations agricoles et leurs acteurs. En effet, les données disponibles sont pour la plupart agrégées : elles se réfèrent au district pour la plus grande échelle.

De plus, l'étude approfondie des données statistiques disponibles donne lieu à la mise en évidence de plusieurs ambiguïtés et blocages. En croisant les différentes données disponibles tels que les recensements agraires, les recensements économiques, les statistiques agraires du ministère de l'agriculture, les statistiques des agences agricoles locales, les données des municipalités et des districts, on aboutit à des résultats parfois contradictoires. Un exemple frappant concerne les superficies de terrains agricoles dans le territoire de la métropole liménienne répertoriés dans les deux derniers recensements agraires (1994 et 2012). Alors qu'une perte des terrains agricoles est dénoncée et indéniable (Municipalidad Metropolitana de Lima 2014a; Calderón 1999), les recensements agraires évoquent une augmentation de ces superficies entre 1994 et 2012. En définitive, on explique ces différences par un changement dans les catégories employées d'un recensement à l'autre, rendant les analyses de comparaison difficiles.

En parallèle des complications dues à la fiabilité des données statistiques, les dimensions de la région rendent une étude quantitative fiable difficile sans une équipe de recherche entièrement dédiée à l'objet agri-urbain. Finalement, une méthode qualitative permet d'approcher les réseaux, les représentations, les évolutions sociales ainsi que les dynamiques des acteurs au sein de l'objet agri-urbain.

L'ensemble de ces arguments confortent les choix d'une méthodologie qualitative, immergée dans les espaces agricoles liméniens. Les allées et venues entre la France et le Pérou ont permis d'observer les évolutions de l'objet agri-urbain sur cinq années consécutives.

D.2.3. Les grilles d'entretien et les questionnaires

Ayant fait le choix de couvrir un large éventail d'acteurs, il a été indispensable de faire varier les grilles de questions en fonction des acteurs rencontrés. Un questionnaire et plusieurs grilles d'entretiens ont été construits, adaptées aux catégories de personnes interrogées.

Schématiquement, on distingue les acteurs que interrogés au sein de deux groupes : les producteurs (agriculteurs et éleveurs) et les protagonistes « autres » en lien avec l'activité, c'est-à-dire d'une part les acteurs endogènes, et les acteurs exogènes d'autre part.

Au début de cette recherche, les producteurs et les rencontres sur les exploitations été considérées comme au cœur du travail. Aller à la rencontre de ces acteurs s'est avéré plus compliqué que prévu, et certaines zones de recherche n'ont pas pu être couvertes. Il s'agit tout de même des acteurs les plus représentés dans les entretiens. En règle générale, chaque entrevue avec des producteurs débutait avec des enquêtes assez courtes et directives. Si la personne interrogée semblait ouverte à la discussion, le questionnaire pouvait se transformer en entretien long. Dans le cas contraire, il a fallu à quelques reprises abrégé l'entrevue lorsque la personne interrogée se montrait peu encline à discuter, ou soucieuse du temps écoulé. Une attention particulière a été portée au bien-être des interlocuteurs interrogés, afin que le temps de l'enquête ne constitue pas un « poids » pour eux.

Les questionnaires interrogeaient la fonction de l'interlocuteur, ses origines, sa trajectoire au sein de l'activité, les caractéristiques principales de l'exploitation ; les produits cultivés, les modes d'exploitation, la commercialisation des produits ; l'opinion de l'acteur sur les espaces agricoles et sur leurs changements récents, l'opinion de l'acteur sur son activité et sur la proximité de la ville. Au total, 66 producteurs et/ou éleveurs ont été interrogés lors du travail de thèse, auxquels on peut ajouter 64 autres enquêtes réalisées lors du stage ingénieur mentionné précédemment.

Les entretiens, plus longs et semi-directifs, avaient pour objectif de laisser plus de libertés à l'interlocuteur tout en orientant la conversation. Ces entretiens ont parfois été programmés à l'avance, mais se sont le plus souvent déroulés dans la foulée des questionnaires évoqués plus haut. Ils approfondissent les thématiques des enquêtes et interrogeaient en plus : les questions foncières (origines des terrains, locations éventuelles, mise en vente de parcelles etc.) ; l'évolution de l'activité et des pratiques ; l'insertion dans des réseaux sociaux éventuels ; les liens avec les activités de la ville, la connaissance de celle-ci ; les projets futurs. Ces entretiens,

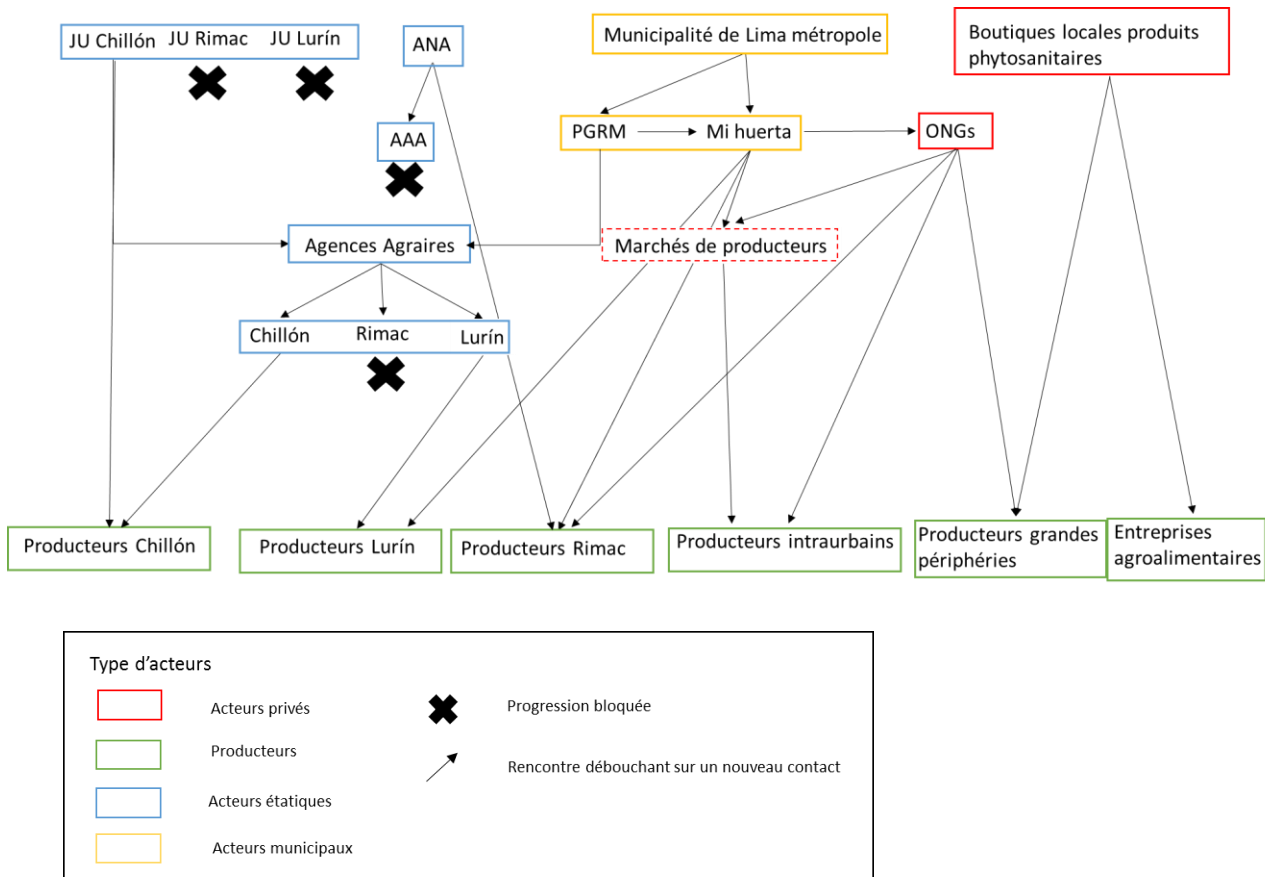
plus libres, ne se répétaient jamais à l'identique d'une personne interrogée à l'autre. On comptabilise 24 entretiens semi-directifs réalisés entre juillet 2013 et février 2016.

D.3. Les repérages des attentes placées dans l'agriculture par les acteurs exogènes

En dehors des producteurs et éleveurs de la ville, une série d'entretiens (au nombre de 45) ont été menés auprès de divers acteurs en lien avec l'activité : techniciens agricoles, responsables politiques, universitaires, commerçants etc. Ces entretiens, contrairement aux échanges avec les producteurs, étaient la plupart du temps prévus à l'avance et les grilles de questions pouvaient être affinées au gré des informations collectées en amont de l'entrevue. Les grilles d'entretien ont été modifiées au fur et à mesure de la recherche pour les adapter aux acteurs interrogés et en fonction des évolutions de la réflexion. Ils s'axaient souvent sur un sujet particulier. Nous nous intéressions en outre sur leurs liens avec les espaces agro-pastoraux de la ville. Les discussions portaient essentiellement sur les dynamiques socio-spatiales de ces espaces en ville et en périphérie. Leurs connaissances ont permis de forger une idée plus précise de l'organisation de ces espaces.

Une certaine souplesse a donc été gardée par rapport aux objectifs de départ. Il ne s'agissait pas de réaliser une étude représentative, mais plus plutôt de privilégier une approche intuitive des personnes à interroger, favorisant des relations de confiance. Un certain nombre d'échanges ont été élaborés de façon très informelle (au bord de la route, dans les marchés, dans les transports) et ont constitué des sources complémentaires d'informations et d'inspiration pour diriger la recherche vers de nouveaux acteurs.

Figure 1: Typologie des acteurs et filiation des prises de contact



Réalisation : Leloup, 2016.

La Figure 1 met en évidence le type d'acteurs interrogés, et détaille la progression des enquêtes d'un type d'acteur à l'autre. Il apparaît clairement dans ce schéma que les intermédiaires sont nombreux pour accéder aux producteurs. Après avoir tenté à plusieurs reprises une approche en solitaire des terrains agricoles, sans introduction au préalable, il apparaissait clairement que cette technique n'était pas appropriée (méfiance de la part des personnes approchées, difficulté à justifier ma présence). Les acteurs institutionnels de l'activité sont devenus ainsi des acteurs clés du déroulement de la recherche. Selon les cas, les personnes interrogées ont partagé leurs contacts et ont permis une rencontre plus légitime avec les producteurs et éleveurs de la capitale. Un certain nombre de blocages peuvent aussi être soulignés. Par « progression bloquée » mentionnée dans le graphique, il faut comprendre que les dialogues n'ont pas donné lieu à des entretiens complémentaires, et n'ont pas débouché à la rencontre d'autres acteurs. Le cas des groupements d'irrigateurs (*Juntas de usuarios*) est évocateur. Dans un cas, l'entretien réalisé auprès d'un ingénieur du groupement a donné lieu à de nombreuses sorties sur le terrain et à l'accès à un panel large d'acteurs (producteurs locaux mais aussi représentants des agences

agraires ou encore des commerçants) ; dans les deux autres cas, les personnes rencontrées se sont montrées moins enclines à partager leurs réseaux.

Enfin, il a été possible de participer à plusieurs reprises à des ateliers/formations/réunions d'équipe. De façon plus informelle, des enquêtes et entretiens se sont déroulées lors de festivités internes, visant à rassembler les producteurs. Ces rassemblements ne donnaient pas forcément lieu à des entretiens individuels, mais représentaient une source d'informations précieuses en ce qui concerne l'organisation de l'activité ou encore les liens tissés entre exploitants et institutions.

Tableau 5: Récapitulatif des méthodes de collection de données primaires

Méthode de collection de données	Répétition
Enquêtes auprès des producteurs/éleveurs	66 (+64)
Entretiens longs auprès des producteurs/éleveurs	24
Entretien auprès des municipalités	11
Entretien auprès d'organismes étatiques	11
Entretien auprès des ONG et associations	12
Entretiens auprès d'entités privées	7
Entretiens auprès d'organismes universitaires	3
Entretien auprès d'organismes supranationaux	1
Enquêtes consommateurs	17
Observation participative (jardinage, organisation de fêtes, participation à des réunions de travail)	7

D.4. Le repérage des lieux de l'agriculture

L'étude de l'objet agri-urbain comportait deux difficultés principales. Tout d'abord, les dimensions de la capitale péruvienne et les déplacements nécessaires en périphéries, parfois très lointaines, ont constitué des freins logistiques considérables. Surtout, il a fallu y trouver une porte d'entrée pour susciter l'intérêt des interlocuteurs.

Après le travail de master, centré sur la vallée du Chillón, l'étude des deux autres vallées ne semblait pas présenter de difficultés particulières. Les dimensions de la métropole étaient connues ainsi que les difficultés d'accès physique à certaines zones périphériques. Pour se rendre sur les zones de production, il faut parcourir plusieurs dizaines de kilomètres et multiplier les modes de transports en commun. L'accès à certaines exploitations reculées s'avère très compliqué sans moyen de locomotion propre. Certains contacts des expériences précédentes ont été réactivés, et les premiers temps du terrain ont été consacrés à la rencontre des personnes ressources. Par la suite, des stratégies multiples ont été mises en place pour aborder une grande variété d'acteurs. Pour poursuivre cette démarche, les personnes ressources ont joué un rôle fondamental.

L'organisation du terrain, loin d'être linéaire, est fortement dépendante de rencontres clés amenant à de nouvelles rencontres, puis à d'autres et ainsi de suite. Issus du monde académique, de la sphère politique ou de la société civile, ces acteurs représentent les « personnes ressources » de la démarche de recherche. Ils ont amené l'analyse vers des lieux d'intérêts et ont redirigé des aspects de la recherche qui n'avaient pas été envisagés initialement.

Considérant les difficultés à rencontrer les producteurs, les diverses institutions en lien avec l'activité agricole à Lima ont été approchées dans un premier temps. Les personnes interrogées ont par la suite dirigé la recherche vers d'autres services ou directement vers des producteurs. Certains de ces acteurs ont accompagné les enquêtes auprès des producteurs, de façon régulière ou occasionnelle, facilitant ainsi la prise de contact. Cet effet boule de neige est explicité dans la Figure 2.

Soulignons aussi l'aide des étudiants de l'université San Marcos et de l'université pontificale catholique (*Universidad Nacional Mayor de San Marcos* et *Pontificia Universidad Católica del Perú*) dans le déroulement de cette recherche. Travaillant sur des thématiques liées, plusieurs sorties terrain se sont déroulées de façon commune, donnant lieu à des échanges fructueux. Ce travail en équipe mettait en évidence l'aspect académique de ce travail, et rassurait les interlocuteurs. Pour une femme étrangère, aller seule à la rencontre des producteurs des périphéries provoque parfois des réactions de surprise et de curiosité, pouvant aller jusqu'à la méfiance. C'est pour cette raison que les premières prises de contact se sont faites accompagnées par des acteurs tiers. Par la suite, il était possible d'organiser des entretiens en tête-à-tête si l'opportunité se présentait, selon la disponibilité des interlocuteurs.

Encadré 1: Effet boule de neige et concentration

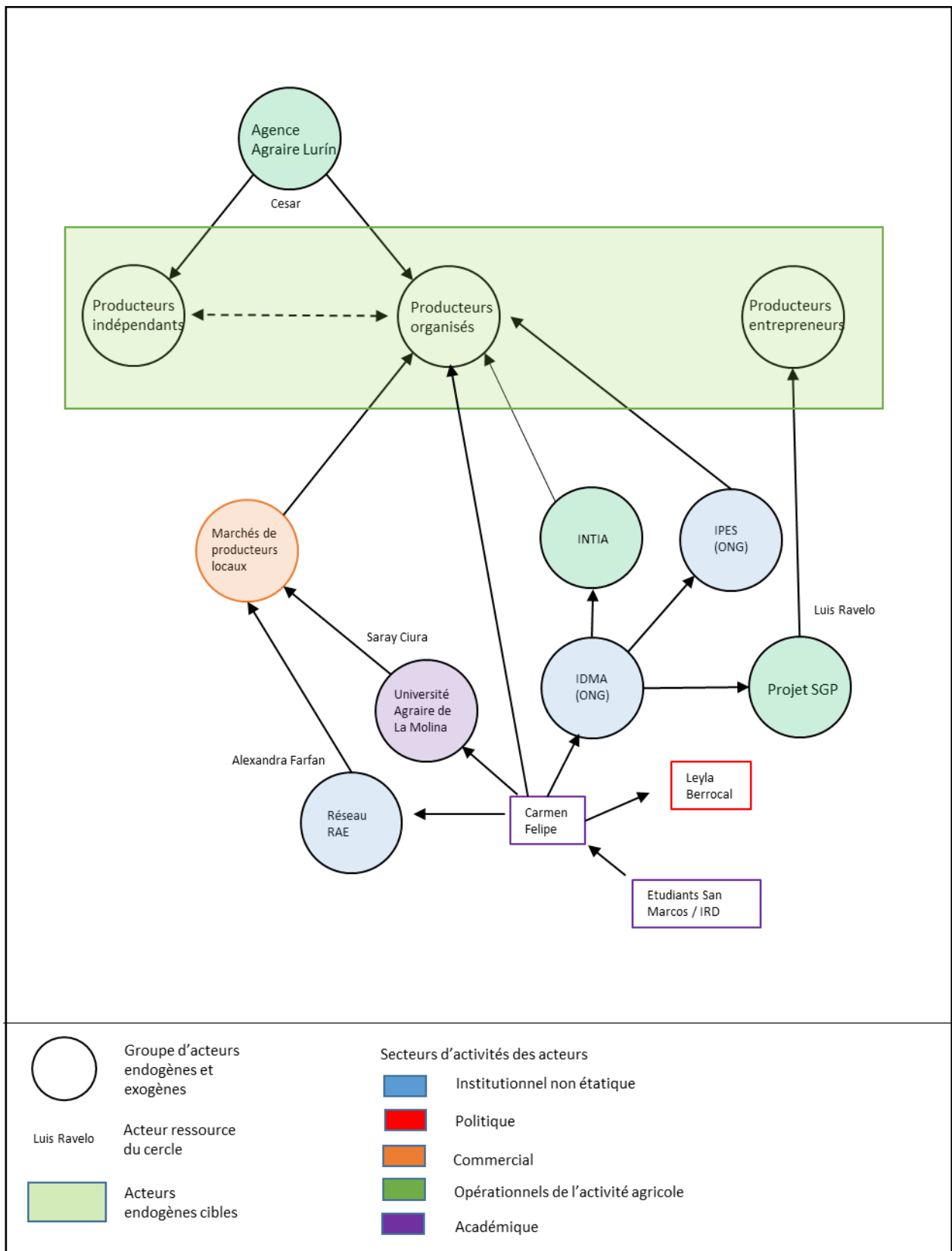
La Figure 2 exprime à la fois l'effet « boule de neige » et les incidences qu'un acteur clé peut avoir sur l'avancée d'une recherche, mais aussi les effets de va-et-vient entre différents acteurs. Si l'on prend l'exemple illustré par la figure, à savoir celui de la vallée de Lurín, on réalise que la rencontre de Carmen Felipe, anciennement professeure à l'université agraire de La Molina et agricultrice, a ouvert de nombreuses portes pour la poursuite de cette recherche. Carmen a partagé son réseau et arrangé des rencontres. Ces rencontres ont par la suite donné lieu à des sorties sur le terrain, à la rencontre d'exploitants agricoles. Mais ces exploitants, liés à des institutions de soutien à l'agriculture ou au monde académique, recouvraient des caractéristiques particulières : ils étaient organisés en groupements. Au fur et à mesure des avancées, les acteurs que rencontrés dirigeaient la poursuite de l'analyse vers ces groupements, pourtant peu nombreux dans la vallée de Lurín et peu représentatifs de la totalité des producteurs. Ainsi, si « l'effet boule de neige » élargit généralement le spectre des acteurs, jusqu'à la création d'un réseau complexe, il peut aussi être créateur d'une concentration. Sur la figure, cette tendance s'exprime par les nombreuses flèches se rapportant aux « producteurs organisés », donnant parfois l'impression de rencontrer toujours les mêmes personnes.

Cet effet n'est pas étonnant si on considère que les producteurs organisés sont ceux qui sont plus facilement en contact avec les institutions, plus encouragés à participer aux réunions et ateliers auxquels j'étais moi-même conviée. De plus, le monde agricole de chaque vallée de Lima n'est pas très vaste, les producteurs se démarquant réellement sont peu nombreux. C'est en priorité vers eux que l'on dirige les personnes s'intéressant au sujet, peut-être pour montrer les réussites de la vallée.

A l'opposé, on constate sur le graphique des liens moins évidents vers les producteurs appelés « agriculteurs indépendants », majoritaires à Lurín comme sur l'ensemble de la métropole. Ces acteurs sont plus difficiles à atteindre car ils n'appartiennent pas à des réseaux institutionnels, mais ils ont constitué leurs propres réseaux, plus difficile d'accès. S'ils donnent lieu à un nombre plus réduits d'enquête, ces acteurs ont tout de même été interrogés.

Il semblait important de noter ce déséquilibre dans le travail d'enquête, mettant en évidence des lacunes méthodologiques. Cependant, les données de terrain ont été travaillées en pleine conscience de ce biais, cherchant davantage la diversité des situations qu'une réelle représentativité.

Figure 2: A la rencontre des acteurs, effet boule de neige et effet de concentration



Source : carnets de terrain, inspiré de J.LeGall (2011).

Réalisation : Leloup 2015

La recherche s'est donc opérée sur un mode de va-et-vient permanent entre divers espaces de la métropole et divers acteurs de l'activité.

Finalement, la place des institutions et des acteurs politiques a été plus importante que ce qui avait été envisagé au départ, au détriment peut-être des producteurs. Ainsi, le travail de terrain est d'abord « *une question de tour de main, et procède à coups d'intuition, d'improvisation et de bricolage* » (Olivier de Sardan 1995). Loin d'être un défaut, rencontrer ces acteurs a permis de comprendre avec plus de précision la place de l'activité agricole et pastorale dans la ville, les efforts qui étaient faits pour la préserver et les attentes qu'elle pouvait susciter.

Pour approcher certains acteurs, la justification de la recherche seule n'est pas suffisante. Certaines personnes se montraient prêtes à discuter et partager leur expérience, sans pour autant vouloir « perdre leur temps ». C'est ainsi que s'est mise en place une observation participative, au travers d'un travail sur les parcelles des petits agriculteurs urbains (non commerciaux), de la participation aux réunions de programmes, du soutien à l'organisation d'évènements ponctuels (aide au service et à la décoration), de l'accompagnement des entrepreneurs ou un ingénieur agronome durant leur journée de travail. Ces moments de recherche ont permis de créer des relations de confiance avec les acteurs de l'activité agro-pastorale et ont été riches en informations complémentaires sur le fonctionnement du complexe agriurbain, auxquelles il aurait été difficile d'accéder si l'on s'était limité au travail d'enquêtes plus traditionnel. Cette approche est courante en recherche sociale : « *Les meilleures informations sortent souvent des conversations informelles* » (Le Gall 2011).

Une telle démarche nécessite une immersion longue sur le terrain et une large disponibilité pour s'adapter aux disponibilités des acteurs. La durée des terrains fut donc un atout crucial dans la mise en œuvre de la recherche. Elle permit en effet de profiter de toutes les occasions qui se présentaient pour aller à la rencontre des acteurs, de mettre à profit les « périodes de creux » pour mûrir les échecs réalisés et affiner les stratégies permettant de collecter les données qui me semblaient pertinentes. Les objets ont ainsi été appréhendés en profondeur et il a été possible d'obtenir des renseignements exigeant du temps et de la confiance.

E. Présentation du plan

La question soulevée par cette recherche – les possibilités pour les producteurs liméniens de s'adapter aux nouvelles demandes associées à l'agriculture en ville- s'organise autour de 3 parties, décomposées en 9 chapitres.

Nous avons fait le choix d'entamer notre réflexion à partir des demandes de la ville dans sa globalité vis-à-vis de l'agriculture urbaine et périurbaine : qu'est-ce que les Liméniens attendent de l'agriculture et plus particulièrement de l'agriculture de proximité ? Il était nécessaire en effet de connaître les attentes pour appréhender au mieux les adaptations possibles des acteurs de l'activité agricole. Il s'agit ici des attentes naissant des vellétés d'un éventail varié d'acteurs propres à la ville : les habitants en premier lieu, leurs nécessités et leurs désirs ; les acteurs politiques en second lieu, les responsables des décisions prises quant à l'aménagement de la métropole et aux régulations des transferts de ressources. En parallèle, nous avons attaché une attention particulière à ne pas nous cantonner à une étude de cas, sans la rapporter à un ensemble plus global. Les enjeux autour de l'agriculture urbaine ne sont définitivement pas les mêmes pour une ville des Suds multimillionnaire telle que Lima, que pour une capitale européenne ou nord-américaine, ni même que pour une métropole des Suds tout aussi peuplée mais peut-être moins bien intégrée dans le phénomène de mondialisation. Pour traiter de cette question des demandes, nous nous sommes appuyés sur les enjeux mis en évidence au cours de cette introduction : productif/alimentaire ; aménagement ; et enfin cadre de vie. Cette première partie se concentrera sur les acteurs exogènes et mettra en avant les changements des attentes autour d'une activité qui s'inscrit de plus en plus au sein d'enjeux mondiaux. Une fois les attentes délimitées, nous déplacerons notre point de vue depuis les citoyens et les politiques urbaines, vers les acteurs endogènes de l'activité agricole à Lima.

Nous nous concentrerons donc sur les producteurs et éleveurs au cours de la deuxième partie de cette thèse. Il s'agira de décrire les marges de manœuvre que détiennent ces acteurs pour répondre aux attentes évoquées dans la première partie. Nous reviendrons donc sur les caractéristiques de l'activité agricole et d'élevage, sa situation, ses résultats et ses limites pour comprendre comment les opportunités offertes par la proximité de la ville peuvent ou non être saisies par les exploitants. Les moyens (capital financier, capital social) dégagés par la conduite de l'activité ou assignés par des incitations politiques suffisent-ils à encourager des changements significatifs des conduites d'exploitation dans le but de correspondre à une image imposée par l'extérieur ? De premières ambiguïtés surgissent de cette analyse, et nous chercherons à mettre en avant les limites des phénomènes de transposition de modèles extérieurs à un contexte où l'agriculture répond à une histoire particulière, et se développe selon des cheminements particuliers. Cette seconde partie mettra donc en avant ces cheminements (ou pratiques des exploitants) et leur confrontation corrosive avec les demandes citadines et internationales.

Enfin, et pour ne pas nous cantonner à une vision sombre et catégorique des relations entre producteurs et ville marquée par des incohérences, nous reviendrons sur des cas d'adaptation fructueuse entre attentes citadines et réponses des exploitants. Observe-t-on, malgré les limites évoquées dans la partie des précédentes, des appropriations des demandes urbaines par les exploitants ? Ces expériences existent bien, même si elles ne représentent pour le moment que des balbutiements dans le paysage agricole liménien. Aussi, elles corroborent la nécessité de disposer de moyens économiques ou sociaux forts comme condition à la modification des pratiques. Un chapitre de cette partie sera dédié aux réponses produites par les citoyens eux-mêmes, qui s'emparent ainsi d'une activité rurale pour la placer dans le milieu urbain. Ces ensembles de réponses nous permettront de souligner les conséquences du renforcement des liens entre ville et campagne et nous verrons que ces échanges, supposés bénéfiques pour les citoyens et les producteurs – ce que nous soulignons dans la première partie - ne se font pas sans leur lot d'ambivalences et d'effets pervers.



Première partie:

Les attentes d'une métropole des Suds
autour de l'agriculture en ville

Les expériences d'agriculture en ville se multiplient sur l'ensemble de la planète, et interrogent un éventail d'acteurs, depuis les décideurs politiques jusqu'aux associations de quartier en passant par les chercheurs. On attache à l'activité un nombre incalculable de vertus et de dispositions à rendre la vie en ville plus agréable.

Une distinction est souvent faite entre l'activité aux Nords et celle qui se développe dans les Suds. La première se teinterait davantage de préoccupations environnementales et de bien-être en ville alors que la seconde découlerait plus clairement de stratégies de survie. Dans cette première partie, nous avons cherché à déterminer les attentes de la métropole liménienne en ce qui concerne l'agriculture au sens général, et plus particulièrement de l'agriculture de proximité, pour interroger cette dichotomie.

Nous avons voulu croiser les attentes que l'on fait porter à l'agriculture urbaine dans le contexte actuel, où l'activité occupe une place toujours plus importante sur la scène publique, avec nos observations directes faites sur le terrain. Les attentes des Liméniens entrent-elles en adéquation avec les recherches actuelles ? En d'autres termes, s'intéresser à l'agriculture urbaine à Lima a-t-il vraiment du sens ? On peut en effet à juste titre se demander si la mise en place de projets agricoles dans la métropole ne répond pas plus à un simple copier/coller de projets à la mode plutôt qu'à une réelle nécessité. La tentation peut en effet être forte d'utiliser des références et des concepts venant d'autres pays pour légitimer la mise en place de projets d'agriculture urbaine (émanant des politiques publiques ou de la société civile), sans considération des contextes locaux (Schwab, Caputo et Hernández-García 2018). De nombreux modèles se côtoient sur la scène internationale, utilisés parfois comme des arguments « prêt-à-l'emploi » en faveur de l'agriculture urbaine (*Ibid.*) : modèle de subsistance (l'agriculture urbaine constitue un complément aux autres sources d'alimentations des urbains) ; modèle du droit à la ville (l'agriculture permet de faire valoir, de façon individuelle ou collective, ses droits sur l'espace urbain) ; modèle du bien-être en ville (l'agriculture améliore le quotidien des populations urbaines, à la fois de celles qui la pratiquent mais aussi de celles qui gravitent autour de façon indirecte) ; modèle de justice (l'agriculture de proximité pourvoit les citoyens en aliments sains et à un prix juste pour les producteurs, assurant dans le même temps des conditions de travail décentes aux travailleurs agricoles) ; et la liste peut s'allonger tant les attributs mélioratifs de l'activité sont diffusés à la fois au sein des politiques urbaines et dans le monde de la recherche (McClintock 2014).

Ces modèles conceptuels ne sont pas faux en tant que tels, mais ils doivent être utilisés avec précaution avant d'être appliqués dans une ville donnée. Souvent, les applications locales répondent de plusieurs modèles, dans des proportions différentes et variables au cours du temps.

On peut aussi voir émerger par une analyse fine des contextes locaux des pratiques qui ne répondent pas à ces modèles ; c'est le cas par exemple à Medellin en Colombie où la pratique du jardinage urbain correspond à un marquage de la propriété. Ces modèles peuvent donc dissimuler les raisons réelles pour lesquelles les habitants choisissent de faire de l'agriculture, ou aspirent (ou non) à développer des projets d'agriculture urbaine. Pour éviter ces écueils, nous avons voulu faire correspondre ces différents modèles aux attentes identifiées dans le cas liménien. Nous nous sommes à la fois intéressés aux attentes des citoyens, tout comme des acteurs des politiques publiques, mettant ainsi en relation des acteurs influents sur des échelles distinctes. De cette façon, nous avons voulu intervenir sur deux dimensions d'échelle : territoriales et d'acteurs.

Nous avons été confrontés à la nécessité d'ordonner ces attentes, et la classification qui en découle a donné par la suite forme à cette première partie. Ainsi, dans un premier chapitre nous nous attarderons sur le rôle principal et le plus évident de l'agriculture, à savoir son rôle alimentaire. Dans une ville aussi peuplée que Lima, cette question est essentielle, et l'approvisionnement régulier en quantités suffisantes d'aliments de qualité représente un enjeu majeur de la capitale. Nous nous attarderons ainsi sur les besoins des Liméniens, mais aussi sur leurs préférences en termes d'alimentation et les évolutions identifiées dernièrement. L'agriculture urbaine peut-elle trouver une place dans le quotidien alimentaire des habitants de Lima métropole ?

Seront abordées ensuite les attentes autour de l'aménagement de la ville. En effet, dans certaines villes des Suds où les politiques étatiques et municipales font défaut, l'agriculture se meut en outil d'aménagement des territoires urbains, et notamment des espaces périphériques, parfois laissés à l'abandon et témoins du « débordement populaire » décrit par J. Matos Mar. Les besoins de protection d'espaces fragiles, de délimitation entre urbain et rural peuvent trouver des réponses dans l'agriculture urbaine. Nous reviendrons ici sur l'idée mentionnée plus haut de « copier-coller » de projets d'agriculture urbaine, avec l'analyse d'un programme mis en place à Lima lors de notre recherche.

Le troisième et dernier chapitre de cette partie reviendra sur les aspects sociaux de l'agriculture en ville. L'agriculture urbaine, dite de proximité, est souvent associée à une amélioration des conditions de vie en ville pour ses habitants, en termes de justice alimentaire (Allen 2010), ou de création d'un sentiment de communauté (Hanna et Oh 2000; Saldivar-Tanaka et Krasny 2004). Ces points de vue seront abordés et analysés à la lumière des expériences liméniennes (I.1. et I.2). La littérature, notamment anglophone, insiste sur la consommation des populations

marginalisées (Hochedez et Le Gall 2016) en abordant peu l'agriculture en tant qu'activité économique productive (Alkon et Agyeman 2011). Nous avons tenu à intégrer les producteurs à cette réflexion autour des impacts sociaux de l'agriculture urbaine ; l'activité peut-elle jouer un rôle intégrateur à la ville pour des acteurs souvent considérés comme ruraux (Franck 2006; Calas 1998). Nous aborderons également des aspects moins étudiés de l'impact social de l'agriculture urbaine et périurbaine, en incorporant à notre réflexion l'intérêt en plein essor des populations péruvienne pour la gastronomie et ses facultés à créer de l'identité (II).

Chapitre 1:

LIMA METROPOLE, 9 MILLIONS DE CITADINS A NOURRIR

Du fait l'ampleur du marché de consommateurs, les besoins alimentaires sont très importants à Lima. Il s'agit d'organiser un commerce de produits pondéreux et fragiles tout en assurant leur accès en quantité et qualité à une population aux revenus inégaux (Hattemer 2012).

Si l'accès aux produits alimentaires n'inquiète pas les autorités, les Liméniens ayant accès à des réseaux d'approvisionnement variés et adaptés à l'hétérogénéité de leur niveau de vie - supermarchés, marchés couverts au détail, épiceries de quartiers, vendeurs ambulants - le défi de l'approvisionnement reste réel et on peut difficilement s'intéresser à l'agriculture en ville sans se pencher sur les besoins alimentaires des citoyens. Ce premier chapitre se concentre donc sur les caractéristiques des habitudes des Liméniens quant à leur alimentation, afin mettre en exergue les possibilités pour une agriculture de proximité de s'insérer sur des marchés spécifiques. Ainsi, à la manière d'un entonnoir, nous étudierons d'abord les besoins généraux pour nous concentrer par la suite sur des besoins plus spécifiques, peut-être moins significatifs quantitativement mais pertinents pour être traités à une échelle locale.

I. Les habitudes alimentaires des Liméniens

Dans cette première section nous passerons en revue les relations qu'entretiennent les Liméniens avec leur alimentation, afin de déterminer les rôles potentiels d'une agriculture de proximité sur le quotidien des citoyens.

Lima est, comme la majeure partie des métropoles latino-américaines, une ville marquée par de fortes inégalités sociales, où les immenses zones d'habitat précaire de la périphérie côtoient des quartiers résidentiels constitués de luxueuses villas et d'immenses jardins irrigués (Doré, Sihuay Maravi et Huamantínco 2014), où les amateurs de restaurants disposent d'un choix, les établissements proposant des menus allant de 4 à 300 soles (de 1 à 80 euros).

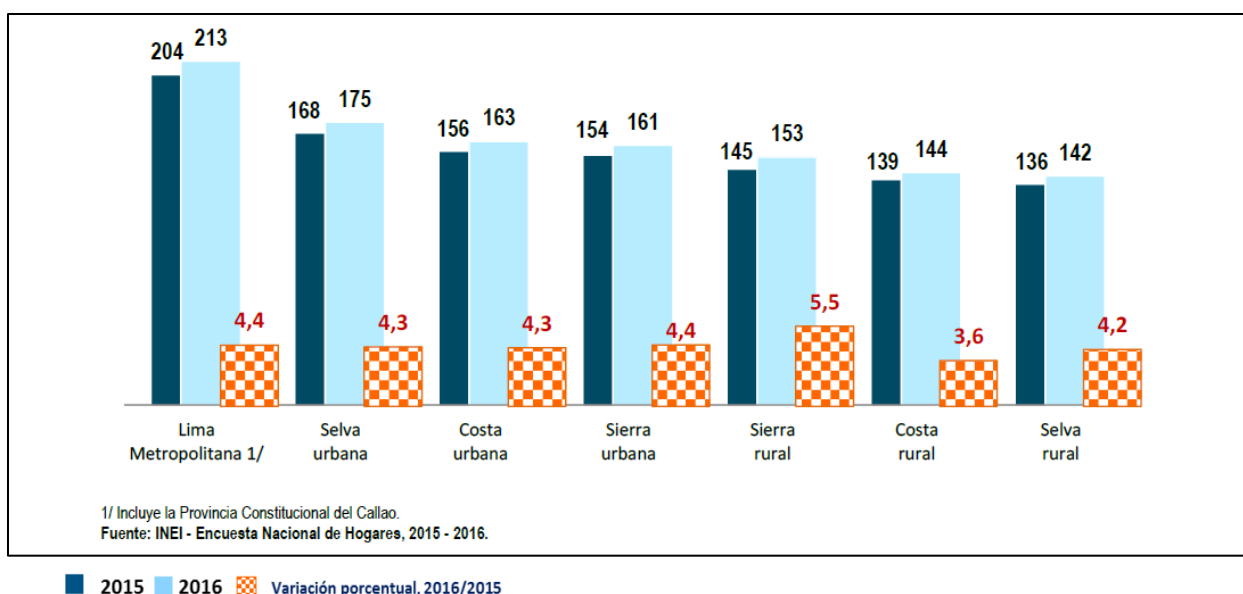
Quelles sont les sommes dépensées dans l'alimentation et comment celles-ci ont-elles évolué au cours du temps ? L'offre alimentaire à Lima est-elle suffisamment variée pour répondre aux divers profils d'habitants ?

I.1. La part de l'alimentation dans les dépenses liméniennes

L'INEI a mis en place deux chiffres repères pour évaluer la pauvreté de la population. Le panier de base de produits alimentaires et non alimentaires (*canasta básica de productos alimentos y no alimentos*) permet de déterminer la pauvreté monétaire. Il est constitué de 532 produits jugés nécessaires au bien-être de la population et s'élève à 328 soles (85 euros) par mois en 2016 par personne (INEI 2017). Un second chiffre permet d'évaluer la pauvreté extrême et se base sur le sur le panier alimentaire de base, et se compose de 110 produits. Il atteint 176 soles (46 euros) par mois au niveau national. La combinaison de ces deux chiffres permet de fixer le salaire minimum, s'élevant à 930 soles mensuelles depuis le 1^{er} avril 2017 (soit 242 euros) au Pérou.

Ces chiffres varient cependant en fonction des aires géographiques. La valeur du panier alimentaire de base est en effet plus élevée en milieu urbain qu'en milieu rural ; cet écart se marque davantage à Lima, où le panier de base s'élève à 213 soles (55 euros) par mois en 2016.

Figure 3: Montants des paniers alimentaires de base selon les aires géographiques ; 2015-2016



Source : INEI, 2017

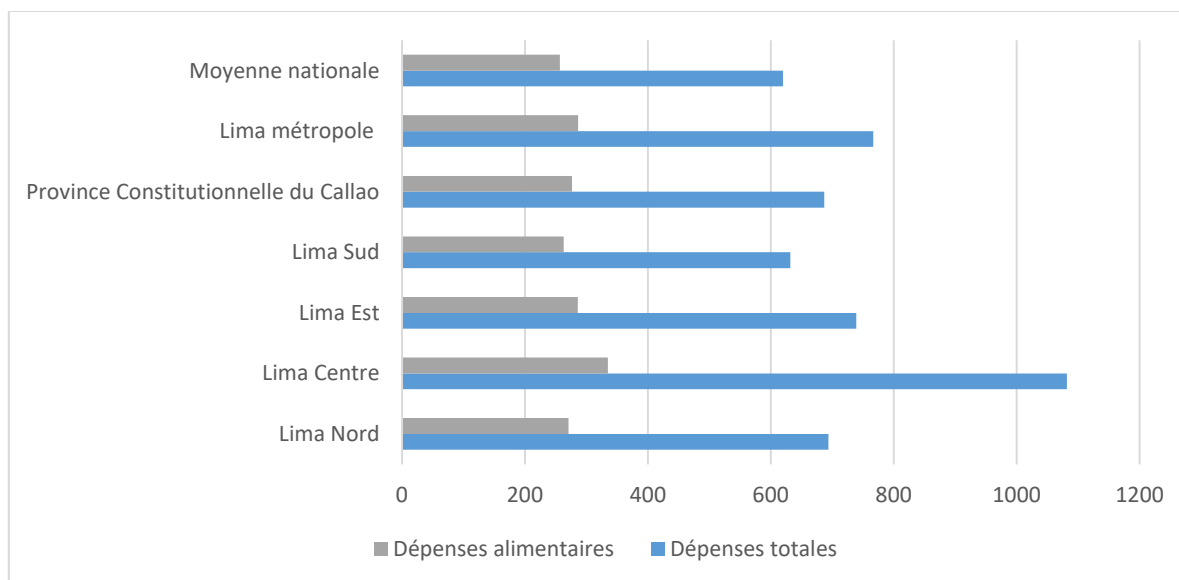
La Figure 3 est extraite du rapport de l'INEI de 2017 sur l'évolution de la pauvreté monétaire au Pérou. On peut apprécier ici les écarts des montants des paniers alimentaires. Une tendance à la hausse des prix de ces paniers est commune à l'ensemble des régions du Pérou.

L'augmentation des coûts des paniers alimentaires de base s'accompagne automatiquement de l'augmentation de la ligne de pauvreté extrême.

Le rôle des produits alimentaires dans la définition de la pauvreté démontre leur importance dans le quotidien de la population. Ainsi, pour beaucoup de Péruviens, rassembler les ressources nécessaires à une alimentation complète reste un défi. A Lima, si moins de personnes souffrent de pauvreté extrême, les ressources à réunir pour remplir les besoins de bases sont plus élevés que dans le reste du pays. La part des personnes en situation de pauvreté est moindre dans la capitale, mais du fait du coût de la vie plus élevé que dans le reste du pays, les personnes en position de fragilité sont dans des situations plus précaires.

Des inégalités existent au sein de la métropole elle-même. A la lecture de la Figure 4, on peut apprécier les dépenses alimentaires mensuelles des Liméniens, légèrement au-dessus de la moyenne nationale. Les écarts se creusent lorsqu'on se penche sur des ensembles territoriaux plus particuliers. Notamment, le groupement « Lima-centre » manifeste des dépenses globales beaucoup plus élevées que le reste de la métropole, et par conséquent que l'ensemble du Pérou.

Figure 4: Dépenses alimentaires mensuelles des Liméniens selon les aires urbaines, 2013



Source : INEI, 2014.

Dans tous les cas, les dépenses alimentaires se situent autour de 40% des dépenses totales, à l'exception de Lima-centre où les dépenses alimentaires atteignent seulement 30% des dépenses totales. Les dépenses alimentaires atteignent un seuil (autour de 300 soles par mois) au-dessus

duquel les dépenses se stabilisent et d'autres pôles de dépense prennent une place plus importante¹⁵ (loisirs et santé) (INEI 2014a).

A Lima, en 2013, les produits alimentaires représentent encore plus de 37% des dépenses totales, loin devant les coûts relatifs au logement, 2^{ème} pôle de dépense des Liméniens.

Dans les années 90, la part de l'alimentaire atteignait 60% des dépenses totales. La baisse impressionnante de ce type de dépense entre 1990 et 2009 est due à la fois à une amélioration des revenus des Liméniens (disposant ainsi de plus de liquidité pour diversifier leurs dépenses) et à un changement dans les calculs réalisés par l'INEI depuis 1994¹⁶ (INEI 2014b).

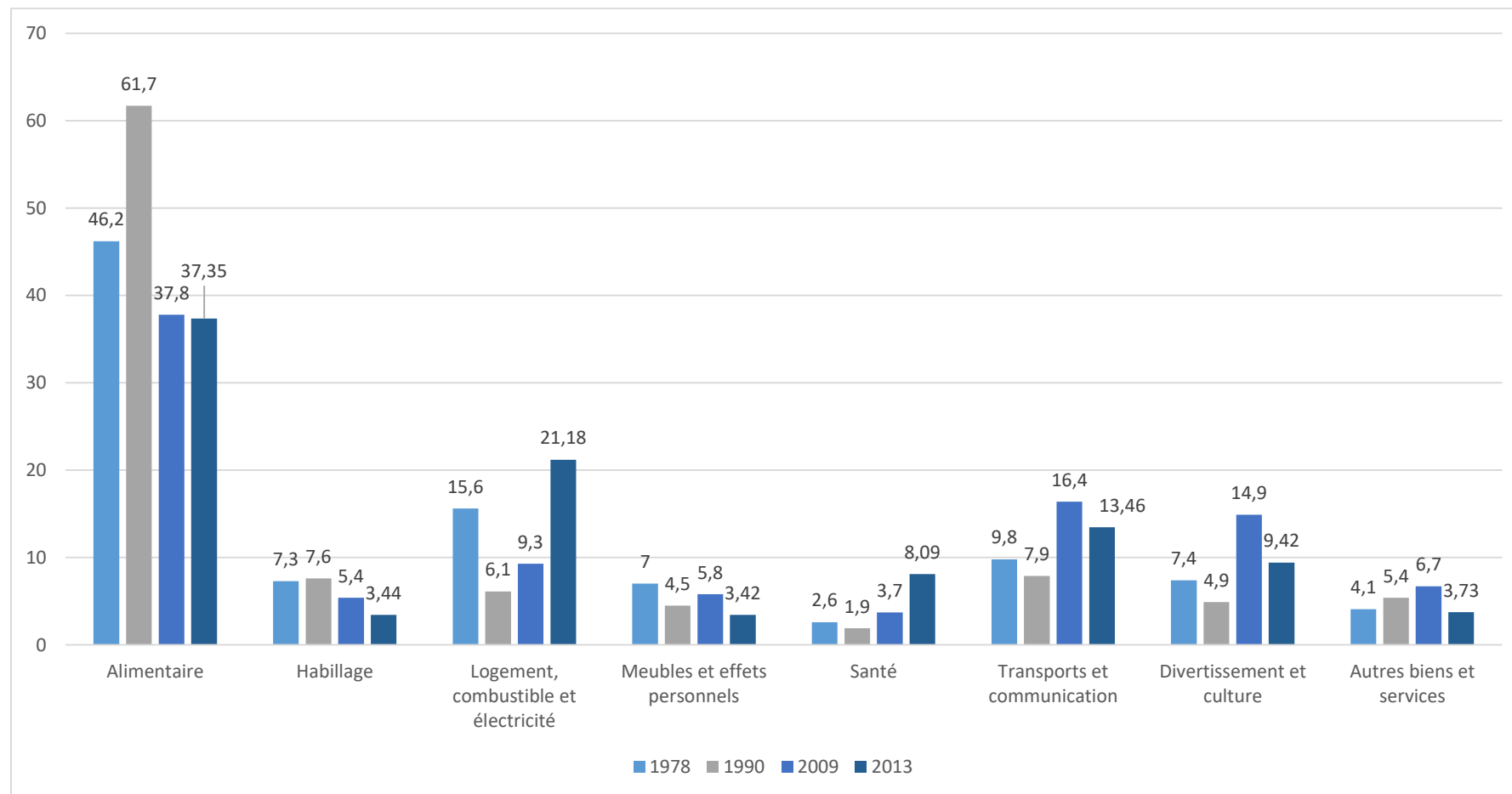
Il est indispensable cependant de souligner la forte croissance économique qu'a connu le pays après les années 90, après une période de vulnérabilité économique et politique (PNUD 2012). L'économie péruvienne a présenté une croissance positive et soutenue de 5,7% entre 2005 et 2011 (*Ibid.*) ; et par conséquent, le RNB (Revenu National Brut) par habitant a connu une hausse fulgurante (de 850 \$ en 1990 à 6150 \$ en 2015) (Banque Mondiale 2018). Le taux de pauvreté nationale a chuté de 45,8% en 2004 à 20,7% en 2016 (*Ibid.*).

Le pays est passé d'un environnement très instable et peu sûr, à des années de croissance forte et soutenue. Ce changement a eu des conséquences sur les consommations alimentaires et les habitudes de consommations. Malassis met en évidence par exemple l'émergence de grands marchés alimentaires accessibles au plus grand nombre de consommateurs, les hypermarchés se font les représentants de cet « âge alimentaire », tourné vers la consommation de masse (Malassis 1997). La Figure 5: Evolution de la structure des dépenses à Lima, 1978-2013. Figure 5 illustre à la fois la répartition des dépenses des Liméniens et son évolution au cours du temps. Malgré une baisse de la part des dépenses alimentaires au cours du temps, illustrant la hausse du pouvoir d'achat des Liméniens (on voit ainsi apparaître d'autres pôles de dépenses, notamment en lien avec la distraction et la culture) celles-ci restent aujourd'hui encore leur principal centre de dépense.

¹⁵ Pour plus de précision en ce qui concerne les chiffres, se référer à l'annexe 6.

¹⁶ En lieu et place de valeurs moyennes, on utilise pour l'analyse des enquêtes les valeurs médianes, afin de rendre les résultats moins sensibles aux valeurs extrêmes. En parallèle, les éléments composants les dépenses ont été repensés.

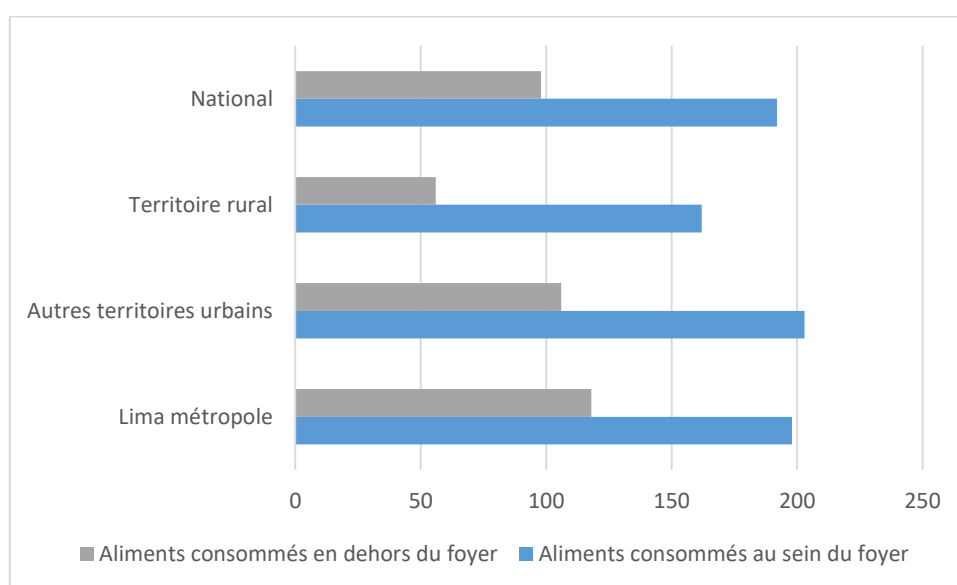
Figure 5: Evolution de la structure des dépenses à Lima, 1978-2013.



Source : INEI, 2017 ; INEI. 2014.

Une étude de l'INEI datant de 2017 différencie les dépenses correspondant aux aliments consommés à l'intérieur et hors du foyer. La lecture de la Figure 6 nous apprend que les dépenses alimentaires au sein du foyer sont similaires sur l'ensemble du territoire péruvien ; seules les régions rurales se distinguent avec des montants bien en-deça des 200 soles par mois. Cependant, les disparités se creusent en ce qui concerne les dépenses alimentaires effectuées en dehors du foyer. Les Liméniens dépensent davantage à l'extérieur du foyer que leurs compatriotes : jusqu'à 37% des dépenses alimentaires sont destinées à la restauration en général.

Figure 6: Répartition des dépenses alimentaires mensuelles au sein et en dehors du foyer



Source : INEI 2017.

L'alimentation constitue un pôle de dépenses conséquent pour les habitants de la capitale péruvienne, comme le démontrent les divers rapports de l'INEI sur le sujet. Il nous faut à présent définir les lieux où s'exercent ces dépenses alimentaires, leurs caractéristiques et répartition sur le territoire de la ville, pour aboutir à une compréhension plus fine des spécificités de l'approvisionnement alimentaire des Liméniens.

I.2. Une offre diverse pour une population fragmentée

Les marchés de gros ont constitué des lieux fondamentaux dans la jonction entre ville et campagne, puisque c'est grâce à eux que les aliments produits par l'activité agricole arrivent en ville et sont distribués aux consommateurs. Mais à mesure que la ville croît, les marchés de peinent à suivre la cadence, et des espaces de commercialisation inédits font leur apparition

dans le but d'assurer l'approvisionnement alimentaire des Liméniens (CEPES 2003). Les marchés grossistes perdent de leur importance simultanément à l'émergence des marchés locaux et des supermarchés.

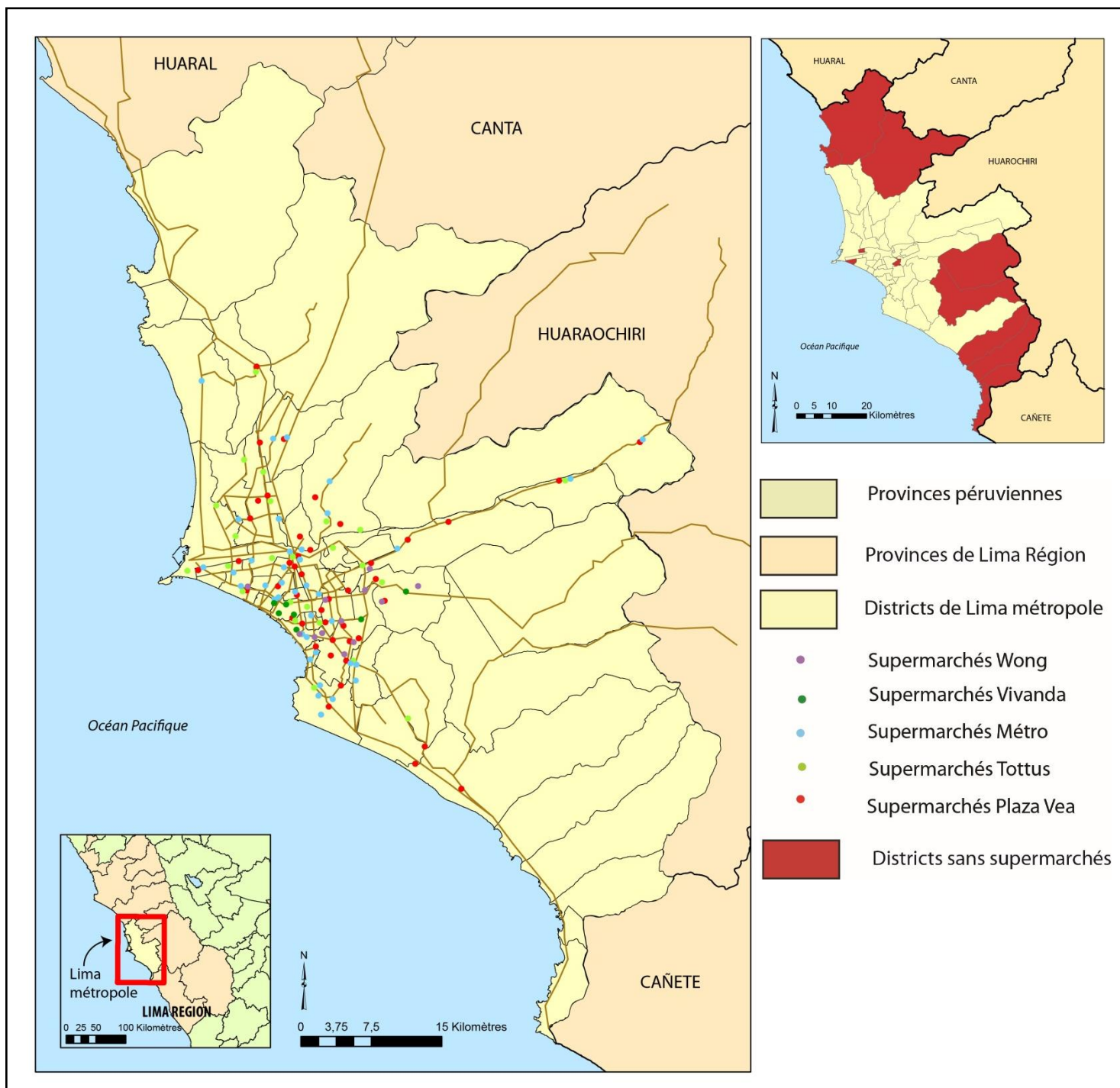
La Carte 4 met en évidence la répartition des supermarchés sur le territoire liménien. On constate une bonne distribution de ce type de structure sur l'ensemble de la métropole, bien que certains districts en soient encore privés : Ancón, Carabayllo, Santa Rosa au Nord ; Cieneguilla, Pachacamac, Punta Hermosa, Punta Negra, San Bartolo, Santa Maria del Mar et Pucusana au Sud-Est ; enfin San Luis, La Perla et Carmen Legue en ce qui concerne les districts plus centraux. Les périphéries restent les principales exclues des investissements des grands groupes de distribution.

Nous évoquons ici les enseignes principales, cela n'empêche pas le développement au sein de ces districts de points de vente indépendants. Les cartes présentes dans l'annexe 7 élaborées par l'IMP, (*Instituto Metropolitano*) nous donnent une idée plus précise sur la distribution des marchés au détail sur l'ensemble de la capitale. On y constate une bonne répartition des marchés traditionnels au sein des districts dépourvus de supermarchés, ce qui laisse présager que malgré l'absence de chaînes, les populations des districts périphériques ne sont pas confrontées à des difficultés d'accès à l'alimentation.

La Carte 4 permet aussi de mettre en évidence une première ségrégation sociale en fonction du type de supermarché implanté dans les districts. Ainsi, les enseignes Wong et Vivanda ne sont présentes que sur quelques districts centraux de la métropole, et à La Molina, district où vit principalement une population issue des classes moyennes et/ou aisées. Ces supermarchés proposent des produits de luxe, ainsi que des produits s'éloignant du régime alimentaire classique des Liméniens. On y retrouve ainsi une large gamme de fromage et des produits d'épicerie fine importés, des fruits et légumes produits de manière biologique, à des prix souvent élevés. De même, des boutiques alimentaires spécialisées se développent dans les quartiers centraux de Lima, proposant des produits biologiques, ou des aliments importés. Ici encore, les districts périphériques sont privés de ce type d'offre.

Pour les classes moyennes des districts péricentraux et périphériques, il existe un réel manque à gagner sur ce type de produit que l'on ne retrouve ni dans les marchés couverts ni dans les supermarchés classiques tels que Metro, Tottus ou Plaza Veá.

Carte 4: Diversité des supermarchés sur le territoire métropolitain



Source : IMP, 2016 ; Geoservidor, 2014 ; tiendo.pe, 2018.

Réalisation : Leloup, 2018.

Dans cette première section, nous avons mis en évidence les changements de rapports entre la population liménienne et leur alimentation. L'alimentaire n'est plus au centre des préoccupations de la population liménienne, mais occupe toujours une part importante au sein du panier de biens de consommation courante. À titre de comparaison, les ménages français consacraient en 2014 20% de leurs dépenses à l'alimentaire contre 34% en 1960, l'équivalent des taux actuels péruviens. De plus, une analyse des centres de distribution alimentaires à l'échelle de la métropole a mis en évidence la présence d'espaces de distribution variés (du marché grossiste aux supermarchés hauts de gamme, en passant par des marchés détaillants, des épiceries et des boutiques spécialisées), répartis de façon homogène sur l'ensemble de la ville – l'absence de supermarchés dans quelques districts périphériques est supplantée par la présence en nombre de marchés intermédiaires et détaillants.

II. Les spécificités de l'alimentation liménienne

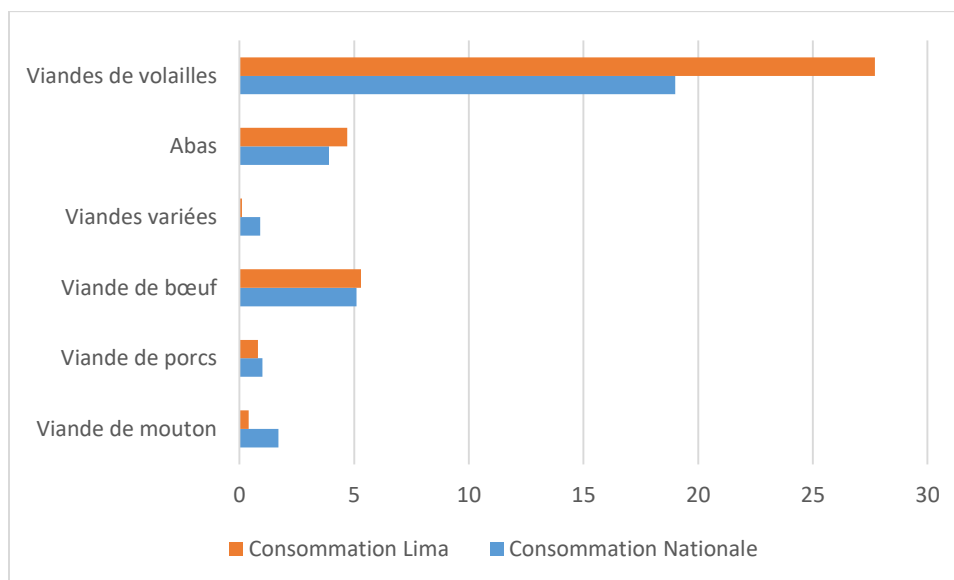
Les Liméniens ont des habitudes alimentaires qui diffèrent de celles des autres Péruviens, bien que des éléments restent communs. Les céréales les plus consommées à la fois à l'échelle du territoire national et de la capitale sont le riz (consommation moyenne nationale 47,4 kg par personne ; consommation moyenne à Lima 46,6 kg par personne¹⁷) ; suivi par le maïs (respectivement 5,1 kg par personne et 1,5 kg par personne). En ce qui concerne le maïs, des différences notoires sont à souligner entre la consommation rurale et la consommation urbaine ; en milieu rural les moyennes de consommation atteignent les 12,6 kg, alors que dans les environnements urbains ces moyennes culminent autour de 2,9 kg (INEI 2015a). Lima se distingue plus particulièrement par une faible consommation de céréales en dehors du riz. Les sous-sections qui suivent reviennent sur les spécificités de quelques produits, dont les apports se distinguent dans la capitale par rapport au reste du pays. Il s'agit de donner quelques éléments expliquant ces différences mais aussi de souligner les opportunités que ces spécificités représentent pour des sources nouvelles d'approvisionnement –dans le cas qui nous intéresse, l'agriculture de proximité.

¹⁷ Ces chiffres et les suivants concernant Lima métropole rassemblent les données de la province de Lima et de la province du Callao.

II.1. Des demandes carnées satisfaites par un marché spécialisé

Les habitudes alimentaires des Liméniens se caractérisent par une plus forte consommation de produits carnés, et notamment de volailles¹⁸, produits pour lesquels les chiffres de consommation sont les plus élevés au sein de la métropole.

Figure 7: Consommation moyenne annuelle de viande (kg/pers), 2008-2009.



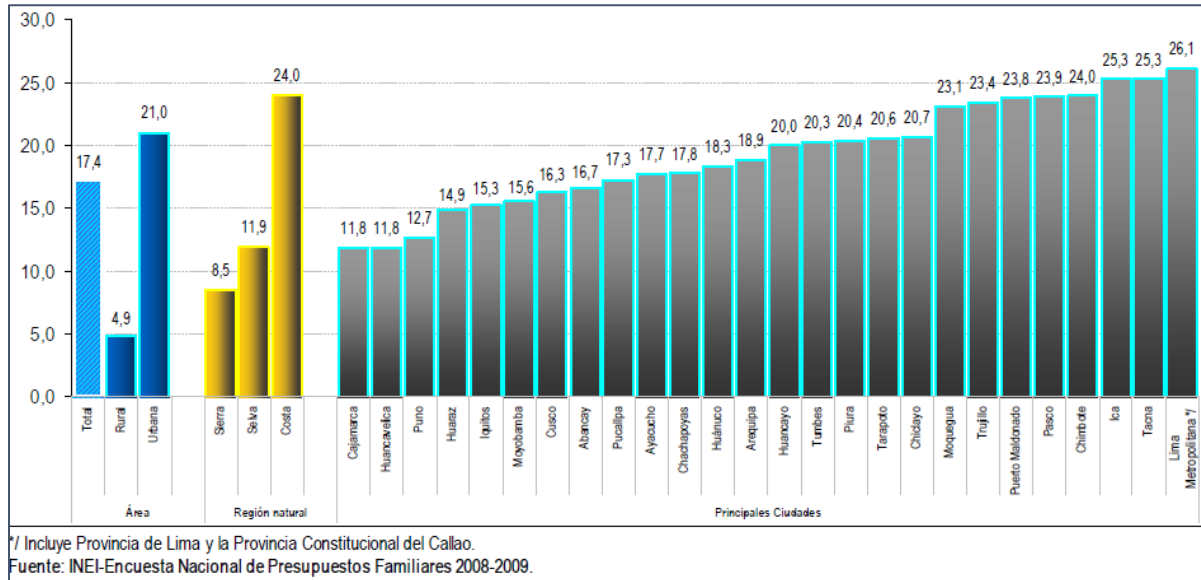
L'entrée « viandes variées » comprend des viandes d'alpaca, agneau, lapin, cochon d'Inde, singe, et chevreuil.

Sources: INEI 2010 (ENAPREF); INEI 2015 (Consumo de alimentos y bebidas)

On peut souligner que les viandes moins communes (lapin, agneau, cochon d'Inde etc.) ne sont quasiment pas consommées dans la capitale. Plusieurs hypothèses peuvent être émises en ce qui concerne les faibles représentations de ce type de viande. D'une part, on peut penser que ces viandes jouent un rôle de substitution et n'entrent pas dans le régime des Liméniens car l'offre en produits carnés classiques est suffisante et régulière. Aussi, ce sont des produits à relier à des habitudes de consommation plus rurales et donc peu à peu abandonnées des citoyens (Trivelli 2001). Enfin, le facteur économique entre en jeu, et il est probable que la prépondérance des volailles dans les produits carnés soit à relier à des prix très compétitifs.

¹⁸ Nous avons réuni sous le terme volaille les poulets fermiers, les poulets d'élevage, et autres volailles consommées de façon secondaire (canard, dinde, caille).

Figure 8: Consommation moyenne annuelle de poulet selon l'aire géographique (en kg/personne) - 2008/2009



Source : INEI, 2015 (Consumo de alimentos y bebidas).

Lima métropole est la région où la consommation de poulets est la plus importante à l'échelle du pays : elle s'élève à environ 26 kg/personne/an, c'est plus de 2 fois plus que la consommation des habitants de la ville de Cajamarca (INEI 2015a). Cette forte consommation laisse deviner la présence de centres de productions proche et/ou reliés de manières très efficace aux réseaux de distribution de la capitale.

La forte consommation de poulet est corroborée par la présence de nombreuses *pollerias*¹⁹ dans tous les quartiers de la capitale, ainsi que l'omniprésence de cette viande dans les *menú*²⁰ les populaires de la ville : sur les 3 compositions de « menú » les plus vendus, deux contiennent une pièce de poulet en plat principal alors que le 3^{ème} propose une soupe de poulet en entrée (INEI 2014a).

¹⁹ Restaurants très populaires à Lima où sont consommées essentiellement des viandes de volaille: poulet à la broche, poulet au feu de bois, accompagné de salade et frites. Ces établissements prennent des formes diverses : de la chaîne nationale au petit restaurant de quartier.

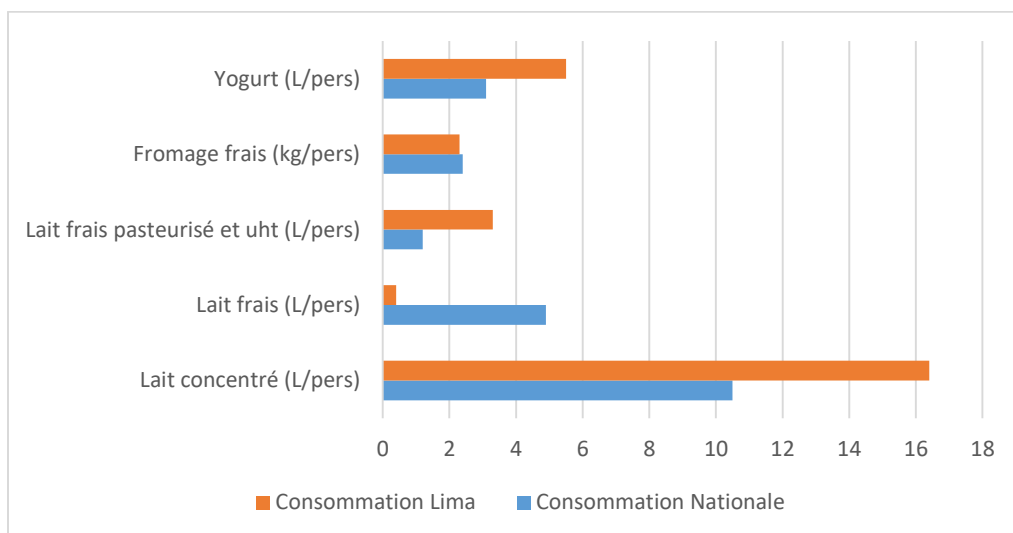
²⁰ Le « *menú* » est l'équivalent du menu du jour français, dans lequel on propose une entrée, un plat principal, une boisson et un dessert. Les compositions des « menú » sont souvent similaires dans les restaurants accueillant les travailleurs de la ville, ce qui facilite l'élaboration de « menú » type et permet de déterminer les plats les plus populaires.

Un élément apparaît surprenant à la lecture des chiffres de consommation des produits carnés, il s'agit de la faible consommation de viandes de porcs, alors que les commerces et restaurants spécialisés dans les plats à base de porcs sont nombreux à Lima et dans ses périphéries.

II.2. Le lait, une opportunité manquée pour les productions locales

Le lait liquide est un produit emblématique des milieux urbains, en opposition au lait caillé davantage consommé dans les milieux ruraux (FAO). Lima ne déroge pas à cette règle, avec une consommation de lait et de produits laitiers bien supérieures à la moyenne nationale (cf Figure 9).

Figure 9: Consommation de produits laitiers à Lima, 2008-2009.



Source : INEI, 2015 (Consumo de alimentos y bebidas).

Des habitudes de consommation différentes sont à noter. Le lait frais est très peu consommé dans la capitale, et par extension dans les milieux urbains (4,3 Litres par personne par an contre 7,1 Litres par personne par an dans les milieux ruraux). Les chiffres de Lima sont particulièrement bas (0,4 Litres par personne par an). Le lait frais est remplacé dans la capitale par du lait concentré. La forte présence de ce produit sur le marché liménien s'explique principalement par des raisons logistiques. Le lait consommé est produit sur le territoire péruvien, notamment dans les régions d'Arequipa et de Cajamarca. Pour faciliter le transport vers la capitale et l'ensemble des régions du Pérou, on lui a fait subir un processus de concentration. Le poids du lait concentré dans la

capitale laisse penser que les processus de vente par circuit court sont rares en ce qui concerne le lait frais. On peut d’ores et déjà établir des hypothèses autour de l’élevage laitier dans l’environnement de Lima ; la faible consommation de lait frais peut à la fois découler d’un élevage laitier apathique, ou d’un réseau de commercialisation ne prenant pas en compte la proximité directe du marché de consommateur.

II.3. Une consommation de fruits et légumes semblables aux moyennes nationales

La consommation de fruits et légumes des Liméniens se calque sur les consommations nationales (cf Tableau 6). La question de la place des fruits et légumes dans la métropole se pose avec acuité dans le cadre de notre étude concernant l’agriculture de proximité. En effet, on attend généralement de l’agriculture de proximité qu’elle fournisse les centres urbains en produits frais, notamment en produits maraîchers. En nous penchant sur les caractéristiques de la demande liménienne, on constate grâce aux chiffres de consommation annuelle que les débouchés des produits horticoles ne sont pas particulièrement dynamiques à Lima. L’apathie de ce marché a potentiellement des conséquences sur les dynamiques des productions, qui seront vérifiées dans les parties suivantes de ce travail.

Tableau 6: Consommation annuelle des principaux légumes au Pérou (kg/pers) – 2008/2009

	Consommation Nationale	Consommation Lima	Consommation reste du pays
Piment doux jaune	0,8	0,9	0,7
Céleri	1,1	1,2	1,1
Courges variées	4	3,7	4,1
Oignon	11	12,2	10,4
Maïs	3,3	3,2	3,3
Chou	2,2	2	2,3
Salade	1,5	1,9	1,3
Tomate	6,8	6,7	6,9
Carotte	6,9	6,6	7

Sources: INEI, 2015 (Consumo de alimentos y bebidas) ; INEI 2010 (ENAPREF).

Malgré un accès facilité dans la capitale à une large gamme de fruits et légumes, du fait notamment de la présence d'espaces de consommations divers et bien disséminés sur l'ensemble du territoire métropolitain, l'étude des chiffres de consommation ne laisse pas apparaître l'émergence d'un marché dynamique. L'accès ne conditionne pas forcément une consommation en hausse. Cependant, les chiffres présentés ici restent trop agrégés pour faire ressortir des marchés de niche spécifiques au cas liménien. On reste sur une analyse des grandes tendances.

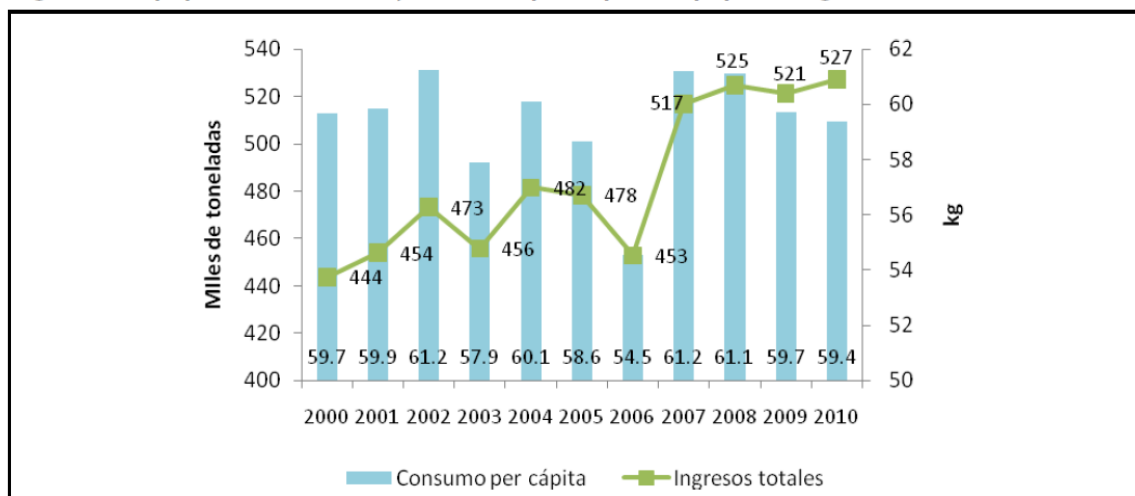
II.4. Des tubercules boudés sur le marché liménien

Par rapport au territoire national, les habitudes alimentaires des Liméniens se distinguent par une plus faible consommation de tubercules. La pomme de terre, centrale dans la diète de nombreux Péruviens, n'est consommée qu'à hauteur de 43,4 kg/personne/an à Lima, contre 72,6 kg/personne/an dans le reste du pays (INEI 2015a). Cette tendance se vérifie pour les autres tubercules (ulluco, manioc, patate douce) : les Liméniens sont moins amateurs de ces produits que leurs compatriotes.

Figure 10: Arrivée des pommes de terre sur les marchés liméniens (en milliers de tonnes) et consommation par habitant (en kg) par an, à Lima - 2000/2010

Gráfico 15.

Ingresos de papa (en miles de t) y consumo per cápita de papa (en kg) al año en Lima (2000-2010)



Fuente: SISAP-MINAG

Source : Centro International de la Papa 2007

Le graphique de la Figure 10 est emprunté à un rapport du centre international de la pomme de terre, analysant les évolutions du secteur de la pomme de terre au Pérou entre 1999 et 2009.

La consommation de pomme de terre a augmenté sur une décennie, mais cette augmentation est davantage le reflet de la croissance de la population liménienne plutôt qu'une hausse de la consommation par habitant. En effet, celle-ci reste stable et oscille autour des 60 kg par an. Ce chiffre reste inférieur à la moyenne nationale, ce qui confirme un attrait moindre des zones urbaines pour la consommation de pomme de terre. Ce détournement du tubercule peut s'expliquer par la plus grande disponibilité de sources secondaires de carbohydrates, tels que le riz, le pain, les pâtes.

La place de la pomme de terre est ambiguë dans la diète des Péruviens, et plus particulièrement des Liméniens. Notamment, la pomme de terre native a longtemps été boudée des marchés pour être consommée en majorité par les producteurs eux-mêmes. Dernièrement, une plus grande couverture médiatique autour de la pomme de terre native a replacé le produit sur les étals des marchés (Gonzales et Mercedes 2016). En parallèle, les restaurateurs « gourmets » de la capitale et des autres centres urbains du Pérou ont participé à promouvoir des produits victimes d'une mauvaise réputation. Il est difficile de rassembler des chiffres précis concernant les entrées de pommes de terre natives sur le marché liménien, car les données restent souvent agrégées et les multiples variétés sont comprises dans des groupes plus grands. On dispose cependant des chiffres concernant deux types de pommes de terre: Huamantanga et Huayro. Dans les deux cas, les chiffres nous montrent une augmentation régulière des ventes entre 1999 et 2009 (de 300 tonnes en 2000 à 743 tonnes en 2009).

III. Des demandes de plus en plus exigeantes

Les attentes des Liméniens rejoignent celles d'un mouvement plus global de consommateurs de plus en plus attentifs à la qualité des produits qu'ils achètent, aussi bien en ce qui concerne le produit en lui-même, que le processus de production ou le processus de distribution (Amemiya, Benezech et Renault 2008). Les producteurs cherchent à se différencier pour répondre aux attentes du consommateur. Ce phénomène se vérifie aussi à Lima, où la qualité de l'alimentation prend une

place croissante dans les préoccupations des Liméniens, qui sont à la recherche d'une alimentation plus saine.

Ainsi, l'agriculture biologique est devenue une des illustrations de ces demandes en émergence. D'abord apparue pour répondre à une demande extérieure (Cody 2014), elle a confortée sa place suite à l'émergence d'une demande locale à partir de la fin des années 90. Le succès des marchés de producteurs appelés localement « *ferias* » et « *bioferias* », disséminés au sein de la ville, peut en témoigner. Le 1^{er} marché du genre a été ouvert à Lima en 2002, dans le district coscu de Miraflores. Depuis, l'initiative a été reprise, et on comptait en 2016 huit marchés similaires sur le territoire liménien. Ces marchés proposent notamment des produits issus d'une agriculture biologique, certifiée ou non.

Cependant, les produits issus d'une agriculture biologique sont encore aujourd'hui en grande partie destinés à l'exportation (Evelyne Mesclier et Chaléard 2006). Seuls 5% des aliments biologiques produits sur le sol péruvien sont destinés au marché intérieur (Olsen 2008). Il existe aujourd'hui un mouvement croissant focalisé sur la production biologique destinée au marché domestique, s'inscrivant dans la mise en place de circuits de commercialisation inédits (supermarchés spécialisés, boutiques d'alimentation naturelle ou encore marchés de producteurs) (*Ibid.*; Cody 2014; Flores 2014). En effet, du côté de la demande, A. Higuchi met en avant quelques aspects remarquables. À Lima, elle note une volonté croissante des habitants de changer leurs habitudes de consommation pour des productions biologiques. En 2000, 3% des personnes interrogées à ses enquêtes pensaient modifier leurs habitudes au profit d'une alimentation biologique, elles étaient 10% en 2002, pour atteindre 23% en 2006. De plus les consommateurs affichent une crainte de plus en plus marquée envers les produits conventionnels et leurs potentiels effets négatifs sur la santé (allergies, présence de pesticides, perturbateurs endocriniens, etc.). Les marchés locaux constituent un contrepied à un système alimentaire mondialisé et à ses travers (Hinrichs 2003) ; et les habitants de Lima s'inscrivent dans ce mouvement de conscientisation autour de leur alimentation. Le changement de profil des consommateurs est central dans l'émergence de ces marchés biologiques. Silvia Wu²¹ affirme que les consommateurs de produits biologiques répondent à trois caractéristiques :

- Ils disposent de revenus suffisant depuis une quinzaine d'années (ce qui correspond au décollage de l'économie nationale) ;

²¹ D'après un entretien mené en novembre 2014.

- Ils ont des connaissances sur les caractéristiques d'un produit biologique ;
- Ils sont sensibles à leur environnement et à sa protection.

Le poids des touristes n'est pas négligeable dans la valorisation des produits biologiques. Beaucoup des clients des bioferias, notamment à Miraflores et à Surquillo sont des étrangers (touristes ou étrangers établis sur la durée à Lima). Un tel phénomène se vérifie dans d'autres villes du Pérou, comme par exemple à Cusco, où l'un des principaux groupes de consommateurs des marchés de producteurs locaux est constitué de touristes écologiques (Girard 2017). Martines formule par ailleurs le nombre croissants de touristes sur le territoire péruvien (2,06 millions en 2008 ; 2,14 millions en 2009 ; 2,25 millions en 2010) comme un élément de la valorisation de l'agriculture biologique au Pérou (Martines, 2014). En effet, nombre de ces touristes cherchent à reproduire des habitudes alimentaires qu'ils déploient dans leur quotidien, ou sont tout simplement curieux à l'idée de découvrir un marché local, plus facilement accessible que les marchés couverts de la capitale. Les marchés de producteurs sont quant à eux des espaces ouverts, où la fréquentation bien qu'importante permet une circulation fluide et agréable. « *On ne vient pas uniquement pour faire des courses, mais aussi pour rencontrer des amis, boire un café, goûter les pâtisseries. En plus il y a le parc à côté...* ²² ». Les touristes constituent ainsi un vivier de consommateurs potentiels, avec un pouvoir d'achat souvent plus fort que celui des Liméniens, mais restent des clients ponctuels des marchés, sur lesquels ils ne peuvent pas appuyer leur durabilité.

En parallèle de ce mouvement de valorisation des produits biologiques, les attentes des consommateurs s'expriment également au travers des produits andins dits traditionnels. On compte parmi eux le quinoa en premier lieu, mais aussi d'autres produits tels que la maca (tubercule rustique entrant dans la composition de biscuit, chips ou boisson, et souvent vendus en tant que complément alimentaire) ou l'amarante caudée (appelée *kiwicha* en quechua et aymara, plante herbacée dont les graines sont utilisées de façon similaire à une céréale) ; tout comme des variétés de pomme de terre extrêmement variées.

La résurgence des produits andins, après avoir été écartés des marchés urbains, entre dans une dynamique plus globale de revalorisation de la gastronomie péruvienne et des produits andins. Ce mouvement a transformé profondément le marché local (Flores 2014). Les produits natifs ont acquis un nouveau statut, et sont de plus en plus consommés sur les marchés urbains, sans pour

²² Extrait d'une enquête d'opinion menée auprès d'une cliente du marché de producteur de Surquillo, septembre 2014.

autant représenter une réelle concurrence au riz ou aux pâtes, qui restent au centre de la consommation des citoyens (Trivelli 2001). Ces productions natives nouvellement mise en avant sur le marché sont souvent produits de façon biologique, dans un souci de mettre en avant des produits traditionnels et bons pour la santé.

Cette lecture doit cependant être nuancée. Toute une partie de la population n'a jamais cessé de consommer des aliments andins, en dehors de toute promotion émanant du boom gastronomique, ou des marchés de producteurs dans les quartiers nantis de Lima. Dans les quartiers populaires, les familles s'approvisionnaient en maca ou kiwicha et les régimes alimentaires ne sont pas toujours transformés au profit de produits plus urbains, tels que les pâtes par exemple (qui restent encore très peu consommées dans les régions rurales du Pérou). Cette remarque tend à renforcer une observation déjà mise en avant selon laquelle les habitudes alimentaires des populations aisées sont davantage étudiées que celles des populations plus modestes (Higuchi 2015). En effet, les produits cités plus hauts n'ont commencé à être considérés comme un patrimoine national à conserver et protéger qu'à partir du moment où les classes les plus aisées de la population en aient fait l'appropriation. Il reste très difficile de chiffrer les consommations de ces produits au sein des catégories de population plus modestes.

Les politiques publiques font de leur côté des efforts pour promouvoir une agriculture biologique et durable, dans le but d'améliorer les conditions de vie des producteurs et d'assurer aux consommateurs une alimentation plus saine, tout en contribuant à protéger l'environnement. Le congrès a notamment mis en place des lois pour encourager l'agriculture biologique et une alimentation saine, notamment auprès des plus jeunes (Loi n°29196, loi n°30021).

Conclusion du chapitre 1 :

La métropole liménienne concentre un marché de consommateurs très étendu et représente donc pour l'agriculture en général, et pour l'agriculture urbaine en particulier, une opportunité d'écoulement des productions concrète et assurée. Par ailleurs, les demandes de la ville sont avant tout alimentaires : il est nécessaire d'assurer un approvisionnement d'aliments régulier et varié à l'ensemble des habitants de la métropole.

Les habitudes des Liméniens sont variées. On ne consomme pas de la même façon dans les districts périphériques que dans les centres huppés de la capitale. De manière générale, on peut noter un changement dans ces habitudes au cours du temps. Les Liméniens ont acquis un pouvoir d'achat et peuvent se permettre de varier leur alimentation et d'exiger des demandes de plus en plus spécifiques. Ce bouleversement est à mettre en relation avec la croissance économique qu'a connue le pays au cours des dernières décennies. Toutefois, malgré cette situation économique plus confortable, l'alimentation occupe toujours une place importante dans les dépenses des Liméniens.

L'agriculture de proximité peut-elle trouver sa place dans l'approvisionnement de la capitale ou court-elle le risque d'être noyée dans les productions nationales ? A l'instar de ce que l'on observe dans d'autres grandes métropoles latino-américaine, à Lima il reste meilleur marché, plus fonctionnel et plus facile d'acheter des aliments provenant des provinces ou de l'extérieur, que de les produire dans l'agglomération (Peláez 2015). Les grandes chaînes de supermarchés s'occupent du transport, de l'emmagasinement et de la distribution des aliments. Ils ont une emprise étendue sur le territoire et approvisionnent également des villes secondaires. La petite agriculture, ne peut accéder au marché qu'en se plaçant sur des productions très spécifiques.

En nous penchant justement sur ces demandes spécifiques des Liméniens, nous avons pu mettre en avant quelques productions qui présentent des avantages à se développer près de Lima métropole (tel que l'élevage de volailles ou l'élevage laitier). Les chapitres de la partie II mettront en évidence la qualité des réponses des producteurs locaux face à ces spécificités et les marges de manœuvre dont ils disposent.

Il convient à présent de continuer l'analyse des demandes en ville. Si le rôle alimentaire de l'agriculture urbaine apparaît comme évident, d'autres attentes se greffent sur l'activité. Surprenantes dans un premier temps, elles se sont généralisées avec l'intégration croissante de l'agriculture urbaine dans les agendas nationaux et supranationaux. L'agriculture devient progressivement un instrument de la construction urbaine (Bouraoui 2000) et prend part au métabolisme urbain (Aubry et Pourias 2013). L'intégration de l'agriculture dans les politiques d'une ville des Suds a jusqu'alors été peu étudiée, les exemples relevés dans le corpus bibliographique se référant avant tout à des villes européennes ou nord-américaines. Pourtant, l'appropriation de l'agriculture par des métropoles touchées par des difficultés d'aménagement peut s'avérer innovant. Nous allons dans le chapitre qui suit nous intéresser à cette fonction d'aménagement de l'activité agricole en ville.

Chapitre 2:

UNE AGRICULTURE POUR PALLIER UN AMENAGEMENT DEFAILLANT?

Les descriptions physiques de Lima métropole se font souvent l'écho d'une ville grise, étouffante, dépourvue d'espaces verts (Belay 2004). Après un demi-siècle de croissance forte, alimentée par des vagues migratoires internes puisant dans les campagnes et caractérisée par un étalement de l'espace bâti (Vega Centeno Sara Lafosse et Matta 2014), l'agglomération est aujourd'hui marquée par une densification des quartiers centraux. La croissance de la ville s'est faite au rythme de la création de nouveaux quartiers en suivant trois axes géographiques : un axe s'étendant vers le nord, un autre qui s'est accroché aux contreforts des Andes vers l'est et un dernier qui a empiété sur le désert vers le sud.

À ce phénomène de forte croissance s'ajoute une problématique d'aménagement défaillant (Durand-Lasserve 2004; Riofrio 2003; Calderón 2009). Les habitants de Lima métropole sont nombreux à exprimer une méfiance envers les autorités, et préfèrent se tourner vers des initiatives individuelles (Alegre, Alata et Oshiga 2018) ; le phénomène répandu des quartiers auto-construits dans les périphéries en est une illustration emblématique (Wagner 1988).

Le propos de ce second chapitre se centre sur les potentialités de l'agriculture urbaine en tant qu'outil de l'aménagement urbain par et pour les citoyens. Ce domaine en pleine expansion présente encore de fortes possibilités d'amélioration ; il manque notamment une plus grande mise en relation des formes urbaines et des formes agricoles pour appréhender au mieux les modalités d'intégration de l'agriculture dans les espaces urbains (Nahmias et Le Caro 2012). Nous proposons ici de participer à ces réflexions. Il nous faut donc nous éloigner des attentes des seuls citoyens pour nous intéresser aux autres acteurs concernés par l'agriculture urbaine et pouvant en tirer parti. Notamment, on se rapporte ici aux attentes des acteurs politiques de la ville. De plus en plus, l'activité agricole entre dans les politiques urbaines, dans les Nordes comme dans les Suds (McClintock 2014), et est appropriée pour des fonctions et usages particuliers.

Après avoir fait l'état des lieux des espaces (ou)verts dans la capitale péruvienne (I), et sur les politiques mises en place plus ou moins récemment par les autorités locales pour contenir les avancées du front urbain (II.1) nous reviendrons sur les projets de réappropriation des espaces de vie (II.2). Nous aborderons à la fois une échelle globale, en évoquant les intérêts des instances

internationales autour de l'agriculture urbaine, et les résultats supposés de l'activité sur le bien-être en ville (II.2.1) mais également des échelles plus grandes, en nous penchant sur un cas spécifique étudié au cours de cette recherche (II.2.2).

I. L'agriculture pour pallier les manques d'une ville peu pourvue en espaces verts.

La nature en ville peut prendre des formes aussi nombreuses que variées : parcs et jardins, espaces minéraux plantés, ceintures vertes, jardins suspendus, jardins de poche ou grandes trames vertes, bois et bosquets ; et parmi eux les espaces agricoles, aménagés en périphérie ou dans les interstices de la ville (Da Cunha 2009). A l'heure du développement durable, le végétal devient « *un élément central des compositions urbaines et des opérations d'urbanismes réalisées dans un souci de viabilité et d'habitabilité* » (*Ibid.*). Dans ce contexte, on note le retour de la « cité-jardin » et des nostalgies autour d'une « coexistence symbiotique de la ville et de la campagne » (*Ibid.*). Howard proposait déjà à la fin du XIX^{ème} siècle une approche du développement urbain associant les privilèges de la ville aux aménités de la campagne, notamment agricole (Mehdi et al. 2012). Le modèle d'Howard revient sur la scène politique par la notion d'éco-quartier (*Ibid.*). Par ailleurs, ce désir de campagne est à mettre en relation directe avec le phénomène détaillé plus haut de recherche des citoyens d'une alimentation saine de proximité.

Les premiers documents d'urbanisme visant à protéger les espaces non urbanisés distinguaient simplement les zones urbaines des zones naturelles, et l'agriculture était alors assimilée à la nature, tandis que « *le désir d'une agriculture naturelle apparaît de plus en plus dans les attentes sociales, malgré la contradiction évidente que porte cette expression* » (Vidal et Fleury 2009). Les habitants des villes souhaitent avoir accès à une agriculture de proximité capable de répondre à des besoins récréatifs et à des désirs paysagers (*Ibid.*). En France, on parle de projets « agri-urbains ».

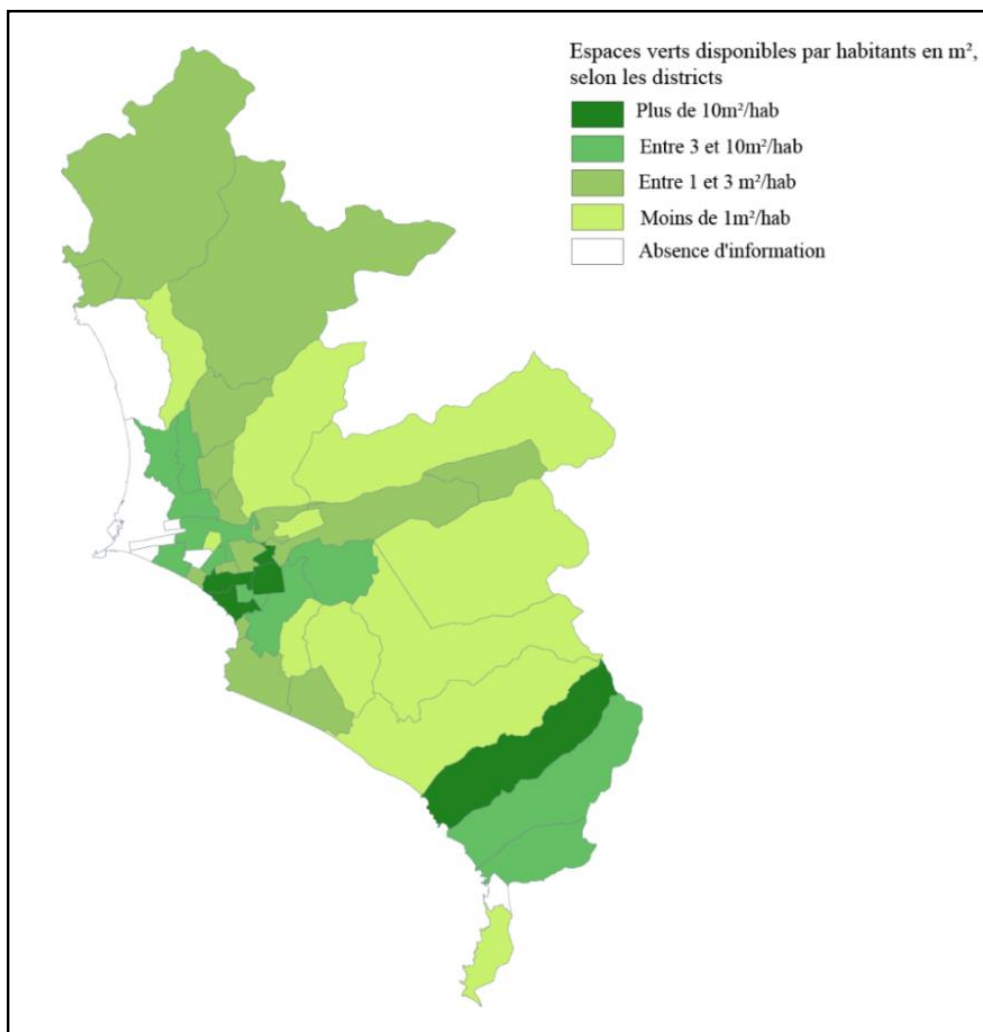
C'est un phénomène que l'on a surtout étudié dans les pays des Nord, mais qui semble pertinent dans le cas de la métropole liménienne. En effet, les demandes de certaines couches de population à Lima rejoignent celles des populations des villes des Nord, en termes d'exigences autour de l'alimentation et de bien-être en ville. Pour autant, ces catégories suffisent-elles à instaurer à Lima une « agriurbanisation » ? Dans cette section, nous interrogerons la place des espaces verts dans

le quotidien des Liméniens et la place qu'ils occupent dans l'espace public. Ainsi, nous nous proposons d'analyser les potentialités récréatives et paysagères de l'agriculture urbaine dans une ville telle que Lima, où les espaces verts et l'usage de l'espace publique ne prennent pas une place significative dans le quotidien des habitants.

I.1. Lima métropole, une ville grise et sans limites ?

La croissance soutenue de Lima, débordant des plans d'aménagement, a participé à créer une ville marquée par un manque d'espaces verts. A l'instar de ce que l'on observe au Caire, le front urbain liménien avance en « bloc », progressant de manière régulière, « *formant une masse urbaine continue, avec peu d'espaces bâtis détachés et peu d'espaces libres à l'intérieur* » (Tricaud 1996; cité par Evelyne Mesclier et al. 2014). Ainsi, la capitale péruvienne est une des villes les moins pourvue en espaces verts d'Amérique Latine. L'Organisation Mondiale de la Santé préconise un minimum de 9 m² d'espaces verts par habitant pour assurer une qualité de vie satisfaisante, aussi bien en ce qui concerne la qualité de l'air, mais aussi la pratique d'activités de plein air (Faliès 2013a). À Lima, cette moyenne est controversée. Divers organes ont tenté de la calculer (municipalités, ONG etc.) sans s'accorder sur un chiffre. Le Grupo Gea mentionne en 2010 un total de 2,9 m² d'espaces verts par habitant, le SERPAR est quant à lui encore plus alarmiste et évoque une moyenne de 1,45 m² ; alors que l'observatoire citoyen « Lima como vamos » compte 3,7m² d'espaces verts par habitant. Ces différences s'expliquent par les objets considérés et rassemblés sous le terme d'espaces verts. Ainsi, certains medias de communication ont repris à leur charge un rapport de la FAO, pour intégrer la métropole péruvienne parmi les 10 villes les plus vertes d'Amérique latine, en grande partie grâce aux espaces agricoles périphériques. Mais comme l'illustre la Carte 5, la répartition reste très inégale entre les districts. De toutes les façons, les chiffres récoltés par les diverses organisations restent bien en-deçà des minimas recommandés.

Carte 5: Répartition des espaces verts à Lima métropole, selon les districts - 2010.



Source : INEI, 2010 ; IMP, 2010 ; Grupo GEA, 2010.

Réalisation : H.Leloup, 2015.

La Carte 5, élaborée à partir du croisement de plusieurs sources de données met en évidence les contrastes entre les districts de la capitale. Les données de l'IMP ont servies de base, complétées par les données du Grupo GEA pour les districts du sud de la ville et par celles de l'INEI pour les districts dont l'information manquait. Certains districts concentrent plus de 10m² d'espaces verts par habitant. C'est le cas notamment de Miraflores (13,37m²) et de San Isidro (17,56m²). Le district de Santa Maria del Mar est cependant à part, du fait des faibles densités de population de ce district. Beaucoup de districts des périphéries auto-construites, comptent avec moins d'1m² par habitant. Il

apparaît que ce sont les communes riches et urbaines qui sont finalement le mieux dotées, incluant dans leur plan des espaces verts urbains.

Cette carte ne met pas en avant la disponibilité des espaces verts et leur accessibilité. L'exemple de San Isidro est flagrant. Il s'agit d'un des districts le mieux pourvu en espaces verts, notamment grâce au club de golf y siégeant, qui représente à lui seul plus de 413 000 m², soit 42,7% du total du district. Il en va de même pour d'autres districts où se développent des clubs privés pour lesquels l'accès est payant. Au-delà de ces clubs, destinés à une minorité nantie, certains parcs de la municipalité sont eux aussi payants, à des prix cependant modestes. C'est le cas des parcs zonaux, qui proposent des aires de jeux, des centres pour les enfants, des espaces de restauration, dont l'entretien est assumé par le SERPAR (*Servicios de Parques de Lima* – Service des parcs de Lima). Il existe donc une double inégalité d'accès aux espaces verts, à l'échelle des districts et à une échelle plus fine.

I.2. Les espaces verts peinent à trouver leur place au sein de la ville et des usages des citoyens

I.2.1. Une nature sous contrôle dans les parcs municipaux

La place de la nature dans la capitale liménienne a longtemps été secondaire. Déjà à l'époque coloniale, l'urbanisation était pensée en excluant toute idée de nature (Ludeña 2014). Les Liméniens ne sont pas très attachés à l'idée d'espaces verts publics et de biens communs (Vega Centeno 2017).

L'approche de la nature par les citoyens aujourd'hui se fait avant tout au travers des parcs. Ces parcs constituent un élément essentiel de la présence d'espaces verts à Lima. Ils sont gérés par le SERPAR, organisme public décentralisé de la municipalité de Lima qui se charge de l'administration des parcs de Lima, notamment des parcs zonaux et métropolitains. À Lima, on compte 17 parcs zonaux, et 7 parcs métropolitains.

Figure 11: Répartition des parcs municipaux - 2014.



Source : SERPAR, 2014

La Figure 11, tirée du site du SERPAR, nous indique la répartition des parcs sur le territoire métropolitain. Bien que le centre concentre une majorité des infrastructures, les districts plus périphériques profitent également de la présence des parcs municipaux : au nord, les parcs de Manco Capac et de Sinchi Roca font partie intégrante du quotidien des habitants de Carabayllo et Comas ; de même que le parc Huascar, créé en 1970, est emblématique du district de Villa El Salvador.

Ces parcs sont ouverts au public, certains moyennant un paiement, d'autres entièrement gratuits. De ce fait, ils ne correspondent pas à la vision de Jordi Borja selon laquelle les espaces publics sont libres d'accès à tous les habitants et permettent d'affirmer pleinement la citoyenneté de chacun (Borja 2003). Au contraire, l'espace public liménien ne s'est pas construit en tant qu'espace social important au cours de l'urbanisation de Lima au XXème siècle (Vega Centeno 2017). Cette tendance s'est renforcée au cours du XXIème siècle. Ils sont à l'origine compris

comme des espaces dans lesquels s'expriment un pouvoir dominant, un espace de circulation et de récréation pour les classes supérieures (Vega Centeno 2013).

Ainsi, en parallèle de ces parcs publics, on peut recenser un certain nombre de parcs privés et de « parcs à thème », compris comme les parcs dirigés avant tout vers les loisirs et la distraction (Ludeña 2013). Le « parc des légendes » (*Parque de las leyendas*), le parc « des eaux » (*Parque de las aguas*), récemment des parcs agro-écologiques, ou encore les nombreux cimetières, gérés par des entreprises privés, peuvent être compris dans cette catégorie (*Ibid.*; Huarhua et Rosario 2015). Il s'agit en effet de lieux où les familles se retrouvent les weekends pour déjeuner. Ces parcs à thème et dérivés sont très prisés des classes populaires, contrairement aux espaces publics.

Des clubs privés ont également fleuri sur le territoire liménien, offrant un ensemble de services aux usagers (restauration, piscine, terrains de sport) et nécessitant une adhésion. Le développement des clubs privés peut remonter au gouvernement de Pierola, à la fin du XIX^{ème} siècle. Cette pratique du loisir en entre soi s'est maintenu et renouvelé dans le temps (Doré, Sihuay Maravi et Huamantínco 2014). Les franges périphériques du Rímac témoignent de cette évolution, la rive droite accueille les clubs établis au cours des dix dernières années, privés ou publics, émanent souvent des organisations syndicales ; alors que l'on retrouve sur la rive gauche les clubs les plus prestigieux et anciens de la capitale (*Ibid.*). Enfin, les entreprises immobilières ajoutent de la complexité à l'offre d'espaces récréatifs, en produisant des projets d'urbanisation résidentiels dans lesquels sont compris des espaces de détente exclusifs.

L'ensemble de ces parcs, qu'il s'agisse des parcs à thèmes privés, des clubs ou des parcs publics, témoignent d'une vision d'une nature apprivoisée, domptée. Plans d'eau, chemins et aires de jeux sont clairement délimités et rares sont les espaces appropriés de façon spontanée par les usagers (Alegre et Yamamoto 2015). Les visiteurs sont des usagers et on dissuade toute occupation de l'espace sortant des usages prévus (interdiction d'utiliser les pelouses pour les jeux, interdiction de manger en dehors des zones de restauration). Les parcs zonaux proposent eux aussi des services aux usagers plutôt que des espaces de nature. Dans ce contexte où la nature est perçue avant tout pour le citoyen, les espaces agricoles peuvent-ils être considérés comme des espaces verts ? Les citoyens les reconnaissent-ils comme tels ? Comment usage agricole et usage récréatif peuvent-ils

s'accorder ? Il s'agit dans tous les cas pour les exploitants d'une piste possible de reconversion : vers l'accueil de visiteurs à la recherche d'espaces de détente ouverts.

L'usage des espaces verts par les Liméniens tel que décrit ici met en évidence un paradoxe : les habitants de la ville déplorent un manque d'accès aux espaces verts et des besoins de nature inassouvis, mais ont développé un usage de la nature très cadré, à travers des parcs le plus souvent payant. La nature est avant tout pensée comme un espace à maîtriser pour le bien être des citoyens. Cette vision ambiguë de la nature se fait ressentir également sur les quelques espaces protégés de Lima, qui peinent à se faire reconnaître en tant que tel dans le territoire métropolitain. Alors qu'ils pourraient constituer un atout pour l'agglomération, ils sont peu valorisés et menacés par leur entourage direct.

1.2.2. Les « lomas » et « humedales » de Lima, des écosystèmes à part dans le paysage liménien, souffrant d'un manque de protection

Le territoire de Lima métropole est aussi marqué par quelques rares écosystèmes naturels d'intérêts pour la province de Lima. Ils ont été enregistrés en tant que « structure écologique de Lima métropole » par l'ordonnance n°1853 (Municipalidad Metropolitana de Lima 2014a). L'ordonnance déclare ces espaces d'intérêt primordiale pour la ville, encourageant leur « *protection, restauration, dépollution, contrôle, vigilance et mise en valeur* » (Rafael 2017). Il s'agit des « lomas » et des zones humides de la capitale.

Les lomas sont un écosystème que l'on retrouve uniquement sur les côtes péruviennes et chiliennes, situées entre le niveau de la mer et 1000m d'altitude. Elles se caractérisent par une végétation saisonnière, qui se développe pendant l'hiver ; les plantes profitent de l'humidité présente dans les brouillards abondant arrivant de la mer, créés par le refroidissement des eaux de l'océan Pacifique. Il s'agit d'un écosystème fragile, menacé actuellement par la pression urbaine principalement, mais aussi par l'extraction des ressources minières, l'industrie florissante, notamment dans le sud de la ville et l'élevage mal maîtrisé (*Ibid.*). On estime que durant le XIXème siècle, les lomas s'étendaient sur environ 60 000 ha. Des pertes importantes sont à signaler, les projets actuellement en cours pour protéger ces espaces (*Area de conversacion regional – ACR sistemas de Lomas de Lima – ; Aire de conservation régionale – ACR sistemas*

de Lomas de Lima), prévoient de mettre en place des dispositifs spécifiques à ces écosystèmes sur seulement 10 000 ha. Dans la vallée de Lurín, ces espaces jouent un rôle particulier, car ils sont de plus en plus mis en valeur en tant que vecteur d'attractivité pour les districts comptant avec ces écosystèmes (Lurín, Pachacamac, mais aussi des districts plus urbanisés tels que Villa María del Triunfo). En complément avec les espaces agricoles et les territoires d'élevage, les lomas incarnent une identité rurale dans un espace sous tension. En dehors des citadins en recherche de nature sauvage et intacte, les lomas attirent également l'intérêt des sportifs et des amateurs de tourisme d'aventure.

La métropole liménienne compte également avec une zone humide protégée, qui s'étend sur plus de 260 ha : le refuge pour la vie sauvage des marais de Villa (*Refugio de Vida Silvestre los Pantanos de Villa*), situé au sein du district de Chorillos, aux abords du district de Villa El Salvador. Cet espace est primordial pour la reproduction de centaines d'oiseaux migratoires (SERNANP, 2018). Situé aux environs directs d'une zone densément peuplée, la réserve est menacée par divers facteurs : occupation illégale des terrains (habitation et industries) ; pollution des eaux et des sols du fait de la proximité des habitations ; bruits perturbant les cycles reproducteurs des oiseaux ; mauvaise gestion des eaux des marais, menacés d'assèchement (Parkswatch 2004).

Photographie 1: Los Pantanos de Villa en contact direct avec la ville



Cliché Leloup, 2013.

Bien que l'on considère que la fréquentation de la réserve soit en hausse, près de 32 000 visiteurs pour l'année 2012, contre seulement 5000 en 1990 (SERNANP 1998; SERNANP 2016), l'affluence reste faible. Malgré son potentiel touristique, récréatif, et éducatif, le marais attire peu et les autorités de protection peinent à faire entendre l'utilité de la mise en place de mesures de protection. De même, d'un point de vue scientifique, les rapports et analyses sont peu nombreux. Au niveau gouvernemental, l'indifférence semble partagée puisque près de vingt ans séparent les deux derniers plans de gestions approuvés par le ministère de l'agriculture. Les documents d'urbanisme de la métropole font peu cas de cette réserve et contournent le sujet.

Les rapports entre citoyens et leurs espaces verts et ouverts sont complexes. D'une part, on souligne un manque indéniable d'espaces verts à Lima, qui s'est construite en continu, au détriment des espaces ouverts et négligeant les lieux de détente des habitants. D'autre part, il est difficile d'identifier les rapports qu'entretiennent les liméniens avec les espaces verts : entre utilitarisme des parcs publics et privés, et une relative indifférence des espaces de nature sauvage. Les politiques de protection elles aussi se focalisent sur les parcs et semblent avoir du mal à mettre en place les mesures nécessaires à la protection des écosystèmes fragiles de la capitale. On peut d'ores et déjà interroger les possibilités des espaces agricoles pour se faire une place au sein de ces visions parfois bornées de la nature : comment des visiteurs en recherche d'une nature standardisée peuvent-ils prendre leurs marques au sein d'exploitations agricoles ? Les producteurs peuvent-ils soumettre leurs exploitations à de telles exigences ?

II. L'agriculture comme outil des politiques publiques : quels objectifs, quels acteurs cibles ?

Cette section revient sur une tendance que l'on observe de plus en plus dans les pays des Nordes comme ceux des Suds, à savoir l'intégration de l'activité agricole dans la planification urbaine (Duvernoy 2002; Lawson 2007; Redwood (ed.) 2009; Vidal 2011; Aubry et Pourias 2013; Ernwein et Salomon-Cavin 2014). L'arrivée de l'agriculture dans les agendas politiques des villes peut passer par plusieurs portes d'entrées. Les auteurs cités de façon non exhaustive, leurs terrains et leurs analyses, en révèlent quelques-unes : la sécurité alimentaire, le bien-être en ville, l'environnement urbain, l'emploi salarié des individus marginalisés, entre autres. Ces portes sont autant de discours occupant une place plus ou moins grande dans les politiques urbaines. Un projet d'aménagement peut mobiliser plusieurs discours à la fois, ou se concentrer sur une fonction de l'activité agricole. Il s'agit donc de comprendre dans cette section comment les représentants politiques de la métropole et des districts s'approprient l'activité agropastorale, et quelles sont les fonctions et représentations qu'ils mettent en avant. Comment habitants et consommateurs, en interpellant les pouvoirs publics, infléchissent-ils ces politiques et ces pratiques ?

II.1. Contenir l'avancée du front urbain : (sur)valorisation des attributs ruraux de territoires agricoles

Dans les périphéries, les lieux de l'entre-deux, deux points de vue autour des terrains agricoles se confrontent. D'un point de vue urbain, les espaces agricoles périurbains représentent une réserve de terrain (Van Oort 1994). Du point de vue rural, c'est un lieu où l'agriculture est sous pression constante ; où se développent l'habitat et les entreprises. Ces installations peuvent impliquer une modification des schémas d'occupation de l'espace, et entraîner ainsi une spéculation immobilière (*Ibid.*). Dans les politiques publiques récentes, l'occupation agricole du sol devient de plus en plus un élément de l'aménagement des villes, assurant des « coupures vertes » entre zones construites, des « poumons verts » pour l'écologie des villes, des « zones vertes » pour les loisirs (Vianey, Bacconnier-Baylet et Duvernoy 2006). Mais l'appropriation des espaces agricoles par les politiques publiques permet également d'exercer un rôle de contrôle sur l'extension des zones d'occupation urbaine. À Mexico DF, les zones agricoles ont par exemple acquis un statut particulier d'aires protégées juridiquement en 1987, dans le but de freiner la croissance urbaine de la ville et de délimiter les zones urbaines des zones agro-forestières (Peláez 2015).

Des cas analogues s'observent à Lima. Face à une situation où l'urbanisation spontanée s'est généralisée, les politiques s'approprient l'activité agricole comme un moyen de contrôle de l'urbanisation, par les citoyens eux-mêmes. Dans certains cas, les espaces agricoles sont considérés comme des espaces à protéger, notamment parce qu'ils comptent parmi les derniers marqueurs d'espaces ouverts dans une ville qui étouffe dans un tissu urbain dense et étendu. Dans d'autres, la problématique des espaces ouverts et par extension des espaces agricoles reste secondaire au sein des préoccupations urgentes des gouvernements.

Les premiers plans d'aménagement de la ville considéraient les espaces agricoles périphériques comme des espaces permettant à la métropole d'accéder plus ou moins facilement à des ressources alimentaires ; on parle par ailleurs de « région alimentaire » ou « *región alimenticia* » (ONPU 1949). Plus tard, ces mêmes terres agricoles décrites dans les plans d'aménagement ont perdu leur fonction alimentaire, et sont clairement perçues comme des possibles terrains à urbaniser (ONPU 1992). Les aspects productifs et économiques de l'activité sont délaissés et la qualité des produits agricoles est par ailleurs fortement remise en doute. Paradoxalement, les effets négatifs des pertes

des terrains agricoles au profit de l'urbanisation sont aussi soulignés : « *De continuar esta tendencia de reducción de las áreas agrícolas, el abastecimiento alimentario y el medio ambiente de la Metrópoli se verán afectados significativamente*²³ » (*Ibid.*). Ce court extrait met en évidence les premiers signes de l'intégration de l'activité agricole à l'écologie urbaine. De même, on évoque ici la nécessité de vitaliser les marchés locaux et la mise en place de systèmes alternatifs qui pourraient réunir les associations d'habitants et les producteurs (« *nuevas sistemas de mercados* »). Ce n'est que récemment que s'est imposée une attention accrue sur les espaces verts et notamment les espaces agricoles, au travers du PLAM 2035²⁴. Un des principaux apports de ce plan a été d'établir pour la première fois un régime clair d'utilisation des sols (Puente Frantzen 2017). Notamment, les zones non urbanisables sont bien plus étendues que dans les plans précédents. Ces zones ont pour rôle d'assurer la conservation des besoins environnementaux de la ville.

L'outil de zonage n'est pas innovant en soit, mais il est ici particulièrement clair et permet d'éviter les contournements et interprétations, contrairement aux plans précédents (*Ibid.*). Ces derniers étaient moins fermes dans leur définition. Par exemple, la catégorie « zone résidentielle de faible densité » permettait l'installation d'industries car elle comprenait en parallèle des zones « d'usage spécial » ; dans un premier temps on y installait des entrepôts, qui avec le temps se consolidaient et fonctionnaient finalement comme des industries.

Une autre innovation majeure du PLAM, et qui nous intéresse plus particulièrement, est l'élaboration pour la première fois à Lima métropole d'une « structure écologique de la ville ». Elle comprend sept catégories distinctes, incluant les espaces agricoles. Ces espaces sont ici reconnus comme faisant partie intégrante de la ville, et non plus comme des espaces de transition, ou des espaces utiles à l'approvisionnement, mais déconnecté de la métropole.

Ce changement de point de vue est inhérent à la période de stabilisation de la croissance urbaine que connaît actuellement Lima. Les taux de croissance se maintiennent, en parallèle les politiques incitent de plus en plus à une certaine verticalisation de l'urbanisme dans les centres. On peut raisonnablement croire à un maintien possible des aires actuellement non urbanisées, notamment dans la vallée de Lurín (Miyashiro, Montoya et Soria 2008). Les responsables politiques prennent

²³ La poursuite de cette tendance à la réduction des aires agricoles aura des impacts significatifs sur l'approvisionnement alimentaire et l'environnement de la métropole.

²⁴ Le PLAM 2035 a été mis en place dans un contexte politique tendu, lors du mandat de Suzanna Villarán, alors que celle-ci endurait une perte de reconnaissance et d'appui. En 2013, la poursuite de son mandat a été soumise à une consultation populaire suite à une campagne fragilisant durablement son action politique.

ainsi conscience de l'importance des zones de récréation pour l'équilibre d'une ville saturée telle que Lima et leur accordent alors davantage d'importance.

Le PLAM n'a jamais été appliqué et reste aujourd'hui inutilisé, alors que beaucoup d'acteurs se mobilisent pour faire valoir ce document. Il rencontre par ailleurs un soutien populaire et des internautes ont mis à disposition le document en accès libre sur plusieurs sites d'hébergement²⁵. Le Plam 2035 semble être le document le plus abouti en ce qui concerne l'environnement urbain et la conservation d'espaces ouverts à Lima. Il résultait de l'action conjointe du gouvernement Suzanna Villarán et de l'UN-Habitat, et avait pour objectif de proposer un plan d'aménagement pensé à l'échelle de la métropole, et intégrant l'ensemble des acteurs de la ville au processus (société civile, secteur privé, universitaire et le gouvernement de la métropole ainsi que des municipalités locales). Il a été remplacé en 2016 par un « plan de développement concerté », moins ambitieux et plus classique dans son format : le Plam 2035 s'étendait sur 800 pages en 3 parties, alors que le « *Plan de desarrollo concertado* » ne compte qu'une centaine de pages. Ce plan notamment reste beaucoup plus vague sur les sujets environnementaux et sur la conservation des terrains agricoles.

Les gouvernements de Suzanna Villarán et de Luis Castañeda présentent des antagonismes sur plusieurs points (Wurst 2014). Le premier gouvernement de Castañeda (2003-2010) se focalisait sur l'amélioration de la qualité de vie des habitants, notamment dans les quartiers populaires, au travers de la construction d'infrastructures à petite échelle. Parmi ces réalisations, les murs de contention, les passages piétons surélevés, mais surtout les escaliers des quartiers précaires situés sur les flancs de collines, reconnaissables par leur couleur jaune, ont connu une certaine popularité. Ces ouvrages répondaient à des demandes spécifiques des quartiers, qui avaient l'opportunité d'exprimer leurs besoins par l'intermédiaire d'un représentant. Cette vision s'appliquait avant tout sur le court terme, qui a donné des résultats dans des temps parfois record.

Le gouvernement de Villarán (2011-2014) s'est opposé à celui de Castañeda dans le sens où il proposait une vision plus intégrale, qui dépassait les seuls besoins d'un quartier spécifique. Le programme « BarrioMio » propose deux composantes, le premier de mitigation des risques avec

²⁵ La page de blog « Lima tiene un plan », géré par un architecte, met à disposition du public un ensemble de documents d'urbanisme concernant Lima, parfois introuvables sur les plateformes officielles. C'est le cas par exemple du PLAM 2035, qui a été retiré du site de la municipalité au lendemain de l'élection de Luis Castañeda à la mairie de Lima.

la mise en place d'outils similaires à ceux de la gestion de Castañeda (escaliers, murs de contention), le second plus stimulant d'amélioration de la qualité de vie des habitants au travers de travaux de plus grande envergure pour le quartier et ses alentours. Contrairement aux projets de Castañeda, il ne s'agissait plus de répondre aux exigences d'un groupement de voisins, mais bien d'avoir une vision à l'échelle du district. Le second mandat de Castañeda a été marqué par la réalisation d'ouvrages de grande ampleur très controversés. C'est le cas de la rocade de l'avenue 28 de Julio, très coûteux et dont les réalisations techniques ont été critiquées par l'opinion publique (Elcomercio 2016)²⁶. La réalisation de ces projets de grande envergure n'était pas compatible avec les exigences du Plam. Celui-ci a été retiré dès l'entrée au gouvernement de Luis Castañeda, sous prétexte d'être incomplet (La Republica 2015; Spaciolibre 2016)²⁷.

L'agriculture en ville est utilisée par les politiques pour agrémenter l'espace urbain, mais aussi en réaction à une urbanisation généralisée. Les plans d'aménagement ont pour objectif de limiter les possibilités de bâtir. Ces initiatives se situent dans une représentation négative de la ville et les références à l'agriculture restent au cœur de l'opposition ville-campagne (Salomon Cavin 2012). En ce qui concerne Lima, il nous faut encore définir si les espaces urbains sont suffisamment dynamiques et forts pour remplir avec succès ce rôle. Pour que ce soit le cas, il faudrait que les revenus issus de l'agriculture soient suffisants et concurrentiels par rapport aux activités urbaines.

Les interventions visant à limiter l'avancée du front urbain par le maintien d'espaces agricoles n'émanent pas uniquement des institutions publiques ; les entreprises privées et les civils y participent également. Des pratiques toutes relatives au contexte urbain voient ainsi le jour, pouvant sembler paradoxales à première vue. Le marché foncier met à disposition des producteurs non propriétaires des parcelles pour des prix très bas, voire nuls, dans des zones où au contraire le prix du foncier est très élevé. Ces mécanismes permettent l'accès à une parcelle à faible coût sous réserve d'un entretien par la mise en culture. Le paradoxe n'est donc qu'apparent, puisqu'il traduit le changement imminent d'usage du sol. Mais ce type de situation peut présenter un certain nombre d'inconvénients : isolement vis-à-vis des autres acteurs de l'activité, pratique de l'activité dans des

²⁶ L'article en question titre « La rotonde de l'avenue 28 de Julio présenterait un déficit de 11 millions de dollars ».

²⁷ Respectivement titrés « La municipalité de Lima dénonce l'actuelle gestion de ne pas reconnaître le Plam 2035 » et « Patricia Juarez y les mensonges sur l'inexistence du Plam 2035 ».

zones encombrées. Pendant un temps, les terrains agricoles peuvent jouer le rôle de limiteur d'installations illégales (des illustrations de ces stratégies seront abordées au cours de la partie suivante). L'agriculture joue ici le rôle de protecteur d'espaces stratégiques, en attente d'un développement ultérieur.

II.2. Les injonctions autour de la durabilité de l'agriculture urbaine, urgence ou gageure dans une ville des Suds ?

Les métropoles mondiales ont longtemps concentré les critiques des environmentalistes ; en situation d'accusée, la ville serait responsable d'une partie des maux de la planète (Metzger et Couret 2002). Le vocabulaire employé est dans ce sens éloquent : « engorgement », « asphyxie », « saturation » (Dorier-Apprill 2007).

Les nouvelles politiques et pratiques urbaines dans les villes du Sud sont sous la double contrainte du développement économique libéral et de la protection de l'environnement planétaire (Metzger et Couret 2002). Pour répondre à ces injonctions issues de tensions internationales, l'agriculture urbaine apparaît comme un outil privilégié des villes aux ressources limitées et attise l'intérêt des politiques des villes. L'agriculture urbaine est devenue une tendance, un mode opératoire tout trouvé pour correspondre aux exigences internationales. Les jardins partagés et/ou communautaires, mis en place de façon quasi autonome par leurs membres²⁸, représentent une alternative aux parcs plus traditionnels, qui sont souvent réservés aux quartiers les plus nantis et sont de fait moins accessibles aux résidents les plus pauvres (Saldivar-Tanaka et Krasny 2004). L'agriculture urbaine n'est bien entendu pas le seul outil à disposition des villes, mais elle permet aux politiques de valoriser des terrains vacants à moindre coût, laissant aux individus la double tâche de produire de l'alimentation et d'aménager leurs lieux de vie (Pudup 2008; McClintock 2014).

De son côté, Lima souhaite se poser en tant que ville de poids dans le contexte latino-américain et par extension le contexte mondial. En témoigne l'accueil de la COP 20 à Lima en 2015, qui souligne les efforts faits pour s'intégrer dans les impératifs internationaux de durabilité. Des efforts

²⁸La plupart du temps, les aides institutionnelles se limitent à céder des terrains innocupés, laissant aux membres des jardins l'usufruit du terrain. Ces baux restent cependant très précaires, les terrains pouvant être retirés aux communautés de jardiniers en cas de besoin de la part de la municipalité (Saldivar-Tanaka et Krasny 2004).

sont réalisés pour transformer la métropole en une ville durable ou tout simplement plus « vivable ».

II.2.1. Les villes comme solution aux pressions environnementales

Plutôt que de les considérer comme les responsables des difficultés environnementales de la planète, les villes peuvent être pensées comme sources de solution. C'est l'approche soutenue par les Agendas 21, politiques de développement durables formulées à des échelles locales (Mancebo 2007). La relocalisation des décisions vers le local met en place un horizon d'attente autour des villes durables (Hamman 2014). Cet horizon est à l'origine de la création, ou de la résurgence, d'un imaginaire urbain centré sur la qualité environnementale. Les agendas 21 locaux apparaissent comme les initiateurs du développement urbain durable (Couret, Ouallet et Tamru 2011). La ville fait donc une apparition tardive dans les préoccupations du développement durable ; ainsi la « ville durable » doit être perçue avant tout comme un concept introduit, véhiculé et utilisé par le politique (Metzger et Couret 2002).

Les villes d'aujourd'hui ont donc tout intérêt à intégrer dans leur développement les modalités du développement durable, dans le but de capter des financements venus d'institutions internationales. A titre d'exemple, en 1996, en préparation de la conférence internationale Habitat II, le gouvernement des Pays-Bas a lancé un fonds destiné à financer une analyse comparative des pratiques urbaines environnementales en Inde, au Pérou et en Bolivie (Miranda et Hordijk 1998). C'est ainsi que le projet de « *Ciudades para la vida* », auquel participaient 17 villes péruviennes, dont la métropole liménienne, s'est développé (*Ibid.*). Les municipalités locales ne sont pas forcément familières avec le concept d'Agenda 21, mais « *ne voient pas de problèmes à cataloguer leurs projets sous le label Agenda 21 si cela leur permet d'accéder à des aides extérieures* » (Hordijk 1999). Le développement durable devient une opportunité à saisir pour capter des financements, au risque de proposer des projets déconnectés des réalités liméniennes.

L'agriculture urbaine peut s'inscrire dans cette dynamique. Les autorités publiques s'approprient le discours autour de l'agriculture de proximité pour créer des projets correspondant davantage aux volontés internationales qu'aux réalités locales.

Les organismes supranationaux ont repris les résultats supposés de l'agriculture urbaine pour en faire un outil du développement durable. On lui attribue également des capacités à limiter les flux de matériel et d'énergie depuis les campagnes jusqu'aux villes, aidant ainsi à protéger les ressources naturelles, à améliorer la santé des citadins, et à contrôler l'expansion urbaine (Smit 1996; Torres-Lima, Canabal-Cristiani et Burela-Rueda 1994). L'agriculture urbaine est lue comme productrice d'effets bénéfiques pour l'environnement urbain à travers le verdissement des villes, la création de microclimats, la conservation des sols, la réduction de la pollution atmosphérique et l'amélioration de la biodiversité urbaine (Centre for Human Settlements (ed.) 1996). En d'autres termes, l'agriculture apparaît comme une solution fourre-tout à un ensemble de problématiques propres à la ville.

En Amérique latine, le PNUD et UN-Habitat, ont voulu impulser l'institutionnalisation de l'agriculture urbaine à travers le réseau latino-américain de recherche en agriculture urbaine en 1995 (*Red Aguila – Red Latinoamericana de Investigaciones en Agricultura Urbana*). La participation à ce type de réseau confère d'une part l'acquisition d'un statut particulier sur la scène internationale, et d'autre part facilite l'accès aux financements internationaux (Miranda et Hordijk 1998). Les municipalités locales sont davantage intéressées par les possibilités de financement que par les débouchés et opportunités pour les citadins. L'agriculture devient pour les autorités une possibilité de s'auto-promouvoir politiquement sur la scène internationale, en tant qu'autorités innovantes et progressistes (Bolay, Pedrazzini et Rabinovich 2000; Barthel, Clerc et Philifert 2013). Une quinzaine d'années plus tard, lorsque cette recherche a vu le jour, et alors que l'agriculture urbaine occupait une place grandissante dans les débats autour de la durabilité des villes, ce réseau apparaissait caduc.

Mais d'autres projets de soutien à l'activité ont vu le jour, et ont cherché à capter au maximum les prérequis aux financements des organismes supranationaux. Un des enjeux parallèles du développement durable est de penser et de fonder de nouveaux principes d'action publique. Le cas spécifique « Mi Huerta », programme de la municipalité, permettra d'interroger les multiples attentes attribuées à l'agriculture urbaine et leur application concrète.

II.2.2. Mi huerta : quelles conséquences de l'application sur le territoire d'une agriculture supposément multifonctionnelle ?

Le programme « Mi huerta », mis en place en 2012 par le gouvernement de Suzana Villarán, du parti *Fuerza Social*, de centre gauche²⁹, est un exemple marquant de notre travail de recherche, illustrant les décalages entre volonté de correspondre aux exigences globales et porosités de la mise en application. Parmi les préoccupations du gouvernement de Villarán, on peut citer la sécurité, la réforme des transports, et l'enfance. L'environnement urbain et la réhabilitation de la nature urbaine font aussi parti des objectifs de son mandat. L'alimentation s'intègre dans ces derniers points, de manière non explicite.

Le programme « Mi huerta » compte parmi ses objectifs « la diminution des indicateurs élevés de dénutrition chroniques et d'anémie affectant les enfants de la ville³⁰ ». En parallèle, un objectif secondaire du programme repose sur la production d'espaces verts, et le renforcement des capacités individuelles des habitants à participer à la vie de quartier.

On peut souligner dès à présent la multiplicité des objectifs autour d'un unique objet incarné par l'agriculture urbaine : sécurité alimentaire, participation, aménagement d'espaces verts au profit de tous.

La participation est un élément décisif des politiques de développement durable, car elle permet dans le même temps d'inclure dans les décisions des populations longtemps privées de poids politique, et de réaffirmer les légitimités des acteurs politiques et leur capacité à agir (*Ibid.*). Pour les villes, il s'agit à la fois d'un moyen au service du marketing urbain et d'une stratégie de communication des acteurs politiques (Emelianoff 2011). La popularité du concept a entraîné une attention accrue sur les dispositifs de débats publics (Gariépy et Gauthier 2009). Ces bonnes intentions sont toutefois à nuancer, et il est primordial d'interroger la distance existante entre les discours politiques, les efforts de concertations des populations et les actions effectivement mises en place qui restent encore modestes (Hajek et Hamman 2014).

²⁹ Lors de la majeure partie du travail de terrain, le gouvernement était dirigé par Suzanna Villarán, les projets étudiés sont donc en grande partie issus de son administration.

³⁰ « disminuir los altos índices de la desnutrición crónica y anemia que afectan a los niños y niñas en la ciudad » (<https://www.munlima.gob.pe/programas/ambiente/mi-huerta>, consulté en 2014).

Pour réaliser les divers objectifs proposés par le projet « Mi huerta », l'outil privilégié est la mise en place de potagers urbains. La municipalité prévoyait d'être à l'origine de la création de 2000 potagers dans 16 districts de la ville. Les chiffres du projet étaient considérables : un budget de plus de 5 millions de soles, soit 1,4 millions d'euros ; une volonté d'atteindre 33 600 bénéficiaires directs et 1 600 000 bénéficiaires indirects.

Trois types différents de potagers ont été envisagés :

- Les potagers communautaires,
- Les potagers scolaires,
- Les potagers familiaux.

Une des particularités du programme réside dans son dispositif innovant en ce qui concerne la participation des bénéficiaires, au travers des personnes clés appelées « Yachachis³¹ ». Le fonctionnement institutionnel du programme se tourne en effet vers le partage d'expérience pour une vision participative.

Pour chaque potager communautaire ou scolaire, un groupe de 3 « Yachachi » est responsable de former les habitants. Une des idées fondatrices du programme est d'encourager la participation des habitants. Pour y parvenir, le programme fait intervenir directement des personnes ayant participé à la formation des premiers jardins communautaires, avant que la municipalité n'intervienne. Une équipe de « promoteurs/formateurs » a été recruté, parmi les jardiniers les plus actifs, démontrant un souci de lien social. Ils sont alors devenus des employés de la municipalité. Il ne s'agit pas systématiquement de professionnels de l'activité agricole, mais de personnes ayant une expérience dans la participation collective et qui ont appris les rudiments de l'horticulture « sur le tas ». L'idée est ici de tirer profit des expériences déjà mises en place à Lima, et de suggérer une atmosphère de confiance autour du projet. A l'instar de ce qu'on observe dans les projets d'agriculture urbaine de Rosario, ces personnes, en tant que « *bonnes connaisseuses de la réalité des jardins, [...] sont responsables de la dynamisation, de l'articulation et de la cohésion du collectif* » (Montiel 2015). Les personnes formées et impliquées sont susceptibles de devenir à leur tour Yachachi, en transmettant leurs expériences pour les potagers créés postérieurement. Ici aussi, on couple réduction des coûts et bonne conduite du projet.

³¹ Terme emprunté au Quechua, en rapport avec l'éducation et la formation. Le Yachachi désigne ici le formateur.

La nutrition des plus démunis et l'organisation du territoire se réalisent grâce à la création d'espaces verts productifs. En effet, l'agriculture urbaine telle que pensée par le projet permet à la fois de générer de nouveaux espaces verts, mais aussi de récupérer des espaces publics laissés vacants. Faute de moyens dans certains districts, les espaces publics initialement prévus ont été abandonnés et peuvent être source d'insalubrité ou de délinquance³². On compte sur l'agriculture urbaine pour entretenir les espaces publics sans investir sur le long terme. Des cas similaires d'utilisation de l'agriculture urbaine dans le but de pacifier le milieu urbain ont été fructueux. A Medellín, les programmes environnementaux, et notamment ceux incluant des projets d'agriculture en ville, ont participé à faire chuter des taux de criminalités très élevés dans les années 90 (Peter Brand et Muñoz 2007).

L'agriculture urbaine entre dans une nouvelle conception des gouvernements urbains : « *une politique du petit, des espaces confinés, de l'action dans l'ici et le maintenant, des efforts pour réformer ce qui est possible dans les espaces spécifiques de l'action immédiate* » (Osborne et Rose 1999; cité par Brand et Muñoz 2007). Des valeurs ont été appliquées à la nature dans le but de créer de la politique urbaine, valeurs qui peuvent dans certains cas paraître éloignées des attributs de la nature (valeur de pacification des quartiers sensibles par exemple).

Cette procédure de l'action localisée impose aux participants de mettre eux-mêmes en place des actions permettant de palier les manquements des politiques. On attend de l'agriculture urbaine qu'elle participe aux réponses apportées pour créer des villes plus durables tout en laissant les citoyens prendre en charge eux-mêmes l'élaboration et la mise en place des projets. On concentre les efforts sur les actions individuelles plutôt que sur les actions collectives (Cabannes et Dubbeling 2001; Madaleno et Gurovich 2004). L'agriculture urbaine dans ce contexte exige des participants une organisation entre eux, découlant de leurs propres efforts ; et l'adoption d'attitudes entrepreneuriales (Peter Brand et Muñoz 2007): « *On prétend produire, même dans les strates sociales les plus défavorisées, des citoyens autosuffisants et entreprenants, condition incontournable pour leur pleine insertion dans la ville compétitive* ». Cette démarche pose la question des responsabilités. Peut-on faire peser la durabilité d'une ville sur des initiatives ultra

³² Les informations concernant les objectifs du programme sont tirées des entretiens avec les responsables du programme dans la zone nord de Lima, ainsi que sur les termes du projet accessibles en ligne au moment de la recherche.

locales ? La gestion de la pauvreté est déléguée aux populations pauvres elles-mêmes et les citoyens ont la responsabilité de remplir les vides laissés par le système en ce qui concerne leur alimentation (Osmont 2003). Les expériences de transfert de savoir par les bénéficiaires des projets, telles que celle des Yachachi dans le cas du programme « Mi huerta », font reposer la reproduction du projet dans les mains de ces mêmes bénéficiaires. Ce point de tension existait déjà en ce qui concerne l'autoconstruction dans les périphéries de Lima. On vante les mérites de ce phénomène, applaudissant les efforts des populations et « l'incroyable force des plus démunis » (Hordijk 1999), sans remettre en question l'absence des pouvoirs publics et acceptant ce vide comme une réalité inévitable. Dans ce sens, les jardins urbains sont des espaces de gouvernance néolibérale (Pudup 2008; McClintock 2014) et apparaissent bien éloignés des intentions initiales de sécurisation de l'alimentation et d'amélioration du cadre de vie des quartiers défavorisés.

L'agriculture urbaine apparaît alors comme un moyen de légitimation pour les pouvoirs en place, ainsi qu'un outil de régulation des comportements sociaux, sous couvert d'exigences environnementales.

Le programme « Mi huerta » allie également à son discours sur l'alimentation des populations les plus pauvres une vision environnementale. Ainsi, il reproduit en substance les discours internationaux autour de l'agriculture urbaine ; construisant autour de l'activité une notion environnementale, générant une amélioration des conditions de vie des populations pauvres et marginales (Peter Brand et Muñoz 2007). Ce type de programme répond davantage aux tendances globales qu'aux réelles volontés des populations, malgré des velléités de participation citoyenne. Dans les faits, les propositions d'établissement des potagers urbains ne répondent pas aux revendications populaires ; en témoignent le faible écho réservé aux réunions organisées par les porteurs du projet :

« Les potagers qui fonctionnent le mieux, ce sont les potagers scolaires, car il y a le professeur qui soutient l'idée et qui supervise les élèves. Les jardins ont un but éducatif, et ça rentre dans un projet sur le long terme [...]. Pour les potagers communautaires et familiaux c'est plus compliqué. Il faut convaincre les habitants de participer au projet. On organise des réunions dans les districts choisis, et on invite tous les habitants du quartier. Malheureusement, on ne rassemble pas autant de personnes que l'on souhaiterait. Il y a des personnes très motivées, mais on manque de gens pour créer une réelle dynamique. [...] non le projet n'intéresse pas beaucoup

les habitants de ces quartiers, il faut être lucide, ils ont d'autres soucis, même si ça pourrait améliorer leur conditions de vie. »³³

Le programme « Mi Huerta » illustre les diverses appropriations de l'agriculture urbaine par les acteurs politique, mettant ainsi à leur profit la multifonctionnalité de l'agriculture. Celle-ci permet aux politiques de croiser des objectifs divers et ainsi d'intégrer un large éventail d'acteurs au programme. On retrouve ainsi parmi les bénéficiaires du projet des petits producteurs souhaitant compléter leurs revenus, mais aussi des acteurs souhaitant développer du lien social avec leurs voisins, ou des amateurs de nature. Finalement, le programme ne se positionne pas clairement entre sécurité alimentaire, verdissement de la ville ou création de lien social et opte pour une politique fourre-tout, afin de toucher une large gamme de population. Cependant, les objectifs de la multifonctionnalité ne sont pas toujours complémentaires. Les besoins des jardiniers (en matière d'outillage, de semences, d'assistance technique) ne sont pas toujours compatibles avec les objectifs d'aménagement des territoires à moindre coût. Le manque de moyens reste une des limites principales du programme³⁴, et il apparaît essentiel de hiérarchiser les objectifs et les priorités. En voulant jouer sur des tableaux trop divers, le programme peut manquer d'ancrage réel et de répercussions sur le long terme sur les bénéficiaires.

³³ Extrait d'un entretien avec Alex Llanda, lors d'une sortie d'inspection et de soutien à la mise en place des potagers dans les districts d'Independencia et de Comas, septembre 2013.

³⁴ Julio Leon nous signalait que certains jardins n'avaient pas pu voir le jour car le budget alloué par la municipalité pour l'achat de semences et d'outillage n'a jamais été débloqué. Il nous expliquait également les risques de disparition de certains jardins une fois que le programme retire son aide financière et matérielle.

Conclusion du Chapitre 2 :

Ce chapitre, résolument tourné vers les politiques de la ville et plus particulièrement leurs approches en ce qui concerne les espaces ouverts de la capitale, a mis en évidence le rôle inédit que peut jouer l'agriculture urbaine à Lima : celui de pourvoyeur d'espaces verts. En effet, du fait d'une croissance rapide et dépassant les capacités d'organisation des autorités locales, la métropole liménienne s'est construite en négligeant ses espaces verts. La Lima actuelle est donc une ville qui compte avec très peu d'espaces de récréation pour ses habitants. Au demeurant, les Liméniens entretiennent avec les espaces publics une relation conflictuelle, ceux-ci n'apparaissant pas de façon claire comme une nécessité dans le quotidien des urbains. Beaucoup de liméniens valorisent d'ailleurs davantage les espaces privatisés que les espaces ouverts d'accès libres, comme en témoignent les préférences pour les parcs métropolitains payant plutôt que pour les espaces des lomas ou des zones humides.

Face à ce constat, les politiques nationales, mais aussi les membres de la société civile, des organismes supranationaux ou tout simplement les recherches portant sur l'aménagement des villes, ont trouvé dans l'agriculture urbaine – en s'inspirant d'expériences passées dans un panel de métropoles, aussi bien des Suds que des Nord- un outil peu coûteux, facilement mobilisable pour réguler l'extension urbaine et améliorer les cadres de vie. Les différents plans d'aménagement présentés dans ce chapitre montrent l'évolution de la place des espaces agricoles dans la construction de la ville. D'abord espaces de réserve pour l'alimentation de la ville, ils deviennent finalement des espaces à protéger et à valoriser. Par la suite, les exigences internationales de durabilité, notamment dans les espaces urbains, se sont jointes à ces représentations. Les espaces agricoles deviennent bien plus que des potentiels fournisseurs de nourriture et sont compris comme des espaces urbains à part entière. Cependant, ces exigences se heurtent aux réalités du terrain et aux appropriations des citoyens qui ne s'accordent pas toujours avec les discours imposés de manières descendantes.

Nous allons à présent poursuivre cette réflexion autour des individus – tout juste approchée dans les chapitres 1 et 2 – dans le chapitre 3, qui porte sur une nouvelle fonction, ou un nouveau modèle porté par l'agriculture urbaine, la fonction sociale. Après la fonction alimentaire et la fonction d'aménagement, ce troisième volet nous permet de dresser un panorama des visions variées de l'activité agricole.

Chapitre 3:

LES ESPACES AGRICOLES, QUELS LIEUX DE SOCIALISATION POUR LES URBAINS?

Il devient de plus en plus clair que l'agriculture urbaine ne peut pas s'appréhender par la focale d'une seule et unique fonction. En ce qui concerne ses facultés d'approvisionnement, certains auteurs dénoncent clairement l'incapacité des villes à assurer leur autosuffisance (Vidal et Fleury 2009). Dans le cas de Lima, ce constat est sans appel, l'agriculture de proximité n'est pas en mesure de nourrir la métropole, et le gouvernement local ne souhaite pas faire de celle-ci un outil central de l'approvisionnement alimentaire de la métropole. De plus, on ne peut pas faire porter à l'activité et à ses acteurs le poids de l'aménagement urbain, sans y inclure des incitations politiques fortes. Face à ces constats, on peut se demander quelles sont les raisons qui poussent les citoyens à faire de l'agriculture en ville. Le volet économique joue certainement un rôle dans le maintien d'une agriculture urbaine, les revenus issus de l'activité agricole peuvent potentiellement représenter un moyen de vivre en ville. Mais l'activité doit être comprise avant tout dans sa multifonctionnalité (Wegmuller et Duchemin 2010). En parallèle de ses fonctions économiques, alimentaires et d'aménagement de l'espace urbain, les espaces agricoles se dessinent également comme des lieux d'appartenance et de sociabilité (Saldivar-Tanaka et Krasny 2004), mais aussi des lieux d'expression de la citoyenneté et du civisme (DeLind 2002). Les habitants se retrouvent autour des espaces agricoles, qui sont porteurs d'une identité, évidemment pour ceux qui les travaillent mais également pour ceux qui les côtoient au quotidien. Ces espaces contribuent à améliorer la qualité de vie des citoyens, et peuvent, comme cela est démontré dans la réflexion autour des Communs, contribuer à « faire société » à une échelle resserrée (Le Roy 2016).

Un débat autour de l'activité agricole en ville a vu le jour dans les travaux de recherche récents (Franck 2007; Le Gall 2011), concernant sa capacité à intégrer ses acteurs dans le milieu urbain, à générer des sociabilités nouvelles et des identités propres. D'un point de vue économique, l'agriculture donne accès à un emploi rémunéré et donc offre un accès à la ville et à la citoyenneté. L'agriculture urbaine constitue une façon de faire valoir des droits sur l'espace urbain (Christine Baron 1999). Il s'agit ici à la fois des petits producteurs, marginalisés dans des quartiers pauvres, occupant l'espace urbain par des jardins collectifs ou individuels ; et des producteurs commerciaux

dont l'activité agricole est la principale source de revenu et fortement dépendant des résultats de celle-ci pour se maintenir.

De plus, l'agriculture urbaine constitue un moyen clé pour rapprocher les citoyens des moyens de production (McClintock 2014) et signifier ainsi le rejet de l'industrie agroindustrielle et des systèmes alimentaires conventionnels (Mount 2012). En effet, « *manger ne se réduit pas à ingérer des nutriments* » (Bricas et Fagès 2017) et l'alimentation peut aussi être vectrice de revendications, d'interactions sociales et de constructions de liens variés (entre producteurs, entre citoyens, avec les représentants des autorités politiques etc.). À Lima, on observe ces démarches plutôt dans le sens d'une revalorisation des productions nationales³⁵. L'agriculture urbaine peut servir ces ambitions nationalistes en assurant une production locale aux citoyens. Contrairement à ce que l'on peut être tenté de croire, en renvoyant l'origine des aliments à des soucis de riches, ces préoccupations ne sont pas que le fait des catégories aisées et des classes moyennes. Les enquêtes réalisées auprès des producteurs des périphéries (ayant des finalités commerciales ou non) mettent en évidence un souci réel de fournir de la nourriture de qualité aux consommateurs, qu'il s'agisse de la famille, de voisins, ou des habitants liméniens dans leur globalité. Côté consommateurs, l'alimentation est à Lima un sujet qui passionne la quasi-totalité de la population, et la gastronomie péruvienne est devenue un concept qui s'insère dans tous les types des restaurations, des plus populaires aux plus huppés.

Nous aborderons au cours de ce chapitre dans un premier temps les facultés d'intégration à la ville de l'activité agricole, à la fois pour les producteurs commerciaux et pour les citoyens se consacrant à la mise en culture de parcelles réduites. L'activité agricole permet-elle de créer de la citoyenneté ? Par la suite, nous évoquerons les identités créées par l'alimentation et les opportunités à saisir pour l'agriculture de proximité. Multiple, l'agriculture urbaine peut prendre part à des dynamiques émanant de toutes les couches de population grâce notamment à l'engouement autour de la gastronomie péruvienne.

³⁵ Une récente polémique autour de la pomme de terre importée illustre bien l'attachement des Péruviens à leurs productions nationales. Au début de l'année 2018, une chute importante des prix de la pomme de terre a été attribuée à l'importation de produits étrangers, pré-cuisinés. Cette chute des prix a provoqué une forte mobilisation de la part des producteurs, soutenus par l'opinion publique. En réalité, la pomme de terre importée ne représente que 0,7% de la production nationale, et n'est pas en mesure d'avoir un effet majeur sur l'offre totale de pomme de terre. Fernando Eguren met plutôt en évidence un phénomène cyclique de surproduction provoquant des prix bas (Eguren 2018).

I. L'agriculture au centre des préoccupations urbaines des habitants et producteurs.

Dans cette section nous étudierons les capacités de l'activité agricole et d'élevage à dégager des dynamiques de sociabilité pour ses acteurs. Ces dynamiques sont aussi variées que les acteurs concernés. Nous avons cependant relevé dans les discours, les enquêtes et les travaux autour de la fonction sociale un point qui semblait être récurrent : l'utilisation d'une activité rurale pour une meilleure intégration à la vie urbaine (Méndez Sastoque 2005). Cette démarche peut sembler contradictoire, pourtant des espaces de sociabilité peuvent se dégager des espaces agricoles et ainsi rapprocher des voisins qui ne se fréquentaient pas. Un vaste champ d'étude s'est développé, notamment aux Etats-Unis, concernant les impacts des jardins communautaires et jardins partagés sur la ville et ses habitants. La littérature insiste volontiers sur le développement d'un sentiment de communauté³⁶ (Armstrong 2000; Saldivar-Tanaka et Krasny 2004), et met en évidence le rôle des jardins pour créer des opportunités économiques et un environnement plus agréable dans des quartiers pauvres et à forte diversité ethnique (Blair, Giesecke et Sherman 1991; Patel 1991; Hanna et Oh 2000; Saldivar-Tanaka et Krasny 2004). D'autres auteurs font de l'agriculture urbaine un outil pour lutter contre la criminalité, et renforcer la participation civique, à la fois des membres des jardins et de l'ensemble du voisinage (*Ibid.*). On a vu ainsi émerger la notion « d'agriculture civique », renvoyant à un ensemble d'initiatives autour de l'alimentation et de l'agriculture dans le but de répondre aux besoins des producteurs locaux, des consommateurs, des économies locales, et des communautés (Lyson 2000). Ce terme rassemble sous une même dénomination des initiatives et activités très diverses, et qui sont actuellement en pleine expansion ; il s'agit des marchés de producteurs (ou « *farmers market* »), AMAP (ou CSA aux Etats-Unis), des jardins communautaires (DeLind 2002). Cette agriculture civique se veut en rupture avec les circuits conventionnels, avec pour intention première d'offrir une nouvelle place aux individus.

De plus, il a été démontré que pour les producteurs commerciaux, les liens sociaux créés par l'activité leur permettaient de mieux s'intégrer aux attributs de la ville (Robineau 2013). En

³⁶ Le terme communauté se réfère ici à un groupement d'individus habitant le même quartier, sans distinction sociale et/ou ethnique ; même si dans la majeure partie de la littérature étudiée, les communautés de jardiniers correspondent de fait à des regroupements ethniques (communautés afro-américaines ; communautés latinos, voire portoricaines ; communautés vietnamiennes).

s'organisant, échangeant entre spécialistes d'une même profession, les connaissances autour de la ville se diffusent et les exploitants sont plus à même d'intégrer leur exploitation aux conditions urbaines.

Lima métropole est concerné par ces deux types de sociabilité, à la fois autour des parcelles agricoles que l'on peut plus justement qualifier de « jardins » ; mais aussi autour de la profession agricole commerciale, où de plus en plus le lien social devient condition au maintien de l'activité.

I.1. Des liens à recréer dans les quartiers marginaux comme dans les quartiers plus nantis

Les expériences d'agriculture urbaine, peu importe leur lieu d'implantation, sont reconnues pour leurs capacités à créer et/ou recréer du lien social dans les milieux urbains (Losch 2003; Duvernoy et al. 2005; Wegmuller et Duchemin 2010; Eric Duchemin, Wegmuller et Legault 2010; Montiel 2015). La littérature anglophone s'est notamment attachée à étudier la création de communautés « écologiquement et socialement durables » grâce aux espaces agricoles urbains (Mendes et al. 2008), et à démontrer que l'activité peut se faire l'émetteur et le récepteur d'initiatives socialement bénéfiques (Mougeot 2000). Notamment, on insiste aux Etats-Unis sur le renforcement des communautés (Alaimo et al. 2008; Turner 2011; McClintock 2014).

Dans les villes des Suds, cet aspect social est souvent délaissé au profit de la fonction alimentaire de l'agriculture urbaine (Losch 2003; Aubry 2013). Les études de cas allant dans le sens du développement de l'activité pour répondre à une situation de crise ponctuelle sont nombreuses. On peut citer l'exemple de Lomé où les citoyens se tournent vers l'autoproduction faute d'opportunités économiques (Schilter 1991) ; ou celui plus récent de Cuba, où l'agriculture urbaine a été fortement impulsée par le blocus américain mis en place en 1962 et renforcée en 1992 (Cruz 2005; Argailot 2014). Pour d'autres villes, la part d'aliments autoproduits par les citoyens reste nécessaire à leur alimentation (Moustier et Temple 2004).

Cependant, les projets d'agriculture en ville se diversifient et les objectifs se multiplient, y compris dans les villes des Suds. À Medellín en Colombie, le projet « *Solares ecológicos* » mis en place au début des années 2000, avait pour intention de « restaurer le lien social à partir de la mise en place d'un système productif agro-écologique » (Peter Brand et Muñoz 2007). Le projet s'adressait avant tout à des familles aux revenus modestes. A travers l'apprentissage de pratiques dites

écologiques, on espère sensibiliser les populations, et notamment les plus jeunes, au vivre ensemble. En 2008, on estimait que 74% des espaces créés à partir du projet « Solares » se maintenaient.

A Lima, les attentes sociales sont également très fortes. Les enquêtes réalisées au sein de quartiers marginaux tels que Villa El Salvador ou Villa María del Triunfo mettent en évidence les désirs des habitants pour une plus grande proximité sociale.

« Il n'y a plus de solidarité au sein du quartier. Avant, on se connaissait tous sur deux ou trois pâtés de maison. Maintenant, les gens s'installent puis repartent, ce n'est plus comme avant. [...] Ces arbres [désigne des arbres à un coin d'une petite place publique], c'est moi qui les ai plantés, parce que la municipalité ne faisait rien. Il y a un manguier et un papayer. Ils font des fruits, mais surtout ils égayent un peu la place. On se retrouve ici avec quelques voisins, des vieux comme moi ! [...] si tous les habitants de Villa plantaient un arbre, le district serait beaucoup plus agréable. »

Dante Abad, porteur du projet « Viveros sin Fronteras »³⁷ qui est à l'origine de la création de plusieurs jardins urbains à Villa El Salvador, insiste lui aussi sur les aspects sociaux des jardins communautaires.

« Bien sûr avec ces potagers urbains on voulait permettre aux habitants de Villa Salvador, qui sont pour la plupart des personnes modestes, de produire des aliments pour leur famille. A Lima c'est facile de trouver de la nourriture bon marché, mais c'est plus compliqué de trouver des produits frais et sains à un bas coût. Les potagers permettent de faire cela. Mais on voulait aussi créer des espaces de sociabilité à Villa [El Salvador]. Tu sais, c'est un district qui s'est construit grâce à la force de ses habitants, avant il n'y avait rien ici, que du désert. C'est grâce à la solidarité des habitants que Villa El Salvador a tenu. Maintenant ce n'est plus pareil, il y a beaucoup d'insécurité, on ne s'entraide plus comme avant. Alors j'ai voulu recréer des espaces de solidarité dans le quartier. Les potagers urbains permettent de renforcer ce sentiment d'identité locale et de créer de la paix. »

³⁷ Le programme s'est développé à partir de 2006, à l'initiative d'une poignée d'habitants du secteur 3 de Villa El Salvador. Grâce au soutien financier de diverses institutions (Municipalité de Lima, DESCO, SERPAR, mais aussi du programme de petites donations du PNUD), le programme a abouti à la création de plus de 55 000m² d'espaces productifs.

Les discours autour de l'agriculture urbaine s'élargissent pour créer auprès des populations marginales un sentiment d'identité culturelle (Brand et Muñoz, 2007). On utilise un passé rural idéalisé comme base pour une meilleure intégration à l'urbain. A Medellín, les bases des programmes d'agriculture urbaine se fondent sur une certaine image du paysan : « *les tâches difficiles, les ressources et connaissances pratiques de la figure du paysan sont présentées comme une grande tradition culturelle, source de bien-être dans la ville moderne* » (Ibid.). Dante Abad reprend pour Villa El Salvador des logiques similaires. En appuyant sur le passé agricole des participants, ceux-ci se sentent davantage concernés par leur environnement :

« Beaucoup des habitants d'ici, notamment les personnes âgées, viennent de province, et leurs parents étaient pour la plupart agriculteurs, voire ils l'étaient eux-mêmes. En plantant des produits de leur région, les participants apportent un petit peu d'eux-mêmes et se sentent mieux acceptés dans la ville. Ce que les gens apprennent ici, ils ne l'apprennent pas uniquement avec leur tête, mais aussi avec leur cœur. Des organisations locales se sont créées, des identités... Et c'est comme ça qu'on peut espérer que chacun va faire un peu plus attention à ce qui l'entoure. Si tu as travaillé pour faire un petit jardin ou pour planter un arbre, tu sais ce que ça représente et ça ne va pas te venir à l'idée de jeter un papier dans ton potager. On espère semer des graines chez chaque participant pour qu'ils soient plus conscients de leur environnement ».

D'autres programmes se sont appuyés sur les valeurs que l'agriculture est censée portée de façon intrinsèque en ce qui concerne le resserrement des liens sociaux (Mount 2012)³⁸. Ainsi, on a pu observer des INABIF (*Programa Integral Nacional para el Bienestar Familiar* – Programme Intégral National pour le Bien-être familial) implantés dans des quartiers péricentraux et populaires tels qu'Independencia ou Puente Piedra au nord, Ate ou San Juan de Lurigancho à l'est, mettre en place des potagers destinés aux personnes âgées inscrites dans les centres. Les potagers, souvent minimalistes, ont été utilisés pour occuper les personnes âgées, leur donner un sentiment

³⁸ Dans son article sur les systèmes alimentaires locaux, P.Mount déplore que les portraits les plus souvent dépeint des systèmes alimentaires locaux, et par conséquent de l'agriculture urbaine, se basent davantage sur des suppositions que sur des réalités : « *The most common portrayals –from academia to popular media – suggest that the fundamental principles of local food systems must surely include the a) reconnection of producer and consumer, [...] c) the shared goals and values that underlie the system. Closer inspection shows that these portrayal speak to the potential of local food system, but not their realities* » (Mount 2012). D'autres auteurs, à l'instar de P.Allen, C.Moris ou J.Kirwan ont également dénoncé cette attribution de fait de valeurs sociales à l'agriculture urbaine et aux systèmes alimentaires locaux : « *Both policy makers and academic analysis has tended to treat the concept of reconnection normatively, as something to be worked as a desirable end goal rather than a process that needs to be subject to critical analysis* » (Morris et Kirwan 2010).

d'ascendance sur leur quotidien en produisant à la fois de la nourriture et un espace de bien-être, agréable pour tous.

L'agriculture en ville peut participer à contrer le phénomène de « désurbanisation » révélé par certains auteurs et à (re)créer des références culturelles, à partir de références acquises par le passé. Mais il faut rester prudent face aux supposées valeurs incarnées par l'agriculture en ville et à leur potentialité de se diffuser dans tous les contextes urbains. Les travaux académiques menés autour des aspects sociaux de l'agriculture urbaine et des systèmes alimentaires locaux émanent surtout d'expériences nord-américaines. Lima, tout comme d'autres métropoles d'Amérique latine, est une ville dispersée et fragmentée. On y privilégie la circulation et les flux plutôt que les lieux de reconnaissance (Dioses 2007). Des auteurs mettent en exergue la destruction des liens de proximité provoquée par l'économie de marché ; l'espace public et le marché se confondent, au même titre que le citoyen et le consommateur (Vega Centeno 2013; Dioses 2007). Les habitants, privés de leurs liens, se méfient de la ville et ne l'utilisent plus. Les espaces de mobilité sont de plus en plus réduits (Vega Centeno 2017), tout comme les territoires de rencontre (Dioses 2007). La ville n'est plus un lieu d'interaction sociale.

La figure du centre commercial apparaît comme un nouveau lieu de sociabilité des Liméniens, notamment dans les quartiers périphériques où les espaces publics sont rares. Ces espaces s'intègrent complètement dans une logique libérale de la ville. Les Liméniens cherchent aussi des espaces de sociabilité n'impliquant pas de relations marchandes a priori. Les porteurs de projets d'agriculture urbaine ont conscience de ce manque, et invoquent les jardins urbains, communautaires, familiaux voire individuels comme des nouveaux lieux de rencontre entre les habitants d'un même quartier :

« C'est aussi un lieu de rencontre. Ici les gens viennent travailler leur lopin, mais aussi ils se rencontrent et peuvent discuter, échanger. Ce sont surtout des personnes âgées qui participent aux potagers, et des femmes. [...] Parfois elles emmènent leurs petits-enfants, certains sont intéressés d'autre non, c'est comme ça. On essaye de sensibiliser les jeunes mais c'est compliqué. Ils préfèrent faire du sport! »³⁹

Cette position des jardins urbains en tant que territoire de recomposition du lien social s'est vérifiée dans d'autres contextes : Medellín (Peter Brand et Muñoz 2007) ; Montréal (Bouvier-Daclon et

³⁹ Témoignage d'un jardinier urbain de Villa El Salvador.

Sénécal 2001) où le jardin potager en milieu urbain est considéré comme un équipement urbain de loisir, répondant à une demande sociale de plus en plus forte : le jardin communautaire représente en effet l'occasion pour les citadins de pratiquer un loisir de plein air, à proximité de chez eux, peu coûteux et productif. Aux Pays-Bas et en France, cet aspect social est d'autant plus important que les jardins urbains peuvent participer à la réinsertion sociale avec les fermes *healthcare* dans le premier cas, accueillant des patients en phase de rémission, ou les jardins de d'insertion sociale dans le second cas (Aubry et Pourias 2013).

« J'aime venir ici. Avec mon travail à Miraflores, je ne peux vraiment travailler sur le potager que le weekend. J'essaye d'arroser le soir en rentrant, mais très rapidement. Le weekend, je peux y rester toute la journée. Je travaille mon lopin et on se retrouve avec les autres membres du jardin. On échange les semences, des recettes, on s'entraide. On prend des nouvelles des enfants, des petits-enfants. Parfois, une des femmes apporte un dessert, une tarte, et on partage un moment ensemble. [...] Le groupe est surtout composé de femmes, mais les hommes sont les bienvenus bien sûrs! Mon mari vient parfois, mais je crois que ça l'ennui vite. Il m'aide quand je suis trop fatiguée ou quand je n'ai pas le temps d'arroser. Il sait que ça me tient à cœur. »⁴⁰

Ainsi, les jardins urbains semblent vouloir prendre le contrepied d'une interprétation de l'espace public perçu comme dangereux et peu accueillant à Lima métropole (Vega Centeno 2017). En effet, les murs qui s'érigent autour des espaces résidentiels, les groupements de voisins organisant la restriction de l'accès à certaines rues (phénomène que l'on observe à la fois dans les quartiers centraux, mais aussi dans des quartiers plus marginaux et populaires) ont contribué à faire émerger une nouvelle configuration symbolique et spatiale de la ville, influençant les interactions entre citadins pour aboutir finalement à un imaginaire de l'espace public fortement connoté négativement (Matta 2012; Vega Centeno 2013; Frisancho 2014; Ludeña 2013). Les jardins quant à eux permettraient aux habitants de se retrouver entre eux. De telles suppositions mettent en évidence une ambigüité forte de cet espace social créé par les jardiniers urbains, qui n'est pas imputable uniquement au cas liménien : les jardins urbains, bien qu'étant des espaces de rencontre, de sociabilité, gérés collectivement sont aussi des espaces individualisés (Bouvier-Daclon et

⁴⁰ Extrait d'un entretien mené auprès de Marina, qui coordonne un jardin communautaire de Villa María del Triunfo, septembre 2013.

Sénécal 2001). A Lima métropole, les jardins que nous avons visités et étudiés sont des espaces fermés, jouissant d'un accès restreint.

Il est important enfin de souligner les limites de telles initiatives, surtout en ce qui concerne sa diffusion et son impact sur la population liménienne. En effet, le nombre de personnes impliqués dans, et se sentant concerné par, les espaces productifs communautaires est réduit à Lima. L'attention est davantage portée sur des enjeux de transport et de sécurité. On retrouve l'idée de projets imposée par des organismes ne prenant pas en considération le besoin du plus grand nombre, mais davantage soucieux de répondre à des tendances globales en important des projets ayant fait leur preuve dans d'autres contextes.

I.2. Récupération des communs par l'activité agricole

La littérature radicale (McClintock 2014; Allen 2010; Gottlieb et Joshi 2010) insiste sur l'aspect politique de l'agriculture en ville, et plus exactement sur les facultés de l'activité à réclamer les Communs⁴¹, en opposition à une « *utilisation des espaces urbains d'une manière sélectivement exclusive* » (Festa 2016).

Les communs ne désignent pas uniquement des biens, des ressources ou des richesses. Ils prennent part à un système dans lequel ce sont les arrangements sociaux, entre individus, qui régulent la maintenance et l'utilisation des ressources naturelles (Colding et Barthel 2013). Le contrôle et l'encadrement des droits appliqués sur la ressource sont dans les mains d'un groupe, d'une communauté d'utilisateurs ou d'usagers identifiable ; ces groupes ont souvent dessinés eux-mêmes leurs propres règles de gestion (Ostrom et al. 1999; Berkes et Folke 1994). « *Ce sont des ressources plus une communauté définie et des protocoles, valeurs et normes inventés par cette communauté pour gérer certaines ressources comme des communs* » (Bollier 2014).

A Lima, cette récupération des communs peut s'exprimer par l'utilisation des espaces publics laissés inoccupés. Il peut s'agir de terrains de plusieurs m², mais aussi de terrains beaucoup plus réduits, micro-parcelles le long des routes, aux abords des trottoirs, exploités par les habitants pour y planter un arbre fruitier ou des produits maraîchers divers (plants de tomates, de piments, laitues etc.). Contrairement à ce que l'on peut observer dans certaines villes des Nord, où ces espaces

⁴¹ On utilise ici le terme de « Commun » plutôt que celui de « biens communs », à l'instar d'E. Le Roy, qui s'oppose à cette formule la qualifiant d'oxymore, « le bien étant discrétionnairement aliénable et le commun ne l'étant pas et ne pouvant l'être sans perdre sa qualité de commun » (Le Roy 2016).

sont cultivés et laissés à l'usage de tous, à Lima on observe plutôt une privatisation de fait de l'espace public. Cette affirmation n'est perceptible qu'après avoir discuté avec les protagonistes de ces espaces, ceux qui les ont mis en place. Il apparaît alors des expressions telles que « mon arbre », « mes plants » pour désigner des éléments se développant sur des espaces publics. Or, cet aspect de propriété se place à l'opposé de l'idée de Communs (Le Roy 2016). La finalité de ces mises en valeurs d'espaces inoccupés et parfois laissés à l'abandon n'est pas de « faire commun » et de « réunir les conditions d'une bonne vie selon les critères locaux » (*Ibid.*) - ou selon l'expression de Bollier et Helfrich « commoning » (Bollier et Helfrich (eds.) 2015) –mais bien de marquer le territoire et d'imposer de la propriété sur des espaces publics.

Les intentions des habitants sont-elles de contrer le système alimentaire en place ? Il est peu probable que ce soit le cas, mais la démarche d'occuper des espaces publics, parfois très modestes, pour y cultiver des plantes comestibles est à rapprocher des « guerilla gardener », qui transgressent et valorisent les espaces urbains en créant des paysages comestibles.

I.3. L'agriculture en tant qu'activité intégratrice à la ville

La recherche attribue à l'activité agricole en ville des capacités intégratrices. Au travers de l'agriculture, les producteurs trouveraient une place en ville, profiteraient d'un réseau leur permettant d'accéder plus facilement aux ressources de production et seraient ainsi susceptibles de créer des groupements capables de peser dans les décisions politiques.

I.3.1. Une activité rurale créatrice d'espaces inédits d'urbanité ?

L'agriculture en ville offre des possibilités de vie en ville, même si « urbanité⁴² » et activité rurale ne constituent pas un couple allant de soi. Toutefois, le corpus bibliographique aborde cette question sous l'angle économique en mettant en avant les possibilités offertes par l'activité agricole : accès à une activité rémunérée pour des populations parfois exclues du marché du travail, second revenu pour des ménages en difficulté, travail des femmes (Moustier et Mbaye 1999b).

⁴² On se réfère ici au terme « urbanité » tel que mobilisé par J. Monnet, rassemblant « les manières d'être en ville, les modes de territorialisation » (Monnet (ed.) 1999). L'urbanité désigne en fin de compte tous les caractères sociaux de l'espace urbanisé (Gervais-Lambony 2001).

D'autres recherches ont mis en évidence l'insertion de l'activité au sein u système global de la ville-marché (Moustier 1999). Enfin, on s'est intéressé aux travailleurs de l'activité, à leur intégration et à leur approche de la citoyenneté (Franck 2006).

Dans tous les cas, il est nécessaire de dépasser l'idée selon laquelle l'activité agricole n'est qu'un reliquat d'un passé rural de populations nouvellement arrivées en ville. À Kampala, B.Calas décrit l'agriculture clairement comme une activité qui contribue et facilite l'intégration à la ville. L'entrée au secteur n'est ni ouverte, ni libre. Au contraire, pour s'y intégrer, un apprentissage et une connaissance de la ville sont nécessaires. À Kampala, le champ participe à la définition d'une urbanité spécifique. Des travaux plus récents se sont efforcés de démontrer que l'agriculture urbaine dans les villes des Suds, bien que constituant une opportunité pour des populations pauvres d'obtenir des rétributions et permettant d'absorber des migrants ruraux ; n'est plus l'apanage des pauvres et représente aussi un investissement pour les riches citoyens (Robineau 2013). Il est nécessaire d'aller au-delà des visions stéréotypées, et de comprendre l'activité agricole comme une activité urbaine comme une autre. Selon Fleury et Donadieu, « *c'est ensemble qu'espaces cultivés et espaces bâtis participent au processus d'urbanisation et forment le territoire de la ville* » (Fleury et Donadieu 1997). Il est possible de créer des nouveaux espaces d'urbanité grâce à l'intégration de l'agriculture au sein des territoires urbains.

Ces nouveaux espaces d'urbanité se constituent grâce aux réseaux tissés par les acteurs de l'activité agricole. L'intégration des producteurs à la citoyenneté est basée sur l'accès à la mobilité et à la complémentarité entre espaces acteurs et activités (Robineau, Tichit et Maillard 2014). L'exemple de Bobo au Burkina Faso évoque selon les cas des liens sociaux étendus ou au contraire concentrés, mais dans les deux cas ils témoignent d'une intégration particulière à la ville. A Saint-Louis, l'ancrage citoyen est gage de pérennité de l'activité agricole : les savoirs et compétences accumulés et les réseaux de sociabilité citoyenne sont des éléments constitutifs de l'activité (*Ibid.*). À Buenos Aires, les populations boliviennes migrantes ont progressivement remplacés les acteurs traditionnels de la ceinture maraîchère (les italiens, portugais et japonais), pour devenir les figures incontournables de l'alimentation en légumes de la ville. L'installation de ces populations a provoqué une restructuration profonde des espaces de production et de commercialisation de la ville, posant ainsi leur empreinte sur la capitale argentine (Le Gall et García 2010).

À Lima, ces relations entre activité agricole et intégration à la ville ne sont pas des plus évidentes. En effet, les travailleurs agricoles émettent peu de demandes quant à l'intégration en ville. Nous le verrons au cours des chapitres suivants, on est parfois confronté à une négation de l'appartenance à la ville. Au contraire, si l'on se penche du côté des urbains, on peut déceler des attentes autour de la création de nouveaux espaces de sociabilité dans des espaces agricoles. Les Liméniens, souffrant du manque d'espaces verts, sont à la recherche d'espaces récréatifs ouverts, leur permettant pendant un temps d'échapper au stress et à la grisaille de la capitale. Pour les familles, cet éloignement ponctuel de la ville s'exprime avec plus d'intensité, la campagne pouvant dans certains cas revêtir des vertus éducatives.

« Mes enfants à Lima n'avaient jamais touché un animal, ils ne savaient même pas à quoi ressemblait une poule alors qu'on en mange tous les jours. Tu aurais dû voir la tête de ma fille la première fois qu'elle a vu une chèvre ! C'est important de ne pas couper tous les liens avec la nature, surtout pour nos enfants. Moi j'ai grandi à la campagne, ça me rend triste de savoir que ma fille ne joue pas avec des animaux »⁴³

Ces deux témoignages indiquent certaines des attentes autour des espaces agricoles. Le premier témoignage atteste de l'importance des espaces ruraux dans l'éducation des enfants, alors que le second met en évidence la recherche d'espaces récréatifs, tout en assurant la sécurité de tous. Les demandes sont variées, certains urbains insisteront sur un idéal bucolique des espaces agricoles, alors que d'autres sont avant tout à la recherche d'espaces ouverts, les caractéristiques agricoles étant secondaires voire superflues.

Les demandes de sociabilité autour des espaces agricoles sont bien à apprécier du côté des citadins plutôt que de celui des producteurs, qui ne se reconnaissent pas forcément dans la figure de l'urbain. Un des défis se présentant aux exploitants agricoles est de s'approprier ces demandes pour créer des espaces promouvant les liens sociaux avec des urbains exigeants et protéiformes.

1.3.2. Organisation citadine et intégration à des réseaux politique

⁴³ Témoignage d'une mère de famille visitant la « granja feliz de Don tocuarto », dans la vallée de Lurin.

Parmi les bénéfiques supposés de l'agriculture urbaine, les recherches mettent en avant l'accès à la citoyenneté, ou selon certains auteurs à la cidadinité⁴⁴. Il s'agit d'une agriculture que l'on considère « participative par définition » (Peter Brand et Muñoz 2007), et qui prétend promouvoir le développement d'une identité individuelle, l'autonomisation des communautés, la cohésion sociales et l'aide à la réinsertion de groupes marginaux à la vie sociale urbaine, à la fois dans les villes des Nords comme des Suds (Deelstra et Girardet 2000). On a construit tout un discours autour de l'agriculture urbaine pour faire émerger un sentiment d'identité culturelle et d'inclusion urbaine. Notamment, il est souvent fait référence à un passé rural idéalisé, mobilisé comme la base d'un nouveau développement urbain moderne (Peter Brand et Muñoz 2007). D'abord rejetés, les traits caractéristiques du « paysan » sont aujourd'hui présentés comme des qualités et mises en avant. On insiste sur ses connaissances traditionnelles et son approche de la nature, faisant appel à un savoir ancestral. Dans le programme « Mi huerta » mis en place par la municipalité métropolitaine et détaillée dans le chapitre 2, l'usage du terme quechua « Yachachi » pour signifier le transfert de connaissances et de savoirs est une illustration de cette revalorisation.

Les projets d'agriculture urbaine visent souvent la création de groupes de travail, d'une communauté, partageant une identité commune. C'est le cas à Lima avec le projet Mi Huerta qui prévoit l'établissement de jardins communautaires, mais aussi dans d'autres métropoles des Suds comme des Nords - les jardins communautaires de Montréal ont fait l'objet de nombreuses études autour de « l'empowerment » des femmes et de la création d'un espace social particulier (Boulianne 2001; Bouvier-Daclon et Sénécal 2001; Eric Duchemin, Wegmuller et Legault 2010). Les jardins donnent une identité à une population à qui on a nié son intégration à la ville.

« Avec les jardins partagés, on veut créer une véritable communauté de producteurs, qu'ils se sentent unis autour de cet espace, qu'ils se soutiennent les uns les autres. Il y a beaucoup de petits jardins disséminés dans le sud de Lima, à Villa El Salvador, Villa Maria ou même Pachacamac, mais les producteurs n'ont aucun poids. Ils pensent parfois qu'ils sont seuls et ne savent pas où trouver de l'aide. En créant des groupes,

⁴⁴ On distingue ici la cidadinité de l'urbanité évoquée précédemment. La cidadinité sous-entend « cité », et contient donc une dimension politique, à rapprocher de la citoyenneté urbaine (Gervais-Lambony 2001). Alors que l'urbanité relève avant tout d'une approche par l'espace et le collectif, la cidadinité se réfère à l'individu. On peut distinguer dans la cidadinité dans la cidadinité ce qui est fait de pratiques (être dans la ville) et ce qui est fait de représentations (être de la ville) (Baby-Collin 2000).

une identité de groupe, on peut aller plus loin et faire en sorte que les jardins se maintiennent plus longtemps »⁴⁵.

Cet extrait provient d'un entretien mené auprès d'une membre d'ONG, et met l'accent sur les attentes des projets concernant la création d'un sentiment d'appartenance autour des espaces agricoles. Il est important de souligner ici que cette demande se dégage des ONG et pas tellement des producteurs, qui pour le moment préfèrent des pratiques individuelles.

Dans certains cas, les attentes autour des identités créées par l'activité agricole peuvent aller plus loin. Ainsi, le maire de Medellín, dans le cadre de la mise en place d'un projet d'agriculture urbaine appelé « Solares Ecológicos » déclarait : « *L'alimentation n'est pas un acte de charité, c'est un acte de responsabilité politique* » (Peter Brand et Muñoz 2007). Ainsi, les discours à propos de l'agriculture urbaine confèrent aux populations des quartiers pauvres une responsabilité en tant que protecteurs environnementaux, créateurs d'espaces de bien-être pour le reste de la population. Les programmes s'implantant souvent dans des quartiers des périphéries, les populations ciblées ont longtemps été perçues comme des occupants illégaux. Les rôles et représentations de ces habitants se retrouvent bouleversés. De passifs, ils deviennent acteurs et l'agriculture urbaine leur permet de trouver une place de citoyen dans la métropole. Ces déclarations sont à vérifier auprès des producteurs et des jardiniers urbains : ont-ils réellement trouvé une meilleure place en ville grâce à l'activité agricole ?

Ce phénomène de création d'identités ne concerne pas que les producteurs intra-urbains, les citoyens qui cultivent la ville, mais peut également toucher les producteurs commerciaux. Dans le cas d'une agriculture commerciale de plein champs, l'activité est régulière, rémunératrice et par conséquent génératrice de réseaux (distribution, commercialisation, conseil). Les agriculteurs organisés en groupement, comme c'est le cas à Saint-Louis (Sénégal), ont la capacité de se constituer en acteurs de l'aménagement urbain. L'agriculture urbaine peut tout à fait prendre part à une nouvelle forme de gouvernance de la ville, comptant avec des représentants et des porte-parole aptes à négocier des partenariats avec la commune ou autres intervenants privés (Robineau, Tichit et Maillard 2014). En parallèle, par le travail, on crée les prérequis nécessaires à l'intégration

⁴⁵ Extrait d'un entretien avec Flor Paredes, porteuse de projets d'agriculture urbaine à l'IPES (Instituto Peruano de Estudios Sociales – Institut Pétruvien d'études sociales). Les projets et objectifs de l'ONG seront décrits dans la partie suivante.

à la ville et ainsi de la citoyenneté. Catherine Baron souligne l'importance du thème du travail dans les recherches portant sur l'exclusion ou l'intégration (Christine Baron 1999). Pour une population peu ou pas éduquée, le travail sur les champs permet l'accès à un travail de manière immédiate, peu contraignant sur le long terme bien que précaire - pour les travailleurs agricoles, les contrats sont de courtes durées, parfois signés pour une tâche unique (récolte d'un champ, épandage, semis d'une parcelle). Cependant, Alice Franck mettait en évidence pour les maraîchers de Khartoum que le travail agricole n'entraîne pas l'intégration et l'installation en ville sur le long terme (Franck 2006). La citoyenneté dépend de facteurs plus complexes que la seule insertion économique.

À Lima, les affirmations faisant de l'agriculture une activité permettant de s'intégrer à la ville ne se vérifient pas de façon évidente, et nous verrons que la sociabilité entre producteurs, avec les consommateurs et/ou les politiques se rapproche davantage d'une perspective à atteindre plutôt que d'une réelle application au quotidien.

Les questions de l'identité générées par l'agriculture urbaine, qu'elles concernent les producteurs commerciaux ou les citoyens convertis ponctuellement à une activité de jardinage, semblent émaner davantage d'un ensemble de discours plutôt que des acteurs principalement concernés. La recherche d'une identité en ville est-elle une demande émanant des producteurs liméniens ?

II. Participation de l'agriculture de proximité à la création d'une identité gastronomique

On rassemble volontiers les termes d'agriculture et d'identité pour évoquer une identité agricole ou paysanne, une identité professionnelle : lors de la seconde révolution agricole, le paysan devient un exploitant agricole, « *il y gagne un métier et une identité socio-professionnelle comparable aux caractérisations des autres groupes sociaux* » (Poulot 2014). La diversification des fonctions agricoles a entraîné « déprofessionnalisation » ou « multiprofessionnalisation » des acteurs agricoles (*Ibid.*) .

On associe plus rarement l'agriculture urbaine à la création d'une identité de la ville. C'est le cas pourtant pour certaines agglomérations où l'agriculture est devenu si prégnante sur le territoire urbain qu'elle est en est aujourd'hui représentative : c'est le cas de Detroit où la mise en culture des terrains abandonnés est devenu un symbole de la récupération de la ville par ses

habitants (Colasanti, Hamm et Litjens 2012; Broadway 2009) ; ou de Cuba où l'agriculture, en parallèle de participer à la subsistance physique de la ville, s'est convertie en un élément moteur de la vie culturelle et sociale des citoyens cubains (Argaillet 2014). À Lima, il était impensable de passer à côté du phénomène de mise en valeur de la gastronomie nationale, tant le thème rassemble les habitants de la métropole et se place parmi les sujets de conversation favoris des Liméniens. Propulsée au rang de capitale gastronomique, l'alimentation prend part à la création d'une nouvelle identité urbaine ; par extension, la qualité des produits et les savoir-faire agricoles participent de cette dynamique.

II.1. Des Liméniens rassemblés autour de la gastronomie

La ville peut être perçue comme un espace de création d'une culture originale. L'identité urbaine peut en effet se construire au travers de la cuisine, que ce soit par le biais de la gastronomie et de grands chefs associés à une ville ou, plus souvent, par le développement de cuisines populaires issues de la petite restauration (AFD, 2017).

Pour Lima métropole, l'intérêt de la gastronomie n'a cessé de croître depuis une vingtaine d'années, à tel point qu'elle est considérée par une partie de la presse spécialisée comme la capitale gastronomique d'Amérique du Sud (Matta 2010). La cuisine anime les conversations quotidiennes, et s'est convertie en un instrument capable de promouvoir une identité nationale, dans un pays divisé et soumis à de nombreux conflits et contrastes, où les facteurs d'unification sont réduits (Espinosa et Calderón-Prada 2009). Les Liméniens se retrouvent autour de différents types de cuisine, notamment la cuisine « fusion »⁴⁶, largement présente à Lima, à qui on attribue une dimension transculturelle. C'est également par la fusion de différents types de cuisines, que le courant « novo-andin » est né, associant des techniques utilisées dans des grands restaurants internationaux et des ingrédients d'origine andine (Kiwicha, quinoa, viande d'alpaga). Les produits de l'hinterland sont revalorisés (phénomène qui ne se limite pas aux produits andins mais touche aussi les aliments de la région amazonienne) au même titre que les populations indigènes,

⁴⁶ « Combinaison de la cuisine d'une région à celle d'une autre pour donner naissance à une expression culinaire inédite [...]. Une autre approche propose des plats plutôt connus appartenant à un type spécifique de cuisine, mais préparé à partir d'ingrédients et de saveurs inhérents à une autre cuisine » (Matta 2010). Au Pérou, un exemple fréquent de cette fusion s'exprime dans les plats relevant d'une base japonaise (comme des rouleaux de maki), incluant différents types de riz et des ingrédients plus spécifiquement péruviens tels que des piments ou du poisson mariné au jus de citron.

longtemps victimes de racisme. La population péruvienne est en effet d'origines diverses et les individus se reconnaissent et classent dans différentes « ethnies » en fonction de leur phénotype, habillement, langue maternelle etc. Les rapports sociaux sont fortement racialisés : « tout est affaire d'opposition et plus encore de positionnements » (Doré 2013). Ces classifications permettent de « naturaliser » des relations de pouvoirs dissymétriques. L'alimentation devient alors dans un tel contexte un vecteur de dialogue interculturel. Ainsi, la gastronomie serait un moyen de dépasser un antagonisme entre une Lima créole⁴⁷ et les provinces longtemps dépréciés dans l'imaginaire urbain : « *La fusion articule une logique entrepreneuriale et écologique, une valorisation de l'hybridité des produits, la diversité des cuisines régionales et bien entendu la créativité fusionnelle de quelques grands chefs liméniens. La fusion et non plus seulement le mélange d'ingrédients divers, donne en quelque sorte parfois une représentation métaphorique de cette nouvelle conception de la sociabilité* » (Martuccelli 2017).

La cuisine péruvienne est également une source d'orgueil pour beaucoup de péruviens, et les producteurs ont la possibilité de trouver une place nouvelle dans cette dynamique (Gonzales et Mercedes 2016). En interrogeant des personnes dans la rue sur leur opinion au sujet de la gastronomie péruvienne, les réponses sont univoques « *la nourriture péruvienne est la meilleure du monde, c'est simple, pratique, facile* »⁴⁸. Le rapport annuel de « Lima como vamos » met d'ailleurs en avant l'importance de l'art culinaire chez les Liméniens ; la gastronomie arrive en 3^{ème} position des éléments les plus représentatifs de la capitale péruvienne, concentrant 29,3% des votes des habitants sondés, derrière la place d'armes et le circuit magique de l'eau⁴⁹ (Alegre, Alata et Oshiga 2018).

Ce « boom de la gastronomie péruvienne » s'applique sur l'ensemble du territoire et touche des populations très diverses. D'une part, la gastronomie s'internationalise, les chefs péruviens sont reconnus et deviennent des figures publiques, les restaurants de luxe se multiplient, faisant de Lima

⁴⁷ Le « criolisme » est un mouvement pouvant s'appliquer à divers aspects de la vie culturelle péruvienne : nourriture, musique, littérature. Il se rattache à un mode de vie populaire à l'origine, né de la synthèse entre habitudes et coutumes européennes et les cultures autochtones. Le « criolisme » s'implante durablement à Lima au début du XX^{ème} siècle et contribue à créer une ligne de démarcation entre Lima et le reste du pays (Aubès 1991).

⁴⁸ Radiotrottoir issu d'une émission de radio « En contra de la gastronomía », Radio Ambulante, 2017 ; produit par Daniel Alarcón.

⁴⁹ Parc situé dans le centre de Lima, proposant des fontaines, des jeux et spectacles d'eaux, créé en 2007.

une destination de choix pour les touristes fervents de gastronomie. De 2012 à 2017, le Pérou a été élu « meilleure destination culinaire » par les « World Travel Award »⁵⁰ ; chaque année de multiples restaurants liméniens sont présents dans la liste des 50 meilleurs restaurants mondiaux, établie par le Diners club. La gastronomie s'exporte et des restaurants péruviens s'ouvrent dans les capitales européennes, contribuant à la fierté nationale. D'autre part, le nombre de restaurants est en hausse, qu'ils soient populaires ou haut de gamme.

Si le phénomène est national, Lima participe pleinement à l'engouement. C'est dans la capitale que l'on retrouve les restaurants les plus reconnus au niveau international, tels que le Maido (8^{ème} position selon la revue « restaurant⁵¹ ») ou le Central (5^{ème} place de ce même classement, dont le chef actuel, Virgilio Martinez, est porteur d'une étoile Michelin). Mais l'enthousiasme gastronomique ne concerne pas uniquement les restaurants de luxe, et touche au contraire l'ensemble de la population liménienne car l'engouement autour de la cuisine péruvienne ne se veut pas uniquement une affaire de grandes tables. Les habitants s'approprient le phénomène et valorisent plus qu'avant des produits jusqu'alors parfois stigmatisés en tant que produits de consommation paysanne, tels que le quinoa (Trivelli 2001). Des restaurants plus modestes cherchent à valoriser la gastronomie locale. La majorité des Liméniens prennent part à cet engouement en sollicitant une nourriture festive, et en quantité. Hormis les restaurants gourmets de la capitale, la cuisine liménienne n'est pas systématiquement raffinée, ni sensible à des exigences agro-écologiques. En effet, le « chicharrón » de porcs⁵², vendu parfois à même la rue est un plat extrêmement populaire. De même, le « chancho al cilindro », mode de cuisson du porc lui donnant un goût fumé et servi avec des pommes de terre, symbolise un des plats les plus populaires de Lima et se distingue de la gastronomie des grands chefs. L'origine et les conditions sanitaires d'élevage de l'animal important peu, on recherche avant tout des aliments remplissant des fonctions festives, qui satisfont un nombre important de personnes, à moindre coût.

Une identité propre peut se développer à Lima, avec l'apparition de plats considérés « typiques », à juste titre ou non. Ce phénomène s'est déjà vérifié, le district de Lurin a fait du *chicharrón* son

⁵⁰ Réunis un ensemble de jurys internationaux depuis 1993 pour récompenser les secteurs du tourisme et du voyage. La marque est présente sur l'ensemble du globe, et a acquis au cours des années une reconnaissance auprès de l'industrie du voyage et du tourisme.

⁵¹ Revue britannique destinée au secteur de la gastronomie, qui publie chaque année un classement des 50 meilleurs restaurants du monde.

⁵² Plat composé généralement de poitrine de porcs frite ou de couenne de porc frite.

plat bannière. À Pachacamac, la « huatia » est au menu de tous les restaurants, plat à base de viande de bœuf et se distinguant par un mélange d'herbes aromatiques constituant une sauce et donnant son goût au plat (coriandre, romarin, origan, *huacatay*). Ces herbes, très utilisées dans d'autres plats populaires, peuvent être produites localement et entrer dans les systèmes de culture liméniens.

Ainsi, l'agriculture de proximité peut être valorisée et mobilisée par des populations différentes. D'une part, les restaurateurs visant le public restreint des couches les plus aisées peuvent chercher à faire valoir dans leur cuisine l'origine des produits et jouer sur la proximité de la production. Ainsi, les exploitations liméniennes peuvent potentiellement fournir ces nouveaux acheteurs et créer un débouché de vente inédit. Encore faut-il s'assurer que les conditions de vente correspondent bien aux attentes et capacités des producteurs : types de produits, fréquence d'approvisionnement, conditions de commercialisation, mise en concurrence ; un large spectre de dispositions reste à analyser avant de considérer cet enthousiasme récent pour une gastronomie de luxe comme une opportunité à saisir pour les producteurs locaux. D'autre part, les classes populaires sont elles aussi à l'origine de demandes pouvant être remplies par une agriculture de proximité. Les producteurs liméniens peuvent peut-être plus facilement s'insérer sur ce marché en apparence moins exigeant, mais les conditions d'accès doivent également être analysées.

II.2. Un dynamisme économique insufflé par le secteur culinaire

Le secteur présente un dynamisme important pour la capitale. En 2013, au total, 5273 licences de restaurant ont été attribuées. Il s'agit du 2^{ème} type de commerce le plus actif de la métropole, après les épiceries (6488 licences distribuées la même année). En additionnant ces chiffres aux restaurants en fonctionnement, on recense plus 47 000 établissements de restauration à Lima. Tous les jours, on estime que 20 restaurants s'ouvrent sur le territoire métropolitain, alors que 5 voient leurs portes se fermer. D'un point de vue strictement économique, la gastronomie représente une manne pour le Pérou jusqu'à devenir une force pour l'économie nationale. Les dépenses alimentaires s'élevaient en 2011 à 45 000 millions de soles, soit plus de 11,5 milliards d'euros, représentant environ 9,5 % du PIB. En 2018, la société péruvienne de gastronomie (Apega) estime que 320 000 emplois seront créés sur le territoire national grâce à la gastronomie, dont 240 000 uniquement à Lima. Ce chiffre, encourageant pour l'économie, indique que le cœur de la restauration péruvienne reste à la capitale.

La foire gastronomique « Mistura », créée en 2008, s'étendant sur une semaine et reconduite chaque année depuis, illustre cette complémentarité entre identité nationale et manne économique. Cet événement a su prendre de l'importance à l'échelle nationale, mais aussi à l'échelle de la région latino-américaine, jusqu'à réunir en 2016 plus de 390 000 visiteurs, selon Apega, organisme organisateur de la foire. Les guides de voyage internationaux (Lonely Planet, Times out London) mentionnent le festival comme un des événements à ne pas louper de l'année 2016 (El Comercio, 2015). Mistura rassemble des restaurateurs de tout le pays, afin de mettre en avant les diversités culinaires régionales. Une des attractions centrales de la foire est le grand marché de producteurs, rassemblant plus de 300 agriculteurs. L'objectif ici aussi est de présenter aux visiteurs la grande diversité de produits péruviens. Ce marché, devenu vitrine des produits péruviens, est le résultat d'une campagne de promotion du travail des producteurs péruviens, au travers de l'alliance « cuisiniers-producteurs » (Gonzales et Mercedes 2016). La société urbaine devient de plus en plus sensible aux thèmes agricoles et le producteur, le paysan, est valorisé grâce à sa participation à la valorisation de la cuisine péruvienne.

L'agriculture urbaine a donc une place à trouver dans ce nouveau paysage, où l'alimentaire est devenu central et où l'image du producteur, longtemps dévalorisée, est maintenant encouragée.

Mais ces réussites ne doivent pas pour autant cacher une autre réalité, celle de la malnutrition et de l'inégale répartition des aliments de qualité au sein du territoire liménien. De nombreux quartiers urbains sont mal desservis par les marchés distribuant des aliments participant à l'élaboration de régimes alimentaires sains. En parallèle, il semble que les aliments bons marchés, pré-cuisinés, avec une faible valeur nutritive (en particulier les aliments sujets à un marketing important) aient des facultés d'ubiquité, présents sur l'ensemble des marchés de la ville jusqu'aux quartiers les plus reculés, contribuant ainsi fortement à l'émergence de taux élevés d'obésité et de maladies liées à une mauvaise alimentation (Hawkes et Halliday 2017; Morgan et Sonnino 2010). En témoignent à Lima l'omniprésence dans les quartiers les plus populaires de stands de nourriture rapide, vendeurs d'hamburger et « nourriture déchet »⁵³. Les taux d'obésité inquiètent, notamment dans les quartiers pauvres de la ville. En effet, le taux de personnes de plus de 15 ans en surpoids

⁵³ De l'expression « comida chatarra » utilisée au Pérou pour désigner la nourriture malsaine, contenant des grandes quantités de graisse, sucre et ou sel. Ces aliments sont généralement bons marchés et vendus dans des échopes ou à même la rue via des commerçants ambulants.

atteint les 33.8% à l'échelle nationale et 35.7% à Lima métropole en 2014 (Villena Chávez 2017)
Les autorités publiques se sont récemment approprié le problème, notamment en mettant en place la loi 30021 visant à interdire la publicité des produits transformés, issus de l'industrie agroalimentaire (Eguren 2015).

L'agriculture urbaine, se développant surtout dans des quartiers périphériques de Lima, peut participer à contrer ces inégalités, en produisant des aliments de qualité de proximité, et ainsi inclure une plus large partie de la population à l'engouement autour de la gastronomie.

Conclusion du chapitre 3 :

Les capacités de l'agriculture à créer du lien relève plus du vœu pieu que d'une réalité. À Lima, le lien social ne se fait pas dans la rue et il est difficile de contrer cette tendance. Lorsque l'espace public est approprié par un group, créant ainsi de nouveaux espaces de sociabilité, il est l'objet d'une privatisation et exclue de fait une partie du voisinage. On ne retrouve pas l'idée de « faire commun », de construire ensemble des espaces pour la ville et ses habitants. Il s'agit d'espaces de sociabilité à rayonnement très réduit. On considère que les jardins permettent de nouer des solidarités entre les citoyens. Or, il s'agit souvent de personnes très proches socialement (Mestdagh 2018) et qui ne sont pas à même d'ouvrir les terrains à des personnes tierces.

Les défauts de sociabilité sont encore plus évidents en ce qui concerne les producteurs commerciaux. Malgré des possibilités nombreuses et variées pour l'agriculture de trouver une place dans le milieu urbain, composant ainsi de nouveaux espaces d'expression d'appartenance à la ville (cf les exemples cités de Kampala, Buenos Aires ou Bobo Dioulasso), de telles dynamiques ne se retrouvent pas à Lima. Les producteurs présentent un intérêt limité à s'intégrer à la ville.

La portée sociale de l'agriculture, et par conséquent de l'agriculture de proximité, s'exprime pleinement si on se penche sur l'identité culinaire de la capitale péruvienne. Le boom de la gastronomie est sur toutes les lèvres et englobe l'ensemble de la population liménienne. Les habitants sont à la recherche d'une large gamme de produits alimentaires. L'agriculture urbaine et périurbaine a tout le potentiel de combler ces demandes en fournissant à la fois les secteurs populaires, les classes moyennes et les couches les plus hautes de la société liménienne. Elle a aussi l'opportunité de se placer en tant qu'activité centrale de promotion d'une identité nationale.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Les attentes autour de l'agriculture surpassent l'alimentation et l'approvisionnement des villes. Bien sûr, cet aspect reste important, d'autant plus dans une métropole millionnaire telle que Lima. Plus que la sécurité alimentaire, qui semble assurée dans l'agglomération péruvienne, l'agriculture en ville pose la question de la souveraineté alimentaire, comprise comme la possibilité pour les populations de profiter d'un accès juste à « une alimentation saine et culturellement appropriée, avec des méthodes durables » (définition donnée par la Via Campesina, à l'origine du concept en 1996). La souveraineté alimentaire se réfère aux États et leur permet d'être libres de mettre en place les politiques agricoles les mieux adaptées à leur population. Ainsi, une agriculture de proximité permettrait d'alimenter les marchés locaux. Dans les faits, il apparaît impossible faire de Lima une ville souveraine en termes d'alimentation. Mais cela ne signifie pas pour autant que l'agriculture de proximité à Lima n'a pas la possibilité d'offrir des propositions intéressantes en matière alimentaire. En effet, les Liméniens – et les péruviens dans une plus large mesure – tissent avec leur alimentation un lien très fort comme nous avons pu le souligner à plusieurs reprises dans les chapitres qui composent cette partie. La gastronomie fait partie du quotidien des habitants et les appropriations sont multiples. Notamment, on peut souligner l'essor, à l'instar de ce que l'on observe dans les villes des Nord, d'une demande en aliments de qualité, sains et porteurs d'un ensemble de valeurs – produits de manière équitable socialement et responsable écologiquement. Mais les opportunités de l'agriculture urbaine ne se cantonnent pas aux populations nanties. Les populations plus modestes peuvent aussi trouver leur compte au travers d'une nourriture festive et populaire. Les espaces agropastoraux de Lima peuvent s'insérer sur ce marché en approvisionnement la capitale en poulets ou en porcs (pour les restaurants spécialisés dans le *pollo a la brasa* ou pour les *chicharroneria* présentes dans les quartiers populaires de la ville).

D'autres fonctions sont attachées à l'agriculture urbaine, et deviennent de plus en plus populaires dans les discours politiques. Nous en avons étudiées deux, la fonction d'aménagement et la fonction sociale, mais nous aurions pu nous attarder sur d'autres rôles (éducatifs, environnemental)

tant l'idée d'une agriculture multifonctionnelle s'est imposée dans les agendas internationaux. L'étude de ces rôles ont fait émerger des demandes réelles d'une part : Lima souffre d'un manque d'espaces de villégiature pour ses habitants et les espaces agricoles constituent de fait des espaces ouverts dans une métropole étouffée et étouffante ; des habitants isolés peuvent chercher (et trouver) dans les espaces agricoles des lieux d'échange et de sociabilité ; les Liméniens, par leur attachement à la nourriture, expriment plus qu'un simple goût pour la chaire mais utilisent leur gastronomie comme un moyen d'asseoir leur identité nationale. D'autre part, des ambiguïtés ont émergés de ces rôles supposés de l'agriculture en ville. Rien n'assure que les producteurs puissent et souhaitent répondre à ces demandes qui dépassent les objectifs premiers de leur activité. Les producteurs de Lima ont-ils vocation à devenir des aménageurs urbains ? De même, est-il souhaitable pour ces acteurs que leur espace de travail se teintent de plus en plus d'urbanité ? Gardons à l'esprit que l'objet de notre étude est à la mode, particulièrement dans les pays industrialisés et un petit nombre d'exemples iconiques jouit d'une grande visibilité. Ainsi, des fonctions peuvent être attribuées à l'agriculture urbaine, découlant de demandes émanant soit des citoyens, mais aussi des politiques locales, sans prendre en compte les spécificités du contexte de développement de l'activité. La tentation est parfois grande d'utiliser des références et des concepts venus d'autres pays pour légitimer des politiques en faveur de l'agriculture urbaine (Schwab, Caputo et Hernández-García 2018).

De plus, la multifonctionnalité de l'agriculture urbaine est avant tout étudiée depuis le point de vue des urbains, plaçant la focale sur leurs attentes et revendications. À Lima, cela peut sembler logique : la satisfaction des urbains revêt un poids bien supérieur aux quelques producteurs encore présent sur le territoire métropolitain. Mais ce constat ne suffit pas à assurer les possibilités pour les producteurs à s'adapter à ces demandes. La suite de cette thèse invite donc à réfléchir aux limites des références internationales appliquées mobilisées dans des projets ou politiques. La partie qui suit propose donc de s'attarder sur les acteurs clés de l'agriculture urbaine : les producteurs et les éleveurs ; et de vérifier s'ils peuvent s'approprier les demandes relevées dans cette première partie.



Deuxième partie

Une agriculture qui se défend de la ville

Après avoir pris connaissance dans la première partie des attentes des Liméniens et des politiques liméniennes vis-à-vis d'une agriculture urbaine, cette partie se tourne à présent vers les acteurs de l'agriculture à Lima métropole - étendue à la région pour élargir notre propos aux relations entretenues entre ville et campagne. Il s'agira ici de vérifier si les producteurs liméniens (à la fois agriculteurs et éleveurs) sont, d'une part concernés par les demandes des citoyens ; et si d'autres part ils disposent des moyens nécessaires pour y répondre, ou si du moins ils sont encouragés par des politiques publiques à aller dans le sens d'une adéquation entre demande et offre.

Pour répondre à cet objectif, il nous semblait nécessaire de présenter les espaces agropastoraux liméniens, leurs structures, organisations et les relations qui se tissent entre producteurs et acteurs exogènes. Nous avons aussi porté notre attention sur les pratiques agropastorales, le « faire » des producteurs (Robineau 2013). Ce « faire » renvoie à la façon dont les producteurs gèrent leurs activités (à savoir le cap et les orientations qu'ils fixent à leur exploitation en fonction des moyens disponibles et du contexte naturel, social, politique et économique), ainsi que les décisions tactiques prises sur le plus court terme (l'itinéraire technique appliqué, les modes de commercialisation et l'ensemble des décisions courantes prises au jour le jour sur l'exploitation). Mais nous aborderons ce « faire » du point de vue de l'urbain, en cherchant à savoir si les pratiques correspondent bien à ce que l'on attend d'une agriculture urbaine ou périurbaine. En effet, une agriculture n'est pas urbaine que par sa seule proximité géographique avec la ville, les définitions sont complexes et nombreuses pour expliciter la spécificité des liens qui unissent ville et agriculture. L'activité agropastorale aux abords de Lima se retrouve-t-elle dans ses liens fonctionnels avec la ville ? Ces liens ont dans tous les cas dû se construire au cours du temps, l'agriculture étant en effet dans un premier temps éloigné de la ville à la fois dans ses fonctions et géographiquement. Ce n'est qu'avec l'avancée du front urbain que les activités agricoles et d'élevage se sont retrouvées confrontées à un nouvel environnement avec lequel elles ont dû composer. Cette partie propose d'analyser les possibilités d'adaptation des exploitations liméniennes à leur nouvel environnement urbain.

Dans un premier chapitre, nous verrons en quoi l'agriculture liménienne est aujourd'hui encore éloignée de la ville sur bien des points : à la fois en ce qui concerne les productions, les itinéraires techniques ou les moyens de commercialisation. En se déplaçant d'une exploitation à l'autre, il est

difficile d'imaginer qu'elles se situent aux portes de la ville. Après avoir précisé les signes de cet éloignement, nous tenterons dans le chapitre 5 d'en expliquer les raisons. Les exploitants ont-ils réellement la possibilité de convertir l'ensemble de leur système pour correspondre à un modèle plus urbain ? Le milieu urbain est souvent hostile et contraignant pour le développement d'activités agricoles : concurrence pour le foncier, partage d'un territoire commun qui repose sur un équilibre fragile entre citadins et producteurs agricoles, instabilité des marchés, incertitude en ce qui concerne la durabilité des ressources productives (Nahmias et Le Caro 2012; Moustier et Temple 2004). S'affranchir de ces contraintes nécessite la mise en œuvre de pratiques particulières, qui représentent un coût dans la trésorerie des exploitations. Dans certains cas, les caractéristiques mêmes des exploitations ne permettent pas de telles transformations.

Enfin, dans un dernier chapitre, nous focaliserons notre attention sur les politiques tournées vers l'activité agricole. Celles-ci mettent-elles en place des mesures permettant aux exploitations de se fondre dans leur nouvel environnement ? Nous nous pencherons à la fois sur les politiques sectorielles et territoriales. En effet, l'État central continue d'intervenir au travers du ministère de l'agriculture, mal placé pour prendre en compte la complexité du milieu urbain. Des politiques publiques sont également mises en œuvre depuis les territoires, au travers d'échelons métropolitains ou municipaux. Une des difficultés réside à faire collaborer les différents niveaux administratifs, et à prendre en compte la grande diversité des formes d'agriculture que l'on retrouve au sein de la métropole. Le rôle des ONG est à souligner dans l'élaboration de ces politiques territoriales, ainsi que les collaborations parfois étroites entre société civile et autorités locales. Cela n'empêche pas certaines dispositions d'être contradictoires, et souvent étroites dans leur condition d'accès pour toucher l'ensemble des producteurs liméniens. Or pour être caractérisée réellement d'urbaine, l'agriculture ne doit-elle pas être prise en considération par les politiques de la ville (Faliès et Mesclier 2016)?

Chapitre 4:

UNE ACTIVITE TOURNANT LE DOS A LA VILLE

Avec le renouvellement des recherches autour de l'agriculture urbaine et périurbaine, on a d'abord insisté sur les liens anciens entre ville et agriculture, et sur la nécessité originelle de ce couple : « *L'agriculture est une réalité aussi ancienne que la ville elle-même. Tant et aussi longtemps que l'humanité était dépourvue de transports rapides et efficaces, les produits frais, végétaux et animaux, se cultivaient aux abords des villes* » (Chevrier 2001). Ce rappel était nécessaire, tant ville et agriculture ont été abordées comme des entités distinctes et déconnectées. On souhaitait alors mettre en évidence la continuité de la présence de l'agriculture en ville.

À Lima cependant, ces liens soit disant permanents entre agriculture et ville doivent être interrogés et ne sont pas si évidents. Avant d'être menacée par la croissance urbaine, l'agriculture aux abords de Lima, alors en bonne santé économique, s'était déjà détournée de la ville pour des marchés extérieurs. Cette distance fonctionnelle est ancrée dans les pratiques actuelles des producteurs, et compliquent le renouvellement d'une activité en connexion plus intime avec la ville.

Nous allons tout d'abord revenir rapidement sur les premiers détours de l'agriculture liménienne en dehors de la ville, et sur les conséquences actuelles au sein des systèmes d'exploitation. Nous verrons ensuite comment éloignement géographique et éloignement fonctionnel vont finalement de pair dans notre cas d'étude. Ce chapitre nous permettra de réaliser une présentation plus approfondie des espaces agricoles liméniens, des acteurs qui en vivent et la font vivre.

I. Construction de vallées agricoles : un socle commun aboutissant à des évolutions différenciées

L'état actuel des espaces agro-pastoraux de Lima est le résultat d'un processus historique, influencé par la croissance démographique et spatiale de la ville. Il s'agit de mettre en avant, de façon brève, l'évolution des formes d'organisation spatiale des activités agricoles et d'élevages dans les trois vallées de Lima métropole.

Pour mieux comprendre les différences actuelles des vallées agricoles (I.3), il paraissait indispensable de revenir sur le passé agricole de la métropole (I.1. et I.2.). Ces références au passé proche permettent de mieux comprendre les choix des producteurs. Un ensemble de sources a été mobilisé, consacrées à la croissance de la ville et aux évolutions des périphéries liméniennes (Matos Mar et Mendoza 1964; Deler 1974; Jean-Claude Driant et de Sánchez 1991; Matos Mar 2012). Les ouvrages scientifiques ayant étudié les évolutions des activités agricoles dans la région de Lima sont rares, la littérature grise produite par des instances à la fois publiques et privées (ONG, ministères, recherche universitaire) a permis de compléter cette revue bibliographique. Les travaux récents des étudiants de Périsud ont également été des sources d'informations riches en ce qui concerne les dynamiques récentes des vallées agricoles (Mamami 2014; Melki et Prat 2009; Benoît Baron 2014). Enfin, les observations sur le terrain et les entretiens auprès des producteurs ont pu compléter ce panorama.

Cette analyse dans le temps des caractéristiques des vallées agricoles liméniennes permettent de mettre en évidence des constances et des discontinuités. Dans les trois cas (Chillón, Rímac, Lurín), l'activité agricole n'est clairement pas tournée vers la ville, mais cherche plutôt à conserver son statut dans un environnement de plus en plus contraignant. Les mises en applications divergent et les profils des vallées se distinguent les uns des autres.

I.1. Une agriculture traditionnellement tournée vers un marché lointain

L'état actuel des espaces agro-pastoraux de Lima est le résultat d'un processus historique particulier, qui oriente aujourd'hui encore, tout du moins en partie, les décisions des producteurs et leur capacité à répondre aux pressions de leur environnement. Les exploitations ont dans un premier temps été tournées vers le marché extérieur. Elles ont par la suite été marquées par un processus de transformation profonde de la tenure foncière des exploitations, au moment de la réforme agraire de Juan Velasco Alvarado en 1969.

I.1.1. À l'origine, une ceinture d'haciendas dynamiques

Jusqu'à la réforme agraire de 1969, le secteur agraire du Pérou, et par conséquent de Lima, était qualifié de « bipolaire », entre d'un côté les grandes haciendas, et de l'autre les petits

producteurs (Eguren 2003). Les haciendas occupaient une place importante dans l'économie rurale de la côte péruvienne. Au-delà des modes de production, l'hacienda incarnait également une entité sociale complexe (Macera 1971), une institution qui participait durant plus de quatre siècles à l'organisation sociale de la société péruvienne (Eguren 2006; Gunther Doering et Mitrani Reaño 2012).

Les exploitations à proximité de la ville n'étaient pas tournées vers l'approvisionnement de la cité, mais produisaient pour l'exportation de la canne à sucre et du coton principalement. Les exploitations se tournaient davantage vers la demande extérieure que vers la demande interne et notamment urbaine (Burga et Manrique 1990).

Les paysages aux abords de Lima ont été marqués dans un premier temps par une forte présence agricole, de type intensive et commerciale. Il existait une forte communication entre ces espaces productifs et les ports du Callao ou d'Ancón. Les haciendas ont participé à l'organisation de la ville dans ses réseaux routiers, et le rôle de ces structures se fait toujours ressentir à l'heure actuelle. On retrouve une expression de la domination des cultures d'exportation dans les toponymies de certains quartiers des périphéries. Ainsi, à l'extrême nord de Carabayllo, on retrouve des localités appelées « Trapiche » ou « El Olivar » rappelant le passé agricole de la zone. En effet « Trapiche » signifie « moulin » et renvoie au moulin de l'ancienne hacienda extrayant le sucre brut des cannes. On retrouve par ailleurs des vestiges de ces bâtiments dans le paysage de Carabayllo. On relève aussi des anciennes haciendas toujours en fonctionnement, bien que réduites dans leur composition. L'hacienda Huampani, d'organisation mixte agriculture/élevage, n'a jamais cessé de fonctionner et l'héritière de la propriété continue son activité sur les rives du Rímac.

1.1.2. Des héritages ancrés dans les systèmes de culture actuels

Certaines cultures anciennes persistent encore. C'est le cas de la canne à sucre au Nord de la métropole. On retrouve ainsi quelques parcelles de canne à sucre dans le district de Carabayllo et des surfaces plus importantes dans la province de Huaral, appartenant à un complexe sucrier. Les productions sont destinées à l'exportation.

De même, il reste au sein de la capitale quelques producteurs de vigne. Dans les cas rencontrés, les raisins sont transformés directement pour produire du pisco, de manière artisanale. Un exploitant de Carabayllo nous expliquait qu'après la redistribution des terres, il a, dans un premier

temps, continué à produire du raisin car il s'agissait d'une culture dont il maîtrisait l'itinéraire technique : « *Le raisin j'en avais fait toute ma vie, alors j'ai continué. On avait les vignes, je ne voulais tout détruire. [...] avec le temps j'ai vu que les autres producteurs changeaient de cultures, surtout pour des produits horticoles, mais je n'ai pas fait comme eux. Bien sûr, à petite échelle c'est compliqué de produire du raisin, alors j'ai diversifié un peu. Mais j'ai trouvé un acheteur qui m'achète tout mon raisin [...] il a une distillerie plus au Nord, en dehors de Lima. A côté je fais mon propre pisco et j'en revends aux voisins. Avec ça on se maintient...* ⁵⁴ ». Cette continuité dans le temps se vérifie pour d'autres cultures. C'est le cas par exemple des roses, à Carabayllo, où un exploitant nous expliquait « faire ce qu'il savait faire ».

Il est important de garder en mémoire que de nombreux propriétaires de terrains actuels et exploitants à Lima sont des anciens travailleurs des haciendas. Les pratiques ont changé, du fait du passage d'un système d'hacienda à l'atomisation des parcelles, et à la mise en place d'un système de production reposant sur des agriculteurs individuels, présentant un statut pouvant être assimilé à celui d'auto-entrepreneur (décision individuelle de la mise en production du terrain, du financement des campagnes et du réinvestissement des bénéfices engendrés par les campagnes précédentes) ; mais certains vestiges persistent. On assiste donc à la succession de trois types d'unités agricoles différentes en seulement deux décennies et sur un même espace (Maish 2015).

Les liens à la ville se sont greffés sur ces transformations du système agricole, et ne se sont pas acquises de façon évidente.

I.2. Des zones productives éloignées et concentrées

À Lima métropole, le recensement agricole de 2012 fait état d'un total de 48 650 ha de surface agricole (tous types confondus⁵⁵), répartis sur 24 districts de la ville (cf Tableau 7). Cependant, 3 districts rassemblent à eux seuls près de 43 000 ha de surface agricole, soit près de 88% du total. Il s'agit des districts de Lurín, Pachacamac et Carabayllo. Si l'on ajoute trois autres districts (Ventanilla, Punta Hermosa et Lurigancho), à ceux cités précédemment on obtient une concentration de près de 94% des terrains agricoles. À l'exception de Punta Hermosa, il s'agit de

⁵⁴ Entretien mené auprès d'un couple de producteurs de Punchauca, 2011 (travail de mémoire ingénieur).

⁵⁵ D'après le recensement agricole de 2012, les surfaces comptabilisées comprennent : les surfaces mises en cultures, surfaces destinées à être semées à la campagne suivante, surfaces non cultivées, surfaces au repos, pâturage naturel en conduite de culture, pâturage naturel sans conduite de culture, collines et forêts, surfaces destinées à d'autres usages.

districts périphériques situés le long des vallées traversant Lima. Punta Hermosa est quant à lui un district balnéaire du sud de la capitale. Soulignons qu'il s'agit bien ici de surfaces agricoles, sans prendre en compte le nombre d'exploitants ; c'est la raison pour laquelle les districts de Villa María del Triunfo ou de Villa El Salvador ne sont pas évoqués, districts qui concentrent beaucoup d'agriculteurs, mais des surfaces agricoles négligeables.

Si l'on s'intéresse plus particulièrement aux surfaces agricoles en production, à savoir les surfaces excluant les usages d'élevage, les proportions de terrains baissent considérablement et le total de terres agricoles s'élève à 29 106 ha seulement. Ce chiffre montre l'importance des activités d'élevage dans la métropole. Les tendances restent cependant les mêmes : une poignée de districts concentrent la majorité des terrains en production agricole. Il s'agit toujours de Carabayllo, Lurigancho, Lurín, Pachacamac et Punta Hermosa. Ces districts concentrent donc la vaste majorité de l'activité agropastorale de la capitale péruvienne.

Ainsi, c'est la partie sud de la ville, comprenant la vallée de Lurín, qui rassemble la part la plus importante de terrains à usage agricole et/ou d'élevage. On recense un peu plus de 28 260 ha répartis sur 9 districts, dont 15 120 ha se situent dans les deux districts de Lurín et Pachacamac. La vallée du Chillón totalise quant à elle 19 014 ha et celle du Rímac 1194 ha.

En 1994, ces cinq districts cités concentraient déjà 74% du total des terrains agricoles. Il est très difficile de comparer les chiffres des recensements agraires en valeurs absolues. En effet, si l'on se fie uniquement aux recensements, on constate une augmentation des surfaces agricoles entre 1994 et 2012. La surface agricole totale pour la province de Lima en 1994 atteignait 42 237 ha tous types confondus, soit environ 6000 ha de moins qu'en 2012. Cependant, toutes les sources annexes (rapports de la municipalité, images satellites, travaux de chercheurs) évoquent la perte de terrains agricoles sur cette même période. Des hypothèses ont été posées pour expliquer une telle contradiction. Une des explications est à rattacher au morcellement des exploitations agricoles qui sera évoqué plus en avant dans cette partie. Il n'est pas rare qu'un exploitant liménien possède plusieurs parcelles en discontinuité, constituant chacune une part de son exploitation. Ainsi, une seule exploitation agricole peut s'étendre sur plusieurs districts mais être attribuée dans le recensement à un seul district. On peut également imaginer que les moyens déployés en 2012 sont plus importants qu'en 1994, permettant aux enquêteurs d'accéder à davantage de producteurs, y compris dans des zones difficiles d'accès.

Il reste cependant important de souligner une constance en valeur relative au cours du temps : les espaces agricoles et pastoraux de Lima sont concentrés dans les districts périphériques de la ville.

Tableau 7: Districts liméniens agricoles

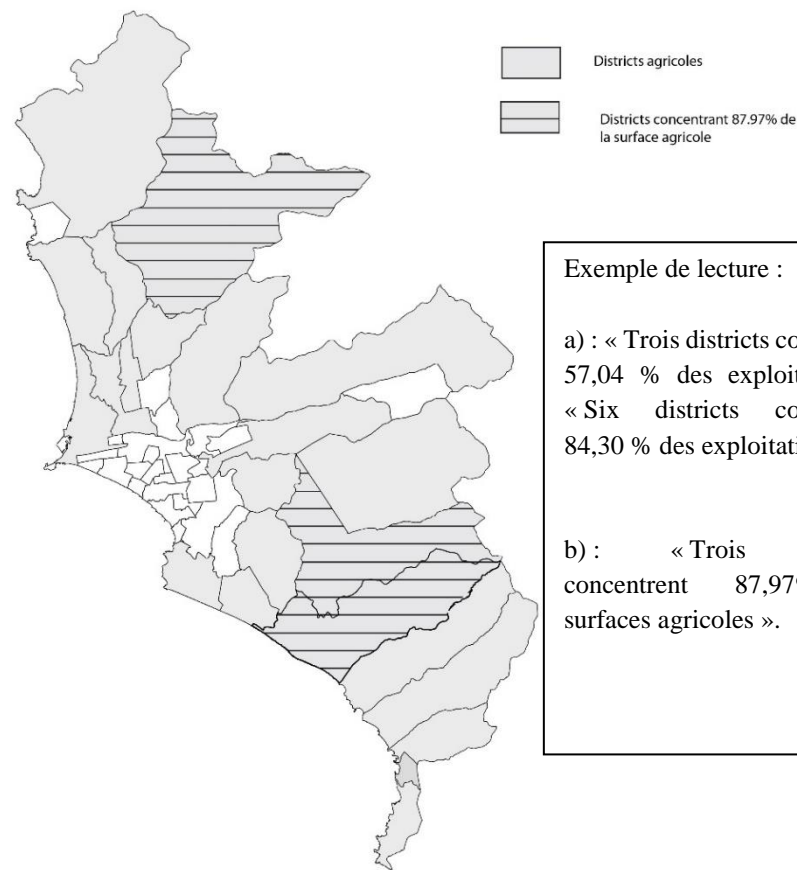
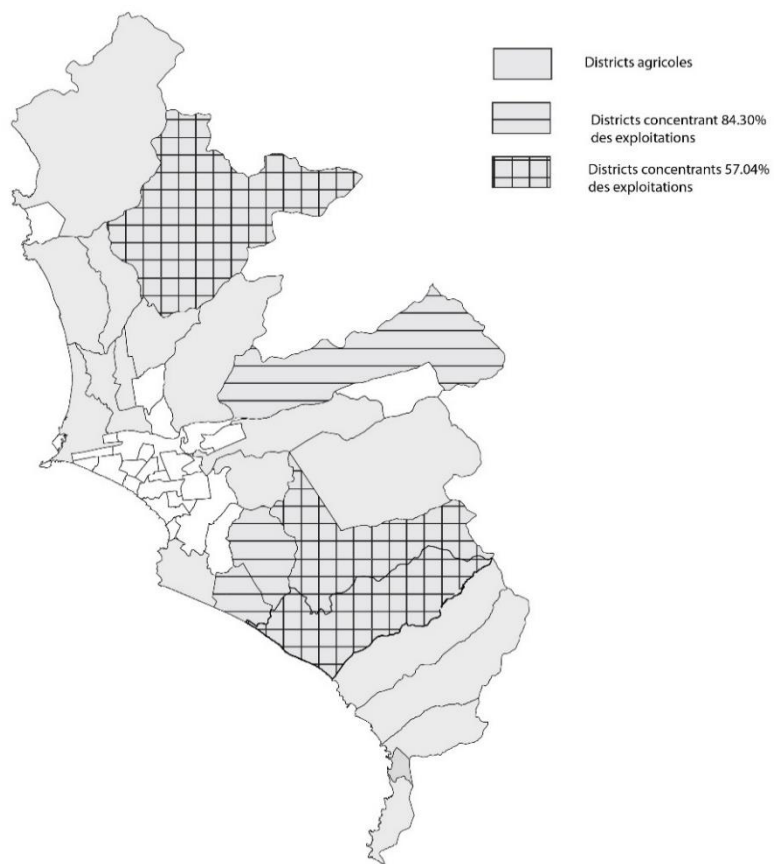
Vallée	District	Province
Chillón	Callao	Callao
	Ventanilla	
	Ancón	Lima
	Carabaylo	
	Comas	
	Los Olivos	
	Puente Piedra	
	San Martin de Porres	
Rímac	Ate	Lima
	Cieneguilla	
	El Agustino	
	La Molina	
	Lurigancho-Chosica	
	San Juan de Lurigancho	
Lurín	Chorillos	Lima
	Lurín	
	Pachacamac	
	Pucusana	
	Punta Hermosa	
	Punta Negra	
	San Bartolo	
	Santa María del Mar	
	Villa El Salvador	
	Villa María del Triunfo	

À l'aide de Figure 12 qui suit, nous souhaitons mettre en évidence un phénomène concomitant à l'éloignement des surfaces agricoles au sein de districts périphériques : celui de la concentration des exploitations.

Figure 12: Différenciation des districts agricoles de Lima métropole d'après le recensement agro-pastorale, 2012

a) Participation des districts au nombre total d'exploitations de Lima totale

b) Participation des districts à la superficie agro-pastorale



Exemple de lecture :

a) : « Trois districts concentrent 57,04 % des exploitations » ;
 « Six districts concentrent 84,30 % des exploitations ».

b) : « Trois districts concentrent 87,97% des surfaces agricoles ».

Source : INEI, 2012. Réalisation : H.Leloup, 2016 sur Philcarto

Les districts grisés correspondent aux districts au sein desquels le recensement agricole a comptabilisé l'existence d'exploitations agricoles. La lecture de ces cartes se fait en simultanée : on constate que 3 districts concentrent à eux seuls une large majorité des surfaces agricoles, mais ne représentent que 57% des exploitations. On peut en déduire que ces districts concentrent des terrains agricoles de surfaces plus importantes que le reste des districts considérés comme agricoles. Des localités telles que Villa El Salvador, Villa María del Triunfo ou encore Lurigancho-Chosica abritent un nombre important d'exploitations agricoles ou pastorales, mais sur des surfaces réduites. La carte a) met en évidence le poids de ces districts. En dehors des 6 districts mis en évidence sur la carte a), les 18 autres comptent avec un nombre d'exploitations limitées, de taille réduite.

L'activité est donc répartie sur une partie importante de la métropole, mais n'est significative que pour un nombre réduit de districts. Sur la plupart des districts, l'activité agricole se résume à des vestiges ou à des parcelles isolées. On peut également noter dès à présent l'existence d'espaces agricoles non recensés par l'INEI. Il s'agit de micro-parcelles de loisirs, de certains jardins partagés, ou d'une activité réalisée hors-sol. En effet, lors de mes recherches, il m'a été possible de repérer des parcelles à San Borja, au Cercado de Lima, ou encore à Jesús María.

Ce constat ne doit pas masquer pour autant les aspérités de la réalité. Les données statistiques donnent en effet peu de renseignements représentatifs sur la réalité des évolutions des paysages (Slak et Vivière 2000). Les descriptions précédentes laissent imaginer une continuité des espaces agricoles et l'existence de « districts agricoles », marqués par l'activité sur l'ensemble de leur territoire. Or il s'agit plutôt d'un espace mité par l'urbanisation et par un ensemble d'activités urbaines. Même dans les districts où l'activité est très présente, selon les quartiers où l'on se trouve, il est parfois difficile d'imaginer l'existence d'exploitations dynamiques à quelques centaines de mètres d'un noyau fortement urbanisé.

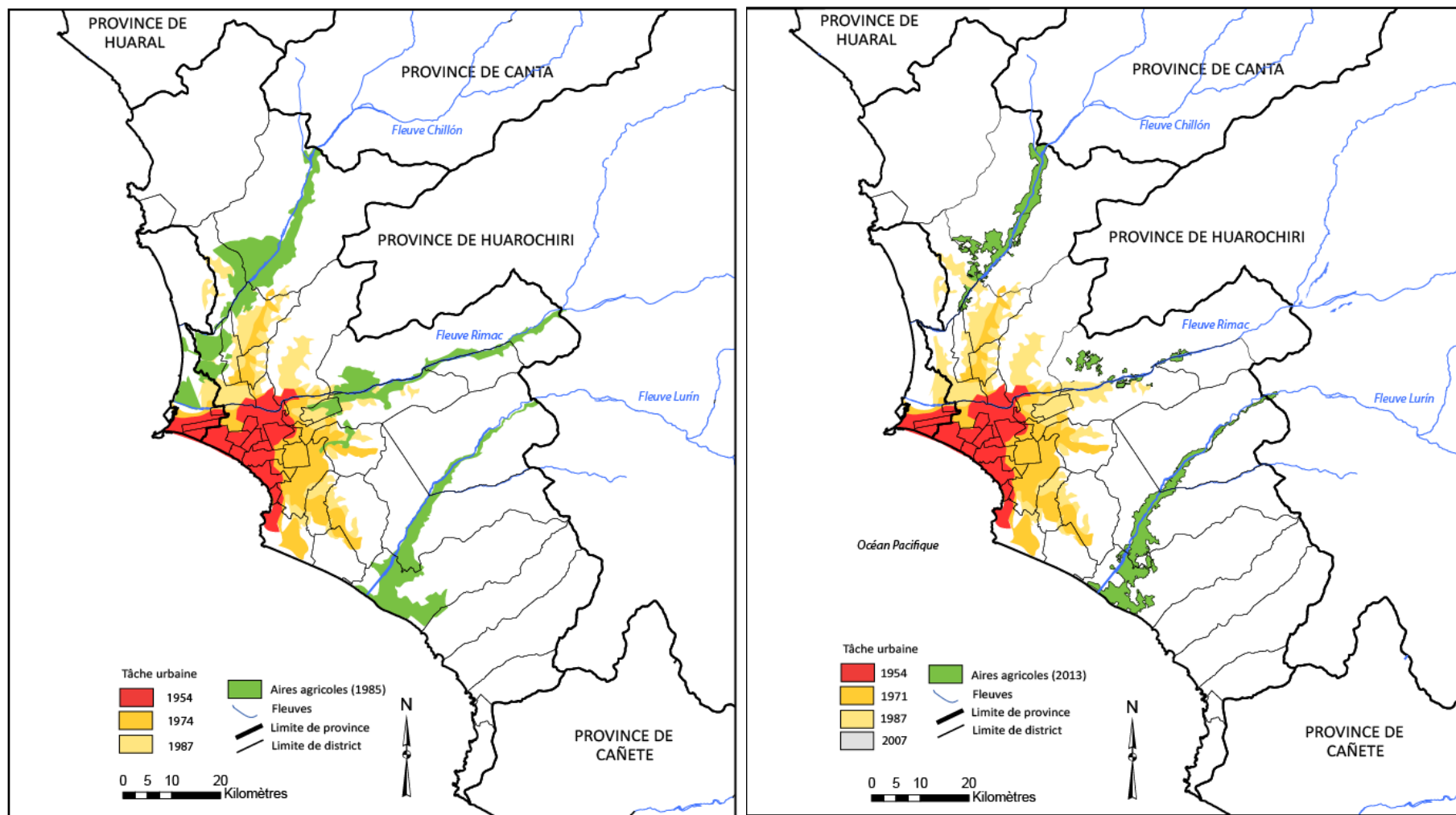
De plus, les évolutions sont aussi perçues en termes d'image, de représentations, et de fonction des espaces. Slak et Vivière mettent en avant des « résultats trompeurs » de la part des données statistiques, la perturbation des paysages au niveau sensible étant beaucoup plus forte que ce que ne laissent supposer les statistiques de changement d'usage du sol. La présence d'exploitations agricoles, majoritairement dans les périphéries, ne fait pas de ces espaces des périphéries agricoles, la réalité est bien plus complexe et composite.

I.3. Trois vallées agricoles aux évolutions propres

Ce recul généralisé ne s'illustre cependant pas de manière uniforme au sein des trois vallées liméniennes. Le retrait du caractère agricole des périphéries répond à des logiques propres à chaque vallée. De même, les espaces nouvellement construits vont présenter des caractéristiques particulières, relatives aux populations installées sur place et aux relations développées entre les espaces agricoles et les espaces bâtis, qu'ils soient résidentiels ou industriels.

La Carte 6: Inversion de l'occupation des terrains urbains et agricoles (1985-2016) Carte 6 illustre ainsi les proportions de pertes de terrains agricoles d'une vallée à l'autre. Il apparaît clairement que certaines vallées sont davantage préservées que d'autres. L'illustration la plus radicale est celle de la vallée du Rímac, où les espaces agricoles sont résiduels. En ce qui concerne la vallée du Chillón, les parties hautes semblent résister alors que les terrains des parties basses ont complètement disparues au profit de l'urbanisation. Enfin, la vallée de Lurín, bien qu'elle soit elle aussi soumise à des dynamiques de changement d'usage du sol, présente des terrains agricoles qui semblent davantage sauvegardés que ceux des autres vallées, et le processus d'urbanisation paraît y être moins avancé. De telles différences confirment notre intuition selon laquelle les changements d'usage du sol du rural vers l'urbain ne se font pas de manière arbitraire et homogène, mais qu'il existe au contraire une multitude de facteurs encourageant ou limitant ces processus.

Carte 6: Inversion de l'occupation des terrains urbains et agricoles (1985-2016)



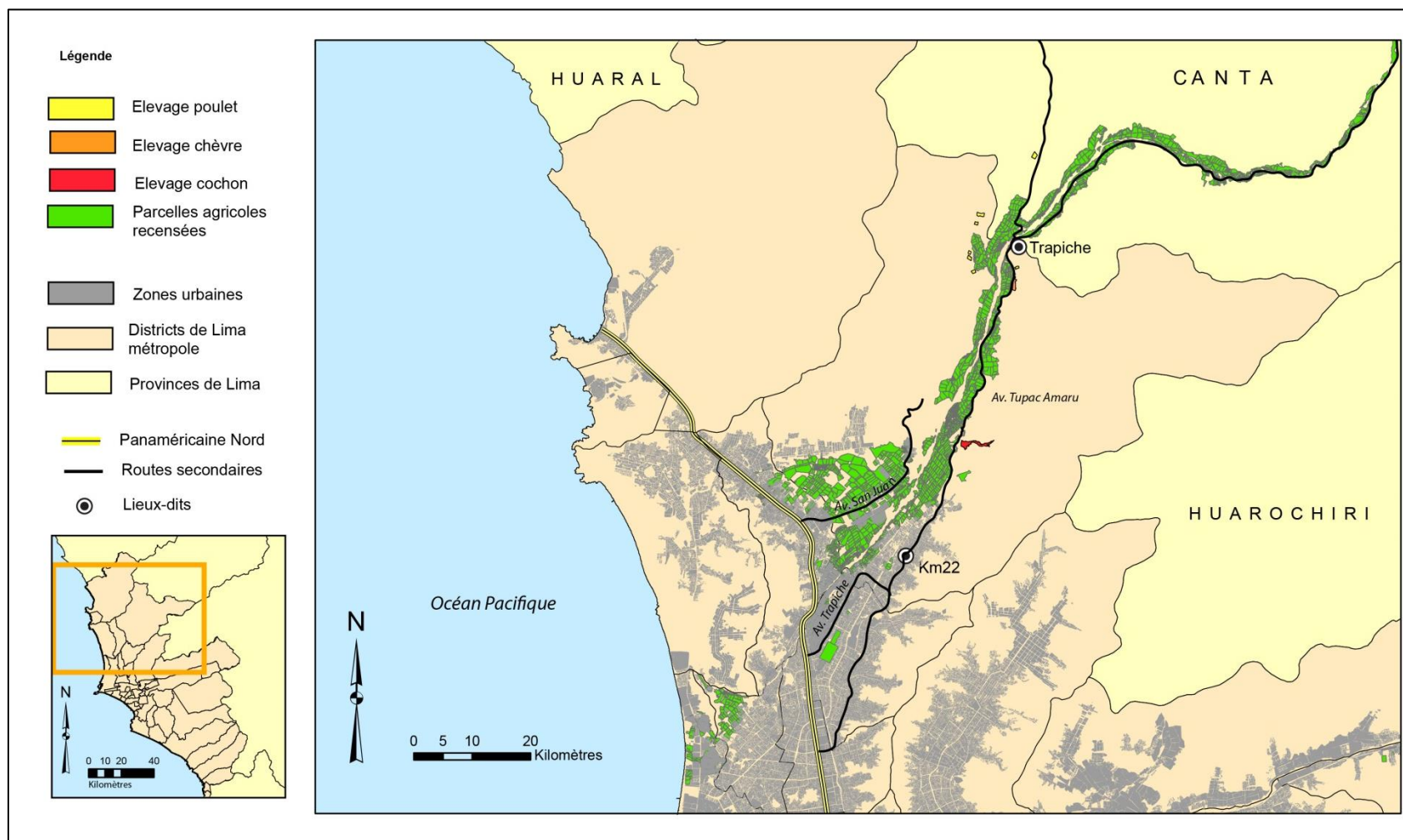
Source: Geoservidor 2014, PLAM 2035, INEI 2014, Minagri 2015, Google Earth, Robert 2013.

1.2.1. La vallée du Chillón, un réservoir de terres marqué par une urbanisation forte

La vallée du Chillón, au nord de la ville, est à l'heure actuelle une des dernières réserves foncières de la capitale, et celle où la transformation des terrains agricoles pour l'urbanisation est la plus marquée (INEI 2014a). Mais malgré ces pressions fortes, l'agriculture continue à y être une activité dynamique, voire rentable pour ses acteurs (Leloup 2012).

Carabayllo est incontestablement le district de la partie basse de la vallée du Chillón qui concentre la part la plus importante de surfaces agricoles. En parallèle, Puente Piedra et Comas sont les deux autres districts de la vallée où l'on retrouve des exploitations agricoles, mais de façon beaucoup plus éparse, ces districts ayant été urbanisés précocement. En dehors de Lima métropole, la province de Canta, voisine directe du district de Carabayllo, qui s'étend au sein de la partie médiane de la vallée, est marquée par l'importance des activités agricoles et d'élevage (Moquillaza 2000). On observe donc un gradient de présence de l'activité agro-pastorale le long du fleuve Chillón, depuis la partie basse où l'activité agricole est absente ou très fragilisée (Ventanilla, Puente Piedra, Comas), jusqu'aux parties médianes et hautes (Carabayllo puis Canta), où l'activité est primordiale.

Carte 7: Terrains agricoles et élevage dans la vallée du Chillón



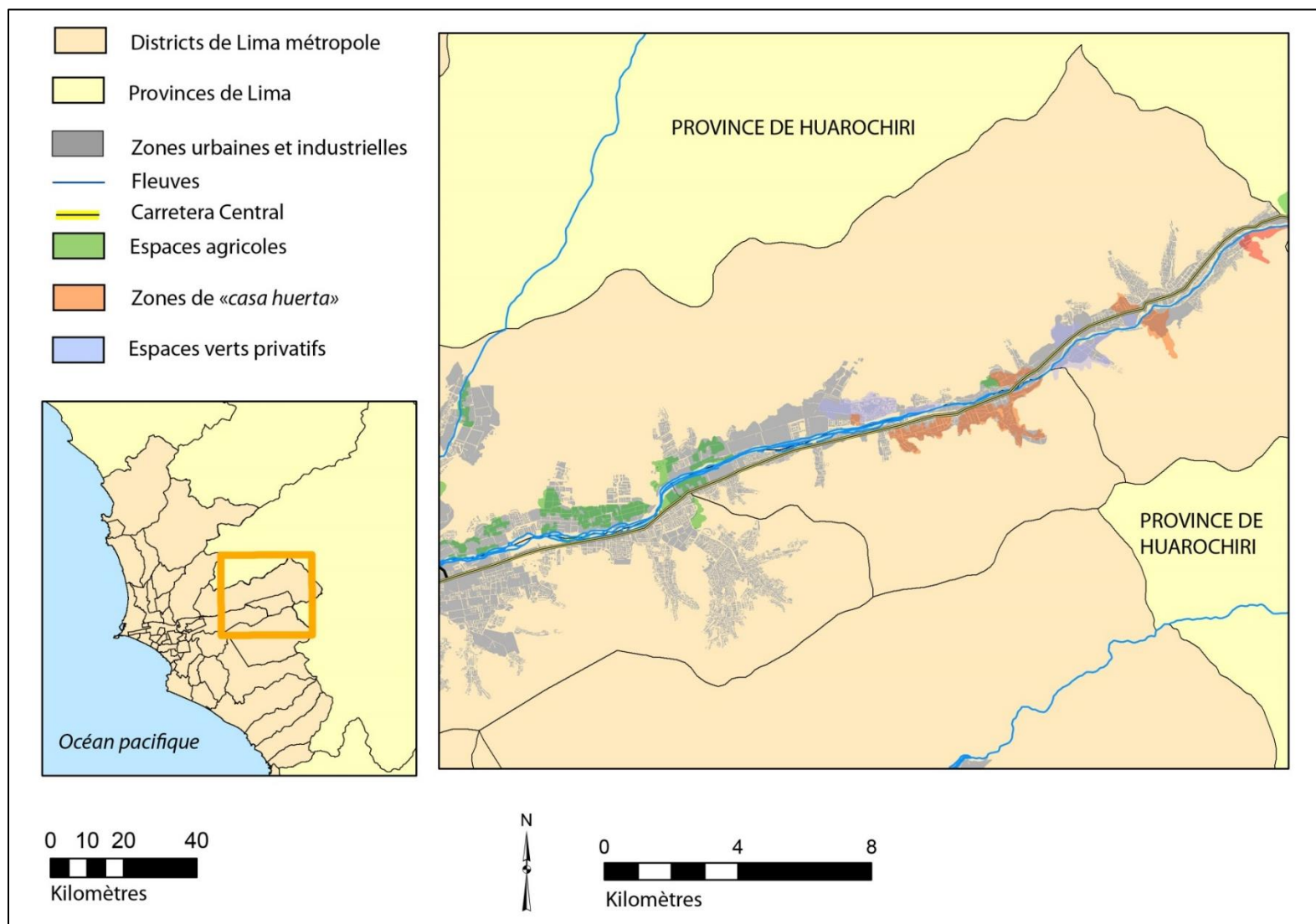
Source: Geoservidor 2014, Junta de Usuarios del valle Chillón 2012, Enquêtes de terrain 2012 - 2016

1.2.2. La vallée du Rímac, des espaces agricoles transformés par l'urbanisation

L'activité agropastorale connaît des difficultés dans la partie est de la ville. On y retrouve des traces d'une activité agricole au travers des étendues de gazon et de quelques parcelles horticoles. Des espaces verts se maintiennent cependant grâce à l'installation de populations aisées dans les districts longeant le fleuve. Mais ces espaces sont quasiment invisibles pour le visiteur, et ils ne répondent pas à des logiques productives. Quelques zones spécifiques (Carapongo, Nieveria, Naña) demeurent productives et une poignée d'exploitants continuent de vivre de l'activité, dans des conditions contraignantes. La zone est logiquement devenue une zone d'intervention privilégiée pour les ONG et autres projets de soutien à l'activité agricole. Cela ne suffit pas pour autant à redynamiser la zone et à lutter durablement contre la perte des terrains.

Cet affaiblissement peut se lire dans les bases de données également. Pour les vallées du Chillón et de Lurín, nous avons pu profiter du recensement géographiquement référencé des parcelles mis en place par les acteurs institutionnels de ces vallées. Pour la vallée du Rímac cependant, il était impossible d'accéder à ces données détaillées, nos informateurs nous signalant qu'elles n'existaient pas. Ainsi, l'activité apparaît tellement affaiblie que le géoréférencement des parcelles ne semble pas utile aux spécialistes de l'activité.

Carte 8: Vallée du Rímac, des espaces agricoles transformés par la privatisation



Source : Geoservidor 2014, Images satellite Google Earth, Enquêtes de terrain 2012 - 2016

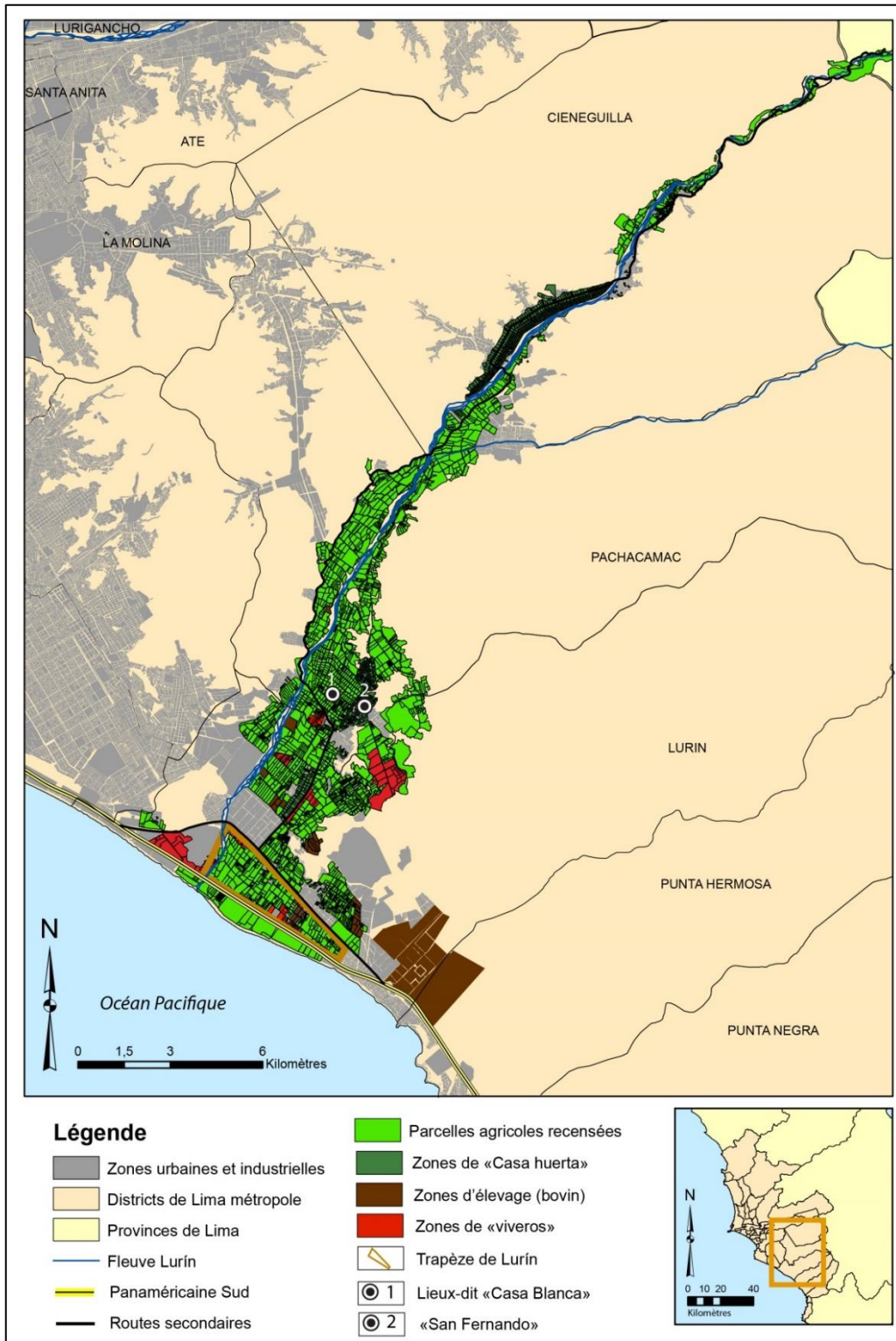
On peut distinguer sur la Carte 8 des catégories bien distinctes d'espaces agricoles et/ou verts : d'une part les espaces agricoles en activité, plutôt vers la partie basse de la vallée ; et d'autre part des espaces verts de loisirs avec les *casa huerta* et les clubs/parcs privatisés. Ces parcs sont soumis à des droits d'entrée, et dans certains cas demandent une adhésion répondant à des règles strictes. Les espaces verts et agricoles sont ici soumis à un entre-soi marqué. On peut noter un gradient dans l'installation de ces établissements ; ils se font de plus en plus présents vers les parties hautes de la vallée. Cela confirme l'idée selon laquelle les parties éloignées de la vallée du Rímac constituent un espace de villégiature pour les populations aisées comme nous avons déjà pu le constater dans la revue de littérature. Les espaces agricoles quant à eux sont proches des quartiers densément peuplés, et davantage soumis aux nuisances pouvant en émaner. La dynamique est ici contraire à ce que l'on a observé au cœur de la vallée du Chillón, où ce sont les espaces agricoles les plus éloignés du bâti qui résistent. Dans la vallée du Rímac, les espaces agricoles éloignés du centre sont perçus comme des espaces à fort potentiels pour les citoyens et leurs usages, en dépit des difficultés d'accès.

1.2.3. La vallée de Lurín, une conjonction de facteurs favorables à l'activité agricole

La vallée de Lurín au sud de la ville est celle où l'activité agricole est la plus à même de se maintenir, voire de se développer, du fait de son image de « vallée verte ». En préservant l'environnement, on permet à l'agriculture d'étendre ses possibilités.

Les districts balnéaires de l'extrême sud de la ville se démarquent clairement, ils représentent près de 40% des terrains vacants de la capitale. Ces terrains, en plus de la discontinuité du bâti, sont marqués par une discontinuité des cultures. Seule une part infime des unités agricoles sont destinées à l'agriculture ; l'élevage industriel étant majoritaire. La place de l'agriculture familiale y est moins prononcée (INEI 2012).

Carte 9: Organisation des espaces agropastoraux de la vallée de Lurín



Source : Geoservidar 2014, Junta de Usuarios del Valle Lurín 2014, Enquêtes de terrain 2012 - 2016

La Carte 9 de la vallée du Lurín, lue en parallèle des deux cartes précédentes met en avant une activité qui semble bien mieux s'intégrer aux contraintes urbaines. Les terrains cultivés sont nombreux, mais cette apparence peut être trompeuse, car on dénombre aussi maintes casa huerta qui ne sont pas des parcelles productives, mais plutôt des parcelles récréatives. Une des spécificités de la vallée de Lurín réside dans l'identification de zones de spécialisations agricoles, ce qui n'apparaissait pas aussi clairement dans la vallée du Chillón.

Une vaste zone d'élevage se distingue du reste du district. L'élevage bovin y a été modernisé simultanément à l'augmentation de la population urbaine à Lima. On est passé d'une activité extensive à une activité intensive, l'alimentation n'est plus basée sur la vaine pâture mais sur des cultures fourragères, produites localement ou achetées depuis les provinces du pays (Moreno et Huerse 2010). Elle se base essentiellement sur le maïs fourrager et la luzerne, complétée par aliments concentrés, d'origine végétale ou minérale.

Planche-photo 1: Parc d'élevage bovin de Lurin



Source: Clichés H.Leloup, 2013 et 2014.

La partie basse de Lurín est aussi connue pour ses pépinières ; les terrains agricoles dédiés à cette activité présentent en parallèle un stand de vente sur lesquels peuvent se rendre les habitants des centres urbains pour se fournir en plantes ornementales. On retrouve donc des stands de vente le long des routes principales (panaméricaine Sud et Avenue Manuel Valle reliant Lurín à Pachacamac), dans le but d'attirer la clientèle qui se rend dans les parties plus haute de la vallée, à la recherche d'espaces verts. Enfin, la carte met en évidence les avancées de la vallée de Lurín par rapport à celles du Chillón et du Rímac : on y trouve en effet une zone de protection des activités agropastorales appelée « trapèze ». Il est impossible d'y implanter des activités industrielles. Elle est protégée par un décret municipal datant de 2011 et a pour but de préserver et de récupérer ses atouts écologiques. L'agriculture n'y tient plus une place majeure, mais on veut encourager le développement d'activités d'extérieur via des espaces ouverts étendus, des jardins et zones arborées.

En effet, on note dans cette vallée du Sud de la métropole une présence appuyée des pépinières, notamment le long des principales routes de la ville : panaméricaine Sud, et avenue Manuel Valle qui relie le district de Lurín à celui de Pachacamac.

Cette rapide présentation des vallées agricoles de Lima métropole, permet dès à présent de souligner un certain nombre de caractéristiques :

- La présence sur les 3 vallées de cultures maraîchères, qui peuvent laisser penser à une connexion accrue entre espaces de production et espace de consommation. Les territoires agricoles de proximité fournissent la ville en produits frais, en correspondance à l'organisation en cercles concentriques du modèle de Von Thünen (Von Thünen 1851; Huriot 1994). Les cultures maraîchères sont complétées par des cultures vivrières, des vergers, des céréales, qu'il serait malencontreux de sous-estimer.
- Des espaces d'élevage développés de façon inégale et plus éparse. Si ces territoires sont notables dans la vallée de Lurín, ils sont beaucoup plus éloignés et dissimulés dans la vallée du Chillón, et quasi absents dans la vallée du Rímac.
- Les exploitations agricoles semblent résister de façon inégale aux changements d'usage des sols.

Tableau 8: Récapitulatif des principales caractéristiques des vallées agricoles liméniennes

Vallée concernée	Etat du changement d'usage des sols	Activités agropastorales majoritairement représentées
Vallée du Chillón	Changement en cours : forte implantation des entreprises formelles, en parallèle d'un phénomène de mis en lot individuelle.	Agriculture intensive : maraîchage et pépinière Elevage porcin et caprin (transhumant et en stabulation). Petit élevage extensif.
Vallée du Rímac	Changement du sol quasiment abouti.	Cultures maraîchères. Cultures de gazon. Petit élevage extensif
Vallée de Lurín	Dernière « vallée verte » de Lima, malgré des installations résidentielles et industrielles. Espaces verts protégés par des législations spécifiques.	Elevage bovin Agriculture ornementale, floriculture Agriculture intensive : maraîchage

Notre première approche des relations entre espaces urbains et espaces agricoles mettent en évidence des échanges qui seraient en défaveur des terrains agricoles : l'avancée des surfaces urbanisée fragilise les espaces agricoles qui disparaissent au profit de la ville. Mais pour autant, l'avancée du front urbain ne doit pas être vue comme homogène sur l'ensemble de la ville. Les premières observations laissent imaginer des adaptations différentes au contact accru des espaces urbains. On voit aussi se profiler des caractéristiques propres à chaque vallée au travers de productions spécifiques, ou de l'appropriation des espaces par des acteurs donnés.

Les espaces agricoles de Lima métropole, outre leur faible représentation, se situent également aux confins des territoires de la ville. Ainsi, l'éloignement de l'activité agropastorale est avant toute chose géographique, mais cela n'implique pas qu'il soit nécessairement fonctionnel. Les sections suivantes s'attachent ainsi à vérifier les liens entre territoires agricoles et ville : la distance géographique s'accompagne-t-elle d'une distance sociale et commerciale ?

II. Les liens avec les territoires environnants : des territoires moins liméniens que provinciaux

Les espaces qui nous intéressent sont situés au cœur d'un entre-deux, entre une métropole grandissante et des espaces ruraux marqués par une activité agricole dynamique. Les influences proviennent de ces deux types de territoires bien distincts, mais les exploitations et les exploitants liméniens se tournent plus volontiers vers les espaces agricoles des provinces non liméniennes que vers la métropole. Les échanges se font de plus en plus nombreux entre producteurs de Lima province (ou métropole) et producteurs de Lima région. Ces échanges s'inscrivent à la fois dans les gouvernances locales (II.1), dans le quotidien des habitants et des producteurs (II.1), mais ils prennent toute leur intensité dans les échanges professionnels autour de l'activité agricole (II.3). Ainsi, on observe l'influence de la ville qui s'étend de plus en plus loin dans les campagnes.

II.1. Des espaces transversaux, appartenant à l'entre deux

Certaines institutions clés de l'activité agropastorale de Lima métropole s'organisent davantage selon des logiques de bassin versant que selon les limites administratives. C'est le cas des commissions d'irrigateurs (*Juntas de Usuarios*, JU), dernier échelon de la gestion administrative de la ressource hydrique. Les *Juntas* de Lurín, Rímac et Chillón sont en contact avec les exploitants liméniens et avec ceux des provinces voisines à Lima métropole, puisque qu'elles ont compétence sur l'ensemble des bassins versants. Les ingénieurs de la ressource hydrique en charge de conseiller/aiguiller les producteurs de la métropole sont les mêmes que ceux se rendant dans les parties hautes des bassins versants.

Toutefois, les contacts sont limités entre les trois *Juntas* de Lima, et les relations peuvent sembler tendues, voire concurrentielles entre elles⁵⁶.

De même, les entreprises agro-industrielles, fournisseuses d'intrants et de conseils techniques, travaillent sur les logiques des vallées agricoles et non administratives. Les représentants sont assignés à des zones géographiques traversant la province de Lima et sa région. Ainsi, les

⁵⁶ Les enquêtes menées auprès des trois *Juntas* de Lima m'ont amenée à comprendre que les relations entre les dirigeants et représentants des *Juntas* sont très limitées, voire inexistantes.

ingénieurs agronomes de l'entreprise « *Agronegocios genesis*⁵⁷ » m'ont expliqué en 2012 que le nord de Lima était divisé en deux zones d'action : le « *Norte chico* » et le « *Norte grande* », respectivement le petit et le grand Nord. Un ingénieur est assigné pour chaque zone. Le responsable du « *Norte chico* » travaillait à la fois sur les espaces agricoles de Lima métropole, mais aussi de Canta et une partie de Huaral. Le responsable du « *Norte grande* » quant à lui était chargé des autres provinces du nord, à savoir Oyón et Huaura principalement, ainsi que Huaral. Quatre ans plus tard, après un renouvellement des contacts avec les ingénieurs, on m'a expliqué que les effectifs avaient été réduits, et qu'il ne restait plus qu'un responsable pour couvrir l'ensemble du nord de Lima, depuis les espaces agricoles de la métropole jusqu'aux confins de Huaral. Plus aucune distinction n'est faite entre les districts de la métropole et ceux des provinces limitrophes.

II.2. Des habitants des périphéries qui s'identifient peu à la ville

Dans le but de déterminer la spécificité urbaine ou non des territoires agricoles, et de saisir ainsi l'intensité des relations tissées entre ville et campagne, les exploitants des périphéries sur leurs liens avec leur territoire et leur insertion au sein de la ville et de ses marges.

Dans un premier temps, on peut noter que pour la plupart des producteurs interrogés, et dans une plus large mesure encore en ce qui concerne les propriétaires, le champ, à savoir l'espace de travail, équivaut également à l'espace de vie. Une habitation en dur est établie à proximité de la parcelle, un jardin non productif est aménagé, voire un local commercial. La majorité des déplacements des producteurs sont limités et sont à relier à l'activité agricole : du lieu de vie au champ, du champ aux espaces agricoles du quartier.

Il est également apparu que les exploitants des périphéries ont davantage de contacts avec les habitants de leurs quartiers et des provinces voisines qu'avec les habitants des quartiers centraux. Bien que résidents à Lima, une distinction est souvent faite entre le lieu de leur résidence et la ville

⁵⁷ Entreprise basée à Lima se chargeant principalement de commercialiser des semences contrôlées et des boutures pour l'activité horticole. Je me suis approchée l'entreprise à deux reprises, car les ingénieurs chargés de promouvoir les produits sont des connaisseurs avertis des espaces agricoles liméniens, et m'ont permis de les accompagner lors de leurs visites de terrain. J'ai pu, grâce à leur moyen de locomotion, m'enfoncer plus en profondeur dans les périphéries de Lima, et dépasser les limites imposées par les transports en commun.

centre. Dans leurs discours, les habitants des périphéries se distancient systématiquement de la capitale :

« Je ne me rends à Lima que pour les démarches administratives. Il y a tout ce dont j'ai besoin ici, à Carabayllo. Pour les courses je vais au marché du km22, ou au Maga plaza⁵⁸. Pareil, pour mon exploitation, je trouve tout ce qu'il me faut au km22 ou alors je vais à Puente Piedra ou à Santa Rosa de Quives⁵⁹. Quand je vais à Lima, ça me prend toute la journée, il faut prendre le bus, puis des taxis, j'évite d'y aller. Lima est très ennuyeuse⁶⁰. J'y vais peut-être une à deux fois par an, pas plus, et je demande à un de mes enfants de m'accompagner. »⁶¹

Le témoignage de cette exploitante, répétant qu'elle n'aime pas se rendre à Lima alors qu'elle y réside et y travaille, met en évidence la distance symbolique existant entre les habitants des périphéries et ceux des quartiers centraux. Si cette habitante ne se rend que très rarement au centre de Lima, la réciproque est vraie pour certains habitants des quartiers centraux qui, pour beaucoup, ne se sont jamais rendu à Carabayllo. Ce témoignage nous informe également que pour les habitants des périphéries, il peut s'avérer plus aisé de se rendre dans les provinces voisines que dans le centre traditionnel de Lima, du fait notamment des désagréments liés aux transports. Enfin, en évoquant ses enfants, cette habitante nous informe à demi-mots que des changements sont en train de s'opérer au sein de la nouvelle génération, qui elle montre moins de réticence à se déplacer jusqu'aux centres. Les déplacements décrits par cette habitante sont avant tout liés à sa profession, et dans un second temps au maintien du ménage. L'activité agricole est donc porteuse de relations entre Lima et les provinces voisines.

II.3. Les relations villes-campagnes consolidées par une activité agropastorale mobile

L'éloignement des espaces agricoles toujours plus loin dans les périphéries s'est accompagné d'un élargissement de l'aire d'influence de Lima. En effet, les exploitations liméniennes se déplacent

⁵⁸ Centre commercial situé dans le district de Los Olivos, au nord de la ville.

⁵⁹ Puente Piedra est un district du Nord de Lima métropole, alors que Santa Rosa de Quives est un district de Canta (province sous l'administration du gouvernement régional de Lima) situé à la frontière de Carabayllo.

⁶⁰ « Lima es muy aburrido »

⁶¹ Extrait d'un entretien auprès de Gregoria Balthazar, productrice à Punchauca, Carabayllo, 2012.

vers les provinces voisines, et beaucoup des producteurs interrogés dans les périphéries liméniennes ont fait part de leur projet futur de vendre leur terrain afin de racheter une nouvelle parcelle dans les provinces plus éloignées : Canta, Huarochiri, Huaral ou encore Cañete. Du fait de la croissance urbaine, les prix des terrains qu'ils cultivent aujourd'hui ont fortement augmenté, pouvant dépasser les 100 \$ au m². La vente d'un terrain de plusieurs hectares dans les périphéries peut permettre l'achat d'un terrain bien plus conséquent à Huaral ou Huarochiri.

Au-delà de ces considérations foncières, les relations entre producteurs de la métropole et des provinces voisines peuvent être fortes. Les liens sont souvent plus directs et nombreux qu'entre les habitants des périphéries et le reste de la ville (Calderón 2009). Ces relations renforcées peuvent se vérifier au travers de la connaissance qu'ont les producteurs de ces espaces. Les producteurs des périphéries considèrent ces zones comme des pôles d'attraction, et plus particulièrement des zones potentielles d'emplois. En parallèle, les centres qui se sont développés dans les périphéries attirent les populations des régions voisines. C'est le cas par exemple du km 22 à Carabayllo ou du croisement entre la panaméricaine et l'avenue Tomás Valle à Lurín. Ces deux lieux sont devenus des centralités locales, notamment pour les activités agricoles et d'élevage car on y retrouve des boutiques spécialisées dans la vente d'intrants et de produits vétérinaires, les chambres agraires ou encore les locaux des groupements d'irrigateurs. Ils attirent à la fois les producteurs de Lima et ceux de régions plus éloignées. Ces producteurs, autrefois excentrés des pôles agricoles, profitent de l'avancée de la ville et d'infrastructures améliorées pour se rendre dans ces centres agricoles et ainsi réduire les déséquilibres potentiels face aux producteurs liméniens.

La ville exerce son influence au-delà des périphéries administratives de la métropole ; les territoires des provinces voisines connaissent eux aussi des transformations du fait de la proximité du marché urbain. Spéculation foncière, échanges renforcés entre la ville et les provinces limitrophes, élargissement du marché, sont quelques exemples de ces nouveaux échanges entre Lima et sa proche campagne. Autant de relations qui souvent prennent le pas sur les relations allant des espaces agricoles périphériques vers les centres urbains. Il ressort de l'étude de ces nouvelles relations un effet centrifuge de la ville sur ses espaces agricoles ; ceux-ci se tournent vers des territoires plus éloignés d'un point de vue kilométrique mais plus proche d'un point de vue fonctionnel.

Encadré 2: Portrait d'exploitant: des réussites qui se délocalisent

Santiago est le directeur de l'entreprise « Agrovivero Oro verde » dont le siège est situé au niveau du km34 de la route menant à Canta. L'entreprise se dédie principalement à la production de salades, de différentes variétés, mais dirigées vers les entreprises agro-alimentaires et les chaînes de restauration rapide. Les lieux de productions sont répartis sur 3 zones, à Canta, à Huaral et à Sayan. Au total, l'entreprise travaille sur environ 150 ha.

En un peu plus de 10 ans, Santiago s'est imposé comme un entrepreneur à succès dans la zone. N'ayant jamais été propriétaire, il démontre que l'activité agricole peut être profitable, même dans des conditions de relative insécurité foncière.

Par l'extension de son entreprise, Santiago nous dévoile un phénomène en cours dans les régions limitrophes à Lima métropole : les demandes émanant de la capitale transforment les territoires ruraux des provinces voisines en introduisant les cultures maraîchères.

Genèse de l'exploitation et extension

« Je suis parti de rien, ou presque. Mon père était commerçant grossiste dans la zone de Carabayllo/Canta, mais on ne produisait rien. J'ai commencé à produire pour mon compte il y a 15 ans, en louant une parcelle à Carabayllo. J'avais fait une étude de marché, et je m'étais rendu compte que dans les cônes il y avait une opportunité pour la culture de salade. Pourquoi ? Parce que dans les cônes il y a des restaurants partout, de la restauration rapide, des pollerias, et avec chaque plat on vend une petite salade. J'ai mis en place des contrats avec les restaurants, je leur vendais directement des laitues, en quantité et à prix fixes. J'ai pu louer ailleurs, et j'ai commencé à travailler avec des chaînes, puis avec des supermarchés. [...] Par exemple je travaille avec Dole, j'ai été un de leur premier client lorsqu'ils sont venus s'installer au Pérou il y a 5 ans. Actuellement je vends 50 000kg chaque semaine, rien qu'à Dole. [...] Je ne travaille pas sur les marchés locaux, presque pas, ce sont des voleurs. Lorsque j'ai des surplus je vends aux marchés de la Parada ou de Santa Anita, mais c'est une vraie mafia là-bas. Ils ne respectent rien, ni les produits, ni les producteurs. Je préfère travailler avec les entreprises. Elles ont des règles strictes c'est vrai, mais au moins tu sais que tu vends des bons produits. [...] Les entreprises sont beaucoup plus exigeantes pour tout ce qui est utilisation de produits agro-chimiques. Au marché de la Parada, tu peux vendre ce que tu veux, des produits empoisonnés, personne ne contrôle. Les entreprises valorisent les producteurs qui essayent de limiter l'emploi de produits chimiques. »

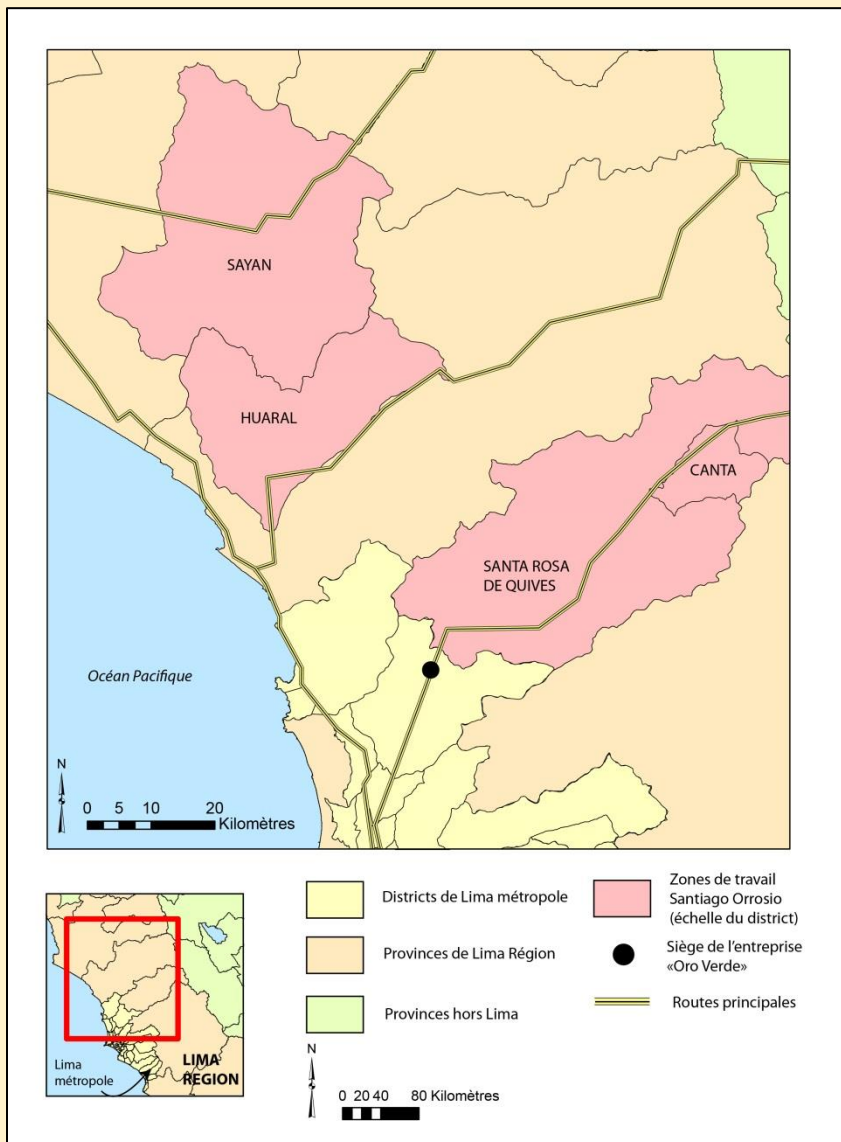
Conduite de la production

« Je travaille sur des parcelles étendues. Je suis obligé car mes clients exigent des quantités fixes tout au long de l'année. [...] toutes les parcelles sont en location. Je ne peux pas travailler sur un terrain qui serait à moi. Les productions sont trop intensives, un terrain ne peut pas produire en continue des salades, cela provoquerait une concentration des maladies et ravageurs, et un épuisement du sol. Les contrats de location se font sur 6 mois, soit deux campagnes de laitues. [...] Il faut bien vérifier sur quel type de terrain on va planter avant de louer. Ici le sol n'est pas de mauvaise qualité, mais ce sont les producteurs qui font n'importe quoi. Ils utilisent beaucoup trop de produits chimiques, et cultivent sans arrêt. Les sols sont épuisés. Le mieux avant de planter des laitues, c'est de trouver un terrain qui cultivait des pommes de terre. [...] J'achète les semences à des entreprises agro-industrielles. Mais on a aussi notre pépinière, entre Carabayllo et Canta. On produit nos plants, et d'autres légumes en tous genre aussi, que l'on vend aussi aux producteurs alentours. Là-bas, les plants sont soignés comme des bébés ! Après 27 jours, les plants sont plantés en plein champs pour 50 jours.

On réalise un plant de culture tous les 6 mois, lors du changement des terrains. On calcule selon les contrats passés. On change aussi de variété selon la destination des produits. [...] La majorité des salades sont destinées à Lima, environ 60%. Le reste va plus loin dans les provinces et il faut choisir des variétés plus robustes qui supporteront le voyage.

Je travaille uniquement dans la zone Nord. Comme je te l'ai dit je suis parti de Carabayllo, puis comme il me fallait des terrains plus étendus, je suis parti vers le Nord. Cette année, c'est la première fois que je travaille à Sayan. Je loue à un grand propriétaire d'un fundo de 600ha. C'est une zone où il y a beaucoup de canne à sucre, les travailleurs que j'emploie ne sont pas encore habitués aux cultures maraîchères alors il y a eu beaucoup de pertes. Mais je vais continuer à travailler ici, il y a du potentiel pour s'étendre ».

Carte 10: Extension de l'exploitation de Jose Luis Orrosio



Les territoires de la métropole et ceux des provinces voisines, considérées comme ruraux, sont en étroite relation du fait des nombreux échanges réalisés entre habitants. Les espaces urbains attirent, au travers de nouvelles centralités. Les habitants des provinces voisines s’y rendent pour y effectuer des achats, notamment en lien avec l’activité agricole. On y retrouve en effet de larges choix de produits phytosanitaires, d’aliments pour l’élevage, de boutiques vétérinaires etc. De même ; ce sont dans ces centralités que sont implantées les institutions d’appui aux producteurs tels que les Juntas de Usuarios ou les agences agraires locales (cf Carte 11). En parallèle, des échanges de compétences entre producteurs liméniens et producteurs des provinces se développent. Le maraîchage s’étend aux espaces ruraux éloignés, alors qu’à l’origine, il s’agit plutôt d’espaces spécialisés dans l’élevage bovin ou la fruiticulture.

Il apparaît ainsi que d’un point de vue fonctionnel, les territoires agricoles de la ville tournent résolument le dos à la ville, en témoignant notamment les habitants des périphéries qui se réfèrent systématiquement à « la ville » pour évoquer Lima, alors qu’ils évoluent au sein de celle-ci. Notre réflexion autour des rapports entre les espaces agricoles de Lima et les espaces urbains et ruraux alentours se poursuit à présent en nous penchant sur les caractéristiques du marché local. En effet, le marché est le principal élément révélateur d’une intégration des territoires de production locaux à la ville et est souvent présenté comme une opportunité pour les producteurs locaux de dégager des meilleurs revenus de leur vente (Mount 2012).

III. Une activité éloignée des marchés urbains

Le marché des consommateurs de Lima métropole représente à première vue une aubaine pour des producteurs de denrées agricoles situés aux abords de la ville. La première partie de ce travail mettait en avant des besoins clairement définis, notamment en termes de nourriture de qualité et d’aliments précis (forte demande en chair de poulet par exemple). Mais les potentialités, même fortes, ne parviennent pas toujours à se transformer en réalisations concrètes. Cette section a pour but de présenter l’organisation actuelle de la filière commerciale des exploitations agricoles liméniennes. Plusieurs points seront considérés : le poids actuels des producteurs de proximité dans l’approvisionnement de la ville (III.1), les nouvelles directions prises par les exploitants (III.2) et enfin les structures des réseaux d’acteurs (III.3 et III.4). Concernant ce dernier point, il

s'agit à la fois des réseaux créés entre producteurs et commerçants et des réseaux réunissant les producteurs entre eux.

III.1. Participation secondaire de l'agriculture de proximité à l'approvisionnement de Lima

La partie précédente mettait en évidence l'immense marché de consommateurs que représentait Lima métropole : plus de 9 millions d'habitants en 2017 à qui il faut procurer de la nourriture quotidiennement. Dans cette optique, les espaces agricoles de proximité ont potentiellement un rôle à jouer dans l'approvisionnement quotidien et la sécurité alimentaire de la métropole.

Il est possible de vérifier dans quelle mesure l'activité agricole présente aux abords de Lima remplit ces fonctions alimentaires, grâce à un outil mis en place par le ministère de l'agriculture péruvien, le SIEA (*Sistema Integrado de Estadísticas Agrarias* – Système intégré de statistiques agraires) qui fournit régulièrement des informations concernant les productions agricoles et d'élevage, et les prix du marché. Les annuaires du SIEA sont publiés tous les ans et permettent d'avoir une idée de l'évolution de l'activité au cours du temps. Ils donnent des informations sur les quantités produites chaque année et sur l'évolution des prix des produits au moment d'arriver sur les marchés de gros. Il est possible de désagréger ces données, isoler les chiffres concernant Lima région et Lima métropole et analyser ainsi les participations de ces ensembles dans la production nationale, et leurs caractéristiques propres.

En 2014, le volume annuel de production agricole issu de Lima métropole (tous types de produits confondus, commerciaux comme vivrier) atteignait 454 187 tonnes, soit autour de 0,77% de la production péruvienne pour la même année (Minagri 2015). Pour les produits maraîchers, une étude de 2010 met en évidence que seuls 3% des légumes maraîchers approvisionnant la capitale proviennent des vallées de Lima métropolitaine (Anicama 2010).

Tableau 9: les principales productions agricoles nationales : quel apport de Lima métropole ?

Produit	Production nationale	Production Lima métropole)	Région (hors métropole)	Production Lima métropole
Canne à sucre	11 389 617	1 728 196	-	-
Luzerne	6 605 091	450 532	1 439	1 439
Pomme de terre	4 704 987	148 732	3 401	3 401
Riz	2 896 613	-	-	-
Banane	2 125 839	3 945	316	316
Maïs Dur	1 227 562	232 096	2 229	2 229
Manioc	1 195 926	54 795	130	130
Oignon	758 233	35 668	6 462	6 462
Huile de palme	617 634	-	-	-
Raisin	507 097	70 026	521	521

Source : Anuario Produccion Agricola 2014, MINAGRI

On a mis en parallèle dans le TABLEAU 9 les productions les plus communes au Pérou et les participations respectives de la région Lima et de la province métropolitaine à ces totaux. Cela nous permet de situer les productions liméniennes (région et métropole) par rapport au reste du pays. Parmi les 10 principales productions nationales, on note l'importance des cultures commerciales ou industrielles⁶² dans le paysage agricole péruvien. Mise à part le cas de la canne à sucre, la région de Lima dans son ensemble n'est que peu représentée dans ces productions. Si l'on s'intéresse exclusivement aux productions de Lima métropole, ce décalage est encore plus évident. La province ne participe quasiment pas aux productions standards péruviennes.

III.2. Des changements de production tournés vers d'autres débouchés, non urbains

Un ensemble de productions se développe dans les vallées liméniennes. Celles-ci ne sont pas tournées spécifiquement vers le marché urbain, mais parviennent à se mettre en place dans un

⁶² On entend par cultures industrielles les cultures dont le produit final n'est pas consommé directement, mais sera transformé par la suite, et dont la transformation dégagera davantage de bénéfices que le produit premier. Dans le cas de Lima, la canne à sucre est une culture industrielle, tout comme la luzerne ou le maïs qui seront transformés en fourrage.

contexte précis de forte proximité de la ville : on profite des infrastructures présentes pour créer des nouveaux débouchés et toucher des marchés innovants.

III.2.1. Des collaborations avec des entreprises agroindustrielles installées dans les périphéries

On a vu apparaître ainsi des phénomènes de « coordination verticale » (Ágreda 1999), ou des cas d'agriculture sous contrat entre exploitants et entreprises agroindustrielles. Traditionnellement, l'agro-industrie produit des « biens supérieurs », non atteignables par les petits producteurs qui produisent des « biens inférieurs » (*Ibid.*). Les entreprises cherchent à coordonner les petites exploitations pour répondre à leurs besoins en matières premières pour des produits transformés. Deux cas particuliers illustrent ces liens, celui de la ciboulette lyophilisée et de la pomme de terre chips Lay's, tous deux observés dans le district de Carabayllo.

Le premier cas de coordination verticale concerne la production de pommes de terre à frire pour l'entreprise Lay's. Un contrat est mis en place entre les agriculteurs de Carabayllo et l'entreprise, sous l'appui d'une ONG locale (Covida) qui facilite la prise de contact entre ces deux acteurs, ainsi que l'ensemble des démarches administratives. Cette association a débuté en 2004, en 2012 30 exploitants étaient concernés par cette association, pour un total de 200 ha, et en 2016 un retour sur les lieux clés du projet nous a permis de confirmer la poursuite de cette alliance. Les agriculteurs fournissent des pommes de terre de la variété capiru ou cachan à l'entreprise, qui les transformera par la suite en chips pour le marché national. Les contrats sont valables pour une seule campagne agricole, et ne sont pas renouvelés automatiquement. C'est au moment de la vente que le producteur décide ou non de continuer la collaboration. Aussi, chaque année, de nouveaux agriculteurs peuvent prendre part à la collaboration, après inspection de terrain et présentation du titre de propriété (condition nécessaire à la signature du contrat ; assurant à l'entreprise que les producteurs sont en mesure de lancer une campagne agricole). L'entreprise propose aux agriculteurs des prix d'achat de la pomme de terre fixes, quels que soit les prix du marché. C'est un avantage déterminant face à l'instabilité des prix, et un gage de sécurité pour les membres de cette association.

Covida est une ONG unique dans le territoire liménien, et tout particulièrement dans la vallée du Chillón où peu de projets sont mis en place pour soutenir l'activité agricole. Il s'agit du seul

exemple d'organisme d'aide aux agriculteurs que nous avons pu recenser dans la zone. Selon les termes de Luisa Mendez, responsable du suivi de cette association, l'objectif de l'ONG était à travers ce partenariat « d'appuyer les zones périphériques à la capitale, souvent délaissées par les aides au développement, alors qu'elles sont totalement en marge du dynamisme économique de la ville ». C'est pour cette raison que le contrat s'applique dans une zone particulièrement enclavée de Carabayllo (Hurangal).

Le deuxième exemple de coordination verticale relevé prend également place dans la vallée du Chillón. Il s'agit de l'entreprise « Liofilisadora del Pacifico » produisant des herbes séchées et lyophilisées à destination de l'exportation, que nous avons repéré en 2012. En 2016 cependant, on nous informait que l'entreprise avait fermé ses portes, après plus de 15 ans d'activité, suite à des dysfonctionnements internes. Contrairement à l'entreprise Lay's, le contact entre l'entreprise et les agriculteurs se réalisait sans le soutien d'organismes intermédiaires ; les exploitants étaient seuls à négocier face à l'entreprise, et ne prenaient part à aucun groupement. L'aire d'influence de l'entreprise, se situait à Santa Rosa de Quives, aux portes de Lima métropole dans la province de Canta. Les agriculteurs produisaient pour l'entreprise de la ciboulette et du basilic principalement, qui étaient par la suite destinés aux marchés européens et étatsuniens.

Dans les deux cas évoqués ici, les productions mises en place par les exploitants ne dépendent pas du marché urbain, mais sont directement liées au contexte urbain du fait de l'implantation en ville des entreprises citées. En effet, ces entreprises s'installent à proximité de Lima pour profiter des infrastructures de transports, indispensables pour toucher le marché nationale et surtout international (Gasselin 1997).

III.2.2. La floriculture, une production spécialisée dont le marché qui dépasse la métropole

La production de plantes ornementales connaît un succès récent. Nous l'avons mis en évidence dans la section précédente, ces cultures se situent principalement dans la vallée de Lurín pour un marché local. Cependant, on retrouve des terrains dédiés à floriculture dans le Nord de la ville, et de façon plus anecdotique encore dans la vallée du Rímac. La floriculture demande une intensification de l'exploitation et un certain niveau de technicité (implantation de serres, chauffage et éclairage des parcelles), il s'agit donc d'une activité qui se développe sous condition de disposer d'un certain capital de départ.

Les entretiens auprès des producteurs nous ont permis de mettre en évidence un triple débouché de la floriculture. Il existe à Lima métropole un important marché aux fleurs, le marché d'Acho, qui apparaît cependant saturé pour les producteurs de petite taille. En effet, dans notre échantillon de floriculteurs, nous n'avons rencontré qu'un seul acteur vendant sur ce marché. Il s'agissait d'une entreprise technicisée, s'étendant sur 7 ha, et négociant avec 22 grossistes différents. Les producteurs plus modestes ont trouvé d'autres débouchés, et nous ont ainsi révélé vendre leurs productions directement sur les marchés plus lointains. Ainsi, certains producteurs préfèrent se déplacer jusqu'au marché de Cañete (province voisine) ; d'autres négocient directement avec des grossistes venus de provinces parfois lointaines pour s'approvisionner dans les périphéries de Lima. Enfin, de manière plus anecdotique en termes de liquidité, mais significative en termes de marqueurs agricoles de la ville, les floriculteurs peuvent vendre de manière directe, sur des stands installés le long des routes. Les producteurs interrogés nous signalaient « *On ne vend pas beaucoup aux particuliers, parfois les gens s'arrêtent lorsqu'ils reviennent en ville*⁶³ *mais c'est rare. Le dimanche et pendant les fêtes là il y a plus de clients, car les familles se rendent au Parque de los Recuerdos*⁶⁴ *et fleurissent les tombes [...] Mais c'est important d'avoir un stand ici. Tous les producteurs sont rassemblés ici et les grossistes le savent. Ils viennent de Cañete ou de Mala pour acheter des grosses quantités et ils font le tour des stands* »⁶⁵.

⁶³ Entretien mené sur un stand situé le long de l'avenue Tomas Valle, l'agriculteur évoque ici les déplacements des liméniens depuis les parties hautes de la vallée de Lurín jusqu'au centre de Lima métropole, après une journée de tourisme dans les restaurants ou aires récréatives aménagées (cf part III).

⁶⁴ Cimetière le plus important de la zone Sud de Lima.

⁶⁵ Entretien auprès de Justo Valencia, Novembre 2014.

Planche-photo 2: Les pépinières de Lurín, devant et par-delà les murs



Source: Clichés H.Leloup, 2014; Google Street View 2017.

Les petits producteurs peinent à trouver une place sur le marché liménien et lui préfèrent des marchés plus lointains, mais moins concurrentiels. Cet état de fait n'est pas spécifique à la floriculture, et des témoignages déplorant les difficultés à s'insérer sur un marché saturé se rapportent à d'autres productions comme nous allons le voir dans la sous-section suivante.

III.3. Des circuits de commercialisation déconnectés de la ville largement répandus

La commercialisation des récoltes est une étape primordiale de la campagne agricole. De sa réussite dépendra les dispositions en liquidité des exploitations et les possibilités pour les exploitants de réinvestir dans la conduite de celle-ci.

A Lima, les circuits de commercialisation sont marqués par une certaine homogénéité. Il s'agit d'un système reposant sur une chaîne d'acteurs, dont producteurs et consommateurs ne représentent qu'une partie. M.Bey faisait en 1995 la description d'un approvisionnement de Lima dépendant fortement du rôle des commerçants intermédiaires et dénonçait déjà les effets pervers de ce système pour les producteurs : « *Les différences de prix entre le producteur et le consommateur sont considérables : elles sont dues aux nombreux intermédiaires qui interviennent sur la chaîne, au coût du fret [...] et aux carences de conditionnement et d'infrastructures de conservation des produits frais* » (Bey 1995). Vingt ans plus tard en effectuant mes enquêtes de terrain, il est frappant de constater que la situation a bien peu changé, principalement en ce qui concerne le rôle des intermédiaires et le manque d'informations autour des prix et des volumes des marchandises disponibles. Ces constats viennent contredire un certain nombre d'hypothèses concernant les atouts de la proximité zone de production/zone de consommation. On admet parfois précipitamment les retombées positives engendrées par le voisinage ville-campagne. Les réseaux de commercialisation les plus répandus à Lima ne mettent guère à profit la proximité de la ville. En effet, ils sont très similaires à ceux observés dans les provinces du Pérou et passent par l'usage d'un ou plusieurs acteurs intermédiaires. Le rôle de ces acteurs est de rassembler les récoltes d'un ou plusieurs producteurs et de les acheminer jusqu'aux marchés de gros de la ville. On peut ici parler de « vente bord-champ », expression utilisée principalement en Afrique de l'Ouest pour décrire une situation où le producteur reste sur son exploitation et reçoit des camions qui viennent acheter et charger la marchandise (Chaléard 1996). La « vente bord champ » peut prendre

plusieurs configurations dans le contexte liménien. L'acheteur intermédiaire peut se rendre sur la parcelle avec son camion, et laisser le travail de récolte et de chargement entre les mains du propriétaire ou du gérant de la parcelle. Celui-ci est responsable de la main d'œuvre qu'il doit employer et de la conduite de l'ensemble du travail de récolte. Dans d'autres cas, c'est l'intermédiaire qui intervient avec sa propre équipe formée au préalable. Le personnel agricole employé est généralement constitué de *peones*⁶⁶.

Dans tous les cas, ces arrangements ont été faits en amont de la campagne agricole. Les intermédiaires grossistes ne se rendent pas sur des parcelles au hasard. Des liens se sont créés au cours du temps entre producteurs et commerçants, et la venue des grossistes est souvent programmée pour la fin d'une campagne agricole. Les producteurs interrogés nous affirmaient que ces liens, bien que parfois contraignants, garantissaient un écoulement de la production avant même le début de la campagne.

Les liens entre intermédiaires et producteurs dépassent les simples relations d'acheteurs/vendeurs. Les intermédiaires peuvent en effet jouer un rôle beaucoup plus fondamental dans la conduite de l'exploitation. Ils peuvent notamment proposer des crédits en début de campagne agricole, et s'assurer ainsi de récupérer la totalité de la production. Pour le producteur, il s'agit d'une garantie de vendre l'ensemble de sa récolte, bien que la capacité à négocier les prix reste réduite. En effet, ceux-ci sont fixés avant la récolte. Le producteur ne court pas le risque de mévente, mais ne peut pas non plus profiter de prix hauts pouvant résulter de conditions de marché plus favorables.

Les producteurs se retrouvent devant le choix d'opter pour la sécurité en vendant à un prix fixé, au risque de manquer des opportunités de profits ; ou celui de risquer de mettre en jeu leurs récoltes à des prix peu rémunérateurs. Les entretiens réalisés ne mettent pas en évidence des trajectoires clairement définies : les producteurs n'ont pas systématiquement recours à une vente en amont de la récolte. Il apparaît au contraire que les producteurs passent d'un système de vente à l'autre en fonction de leur situation. Après une campagne profitable, les producteurs sont plus aptes à prendre des risques et à soumettre leurs récoltes à la fluctuation des prix. Parfois, le choix de vendre a

⁶⁶ Ce terme est employé pour désigner les travailleurs agricoles temporaires. Ils sont généralement originaires de la zone et organisés en réseaux. Bien qu'extrêmement présents dans les trois vallées, il est difficile de s'entretenir avec ces acteurs. Payés le plus souvent à la tâche, le temps représente pour eux une ressource précieuse. Nos tentatives d'approche ont le plus souvent été rejetées ou expédiées. Cependant, les statuts des producteurs sont, comme nous l'avons déjà mentionné, souples et susceptibles de recouvrir plusieurs catégories. Il n'est pas rare de rencontrer des locataires, voire des propriétaires, mettant en vente de façon régulière ou très ponctuelle leur force de travail à d'autres chefs d'exploitation. Les *peones* sont le plus souvent employés pour des tâches importantes telles que le semis ou la récolte.

priori la récolte résulte d'une obligation, en cas de besoin de crédit apporté par le commerçant intermédiaire.

Cependant, le rôle des intermédiaires dans la formation de prix désavantageant les producteurs est peut-être une cause dont on a exagéré la portée (Bey 1995). Les problèmes sont à chercher ailleurs : carence dans le contrôle des prix, absence d'une politique agricole cohérente et manque d'organisation commerciale des marchés urbains.

Cette relative déconnexion des producteurs aux réseaux urbains peut s'expliquer par l'existence de réseaux complémentaires, notamment avec des marchés intermédiaires, reliés à des vallées plus lointaines telles que Chancay, Cañete ou Mala. C'est ce même phénomène que l'on observait déjà avec la floriculture. Finalement, les producteurs peuvent choisir de commercialiser leurs produits non pas sur les marchés urbains, mais sur des marchés plus périphériques où se mettent en place des dynamiques complémentaires entre productions de la métropole et productions des vallées.

III.4. Des réseaux de producteurs fragiles et évanescents

Les agriculteurs des périphéries, agriculteurs de plein champ, ne sont que très peu connectés aux réseaux politiques, et aux organisations de la société civile. L'exemple développé précédemment représente un des rares cas de coordination durable entre producteurs et acteurs d'une ONG, et ne concerne qu'une part infime des producteurs. Ils préfèrent poursuivre une logique de filière, s'appuyant sur des intermédiaires pour permettre la commercialisation des récoltes sur les marchés de la ville.

Il n'existe à Lima que peu d'organisations de producteurs, vouées à rassembler les agriculteurs autour d'objectifs communs. Les producteurs apparaissent comme des acteurs désorganisés face aux intermédiaires et commerçants. Les calendriers de culture ne sont pas partagés, ce qui provoque régulièrement une surreprésentation de certaines cultures sur un marché peu étendu, entraînant forcément une chute des prix.

Les enjeux autour de l'organisation des producteurs sont connus. Cesar Cardenas, ingénieur de la chambre agraire de Lurín explique que les projets mis en place pour soutenir l'activité agricole partent tous de ce constat : les producteurs ne se connaissent pas et ne discutent pas suffisamment

entre eux. C'est dans la chambre agraire de Lurín qu'a été mis en place un projet pilote de diffusion d'informations en ce qui concerne les prix agricoles, appelé « *Centro de Inteligencia Comercial Lima* » (Centre d'Intelligence Commerciale de Lima). Ce projet avait pour objectif de mettre à la disposition des producteurs de la zone les prix des produits agricoles et d'élevage sur les marchés de gros liméniens ainsi que les prix de ces mêmes produits bords-champs. L'idée était de diffuser de façon hebdomadaire un bulletin de prix aidant les exploitants à la prise de décision en ce qui concerne les cultures à semer. Ce projet n'a jamais pu se développer entièrement. Cesar, qui ne doute pas de l'utilité de l'outil, déplore un manque de soutien financier de la part du gouvernement régional. De façon plus officieuse, il ressent une part de méfiance de la part des producteurs vis-à-vis de l'organisation : « *Il y a souvent des agriculteurs et des éleveurs qui passent à l'agence, demandent conseil, participent aux ateliers. Mais ce sont toujours les mêmes. La plupart des producteurs, il faut se déplacer pour les rencontrer, et on n'a pas les moyens disponibles pour y aller régulièrement. Certains sont installés loin des routes desservies par les transports, et on n'a que quelques motos à disposition. Finalement, les projets que l'on met en place ont peu d'impact sur les producteurs et sur la vallée* ».

En parallèle, il existe quelques organisations de producteurs, construites pour beaucoup grâce à la volonté d'un producteur leader parvenant à rassembler ses voisins. Camille Hochedez mettait en avant dans ses recherches sur les politiques alimentaires dans la région métropolitaine de Stockholm, le rôle central des personnalités leader dans l'adhésion des habitants à un programme. Ces personnalités ont en effet des capacités fédératrices des acteurs autour de projets communs : « *La présence de leaders est intimement couplée à celle d'un projet alimentaire fort sur un territoire, qui cadre la coordination entre acteurs, en particulier par le biais des investissements publics et des moyens à disposition des acteurs privés pour réaliser ce projet* » (Hochedez 2014).

Dans le cas de Lima, on peut vérifier ce prérequis dans la vallée de Lurín. C'est en effet au sud de Lima que l'on retrouve les producteurs les plus impliqués dans le maintien de l'activité agricole, et par conséquent d'une vallée verte. Deux figures emblématiques de Pachacamac se sont imposées auprès des gouvernements locaux, et ont inspiré d'autres producteurs de la zone.

Carmen Felipe a été à l'origine de la création d'un réseau de productrices, la Red Prausa. Cette personnalité forte a su créer un réseau professionnel dans le sud de la métropole, qui a contribué à

renforcer l'activité agricole dans cette zone. L'adhésion des productrices n'a jamais posé problème ; au contraire elles étaient en attente d'un moyen d'organisation. Si les projets répondent à des intérêts pragmatiques, il y a une réponse positive de la part des individus.

Alfonso Roda quant à lui nous expliquait avoir créé un groupe de producteurs pour confronter la municipalité :

« Le principal problème de Pachacamac, c'est le manque de volonté de la municipalité pour protéger les terrains agricoles. Les terrains ici sont de bonnes qualités, les exploitants connaissent leur métier, mais la municipalité cherche à changer le statut des sols, de rural à urbains. Ils veulent prélever plus d'impôts aux propriétaires des terrains. Mais les agriculteurs ne peuvent pas se permettre de payer plus d'impôt. Alors la solution la plus facile c'est de vendre, et la zone s'urbanise, les densités deviennent plus fortes et ça fragilise notre travail. [...] Avec quelques producteurs voisins, on essaye de s'unir pour se protéger. Nous sommes en guerre contre la municipalité »

Alfonso évoquait également avoir des contacts à la municipalité, ce qui lui permet d'exposer plus facilement ses revendications et de donner un poids plus fort au groupement.

On peut citer également le cas du groupe ECOSUMAQ, constitué d'une dizaine de membres, établis depuis 2010 dans la vallée de Lurín. Le groupe s'est construit autour d'une volonté commune de conserver leur activité face à l'urbanisation de la vallée. Ils ont été rejoints par un ingénieur de la chambre agraire de Lurín, lui aussi producteur, qui a amorcé les démarches pour convertir les producteurs à une agriculture biologique et ainsi permettre leur conversion en production SGP (Système de garantie participative, *Sistema de Garantía Participativa*⁶⁷). Ce projet a rassemblé les membres, qui restent conscients cependant que les pratiques continuent à être très individuelles : *« On doit grandir ensemble, pour le moment on est encore chacun occupé par notre propre parcelle. On a toujours travaillé chacun dans son coin, c'est difficile de changer notre vision et de travailler ensemble »*⁶⁸.

⁶⁷ Système de certification des pratiques agricoles, dirigée vers les petits producteurs, pour qu'ils aient accès à un système de reconnaissance de la bonne conduite de leur parcelle. Le coût de la certification SGP se situe autour de 100 à 150 soles par an, alors qu'une certification biologique estampillée par un organisme indépendant (biolatina, control union) peut s'élever à plus de 1000 dollars par an (plus de 3200 soles par an). Au sein de la vallée de Lurín, ce système connaît un succès grandissant grâce au soutien d'une ONG locale, facilitant les démarches de conversion.

⁶⁸ Réaction d'une des membres du groupement lors d'une réunion, décembre 2013.

Des groupes de producteurs ont également été repérés dans la vallée du Rímac, au cœur de zones très affectés par les changements d'usage du sol. Ces groupes ont été créés avec le soutien du CGIAR dans le cadre de soutien à l'agriculture locale via l'introduction d'une agriculture biologique. Ces groupements, respectivement - COSANACA (*Cosecha Sana Carapongo* – Récolte saine Carapongo) et APAOH (*Productores Agropecuarios Organicos de Huachipa* – Producteurs agricoles biologiques de Huachipa) – suivent des normes mises en place par le CGIAR et ne résultent pas d'initiatives internes aux producteurs.

Les producteurs s'appuient donc sur des solidarités de voisinage (proximité physique) ou des solidarités d'appartenance à un même mouvement pour promouvoir leur activité, sans avoir besoin de passer par les initiatives communales. Ils ne se sentent pas concernés par les politiques alimentaires en place et préfèrent avoir recours à leurs propres réseaux. De manière générale, l'implication politique des producteurs reste faible, ce qui a pour effet la disparition des terrains agricoles au profit d'acteurs plus puissants. Malgré une possibilité de créer des soutiens politiques et de s'intégrer dans des projets de développements urbains, les producteurs ne se sont que peu tournés vers les appuis urbains proches.

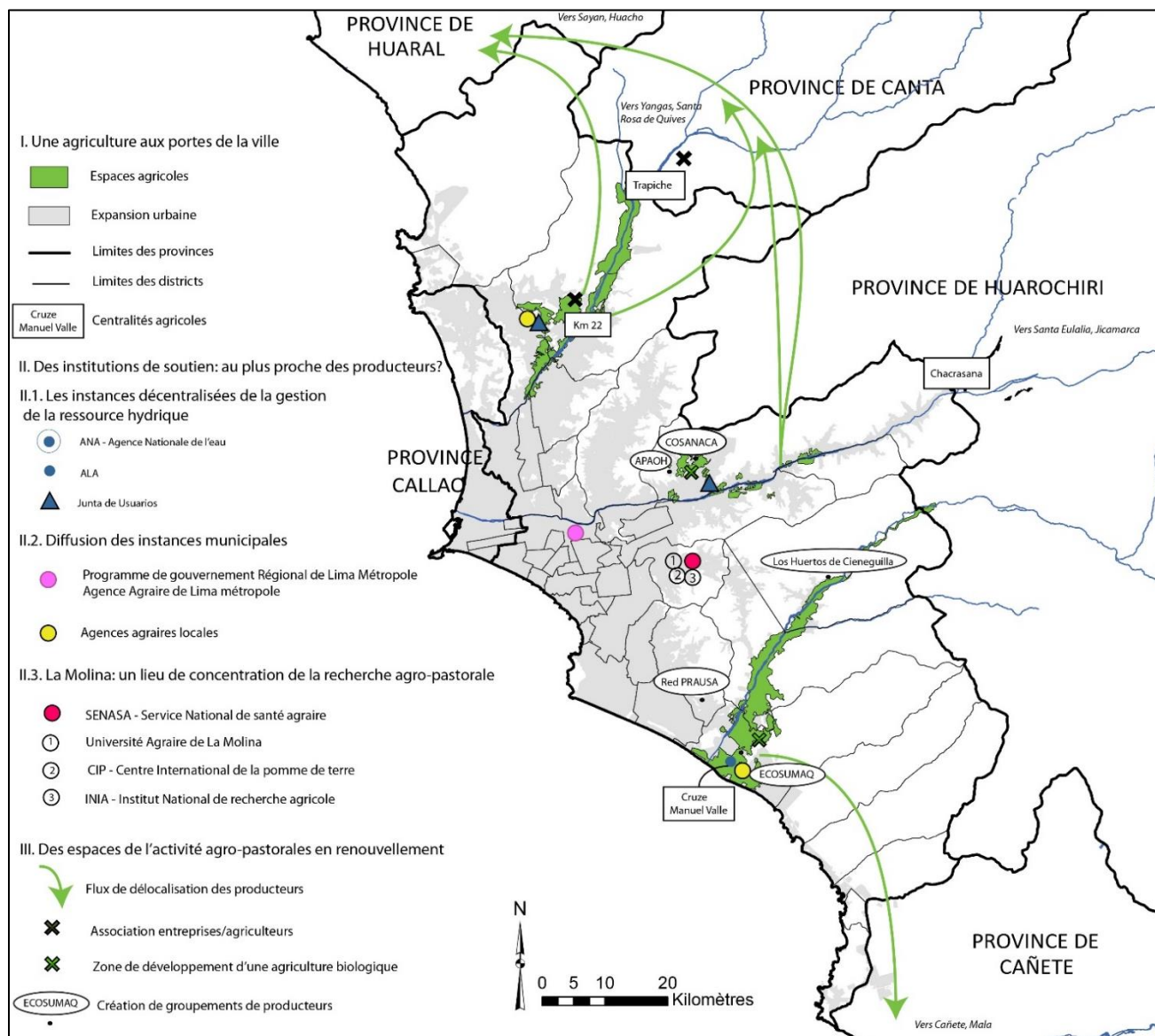
Conclusion du chapitre 4 :

Nous venons de passer en revue les caractéristiques des exploitations liméniennes par rapport à leur insertion dans la ville. Ce premier aperçu a mis une évidence une activité qui préfère se tenir éloignée de la ville, à la fois en ce qui concerne son implantation géographique et dans ses rapports sociaux. La Carte 11 illustre à la fois l'organisation des territoires agricoles concentrés autour des périphéries de la métropole, mais également les relations étroites entretenues avec les provinces voisines et les flux d'échange vers des zones plus éloignées.

Il est important de rappeler que les exploitations liméniennes ne sont traditionnellement pas tournées vers un marché de proximité et que les terrains des haciendas se dirigeaient vers la demande extérieure. Bien que les productions aient changé, tout comme l'ensemble des pratiques des conduites d'exploitation, ces usages de commercialisation se sont maintenus et les liens directs entre exploitations et marché n'apparaissent de façon évidente. Tout d'abord à l'échelle des acteurs, les exploitants ne se sentent pas liés à la ville et la distance géographique se double d'une distance symbolique. Ils marquent clairement une coupure entre les citadins et eux, et souvent les liens sont plus forts avec les producteurs des régions voisines, en dehors des limites de l'agglomération, qu'avec les habitants des centres. Pour ce qui est des relations commerciales, les exploitations se tournent davantage vers des pratiques similaires à celles des régions voisines, moyennant l'intervention d'un acteur tiers pour vendre les productions sur le marché liménien. Au niveau des produits en eux-mêmes, les conclusions que l'on tire de la mise en parallèle des besoins des populations urbaines et de l'offre potentielle des exploitations des périphéries sont moins tranchées. Les demandes sont si vastes que les exploitations auront toujours la possibilité d'y correspondre, mais sans forcément valoriser leur spécificité due à la proximité géographique. Les producteurs trouvent leur compte dans cette proximité, mais n'en tirent pas forcément profit par rapport aux exploitations plus éloignées.

Une fois cette constatation faite, nous chercherons désormais à comprendre quelles sont les raisons expliquant une telle distance entre les exploitations liméniennes et leur environnement urbain. Ont-elles réellement les capacités de se conformer aux attentes de la ville ? Dans le chapitre qui suit nous tâcherons de comprendre pourquoi les pratiques mises en place par les exploitants ne se dirigent pas davantage vers un rapprochement ville-campagne.

Carte 11: Une agriculture des périphéries qui poursuit son mouvement de fuite de la ville



Source : Geoservidor 2014, Google Earth 2018, Enquêtes de terrain, IMP 2017.

Chapitre 5:

DES ACTEURS AUX MOYENS LIMITES

L'agriculture liménienne s'est construite pendant de longues années en dehors des marchés urbains, par manque de débouchés intéressants et par l'existence de réseaux extérieurs permettant aux producteurs de développer leur activité en dehors de Lima. Cependant, nous avons montré au cours de la première partie l'existence de demandes de la part de la ville au sens large. Une agriculture davantage tournée vers la ville peut potentiellement se développer à Lima et toucher diverses couches de la population. Cependant, la mise en place d'une telle agriculture nécessite une transformation profonde des systèmes d'exploitation, transformation qui souvent nécessite un investissement de la part des exploitants, doublée d'une prise de risque inhérente à tout changement d'activité. Nous nous proposons d'interroger dans ce chapitre les capacités des producteurs liméniens à répondre aux demandes des urbains évoquées au commencement de cette thèse.

L'agriculture n'est pas urbaine uniquement du fait de sa proximité à la ville et nous allons au cours de ce chapitre évoquer les restrictions de l'agriculture urbaine à être urbaine au sens fonctionnel. Des changements se trament toutefois au sein des exploitations, mais ne vont pas dans le sens d'une urbanité plus marquée. D'autres logiques animent les exploitants, que nous allons expliciter au cours de ce chapitre. Nous continuerons ainsi d'affiner notre compréhension des agriculteurs liméniens et de leurs logiques.

I. Les limites des exploitations à devenir « urbaines »

Les définitions de l'agriculture urbaine retenues dans cette thèse dépassent la seule proximité à la ville et se réfèrent plutôt à une « *agriculture qui est profondément liée à la ville, dans ses formes et dans ses productions [...] Une agriculture qui participe avec les espaces bâtis au processus d'urbanisation, formant ensemble le territoire de la ville* » (Fleury et Donadieu 1997). Les espaces que l'on considère, à savoir les espaces agricoles des périphéries, sont des espaces à caractère rural, qui se sont retrouvés peu à peu aux portes de la ville, voire au sein même de celle-ci. Il ne suffit pas pour devenir urbaine que l'activité soit proche géographiquement de l'urbain, il faut qu'elle y

soit également reliée dans ses fonctions, ce qui n'est pour le moment en grande partie pas le cas. Pour y parvenir, l'activité liménienne doit se transformer. Ces transformations engendrent généralement des coûts et des investissements. Nous abordons dans cette section les structures et systèmes d'exploitation les plus fréquemment rencontrés, pour mettre en avant les difficultés des exploitations à devenir urbaines dans un sens fonctionnel.

I.1. Les structures des exploitations liméniennes sont-elles propices à s'intégrer au système urbain ?

I.1.1. Des exploitations de taille réduite qui résistent mal aux incursions urbaines

En 2012, le recensement agricole de l'INEI dénombrait un total de 48 006 ha de surface agropastorale à Lima, pour 9049 exploitations. Les surfaces répertoriées rassemblaient tous les types d'exploitations : personnes naturelles, sociétés anonymes, sociétés à responsabilité limitée, entreprises individuelles, « communautés paysannes »⁶⁹. A Lima, la catégorie la plus représentée reste celle des exploitations individuelles (autour de 39 900 ha), et dans une moindre mesure les « communautés paysannes » (6000 ha). La surface agricole proprement dite se limitait à 29 060 ha. Les 18 946 ha restants représentaient alors les surfaces non agricoles et les surfaces pastorales. En ce qui concerne la province de Callao, on y décomptait 801 ha de surface agropastorale, tous concentrés dans les mains d'exploitants particuliers, au nombre de 3000.

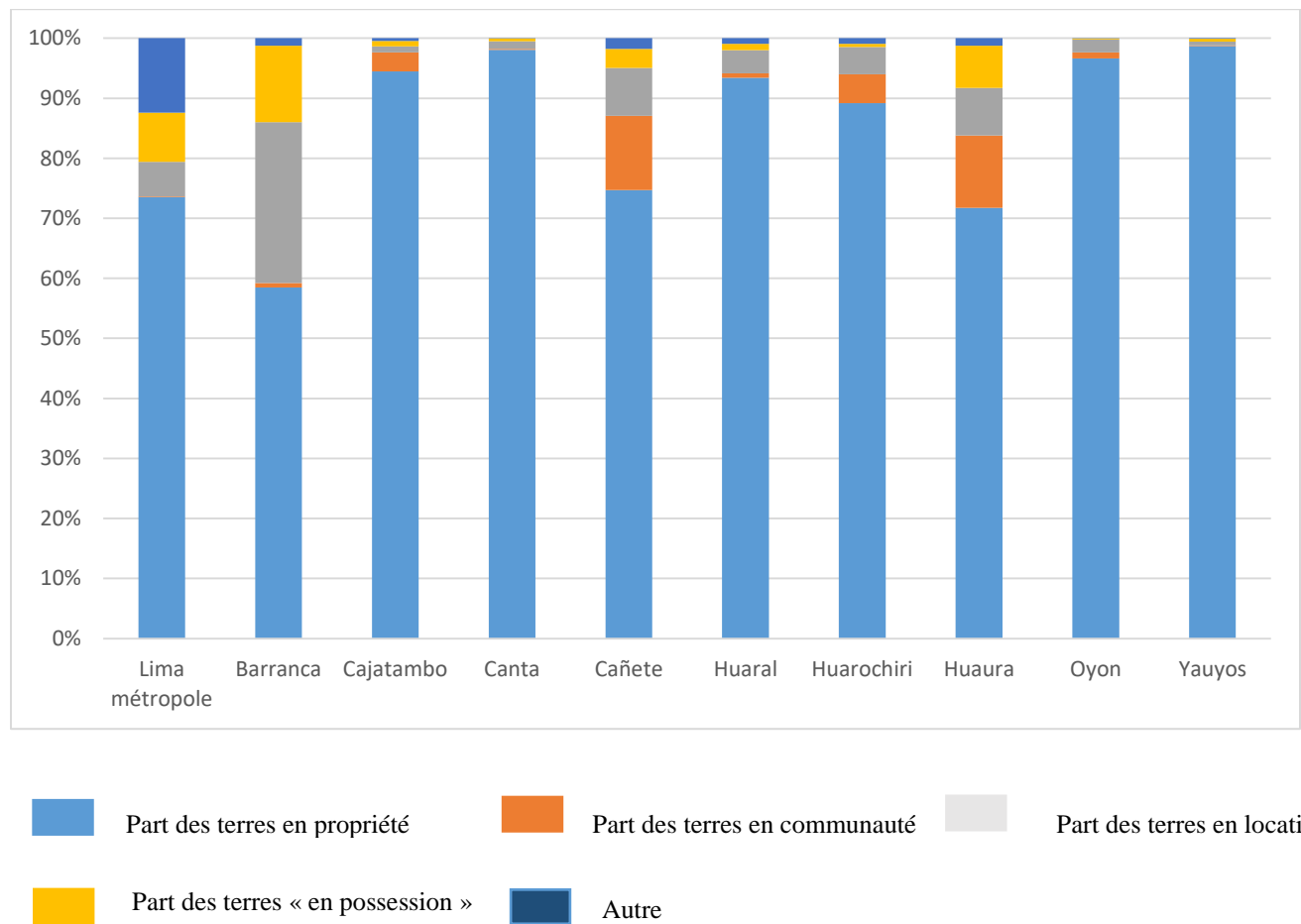
Les données de Lima métropole ont été mises en parallèle avec celles de Lima région et des données à l'échelle nationale afin de mettre en évidence les particularités de la capitale.

Les propriétaires restent le profil dominant dans la tenure de la terre à Lima : 73,52 % de la surface agricole utile est en propriété ; 5,75% en location et 8,21% « en possession ». Cette dernière catégorie correspond à des terrains qui ont été remis à une personne physique, mais sans titre de propriété. La personne en possession du terrain est libre d'en faire l'usage, mais ne peut pas le

⁶⁹ Les « communautés » sont des institutions agricoles d'origine coloniale dont les droits, attributions et appellations ont été plusieurs fois modifiées au cours de l'histoire (Évelyne Mesclier 2009). Ce sont des ressources que les *haciendas* et les coopératives ne se sont jamais appropriées qui sont passées dans l'usage collectif (Aubron 2006)). Les individus et ces familles accèdent en usufruit à des parcelles situées sur ce territoire, concentrées en général dans sa partie cultivable (Évelyne Mesclier 2009).

vendre ou le transmettre à son tour (Ortiz Sanchez 2010). La part des terres en propriété communautaire est quant à elle minime (59 ha), ce qui est surprenant par rapport au total des terres des « communautés paysannes ». Ce décalage laisse imaginer que les terres communautaires ont été mises en location à des tiers. De plus, les personnes interrogées lors des recensements peuvent avoir déclaré les terres travaillées comme des terres de propriété individuelle alors qu'elles appartiennent en réalité à la communauté paysanne. En effet, les communautés paysannes peuvent présenter des terres en exploitation directe alors qu'elles ne sont pas juridiquement des exploitations directes.

Figure 13: Type de tenure de la terre dans la région de Lima



Source : INEI 2012

Réalisation : H.Leloup, 2016.

Globalement, on s'aperçoit que Lima métropole compte avec moins de terres en propriété que les autres provinces de la région. Seules Cañete et Barranca ont des taux de propriété plus bas. Il s'agit aussi des deux provinces parmi les plus dynamiques sur le plan agricole de la région selon le rapport qualitatif sur l'agriculture dans la région de Lima (Moreno Ruiz 2013). Ce rapport met en évidence que Barranca accueille de plus en plus d'entreprises agro-industrielles, ce qui pourrait expliquer la perte de terrains aux mains de petits propriétaires.

Contrairement aux résultats des provinces de Lima, la part « autres » est significative pour Lima métropole. Dans ces « autres » on peut inclure les propriétaires sans titre, les métayers, les usagers sans droits, les prêts (cas des familles), ou encore l'usage informel. Il s'avère que les situations sont plus diverses et plus complexes à Lima. Néanmoins, Lima métropole reste proche de la moyenne nationale, selon laquelle 77% des parcelles agricoles sont en propriété individuelle.

Le faible poids des locataires face aux propriétaires à Lima masque des réalités plus complexes de double statut. En effet, parmi les acteurs rencontrés, certains travaillent plusieurs parcelles, pouvant être en propriété et/ou en location. Les exploitations en propriété pure sont souvent trop réduites pour atteindre le seuil de reproduction, et encore moins dégager des bénéfices⁷⁰. Les exploitants sont ainsi amenés à compléter et étendre leurs exploitations avec une ou plusieurs parcelles en location.

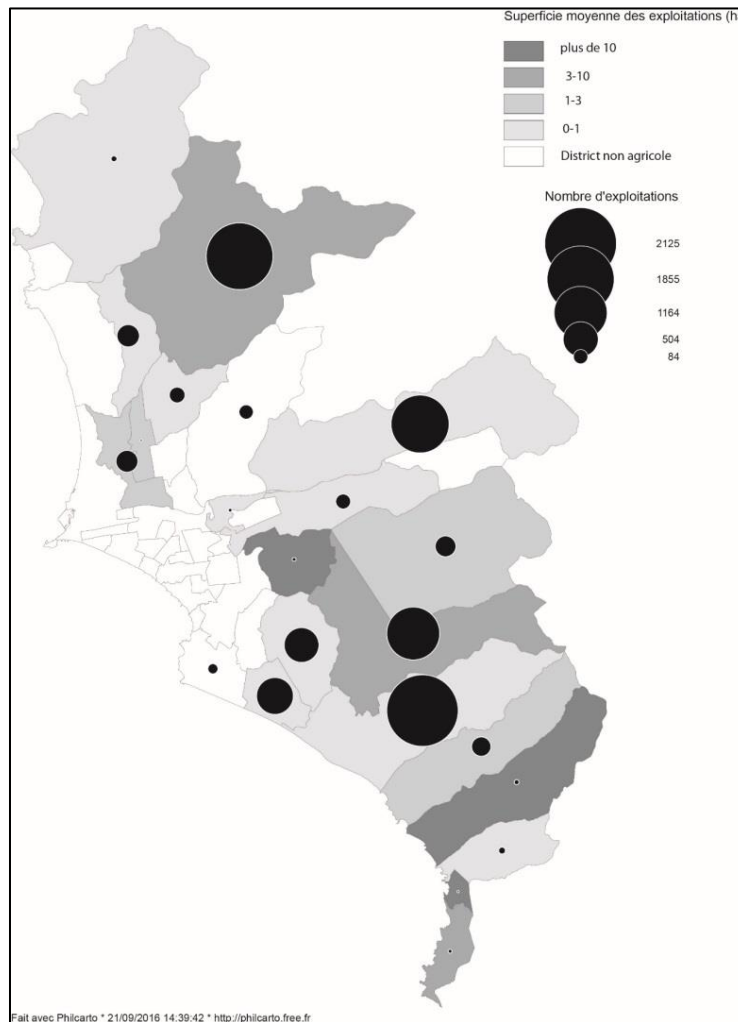
La question de l'origine de la terre a été abordée lors du travail de terrain, mais s'est avérée délicate à aborder auprès des personnes interrogées. Montrer trop de curiosité à l'égard des parcelles a pu être à l'origine de suspicions en ce qui concerne mes intentions, dans un contexte où les pressions sur les terres sont fortes. Pour ces raisons, nous n'avons pas interrogé de façon systématique les producteurs sur leurs positions foncières, réservant ces questions lors des entretiens qui se sont prolongés, où la confiance a pu s'établir entre la personne interviewée et son interlocuteur. Ainsi, nous avons récolté un échantillon de 50 agriculteurs de plein champs nous ayant renseigné sur la tenure foncière de leur terrain. Parmi ces exploitants, 34 nous ont déclaré avoir au moins une parcelle de leur exploitation en propriété, les locations de parcelles

⁷⁰ Les spécialistes de l'activité agricole dans la métropole liménienne s'accordent sur ce seuil de 3 ha. Il nous a été communiqué à la fois par les ingénieurs hydrauliques des *juntas*, les techniciens agricoles des chambres agraires, les ingénieurs agronomes des entreprises phytosanitaires et par les producteurs eux-mêmes.

complémentaires étant fréquentes. Le reste des personnes interrogées étaient soit des locataires (11 cas) ou des travailleurs agricoles (5 cas), sans sécurité foncière.

Au niveau national, la taille moyenne des exploitations se situe autour de 17 ha, alors que celle-ci est d'environ 4,5 ha à Lima (INEI 2013). Les exploitations sont donc 4 fois plus petites à Lima que dans le reste du pays. Les dimensions sont encore plus réduites si on se penche sur l'échelle des provinces constitutives de Lima Région. La province de Lima métropole présente une majorité d'exploitations de moins de 0,5 ha (58,89 % de la totalité) alors qu'au niveau de la région, ce sont les exploitations comprises entre 0,5 ha et 4,9 ha qui dominant (51,26%). A Lima métropole, les exploitations de plus de 5 ha sont rares (4,91%) alors qu'elles sont beaucoup plus courantes dans le reste de la région (12,69%), notamment dans les provinces de Huaral et de Huaura.

Carte 12: Des exploitations nombreuses et de taille réduite



Source : INEI, 2012

Réalisation : H.Leloup, 2016

La Carte 12 nous donne des informations pour chaque district en ce qui concerne le nombre d'exploitations et leur taille. Par exemple, pour le district de Carabayllo, au nord de la capitale, on compte un nombre élevé d'exploitations (autour de 2000) pour des surfaces comprises entre 3 et 10 ha ; alors que l'on compte un nombre similaire d'exploitations pour le district de Lurín, avec cependant des surfaces plus réduites, comprises entre 0 et 1 ha.

Il apparaît que quelques districts concentrent le plus grand nombre d'exploitants : Carabayllo, Lurín, Pachacamac et Lurigancho. En parallèle, on constate sur le reste des districts la domination des exploitations de petite taille, la plupart ayant des superficies inférieures à 3 ha. Enfin, la carte permet de mettre en avant deux phénomènes. Tout d'abord, on peut noter l'existence d'un fort

noyau de producteurs dans des districts consolidés⁷¹ du sud de la ville : Villa El Salvador et Villa María del Triunfo. Ces exploitants travaillent sur des surfaces très réduites, inférieures à 1 ha. On peut également s'attarder sur les cas des districts du littoral sud qui se distinguent des tendances dominantes. Contrairement au reste de la ville, les exploitations y sont relativement étendues pour un nombre très réduit d'exploitants. On peut en déduire qu'un autre type d'exploitation s'y développe, plus extensive.

Cette hégémonie des petites exploitations est caractéristique de l'ensemble du pays. Elles représentent en effet 81,8% de l'ensemble des exploitations. Par ailleurs, à l'échelle nationale le nombre de petits producteurs est en augmentation par rapport au précédent recensement agraire datant de 1994 (*Ibid.*).

La réduction d'échelle des exploitations résulte d'un processus de morcellement des terres, suivant plusieurs mouvements. L'âge des producteurs est un premier facteur de division des terrains agricoles. Les exploitants ayant hérité leurs terrains de la réforme agraire à la fin des années 60 sont maintenant âgés, et les terrains reviennent logiquement à leurs enfants. Le passage d'une génération à l'autre entraîne une division des parcelles constitutives de l'exploitation entre les enfants. Une exploitation de 5 ha se voit morcelée en plusieurs parcelles plus réduites. Les enfants peuvent décider de poursuivre l'activité ou de vendre les parcelles (pour l'urbanisation ou à des exploitants désireux d'obtenir des parcelles supplémentaires) ce qui peut provoquer des conflits entre fratrie. Différents cas de figure sont imaginables et observés pour éviter l'urbanisation des terres familiales : mise en location par un héritier à son frère/sœur, rachat de la parcelle par l'enfant souhaitant continuer l'activité.

« Avant, notre famille possédait 7 ha, maintenant, on n'en travaille plus que 5. C'est le terrain de notre père, qui est arrivé ici il y a plus de 30 ans depuis Huaraz. Il travaille toujours la terre, il n'arrêtera jamais, mais il nous a légué à nous, les enfants, les droits de la terre. Les terrains sont en possession. Les 7 ha ont été divisés entre moi et mes deux frères. L'an dernier un de mes frères a vendu 1ha ; et en ce moment mon frère est en train de réaliser les démarches pour vendre encore 1ha à un

⁷¹ On appelle « district consolidé » les anciens *pueblos jóvenes* ou *asentamientos humanos*, quartiers informels, qui se sont développés au cours du temps dans la légalité et qui sont aujourd'hui en continuité des quartiers de classe moyenne.

*entrepreneur. Ils ont voulu vendre car ils avaient besoin de liquidité pour commencer une nouvelle activité. Ils ne travaillent pas la terre, c'est moi qui m'en charge car j'aime ça. Il y a encore des parcelles qui leur appartiennent, mais c'est moi qui la gère. [...] Non, non, ce n'est pas gratuit ! Je leur paie une location. Mais au moins mon terrain n'est pas divisé et tout est à Huatocay. Si je devais louer à d'autres propriétaires, je devrais parcourir plusieurs kilomètres pour aller d'une parcelle à l'autre. Là, tout est concentré ».*⁷²

Ce témoignage d'une exploitante du nord de Lima met en évidence la complexité engendrée par les héritages, et les arrangements qui en découlent. Les producteurs raisonnent à l'échelle des parcelles continues, chacune participant à un tout qu'est l'exploitation.

Les exploitations ainsi morcelées en plusieurs parcelles de tailles réduites sont fragilisées, et les exploitants de plus en plus soumis aux pressions de vente. Face à un besoin de liquidité, ou à des problèmes de gestion de l'ensemble de l'unité de production, un exploitant peut faire le choix de vendre une partie de son exploitation à une entreprise immobilière ou à un particulier. Peu à peu, les zones anciennement agricoles se sont transformées, créant le mitage déjà évoqué précédemment. Les îlots urbains vont se développer, jusqu'à inversement de la tendance : les espaces agricoles deviennent des îlots de ruralité en sursis dans un espace urbain.

⁷² Entretien réalisée auprès de Julia Moses, agricultrice de Huatocay, en février 2012.

1.1.2. Une gestion complexifiée par le morcellement des exploitations

Parmi les éléments non visibles des caractéristiques des exploitations liméniennes, figure le morcellement des exploitations. En effet, ce n'est qu'en posant de manière explicite la question sur le nombre de parcelles comprises dans leur exploitation que les producteurs révèlent la fragmentation et le dispersement de celle-ci. Il est fréquent qu'une parcelle de l'exploitation soit en propriété, et qu'une ou plusieurs autres soient en location dans d'autres secteurs de la ville. De même, une surface apparemment uniforme peut être divisée entre plusieurs exploitants. Ces variables rendent difficile l'accès à l'information en ce qui concerne la taille des exploitations dans leur totalité.

Face à cette situation, un certain nombre d'interrogations apparaissent : s'agit-il d'un choix productif (volonté de disposer de parcelles à divers endroits stratégiques) ou d'une conséquence de l'urbanisation ? Il n'est pas rare d'observer des cas de mitages dans les milieux périurbains, induit par les successions et les ventes (Slak et Vivière 2000). Quelle est la situation à Lima ? Cette dispersion des parcelles induit-elle des difficultés dans la conduite des exploitations ? Existe-t-il des possibilités de restructuration ?

Le morcellement des exploitations et la diffusion des parcelles posent d'emblée la difficulté d'établir avec précision la taille des exploitations. Leur emprise et influence sur le territoire et ses transformations sont également plus délicates à appréhender. Aussi, l'espace délimité a priori lors de la mise en place de la méthodologie (les espaces périurbains compris dans les limites de la métropole) n'a pas toujours de pertinence fonctionnelle. En effet, un exploitant basé dans l'espace périurbain peut étendre son exploitation jusque dans des zones éloignées, qualifiées de rurales.

Une telle situation intervient à la suite de la volonté des exploitants d'étendre leur exploitation malgré la pression foncière. À titre d'exemple, on peut évoquer le cas de Santiago Orrosio (cf Encadré 2). Cet entrepreneur de Lima Nord a étendu son exploitation depuis Carabayllo jusqu'à Canta, Huaral et Sayan, bien au-delà des frontières de l'agglomération. Non propriétaire de ses terrains, il a implanté son exploitation tout d'abord au sein de la commission d'irrigateurs de Chocas à Carabayllo. Se spécialisant dans la production de laitue et mettant en place un système de commercialisation original, Santiago a vite développé son exploitation et a pu louer des

parcelles supplémentaires au nord de la province de Lima. Il s'agit bien d'un agriculteur de la périphérie liménienne, le siège de son entreprise étant établi à Carabayllo. Mais cette catégorie peut, elle aussi, au même titre que celle de l'agriculture familiale, ne pas correspondre à des cadres rigides.

Au-delà des considérations de catégorisation, l'existence de plusieurs îlots de culture pour une même exploitation pose un certain nombre de problèmes concernant la rationalisation des itinéraires techniques. Le chef d'exploitation est dans l'obligation de se rendre sur plusieurs parcelles et peut se voir dans certains cas contraint d'engager des faire-valoir indirects. Dans les cas où l'exploitant n'est pas en mesure de contracter une personne pour l'entretien et la conduite des parcelles, des déplacements fréquents sont alors nécessaires. Ces îlots sont à l'origine de perte de temps et de surcoût d'exploitation. Cependant, le problème ne concerne que les producteurs ayant les moyens d'investir dans la location et/ou l'achat de parcelles complémentaires, qui sont donc les plus capitalisés.

Du côté des propriétaires terriens, la mise en location est une stratégie pour les individus ne souhaitant plus travailler leurs parcelles. Cette attitude s'explique par des facteurs très divers. Les uns se déclarent trop vieux, d'autres préfèrent un travail moins difficile physiquement. Dans ces cas, la location de la parcelle équivaut à un abandon de l'activité, et le terrain prend ici aussi une valeur spéculative.

Pour autant, le propriétaire reste attaché à son terrain et continue de gérer les revenus relatifs à sa parcelle. En effet, les locataires ont l'habitude de changer de parcelles de culture à la fin de chaque campagne agricole, afin de ne pas épuiser le sol. Une réelle communication est nécessaire entre locataires, mais également entre locataire et propriétaire afin de connaître les cultures précédemment en place et assurer les productions à venir.

Il existe des cas plus rares où la mise en location n'entraîne pas un arrêt de l'activité agricole. En effet, un propriétaire peut décider de ne mettre en location qu'une partie de son exploitation, ce qui participe ici encore au morcellement des propriétés. Aussi, un propriétaire peut choisir volontairement de mettre en location ses terrains, pour se faire employer en tant qu'ouvrier agricole. Les exploitants justifient leurs démarches par l'absence de capital pour investir dans l'exploitation, le désintérêt pour la prise de risque et une recherche de sécurité. En effet, l'argent perçu de la location et des travaux en tant que travailleur salarié est fixe contrairement aux revenus

issus d'une exploitation agricole. Ces producteurs sont dans une situation de précarité, dans le sens où leur situation n'est pas susceptible d'évoluer. Leur situation ne rassemble pas les conditions de sécurité leur permettant d'investir dans leur exploitation et de la développer. Mais cette précarité reste préférable à la poursuite de l'activité de façon indépendante et au risque que cela engendre.

On observe ici un phénomène allant à l'encontre des études menées sur la précarité agricole. En effet, le statut de salarié agricole est souvent présenté comme le moins enviable, et celui où le rapport à l'emploi est le plus instable (Chiffolleau 2012; Berthod-Wurmser et al. 2009). Finalement, à Lima, l'emploi salarié agricole peut être source de stabilité, contrairement à l'exploitation indépendante.

« Ça, c'est mon terrain, mais je suis peón⁷³ ici. [...] Je suis le propriétaire du terrain mais il y a deux ans, j'ai décidé de le mettre en location à un collègue. C'est lui qui se charge de la gestion et de décider ce qui va être planté, à quel moment, et comment vendre les récoltes. [...] ça fait deux ans que j'ai décidé de louer mon terrain, je n'arrivais pas à couvrir les frais de gestion, je travaillais à perte. Maintenant je travaille en tant que travailleur agricole, avec deux collègues différents. ⁷⁴»

Les stratégies foncières ne sont pas parfaitement liées aux systèmes de production. En périurbain comme ailleurs, la stratégie patrimoniale ou entrepreneuriale relève d'un choix de la famille (Morardet 1994). Selon la capacité d'investissement de l'unité d'exploitation, la force de travail disponible, les possibilités de s'employer en ville et indirectement du niveau d'éducation, les exploitants jouissent de leur terrain et de son usufruit.

⁷³ L'emploi du terme *peón* a été conservé dans la traduction, car son utilisation est significative. Le terme renvoie en effet au monde de l'hacienda. Il est probable que dans le cas de la personne interrogée ici, son statut soit passé de *peón* sur le terrain de l'hacienda, puis propriétaire de son terrain racheté ou récupéré lors de la réforme agraire, pour redevenir *peón* suite à des difficultés de gestion.

⁷⁴ Extrait d'un entretien avec un producteur anonyme (n'a pas voulu donner son nom) dans la zone de Gloria Grande, vallée du Rímac, octobre 2014.

Schématiquement, on peut retenir deux points essentiels des structures des exploitations agricoles liméniennes :

- ⇒ elles sont de tailles réduites et souvent dispersées sur le territoire. Les exploitations s'apparentent à des coupures dans le paysage liménien, et dans les fonctions urbaines. On ne retrouve pas de continuité agricole, mais des îlots de ruralité au sein d'un tissu urbain.
- ⇒ Les terrains agricoles apparaissent comme des espaces en sursis face à une urbanisation prochaine et non pas comme des espaces intégrés à une dynamique urbaine.

I.2. Des itinéraires techniques tournés vers la sécurisation des revenus

Dans le but de déterminer l'intensité des liens qu'entretient l'agriculture urbaine liménienne à la ville, les éléments composant les itinéraires techniques des producteurs et éleveurs ont été abordés. Le but est ici de comprendre les logiques à l'origine des choix productifs. Nous allons ainsi exposer les logiques des exploitants qui nous ont été révélées lors du travail de terrain, et les analyser en les croisant avec les exigences des citoyens détaillées précédemment.

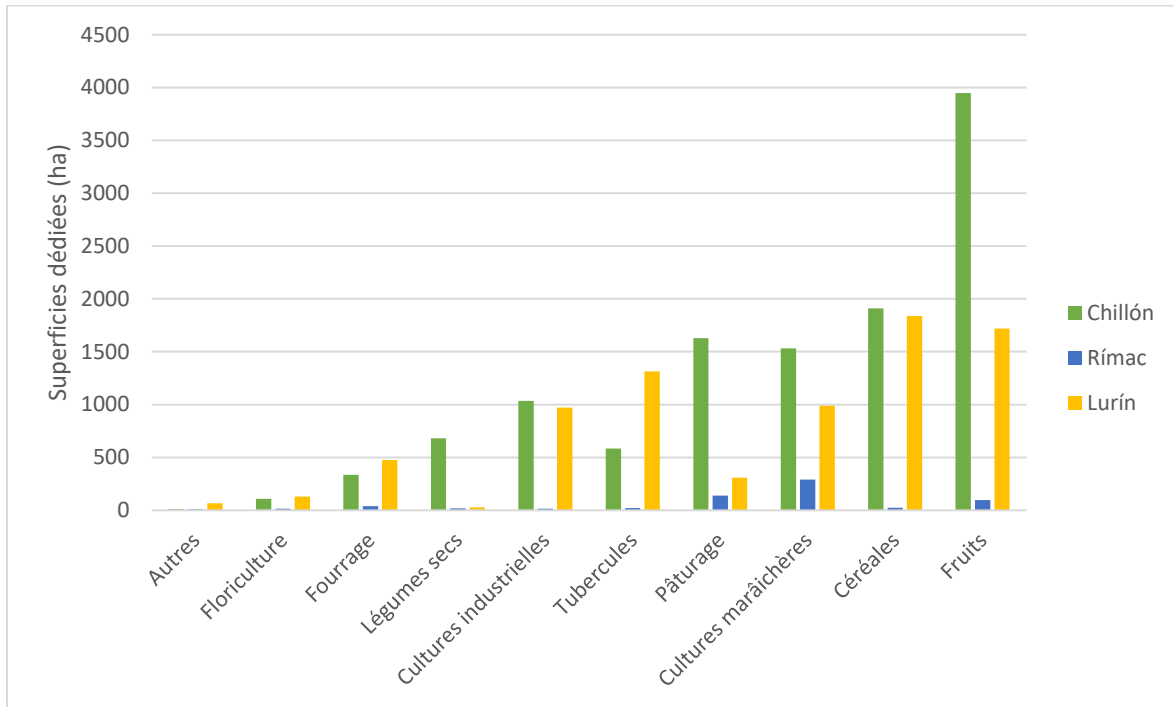
Les stratégies des producteurs modifient les exploitations et leurs relations avec l'environnement direct et lointain. La substitution de nouvelles plantes cultivées et le renouvellement des systèmes agropastoraux est le fait de tout producteur, du moment qu'il y trouve un intérêt (Chaléard et Charvet 2004). Même les producteurs les plus pauvres sont aptes à intégrer des changements et à faire évoluer les systèmes d'exploitation (Cochet 2011). On n'interroge pas ici les capacités des producteurs à modifier leurs exploitations, mais à le faire en fonction des attentes de la ville et de ses habitants. A Lima, les changements observés depuis les années 90 relèvent de l'intensification des pratiques. On parle ici d'une intensification basée sur le travail d'une part et sur les consommations intermédiaires d'autre part. Cette intensification se fait-elle dans l'idée de modifier les systèmes de culture pour correspondre au mieux aux demandes urbaines ; ou sous la pression d'un environnement contraignant ?

1.2.1. Au-delà d'une ceinture maraîchère, une agriculture diversifiée.

Lorsqu'on porte un regard superficiel sur les exploitations agricoles liméniennes, on peut facilement être amené à considérer les cultures maraîchères omniprésentes dans la zone. Cette impression est vérifiée en discutant avec les spécialistes de l'activité agricole (ingénieurs des comités d'irrigation et agronomes des chambres agraires) qui évoqueront volontiers l'horticulture ; ou simplement en se rendant dans certaines vallées où les champs de laitue sont en effet une dominante du paysage. Les résultats des productions exposés plus haut mettaient par ailleurs en évidence le rôle des exploitations liméniennes dans la production de certains légumes. De plus, la position des exploitations en périphérie d'une grande ville est généralement associée à une production maraîchère, fournissant la ville en produits frais palliant ainsi un ensemble de contraintes de conservation (Fleury et Donadieu 1997). Tout laisse à penser que les exploitations des périphéries liméniennes correspondent à l'image d'une ceinture maraîchère approvisionnant la ville. Mais cette vision « spécialisée » des espaces agricoles des périphéries tend cependant à être dépassée, notamment dans les pays industrialisés, où « *l'agriculture urbaine n'a plus ses débouchés en ville* » (Ibid.).

A Lima, les productions ne sont pas exclusivement maraîchères et font preuve au contraire d'une grande diversité. La FIGURE 14 met en évidence les différents usages des sols agricoles que l'on retrouve dans les trois vallées de Lima : Chillón, Rímac et Lurín. Elle permet en parallèle de souligner le poids contrasté de chacune des vallées dans la production totale de la province. On remarque ici le décalage entre la vallée du Rímac représentée en jaune, dont les surfaces agricoles sont quasiment insignifiantes, et les deux autres vallées qui conservent des surfaces dédiées à l'activité agricole plus importante.

Figure 14: Répartitions des productions par vallées à Lima métropole



Source : INEI, 2012.

Réalisation : Leloup, 2016.

La Figure 14 rassemble les informations de l'INEI. Les données classées par district sont ici agrégées dans des catégories « vallées », selon la classification décrite dans le Tableau 7.

Les exploitations de Lima métropole se caractérisent par des systèmes de production finalement proches de ceux des régions rurales : en dehors des parcelles maraîchères, on retrouve des céréales, des fruits, des tubercules et des cultures industrielles, sur des parcelles réduites et aux mains d'exploitations familiales.

De manière générale, on observe des rendements supérieurs à Lima métropole par rapport aux moyennes nationales (Minagri 2013). Cette distinction est particulièrement flagrante pour les produits maraîchers. Pour la laitue, les rendements sont quasiment deux fois plus élevés que ceux de la moyenne nationale (20,1 tonnes à l'hectare contre 11 tonnes à l'hectare). En revanche, pour certains produits, peu représentés dans la zone, les résultats sont inférieurs à ceux des autres régions. C'est le cas du poivron (15,7 tonnes à l'hectare contre 26,7 tonnes à l'hectare en moyenne nationale) et de la tomate (23 tonnes à l'hectare contre 44,3 tonnes à l'hectare).

En analysant l'ensemble des résultats, il semblerait qu'il existe un gradient de productivité agricole, la région de Lima affichant elle aussi des résultats supérieurs aux moyennes nationales, notamment en ce qui concerne les productions fruitières. Ces résultats peuvent être induits par une agriculture de plus en plus intensive, à la fois en ce qui concerne l'utilisation de la force de travail et des intrants chimiques.

1.2.2. Une agriculture qui se tourne vers une intensification des pratiques

Dans les périphéries, les pratiques des producteurs convergent vers un certain nombre de points communs en ce qui concerne la consommation de biens intermédiaires : des semences certifiées, l'utilisation d'intrants chimiques, la motorisation des parcelles. Dans la plupart des cas, cette intensification a pour objectif une maximisation des productions à l'hectare des cultures en place, afin de vendre un tonnage le plus élevé possible.

Les semences sont certifiées et fournies par des entreprises agroindustrielles. Les semences autoproduites subsistent toutefois pour certaines cultures, telles que la coriandre ou le persil. Dans ces cas précis, les semences sont conservées pour la production de l'exploitation ou échangées entre voisins. Aucune garantie n'est apportée sur les rendements de ces semences et la reproduction est libre.

L'utilisation de semences certifiées correspond à des exigences de marché en termes de critères physiologiques (taille du produit, culture, texture). L'apparence des produits est primordiale pour les cultures soumises à une forte concurrence. De plus, le consommateur liménien, à l'instar de ce que l'on observe en Europe, accorde une grande importance à l'aspect des légumes qu'il souhaite acheter. Ainsi, la laitue, la tomate, mais aussi toutes sortes de poivrons et piments sont systématiquement issus de semences certifiées. Un des biais principaux retenu par les producteurs et évoqué lors des entretiens est la non reproductibilité des semences. Après deux générations, les semences ne produisent plus et les producteurs sont contraints de s'en procurer auprès des entreprises phytosanitaires (à Lima, Agrogenesis basée à La Molina est la principale entreprise fournisseur de semences des cultures maraîchères).

Les producteurs entretiennent donc des relations de dépendance vis-à-vis de ces acteurs, pouvant s'exprimer sous d'autres aspects : supports techniques pour l'utilisation des semences et des produits phytosanitaires, mais aussi dans les débouchés pour la commercialisation. Ces ingénieurs

entretiennent en effet des liens tenus avec les grossistes et distribuent en gros leurs semences à ces acteurs. Les commerçants revendent par la suite ces semences aux producteurs avec qui ils travaillent. Ainsi, les producteurs sont orientés vers l'entreprise via un acteur tiers.

Le degré d'intensivité des exploitations peut aussi se vérifier au travers de l'usage d'intrants et de main-d'œuvre extérieure. L'usage de fertilisant et d'insecticide chimique n'est pas significativement plus élevé à Lima métropole que dans le reste du pays. Cependant, on observe des différences plus franches si on analyse l'usage d'herbicides et de semences certifiées. Effectivement, plus de 33% des unités agricoles font l'usage de semences certifiées à Lima, alors que la moyenne nationale s'élève à 12%. Si les chiffres officiels du recensement de l'INEI nous indiquent que la majorité des exploitants n'utilisent pas d'intrants chimiques, une fois de plus les rencontres avec les acteurs entrent en contradiction avec ces données. Même dans des districts réputés pour la forte diffusion des intrants chimiques, tel que Carabayllo⁷⁵, 46% des producteurs déclarent ne pas utiliser de produits phytosanitaires selon les données officielles. Parmi les producteurs interrogés, tous nous révélaient utiliser un large spectre de produits chimiques : fertilisants, herbicides, fongicides, insecticides etc. ; à l'exception des producteurs se revendiquant ouvertement «bio». Les vallées agricoles sont marquées par la présence manifeste de boutiques d'intrants.

L'accès aux intrants est facilité par le travail des ingénieurs agronomes. Dans des zones délaissées des pouvoirs publics et de ses représentants, les ingénieurs-commerciaux représentant des firmes agroindustrielles, constituent des acteurs clés des périphéries agricoles, au même titre que les ingénieurs de la JU, en charge de leur côté, de la gestion de la ressource hydrique. Outre la fourniture d'intrants, les ingénieurs prodiguent des conseils techniques. Ils peuvent aussi se faire le relais d'informations concernant les prix des cultures sur le marché et les pratiques des producteurs, relatives à l'ensemble d'une vallée agricole, au-delà des limites de la zone métropolitaine. En effet, les représentants commerciaux sont souvent chargés d'une large zone d'action. Ils sont les témoins des réussites et des échecs des exploitants et s'en font l'écho. La relation entretenue entre ces ingénieurs et les producteurs va au-delà d'une simple relation

⁷⁵ Les réseaux RAE et ANPE Peru dénoncent régulièrement sur leur plateforme de communication et notamment sur les réseaux sociaux l'usage de produits chimiques de façon incontrôlée et ses conséquences sur l'environnement et la santé des producteurs et consommateurs.

commerciale. Des relations de confiance se créent et participent à la généralisation de l'usage de produits phytosanitaires.

Ces traitements chimiques sont parfois mal maîtrisés, selon les ingénieurs agronomes et les producteurs eux-mêmes. La relation clientéliste établie entre représentants du secteur phytosanitaire et les producteurs peut contribuer à des surdoses, décriées à la fois par des associations de consommateurs, les conseillers techniques de la zone et les producteurs eux-mêmes, qui posent un regard critique sur leur utilisation d'intrants.

En parallèle de l'accès aux intrants, le travail d'enquête a aussi révélé une motorisation des pratiques. La grande majorité des producteurs des périphéries utilisent des machines agricoles pour la préparation du terrain. Bien que la possession de machines agricoles ne soit pas généralisée, des arrangements se font entre acteurs au travers de locations. L'acquisition d'un tracteur peut alors représenter une source de revenus. Des distinctions peuvent ici être faites en fonction des vallées agricoles : au nord, notamment à Carabayllo, la présence de machines agricoles est plus généralisée que dans les autres vallées, où subsistent encore la traction animale dans des proportions plus importantes. La taille des parcelles peut être un facteur important de l'adoption des machines agricoles ; leur usage se répand en effet plus facilement lorsque les terrains sont plus étendus.

Une fois de plus, les données officielles viennent contredire les observations sur le terrain. Selon le recensement de l'INEI, seuls 30% des exploitations de Lima métropole utilisent des machines agricoles. Cependant, si l'on se penche sur les données désagrégées, les chiffres correspondent mieux à ce que l'on a pu constater en interrogeant les producteurs. Par exemple, à Carabayllo, près de 50% des producteurs affirment utiliser des machines agricoles ; 42% à Cieneguilla ; 40% à Pachacamac et 45% à Puente Piedra (INEI 2012). Des districts tels que Villa El Salvador ou Villa María del Triunfo, où les exploitants sont nombreux mais travaillent des surfaces très réduites, et où les machines agricoles ne présentent aucun intérêt, font baisser ces moyennes.

Au travers de l'utilisation d'intrants, de semences certifiées et de machines agricoles, on peut affirmer que les logiques des producteurs relèvent de la volonté de maximiser les productions afin de maximiser les profits. Ils cherchent à produire plus pour s'assurer des meilleures ventes. Dans le même temps, il s'agit aussi pour les exploitants liméniens de vendre des produits standardisés,

de qualité, et d'éviter les pertes. Cette logique d'intensification via les biens intermédiaires correspond à une sécurisation des ventes et de l'écoulement de la production.

Les logiques d'intensification et de standardisation des productions se font également ressentir au sein des exploitations d'élevage. On préfère une alimentation industrielle calibrée et enrichie au simple pâturage, et l'élevage hors-sol est parfois préféré à une vaine pâture. Cette pratique est courante pour les élevages avicoles et porcins. Même pour des élevages traditionnellement très extensifs tels que l'élevage caprin qui, à Lima, a longtemps été basé sur la transhumance, on note des velléités d'intensification à travers la stabulation et la sélection des animaux, avec plus ou moins de réussite.

Dans l'élevage caprin, au même titre que pour le maraîchage, on distingue un élevage de petite envergure, mal organisé et dont le pouvoir de négociation face aux prix fixés par les commerçants est faible ; d'un élevage plus technicisé, porté par des ingénieurs, plus apte à s'immiscer sur des marchés spécifiques et à dégager des prix plus intéressants. L'élevage caprin est particulièrement bien implanté dans la vallée du Chillón, davantage que dans les deux autres vallées de Lima (Municipalidad Metropolitana de Lima 2015). Il s'agit d'un élevage facile à mettre en place et qui requiert des apports initiaux peu importants (*Ibid.*). La vallée du Chillón offre des conditions d'élevage favorables. En effet, l'eau du fleuve permet d'abreuver les bêtes et les résidus de culture fournissent de la nourriture aux troupeaux. Il existe des relations d'échange entre les agriculteurs et les éleveurs. Les parcelles sont mises en location dans les jours suivants la récolte. Ce système d'élevage, appelé *rastrojero*⁷⁶, permet d'abaisser les coûts de pâturage, et de tirer un bénéfice supplémentaire de leur terre pour les agriculteurs. En parallèle, des éleveurs transhumants installés plus haut dans la vallée traversent toujours Carabayllo et ses environs. Il s'agit d'un élevage visible à Carabayllo, inscrit dans le caractère rural de la zone. Il n'est en effet pas rare de croiser sur la route des troupeaux de chèvres allant pâturer sur les champs venant d'être récoltés. Si les déplacements de ces troupeaux peuvent gêner la circulation, ils ne font pas l'objet de plaintes spécifiques de la part des citoyens. Dans la vallée, les éleveurs représentent une vingtaine de

⁷⁶ Mot désignant les éleveurs dont le système d'alimentation du troupeau se base sur les résidus de cultures et sur l'utilisation de chaume.

famille, avec des troupeaux allant de 60 à 120 animaux, essentiellement des chèvres, mais aussi quelques brebis (Benoît Baron 2014).

Photographie 2: Troupeau de chèvres s'appêtant à rejoindre la route



Cliché Leloup, 2011.

Encadré 3: Genèse et démantèlement d'un projet de modernisation de l'élevage caprin

L'élevage de chèvre en stabulation a commencé à se développer au début des années 2000, avec l'installation dans la zone de l'ONG Procabra. Auparavant, l'élevage était en majorité de type transhumant. Cette ONG a participé à la promotion et à la valorisation de l'élevage caprin, avec pour but de produire du lait et de valoriser sa transformation. Avec le soutien du ministère de l'agriculture, Procabra s'est approché des éleveurs de la zone, dans le but de moderniser l'activité. Peu d'intérêts étaient portés sur les races des animaux, et le lait était transformé au sein de leur exploitation, dans des conditions d'hygiène non réglementées. Le fromage était ensuite vendu localement, auprès des voisins ou sur les marchés locaux (stands informels). L'ONG a participé à la modernisation et à la formalisation de l'élevage, à l'implantation de races améliorées et de meilleures pratiques d'élevage, ainsi qu'à l'ouverture de débouchés inédits.

Installée au bord de la route Tupac Amaru, également appelé « *Carretera a Canta* », l'ONG comptait avec son propre cheptel de chèvres, mais aussi avec une petite usine de transformation du lait de chèvre. Ainsi, les éleveurs pouvaient profiter d'un débouché de proximité. En parallèle, Procabra adressait aux éleveurs des ateliers de formation et une assistance technique. Parmi les accomplissements les plus remarquables de l'ONG, on peut citer la création de l'entreprise « La Cabrita » en 2003. Cette entreprise est citée en modèle, en tant que petite exploitation familiale ayant réussi à s'ouvrir sur de nouveaux débouchés. Aujourd'hui, « La Cabrita » produit des fromages de chèvre frais à partir de son propre élevage (environ 2,5 ha de terrain partagé entre les enclos pour les animaux et un terrain dédié à la culture fourragère), mais aussi à partir du lait récolté auprès de plusieurs producteurs de la vallée.

Les locaux de l'ONG Procabra ont fermé en 2011, suite à des problèmes de gestion interne. Lors de mes visites sur le terrain, j'ai pu constater que les locaux étaient effectivement laissés à l'abandon, sans trace des machines de transformation du lait, mais des animaux étaient toujours présents. Des entreprises de transformation implantées dans la zone ont pris le relais et sont aujourd'hui garantes du maintien de l'activité.

L'Encadré 3 met en évidence des changements de pratiques en ce qui concerne l'élevage de chèvres. Notons que dans ce cas précis, ce ne sont pas les liens à la ville qui ont motivé les bouleversements des itinéraires techniques, mais l'implantation d'un acteur inédit, ici représenté par l'entreprise « La Cabrita » et son partenaire l'ONG « Procabra ».

« Les producteurs ne veulent plus produire leur propre fromage, ça prend beaucoup de temps, et ça implique des coûts de déplacement. Les bénéfices qu'ils recevaient en produisant eux-mêmes leur fromage étaient très faibles. Les éleveurs y gagnent en vendant leur lait aux entreprises. Nos prix sont fixes et on récolte le lait du lundi au

vendredi, les week-ends c'est une autre petite entreprise de Carabayllo qui va récolter le lait. De cette façon, les éleveurs écoulent leur lait en totalité »⁷⁷.

Cet extrait d'un entretien mené auprès d'un employé de l'entreprise « Mi Cabra » vente les atouts du modèle et les avantages qu'il représente pour les producteurs. Les éleveurs de chèvres rencontrés ayant adopté ce modèle mettent en avant un gain de temps plutôt qu'un gain financier. En effet, plus que la production de fromage, ce sont les déplacements sur les marchés locaux qui apparaissaient comme chronophages. Les éleveurs sont soulagés de ne plus avoir à faire ces déplacements. Cette volonté de se défaire de la fonction commerciale semble davantage s'inscrire dans un processus d'éloignement des rapports villes/campagnes que de rapprochement. Évidemment, cette affirmation est à nuancer : les clients de « La Cabrita » sont avant tout des Liméniens (l'entreprise écoule une part de ses productions dans les *bioferias* de la ville, une autre part auprès des restaurateurs) ; les raisons de l'installation de l'ONG à Carabayllo peuvent aussi être liées à la proximité de la ville (proximité des techniciens, proximité des entreprises fournissant le matériel). Mais du point de vue des producteurs, les liens à la ville sont faibles.

Ce constat d'intensification des pratiques d'élevage s'observe aussi de manière notoire en ce qui concerne l'élevage des volailles. Un élevage à petite échelle pour l'autoconsommation se maintient, mais c'est surtout l'élevage intensif de grande échelle qui est significatif à Lima métropole et dans ses périphéries. L'élevage avicole s'est développé à l'écart des habitations, en amont des vallées. Ce sont principalement des élevages hors-sols qui fleurissent loin des habitants, afin d'éviter les désagréments liés à ce type d'élevage.

Une entreprise domine la production aux abords de la métropole, il s'agit de San Fernando qui concentre 30% de la production. En parallèle, des élevages indépendants se sont développés. Si San Fernando a des capacités de production allant jusqu'à 400 000 animaux, avec 20 hangars ayant des densités de 20 000 animaux, l'élevage indépendant présente des chiffres plus modestes avec des concentrations de 2 500 animaux par hangar. Ce décalage met en difficulté les petits éleveurs. San Fernando du fait de sa taille, peut se permettre d'imposer les prix sur le marché. Pour survivre,

⁷⁷ Extrait de l'entretien mené auprès du représentant de l'entreprise « Mi Cabrita », rencontré sur les marchés « bio » et lors de sa tournée dans la vallée du Chillón.

la voie de l'intensification et de l'augmentation des quantités produites est souvent choisie par les producteurs en ayant les moyens.

De même que pour les structures des exploitations, on peut souligner à présent des lignes caractéristiques concernant les itinéraires techniques :

- ⇒ Les exploitants, agriculteurs comme éleveurs, mettent en place une intensification de leur activité via l'utilisation de produits phytosanitaires pour l'activité agricole, d'une alimentation calibrée et enrichie pour l'activité d'élevage. Cette intensification des pratiques se vérifie également par la présence d'élevages hors sol.
- ⇒ La ressource sol est maximisée : on emploie beaucoup de main-d'œuvre sur des surfaces réduites, les cultures choisies présentent des cycles courts afin d'accélérer le rythme des assolements.

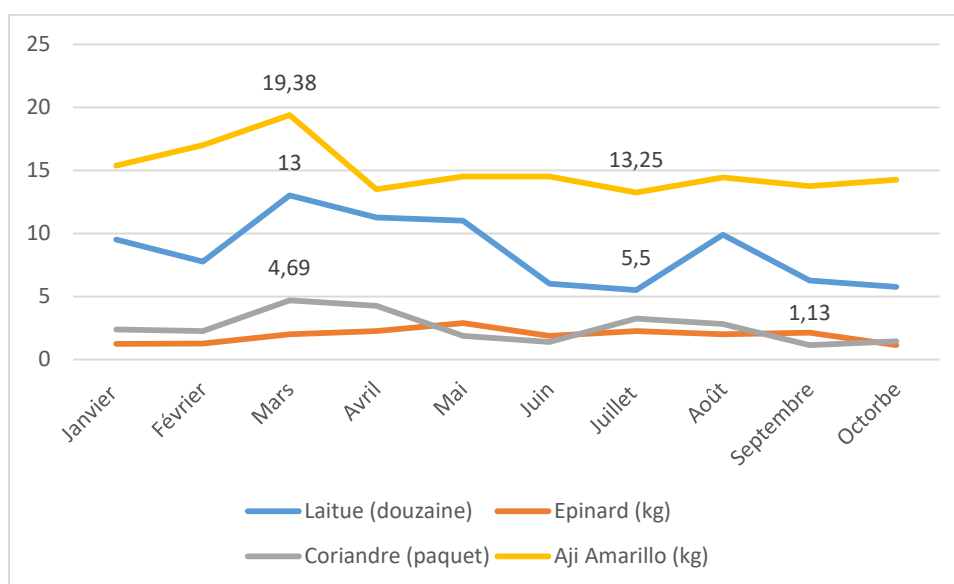
Les facteurs les plus déterminants pour la conduite des exploitations ne découlent pas des demandes urbaines, même si on peut y voir une concordance. Les producteurs vont chercher à écouler leurs productions le plus rapidement possible, et à perpétuer un certain dynamisme dans leur conduite d'exploitation ce qui les pousse à se tourner vers des cultures à cycle court. De plus, le foncier étant le principal facteur limitant de l'exploitation, on intensifie le facteur travail en complétant la main d'œuvre familiale par une main d'œuvre salariée. Le maraîchage correspond à ces exigences, tout en répondant à un marché à portée de main. En effet, le succès de ce type de culture est rendu possible grâce à l'existence au préalable d'un marché sain et dynamique, permettant aussi bien l'écoulement de la production que l'accès à l'information et aux autres facteurs de production. C'est bien la proximité de la capitale qui a facilité la technicisation de l'agriculture et donc la possibilité de susciter des revenus plus importants.

Malgré des préoccupations avant tout portées vers un écoulement rapide des productions, les choix des producteurs ne sont pour autant pas totalement déconnectés du marché urbain. Sans les débouchés que génère Lima, le maraîchage ne trouverait certainement pas une place si dominante dans le paysage liménien. Cependant, la préférence pour ce type de culture découle d'un ensemble de facteurs déliés des demandes citadines.

I.3. Des revenus suffisants pour se maintenir, insuffisants pour s'adapter ?

La volatilité des prix est le premier facteur d'insécurité de l'activité agricole à Lima. Elle est liée en premier lieu au manque d'information des producteurs sur les prix opérés sur le marché d'une part, et sur les cultures pratiquées dans leur propre zone de production d'autre part. Ainsi, une culture peut facilement être surreprésentée et voir son prix baisser fortement, et vice-versa.

Figure 15: Evolution des prix de 4 cultures maraîchères au cours de l'année 2016 (en soles)



Source :SISAP, 2016.

Réalisation : Leloup, 2016.

Le Figure 15 ci-dessus recense le prix sur 10 mois de quelques productions phares de Carabayllo, mais aussi des autres vallées de Lima (l'*Aji Amarillo*, piment jaune, est une culture emblématique de la partie basse de la vallée de Lurín). Les variations sont fortes, pouvant passer du simple au double pour certaines productions (laitue dans le cas présent, de 5,5 soles la douzaine à 13 soles la douzaine ; de 1,40 euros à 3,30 euros), voire du simple au quadruple pour la coriandre (de 1,13 soles le paquet à 4,69 soles le paquet ; de 30 centimes d'euros à 1,20 euros). De telles fluctuations fragilisent l'activité maraîchère. Comme nous l'indiquent les producteurs, elles sont à la fois dues aux spécificités du climat (les prix sont plus élevés en hiver – saison sèche -, l'accès à la ressource

hydrique limitée rendant plus compliquée les conditions de culture), et à la surreprésentation ou la sous-représentation d'une culture sur les marchés.

« On ne travaille pas si mal ici. Parfois on est embêté par les ravageurs, lorsqu'il y a des grosses chaleurs ; en hiver il y a moins d'eau, mais avec le temps on a su s'adapter. Le vrai problème de l'agriculture ici, c'est les prix. A chaque fois que tu décides de planter, tu prends un risque. Tu peux t'en sortir avec une récolte de bonne qualité, mais si tes voisins ont décidé de planter la même chose, les prix sont bas. Prends la laitue par exemple, à Carabayllo tout le monde veut faire de la laitue, parce que c'est rapide et que ça peut payer. Mais plus on est nombreux, plus les intermédiaires vont avoir le choix et vont casser les prix. Et nous on ressort perdants. [...] Ici les gens ne discutent pas. On n'a pas de calendrier agricole pour se mettre d'accord. Alors on joue au poker, et on espère que les voisins n'auront pas tous la même idée que nous ⁷⁸»

Les producteurs les plus fragiles sont souvent ceux dont les surfaces agricoles sont réduites. Ils ne sont pas en mesure de faire des économies d'échelle et leur capacité à diversifier les cultures est limitée. A Lima, la majorité des producteurs sont à la tête de petites exploitations et sont donc menacés par cette instabilité des prix.

Si on veut qu'une agriculture soit urbaine, il faut qu'elle rassemble un certain nombre d'attributs qui appuient ses liens fonctionnels à la ville. A Lima, les exploitations se présentent comme des îlots isolés, des anomalies, déconnectées du reste du tissu urbain.

Photographie 3: Voisinage directe entre ville et champs



Cliché : Sanchez, 2013.

⁷⁸ Extrait d'un entretien mené auprès de José Luis Salazar à Huatocay, en 2012.

Les pratiques quant à elles se dirigent vers une intensification accrue, allant à l'encontre des fonctions environnementales attendues de l'agriculture de proximité. Au contraire, les usages d'intrants sont parfois excessifs et les espaces agricoles ne sont pas entretenus, comme en témoignent les déchets laissés par les agriculteurs eux-mêmes le long des parcelles. La situation se perdure en grande partie du fait du manque de liquidité des producteurs. On a affaire à Lima à une agriculture et un élevage de type conventionnel, tourné vers un marché classique, qui se préoccupe peu de son voisinage à la ville.

Encadré 4: Portrait d'exploitant : José Luis, attentes et projections d'un producteur de Carabayllo

Jose Luis travaille avec sa femme, leur exploitation s'étend au total sur 5 ha, avec 1 ha en propriété dans le secteur de Huatocay, à Carabayllo. Les 4 autres hectares sont en location, dans le même secteur. Il s'agit ici d'une location à long terme, le couple louant depuis une dizaine d'année le terrain au même propriétaire.

Organisation de l'exploitation

Le couple opère par rotation. Au moment de la visite de l'exploitation, l'exploitation était organisée comme suit :

Surface cultivée	Culture précédente	Culture en cours	Culture à venir
2 ha	Laitue	Brocoli	Haricot vert
1,5 ha	Céleri	Laitue	Brocoli
1 ha	Haricot vert	Céleri	Laitue
1 ha	Brocoli	Haricot vert	Céleri

L'assolement n'est pas fixe mais dépend fortement de la période de semis. L'entretien a été mené durant un mois de mars, à la fin de la période de crue du fleuve, période durant laquelle l'eau est abondante.

Cependant, Jose Luis insiste sur la présence du brocoli dans chacun de ses assolements, qu'importe la période de l'année. Il considère en effet qu'il s'agit d'une de ses cultures les plus rentables. Le brocoli est culture que l'on retrouve beaucoup à Carabayllo car selon Jose Luis, les agriculteurs des autres provinces du pays n'en produisent pas. Les productions sont à la fois destinées au marché local et au marché national, ce qui explique une demande forte dans les marchés de gros.

Location et métayage

« J'ai un terrain important, alors parfois je mets ma parcelle a media [en métayage] Je mets une partie de mon terrain à disposition d'un collègue de confiance, disons 2 ha, et lui apporte les semences, les travailleurs, les produits phytosanitaires. On décide ensemble de ce qui va être semé et les bénéfices sont ensuite divisés entre lui et moi. Ça nous permet de réduire le risque. Je mets souvent une partie de mon terrain en location a media, pour des nouvelles cultures, ou des cultures qui coutent cher à l'investissement. Comme on n'est pas sûrs que ce soit rentable, on limite les coûts. Mais il faut travailler avec une personne de confiance. [...] J'ai un terrain assez grand, je sais que j'aurai de toute façon des revenus sur une partie de mon exploitation, c'est pour ça que sur une autre partie je fais des expériences. »

La stratégie de Jose Luis met en avant une approche inédite du métayage, souvent considéré comme un frein à l'investissement (une fois la récolte partagée, le métayer court le risque de ne pas parvenir à couvrir ses frais).

Or dans le cas étudié ici, le contrat *a media* peut représenter pour un travailleur agricole non propriétaire un bon compromis entre le salariat agricole peu lucratif et la location d'une parcelle impliquant des coûts importants. N'ayant pas à payer pour la terre, il peut se permettre d'investir un capital plus important dans la gestion de la culture, et s'assurer ainsi une meilleure production. De tels avantages du contrat métayer apparaissent dans un contexte de forte pression foncière, où les prix des locations des terrains représentent une part importante des coûts de production.

La mise en place de ce type de contrat peut également être liée à un contournement de règles, notamment celles impliquant la présentation d'un titre de propriété.

Coût de production d'une campagne de brocoli

Au cours de l'entretien, Jose Luis a partagé des informations concernant les coûts de production de certaines cultures.

Nous avons ainsi pu élaborer des calculs de rentabilité économique (cf Tableau 10 et Tableau 11). Ces tableaux nous donnent des informations en ce qui concerne les marges du producteur une fois que l'on a retiré du produit brut les charges fonctionnelles. Les informations communiquées ne prennent pas compte des coûts de location (on estime que ces campagnes se déroulent sur les parcelles en propriété). Pour obtenir une idée du revenu du producteur, il faudrait connaître en détail les marges de chaque atelier de culture, et y soustraire également les charges de structure, frais financiers et autres impôts.

Tableau 10: Marge brute d'une campagne de brocoli

Brocoli 3 mois	Unité	Quantité pour 1 ha	Prix unitaires (soles)	Valeur moyenne par ha (soles)
Produit Brut				
Campagne moyenne	kg	10000	2,5	25 000
Campagne haute	kg	10000	4	40 000
Campagne basse	kg	10000	1	10 000
Charges opérationnelles				3 935
Semences (plants)	ha	1	1200	1 200
Engrais				1 870
Urée	kg	200	1,6	320
Phosphate	kg	200	2,2	440
Sulfate de potassium	kg	150	2,2	330
Engrais foliaire	L	3	260	780
Traitements phyto sanitaires				865
Herbicides	L	2	40	80
Insecticide	L	4	95	380
Fongicide	kg	5	75	375
Autre	L	1	30	30
Main d'œuvre temporaire (heures)				2 100
Préparation du terrain	homme.jour	4	30	120
Semis	homme.jour	2	30	60
Entretien	homme.jour	54	30	1620
Récolte	homme.jour	10	30	300
Machines agricoles				450
Charges totales				6 485
Marge Brute moyenne				18 515
Marge Brute haute				33 515
Marge Brute basse				3 515

Tableau 11 : Marge brute d'une campagne de laitue

Laitue 2 mois	Unité	Quantité pour 1 ha	Prix unitaires (soles)	Valeur moyenne par ha (soles)
Produit Brut				
Campagne moyenne	douzaine	6000	4	24 000
Campagne haute	douzaine	6000	6	36 000
Campagne basse	douzaine	6000	3	18 000
Charges opérationnelles				4 395
Semences (plants)	douzaine	6000	0,33	1 980
Engrais				1 400
Urée	kg	300	1,6	480
Phosphate	kg	200	2,2	440
Sulfate de potassium	kg	150	2,2	330
Engrais foliaire	L	10	15	150
Traitements phyto sanitaires				1 015
Herbicides	L	1	115	115
Insecticide	L	10	47	470
Fongicide	kg	10	40	400
Autre	L	1	30	30
Main d'œuvre temporaire	homme.jour	61	30	1 830
Préparation du terrain	homme.jour	2	30	60
Transplantation	homme.jour	10	30	300
Entretien	homme.jour	24	30	720
Récolte	homme.jour	25	30	750
Machines agricoles				450
Charges totales				6 675
Marge Brute moyenne				16 875
Marge Brute haute				24 480
Marge Brute basse				10 875

Au-delà de limites structurelles et fonctionnelles des exploitations décrites ici (taille et morcellement des exploitations qui limitent les possibilités de résister aux avancées urbaines, instabilité économique de l'activité, revenus qui ne permettent pas l'investissement) les logiques des producteurs peuvent apparaître en opposition à ce que l'on attend d'une agriculture en ville. Les choix des producteurs prennent-ils en compte la proximité directe de la ville et leurs habitants ? Si ce n'est pas le cas, quelles sont les raisons expliquant une telle distance ?

II. Des pratiques qui découlent d'une activité en permanence sur la défensive

A présent que nous avons mis en lumière les particularités des structures des exploitations liméniennes, ainsi que les pratiques les plus répandues des producteurs ; nous avons voulu revenir sur les raisons qui poussent les exploitants à suivre un itinéraire technique spécifique ou un autre. En effet, à la suite de nos recherches, nous avons voulu comprendre pourquoi certaines pratiques semblaient faire l'unanimité (omniprésence des cultures à cycle court ; maintien de certaines cultures malgré des revenus potentiellement bas). En gardant en mémoire les limites auxquelles sont confrontées les exploitations, mentionnées dans les sections précédentes, nous cherchons à justifier la rationalité des producteurs face à ces contraintes.

Cette section sera également l'occasion de revenir sur les usages qui débordent du cadre des pratiques agricoles et/ou d'élevage en tant que telles, mais qui restent fortement liées à l'exploitation. Les usages autour du foncier agricole par les exploitants permettront de nuancer une vision dichotomique en ce qui concerne la disparition des terrains agricoles : il ne s'agit pas uniquement d'un phagocytage des exploitations agricoles par des investisseurs immobiliers, les producteurs eux-mêmes participent à ce mouvement et peuvent parfois y trouver leur compte.

Finalement, l'ensemble des stratégies mises en place, malgré leur diversité, ne correspond pas à une activité épanouie et se fait plutôt le reflet d'une agriculture sous tension constante, contrainte de développer des tactiques défensives.

II.1. Des cultures peu rémunératrices pour s'assurer une trésorerie

En opposition aux pratiques intensives et aux successions rapides de cultures exposées plus haut, des producteurs mettent en place des pratiques beaucoup moins intensives, qui ne vont plus servir la maximisation des rendements agricoles, mais la stabilité de l'exploitation.

Lors d'un précédent travail dans la périphérie nord de Lima, la compétitivité des exploitations agricoles a été étudiée au travers des revenus agricoles. Notamment, nous avons voulu évaluer l'impact de la volatilité des prix sur les valeurs ajoutées brutes de certaines productions phares de la zone d'étude.

Tableau 12 : Performances économiques de quelques cultures représentatives de la vallée du Chillón pour les prix les plus bas et les plus élevés recensés entre avril 2011 et mars 2012

Produit cultivé	Prix de vente minimal (soles / unité)	VAB ⁷⁹ minimale	Retour sur investissement ⁸⁰ minimal	Prix de vente maximal (soles/unité)	VAB maximale	Retour sur investissement maximal
Laitue	3	10 875	176	6	24 421	439
Brocoli	1	3 515	54	4	33 515	517
Céleri	1,5	8 938	99	5	26 938	562
Courgette	10	1 885	52	14	4 085	113
Tomate	0,8	45 468	442	2,30	165 468	1 609
Mais <i>Choclo</i>	0,5	955	13	1,20	12 855	170
Pomme de terre <i>unica</i>	0,20	3 520	25	1,2	32 955	234
Épinard	0,3	- 1 130	- 6	1	7 070	143
Coriandre	0,2	- 1 390	- 37	1	8 210	217
Persil	0,2	- 85	- 2	1,10	17 915	439

Source : Leloup, 2012.

⁷⁹ La Valeur ajoutée brute (VAB) est égale à la marge brute (ou produit brut déduit des charges opérationnelles) moins les subventions liées à la parcelle.

⁸⁰ Le retour sur investissement est exprimé en pourcentage, il s'agit de la VAB divisée par les charges opérationnelles et constitue un indicateur de risque à la conduite d'un atelier de culture. Si ce taux atteint 100%, cela signifie que la campagne agricole permet de couvrir les charges qu'elle a engendrées, sans produire de capital. Les taux inférieurs à 100% traduisent des cultures plus coûteuses qu'elles ne sont rentables.

Le Tableau 12 montre les avantages et risques à mettre en place certaines cultures. Si l'on s'intéresse plus particulièrement au retour sur investissement, on constate que celui-ci peut atteindre des valeurs négatives, et des taux extrêmement élevés, parfois pour une même culture. L'analyse seule de ces chiffres ne permet pas de comprendre les logiques des producteurs. Il est nécessaire de les croiser avec les informations recueillies lors de nos entretiens.

Ainsi, les légumes feuilles continuent à être produits car il est possible de procéder à un étagement des cultures à des stades de végétation différents, permettant de réduire les risques malgré les fluctuations de prix. La tomate quant à elle est peu représentée car trop coûteuse à mettre en place, malgré des résultats généralement bons. La courgette et le « maïs choclo » restent populaires dans les choix des producteurs malgré des retours sur investissements moyens, même lorsque les prix sont favorables. La conservation de ce type de culture paraît illogique. Dans le cas du maïs, il est admis par l'ensemble des producteurs de Carabayllo que la culture est peu rentable, et relativement coûteuse pour ce qu'elle peut rapporter. Cependant, comme on l'observe sur le tableau, c'est un des produits dont les prix varient le moins (le maïs connaît une variation de 0,70 centimes au kg, alors que d'autres produits tel que le brocoli expriment des variations de 3 soles par kg). Cette relative stabilité revêt une importance particulière pour les agriculteurs que nous avons rencontrés. Habités à évoluer dans un contexte d'insécurité des prix et des revenus, une culture dont les revenus sont stables est gage de sécurité pour les producteurs. Aussi, les sous-produits de cultures peuvent être réutilisés. En effet, le maïs peut être vendu par « lot », dans ce cas, c'est l'ensemble de la plante qui sera écoulé ; ou au poids et c'est alors uniquement l'épi qui sera vendu. Les tiges et les feuilles constituent les résidus de ces cultures et peuvent couvrir plusieurs usages. Ils peuvent être vendus, échangés ou donnés aux élevages de cochon d'inde et de chèvres alentours, ou encore être enfouis lors du labour en guise d'engrais vert. La vente des résidus de culture du maïs est à prendre en compte dans le calcul de la rentabilité de cette culture, qui est alors à revoir à la hausse. De plus, les coûts d'investissements liés à une campagne de maïs sont moindres que ceux engendrés par les cultures maraîchères. En général, ce sont les propriétaires des terrains qui mettent en place des campagnes de maïs. En effet, les locataires sont confrontés à des contraintes de temps strictes, et le maïs ne se révèle pas être une culture avantageuse. Les locataires quant à eux préfèrent enchaîner des cultures à cycles courts afin de maximiser leur profit. De plus, le maintien de la fertilité du sol n'est pas une donnée entrant en jeu dans le cas d'une location, le terrain n'étant sous la responsabilité du locataire que pour une durée de temps limitée.

En ce qui concerne la courgette, il s'agit d'un des rares produits autoconsommés par les agriculteurs et leur ménage. Nous l'avons vu, la part de l'autoconsommation est très limitée dans le contexte étudié, et les agriculteurs préfèrent écouler la totalité de leur production sur le marché. La courgette est une des seules cultures pour laquelle les exploitants affirment conserver une part pour leur propre consommation. On retrouve ici une rationalité déjà observée chez les producteurs péruviens, favorisant la maximisation de la production à la maximisation du profit (Chaléard et Mesclier 2004) dans un but d'autoconsommation de la production.

Egalement, on peut relever chez certains producteurs une « frilosité » à aborder de nouvelles cultures ou techniques de production. Notamment, les producteurs les plus âgés, n'ont pas d'autre objectif que de maintenir leur exploitation. Ainsi, ils se limitent aux cultures connues, souvent des cultures de première nécessité. Ici aussi, on ne cherche pas à maximiser le profit, mais à sécuriser l'exploitation. Avec le facteur risque au centre des prises de décision, peu de place est laissée aux nouvelles expériences culturelles. L'adoption d'une nouvelle culture représente un risque que beaucoup de producteurs ne se permettent pas, faute de liquidité.

« La fraise, depuis quelques années, on sait que ça marche bien, que les rendements sont bons et qu'on peut en tirer un bon prix. Mais moi quand j'ai commencé à en cultiver, il y a 4-5 ans, on n'en trouvait quasiment pas à Carabayllo. J'avais fait une bonne campagne alors je me suis dit que je pouvais essayer sur une toute petite parcelle. Ça a bien rendu, j'ai agrandi la parcelle et maintenant je cultive des fraises tous les ans. Mais c'était un pari. Ici tu ne sais jamais si tu vas gagner à la loterie, ou bien si tu vas tout perdre. [...] Quand une culture marche bien, l'information circule et petit à petit d'autres agriculteurs s'y mettent aussi. Maintenant il y a beaucoup d'agriculteurs qui font des fraises, et les prix ne sont plus comme avant. »

La trésorerie dégagée de l'activité agricole suffit pour que les exploitants se maintiennent sur place, mais la volatilité des prix de vente empêche pour beaucoup de producteurs un renouvellement des exploitations.

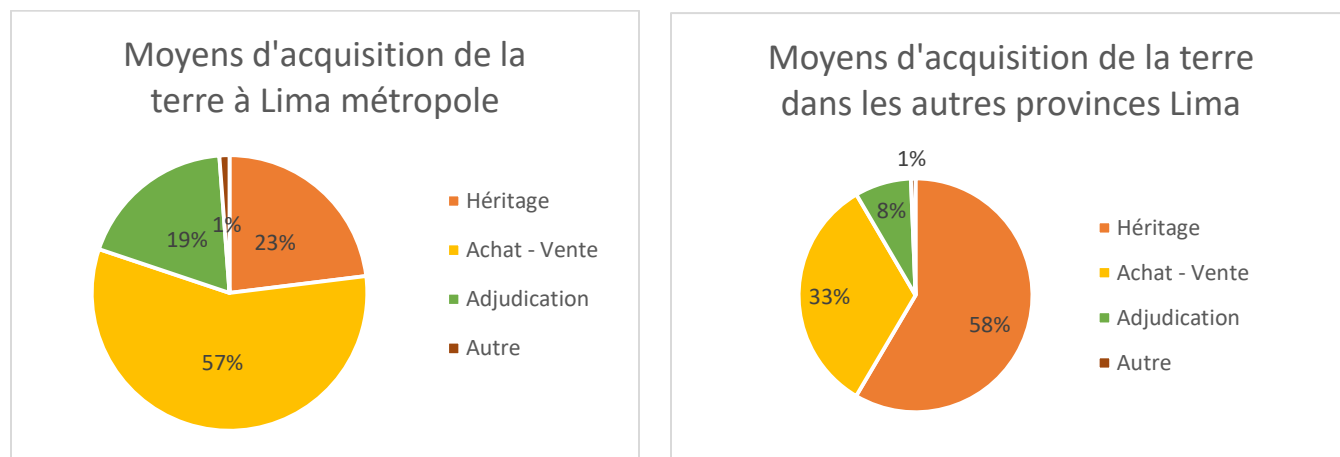
II.2. Des changements d'usage des terrains encouragés par les producteurs eux-mêmes

Dans les espaces périphériques en transformation, on aborde régulièrement l'impact de l'urbanisation sur la disparition des espaces agricoles. La Carte 6 du chapitre 4 va dans ce sens en montrant l'évolution des espaces bâtis et des espaces dédiés à l'activité agropastorale. Mais les chiffres et cartes ne montrent rien sur les incitations conduisant à ces transformations. On croit parfois à tort que ce sont les entreprises immobilières (formelles ou pirates) qui sont à elles seules à l'origine de la disparition des terrains agricoles. Dans les faits, les exploitants eux-mêmes jouent un rôle important dans les changements d'usage des sols, et témoignent ainsi d'une prise de distance avec la métropole.

II.2.1. Des terrains en circulation croissante

Parmi les producteurs propriétaires rencontrés, beaucoup nous ont déclaré avoir récupéré leur terrain des anciennes *haciendas*. Pour les producteurs les plus âgés, il s'agit même d'anciens travailleurs convertis en propriétaires terriens. Mais nous avons aussi pu entrevoir des stratégies de morcellement des terres, en parallèle à des pratiques d'extension par achat/location de parcelles complémentaires. Ces stratégies apparaissent clairement dans la Figure 16 mettant en comparaison les acquisitions des terrains des exploitations de la métropole liménienne et celles des autres provinces de Lima Région.

Figure 16: Acquisition des terrains à Lima: prégnance de la commercialisation



Source : INEI, 2012

L'entrée « adjudication » fait référence aux propriétaires qui ont acquis leur terre directement de la réforme agraire de 1969. L'entrée « héritage » est plus vague en ce qui concerne l'origine des terres : des terrains hérités peuvent avoir fait l'objet d'une adjudication ou d'un achat par le passé. Au-delà de ces éléments, la comparaison des deux graphiques met en évidence le plus grand dynamisme de la marchandisation des terres agricoles à Lima. En effet, 57 % des terres agricoles sont issues d'un ou de plusieurs échanges marchands. Rappelons ici que ces chiffres dissimulent des complexités : une exploitation peut comprendre à la fois des terrains hérités et des terrains achetés, dans un tel cas, il est difficile de déterminer quelle modalité a été prise en compte. Dans les autres provinces, seulement 33 % des terres ont fait l'objet d'un échange, alors que 58 % des terres ont été héritées.

La Figure 16 met en évidence un décalage entre Lima métropole et les autres provinces du département ; les achats et ventes des terrains y sont plus nombreux. Ce décalage peut s'expliquer en partie par la présence de migrants dans le territoire métropolitain. Des acquisitions de terres ont pu se faire après installation des migrants. Mais il faut ici être attentif à ne pas faire de raccourcis et à relier systématiquement agriculture urbaine et migrants. L'activité agricole n'est pas une activité réservée aux nouveaux arrivants. Il s'agit ici de migrants de longue date, ayant pu profiter de la vente des terrains lors de la réforme agraire, qui se sont par la suite installés durablement sur le territoire. L'entrée sur le secteur agricole ne s'est pas faite de manière ouverte et libre. A l'instar de ce que Bernard Calas observait à Kampala, des processus de sélection se sont opérés à travers le filtre de l'accès à une tenure foncière. Pour entrer en sa possession, il fallait avoir une connaissance des terrains à disposition, mais aussi un capital suffisant pour acquérir les parcelles.

« Je me suis installée ici dans les années 70... après la réforme agraire, je ne me souviens plus de la date exacte... Je vivais déjà à Lima depuis une dizaine d'années, à Chorillos. Avec mon mari, on a entendu parler d'une vente des terrains à Jatosisa. J'avais un oncle qui travaillait sur l'hacienda et c'est lui qui nous a informés que le propriétaire mettait des terrains en vente. Il nous a mis en contact avec lui et ça a été assez facile. Je venais de me marier et avec mon mari on avait rassemblé un peu d'argent et on s'est installés. Et depuis je suis restée, même après la mort de mon mari, je n'ai jamais voulu partir⁸¹. »

⁸¹ Extrait d'un entretien avec Josefina, agricultrice à Jatosisa, Lurín. Octobre 2014.

Cet extrait d'entretien est un exemple d'acquisition de terrains lors de la période de remembrement des *haciendas*. On voit ici l'importance des réseaux pour avoir accès à l'information et aux terrains. En parallèle, cette proportion d'acquéreurs récents peut aussi expliquer le dynamisme du marché foncier. Présents depuis peu de temps, l'attachement de la terre est moindre et les ventes plus décomplexées.

Photographie 4: Terrain agricole en vente dans le secteur de Jatosisa



Cliché Leloup, 2014.

II.2.2. Les agriculteurs urbanisateurs, rééquilibrage des rapports de force entre acteurs

Les changements d'usage des sols et la disparition des terrains agricoles évoqués dès l'introduction sont des éléments bien intégrés dans les recherches sur les périphéries liméniennes. Il est admis que les terrains agricoles subissent une forte pression de la part d'entreprises immobilières, nationales ou étrangères, voire d'entreprises dites pirates (Rivière d'Arc et Memoli (eds.) 2006; Calderón 2009). Dans ces relations, producteurs et entrepreneurs lient des relations déséquilibrées, au détriment des premiers. Cependant, on a pu révéler lors de notre travail de terrain des réactions des producteurs face à ces contraintes foncières. Certains ont en effet décidé de jouer le jeu des urbanisateurs et de prendre en charge par eux-mêmes la conversion de leurs exploitations agricoles en sol urbain.

Cette dynamique peut prendre plusieurs modalités. Un propriétaire peut simplement décider de diviser sa parcelle en plusieurs lots délimités et les mettre par la suite en vente directement. Son investissement principal consistera à aplanir le terrain et à le rendre homogène. Les transactions se font par la suite directement entre le producteur et les nouveaux acquéreurs. Il est important de noter qu'au cours de cette acquisition, le terrain n'est pas viabilisé et considéré comme urbain, et ne peut donc pas être rattaché aux services des eaux et d'électricité. C'est le nouvel acquéreur qui sera alors chargé d'effectuer les démarches de changement d'usage auprès des autorités municipales.

Mais des modalités plus complexes coexistent en parallèle de ces pratiques rudimentaires, bien que moins répandues. En effet, on a pu reporter des cas de producteurs s'associant entre eux afin de créer leur propre entreprise immobilière. Cela leur permet de rassembler des surfaces de terrain plus importantes. Dans ces cas, l'entreprise ainsi formée propose des terrains viabilisés, les démarches de changement d'usage ayant été effectués en amont de la vente. Bien que les conditions d'obtention de la qualification de sol urbain puissent s'avérer coûteuses, celles-ci sont par la suite couvertes par la vente des terrains à un prix plus intéressant. Ces entreprises immobilières sont souvent issues de stratégies familiales comme le témoignage ci-dessous l'indique :

« Avec mon frère, ses fils et des collègues de la zone on a décidé de former notre propre projet d'urbanisation. C'est-à-dire qu'on ne va pas passer par une de ces grandes entreprises que tu vois partout à Carabayllo, Puente Piedra et dans tout Lima Nord. Ils n'achètent pas à bon prix les terres des agriculteurs et après ils le mettent à prix d'or sur le marché. Et pourquoi ? Parce qu'ils ont remplis un peu de paperasse et qu'ils ont bien arrangé les terrains ! Il y a tellement de demandes ici, et les propriétaires se laissent faire [...] Comme on est plusieurs, ça nous coute moins cher. On mutualise les prix, pour les machines et pour respecter les conditions de la municipalité. Ensuite, on va louer un petit local près du marché de Huamantanga pour proposer nos lots »⁸²

On n'est pas ici face à une destruction massive des terrains agricoles et d'élevage en dehors du consentement et du contrôle des producteurs. Au contraire, ceux-ci ont pris la mesure du phénomène et mis en place un ensemble de stratégies leur permettant d'évoluer non pas contre, mais avec l'urbanisation.

⁸² Entretien réalisé à Carabayllo, auprès d'un agriculteur propriétaire de Huacoy (anonyme), octobre 2013

Photographie 5: Anciens terrains agricoles mis en lots



Cliché : Leloup, 2013.

La photographie ci-dessus a été prise à Huacoy et expose les terrains mis en vente pour l'urbanisation par un groupement d'anciens agriculteurs.

II.3. Spéculation et autres activités de transition, aux dépens de l'activité agropastorale ?

On constate à Lima un maintien affaibli des parcelles agricoles, s'apparentant à une forme de résistance dans un environnement toujours plus urbain. Les terrains agricoles apparaissent de plus en plus comme des exceptions dans un paysage urbanisé, une anomalie. Alors que les ventes des terrains se multiplient, des parcelles, parfois très isolées se maintiennent et semblent résister aux pressions du tout urbain. Les explications de ce maintien insolite ne sont pas toujours à chercher dans les résultats des exploitations agricoles seuls. Des stratégies à plus long terme se dessinent et manifestent de la compréhension fine qu'ont les exploitants de leur environnement et des

changements survenant dans les périphéries liméniennes. En effet, les périphéries, en tant que territoires de l'entre-deux, sont des lieux de confrontation de deux points de vue bien distincts en ce qui concerne les espaces agricoles : entre réserve foncière et territoire à conserver pour ses attributs ruraux. Elles sont dans tous les cas le théâtre de nouvelles installations et de la construction de nouvelles infrastructures. Ces nouvelles installations peuvent entraîner une spéculation immobilière (Van Oort 1994). Les propriétaires des terres intègrent les logiques spéculatives de l'interprétation urbaine des périphéries et de nombreux témoignages font ressortir une attitude d'attente, parfois passive, vis-à-vis de l'urbanisation.

Dans ces cas, l'activité agricole n'est plus la cible principale des investissements des unités de production et par conséquent n'est pas dynamisée. Les producteurs ne cherchent pas à mettre en place des stratégies innovantes ou à prendre des risques, mais souhaitent simplement se maintenir jusqu'à ce que l'activité ne puisse plus se reproduire ou que les prix proposés par les entreprises immobilières leur conviennent.

« C'est de plus en plus difficile de travailler par ici, les prix sont bas, et les coûts des intrants restent élevés. Je travaille très souvent à perte. [...] Je ne pense pas que la situation va changer. Ici ce n'est plus un endroit pour faire de l'agriculture. Je vais faire comme tous mes voisins et je vais vendre [...] Je pense que je peux en tirer un bon prix, mais je préfère attendre encore un peu. Près de l'avenue [San Juan], un collègue a réussi à vendre son terrain très cher. Ici je ne suis pas aussi bien placé, mais je pense que les prix peuvent encore monter. [...] Je continue à travailler en attendant, mais je limite les coûts. Je ne fais que des cultures peu coûteuses : la coriandre, le maïs fourrager... ça se vend toujours.⁸³ »

« Ils ont construit partout par ici, bientôt il n'y aura plus de champs du tout, que des immeubles et des routes, des supermarchés. [...] Pour le moment mon mari et moi on ne veut pas vendre. Mais tous nos voisins ont vendu. Ils ont enlevé toutes les cultures et ont préparé le terrain pour la construction en l'aplanissant. [...] Ils ont vendu à des entreprises, il y en a partout sur l'avenue San Juan de Dios tu as bien vu. Mon mari ne veut pas vendre. Il me dit qu'on doit attendre, il n'est pas encore prêt. Mais en réalité on ne travaille plus trop la parcelle. Là il y a du maïs. Moi je suis occupée toute la journée à la boutique je n'ai pas le temps pour le travail aux champs. Et mon mari il travaille par là... sur la parcelle et dans le coin, parfois il va plus loin à Carabayllo vers Chocas et Caudevilla, sur la route qui mène à Canta, là-bas il y a encore des champs, ce n'est pas comme ici. [...] Il dit qu'on peut attendre que les prix montent

⁸³ Extrait d'un entretien avec Marcio, octobre 2012, de la commission d'irrigateurs de Caballero.

encore un peu. Mais moi je crois qu'on devrait vendre, on ne peut de toute façon plus travailler par ici avec tous ces immeubles et ces maisons... »⁸⁴

Ces entretiens, en plus de nous confirmer l'existence d'une attitude spéculative, nous indique une pratique répandue à Carabayllo : le maintien d'une activité agricole sans intention de dégager du profit. En attendant la vente, les exploitants réduisent le temps de travail consacré à l'activité agricole, soit en implantant des cultures peu exigeantes, soit en mettant leur parcelle en location. Les propriétaires persistent à mettre en culture leurs parcelles, pour éviter les pressions accrues, voire les « invasions ». L'agriculture devient alors une activité de façade, en « attendant ». Cette attitude spéculative peut avoir pour effet de ralentir l'urbanisation, du moins pendant un temps.

En parallèle, des pratiques toutes relatives au contexte périurbain voient le jour, pouvant sembler paradoxales à première vue. Le marché foncier met à disposition des producteurs non propriétaires des parcelles pour des prix très bas, voire nuls, dans des zones où au contraire le prix du foncier est très élevé. L'idée est d'éviter que les terrains ne se dégradent avant la mise en construction des projets ou ne soient occupés par d'autres activités urbaines (vente ambulante, terrains de jeux). Ces mécanismes permettent l'accès à une parcelle à faible coût sous réserve d'un entretien par la mise en culture. Le paradoxe n'est donc qu'apparent, puisqu'il traduit le changement imminent d'usage du sol. Mais ce type de situation peut présenter un certain nombre d'inconvénients : isolement vis-à-vis des autres acteurs de l'activité, pratique de l'activité dans des zones encombrées.

La planche photo qui suit propose d'illustrer ce phénomène d'utilisation de l'activité agricole en tant qu'alternative temporaire à l'urbanisation. On y voit des terrains encadrés par la ville et ses usages, en situation instable quant à leur avenir proche.

⁸⁴ Extrait d'un entretien réalisé auprès d'une commerçante près de l'avenue San Juan de Dios en 2014. Après quelques minutes, elle me révèle qu'elle est aussi propriétaire d'une parcelle de 2 ha dans la zone. Je n'arriverai cependant pas à récolter les informations nécessaires pour situer exactement la parcelle.

Planche-photo 3: Des espaces maraîchers en sursis

Vues satellites du carrefour entre la Panaméricaine nord et l'avenue Trapiche ; 2009 - 2018



Prise de vue 1) Un carrefour encombré



Prise de vue 2) parcelle maraîchère en

Le carrefour entre la panaméricaine nord et l'avenue Trapiche est structurant à Lima Nord. En empruntant la panaméricaine, on rejoint Puente Piedra, puis Ancón. En empruntant l'avenue Trapiche, on peut rejoindre Canta après avoir traversé Carabayllo et rallié l'avenue Tupac Amaru.

Ce carrefour se situe dans une zone déjà complètement urbanisée, et les espaces agricoles constituent une anomalie dans le paysage. On constate en comparant les vues satellites des travaux en cours, qui finalement avancent peu (pas de temps de 10 ans).



Sources: Google Earth 2009, 2018; Google street view 2016, J.R. Hurtado 2014.

La Planche-photo 3 met en évidence la précarité de certains espaces agricoles. D'une part, par la prise de vue 1), on peut apprécier des annonces publicitaires illustrant les dynamiques de changement d'usage du sol, du rural vers l'urbain. Il s'agit ici d'annonces d'entreprises légales, à forts capitaux. La circulation dense et les vendeurs ambulants soulignent la forte fréquentation du carrefour. En face, la prise de vue 2) nous montre une parcelle encerclée par les activités urbaines : artères de communication, habitations. Le carrefour constitue un point d'interconnexion important, provoquant l'arrêt de nombreux passagers, se traduisant par l'amoncellement de déchets le long des voies (visibles au premier plan).

Malgré cette précarité, la comparaison des vues satellites sur un intervalle de temps de presque 10 ans nous montre comment les espaces agricoles résistent malgré leur voisinage urbain direct. Bien qu'ils soient situés dans une localisation complètement défavorable à l'activité agricole (dégradation des terrains du fait des passages, déconnexion des espaces agricoles de la ville). Dans ce cas précis, l'agriculture assure un entretien des espaces stratégiques réservés sur le moyen et long terme pour le développement de zones d'activités économiques. On peut également interroger les voies d'accessibilité à ces pratiques. Ce type de stratégie, qui s'observe aussi dans les pays du Nord (Tolron 2001), permet de maintenir des exploitations agricoles, mais sous statut précaire, pour permettre une libération rapide des terres dès que se manifestent les besoins des entreprises industrielles et/ou immobilières (Bertrand et al. 2010).

Le producteur de la parcelle visible sur la prise de vue 1) nous explique :

« Ce terrain appartient à une entreprise, ils vont faire construire un centre commercial ici. Mais en attendant de commencer les travaux, ils m'ont engagé pour entretenir le terrain. Sinon, il serait plein de débris et de vendeurs ambulants ou quoi que ce soit d'autre. C'est pareil pour le terrain en face, c'est aussi une entreprise qui l'a acheté, mais ils ont dû mettre des grilles pour protéger le terrain. [...] Je ne sais pas jusqu'à quand je vais travailler ici, jusqu'à ce qu'on me dise d'arrêter ! Mon contrat est renouvelé régulièrement, ça fait déjà plusieurs années que le terrain a été acheté. ⁸⁵»

Ce commentaire met en avant cette stratégie, au travers de l'exemple d'un locataire d'une parcelle vouée à devenir un centre commercial. De même, les propriétaires peu intéressés par la rentabilité de leur terre peuvent placer un « gestionnaire » sur les terrains, qui jouera avant

⁸⁵ Entretien réalisé auprès d'un agriculteur du Carrefour Trapiche, Carabayllo., décembre 2014 La parcelle évoquée se situe à un croisement très fréquenté de Lima Nord.

tout le rôle de gardien. Il ne s'agit pas de relation de métayage, le gestionnaire étant complètement libre de développer les pratiques qui lui conviennent, ni de location à proprement dit, car les prix sont très compétitifs et le plus souvent les relations s'étendent de longues durées.

« C'est mon terrain oui, mais ça fait deux ans que je l'ai mis en location à une connaissance. C'est lui qui s'occupe de ce qui va être planté, de quand et comment commercialiser. Moi il m'emploie comme travailleur agricole. [...] Tu sais c'est un travail de s'occuper d'une parcelle comme ça. Elle n'est pas grande, elle ne fait que 2 500m², mais j'ai eu plusieurs campagnes agricoles qui se sont mal passées, je n'arrivais plus à couvrir les frais de gestion et j'ai décidé de laisser ça à quelqu'un d'autre. Je n'ai plus l'âge pour ça. Je ne sais pas comment il s'en sort, on n'en parle pas trop. [...] Je travaille aussi à Carapongo comme ouvrier agricole, un terrain de 7 ha. Ici à La Gloria je travaille tout seul, sauf pour la récolte, car c'est un petit terrain, mais à Carapongo on est plusieurs. C'est le gestionnaire d'ici qui m'a donné le contact des propriétaires. ⁸⁶ ».

⁸⁶ Extrait d'un entretien réalisé à La Gloria (district d'Ate), le 11 octobre 2014. L'enquêté ne nous a pas donné son nom.

Un certain nombre de pratiques mises en évidence ici souligne un décalage profond entre une agriculture de la ville et les pratiques des producteurs liméniens : les choix des cultures semées ne dépendant pas des demandes du marché urbain mais bien d'une sécurisation des revenus ; les terrains agricoles font l'objet d'une marchandisation croissante, pouvant aboutir à une mise en valeur agricole ou à un changement d'usage des sols ; enfin, la spéculation est une stratégie répandue dans un environnement où les conditions de travail sont mauvaises et où les prix des terrains augmentent. Les producteurs participent pleinement au processus d'urbanisation des vallées agricoles, et ne se positionnent pas en victimes de la croissance urbaine. Au contraire, la spéculation et la mise en vente des terrains apparaissent pour beaucoup d'exploitants, comme une stratégie de maintien de l'activité, mais de manière délocalisée : les exploitants vendent pour s'installer dans les provinces voisines.

Une des limites de l'agriculture urbaine est sa conception théorique pensée par les urbains et les habitants de la ville, avec une faible considération pour les acteurs centraux de l'activité. On évoque (exige ?) l'adaptabilité des producteurs à un environnement changeant, en espérant que les changements réalisés se calquent sur les besoins de la ville. A Lima, l'adaptabilité des producteurs est un phénomène aussi réel et observable que dans d'autres contextes, mais ceux-ci sont avant tout à la recherche de stratégies leur permettant de contourner la constante insécurité des marchés. Plutôt que de souhaiter des transformations radicales de la part des producteurs pour qu'ils correspondent au mieux aux attentes urbaines, ne faudrait-il pas dénoncer un environnement hostile à l'implantation d'une agriculture urbaine dans ses fonctions ?

Conclusion du chapitre 5 :

Les pratiques des producteurs ne sont pas figées et se renouvellent selon une rationalité qui favorise la production de revenus immédiats pour la trésorerie de l'exploitation plutôt qu'un possible rapprochement au milieu urbain. Constamment contrainte par ce voisinage urbain, l'activité agropastorale tend à s'en détourner de manière définitive – en attestent les délocalisations des exploitants vers les provinces voisines – plutôt qu'à s'en accommoder. Les exploitations ne sont pas forcément en difficulté financière, mais les résultats obtenus ne suffisent pas à assurer une transformation brutale des pratiques sans prise de risque. En effet, la fragilité apparaît comme un point commun aux exploitations rencontrées, incapables de se fixer durablement sur le territoire sans que leur statut ne soit questionné. Les pratiques privilégiées sont celles représentant la prise de risque la moins importante.

Ainsi, nous avons mis en évidence les difficultés pour les exploitations liméniennes à s'adapter aux exigences d'un contexte urbain, non par manque de flexibilité – la flexibilité apparaît au contraire comme un élément indispensable pour des exploitations en permanence sous la contrainte- mais par manque de moyen. De plus, se pose à présent la question des incitations et de la transmission des informations. Nous l'avons vu dans le chapitre 4, les producteurs de la métropole tissent des liens avec les producteurs des régions voisines (Canta, Huarochiri, Jicamarca, Cañete...), mais sont-ils informés correctement des opportunités d'insertion dans le marché urbain ? Le chapitre qui suit s'intéressera aux politiques mises en place au niveau national et local pour faciliter le rapprochement entre ces exploitations au fort potentiel supposé et le marché de l'agglomération liménienne.

Chapitre 6:

DES POLITIQUES EN DECALAGE, PEU TOURNEES VERS L'AGRICULTURE DES VILLES

Au-delà des attentes des habitants de Lima, nous avons mis en évidence dans la première partie l'intérêt de la part des politiques locales et nationales pour l'agriculture urbaine. Les politiques nationales s'y intéressent pour des raisons de sécurité alimentaire, alors que les politiques locales se tournent vers elle plutôt pour améliorer le quotidien des habitants. Si des actions et projets se mettent en place, il convient de se demander dans quelle mesure leur réalisation entre en accord les types d'agriculture et d'élevage existants.

Nous nous pencherons sur la place actuelle des espaces agropastoraux dans les débats autour des interventions publiques, sectorielles ou territorialisées. Il s'agit de mettre en évidence la complexité créée par la gestion de notre objet d'étude, qui du fait de sa seule situation géographique interroge : comment intégrer une activité dite rurale dans un milieu complètement urbain ? Comment en comprendre les spécificités, sans y rattacher arbitrairement des visions erronées de l'activité, empruntées soit à des expériences rurales, expériences rencontrées dans des contextes différents ? Nous allons vérifier si les politiques liméniennes, sectorielles ou territoriales, ont une vision actualisée des réalités contemporaines se tramant dans les espaces périurbains ; s'il existe des politiques d'aménagement spécifique en direction des espaces agricoles, quels en sont les acteurs clés et quels sont les résultats qu'ils apportent.

L'objet d'étude s'inscrit principalement au sein de territoires de l'entre-deux où l'on retrouve à la fois des acteurs sectoriels et des acteurs territoriaux, alors que les politiques agricoles sont souvent pensées de façon sectorielle plutôt que de façon territoriale (Faliès et Mesclier 2016). Longtemps absente des discours politiques territoriaux, l'agriculture a fait son entrée récemment dans les politiques de la ville. Quel cadre est donné à l'activité en ville ? Des programmes à diverses échelles se façonnent, s'inspirant d'expériences passées, locales ou internationales. Ces programmes émanent des politiques de la ville, de la région, voire de politiques nationales. Nous allons ici présenter quelques-unes des manifestations marquantes de ces politiques, appréhender leurs niveaux d'application, et les incohérences potentielles entre acteurs. En continuité de notre problématique traitant de la correspondance entre demandes des

citadins et offres des producteurs urbains, nous allons nous intéresser aux impulsions données par les politiques publiques : celles-ci vont-elles dans le sens d'une conformité entre offres et demandes ?

Les politiques sont-elles en mesure de rendre viable et durable l'agriculture urbaine face aux pressions, notamment urbaines, et en dépit des contraintes auxquelles elle doit se mesurer ?

I. Les politiques sectorielles confrontées à la superposition des échelons de pouvoir

Lima, en tant que « ville-pays » (Zolezzi 1986 cité par Joseph 1999), s'accompagne d'une grande concentration de richesses et de pouvoirs. Le pouvoir central a toujours été très présent dans les politiques de Lima et peine à se défaire de ses compétences (Durand 2010). Le processus de décentralisation⁸⁷ s'est imposé à la fois à la suite d'une pression historique mais surtout du fait de la croissance désarticulée et dépourvue de plan de la capitale. La décentralisation s'est en effet imposée comme une « panacée », capable de répondre aux divers problèmes de la capitale (Rosenfeld 1994).

Le territoire de la métropole de Lima est ainsi géré par de nombreuses collectivités agissant sur trois échelons administratifs : les départements/régions, les provinces et les districts. Au niveau des exploitations agricoles, les difficultés liées au croisement de ces trois échelons se font également ressentir. Nous évoquerons dans cette partie les difficultés des politiques sectorielles à s'entendre et se coordonner sur un territoire où se croisent des enjeux communs à plusieurs échelles de pouvoir.

I.1. L'implication difficile des représentants du ministère de l'agriculture

La métropole dans son ensemble est constituée des provinces de Callao et de Lima métropole. Du fait d'un traitement spécial depuis la constitution de 1993, la province de Lima métropole n'appartient à aucune région. Cette exception est censée faciliter la gestion politico-administrative de la ville. L'ensemble des compétences du gouvernement régional a été transféré à la municipalité de la métropole. Le gouvernement régional de Lima a donc à sa

⁸⁷ Entendu comme le processus de glissement des compétences et des ressources depuis les administrations nationales et/ou centrales d'un Etat déterminé jusqu'aux administrations locales (Joseph 1999).

charge les 9 autres provinces constitutives de la région. La confusion est souvent faite entre les compétences du gouvernement régional de Lima et celles de la province de Lima. Moins densément peuplé, Lima région est fragmentée entre des paysages côtiers désertiques et la cordillère des Andes. Elle est peuplée de 839 469 habitants, soit l'équivalent de Callao, pour un territoire beaucoup plus vaste. La région, privée de Lima, a placé sa capitale à Huacho dans la province de Huacho, au Nord de la métropole liménienne.

En théorie, le rôle du gouvernement régional est nul sur la capitale. Les dirigeants des provinces voisines tentent cependant de s'inscrire dans les prises de décision, notamment en ce qui concerne la gestion de l'eau (Durand 2010). Ils souhaitent en effet mettre en place une gestion intégrée de la ressource hydrique par bassin versant afin d'éviter les concurrences ; élaborer des politiques qui articulent mieux l'agglomération-capitale et son hinterland.

Le ministère de l'agriculture et de l'irrigation est représenté à Lima métropole par 3 agences agraires : Chillón, Rímac, Lurín. Ces chambres agraires ont un champ d'action qui s'étend au sein de Lima métropole uniquement. Les exploitations des provinces voisines sont gérées par le gouvernement de Lima région. Ainsi, le programme de gouvernement régional de Lima métropole (PGRLM, *Programa de Gobierno Regional de Lima Metropolitana*) se divise en plusieurs gérances, dont la gérance agraire partagée entre les bureaux du Chillón, du Rímac et de Lurín. Le gouvernement régional de Lima dispose de son côté de sa propre direction régionale agricole, dont le siège est situé à Huacho, chargé alors d'administrer les exploitations agricoles situées dans les parties hautes des vallées.

« Jusqu'en 1993, c'est le gouvernement central qui gérait les politiques agricoles de la région. En 1993, le processus de décentralisation s'est mis en place et on a voulu transmettre les fonctions à des entités locales. C'est pour ça qu'on a créé les gouvernements régionaux. Ici, le transfert a mis du temps à se faire, on a dû attendre 2013 ! [...] Je ne sais pas ce qui les a fait tarder comme ça, les conditions de transfert n'ont été remplies qu'à partir de 2012. [...]. Aujourd'hui on a donc divisé le gouvernement de la région en 3 : le gouvernement de Callao, le gouvernement régional de Lima et le gouvernement de la municipalité de Lima métropole. Ici, c'est la « sous-gérance régionale agraire⁸⁸ du PGRLM », on s'occupe des activités agricoles des 3 vallées de Lima, mais dans les limites de la ville. [...] Le problème avec cette répartition des pouvoirs, c'est que le MINAGRI, qui prenait toutes les décisions avant, a distribué les fonctions, mais pas le budget qui va avec ! Moi je suis chargé de mettre en place la planification à moyen terme, mais on n'a pas de budget ! Donc les projets doivent s'autogérer, c'est-à-dire qu'ils doivent être capable de se créer et de se maintenir sans un apport important de

⁸⁸ Subgerencia Regional Agraria del Programa de Gobierno Regional de Lima Metropolitana

notre part, c'est pour cela qu'on donne la priorité aux filières productives rentables. »⁸⁹

Figure 17: Imbrication des compétences à Lima

Province de Callao	Province de Lima métropole	Lima région	Echelle régionale
7 districts	43 districts	9 provinces	Echelle provinciale
Callao	Cercado de Lima	126 districts	Echelle du district
	Gérance agraire PGRLM	Huacho	Capitale de région
		Agence Agraire de Lima	Entité en charge de l'activité agricole



Source : COFOPRI, 2007.
Réalisation : Leloup, 2016.

La FIGURE 17 met en avant les différentes compétences concernées par l'activité agricole au sein de notre terrain d'étude. Les exploitations comprises dans les territoires du Callao et de Lima métropole sont gérées par le PGRLM ; alors que celles situées en dehors sont gérées par l'agence agraire de Lima. Dans notre recherche, nous avons avant tout rencontré des cas se rattachant au PGRLM, mais bien souvent les exploitants situés aux limites de la ville hésitent et ne savent pas vers quel organisme se tourner.

⁸⁹ Extrait d'un entretien avec Gonzalo Reategui, Chef de planification de la *subgerencia Regional Agraria de Lima metropolitana*.

Encadré 5: Décentralisation et gestion publique à Lima

L'échelon de base des institutions politico-administratives péruvienne est la municipalité. Les municipalités sont de deux types, et correspondent à deux échelles administratives différentes. Elles peuvent avoir compétence sur un district, ou sur une province. Dans les agglomérations, plusieurs districts forment une unité urbaine. C'est le cas à Lima, où 49 districts composent l'ensemble de l'agglomération.

La province constitue l'échelon supérieur au district. Une province est donc gérée par une municipalité, et englobe simultanément dans sa juridiction plusieurs districts, chacun ayant sa propre municipalité. L'agglomération liménienne est composée de deux provinces : la province de Lima et la province de Callao. Il n'y a pas à Lima de gouvernement régional, ses fonctions sont remplies par le maire de la métropole. Une municipalité de province dispose de pouvoirs élargis par rapport aux municipalités des districts, elle a des compétences sur l'ensemble de la province mais également sur le district central de son territoire. A Lima, la province de Lima a donc également compétence sur le district de Lima, communément appelé *cercado*. Bien souvent, la distinction entre compétences des municipalités provinciales et celles des districts sont sources d'ambiguïtés.

Le processus de décentralisation amorcée dans les années 80, puis repris après la période de gouvernement autoritaire du président A. Fujimori⁹⁰ (1990-2000), a abouti au transfert d'une partie des compétences de l'Etat à des régions, au nombre de 24 (Joseph et al. 2005). En parallèle, les fonctions des municipalités locales ont été renforcées.

De plus, les programmes officiellement tournés vers les producteurs des périphéries sont rares. N'étant ni ruraux ni urbains, on peine à définir leurs profils et leurs besoins. Ainsi, Isabel Hurtado de l'ONG Alternativa qui mène des actions dans la partie Nord de la métropole, nous expliquait « *L'agriculture à Lima intéresse très peu de monde. Les programmes du gouvernement se tournent vers les producteurs ruraux. On s'imagine que parce qu'ils vivent en ville, les exploitants ici ont facilement accès à toutes les ressources productives, mais c'est faux, certains acteurs sont très isolés dans les périphéries, ils n'ont pas accès à l'eau, à l'électricité, à Huacoy le pont est inondé plusieurs mois dans l'année [...]. Les agriculteurs et éleveurs à Lima sont peu nombreux, quelques milliers, ce n'est clairement pas une priorité des gouvernements. Les chambres agraires ont surtout un rôle de représentation, plus qu'un rôle d'appui. En tous cas à Lima Nord.* »⁹¹

⁹⁰ Le gouvernement d'A.García officialisa en 1989 la création de 12 régions. A. Fujimori opère par la suite un retour à une politique centraliste et supprime les gouvernements régionaux en 1992 et crée des conseils transitoires d'administration régionale aux mains du pouvoir central (CTAR). Ces CTAR sont gérés sans forme de démocratie locale, puisque leurs représentants sont nommés.

⁹¹ Extrait d'un entretien réalisé avec Isabel Hurtado, ONG Alternativa,

Ces propos sont appuyés par un entretien mené auprès de Fernando Castro Verastegui, à la direction des politiques agraires du ministère de l'agriculture et de l'irrigation, durant lequel il fut impossible de mettre à jour des politiques dirigées vers les producteurs urbains. Bien que l'activité agropastorale des périphéries de Lima soit une activité de type familiale, elle ne rentre pas systématiquement dans les cadres supposés de ce type d'activité. Ainsi, 2014 a été proclamée « Année de l'agriculture familiale » par l'assemblée générale des Nations-Unies, dans le but de remettre ce type d'agriculture au centre des politiques agricoles, environnementales et sociales dans les programmes d'action nationaux (FAO, 2014). Cela a été l'occasion de mettre en place un certain nombre de projets dirigés vers ce type d'agriculture au Pérou. Cela a par ailleurs donné lieu à un certain nombre de confusions autour de la définition de l'agriculture familiale et des bornes de celle-ci. On assimile souvent petite agriculture et agriculture familiale, alors que la taille des exploitations reste un critère trop dépendant des contextes locaux et nationaux. Une « petite » exploitation à Lima entrera dans la catégorie « exploitation moyenne » dans d'autres contextes. Il est plus pertinent alors de se référer aux critères de fonctionnement : seuls les membres de la famille travaillent à temps plein, une partie de la production est consommée par la famille elle-même, le capital est familiale (Sourisseau 2014). Ces critères restent restreints et soumis à des exceptions. Dans le cas de Lima, l'emploi d'une ou plusieurs personnes extérieures à la famille de manière prolongée n'est pas si rare, et bien souvent la production est entièrement vouée à la commercialisation. C'est cependant la famille qui est perçue comme le pivot autour duquel s'organise l'activité agricole. Les décisions et initiatives prises dans le cadre de l'activité agricole se font au sein de la famille (Brun 1989). On peut donc admettre que malgré les aspects commerciaux de l'activité, l'exploitation reste familiale. D'autre part, l'agriculture familiale renvoie souvent à une catégorie d'analyse, mais également à une catégorie politique mobilisée par les mouvements sociaux et le syndicalisme rural (Georges et Blanc 2013).

Les retombées de cet intérêt pour l'agriculture familiale ont été imperceptibles à Lima ; les exploitations sont perçues comme commerciales avant tout, et ne rentrent pas dans les critères d'appui aux unités familiale. Cette catégorie est loin d'être uniforme et peut même se révéler « irritante dans la mesure où la famille ne se laisse pas réduire facilement à un concept clairement défini » (Brun 1989). Elle rassemble des profils variés, du propriétaire aux sans terres, et des situations socio-économiques inégales.

I.2. Les acteurs de la ressource hydrique : des interlocuteurs privilégiés pour les producteurs liméniens.

Le principal organisme en charge de l'administration de la ressource hydrique au Pérou est l'ANA (*Autoridad Nacional del Agua* - Autorité Nationale de l'Eau), organe dépendant directement du MINAGRI (*Ministerio de Agricultura y Riego* - Ministère de l'agriculture et de l'irrigation). L'ANA est décomposée en 14 AAA (*Autoridad Administrativa del Agua* - Autorité Administrative de l'eau), elles-mêmes divisées en plusieurs ALA (*Autoridad Local del Agua* - Autorité Locale de l'eau). Dans le cadre de Lima, c'est donc l'ALA Chillón-Rímac-Lurín qui est en charge de la gestion de l'eau. L'ALA a pour rôle de distribuer les licences d'utilisation de la ressource pour les différents usagers de l'eau.

À Lima, le principal consommateur, et donc « client » de l'ALA est la SEDAPAL (*Servicio De Agua Potable y Alcantarillado de Lima* - Service d'Eau Potable et d'Assainissement de Lima), entreprise en charge de la distribution de l'eau potable pour un usage domestique, ainsi que de l'évacuation des eaux usées.

Tableau 13: Consommation et tarifs de l'eau à Lima métropole

Type d'usage	Consommation (m3)	tarif (soles/m3)
Domestique	368 299 000	à partir de 1,227 => 5,239
Commercial	65 989 000	5,239
Industriel	12 489 000	5,621
Social	14 563 000	1,227
Autre	25 984 000	

Source : INEI 2015b), Sedapal 2017.

Les chiffres du Tableau 13 sont tirés des données de la SEDAPAL, qui ne se charge pas de la distribution des eaux agricoles. La distribution de l'eau pour l'irrigation est gérée par des entités appelées les *Juntas de Usuarios* (JU). Depuis la fin des années 80, la gestion de l'eau d'irrigation n'est plus dans les mains de l'Etat, mais sous la responsabilité des JU, organismes privés représentatifs des droits des usagers de l'eau (ANA 2009). À chaque vallée irriguée correspond une *Junta*, le Pérou en compte actuellement 108. À Lima, les agriculteurs sont donc rattachés à trois JU différentes en fonction de la vallée dans laquelle ils se situent : JU des

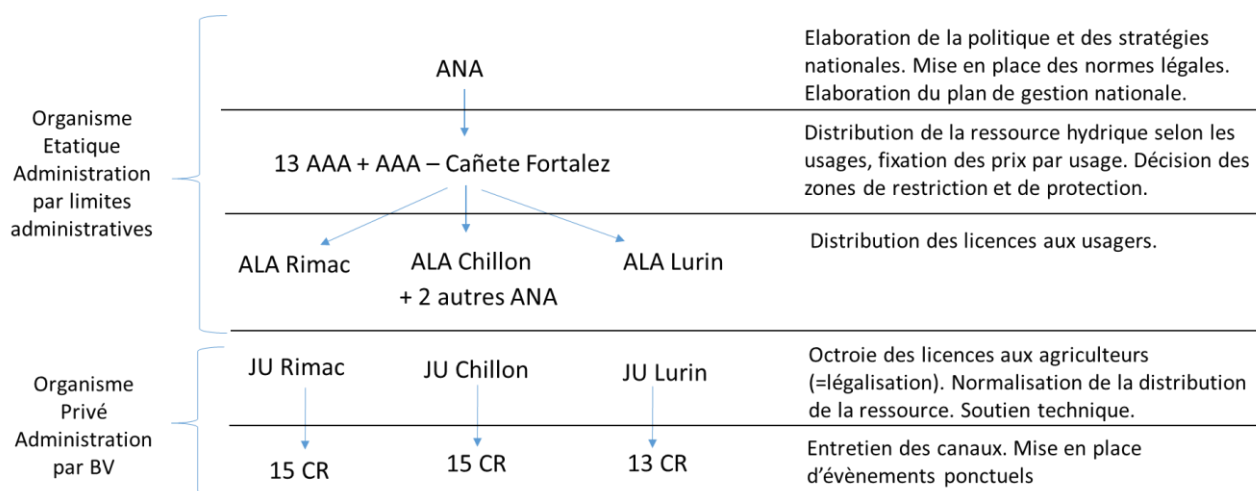
fleuves Chillón, Rímac et Lurín. Chaque Junta a pour charge de distribuer l'eau d'irrigation aux agriculteurs des parties basses, médianes et haute du bassin versant. Les JU, contrairement aux ALA, sont donc organisées par bassin versant, comme la loi sur la ressource hydrique 29338 de mars 2009 cherche à l'encourager.

La JU est donc l'organisme chargé de la distribution de l'eau d'irrigation à l'ensemble des exploitants agricoles de la vallée, appelés « usagers », et est responsable du maintien du système d'irrigation. Il s'agit d'une association privée, chargée de gérer un bien de l'Etat (la ressource hydrique) et de représenter la société civile. L'organisation de base la plus représentative des usagers de l'eau d'irrigation est la commission d'irrigateurs. Elle a pour fonctions principales d'exécuter et de contrôler la distribution de l'eau au sein de sa circonscription territoriale, de participer à la formulation, l'exécution et au contrôle des plans de conservation et de maintien des infrastructures d'irrigation, ainsi que d'appuyer la JU dans la collecte de la redevance. L'unique ressource financière de la JU, et donc sa principale source d'investissement, réside dans le tarif que doivent payer les usagers de l'eau d'irrigation. Il s'agit d'un élément essentiel au fonctionnement et à la viabilité du système d'irrigation (Valcárcel et Cancino 2000a). Chaque usager paie un tarif lui octroyant le droit d'utiliser l'eau d'irrigation. Celui-ci n'est pas fixe et correspond à un certain montant fixé par unité de volume selon l'usage déclaré de l'eau (Ley General de Aguas, n° 17752 et Ley de las Inversiones del Sector Agrario). L'usage industriel sera plus coûteux que l'usage résidentiel ou l'usage agricole. Le tarif dépend aussi du nombre d'hectares à irriguer. Selon la localisation des exploitations, le tarif de l'eau peut changer considérablement : en règle générale, les exploitants des parties basses des bassins versants sont soumis à des tarifs plus élevés que ceux des parties hautes. En effet, dans ces territoires, le nombre d'exploitants est en diminution, mais les coûts de maintien des canaux restent fixes, d'où un coût plus lourd à assumer par usager. Soulignons enfin qu'au Pérou, il n'existe pas un « coût de l'eau », sinon un coût de gestion de l'eau, correspondant à la maintenance et au bon fonctionnement du système d'irrigation.

Les JU sont elles-mêmes divisées en CR (*Comisión de Regantes* -commissions d'irrigateurs) selon les prises d'eau et les aires de distribution des canaux secondaires. On compte au total 43 commissions d'irrigateurs dans le regroupement des JU Chillón, Rímac, Lurín ; dont 32 sur le territoire métropolitain. Chaque commission est elle-même composée d'un comité élu, qui a pour rôle de gérer et d'administrer la distribution de l'eau d'irrigation par canal et/ou prise d'eau.

Il existe des règles de distribution précisant quelle quantité d'eau peut être distribuée et à quel moment, déterminées par les CR. Elles sont adaptées aux changements de volume d'eau disponible au long de l'année. Il existe deux types d'attribution de la ressource hydrique : la prise libre ou « toma libre » en période de crue, et le tour d'eau ou « mita » en période d'étiage. Durant la période de crue, l'eau circule librement dans le lit du fleuve et le long des canaux principaux. La ressource est libre d'accès, tant en termes de quantité utilisée qu'en termes de fréquence d'irrigation. Lors de l'étiage, l'eau est distribuée selon un tour d'eau, défini par la loi générale sur l'eau comme « *la concentration d'eau par secteurs, durant une durée de temps déterminée dans le but d'approvisionner ces mêmes secteurs avec la totalité de l'eau disponible* ». La distribution de l'eau se fait donc selon un temps donné par les CR. Le temps de distribution dépend du type de sol de la zone, du climat et du relief. Ainsi, les zones présentant un sol caillouteux profiteront d'un temps plus long de distribution, car l'évacuation de l'eau est plus rapide et l'absorption est moindre sur ce type de sol. Le temps de distribution est également tributaire du nombre d'hectares à irriguer au sein de chaque CR. Finalement, le fonctionnement des Juntas reste souvent opaque, et fonctionne à la manière de « boîtes noires », les producteurs ne sachant pas exactement à quoi est destiné l'argent de la *tarifa* (*Ibid.*).

Figure 18: Organisation de la gestion de la ressource hydrique



Source : ANA, 2016 ; Ley de Recursos hidricos, 2008 ; entretiens auprès des agents de l'ANA.

La gestion de l'eau est divisée entre eaux superficielles et eaux souterraines. Les JU par exemple ne se chargent que des eaux superficielles, laissant un vide juridique en ce qui concerne l'usage des eaux souterraines pour l'irrigation. Les vallées sont donc également dotées, de façon inégale, en eaux souterraines. Ainsi, la vallée du Chillón compte 845 puits légaux (INRENA

2004) et on estime au double le nombre de puits illégaux (Torres 2009). À Lurín, on recense 1230 puits légaux (INRENA 2006), les puits illégaux n'ont pas été recensés dans cette zone. Si la gestion des eaux superficielles se fait de façon collective, celle des eaux souterraines est individuelle, en théorie.

En dehors de ce rôle de distribution de l'eau d'irrigation, les JU participent pleinement à la vie des producteurs. Il s'agit pour beaucoup de producteurs agricoles de l'unique lien avec un organisme de soutien et de contrôle de l'activité, et du principal porte-parole étatique que les producteurs vont rencontrer au cours de leur activité. Les salariés des JU peuvent aussi faire la liaison entre les producteurs eux-mêmes, et jouer le rôle d'informateurs concernant la conduite de l'activité dans la vallée concernée. Du fait de leur implantation sur l'ensemble d'un bassin versant, les ingénieurs peuvent partager leurs connaissances de l'activité agricole se développant au sein des parties supérieures du bassin aux producteurs des parties basses.

En parallèle de gestionnaires de la ressource hydrique, les JU peuvent devenir des lieux de sociabilité clés pour les exploitants liméniens. Le rôle technique des ingénieurs dépasse souvent la seule ressource hydrique et s'étend à l'ensemble de la conduite de l'exploitation. Les centres des JU sont des lieux de rassemblement pour les producteurs, rares dans le contexte liménien où les contacts sont peu fréquents.

Avec la croissance urbaine, un acteur étatique supplémentaire vient se greffer à la gestion de la ressource hydrique, la SEDAPAL (*Servicio de Agua Potable y Alcantarillado de Lima*- Service d'eau potable et des égouts de Lima). De plus en plus, les producteurs agricoles sont amenés à traiter avec les représentants de la SEDAPAL du fait du changement d'usage du sol. De nouveaux conflits autour de l'usage de la ressource hydrique se cristallisent. Un producteur installé dans une zone reconnue comme urbaine se voit dans l'obligation de payer le tarif de l'eau qu'il utilise pour l'irrigation au tarif résidentiel.

« L'urbanisation est un problème bien sûr, les producteurs s'affaiblissent. Ici, je suis la dernière productrice. [...] Ce n'est pas tellement un problème de voisinage, mais on n'est plus assez nombreux pour se faire entendre tu comprends ? Une de mes principales préoccupations c'est la qualité de l'eau d'irrigation. Je n'utilise pas l'eau du fleuve, elle est beaucoup trop polluée. Sur la propriété, nous avons un puit depuis plus de 100 ans, il a été creusé par notre famille, et depuis c'est notre famille qui se charge de l'entretien du puit depuis tout ce temps. Maintenant, avec l'urbanisation des alentours, la SEDAPAL réclame la propriété de l'eau et veut nous faire payer une taxe dessus, au prix de l'usage résidentiel. Nous sommes en litige depuis plusieurs années. Je refuse de payer cette taxe, la SEDAPAL ne traite pas l'eau afin qu'elle soit potable, personne n'est venu analyser l'eau pour savoir si elle était apte à la

consommation ou non. Il n'y a aucune raison que l'exploitation paye cette taxe. Ces politiques ne font que mettre davantage de pression sur les producteurs et les affaiblissent »⁹².

Les acteurs sectoriels sont imbriqués entre eux et peinent à faire ressortir des lignes directrices pour les producteurs de la ville. Nous rejoignons ici pour Lima métropole le constat déjà réalisé par Fernando Saavedra Peláez pour Mexico ; il est nécessaire de « mieux définir agriculture urbaine, périurbaine et rurale pour mieux cibler les politique » (Peláez 2015). L'agglomération s'étend sur deux entités provinciales séparées, la province de Lima métropole et la province du Callao. Le chapitre 5 mettait en évidence les allers et venues des producteurs entre exploitations de la métropole et exploitations des provinces voisines. En outre, nous avons souligné l'existence d'exploitations s'étendant à la fois au sein de l'agglomération et en dehors. Il n'existe pas à ce jour de programmes permettant de coordonner des exploitations qui s'étendent sur des territoires distincts. La coordination entre leurs programmes publics ne s'effectue pas au niveau sectoriel.

On note également des concurrences autour de certains usages. C'est le cas pour la ressource hydrique, où des tensions s'opèrent, notamment en ce qui concerne les tarifs à appliquer. La SEDAPAL est l'acteur principal s'employant au recouvrement des taxes sur l'eau, et tend à supplanter le rôle des JU.

II. Des politiques trop tournées vers la demande au détriment de l'offre ?

En étudiant les projets de soutien à l'agriculture à Lima métropole, passés et présents, nous avons pu noter un certain nombre de similitudes entre ceux portés par des ONG (locales, nationales ou internationales) et les gouvernements locaux, qui s'inspirent souvent les uns les autres. Les politiques gouvernementales inspirent les ONG et vice-versa. Ces acteurs sont davantage tournés vers des logiques territoriales, ce qui peut laisser présager une meilleure appréhension des demandes locales. Nous souhaitons dans cette section interroger la prise en compte des besoins des bénéficiaires dans les projets mis en place par les municipalités et la société civile. Nous avons fait le choix de réunir dans une même section ONG et autorités

⁹²Extrait d'un entretien avec une productrice de Chaclacayo, héritière des parcelles d'une ancienne Hacienda. Elle est aujourd'hui une des dernières productrices présente dans l'urbanisation de Huampani.

politiques locales du fait du travail conjoint réalisé. De même, ces organismes présentent souvent des biais communs.

II.1. Les ONG dans le territoire liménien et leur influence sur les politiques locales

Les ONG ont constitué des viviers d'informations fondamentaux dans notre travail de recherche. Travaillant directement avec les bénéficiaires, elles se sont révélées faciles d'accès et enthousiastes à l'idée de partager les informations autour des projets de soutien à l'agriculture et/ou aux petits producteurs en ville. Enfin, un aspect a particulièrement retenu notre attention : il existe des continuités évidentes entre les projets menés par les municipalités et ceux des ONG, voire des synergies. Nous abordons donc les ONG en tant qu'acteurs territoriales car ils participent dans une certaine mesure à la mise en place de politiques territoriales.

Ainsi, certaines ONG ont pu réactiver des expériences d'agriculture urbaine délaissées par les autorités depuis le régime de Velasco durant la décennie 70⁹³. Par la suite, ce sont les municipalités elles-mêmes qui se sont inspirées des réussites des ONG. Longtemps dans les quartiers populaires, les ONG constituaient des interlocuteurs clés ; pour les producteurs de micro-parcelles d'une part, et pour les producteurs commerciaux dans une moindre mesure. Elles se rendent là où les politiques ne s'aventurent pas par manque d'intérêt, et ont souvent été citées comme les seuls soutiens des petites exploitations. Nous allons à présent nous pencher sur quelques actions clés de ces organismes, et analyser leur influence sur les politiques de la ville.

L'IPES (*Instituto de Promocion del Desarrollo Sostenible* - Institut de promotion du développement durable) est une ONG pionnière en ce qui concerne la promotion de l'agriculture en ville. Dès les années 2000, des premières études sont réalisées par les experts de l'IPES, notamment dans le cadre du réseau AGUILA⁹⁴. Les premiers pas dans la réalisation

⁹³ On se réfère ici au cas de Villa El Salvador, où dès la création de la ville en 1971, Velasco et les autorités de la ville avaient planifié une zone agricole.

⁹⁴ Réseau latino-américain d'agriculture urbaine -*Red Latinoamericana de Agricultura Urbana*, créé en 1997 et avec pour objectif de contribuer à l'échange, l'apprentissage et à la promotion de l'agriculture urbaine dans plusieurs pays d'Amérique latine (Bolivie, Mexique, Équateur, Cuba, Costa-Rica, Brésil, Chili, Pérou, Colombie, République Dominicaine, Uruguay, Paraguay, Argentine, Nicaragua), au travers de projets de recherche régionaux, d'outils de communication, d'ateliers, de séminaires, de la création d'une bibliographie spécifique et par un appui technique dans la conception de programmes de développement de l'agriculture urbaine. Le réseau a été présent à Lima via les premiers programmes de l'IPES au début des années 2000. Cependant, lors de notre recherche, le réseau ne semblait pas actif à Lima, bien qu'il continue à opérer dans d'autres pays (Caridad Cruz, 2016)

concrète de jardins urbains ont eu lieu en 2006, via un programme d'installation de potagers urbains à Villa María del Triunfo, en collaboration avec l'IPES, l'entreprise privée REP (*Red de Energia del Peru* -Réseau d'énergie du Pérou) et un groupement d'habitants portés volontaires pour participer au projet. L'entreprise, au travers de sa RSE (Responsabilité Sociale de l'Entreprise), souhaitait mettre en valeur les terrains non constructibles situés sous les lignes à haute tension tout en évitant les occupations illégales de ces sites. Le choix de valorisation s'est porté sur les potagers urbains, car ils permettent d'utiliser les terrains non constructibles sans risque pour la population tout en « *renforçant les liens entre l'entreprise et les habitants, en améliorant les conditions de vie de ces derniers* » (communication officielle de REP). Le projet a pris le nom de « *huertos en linea* » (potagers urbains en ligne) en référence aux lignes à haute tensions en-dessous desquelles les parcelles se développent.

Planche-photo 4: Les potagers urbains en ligne de Villa Maria del Triunfo



Les deux photos ci-contre illustrent le type d'installations que le projet de coopération a pu promouvoir. Les câbles électriques sont bien apparents au-dessus des parcelles.

Source : REP, 2009 ; Leloup, 2013.

Par la suite, ce modèle de développement de projets entre une institution publique et une institution privée s'est répété dans le district voisin de Villa El Salvador. En effet, aux abords des lignes du train électrique, en opération depuis 2012, l'université technologique de Lima Sud (*Universidad Nacional Tecnológica de Lima Sur*) a mis en place des parcelles pédagogiques pour les élèves suivant la formation d'ingénierie environnementale. Les terrains situés juste à côté des lignes de train n'étant pas constructibles, l'université ont obtenu de la municipalité du district de Villa El Salvador le droit d'exploiter ces terrains laissés vacants. De façon à mieux

s'inscrire dans la vie du district, un projet nommé « *chacras urbanas* » (ferme urbaine) s'est créé. Au travers de ce projet, les étudiants proposent, en fonction des récoltes effectuées, un espace de vente pour les habitants du quartier.

Planche-photo 5: Parcelles expérimentales de l'université technologique de Lima Sud



Sur le cliché du haut, on peut apercevoir à l'arrière-plan le passage d'un train, alors qu'une affiche nous informe de la nature du terrain : « Fermes urbaine – Etudes d'ingénierie environnementales ». Plus bas, on peut lire le slogan du projet « Ne parlons pas de terre blessée si nous ne faisons rien de concret pour elle ».



Sur le cliché du bas, on peut voir une parcelle de quinoa, culture peu répandue à Lima métropole, ce qui illustre le caractère expérimental au niveau agronomique du projet.

Clichés : Leloup, 2013.

Les efforts de l'IPES dans le sens d'une promotion de l'agriculture en ville se sont poursuivis au cours des années 2010 et ont notamment donné naissance à l'ouverture d'un centre pédagogique à Pachacamac : le CAIA (*Centro de Aprendizaje e innovación agroecológica* - Centre d'apprentissage et d'innovation agroécologique). Ce centre constitue un lieu de formation pour les agriculteurs urbains. Il résulte directement du succès du projet « *huertos en línea* » et compte aussi avec le soutien de la RSE de la REP. On trouve sur le site une parcelle témoin permettant de mettre en pratique des nouvelles techniques de culture, une pépinière et un petit hangar pour l'élevage de cochons d'Inde. Aussi, le lieu a-t-il vocation de proposer un espace de vente ponctuelle. Enfin, c'est un espace de rencontre des producteurs, pouvant ici partager leurs expériences et rencontrer des professionnels pour les guider dans leurs choix.

Selon Flor Paredes, coordinatrice des projets mise en place des potagers urbains à l'IPES, ce centre est né de la demande des producteurs eux-mêmes, souhaitant profiter d'un espace de partage. Située à Pachacamac, « *la casita* » accueille avant tout des producteurs de Villa María del Triunfo et de Villa El Salvador. Sa situation charnière entre des districts urbains et des districts plus périphériques en fait un potentiel lieu de rencontre entre « agriculteurs de la ville », ou jardiniers communautaires ; et « agriculteurs des champs », c'est-à-dire des zones plus rurales. Une des vocations du centre était d'ailleurs de faciliter les rapprochements entre ces deux types d'acteurs, ce qui au moment des enquêtes semblait être passé à un rang secondaire. En effet, selon les responsables, seuls les agriculteurs urbains profiteraient réellement des structures offertes par le centre.

Notons enfin que le centre a été promu en 2012 par un concours mis en place par la municipalité métropolitaine, au travers du SERPAR (*Servicios de Parques de Lima* - Services de Parcs de Lima) et du journal « El Comercio » récompensant les initiatives urbaines ayant contribué à accroître et/ou améliorer les espaces verts de Lima. Ce concours participe à la médiatisation des initiatives agricoles en ville et contribue à valoriser l'image de l'agriculture.

Avec une approche plus agronomique, l'IDMA (*Instituto de Desarrollo y Medio Ambiente* - Institut de développement et d'environnement) est une ONG pionnière en ce qui concerne la promotion de l'agriculture écologique au Pérou. Les premiers travaux allant dans ce sens remontent à une trentaine d'années. L'IDMA est présente sur l'ensemble du territoire péruvien, et ne concentre qu'une petite partie de son activité à Lima. C'est notamment l'IDMA qui est à l'origine de la loi, signée en 2008 et mise en application en 2012, concernant les produits biologiques. Elle a permis de créer un cadre légal à la production biologique, afin que les producteurs puissent profiter de prix différenciés.

Le rôle de l'IDMA à Lima s'exprime avant tout dans le cadre du développement des certifications biologiques (aussi appelées écologiques) et de création de réseaux locaux. L'ONG est un des membres du réseau RAE (*Red de Agricultura Ecológica* - Réseaux d'agriculture écologique), qui lui-même a promu le réseau PRAUSA (*Red de Promoción de la Agricultura Urbana y de la Seguridad Alimentaria* - Réseau de promotion de l'agriculture urbaine et de la sécurité alimentaire) qui soutient les productrices de Pachacamac dans la production et la commercialisation de produits horticoles biologiques.

Le groupe GEA est une ONG environnementale à rayonnement national, présente à Lima au travers d'un projet dans la vallée de Lurin appelé « Vive Pachacamac ». Le projet avait pour objectif de protéger les espaces agricoles des districts de Lurin et Pachacamac en promouvant le tourisme, et notamment en créant des circuits d'agro-tourisme.

Ces ONG sont avant tout tournées vers les petits producteurs urbains, les exploitants des parcelles périphériques sont bien souvent en dehors des objectifs de ces structures. On peut interroger ces projets et leurs pertinences : s'agit-il du résultat de bonnes intentions ou réellement d'une alternative viable pour l'agriculture liménienne ? Il semble que ce n'est pas tant l'agriculture dans ses aspects productifs que l'on cherche à appuyer, mais une certaine vision de l'activité, une activité de subsistance sur des parcelles très réduites, aux mains d'une population marginale qui utilise l'activité comme complément à leur alimentation. L'aspect commercial de l'agriculture liménienne n'est pas considéré dans les cas précis, ce qui a pour effet d'ostraciser des acteurs déjà invisibles dans le paysage liménien. L'agriculture liménienne va prendre un visage erroné, ou pour le moins tronqué.

En mettant en parallèle les projets des ONG et ceux des municipalités des districts, il nous est apparu de nombreuses similitudes. Les liens entre associations et municipalités sont forts. Plutôt que d'entrer en concurrence, les expériences s'inspirent les unes les autres, et permettent de repérer les erreurs fréquentes, les pratiques fructueuses, celles qui restent à améliorer etc. Les institutions communiquent entre elles, et les spécialistes de l'activité passent d'une institution à une autre et partagent leurs expériences. Citons ici le cas de G.Mertzhal, coordinateur de programme de promotion de l'agriculture urbaine à l'IPES, qui est devenu quelques années plus tard gérant de la municipalité métropolitaine, au poste de conseiller pour la mise en place des programmes de développement de l'agriculture en ville. Il existe donc une réelle continuité entre les projets des ONG et ceux mis en place par les autorités publiques, et un transfert des

connaissances d'un acteur à l'autre. Cette méthode présente cependant le biais déjà évoqué de la surreprésentation de certains acteurs. Les programmes des municipalités vont être tentés de poursuivre les démarches engagées par les ONG : les dirigeants connaissent les bénéficiaires, les manières de travailler. Ces organismes sont censés être les « représentants type » d'une société civile mal définie et peu prise en compte dans les décisions (Atlani-Duault 2005). D'abord marginalisées dans les politiques de développement aux Suds, le secteur non gouvernemental s'impose peu à peu comme un acteur de la gestion publique (Laroche (ed.) 2003). Le cas de Lima renvoie à cette incursion croissante des ONG dans les décisions politiques, avec notamment le programme municipal « Mi huerta » qui travaille en priorité avec des potagers urbains connus, notamment ceux qui comptent avec le soutien de l'IPES. L'expertise du secteur non-gouvernemental oriente les actions des projets publiques. On peut soupçonner alors une concentration des aides sur un nombre de producteur réduit, plus visibles, plus entreprenants ; et une exclusion de ceux ayant un accès restreint aux institutions. Les acteurs des ONG locales échouent ici à remplir une de leur fonction, celle de levier de contestation du pouvoir local (Atlani-Duault 2005). En effet, le PNUD considère que le rôle de ces institutions consiste entre autre à constituer un contrepouvoir face au gouvernement. La dynamique est ici inverse, puisque les ONG appuient les pouvoirs en place.

II.2. Des municipalités entre dynamisme et indifférence

Les implications des municipalités des districts dans le soutien à l'activité agricoles sont très inégales d'une circonscription à une autre. Sur l'ensemble des districts comptant avec une activité agricole, que celle-ci soit dynamique et répandue ou au contraire en diminution, rares sont les municipalités qui comptent avec un département dédié à l'activité.

Seule la municipalité de Lurigancho-Chosica propose un organe politique spécialisé dans l'activité agropastorale et dans le soutien aux producteurs. Notons qu'il s'agit ici d'une agriculture de périphérie, donc d'une activité à vocation commerciale. Dans les autres municipalités, il faut se référer à d'autres départements, tels que celui du développement urbain et rural, le département de planification urbaine, le département environnemental ou encore le département des activités économiques, selon la municipalité concernée. A ce jour, il n'existe pas d'organisation commune à l'ensemble des municipalités locales, ce qui complique une approche intégrale sur l'ensemble de la métropole.

La sous-direction d'agriculture urbaine de Lurigancho Chosica est comprise au sein de la direction de développement économique local. Elle a ouvert en 2005. Sa création est donc récente, et intervient alors que l'activité agropastorale est déjà sur le déclin. L'instauration de cette direction s'est faite sous l'impulsion d'une alliance entre la municipalité et le programme « Urban Harvest » du centre de recherche CIP (Urban Harvest 2006). Elle a été créée pour intégrer un appui aux producteurs urbains au sein de la structure municipale. Des services aux producteurs ont été instaurés afin de faciliter le contact avec les institutions, les entreprises et organisations pouvant offrir aux producteurs des marchés plus intéressants ou des formations spécifiques. La municipalité se veut vecteur d'informations et souhaite aboutir à terme à une amélioration de l'activité agropastorale. De fortes attentes ont été portées sur la création d'outils collaboratifs. Au cœur du projet du département, on retrouve la conception d'un budget participatif. Pour répondre à cette vocation, une des premières actions de la municipalité a été d'encourager l'organisation des acteurs et la création d'associations formelles, capables de représenter les intérêts du groupe dans la planification municipale, mais aussi à l'échelle plus petite des régions. Cependant, les entretiens menés en 2013 ne font pas écho de la création d'un tel budget. De même, il est difficile de voir se profiler des associations de producteurs dans la zone, sinon celles soutenues dès le départ par des acteurs extérieurs (dans ce cas, le programme « Urban Harvest »). Les objectifs affichés par la politique municipale ont du mal à se réaliser concrètement.

Au cours de notre travail de recherche, il a été possible de mener des entretiens auprès des deux responsables de la sous-direction : Carlos Bermudez et Allison Montalvo. Selon eux, les réussites de cet organe municipal résident dans l'appui technique aux producteurs, notamment en ce qui concerne les normes sanitaires. Un exemple évoqué est celui de l'eau utilisé pour laver les légumes produits. La plupart des producteurs lavent leurs productions post-récolte directement avec l'eau du fleuve. Cette pratique n'est pas conforme aux normes sanitaires fixées par le ministère de l'agriculture⁹⁵. Une étude concernant les pratiques des producteurs à Lima, et en particulier la contamination des produits horticoles par les eaux d'irrigation nous révèle

⁹⁵La loi péruvienne confère au secteur de la santé le rôle de contrôle sanitaire des aliments en général et délègue ces fonctions aux secteurs de l'agriculture et de la pêche en ce qui concerne la production primaire ; aux gouvernements locaux ce qui a trait à la commercialisation et à la transformation des aliments.

En 1997, le ministère de la santé met en place un nouveau règlement de « vigilance et contrôle sanitaire des aliments et boissons » (*Reglamento de Vigilancia y Control Sanitario de Alimentos y Bebidas*). Ce nouvel instrument confie aux secteurs concernés la responsabilité de la vigilance sanitaire. Par exemple, le secteur agricole est chargé de la surveillance sanitaires des produits issus de l'agroindustrie et de proposer des codes de bonnes pratiques agricoles et d'élevage. En outre, le ministère est aussi en charge de faire respecter l'interdiction d'irrigation des produits horticoles et des fruits de taille courte avec des eaux usées et/ou contaminées (<http://www.digesa.sld.pe>).

que les aliments contiennent davantage d'éléments polluants après lavage qu'avant (Villavicencio 2012). La municipalité a soutenu la création de bassins de rinçage, où les producteurs peuvent laver leurs récoltes avant la vente et assurer une meilleure qualité sanitaire des produits.

Photographie 6: Bassin de rinçage créé avec le soutien de la municipalité de Lurigancho-Chosica (Carapongo)



Cliché Leloup, 2013.

Enfin, ce département s'est créé non seulement pour appuyer les producteurs déjà établis et les épauler dans leur activité, mais compte aussi « repérer les producteurs potentiels », à savoir les habitants du district susceptibles de se convertir ou reconvertir à l'activité agricole, dans un but professionnel. La municipalité de Lurigancho-Chosica, par la création de cette sous-direction dans un contexte de croissance urbaine sur les terrains agricoles, démontre sa volonté de conserver l'activité.

Les municipalités du sud de la métropole quant à elles communiquent volontiers sur le caractère rural de leurs territoires et sur la présence en quantité (relative) d'espaces verts au sein de leur district. La vallée de Lurín se présente en effet comme la dernière vallée verte de Lima métropole. Les producteurs agricoles et éleveurs participent grandement à la conservation d'espaces ouverts au sein des districts, cependant rares sont les initiatives allant dans leur sens. Les producteurs trouvent des appuis dans d'autres institutions. Ces contradictions entre discours et actions sont soulevées par les exploitants eux-mêmes : « *on nous parle de vallée verte, de protection des espaces verts de Lurín, des terrains agricoles, mais en réalité on n'a aucun soutien. Au contraire, les gens de la municipalité nous compliquent la tâche. Ils changent les statuts des sols, et nous contraignent à payer plus de taxes. Mais ça ils le font en cachette [...]* Pour moi, ces histoires de vallée verte, ce ne sont que des discours ⁹⁶ ». Ainsi, la municipalité cherche à promouvoir les paysages produits par l'agriculture et l'élevage sans chercher à garantir leur durabilité dans le temps.

Photographie 7: Valorisation des attributs ruraux de Pachacamac par la municipalité



Cliché : Leloup, 2013.

⁹⁶ Témoignage de Luis, producteur de Lurín, membre du groupement Ecosumaq, rencontré en décembre 2013.

La Photographie 7: Valorisation des attributs ruraux de Pachacamac par la municipalité expose les décorations murales de la place de Pachacamac. La municipalité insiste sur les qualités paysagères de la vallée : littoral, agriculture et produits issus de l'activité, espaces ouverts pour les activités sportives etc. Ces représentations vont dans le sens d'une protection des espaces ouverts face à l'urbanisation croissantes des autres vallées. La vallée de Lurin souhaite se différencier et faire office de vallée verte, de « poumon » pour l'agglomération de Lima.

Enfin, à part ces cas bien particuliers, l'agriculture urbaine est souvent absente des agendas municipaux, aux mieux perçue comme un moyen de maintenir les parcs et les jardins municipaux. Les programmes d'agriculture urbaine et périurbaine sont davantage des exceptions qu'une norme. Notamment, on peut souligner l'absence totale de programme de soutien à l'activité agricole dans des districts où l'activité est dynamique, comme c'est le cas à Carabayllo, Lurín ou Pachacamac pour citer l'exemple le plus représentatif. Ces défauts sont d'autant plus flagrants que les municipalités affichent volontiers des velléités de protection des espaces naturels et agricoles. Dans des districts péri-centraux, tels que Villa El Salvador, Villa María ou Independencia, l'activité agricole est valorisée, mais davantage pour ses potentialités à sortir les ménages de la pauvreté que pour sa fonction productive à plus grande échelle.

Conclusion du Chapitre 6

Les soutiens à l'agriculture en ville ne sont pas totalement absents des programmes des politiques, qu'elles soient sectorielles ou territoriales. Les incitations internationales et les objectifs de ville durable évoqués dans la première partie de cette thèse ont réveillé un intérêt envers les bienfaits de l'agriculture urbaine. On lui attribue un large éventail de vertus : verdissement de la ville ; contribution à l'alimentation des plus pauvres ; amélioration de la qualité nutritionnelle des aliments pour les Liméniens dans leur totalité ; renforcement du lien social entre producteurs d'une part, entre producteurs et consommateurs d'autre part.

Les politiques sectorielles peinent à intégrer dans leurs programmes les caractéristiques d'une agriculture urbaine, souvent mal définie. Les acteurs de la ressource hydrique, les représentants des JU, travaillent au plus près des producteurs et sont les plus à même d'apporter des réponses aux besoins spécifiques des exploitants des périphéries. Cependant, ils suivent dans la majorité des cas des directives nationales et les marges de manœuvres localisées restent rares. Les agences agricoles locales quant à elles se heurtent à des confusions en ce qui concerne les échelles d'application du pouvoir ; la décentralisation et les ré-assignements de fonctions ont brouillé les pistes en ce qui concerne les compétences de chaque organe de pouvoir. Finalement, ces changements ont immobilisé les actions menées par les agences agraires et à l'heure actuelle les programmes ont peu de retombées auprès des producteurs. Ces difficultés liées à une définition claire des compétences et capacités d'action des acteurs sectoriels ne sont pas le fait de Lima métropole uniquement, et on retrouve de telles confusions dans d'autres contextes. A Mexico par exemple, les programmes d'agriculture urbaine et périurbaine du gouvernement fédéral et de celui de la ville de Mexico ne parviennent pas à s'entendre en ce qui concerne les territoires à inclure, les objectifs à avoir et la population à faire participer (Peláez 2015).

Les politiques territoriales présentent l'avantage de pouvoir s'inspirer d'une multitude d'expériences déjà mises en place dans des contextes différents. Ces inspirations sont tout même à considérer avec beaucoup de prudence, les « copier-coller » de projets aboutissant souvent à une déperdition de moyens financier et humains. Ainsi, certains objectifs semblent peu adaptés aux réalités locales. A Lima, ce sont surtout les ONG qui sont force de propositions en ce qui concerne les projets d'appui aux producteurs locaux. Les municipalités des districts sont quant à elles plus timides dans la mise en place de programmes concrets de soutien aux producteurs. Il apparaît que les municipalités locales se sentent peu concernées par le sujet,

alors que la municipalité de la métropole a fait le choix de mettre en place des projets ambitieux visant à protéger et/ou à développer l'agriculture en ville (cf Chapitre 2, II.2.2.).

Ces politiques transversales brouillent les capacités d'accès des producteurs aux projets de soutien à l'agriculture en ville et dans ses proches périphéries, qu'ils soient mis en place par des acteurs territoriaux ou sectoriels. Ils ne savent pas vers quelles institutions se tourner et se retrouvent souvent isolés dans leurs prises de décision. Les projets des diverses entités, sans entrer en compétition de manière frontale, sont souvent déconnectés les uns des autres.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

Les exploitations de la métropole liménienne se trouvent dans une situation inédite pour elles. Rattrapées par le tissu urbain et désormais aux portes de la ville, elles sont face au double défi de s'adapter à un nouvel environnement et à des demandes inédites (évoquées dans la partie précédente). Les attentes sont fortes autour d'une activité qui attire l'attention à la fois des habitants de l'agglomération, mais aussi des acteurs internationaux. Cependant, une analyse de l'histoire de l'activité et de son déroulement actuel dans le contexte liménien nous laisse entrevoir un certain nombre de contradictions entre demande et offre. Les exploitations sont éloignées des marchés de consommateurs ; géographiquement d'une part, les fermes se concentrent dans des districts périphériques parfois difficiles d'accès ; socialement d'autre part, les exploitants n'hésitent pas à insister sur les différences entre les urbains –les habitants et utilisateurs des centres- et eux-mêmes ; commercialement enfin, les circuits de distribution les plus répandus s'assimilent à ceux des régions rurales et ne cherchent pas à profiter de la proximité à la ville. Pour les producteurs, la ville est avant tout vue comme pourvoyeuse de contraintes que d'opportunités. Ces contraintes sont bien évidemment surpassables, et les producteurs mettent en place des stratégies leur permettant de se maintenir dans un contexte marqué par les insécurités, notamment foncières. Ces stratégies cependant ne rentrent pas dans les critères d'une agriculture urbaine, liée fortement à la ville dans ses formes et dans ses productions. Les liens se renforcent au contraire avec les provinces rurales, et l'agriculture des périphéries s'éloigne toujours plus de la ville. Les politiques mises en place ne favorisent en rien un recoupement fonctionnel entre ville et campagnes périphériques. Les acteurs de l'activité à Lima métropole sont mal cernés et ne rentrent pas dans des cadres théoriques précis (trop urbains pour profiter des programmes d'appui aux exploitations rurales). En parallèle, les priorités des politiques de la ville se portent sur d'autres thématiques et ces acteurs se trouvent en situation d'isolement. Dans les pires des cas, on considère les espaces agricoles comme des terrains destinés à être urbanisés et mis en valeur pour l'habitat. Dans les meilleurs des cas, les espaces agricoles sont valorisés mais mal compris. Les ONG et programmes locaux tentent de mettre en place des initiatives visant une meilleure intégration des espaces et des acteurs à la ville, mais ces projets sont en défaut en ce qui concerne l'analyse des besoins des acteurs de

l'agriculture et tentent à tout prix de faire correspondre l'activité à un modèle idéalisé par des attentes extérieures.

Ces réflexions dressent un tableau assez négatif quant à l'avenir des exploitations liméniennes. Tout porte à croire que leur disparition est inéluctable et que les exploitants devront soit se reconverter dans d'autres activités, soit se délocaliser plus loin dans les provinces adjacentes à la métropole. Ces dynamiques sont déjà vérifiables, et nous avons rencontré de nombreux propriétaires en processus de vente de leurs terrains soit pour s'établir à Lima, soit pour acheter des parcelles plus importantes dans les périphéries éloignées. Les attentes évoquées dans la première partie de cette thèse ne semblent pas pouvoir être satisfaites par l'agriculture de proximité à Lima. D'un point de vue alimentaire, les exploitations liméniennes peuvent facilement trouver une place dans le marché de la capitale. Mais il est moins évident que les productions locales ne se retrouvent pas noyées par les produits nationaux. La traçabilité des aliments ne permet pas à l'heure actuelle de différencier les provenances. Les exploitants semblent de plus être attachés à la fonction productive de l'activité. Les changements effectués au sein de leur unité de travail touchent les productions, les itinéraires techniques, mais ne concernent pas un glissement au sein des fonctions. Les producteurs ne sont pas enclins à devenir des paysagistes de la ville et à transformer leurs espaces de travail en lieu de villégiature ou en espace de rencontre.

Cependant, des cas particuliers se sont profilés au fur et à mesure de la recherche et la situation des exploitations liméniennes n'est pas catégorique. Il semblait cependant important d'insister sur le fait qu'une majorité des acteurs de l'activité agricole ne se retrouvent pas dans les injonctions posées par les attentes de la ville. Ces acteurs sont souvent mis en invisibilité, car déconnectés des réseaux intégrés à la ville. Dans la partie qui suit, nous allons au contraire nous attarder sur les acteurs de l'activité agricole (à la fois de la part des professionnels de l'activité que des citoyens s'appropriant l'agriculture) qui se sont emparés des demandes de la ville. Ces réponses sont variées et sont elles aussi porteuses de leur lot d'ambiguïtés.



Troisième partie:

Des demandes urbaines satisfaites, à l'origine de dynamiques innovantes et complexes

Nous avons dans les parties précédentes mis en évidence les inadéquations entre attentes de la ville autour d'une agriculture locale et les possibilités de réponse des producteurs liméniens. Contraints par une croissance urbaine mal maîtrisée, limités par des insécurités fortes (insécurités foncières, volatilité des prix, risques de mauvaise récolte), et peu soutenus par des politiques publiques, les exploitants peinent à mettre en place des réponses pertinentes aux demandes urbaines. Des profils spécifiques se distinguent cependant, et s'approprient les nouvelles fonctions attribuées à l'agriculture urbaine. Il s'agit davantage d'expériences anecdotiques, d'initiatives individuelles ou portées par des projets, que de tendances partagées par un nombre critique de producteurs. Néanmoins, ces pratiques peuvent être précurseurs de nouvelles inclinations vouées à se reproduire. Elles peuvent aussi démontrer avec précision les besoins des producteurs pour répondre aux demandes de la ville évoquées en première partie, et ainsi dépasser les contraintes énumérées dans la seconde partie de cette thèse. Notons également que les producteurs ne sont pas les seuls à saisir les opportunités d'une agriculture plus urbaine. Privés de réponses adaptées à leurs besoins, les citoyens eux-mêmes s'approprient l'activité, pour créer une nouvelle forme d'agriculture dans le contexte liménien.

Enfin, nous attarder sur les cas de concordance entre demande urbaine et offre agricole permet de mettre en évidence les tensions naissant de ces initiatives, pour montrer que les adaptations des producteurs à la ville ne se font pas sans ambiguïté.

Chapitre 7:

DES AGRICULTEURS FACE AUX DEMANDES URBAINES

Si les chapitres des parties précédentes dépeignaient les difficultés pour les producteurs et éleveurs liméniens à adapter leurs pratiques aux attentes extérieures, le tableau n'est pas complètement homogène. En effet, des exploitations liméniennes mettent en œuvre des initiatives entrant en accord avec les attentes des citoyens et des politiques.

Les enjeux repérés depuis l'introduction et traités dans la première partie de ce travail de thèse seront repris pour analyser les réponses proposées par les producteurs. Les exploitations liméniennes ne peuvent certes pas nourrir la capitale, mais elles peuvent répondre à des besoins particuliers. Ces besoins sont de différents types ; les habitants recherchent d'une part des aliments particuliers, l'alimentation urbaine se distinguant de celle des ruraux (Trivelli 2001) (I.1.) ; d'autre part les citoyens cherchent à modifier leurs habitudes de consommation, de plus en plus conscients des travers des circuits agroalimentaires classiques (Caroline Brand et Bonnefoy 2011)(I.2.). D'autres exploitants choisissent de se tourner vers les enjeux d'aménagement et de sociabilité et prennent ainsi la place des politiques locales pour améliorer le cadre de vie des habitants (II). Mais les réponses à ces enjeux ne sont pas monolithiques et certaines actions mises en place ont l'ambition de répondre de manière simultanée à plusieurs demandes repérées.

I. Des réponses à des besoins alimentaires spécifiques

La première partie de la thèse démontrait que l'agriculture de proximité à Lima pouvait potentiellement trouver un intérêt dans sa dimension alimentaire. La deuxième partie mettait cependant en évidence le fait que les productions liméniennes ne profitaient pas de cet accès direct au marché et qu'elles se retrouvaient bien souvent noyées dans la masse des produits arrivant quotidiennement sur les marchés de la capitale. Pour éviter cet écueil, les produits liméniens doivent se distinguer : correspondre à des productions précises, ou passer par des circuits de commercialisation qui garantissent à la fois un renouvellement des relations entre producteurs et consommateurs, l'approvisionnement en produits frais et de qualité et la reconnaissance d'une agriculture localisée.

Nous avons notamment fait ressortir l'importance croissante de la gastronomie dans le quotidien des Liméniens, ainsi que la revalorisation de l'image du producteur dans l'imaginaire collectif. Ces nouvelles dynamiques ont-elles eu des effets sur l'organisation des espaces agricoles de proximité, en dépit des difficultés énoncées ?

Dans le chapitre 4 de cette thèse nous avançons les difficultés pour les productions locales de se faire une place sur le marché de la capitale. Une analyse plus fine des productions de la région de Lima nous permettra de mettre en évidence une participation dans le quotidien liménien moins anecdotique qu'il n'y paraît (I.1.). Par ailleurs, et toujours en opposition aux tendances générales avancées dans le chapitre 4, des initiatives de circuits courts se développent et connaissent un succès certain (I.2), forts d'une demande en pleine croissance, décrite dans le premier chapitre de cette thèse.

I.1. Des productions urbaines qui se développent pour le marché urbain

Malgré une faible participation des producteurs liméniens à l'approvisionnement urbain (Chapitre 4, III), force est de constater qu'il existe une certaine concordance entre les productions et les besoins des consommateurs.

Cette compatibilité entre zones de production et zones de consommation est plus évidente pour les produits issus de l'élevage que pour les produits non carnés. Le riz, aliment de base de la diète liménienne, est principalement produit dans le Nord du pays. Il en va de même pour les tubercules ; les pommes de terre sont surtout cultivées dans les régions de Huanuco ou d'Apurimac.

En aucun cas les exploitations locales ne peuvent prétendre répondre aux besoins des Liméniens, mais il apparaît malgré tout qu'elles ont su tirer parti des demandes spécifiques.

I.1.1. Des périphéries pourvoyeuses de légumes frais

Comme dans beaucoup de périphéries métropolitaines, les espaces agricoles sont marqués par la prévalence du maraîchage. Les productions maraîchères commencent à devenir prédominantes dans les vallées de Lima à partir des années 90 et remplacent petit à petit les productions industrielles et fourragères (Raymundo, Bussink et Prain 2007). Ainsi, Lima et sa région se distinguent du secteur agricole péruvien traditionnel, en affichant un dynamisme plus appuyé dans la production de produits horticoles et fruitiers.

Tableau 14: Les principales productions de Lima métropole dans la production nationale

Produit	Production Lima métropole (en tonnes)	Production Nationale (en tonnes)	Part de Lima métropole dans la production nationale (%)
Betterave	21 420,00	35 708,00	59,99
Laitue	20 723,00	64 360,00	32,20
Radis	19 708,00	22 878,00	86,14
Coriandre	15 931,00	22 321,00	71,37
Céleri	13 965,00	28 215,00	49,49
Oignon de printemps	13 917,00	21 628,00	64,35
Épinard	13 426,00	29 883,00	44,93
Brocoli	13 135,00	48 801,00	26,92
Poireau	10 388,00	19 752,00	52,59
Raisin	8 700,00	278 293,00	3,13
Navet	8 468,00	11 693,00	72,42

Source: Anuario Produccion Agricola 2014, MINAGRI

Le Tableau 14 met en exergue les principales productions de la métropole. Il met en évidence d’une part la place prépondérante des produits maraîchers dans les territoires agricoles de la métropole, ainsi que leur participation dans la production nationale de ces mêmes produits. Si l’on s’attendait à une forte représentation des cultures maraîchères dans le paysage liménien, le poids écrasant de certains produits dans la production nationale est plus surprenant. Loin d’être anecdotique, la participation de Lima dans l’approvisionnement national devient majeure pour certains aliments : plus de 80% des radis sont produits dans la métropole, plus de 70% de la coriandre et des navets.

Les statistiques nationales mettent également en évidence l’importance de Lima métropole dans la production de « légumes chinois » : oignons de printemps (appelés localement oignons chinois), pak choï, haricots coco (*holantao*), chou chinois et brocoli (classifié ainsi par le SISAP). L’ensemble de ces légumes sont principalement utilisés dans la cuisine chinoise *chifa*, cuisine fusion mixant des ingrédients d’origines chinoises et péruviennes. Les restaurants *chifa* sont très populaires sur l’ensemble de la capitale, ce qui peut expliquer la forte représentation de ces cultures dans les vallées de Lima.

Tableau 15: Les principales productions de Lima Région dans la production nationale

Produit	Production Lima Région (en tonnes)	Production Nationale (en tonnes)	Part de Lima région dans la production nationale (%)
Fraise	33 840	35 023	96,62
Pomme	148 651	159 879	92,98
Haricot coco	3 926	5 157	76,13
Coing	4 795	6 321	75,86
Pêche	39 313	52 610	74,73
Nèfle	1 792	2 523	71,03
Haricot vert	11 508	16 840	68,34
Cocombre	7 716	12 053	64,02
Mandarine	193 621	339 604	57,01
Brocoli	27 517	48 801	56,39
Lucuma	8 535	15 553	54,88

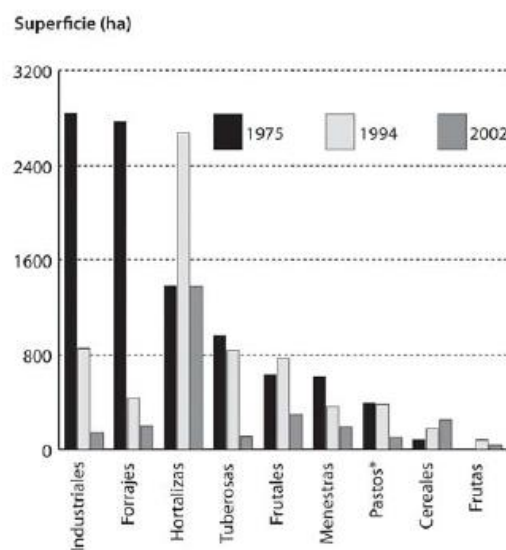
Source: Anuario Produccion Agricola 2014, MINAGRI

Le Tableau 15 met quant à lui en avant la part des productions de Lima région dans l’approvisionnement national. On y met en évidence notamment la place des productions fruitières avec la quasi-totalité des fraises et des pommes péruviennes produites dans les provinces limitrophes à la métropole. Soulignons également que malgré les rapprochements mis en évidence dans la partie précédente entre les exploitations de la métropole et celles de la région de Lima, on peut voir que des spécificités propres à chaque région persistent. Ainsi, les provinces de Lima Région se sont spécialisées dans les productions fruitières, présentes en moindre quantité au sein des territoires agricoles de la métropole (seule la lucuma est produite en proportion notable : autour de 15% de la production nationale est produite à Lima métropole).

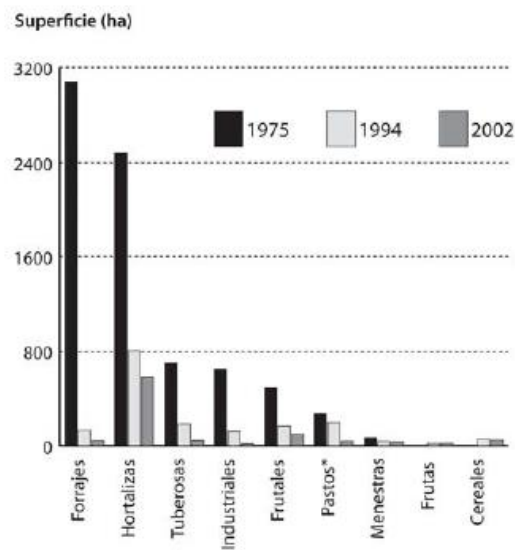
Le programme Urban Harvest du CGIAR, publie en 2007 un rapport sur les dynamiques agricoles des vallées de Lima. Les chiffres de 1975 sont basés sur les chiffres de l’ONERN (*Oficina Nacional de Evaluación de Recursos Naturale*, - Office Nationale de l’Evaluation des Ressources Naturelles), ceux de 1994 sur le recensement agraire de 1994. Les chiffres de 2002 sont fondés sur les bases de données du ministère de l’agriculture, les recensements agraires n’étant pas à jour au moment de la recherche. Les trois graphiques de la Figure 19 ci-dessous montrent clairement une baisse générale des surfaces agricoles entre 1975 et 1994, encore plus flagrante pour la période s’étendant de 1994 à 2002. Ces graphiques mettent surtout en avant le changement de culture dans les vallées du Chillón et de Lurín, où les cultures maraîchères

(*hortalizas*) augmentent en surface. Hormis dans la vallée de Lurín, les cultures fourragères dégringolent, tout comme les cultures industrielles. La vallée du Rímac présente un profil particulier car l'ensemble des cultures connaissent une baisse importante entre 1975 et 1994, plus encore jusqu'en 2002.

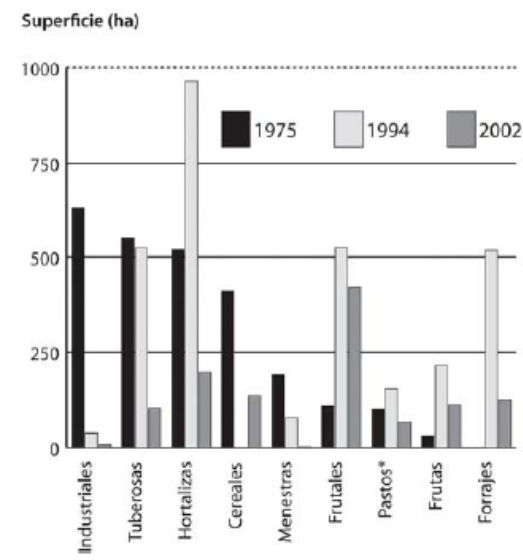
Figure 19: Evolution des superficies agricoles des vallées de Lima 1975 - 1994 - 2002



Vallée du Chillón



Vallée du Rímac



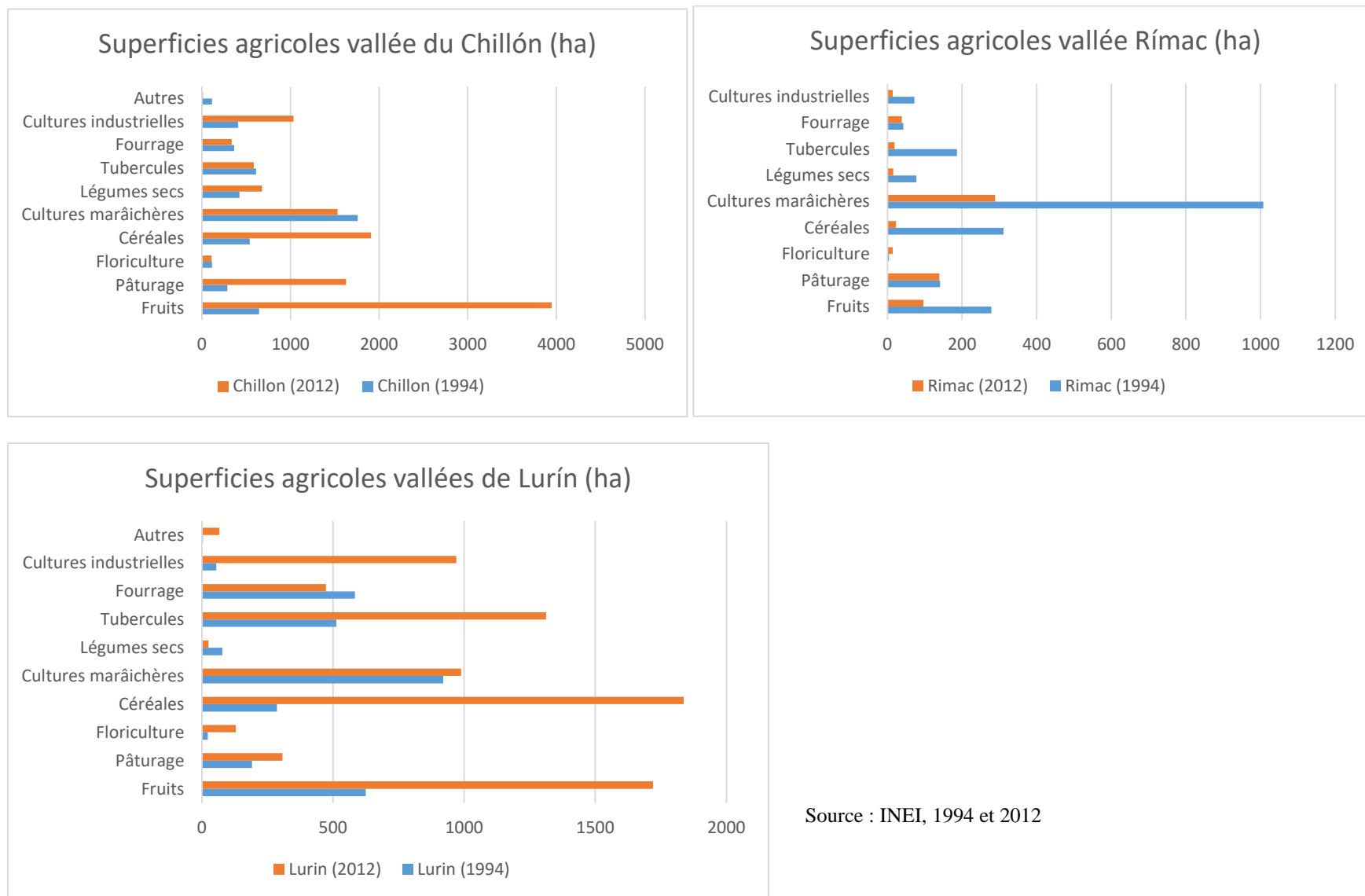
Vallée de Lurín

Source : Urban Harvest, 2007.

NB : l'axe des ordonnées n'est pas égal pour les trois graphiques : les maximums atteignent les 3200 ha pour les vallées du Chillón et du Rímac, alors qu'ils ne sont que de 1000 ha pour la vallée de Lurín. Ces superficies agricoles réduites laissent penser ici aussi qu'une large part des surfaces des exploitations est dédiée à l'activité d'élevage.

Notons également des événements surprenants : augmentations fortes suivies de diminutions très rapides (cas des cultures maraîchères et fourragères dans la vallée de Lurín).

Figure 20: Evolution des superficies agricoles des vallées de Lima 1994 - 2012



Source : INEI, 1994 et 2012

La mise en parallèle des Figure 19 et Figure 20 a pour objectif de montrer l'évolution des types de cultures en place dans les trois vallées de Lima entre 1994 et 2012.

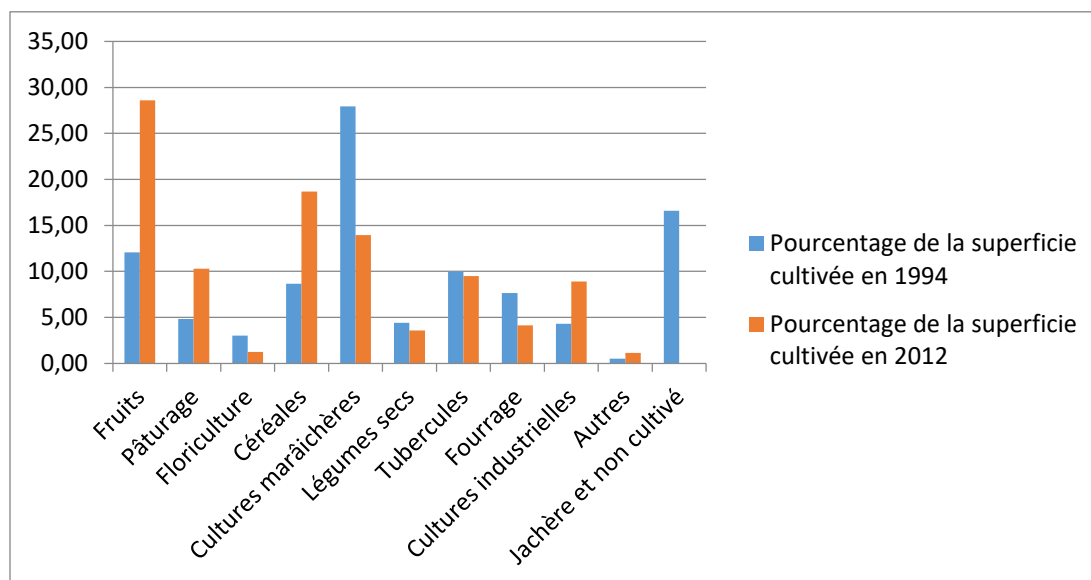
Dans la vallée du Chillón, les superficies agricoles destinées aux cultures horticoles ont augmenté de 94% entre 1975 et 1994, alors que les cultures industrielles et fourragères ont diminué respectivement de 84% et 70% (*Ibid.*). Les cultures maraîchères sont plus exigeantes en eau que celles qui ont précédé leur mise en place, à savoir le coton et la canne à sucre, car plus sensibles au stress hydrique. Il a donc été nécessaire d'adapter les systèmes d'irrigation pour la conduite de ces nouvelles cultures (Valcárcel et Cancino 2000a). La place des cultures maraîchères s'est par la suite maintenue dans le temps, et ce malgré une diminution des terrains agricoles.

On peut faire des observations similaires dans la vallée de Lurín, où les cultures maraîchères deviennent majoritaires à partir de 1994. Cependant, de façon absolue, ce sont les surfaces des cultures fourragères et fruitières qui augmentent le plus fortement entre 1975 et 1994. La culture de fourrage est fortement liée à l'élevage de bovins, ce qui peut expliquer sa prégnance à Lurín. C'est aussi à partir de 1994 que l'on observe une baisse généralisée des surfaces agricoles, seules les cultures fruitières se maintiennent entre 1994 et 2002. Le dynamisme des cultures fruitières semble se maintenir par la suite : elles ont supplanté les cultures maraîchères qui ne sont plus les plus représentées en 2012 que ce soit dans la vallée de Lurín ou dans celle du Chillón. On peut aussi noter la résurgence des cultures dites industrielles, bien que les variétés aient changées au cours de cette période. En 1994, les cultures industrielles de la vallée du Chillón étaient principalement représentées par la canne à sucre. En 2012, celle-ci est toujours présente, mais en très faible proportion, et c'est la culture de l'asperge pour l'exportation qui occupe la plus grande part des superficies des cultures industrielles (INEI, 2012).

La vallée du Rímac semble présenter un profil précurseur pour les deux autres. Dès 1975, les cultures maraîchères dominent le paysage agricole, avec les cultures fourragères. Entre 1975 et le deuxième recensement agricole, toutes les cultures en présence ont vu leurs surfaces diminuer drastiquement. Les cultures maraîchères, si elles affichent une perte de 68% de leur surface, restent dominantes en 1994. À partir de ce moment, les surfaces agricoles ont continué leur diminution, ce qui transparaît dans la Figure 20.

Une étude des cultures au cours du temps en valeur relative permet de mettre en évidence de façon plus claire les préférences des exploitants. La Figure 21 ci-dessous propose de rassembler les trois vallées et de mettre en évidence l'évolution des rapports dans les productions choisies.

Figure 21: Évolution agrégée des productions à Lima métropole, sur les trois vallées



Source : INEI, 1994 ; INEI 2012.

À partir de la moitié des années 90 et jusqu'au dernier recensement agraire on peut observer de nouvelles dynamiques dans la production des vallées de Lima. Le phénomène le plus marquant est la forte diminution de la part des cultures maraîchères dans les superficies cultivées, au profit des cultures fruitières. La perte d'engouement pour les cultures maraîchères peut s'expliquer par le développement de bassins de production secondaires, notamment dans la région de Lima, et par des réseaux de transport plus performants permettant l'acheminement de produits frais vers la capitale depuis des zones plus éloignées.

1.1.2. Un élevage qui a su s'approprier les parts de marché émanent des urbains

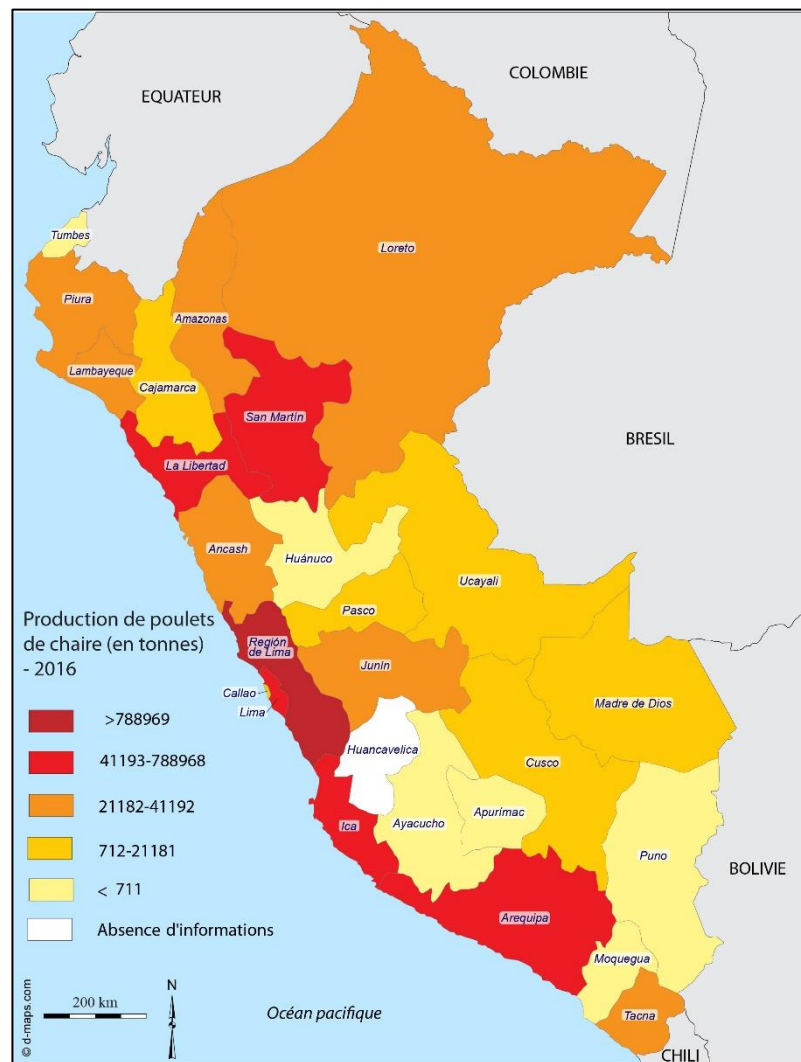
En ce qui concerne l'élevage, la part de Lima métropole dans la production nationale est plus significative. L'activité d'élevage semble prendre le pas sur l'activité agricole proprement dite dans le contexte liménien. La production de l'élevage, exprimée en production des animaux sur

pièds atteint à Lima métropole plus de 211 000 tonnes (comprenant les productions bovines, caprines, ovines, porcines et avicoles) soit environ 9% de la production nationale.

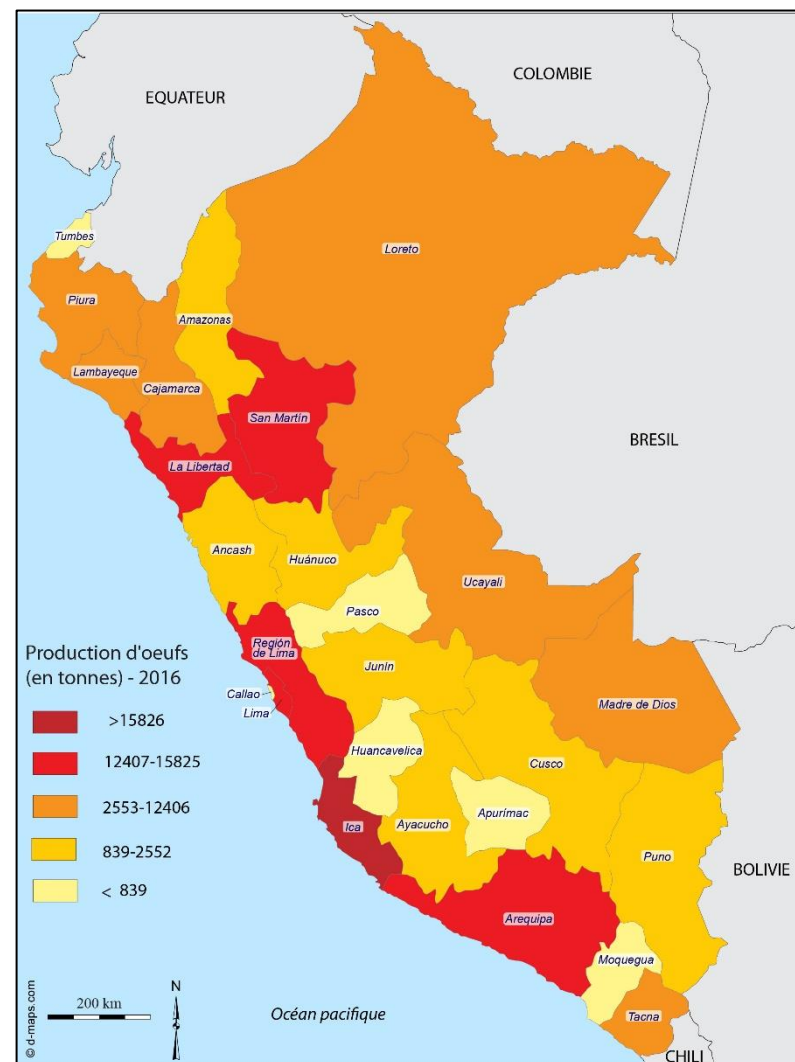
De même que pour les productions agricoles, l'importance de l'élevage liménien s'exprime clairement si l'on s'attarde sur certaines espèces animales. Si les productions sont nulles pour les camélidés, elles sont significatives pour d'autres élevages. En effet, plus de la moitié des volailles de basse-cours sont produites au sein de l'ensemble Lima Région et Lima métropole, avec des productions qui atteignent respectivement 43,4 % et 9% de la production nationale. Pour ce qui est de l'élevage porcin, les résultats de Lima métropole frôlent les 25% de la production nationale. Elle est en effet la province fournissant la part la plus importante de viande porcine. L'élevage bovin se révèle également significatif. La production de Lima métropole ne représente que 6% de la production totale nationale, mais si l'on compare l'ensemble des provinces péruviennes, Lima est le second pôle d'approvisionnement en viande bovine du Pérou, devancée par celle de Puerto Inca à Huanuco (Minagri 2015).

Si l'on s'intéresse aux produits issus de l'élevage, la place de la province liménienne est également primordiale avec plus de 30% de la production d'œufs de batterie et 18% de la production de lait cru issus de la région (*Ibid.*).

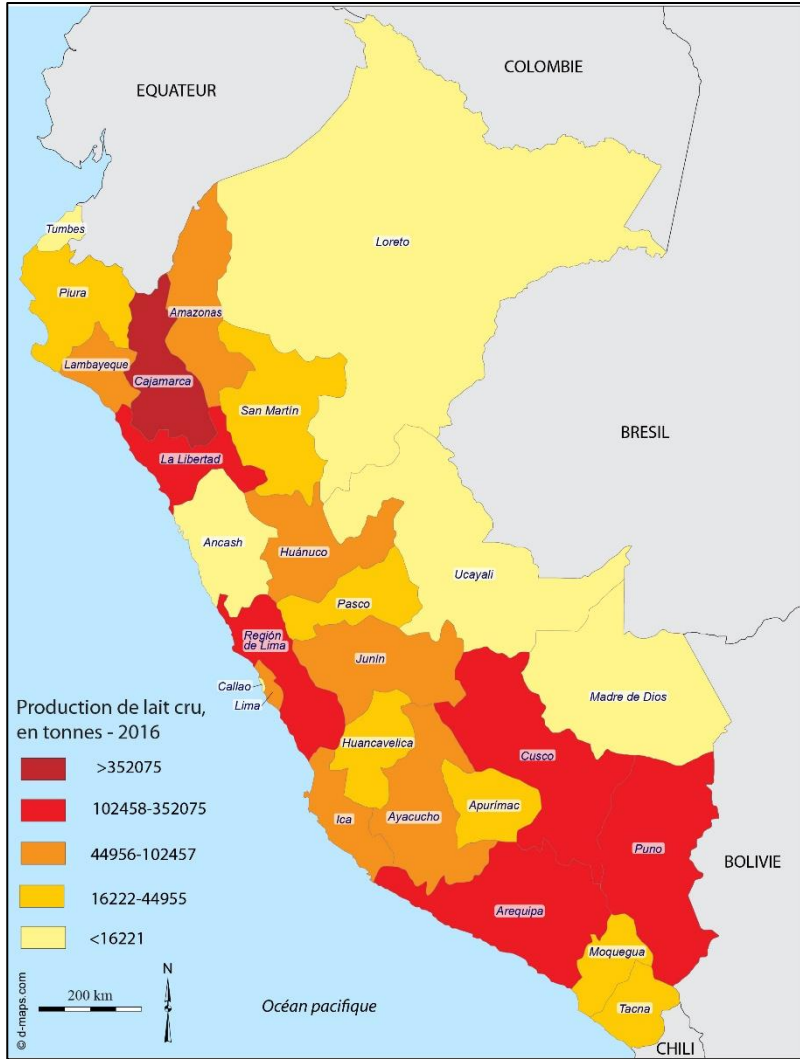
Carte 14: Production de poulet de chair, selon les régions du Pérou - 2016



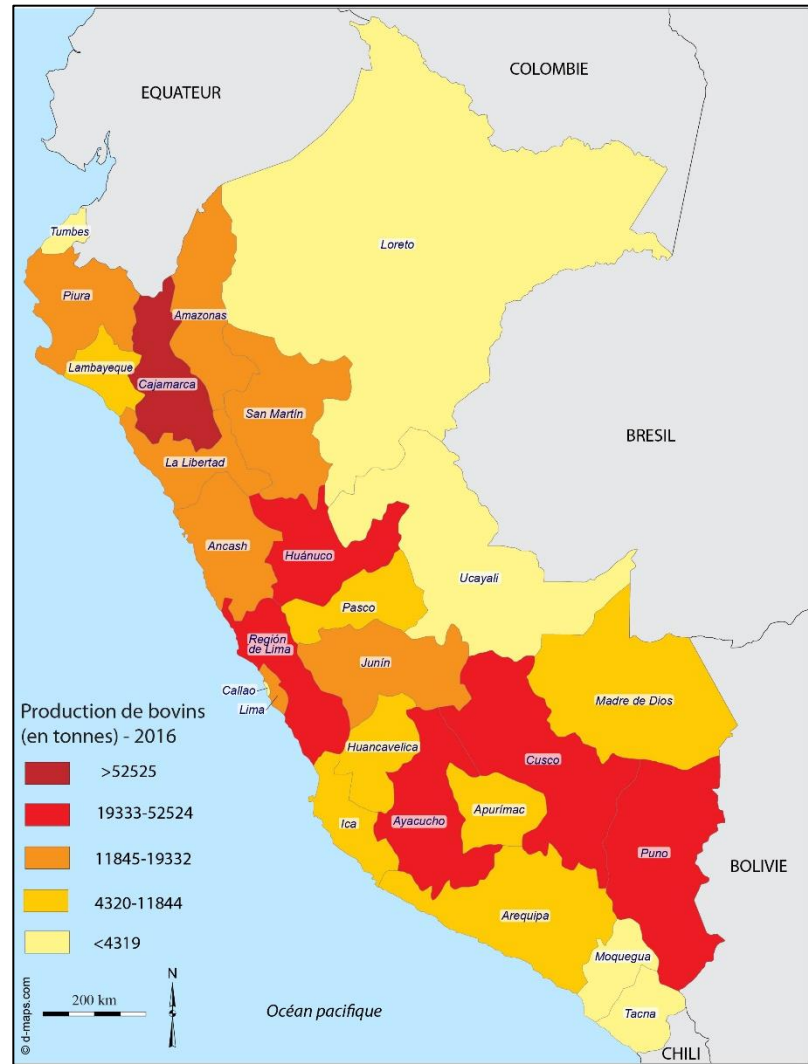
Carte 13: Production d'œufs, selon les Régions du Pérou - 2016



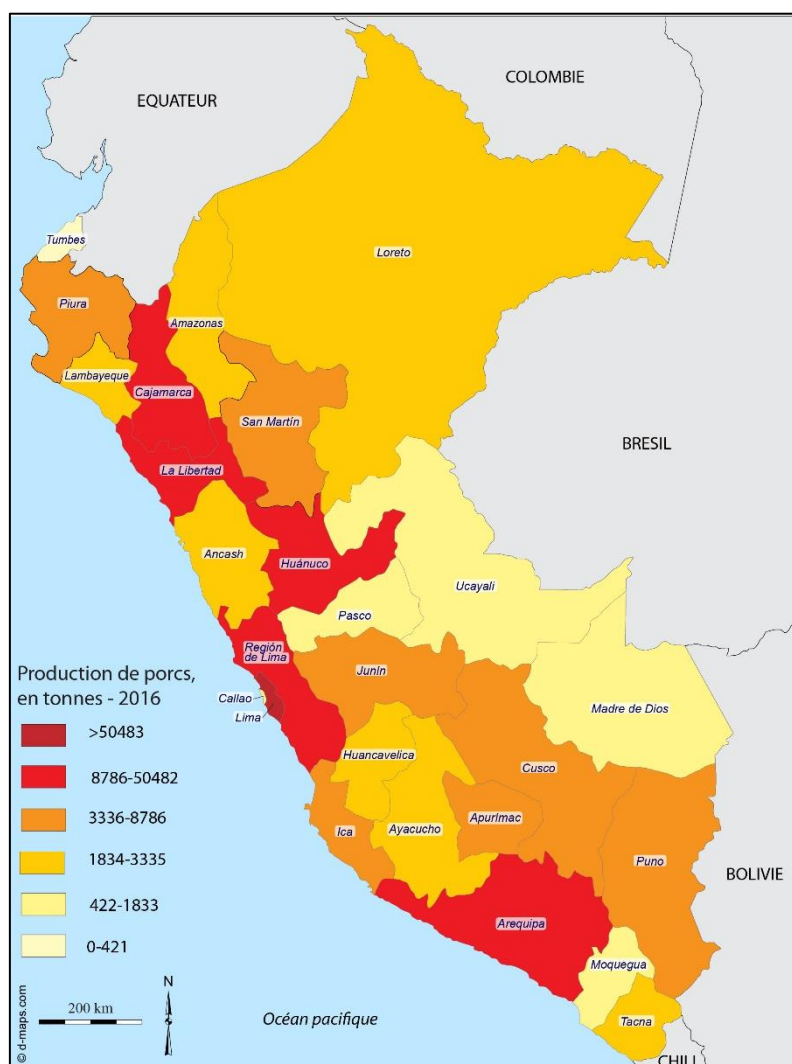
Carte 15: Production de lait cru, selon les régions du Pérou - 2016



Carte 16: Production de bovins, selon les régions du Pérou - 2016



Carte 17: Production de porcs, selon les régions du Pérou - 2016



La série de cartes ci-dessus, réalisées avec PhilCarotp, met en évidence l'importance de Lima Région et métropole pour certains produits issus de l'élevage. Notamment, le rôle de Lima est évident pour la production de viande porcine, de poulets de chair et d'œufs.

Les statistiques nationales font cependant l'impasse sur les élevages de cochons d'Inde⁹⁷, pourtant un des élevages les plus importants à Lima avec l'élevage porcin (Municipalidad Metropolitana de Lima 2015). Les agences agraires de la capitale estiment qu'environ 40% des

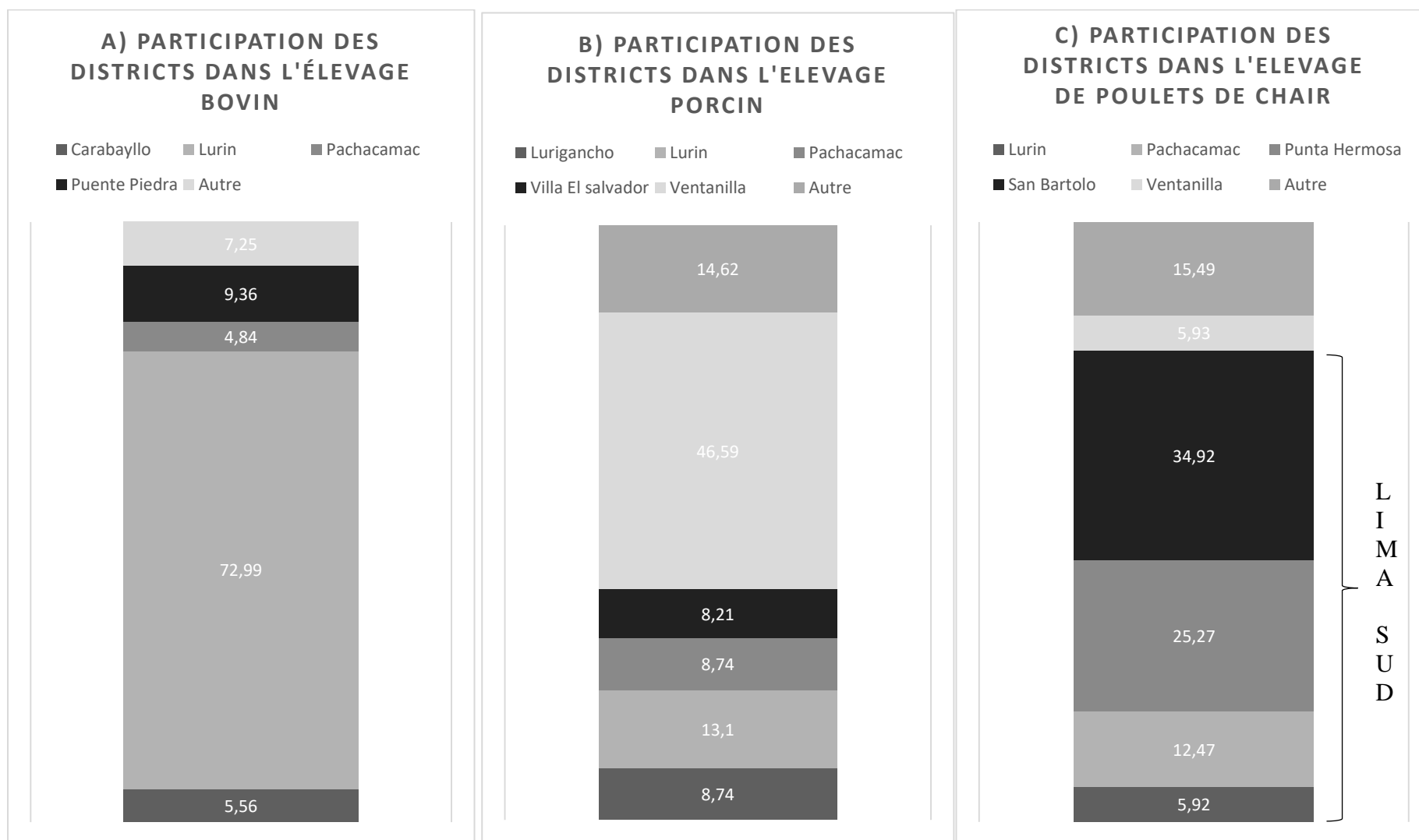
⁹⁷ Le cochon d'Inde appelé *cuy*, originaire de la zone andine de Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou ; est consommé dans ces pays et apprécié pour ses bonnes valeurs nutritionnelles contribuant à la sécurité alimentaire des pays producteurs (FAO, 1997).

cochons d'Inde consommés dans la capitale proviennent d'exploitations situées à Lima métropole, notamment issus d'élevages familiaux de petite envergure. Ce type d'exploitation est très répandu dans la capitale, posant des problèmes sanitaires du fait de l'absence de déclaration officielle de l'activité auprès des autorités. Des problèmes similaires s'observent pour l'élevage porcin. Les ventes et les productions ne sont pas officiellement recensées, il est alors difficile d'estimer l'envergure de l'activité à Lima. Ainsi, les chiffres officiels concernant les élevages de porcs et de cochons d'Inde à Lima sont fortement sous-estimés (Minagri 2007; Municipalidad Metropolitana de Lima 2015).

C'est la vallée de Lurín qui concentre la plus large part de l'élevage bovin liménien, en articulation avec une entreprise laitière, l'entreprise Gloria (Moreno et Huerse 2010). La Figure 22 fait ressortir le poids écrasant de Lurín par rapport aux autres districts dans le domaine de l'élevage bovin. En parallèle, la zone Sud de Lima est également dynamique dans l'élevage porcin. Les districts de Lurín, Pachacamac et Villa El Salvador regroupent en effet 30% de l'ensemble de ce type d'élevage (INEI 2012). Le cas de Ventanilla, au nord de la ville est particulier en ce qui concerne l'élevage de porcs. Ce district accueille en effet le plus grand parc porcin de la ville (Turín et al. 2005), constituant l'unique activité agropastorale de la zone. Enfin, la zone Sud se distingue également par son élevage avicole, notamment les poulets de chair. En effet, plus de 78% des poulets de chair sont produits à Lima Sud, notamment dans les districts balnéaires tels que San Bartolo ou Punta Hermosa.

Il apparaît à la lecture de cette figure que la zone Sud de la ville est la plus marquée par l'élevage.

Figure 22: Distribution de l'élevage au sein des districts de Lima métropole



Source : INEI, 2012.

I.2. Modification des circuits de commercialisation au profit de plus de proximité

Les circuits de commercialisations traditionnels ont été décrits dans la partie précédente et nous avons eu l'occasion de souligner les défauts du système, notamment pour des producteurs qui pourraient tirer parti directement de leur proximité à un marché de consommateurs conséquent. Nous allons présenter les stratégies mises en place en réaction aux injustices induites par la commercialisation classique des produits agricoles. Les réponses ne sont pas univoques et témoignent de la réactivité des exploitants liméniens.

1.2.1. Des producteurs s'appropriant les fonctions commerciales

Conscients des biais de la commercialisation conventionnelle, un certain nombre de producteurs ont souhaité contrecarrer les circuits classiques et se sont appropriés la fonction commerciale.

« C'est ma fille qui s'occupe de commercialiser les récoltes. Avant elle travaillait avec moi en même temps qu'elle faisait ses études de gestion à l'Université Cesar Vallejo⁹⁸. Depuis bientôt un an, c'est elle qui se charge de vendre. Elle va sur les marchés de gros. Moi je n'ai jamais réussi à y rentrer, mais elle est plus éduquée, elle a plus de contact et elle travaille avec tous les commerçants implantés depuis des dizaines d'années. [...] Au début, elle ne vendait que nos récoltes, maintenant elle achète aussi aux voisins, et elle ne travaille presque plus sur la parcelle. Les producteurs du coin lui font confiance car ils savent qu'elle est d'ici, ils savent qu'elle travaille avec moi et qu'elle connaît le travail aux champs. Ils se disent qu'elle ne va pas casser les prix et qu'elle est honnête⁹⁹. »

Ce témoignage fait à la fois l'éloge de l'éducation des jeunes générations en soulignant les opportunités qu'elle peut offrir pour l'exploitation, tout en marquant l'importance des relations sociales. La réussite de cette association familiale repose sur un bon équilibre entre ancrage territorial, vecteur de liens sociaux forts, et ouverture à d'autres cercles sociaux, celui des commerçants. Il n'est pas rare de rencontrer des producteurs porteurs de cette double

⁹⁸ Université située dans le district de Los Olivos, une des plus populaires dans la zone Nord de Lima.

⁹⁹ Extrait d'un entretien avec Alfredo Mizama, rencontré en février 2012, dans la commission d'irrigateur de Carabayllo.

casquette (Leloup 2012; Hattemer 2012). A chaque fois, les liens de confiance entre producteurs, entre personnes « du métier », sont évoqués comme un avantage comparatif.

La prise en charge de la commercialisation offre aussi une plus grande indépendance aux producteurs. Ils ne sont plus soumis aux prix fixés par les commerçants, souvent jugés désavantageux. En contrepartie, les producteurs doivent être en mesure d'investir dans un moyen de locomotion (un ou plusieurs camions) et de dégager le temps nécessaire pour sillonner une ou plusieurs vallées de Lima à la recherche des clients. Il s'agit donc d'une stratégie le plus souvent mise en place par des exploitants nantis, en accord avec le reste de la cellule familiale. La proximité aux lieux de commercialisation permet de réaliser des profits, mais il ne faut pas pour autant sous-estimer les contraintes qu'une telle reconversion implique.

En dehors des aspects financiers d'une telle conversion, les producteurs évoquent des difficultés à intégrer les réseaux des commerçants. Ils suggèrent l'existence de barrières à l'entrée et de circuits de clientélisme. L'acquisition d'un poste de vente sur un marché de gros est avant tout question d'arrangements fondés sur les relations entre acteurs.

Si le phénomène des acteurs intermédiaires est depuis longtemps observé, les critiques à son égard sont, elles aussi anciennes. Les expériences cherchant à court-circuiter ces réseaux de communications ne sont pas rares. L'appropriation des fonctions commerciales auparavant réservées aux grossistes intermédiaires en est une expression parmi d'autres. En parallèle, les expériences de circuits courts ou circuits directs occupent une place de plus en plus importante dans le paysage liménien.

1.2.2. Les circuits directs : affranchissement des acteurs intermédiaires ou nouvelles dépendances ?

Les circuits dits « courts » sont aujourd'hui en pleine effervescence dans des contextes très variés, et bien que souvent considérés comme marginaux, ils suscitent de nombreux questionnements aussi bien chez les chercheurs que chez les acteurs (Chiffolleau 2008). S'agit-il d'un phénomène secondaire ou d'une réalité économique incluant un nombre croissant de producteurs ?

Les circuits courts sont en effet porteurs d'une dimension citoyenne, intégrant les citoyens aux démarches d'institutionnalisation de l'agriculture urbaine. L'achat et la vente des produits peuvent devenir des moyens d'établir du lien social. Les producteurs entrent directement en

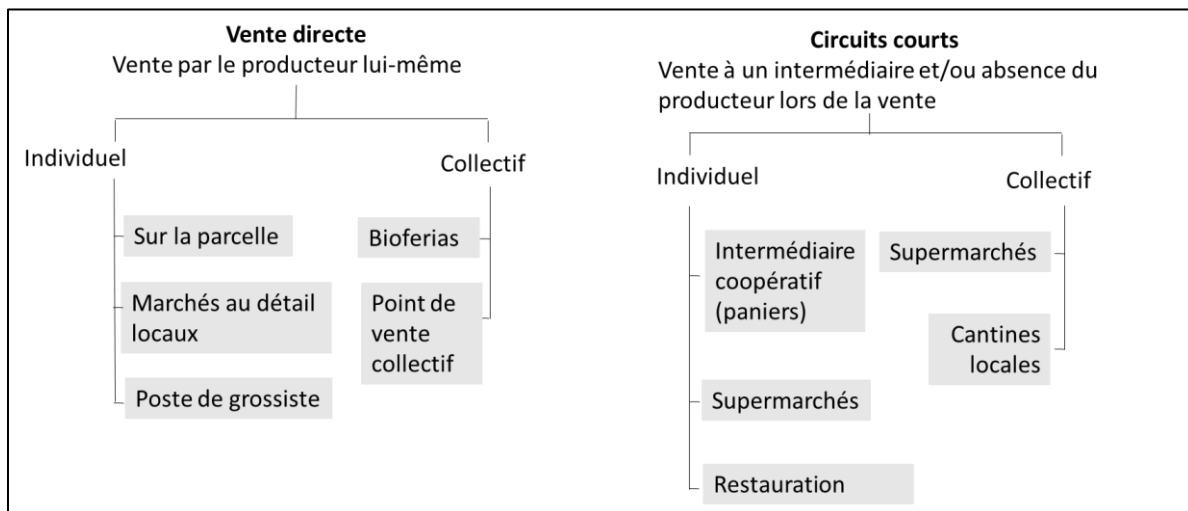
contact avec les consommateurs et bénéficient ainsi entièrement des revenus de leur production. Les stratégies de circuits courts ou de vente directe, à première vue exemplaires en ce qui concerne une meilleure rétribution des producteurs et l'accès à des voies de commercialisation plus justes, ne sont pour autant pas dépourvues de biais, aussi bien au niveau de l'accès que de la mise en place.

Les structures des marchés conventionnels sont connus pour être peu lucratifs, du fait de la faible rémunération des revenus des agriculteurs et du faible pouvoir de négociation des producteurs face aux négociants qui commercialisent des volumes importants (Heinisch, Gasselin et Durand 2015) : *« Plus les agriculteurs sont éloignés des villes, plus ils doivent recourir à des intermédiaires pour accéder aux marchés urbains et plus leur rémunération est faible »* (Tacoli 1998). Ce constat vaut aussi pour les producteurs proches des villes utilisant des systèmes similaires. Pour dépasser l'obstacle des intermédiaires, des initiatives de vente directes se sont développées, sous l'impulsion des producteurs eux-mêmes, ou à la suite des actions des municipalités locales ou des institutions de soutien à l'agriculture. Le rapprochement entre producteurs et consommateurs est un moyen de valoriser les faibles volumes d'une production diversifiée et de réduire ainsi les injustices alimentaires liées à la rémunération des producteurs

Les expériences de circuits peuvent prendre des formes différentes. À Lima, nous avons pu distinguer les cas suivants :

- Vente sur les marchés de producteurs, voire vente sur les marchés détaillants. Ces expériences connaissent divers degrés d'institutionnalisation.
- Vente aux restaurateurs, principalement dans les zones où le tourisme est en cours de développement.
- Vente aux enseignes de grande distribution, avec le soutien d'organisations non gouvernementales.
- Vente sur la parcelle au détail.
- Vente via un système d'alliance entre un groupement de consommateurs et un groupement de producteurs.
- Vente par livraison à domicile.

Figure 23 : Typologies des circuits courts à Lima



Réalisation : Leloup, 2017, d'après les enquêtes de terrain.

Les circuits courts liméniens dans leur diversité sont avant tout issus de dynamiques individuelles. La vente à la ferme, ou vente sur la parcelle au consommateur (à des voisins, des passants, des touristes dans le cas des parcelles les mieux organisées) est une modalité de circuit direct très répandue, mais difficilement quantifiable tant les pratiques restent informelles. Elle est de plus implantée de façon spontanée, sans réglementations extérieures nécessaires. Socialement, cette modalité est très importante, notamment dans des quartiers marginaux, mais à l'échelle de la métropole elle reste peu visible. Dès lors que l'on se penche sur la représentation des circuits courts dans la ville, les initiatives collectives ont davantage de poids et sont plébiscitées par les politiques locales.

La vente sur les marchés de producteurs, ou marchés paysans, appelés *ferias* dans le contexte liménien, est certainement l'exemple le plus marquant du poids croissant des circuits courts dans la capitale péruvienne. Mises en place pour la première fois en 2002 à Miraflores, ces marchés alimentés et tenus par des producteurs locaux (principalement de Lima métropole et des provinces voisines) se sont développés et disséminés dans plusieurs districts de la ville. Ces *ferias* sont portées par des producteurs, mais aussi par des équipes municipales qui veulent dynamiser leur territoire. En 2016, on comptait 8 initiatives similaires sur le territoire liménien. Ce sont simultanément plus de producteurs et plus de consommateurs qui sont touchés par ce mode de distribution.

L'appui institutionnel est primordial dans la mise en place de tels circuits : ONG et municipalité jouent un rôle central dans l'organisation des acteurs et leur facilite l'accès aux marchés.

D'autres acteurs, de la sphère privée cette fois, peuvent intervenir dans la mise en place de circuits courts à Lima. Dans la vallée de Lurín essentiellement, mais aussi à Carabayllo, des associations inédites se mettent en place entre producteurs et restaurateurs. Cette pratique d'approvisionnement local pour les restaurateurs champêtres de la capitale ou pour les restaurateurs de luxe entre dans une dynamique de valorisation des produits, portée par le « boom de la gastronomie » (Matta 2014). Ainsi le restaurant « Central », classé en 2016 meilleur restaurant d'Amérique Latine et 4^{ème} meilleur restaurant au niveau mondial, expose sur son site internet les vertus de son potager urbain :

« Les herbes et épices qui accompagnent notre proposition gastronomique sont toujours à portée de main. L'idée d'un potager dans la ville, bien entretenu, nous permet de nous maintenir en contact constant avec la nature. Une manière d'apporter un bout de campagne à notre zone Centrale et d'expérimenter directement de nouvelles variétés de produits. »¹⁰⁰

De même, le restaurant “Astrid y Gaston”, tout aussi emblématique à Lima, met en valeur dans sa cour d'entrée un potager urbain, fournissant les cuisines en plantes aromatiques. Ainsi, l'agriculture en ville touche la frange la plus aisée de la population liménienne.

La gastronomie applique à un niveau plus concret la continuité déclarée et promue entre producteurs et cuisine de qualité. On observe des applications concrètes des discours, qui auraient pu se cantonner au stade du discours d'intention. Ces démarches sont cependant rares, et surtout d'une ampleur trop faible pour modifier durablement et intensément les structures en place.

Dans des restaurants moins prestigieux, cette connexion entre production de qualité et qualité de la cuisine est aussi mise en valeur. Les producteurs de Pachacamac et Lurín ont compris l'opportunité qu'offrait la proximité des restaurants champêtres.

« Je voudrais travailler pour les restaurateurs, je pense que j'obtiendrai de meilleurs prix qu'avec les intermédiaires. Avec tous ces restaurants qui poussent à Pachacamac, il y a des besoins. Les cuisiniers veulent des bons produits, des produits d'ici. Et contrairement à la vente sur les ferias, il n'y a pas besoin de certification ! »¹⁰¹

¹⁰⁰ « Las hierbas y especias que acompañan nuestra propuesta gastronómica están siempre a la mano. La idea de un huerto en la ciudad, bien cuidado, que nos permita mantenernos en contacto constante con la naturaleza. Una forma de traer un pedazo de campo a nuestra zona Central y experimentar directamente con nuevas variedades de productos”

¹⁰¹ Extrait d'un entretien avec Mauricio L. producteur de Pachacamac, novembre 2014.

Pour beaucoup de producteurs tels que Mauricio, vendre à des restaurateurs représente une solution idéale de vente directe. Cependant, les restaurateurs et les équipes techniques des ONG intervenant dans la zone s'accordent pour évoquer une vision largement idéalisée de ce type de partenariat.

« J'aimerais bien me fournir localement en légumes, mais c'est beaucoup de travail. Les fermes ici sont trop petites, je devrais travailler avec plusieurs producteurs pour pouvoir me fournir quotidiennement. Un seul producteur ne peut pas répondre à l'ensemble de nos besoins. Le problème ici, c'est que les agriculteurs ne sont pas organisés. S'ils travaillaient de manière conjointe, ils pourraient s'organiser entre eux pour fournir les besoins des restaurateurs. Actuellement, c'est moi qui devrais faire ce travail : j'ai besoin de X quantité de salade, fulano peut m'en fournir 20%, mengano 40% et je dois encore me débrouiller pour trouver le reste. Tu te rends compte ? [...] La solution, pour le moment, c'est de faire comme Don Tocuarto¹⁰², d'avoir son propre potager. »¹⁰³

Les pratiques des producteurs liméniens ne sont en effet pas adaptées à fournir un approvisionnement régulier, à la fois en ce qui concerne les temporalités et les quantités. Les producteurs rencontrés fonctionnent majoritairement en « campagne agricole », avec un écoulement des productions tous les 3 à 6 mois selon les productions. De même, une campagne agricole peut être « bonne » ou « mauvaise » et donner des rendements très différenciés. Afin de travailler avec un ou plusieurs restaurateurs, c'est l'ensemble des pratiques culturelles qui doivent être redéfinies : rotation régulière, parcelles en cultures continues.

La vente directe a aussi fait apparaître un type d'acteur surprenant à première vue lorsque l'on parle de circuits courts : les grandes surfaces. Toujours avec l'appui d'ONG, l'IDMA dans le cas étudié, les petits producteurs de la zone Sud de Lima ont l'opportunité de vendre leurs productions à la chaîne de supermarché « Wong ». Ce transfert se fait sous garantie de la certification SGP. Ainsi, les supermarchés assurent une juste rétribution aux producteurs et ceux-ci peuvent bénéficier d'un débouché sûr. Pour beaucoup de producteurs, vendre aux supermarchés apparaît comme un objectif à atteindre, la garantie de revenus fixes et de prix plus élevés que ceux offerts par les réseaux classiques. Cependant, au même titre que ce que l'on a soulevé dans les mécanismes de vente aux restaurateurs, fournir des supermarchés présente des limites.

« J'ai vendu des fruits à un supermarché il y a quelques années, et ce n'est pas aussi facile que ce que l'on pense. Les supermarchés achètent au comptant, ils ne

¹⁰² Extrait avec Alicia Fernandez productrice de San Fernando (Pachacamac), novembre 2014

¹⁰³ Extrait d'un entretien avec Manuel, propriétaire du restaurant « Amador SAC », novembre 2014.

payent pas si les quantités fixées ne sont pas atteintes et ils te rendent les marchandises invendues. Si les produits ne correspondent pas aux critères qu'ils ont fixés, les marchandises te reviennent et il faut que tu te débrouilles pour trouver un acheteur. Sauf que le produit n'est plus aussi frais ! J'ai jeté des quantités de produits à cause de ça. Quel gâchis ! Si j'ai voulu travailler de façon écologique et avoir la certification SGP, ce n'est pas pour le prix, c'est par conscience écologique, parce que je crois qu'il faut respecter la terre. C'est complètement illogique d'avoir une telle démarche et de jeter des aliments de qualité. J'ai vite arrêté de travailler avec eux ! [...] Oui, j'ai été très déçue. [En s'adressant aux producteurs autour d'elle] Et nous, les petits producteurs, nous ne sommes pas assez bien armés pour répondre aux demandes de ces acheteurs. Les grandes exploitations réalisent des économies d'échelles et sont sûres de leurs productions, elles peuvent se permettre de perdre de l'argent sur l'une ou l'autre campagne, pas les petits producteurs, pas nous ».¹⁰⁴

Parmi les expériences de circuits courts relevées à Lima, on peut évoquer une proposition originale pour une ville des Suds, où une communauté de consommateurs s'est alliée pour remettre l'alimentation au cœur de leurs préoccupations. C'est le cas de la communauté « Allin Mikuy Ayllu ¹⁰⁵ ». Il s'agit d'une initiative portée à l'origine par un groupe d'amis liméniens désireux de contrôler la qualité de leur alimentation, tout en pariant sur une approche solidaire de souveraineté alimentaire (<http://allinmikuyayllu.blogspot.fr/>). En tant que « consommateurs engagés », les membres de la communauté se sont organisés pour entrer en contact avec des producteurs locaux, pratiquant une agriculture agro-écologique. Le groupement s'organise avec les producteurs pour constituer chaque mois des paniers types. Au début du projet, en 2013, les produits étaient essentiellement horticoles. Au fur et à mesure que l'expérience prenait de l'ampleur, les produits proposés se sont diversifiés et les paniers comprennent des fruits, des céréales, des plantes aromatiques en addition aux légumes maraîchers. Aujourd'hui, la communauté s'est ouverte à des consommateurs non membres de la communauté, qui s'engagent en avance à récupérer un panier. Chaque mois, un membre de la communauté est chargé d'organiser la distribution : prise de contact avec les producteurs, constitution du panier selon leurs disponibilités, diffusion de l'offre et récupération des commandes, communication avec les acheteurs extérieurs, organisation de la vente. Les produits sont donc choisis à l'avance par les membres de la communauté, et le consommateur n'a pas la possibilité d'intervenir. De

¹⁰⁴ Extrait d'un entretien avec Alicia Gonzales, productrice à San Fernando, lors d'un atelier organisé par l'IPES sur les modes de commercialisation. Elle témoignait suite aux résultats d'une enquête menée lors de l'évènement, à laquelle une majorité des producteurs présents déclaraient vouloir vendre leurs produits aux supermarchés.

¹⁰⁵ Nom emprunté au Quechua, qui signifie « la communauté du manger bien » (*comunidad del buen comer*). L'emploi du quechua joue ici le rôle d'une reconnexion avec des modes de production ancestraux, ainsi qu'un retour à des relations plus authentiques entre les différents acteurs de la chaîne commerciale.

plus, il est fréquent que la composition effective du panier ne corresponde pas exactement à la composition communiquée. Les commandes se faisant à l'avance, il n'est pas possible de revenir sur celles-ci. Les organisateurs s'arrangent toutefois pour que la valeur du panier corresponde au montant indiqué.

Les consommateurs doivent donc faire preuve de souplesse et accepter des modifications, bien que le coût du panier soit élevé.

Planche-photo 6: Détails d'un panier de la communauté Allin Mikuy Ayllu pour le mois de mars 2016



Source : H.Leloup, 2016 ; <https://www.facebook.com/AllinMikuyAyllu/>.

La composition du panier s'appuie à la fois sur des producteurs locaux, de Lima et des régions voisines, mais également sur des producteurs de provinces et sur quelques revendeurs de produits écologiques, comme c'est le cas du quinoa ou du riz.

En interrogeant plus spécifiquement les producteurs, nous nous rendons compte que les interlocuteurs privilégiés de la communauté sont ceux qui travaillent également avec les *bioferias* de la municipalité, pour les producteurs locaux ; ou des producteurs intégrés à des associations dans les provinces plus éloignées. La communauté réutilise des réseaux déjà existants, mais il lui est plus délicat d'en créer des nouveaux, en partie du fait du manque de temps des volontaires.

L'idée de créer des paniers types et de les distribuer aux consommateurs a été reprise par des producteurs locaux. Les cas rencontrés lors de notre travail de terrain ont pour point commun de disposer d'un capital d'investissement leur permettant l'achat de véhicules et d'engager des chauffeurs. Les produits proposés sont cultivés de manière biologique. Le caractère « sain » des produits proposés sont largement mis en avant.

Encadré 6: Portrait d'exploitants : livraison de paniers alimentaires à domicile

Mati Huampani

Mati est l'héritière d'une hacienda spécialisée dans l'élevage bovin. L'hacienda s'étendait sur 90 ha ; après une dernière vente de 35 ha de terrain en 2006, l'exploitation s'étend actuellement sur 5 ha. Mati a gardé une soixantaine de têtes d'élevage, et produit encore du lait et des produits dérivés (fromage, beurre). En parallèle, Mati s'est convertie à l'agriculture biologique dans les années 90, véritable précurseur pour la zone. Depuis cette époque, elle propose des paniers composés de fruits et légumes bio sélectionnés selon les récoltes en cours. Au cours de l'année 2017, elle a élaboré une gamme de produits de beauté (huiles végétales, crèmes à base de plantes de la ferme). Elle vend à la fois à des particuliers et à des boutiques spécialisées dans la vente de produits naturels pour les classes les plus aisées de Lima. Les districts les plus concernés sont San Isidro, La Molina, Miraflores et Surco. Les distributions ne se font qu'au sein de quelques districts, de façon que les déplacements ne dégagent pas de pertes. Les livraisons à domiciles ne s'effectuent pas dans les districts de Lima Nord (bien qu'elle ait eu quelques demandes), car Mati ne fournissant aucune boutique dans ces lieux, le coût de transport pour se rendre chez un ou deux clients deviendrait trop élevé.

Mati nous a expliqué avoir participé pendant un temps au marché de producteur de Miraflores, mais n'a pas été convaincue par l'expérience. Elle pense notamment que ces marchés ne s'adressent pas aux producteurs locaux, mais davantage aux producteurs des provinces et ressentait des pressions la poussant à limiter ses ventes.

L'exploitation couplait d'abord des activités de vente sur place, d'approvisionnement d'une dizaine de boutiques à Lima et de distribution bi-hebdomadaire de paniers de légumes et produits laitiers de la ferme. Depuis janvier 2018, les distributions à domiciles ne sont plus assurées.

El Huerto de Don Tocuarto

Alfonso Roda, propriétaire de l'exploitation « El huerto de Don Tocuarto », s'est converti à l'agriculture au début des années 2000. Son objectif a toujours été de produire de manière biologique, sans employer de produits chimiques. Dans un premier temps, Alfonso a pu vendre ses productions à la chaîne de supermarchés « Wong », une des plus prestigieuses du pays. L'expérience ne lui a pas convenu, il considère en effet que les commerçants et représentants de la chaîne ne valorisent pas suffisamment les produits. Notamment, il a été confronté à plusieurs reprises à des phénomènes d'inventus suite à des problèmes de calibrage. Le producteur est dans ce cas dans l'obligation de récupérer ses produits et de se charger de les jeter. Alfonso nous a déclaré être en totale opposition avec cette vision et a vite cessé de travailler avec « des personnes qui ne respectent pas le travail de ceux qui travaillent la terre ». Il a alors rompu son contrat avec la chaîne pour travailler exclusivement à son compte.

Son expérience avec « Wong » lui a tout de même permis de se faire connaître du marché liménien. En effet, les productions étaient vendues empaquetées, stipulant le nom et le contact du producteur. Il a ainsi pu se former une clientèle et la fidéliser. Cette clientèle a par la suite continué à acheter les produits d'Alfonso, mais directement à la ferme. Progressivement, la clientèle s'est élargie aux restaurateurs de Pachacamac, puis aux restaurants de Lima (El pan de la chola à Miraflores, Central, Astrid & Gaston, entre autres). En parallèle, il a mis en place un système de distribution à domicile, tous les jours de la semaine, sur environ 60 points de vente (particuliers, restaurants et boutiques confondus). Les districts concernés sont Pachacamac et Lurín, situés à proximité de l'exploitation ; mais aussi des districts centraux plus éloignés : Miraflores, San Isidro, San Miguel, Jesus Maria, San Borja, La Molina. Les zones de distribution sont plus étendues que dans l'exemple précédent. Selon son propriétaire, l'atout

principal de l'exploitation réside dans la nature des produits vendus. Il nous expliquait proposer une large diversité de salades, d'herbes aromatiques, ainsi que des légumes peu répandus à Lima, tel que le fenouil. En parallèle, il a développé une gamme de fleurs comestibles. L'ambition d'Alfonso est de produire de la manière la plus responsable possible. Ainsi, pour compenser les émissions de gaz diffusées par ses camions lors des distributions, il a acheté une parcelle de terrain à Oxapampa, laissée volontairement en friche. De plus, il a mis en place un système de purification de l'eau d'irrigation, utilisée principalement pour laver ses légumes. Alfonso est également impliqué dans le maintien de l'activité agricole dans la vallée de Lurín et s'investit auprès des acteurs de la municipalité locale et des producteurs pour valoriser l'agriculture.

Il existe des initiatives nombreuses, qui potentiellement peuvent correspondre à divers statuts de producteurs : les plus nantis peuvent vendre sur des marchés où la certification est de mise, alors que les producteurs plus modestes peuvent trouver des solutions de vente directe grâce aux marchés mis en place par la municipalité ou par les réseaux de producteurs. D'autres actions sont mises en place telle que la distribution à domicile ou le passage par un acteur coopératif (cas des paniers Allin Mikuy Ayllu). On peut espérer que cette diversité d'actions touche un éventail de bénéficiaires tout aussi divers et étendu ; en réalité les réseaux s'entrecroisent et on assiste à un cumul de la part des producteurs les plus aisés et les plus intégrés. Le cas de Don Torcuato est flagrant : ce producteur fournit son propre restaurant, distribue des paniers à domicile et sur des marchés locaux ; il a même pendant un temps vendu ses productions aux supermarchés. Cet exploitant a su tirer parti de l'ensemble des alternatives aux circuits conventionnels, en grande partie grâce à un capital social et économique solides.

Les vertus intégratrices des circuits courts sont à interroger (Allen 2010). En effet, on constate que l'accès reste borné à un petit nombre d'exploitants, capables de prendre part à des réseaux complexes d'acteurs et de dépasser un certain nombre de contraintes techniques et logistiques.

II. Des réponses aux besoins de distraction : une offre adaptée à la diversité des liméniens

La première partie de cette thèse faisait état des manques en espaces verts de la capitale pour ses habitants. Des attentes se sont alors cristallisées autour des fonctions secondaires de l'activité agricole. Nous allons dans cette section passer en revue les réponses des producteurs aux vues de ces nouvelles attentes. Les solutions proposées sont ici aussi variées, à l'instar des réponses décrites plus haut en ce qui concerne les circuits courts, manifestant une fois de plus les ressources des producteurs. Tout comme nous l'avons fait dans la section précédente, nous ne nous contenterons pas de décrire ces initiatives, mais examinerons également la pertinence de leur implantation sur le territoire liménien.

II.1. Transformation des terrains agricoles pour les citoyens

Depuis les années 2000, conscients de la pression issue des nouvelles urbanisations, mais aussi des profits qui peuvent s'en dégager, certains producteurs ont compris le potentiel d'être à la tête d'un terrain plus ou moins étendu dans une ville où l'offre en espaces de loisirs est limitée. Ils ont alors décidé de transformer tout ou partie de leur exploitation pour dégager des revenus qui ne sont plus en lien avec l'activité agricole ou pastorale. Ces stratégies répondent à des besoins sociaux forts et peuvent donner naissance à des lieux de sociabilité et de rencontre entre citoyens et ruraux. Les réponses sont de plusieurs types et s'ajustent aux besoins des populations selon leur approche de la nature mais aussi selon leur pouvoir d'achat.

II.1.1. Diversification de l'espace agricole pour les loisirs des citoyens

Les propriétaires terriens transforment leurs terrains agricoles au profit d'espaces de villégiature. Au nord de la ville, où la majorité de la population appartient à des catégories sociales modestes, malgré une augmentation des classes moyennes dans des districts tels que Los Olivos ou San Martin de Porres.

Ainsi, à Carabayllo, on a pu voir une multiplication des terrains de football, en herbe naturelle ou synthétique, ouverts à la location. Ce sont dans certains quartiers de Carabayllo, très urbanisés, les dernières traces d'espace ouvert. Plus rares, et dans des zones systématiquement à forte dominante rurale, des terrains agricoles se transforment également en restaurants

champêtres offrant en parallèle des espaces de jeux. Terrains de sports et aires de jeux sont loués selon les cas à l'heure, à la demi-journée, ou à la journée.

Planche-photo 7: Transformation des terrains agricoles en espaces sportifs récréatifs

a) Terrain de football en herbe naturelle



Extrait de l'entretien du propriétaire du terrain ci-contre a), avril 2011.

« J'ai transformé tous mes terrains agricoles en terrains de foot. Le premier c'était il y a 2 ans, je cultivais des fleurs, et puis j'ai mis en place un terrain de football en gazon naturel. J'avais une autre parcelle sur laquelle je cultivais encore des légumes pour les grossistes. Le commerce avec le terrain de foot marchait bien, alors j'ai décidé de transformer mon autre parcelle il y a 3 mois. Tu vois bien par ici il n'y a pas beaucoup d'endroits pour se retrouver entre amis, et il y a une forte demande pour les espaces de divertissement. [...] Comme c'est du naturel, je dois entretenir régulièrement le terrain, remplacer les parties abîmées, l'arroser. Une fois par an, on change les terrains complètement. »

b) Terrain de football synthétique



Extrait de l'entretien du propriétaire du terrain b), avril 2011.

« On a transformé la parcelle il y a 4 ans, avant cela on y cultivait des roses, et avant encore des légumes maraîchers. Je louais la parcelle aux agriculteurs du coin, je n'ai jamais travaillé la terre. [...] J'ai beaucoup investi sur le terrain, j'y ai mis des gradins, un restaurant et un bar, et depuis quelques mois l'éclairage, pour que les gens viennent jouer le soir. [...] J'ai choisi du synthétique car c'est plus résistant, et que ça demande moins d'investissement. La qualité n'est pas la même pour les joueurs, mais avec tous les services que j'offre, ça compense ! »

c) Entrée d'un complexe récréatif depuis la rue.



Source: Photographies et enquêtes Leloup, 2011; Open streview, 2016.

La location à prix fixe des terrains est une pratique permettant aux propriétaires de s'affranchir des insécurités de l'activité agricole liées à la volatilité des prix. Dans les deux cas décrits plus haut, les tarifs proposés à la location des terrains restent modestes, et les services offerts basiques. Les clients sont en grande majorité originaires de « Lima Nord », c'est-à-dire des districts de Los Olivos, Puente Piedra, Independencia, San Martin de Porres ou de Carabayllo même. Les habitants de ces districts évoluent dans un environnement où les espaces verts sont particulièrement manquants. L'urbanisation s'est faite de façon continue, de telle manière que les espaces ouverts urbains n'ont pas été envisagés. Carabayllo représente dans ce contexte pour les habitants de Lima Nord un vivier de verdure. Dans le même temps, Lima Nord, bien qu'en pleine mutation, reste composé de ménages populaires. Les offres de loisirs sont donc adaptées aux revenus de ces ménages.

La diversification n'implique pas toujours la mutation du terrain agricole. Certains producteurs ont simplement installé une boutique donnant sur une route et proposant des produits de consommation courante. D'autres se sont spécialisés et ont ouvert un commerce de produits phytosanitaires, dans des endroits moins accessibles du district. La présence de ces commerces permet aux producteurs de s'économiser les coûts de déplacement (en termes économiques et de temps) jusqu'aux centres secondaires tels que le km22 ou Trapiche.

On observe dans la vallée de Lurín des dynamiques similaires, mais touchant un autre type de population. Il s'agit de la vallée la mieux armée pour préserver ses terrains agricoles et lutter contre les changements d'usage des sols. En effet, les districts de Lurín, Pachacamac et Cieneguilla, les principaux districts agricoles de la vallée, jouissent d'une réputation unique dans la capitale. Du fait du manque d'espaces verts, ils jouent la carte d'une nature préservée dans une ville de plus en plus « gagnée par le ciment ». C'est en effet l'unique vallée de Lima qui conserve des caractéristiques plus rurales qu'urbaines (Miyashiro, Montoya et Soria 2008). Ces atouts n'ont pas empêché la ville de croître en direction du sud, et la vallée accueille aujourd'hui à la fois des zones résidentielles et des industries. La pression imposée par les promoteurs immobiliers ou industriels rencontre peu de résistance de la part des représentants de l'Etat (*Ibid.*). Il devient alors nécessaire de valoriser économiquement les espaces agricoles et récréatifs. Les exploitants ont, à l'instar des producteurs de Carabayllo, transformé leurs terrains pour l'adapter aux demandes des urbains. A partir des années 2000, les restaurants champêtres se sont multipliés (Melki et Prat 2009; Mamami 2014), s'adressant à un large éventail de clientèle, populaire à très aisée. En effet, parmi les restaurants approchés dans les

districts de Lurín et Pachacamac, les prix des menus de bases varient entre 20 soles et 90 soles (entre 5 et 25 euros). Tous offrent des services très similaires, à savoir des espaces ouverts, des aires de jeux pour les enfants, des piscines pour les établissements les plus luxueux, des animations (danses et spectacles de musique traditionnelle) et des animaux à monter ou approcher. On peut noter l'influence des routes principales sur les prix des restaurants. En effet, les restaurants les moins coûteux sont ceux situés le long de l'ancienne panaméricaine Sud, alors que les prix augmentent au fur et à mesure que l'on s'éloigne des principaux axes routiers et que les terrains sont isolés. Plus on est éloigné des axes de communication, plus le client aura l'impression de quitter Lima et de se retrouver dans un environnement rural. De plus cette « réinvention » d'espaces ruraux dans le territoire urbain permet de créer de l'entre-soi : il est indispensable pour se rendre dans ces espaces de disposer d'un moyen de transport privé (les terrains sont accessibles en transports en commun, bien qu'il soit nécessaire d'effectuer plusieurs changements et de terminer le trajet à pied sur des chemins non asphaltés). Les propriétaires de terrains ont donc un réel intérêt à préserver la zone et à limiter le phénomène d'urbanisation. Des associations de voisins se sont formées dans ce sens (association de San Fernando, ou de Jatosisa) et disposent d'un réel pouvoir de négociation face aux entreprises immobilières.

Les districts de Cieneguilla, Pachacamac et Lurín sont devenus des lieux de prédilection pour les mariages et réceptions des Liméniens aisés. Les terrains étendus et les anciens édifices coloniaux en font des lieux privilégiés pour les réceptions.

Planche-photo 8: Réceptions à Lurín



Les clichés ci-dessus sont tirés d'un site internet proposant la location de propriétés pour des événements. Les deux clichés se situent à Lurín et visent une clientèle aisée en exerçant des prix très sélectifs (à partir de 3000 soles la location, soit 800 euros).

Source : matrimonio.com.pe

Les producteurs transforment leur terrain pour satisfaire des demandes urbaines, mais les réponses apportées sont parfois surprenantes. On est loin de l'image d'une campagne bucolique ou d'une nature sauvage. Au contraire, la « nature » est aussi maîtrisée au service du loisir et de la distraction : aires de jeux, nourriture à profusion, jusqu'à perdre toute trace d'un passé agricole.

II.1.2. Tourisme à la ferme, subordination aux exigences des Liméniens ou opportunité de développement ?

Dans la continuité de ces exemples d'ouverture des espaces agricoles aux citadins, certains propriétaires font le choix de développer un tourisme rural. Cependant, contrairement aux offres proposées par les parcs et clubs privés, mais aussi par les exemples explicités plus haut, ces espaces agricoles ne mettent pas à disposition des visiteurs des infrastructures et aménagements de tourisme.

Les producteurs sont contraints de modifier leurs conduites d'exploitation. Par exemple, les allées et chemins sont pavés, les parcelles clairement délimitées, et les producteurs installent des notices explicatives sur le type de culture en place, les pratiques culturales ; ou organisent des espaces de restauration et de détente. Souvent, il est nécessaire de réduire les surfaces en exploitation pour aboutir à ce type d'aménagements. Ce changement de fonction implique une restructuration de l'exploitation pour s'adapter aux visiteurs.

Nick Evans et Brian Ilbery (1989, p. 257) distinguent ainsi, au sein du tourisme à la ferme (*farm-based tourism*) deux grandes catégories, l'hébergement-restauration (*farm-based accomodation*) et les loisirs à la ferme (*farm-based recreation*) (Evans et Ilbery 1989). La visite des exploitations peut ainsi s'accompagner d'animations et de ventes directes. Pour le citadin, cette combinaison d'activités constitue un avantage par rapport à la simple vente sur les marchés, le producteur est ainsi plus compétitif (Chiffolleau et Prevost 2013). Pour certains auteurs, il s'agit d'une conséquence directe de la domination de la ville sur les espaces ruraux : « *Il appartient [...] aux espaces ruraux, comme c'est toujours le cas dans les relations "dominants-dominés", de s'affirmer en partenaires obligés des espaces urbains, de faire preuve de l'intérêt de cette nouvelle donne, de leur capacité d'y participer et surtout d'améliorer l'image, le dynamisme et l'attractivité des pôles* » (Le Caro 2007). Une limite de cette vision est qu'elle place une fois de plus les espaces ruraux comme des espaces dominés. Cette approche réductrice semble être dépassée à plusieurs niveaux. À juste titre, des auteurs ont souligné qu'une nouvelle place pour l'agriculture peut émerger de cette relation déséquilibrée, les espaces ruraux pouvant devenir force de proposition auprès des centres urbains, allant jusqu'à s'être organisés pour venir en appui à leur développement (*Ibid.*).

Planche-photo 9: Une exploitation écotouristique à Lurín, le cas de Casa Blanca

a) Parcelle maraîchère de Casa Blanca



Casa Blanca est une exploitation de la vallée de Lurín, située dans le quartier de San Fernando. Elle est tenue par Carmen Felipe et son mari Ulises Moreno, tous deux anciens professeurs de l'Université Agraire de La Molina. Le couple installé à San Fernando depuis 1980 s'est imposé comme un des acteurs emblématiques de l'agriculture « écologique et durable » à Lurín. L'exploitation est aujourd'hui pluridimensionnelle. En parallèle des productions fruitières et maraîchères, elle compte avec un pôle de transformation des fruits pour produire des glaces, un biogaz produisant de l'engrais depuis les restes de culture, un élevage de cochons d'Inde ; et reçoit régulièrement des étudiants de Pachacamac et de Lurín, ainsi que des touristes (nationaux et internationaux) pour diffuser leur expérience.

b) « Biodigestor » de l'exploitation



L'exploitation de taille réduite, 1 ha, est née de la volonté du couple de vivre « à la campagne » et de profiter d'un espace de nature à proximité de la ville. Elle s'est au fil du temps affirmée comme un lieu d'écotourisme, avec notamment le « biodigester » qui est devenu une curiosité et un modèle d'innovation technologique dans l'agriculture biologique liménienne (bien que Carmen Felipe affirme elle-même que l'idée n'est pas neuve). Les visites sont souvent axées sur ce processus de production d'engrais à partir des déjections des cochons d'Inde. Autre technologie mise en avant, celle de « l'humedal » qui traite les eaux grises de la maison pour la réutiliser pour irriguer les parcelles.

c) Ulises expliquant le système d'irrigation gravitaire à une classe en visite



Les visites sont payantes et représentent une source de revenus pour l'exploitation. Les productions sont en partie vendues sur les « marchés écologiques » des quartiers nantis de la ville. Une partie est utilisée par la famille, mais aussi pour des repas organisés lors des visites.

Source : Clichés : H.Leloup, 2013 ; entretien réalisé auprès de C.Felipe, 2013 ; <http://bioagricultura-casablanca.blogspot.fr/>

II.1.3. Les circuits agrotouristiques

Des éléments extérieurs peuvent en effet faciliter la venue de touristes. C'est au Sud de la ville, à Lurín que se sont développées ces initiatives dans la plus forte proportion. L'activité agricole, dans ce contexte particulier, profite d'un certain nombre d'appuis politiques et institutionnels (Evelyne Mesclier et al. 2014). En effet, le district de Pachacamac présente l'avantage de compter avec un nom connu, évoquant les ruines présentes sur le territoire et attirant des touristes internationaux. L'ONG « grupo GEA » a voulu au cours des années 2000 développer des circuits couplant tourisme historique, culturel et écologique ; en mettant en avant les sites archéologiques du district, les espaces agricoles et le savoir-faire des artisans locaux. Le programme « Vive Pachacamac » a été développé dans ce sens, dans le but de préserver « la dernière vallée verte de Lima » et d'améliorer les conditions de vie des habitants ruraux du district.

En parallèle, les *lomas* attirent chaque année des randonneurs et cyclistes de Lima et des environs. Ainsi, à Quebrada Verde, commission d'irrigateurs de Pachacamac, une initiative de mise en tourisme des espaces agricoles s'est développée, jusqu'à devenir un symbole de la réussite touristique du district. Chaque année, près de 8000 visiteurs se rendent sur le circuit des *lomas de Lúcumo* (Mamami 2014), qui tirent leur nom d'un arbre fruitier, le *lúcumo* (*Pouteria Lucuma*), produit en quantité dans la vallée. Ce circuit comprenant un restaurant et un service de guide représente une opportunité d'emploi pour les jeunes de la zone (Tamagno et Hilares 2010). Cela a permis de valoriser les terrains agricoles des alentours ainsi que de conserver les élevages bovins de type extensif. Ces activités participent à la diffusion de l'image d'un espace rural et champêtre. C'est ici la théâtralisation de l'agriculture et de l'élevage qui permet aux producteurs de conserver leur activité, et non un intérêt spécifique des acteurs de la zone pour le caractère productif de l'activité.

De même, depuis 1989, la municipalité de Pachacamac organise un festival de la fraise, en appui aux producteurs locaux. Le festival propose un marché avec des producteurs locaux, des activités et concours autour de la fraise. Le fruit est présenté comme un emblème de la ville, alors qu'il a été implanté récemment et a connu un fort succès auprès des exploitants comme des consommateurs. Le caractère traditionnel est ici exacerbé pour soutenir les exploitants agricoles.

Planche-photo 10: Mise en tourisme et floklorisation de la ruralité à Pachacamac



Clichés illustrant l'implication de la municipalité de Pachacamac dans la promotion du district en tant qu'espace rural : mise en avant d'un produit supposé représenté la zone (la fraise) et d'un marqueur rural du paysage (le *Pan de Azucar*) sur l'affiche de droite.



Clichés mettant en avant les espaces ruraux du district de Pachacamac : à gauche des *lomas* en fleurs, à droite, un espace d'élevage aux abords du circuit touristique des *lomas de Lucumo*.

Source : Clichés H.Leloup, 2013 et 2014

Grâce à ces nouvelles propositions, les espaces ruraux proches des villes peuvent être force de proposition pour le développement urbain et pour les habitants. On observe une dynamisation des territoires, avec l'apparition de commerces et restaurants, mais aussi d'évènements ponctuels liés à l'activité agricole. Des liens se tissent avec la ville, sans pour autant effacer les spécificités agricoles de ces espaces. Les périphéries rurales deviennent des nouveaux lieux de vie (Robert-Boeuf 2017). Ce phénomène se reproduit dans les régions limitrophes à la métropole, comme c'est le cas dans la ville d'Azpitia au Sud de Lima où se développe un tourisme pendulaire : les Liméniens se rendent le temps d'un week-end dans la ville pour profiter des paysages ruraux et goûter à la gastronomie locale. Les ressources agricoles sont mises en avant, en proposant en parallèle un éventail d'activités et d'infrastructures de tourisme : de l'emplacement de camping à l'hôtel avec piscine.

Cette redynamisation s'accompagne aussi de mécontentements, et l'arrivée des urbains dans les espaces ruraux est aussi vécue comme une incursion, une invasion des espaces de travail et de vie des producteurs, qui ne voient pas systématiquement d'un bon œil ce passage d'une campagne ressource (de nourriture, mais aussi d'emploi) à une campagne paysage (Hervieu et Viard 2001).

II.2. Des espaces ouverts peu enclins à recevoir les populations citadines

Les propriétaires ne se réjouissent pas systématiquement de l'arrivée des urbains sur leur terrain. Les relations entre citadins et producteurs ne sont pas sans créer des différends.

« Mon exploitation est divisée en trois parcelles : celle-ci avec le restaurant, une autre que je loue à un ami à une vingtaine de mètres, et enfin une autre parcelle à Oxapampa où je ne me rends que rarement [...]. Ici, j'ai mon potager pour le restaurant où je produis principalement des légumes feuilles, des salades, des herbes aromatiques et des fleurs comestibles. Il y a aussi une zone de conditionnement des légumes, où on lave et trie les produits avant de les commercialiser. En plus du restaurant, on propose aussi un mini-zoo pour les enfants. Il y a des chèvres, des canards, une autruche, des chevaux et des ânes. On utilise les excréments des animaux pour notre compost, on essaye le plus possible d'être autosuffisant dans la ferme. [...] Les clients ne sont pas toujours à l'aise avec les animaux, beaucoup de gens de Lima se sentent nerveux auprès des animaux. Ici, ce n'est pas comme au parc des légendes, où tout est entretenu et où on regarde les animaux de loin. Non, ici tu rentres dans l'enclos et tu peux approcher et toucher les animaux. Beaucoup de clients n'osent pas y faire entrer leurs enfants, alors que

c'est essentiel pour un enfant le contact avec les animaux. On me reproche souvent de ne pas entretenir le zoo, mais je n'ai pas l'intention de le changer¹⁰⁶. »

Ce témoignage rend d'une part compte de la diversification des activités des exploitants liméniens, mais aussi des incompréhensions existantes entre exploitants et citoyens. Les pratiques des premiers ne sont pas forcément en accord avec les attentes des seconds, comme l'illustre l'exemple du mini-zoo mis en place par Alfonso.

Bien souvent, du point de vue des agriculteurs, les loisirs en espace agricole constituent des usages parallèles, et parfois en interaction, avec leur espace de travail. Cette intrusion peut être mal vécue : « *Les agriculteurs sont agressés par les touristes et leurs diverses associations telles sociétés de pêche, sociétés de chasse, etc., qui se comportent en milieu rural comme en terrain conquis. Les agriculteurs considèrent le phénomène touristique à la fois comme un envahissement et comme une entreprise de destruction, ce qui est démontré par les exemples mille fois répétés de barrières ouvertes, de fils de fer coupés...* » (Daviet 1977). Cette diatribe, issue de recherches en France rurale de l'après-guerre peut paraître excessive, mais on peut cependant noter des cohérences avec l'attitude d'une partie des producteurs liméniens. Afin de protéger leur espace privé, les murs s'érigent autour des propriétés, les parcelles agricoles sont encerclées et gardées par des chiens, pouvant se montrer agressifs.

Dans la pratique, l'accueil de visiteurs par les producteurs de la capitale reste secondaire et très peu investissent dans la mise en tourisme de leur exploitation. Certaines pratiques répandues dans les exploitations liméniennes entrent en confrontation directe avec l'idée d'un tourisme à la ferme. L'usage d'intrants en forte proportion, les détritiques laissés le long des parcelles, la concentration des animaux d'élevage, pour ne citer que quelques exemples, font partis de conduites classiques des exploitations pouvant interpeller le citoyen à la recherche d'une nature « sauvage ». Un touriste en milieu agricole sera plutôt à la recherche de pratiques respectueuses de l'environnement, d'espaces ouverts où les animaux sont laissés en vaine pâture. Cette image idéalisée de la campagne correspond à l'imaginaire archétype de « l'Arcadie pastorale et agricole » sous forme de paysages champêtres (Bonvalet et Association des Etudes Foncières (eds.) 2001). Par ailleurs, toutes les exploitations ne sont pas adaptées à recevoir des visiteurs, où ne présentent aucun attribut susceptible d'attirer les visiteurs.

¹⁰⁶ Extrait d'un entretien avec Alfonso Roda, chef d'exploitation «La granjita feliz del potager de Don Torcuato », réalisé le 19/09/2014.

De plus, un certain nombre de limites techniques et économiques pour répondre à ces nouvelles demandes de services pour les urbains sont à relever.

On peut interroger la légitimité et l'origine des initiatives de mise en tourisme des espaces agricoles. S'agit-il de nouvelles mesures imposées par des décideurs urbains ou d'initiatives locales pensées par les producteurs ? Le cas des districts de Pachacamac et Lurín est assez éloquent, les décideurs locaux et les ONG ayant beaucoup participé à forger un caractère rural aux districts. Au contraire, des districts tout aussi ruraux, tel que Carabayllo, ne sont pas soutenus par des instances politiques et peinent à mettre en œuvre des circuits touristiques. Les initiatives sont portées exclusivement par les exploitants. Historiquement, le nord de la ville est aussi moins réputé que les vallées du sud et de l'est et attirent moins de monde. On peut souligner finalement que les initiatives locales, émanant d'habitants des périphéries, sont empreintes de beaucoup de citoyenneté. En effet, les producteurs mettant en place de manière individuelle sont, dans les cas rencontrés, intégrés économiquement et socialement à la ville¹⁰⁷.

¹⁰⁷ Cette intégration se vérifie notamment par les niveaux d'éducation, les liens avec des acteurs publics et leur force de négociation.

On note des offres très variées, que l'on peut grossièrement classer selon les vallées. Au nord, dans la vallée du Chillón les propositions vont porter sur de la distraction pure, quitte à supprimer toute trace d'un passé agricole. À l'est et au sud, les propriétaires mettent en avant les étendus d'espace disponible. On insiste sur les bienfaits d'un air pur, loin de l'agitation de la capitale. Bien qu'il s'agisse ici de surfaces plutôt modestes, la possibilité de disposer d'espaces ouverts est tellement rare dans le contexte liménien que leur valorisation est systématique. C'est uniquement dans la vallée de Lurín que des solutions concrètes sont recherchées pour faire coexister loisir et production agricole.

Tableau 16: Typologie des transformations des espaces agricoles pour un accès au public

Vallée agricole	Type d'infrastructures	Coûts des droits d'entrée	Mise en avant des attributs ruraux
Chillon	- Équipements sportifs	--	--
	- Restaurants champêtres	-	-
Rimac	- Clubs privés	+ à ++	+
	- Maison de campagne	Propriétés privés	+
Lurín	- Circuits touristiques	-	++
	- Restaurants champêtres	- à ++	+
	- fermes interactives	+	++

Conclusion du Chapitre 7

Les demandes urbaines ont eu un impact sur les conduites des exploitations agricoles liméniennes. En ce qui concerne les besoins alimentaires, les producteurs se sont adaptés aux demandes en produits frais. De manière peu surprenante, on voit se développer aux frontières de la ville des cultures maraîchères, mais ces productions sont concurrencées par les exploitations des provinces proches, qui elles aussi cherchent à tirer profit du marché liménien. Les unités liméniennes peuvent jouer sur d'autres ressorts pour se démarquer, qui sont à chercher auprès des demandes en émergence de la part d'une population de plus en plus exigeante et qui est prête à investir davantage pour une alimentation de qualité (Girard 2017). Ainsi, les circuits de commercialisation se modifient et les expériences de circuits courts se multiplient, avec plus ou moins de succès. En parallèle ou simultanément, les espaces agricoles s'ouvrent aux visiteurs urbains. Les conversions au tourisme agricole se dispersent sous des formes différentes, et se conforment aux demandes nuancées des citadins : espaces de sociabilité, espaces récréatifs, espaces culturels... les attentes sont variées (Chapitre 2). Ces démarches ne sont pas encore majoritaires dans le panorama agricole de la capitale, mais vont à l'encontre de l'impression de rigidité évoquée dans les chapitres précédents. Les conversions restent des phénomènes minoritaires, car exigeants en capitaux financier et social. Les terrains transformés en espaces de loisirs sont cependant visibles, souvent beaucoup plus que les espaces dédiés à la seule production. Il est important de ne pas se laisser abuser par cette impression d'une agriculture généralisée au service des urbains, de nombreux propriétaires et exploitants restant en effet méfiants vis-à-vis de ces pratiques.

Pour combler ces manques, ou tout simplement pour répondre de façon plus exacte aux attentes citadines, les urbains créent leurs propres espaces de sociabilité et de rencontre autour de l'activité agricole.

Chapitre 8:

DES URBAINS QUI S'EMPARENT DE L'ACTIVITE POUR SATISFAIRE LEURS DESIRS D'AGRICULTURE

Des acteurs ont jusqu'à présent été peu évoqués, qui sont pourtant souvent au cœur des discours autour de l'agriculture urbaine : les citoyens convertis à l'agriculture, qu'il s'agisse d'une agriculture de loisir, de subsistance, ou d'une reconversion complète. Très présents dans les expériences d'agriculture urbaine des métropoles des Nordes comme des Suds, ils se sont avérés difficiles à appréhender dans leur complexité dans le contexte liménien, du fait des multiples visages qu'ils semblent porter. Ce sont toutefois des acteurs beaucoup plus abordables que les producteurs commerciaux, car moins soucieux des problématiques de rendements et de productivité.

Face à des exigences qui ne sont pas toujours comprises et assimilées par les producteurs, comme nous l'avons vu dans la partie précédente, les urbains s'approprient l'activité agricole, pour la faire correspondre à leur propre vision. Associée aux « bobo », aux « hipster » (Lovett 2016), l'agriculture urbaine des interstices profite à Lima d'une histoire ancienne et n'est pas réservée aux citoyens « branchés ». Au contraire, elle est appropriée par des profils très différents (I.). Les municipalités locales elles aussi cherchent à amener l'agriculture en ville et mettent en place des espaces spécifiques de rencontre ville/campagne. De ces diverses appropriations découleront une valorisation plus ou moins visible de l'activité dans le paysage urbain. L'appropriation de l'activité par les citoyens ne s'arrête pas à l'implantation de jardins. A l'instar de ce que l'on a observé en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord, « les agriculteurs ne sont plus les seuls usagers du rural » (Roy, Paquette et Domon 2005), et la campagne n'est plus uniquement une ressource pour les agriculteurs et les éleveurs, elle devient également un espace de récréation, voire un cadre de vie (Perrier-Cornet et Hervieu 2002). Ce phénomène reste relativement nouveau dans une métropole des Suds, où les phénomènes de retour à la campagne sont en phase d'amorçage (II.1).

I. Une activité des interstices qui s'expose et se dérobe à la ville

Parmi les actions mises en place par les citoyens, l'agriculture intra-urbaine, des interstices, retient particulièrement l'attention de l'observateur. En effet, pour peu que l'on se penche sur le sujet de l'agriculture en ville, il apparaît à Lima çà et là des projets et expériences de micro agriculture. Ces initiatives touchent autant les quartiers nantis que les districts plus populaires. Nous allons dans cette partie revenir sur cette activité aujourd'hui largement médiatisée, que ce soit à Lima ou dans d'autres métropoles des Nords comme des Suds, pour mettre en évidence une activité en renouvellement plutôt qu'une réelle innovation.

I.1. Une activité inhérente à la ville

L'agriculture intra-urbaine s'est construite avec la ville, dans les espaces que celle-ci proposait et laissait disponibles. Elle se distingue des cas étudiés précédemment par son caractère non marchand, du moins dans sa conception première.

Les motivations d'implantation sont variées. Les projets d'agriculture urbaine sont le plus souvent le fruit de l'initiative de groupes urbains organisés, nourrissant des aspirations aussi différentes que le verdissement de la ville, la sécurité alimentaire, la santé, l'éducation, le jardinage de loisir voire la génération de revenus complémentaires (Siura et Soto 2008).

Encadré 7: Approche méthodologique des visites des jardins urbains

La démarche méthodologique pour étudier les espaces agricoles intra-urbains se distingue clairement de celle que j'ai employée pour l'analyse des espaces périphériques. Les jardins urbains ne sont en effet accessibles qu'en étant accompagné d'une personne introductrice. J'ai dû passer par les réseaux d'agriculture urbaine et écologique, multipliant les rencontres avec des acteurs intermédiaires pour finalement accéder aux jardiniers. Les institutions et ONG ont joué un rôle primordial dans l'approche de ces espaces, tout comme le bouche à oreille.

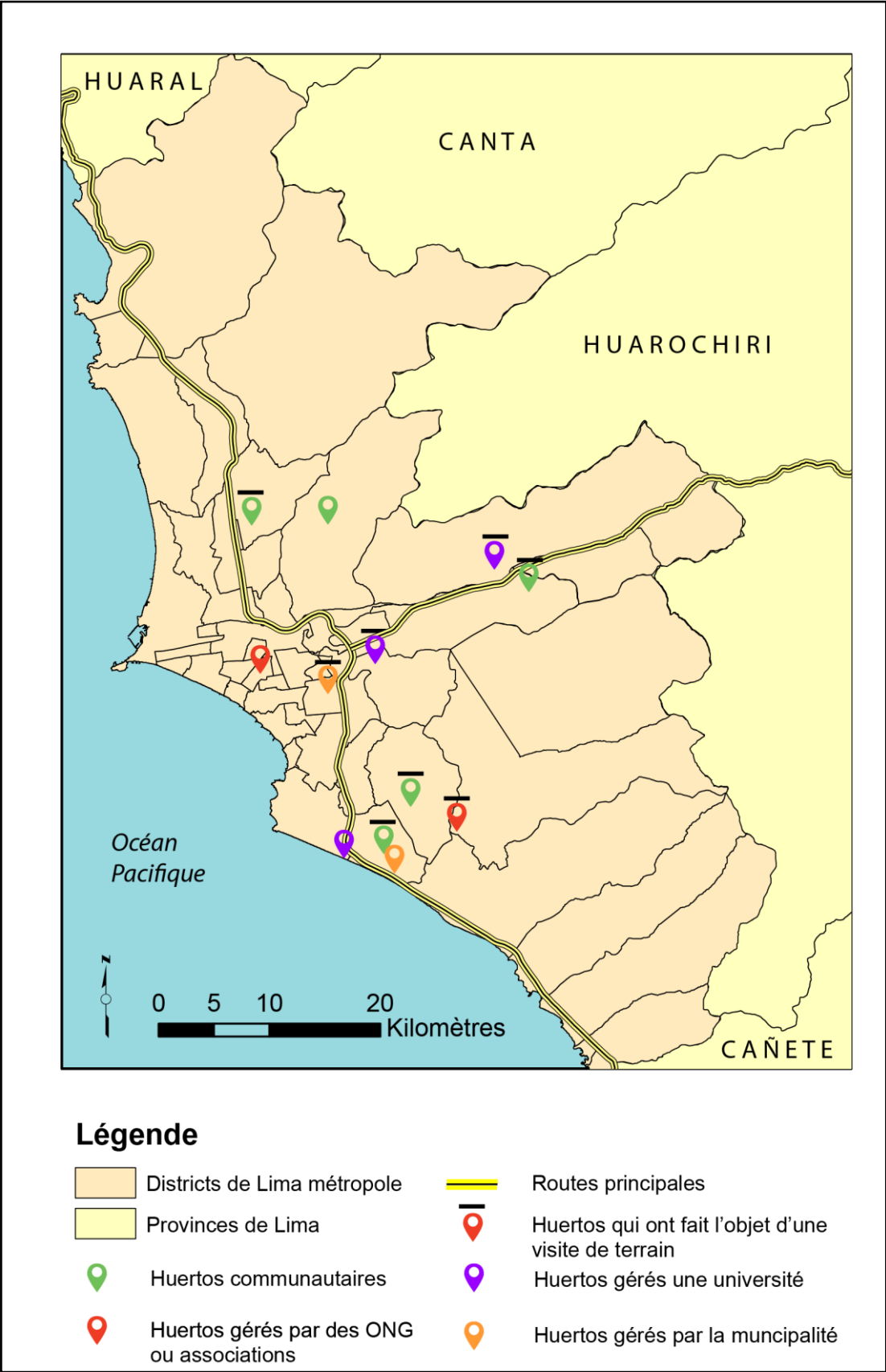
J'ai pu visiter des jardins individuels et partagés dans différents quartiers de Lima. Accompagnée des porteurs de projets, les visites se sont déroulées sur une ou plusieurs journées, durant lesquelles j'ai pu récolter des informations sur le fonctionnement global des jardins, mais aussi rencontrer des jardiniers qui ont partagé leurs expériences. Ces rencontres étaient parfois très succinctes, parfois plus poussées en fonction du temps accordé par mon accompagnateur et de la disponibilité des personnes. Aussi, j'ai eu l'occasion de participer directement à la vie des jardins, en travaillant sur les terrains, en aidant à la participation de repas et de réunions, ou en accompagnant des visites de contrôle avec les membres des ONG. Ces expériences m'ont permis de comprendre au mieux le fonctionnement des jardins, mais présentaient une limite quant à l'accès aux acteurs. Je pouvais discuter plus librement avec les personnes présentes, mais difficilement prendre des notes.

Les visites effectuées ont eu lieu dans 4 districts différents :

- Huerto de Comas, accompagnée par Luz Acosta.
- Huertos de Villa El Salvador, accompagnée de Dante Abad, fondateur de "Viveros sin Fronteras" (Pépinières sans frontières).
- Huerto de Villa Maria del Triunfo « Santa Anita », accompagnée de Marina, membre du réseau "Prausa".
- Huertos de Huaycan, accompagnée d'Herbert, responsable du programme « Huertos ecologicos » de Caritas Chosica.

Ces visites ont été complétées par plusieurs visites à CAIA (*Centro de Aprendizaje e Innovacion Agroecologica*, Centre d'apprentissage et d'innovation agro-écologique), situé à Pachacamac et qui réunit régulièrement des agriculteurs urbains et des périphéries de la zone Sud de Lima.

Carte 18: Localisation des initiatives d'agriculture urbaine repérées dans la capitale



Source : Geoservidor 2014 ; agriculturaurbana.org 2016 ; enquêtes de terrain.

La Carte 18 a pour objectif de situer les initiatives d'agriculture urbaine sur le territoire de Lima métropole. Ce recensement est le résultat des informations récoltées sur le terrain, dans la littérature grise et sur les réseaux sociaux. La carte n'est pas exhaustive, car des jardins se créent et disparaissent de manière régulière, sans qu'aucune autorité n'en soit informée. De plus, la métropole liménienne est dense et il apparaît évident que d'autres initiatives ont cours sans être mentionnées ici. Toutes les initiatives n'ont pas été l'objet d'une enquête de terrain, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il n'a pas toujours été possible de rencontrer les porteurs de ces initiatives. Ensuite, il s'agit souvent de projets de petite envergure, décelables par le bouche à oreille. Enfin, certains projets ont été découverts après les étapes de terrain, ce qui montre le dynamisme de l'activité. On différencie différents « types » de potagers :

- Les potagers communautaires, qui ont été mis en place par des organismes de natures variées (ONG locales, municipalités ou responsabilité sociale des entreprises) mais qui sont actuellement sous la responsabilité des membres, avec ou sans le soutien des organismes d'origine.
- Les potagers gérés par des ONG ou autres associations. Ce sont avant tout des centres de formation et d'appui aux producteurs plutôt que des espaces productifs. Des parcelles existent, mais sont surtout utilisées en tant que parcelles d'essais. Des réunions sont organisées dans des locaux spécifiques, accessibles aux producteurs de la zone.
- Les potagers des universités, au nombre de trois : l'université de la Molina, l'université scientifique du sud à Chorillos et l'université « Peruana Union ». De manière similaire aux cas décrits précédemment, il s'agit avant tout de lieux de formation. A La Molina cependant, le potager produit suffisamment pour commercialiser les récoltes auprès des étudiants. En parallèle de l'objectif d'enseignement, ces potagers sont aussi des centres de recherche pour le développement de techniques innovantes d'agriculture urbaine, adaptées au milieu et aux contraintes de la ville.
- Enfin, les potagers gérés par les municipalités, contrairement aux premiers cas décrits plus haut, sont des projets portés depuis la mise en place jusqu'à la réalisation quotidienne soit par la municipalité de la métropole, via le SERPAR (parc zonal « El huascar » à Villa El Salvador) soit par la municipalité du district (San Borja).

Sur la carte, on note cette diversité de types, ainsi que leur dissémination dans l'espace métropolitain. Il est cependant difficile d'établir une typologie du fait du faible nombre de projets connus, mais on peut cependant considérer que les potagers communautaires se

développent surtout dans les districts péricentraux, où l'accès à la terre est peut-être moins limitant.

I.2. Des expériences anciennes issues des quartiers auto-construits ouvrant la voie à l'institutionnalisation

Dans le cas de Lima, les jardins urbains se sont implantés à des pas de temps différents. Si on assiste récemment à une augmentation du nombre de jardins dans les districts aisés, d'autres parties de la ville au contraire comptent avec une histoire ancienne d'agriculture urbaine. C'est le cas par exemple de Villa El Salvador et de Villa Maria del Triunfo, deux districts voisins du Sud de la ville. Aussi bien dans la littérature grise qu'auprès d'acteurs locaux, les expériences au sein de ces districts apparaissent comme incontournables pour comprendre et appréhender l'agriculture intra-urbaine à Lima. Malgré des caractéristiques communes aux deux districts, l'agriculture ne s'y développe pas de la même façon et est issue de différentes dynamiques.

A Villa El Salvador, l'implantation de l'agriculture résulte d'une planification préalable par les dirigeants de la ville en 1971. Le gouvernement réformiste de Velasco, récemment arrivé au pouvoir, met en place une politique de planification urbaine pour pallier le manque de logement dans la capitale. Dans le même temps, le gouvernement encourage la participation de la population dans le développement urbain (Favreau et al. 2002). À cette date, 3 377 ha sont assignés à la ville, divisés en plusieurs zones : résidentielle, industrielle, agricole et d'élevage. La zone agro-pastorale rassemblait 150 ha en 1971. La ville s'est étendue au fil des ans, est devenu un district constitutif de Lima métropole en 1983. Elle s'est peu à peu intégrée à la métropole, on évoque un « *Bidonville devenu ville puis district* » (Ortega 2015) pour décrire l'évolution du quartier. Villa El Salvador constitue un cas original à bien des égards. Tout d'abord, c'est l'organisation populaire qui a été l'acteur central de l'urbanisation (Zeballo 1991), les lots à bâtir étant octroyés gratuitement aux demandeurs n'ayant pas de propriété. L'organisation populaire à Villa El Salvador constitue un exemple très riche de développement local et de participation citoyenne, déjà largement documenté et médiatisé, présenté comme un cas d'école (*Ibid.*; Hordijk 2005; Paugam et Rodrigo 2008; Burgos-Vigna 2010) et comme un « *succès au niveau mondial* » (Matos Mar 2012). L'auto-organisation ne sera pas abordée ici, mais nous reviendrons sur les caractéristiques de la zone agricole mise en place lors de la création de la ville, et qui a influencé par la suite la place de l'activité agricole et d'élevage dans le district actuel. Contrairement à ce que l'on observe le plus souvent, où « *la ville chasse la*

campagne, à Villa El Salvador, la campagne est intégrée à la ville » (Favreau et Fréchette 2002). Cette histoire particulière constitue un héritage pour les initiatives actuelles. L'agriculture urbaine n'est pas une nouveauté, mais s'est réajustée aux nouvelles demandes de la ville et de ses habitants. Dans les années 90, la superficie agricole avait largement diminué et atteignait 650 ha, dont 500 pour trois coopératives d'élevage de volaille, de cochons d'Inde et de porcs (*Ibid.*). L'activité horticole est très peu représentée du fait de la nature des sols et de leur pauvreté.

Aujourd'hui, on retrouve à Villa El Salvador des jardins destinés aux cuisines collectives, en dehors des parcelles mises en place par le zonage original. La zone agricole est de plus en plus réduite, soumise à des pressions constantes pour évoluer vers des usages résidentiels ou commerciaux. Plus que des cultures de plein champ, on retrouve surtout à Villa El Salvador des élevages individuels de tailles réduites. Finalement aujourd'hui, l'indicateur le plus visible de l'existence d'une zone agricole reste les bassins de traitement des eaux usées, qui après avoir servi à l'irrigation des cultures, sont à l'heure actuelle utilisés pour arroser les espaces verts du parc zonal de Huascar (Burgos Vignaz, 2003).

A Villa María del Triunfo, district voisin, l'agriculture urbaine et l'élevage se sont installés plus récemment, notamment au travers de la création de potagers urbains communautaires et de jardins partagés. Le district est souvent cité comme un cas exemplaire de développement de l'agriculture urbaine par et pour les populations vulnérables. D'abord soutenues par le gouvernement local en tant que stratégie de lutte contre la pauvreté, les expériences d'agriculture urbaine à Villa María del Triunfo ont par la suite attiré l'attention d'un programme de développement «Ciudades cultivando el futuro» (Villes cultivant le futur), porté par les ONG IPES et RUAF. La municipalité locale a été sélectionnée en 2005 en tant que « ville pilote » pour le programme. Un diagnostic de l'activité a pu être dressé, précédant un forum participatif au sein duquel les différents acteurs rassemblés exposent les problèmes rencontrés par l'activité et proposent des solutions (RUAF 2011).

Le programme a permis d'identifier des espaces vacants aptes à la pratique de l'agriculture urbaine, et de favoriser la mise en place des potagers urbains. L'activité comprend à la fois une production agricole et une activité d'élevage d'animaux de petite envergure, principalement des volailles, représentant 52 % des producteurs du district. Le diagnostic a permis de recenser les personnes concernées par l'activité. Au total, 570 familles ont été enregistrées en tant que producteurs urbains, réparties entre parcelles familiales, parcelles communautaires, ou encore parcelles promues par des organismes publics (tels que des collèges, des cantines populaires

ou des centres d'accueil pour personnes vulnérables). Au plus fort de la dynamique, c'est-à-dire autour des années 2007-2009, on recensait à Villa María del Triunfo jusqu'à 500 potagers urbains¹⁰⁸.

Cependant le changement de gouvernement de la municipalité du district a marqué la fin de l'engouement politique pour l'activité. Les autorités ont mis un point d'honneur à se distinguer des actions menées par l'ancien maire. Privés du soutien du gouvernement local, beaucoup de potagers ont disparu. La municipalité a également fait pression pour récupérer les terrains publics mis à disposition des jardins. Les potagers les mieux implantés ont dû se battre pour se maintenir. Lors de ma visite au « Huerto Santa Anita », pourtant un des plus dynamiques du district, la coordinatrice m'expliquait les pressions qu'elle encourait, les autorités voulant récupérer le terrain pourtant légalement occupé.

¹⁰⁸ D'après l'entretien auprès de Saray Ciura, actuellement professeure à l'université agraire de La Molina, responsable du projet « El huerto » de l'université, et associée à l'IPES dans le programme « Ciudades cultivando el futuro ».

Encadré 8: Portrait d'exploitant : organisation d'un jardin communautaire à Villa María del Triunfo

Marina est une figure importante des jardins de Villa María del Triunfo. Formée en 2004, elle a ensuite intégré des réseaux de soutien aux jardins partagés dans la zone Sud de Lima. Elle a notamment travaillé avec l'université agraire de La Molina, pour diffuser son expérience. Par la suite, la municipalité métropolitaine de Lima, au travers du programme « Mi Huerta » s'est appuyée sur ses connaissances pour diffuser son expérience auprès de jardins en construction.

« J'habite à une centaine de mètre de là [le jardin] mais la semaine je travaille à Miraflores, en tant que femme de ménage. Je fais tous les jours le trajet entre Villa María et Miraflores, c'est fatigant, mais je ne peux pas venir ici tous les jours, mais j'essaye de m'y rendre régulièrement. Il y a actuellement 9 familles qui travaillent dans le jardin, mais c'est surtout les femmes qui viennent travailler. Mon mari ne donne pas l'exemple, parfois je le traîne jusqu'ici les weekends, mais quand je suis fatiguée le soir, c'est lui qui vient arroser les plantes, il sait que c'est important pour moi. Le jardin a ouvert en 2004. Avant, il y en avait un autre qui était situé un peu plus bas à côté de l'avenue Pachacutec, mais le terrain a été déplacé par la municipalité [...]. Chaque famille travaille un lot, elles font leur propre compost et amènent leurs outils. Pareil pour les récoltes, chaque famille récupère ce qu'elle a travaillé. Les lots font 8m sur 8m, et sont bien délimités. C'est propre, et on ne se marche pas dessus. Chacun cultive ce qu'il veut, on trouve de tout ici : herbes andines type huacatoy, mais aussi camomille, basilic, coriandre ; piment jaune, pomme de terre, bettes, épinard, artichaut, radis, betterave, manioc, céleri, courgette, potiron, maïs etc. A l'origine, le terrain était complètement nu, il a fallu 4 mois de travail pour sortir les gravats et pour que le terrain soit finalement cultivable. C'était un travail très fatigant, beaucoup se sont découragés. On est resté une poignée à continuer, et le résultat est là ! »

Gestion du foncier

« Le terrain appartient à l'entreprise Luz del Sur. Regarde au-dessus de ta tête les câbles électriques. Le terrain n'est pas constructible ici. Alors l'entreprise a mis en place un projet de jardins potagers, en accord avec la municipalité. A l'époque la municipalité soutenait ce genre de projet, ce n'est plus le cas aujourd'hui... Quand on a commencé, l'entreprise nous a fourni des outils, le tank pour récupérer l'eau, et le matériel pour protéger le terrain. On a aussi eu des cours pour cultiver de manière écologique. On fait notre propre compost avec les déjections des cochons d'Inde et des poulets, de la sciure de bois et des restes de cuisine. Ils nous ont aussi donné des astuces contre les ravageurs. [...] La municipalité parle de déplacer le jardin, pour y laisser leurs véhicules de construction. Je ne sais pas combien de temps on va pouvoir continuer à travailler ici. Si la municipalité décide de nous déloger, il va falloir demander à ce qu'ils nous trouvent un autre terrain. On est plusieurs ici à être prêts à se battre. »

Destination des productions :

« On produit surtout pour la famille, pour notre propre consommation. Mais quand il y a des surplus, les femmes vendent aux alentours, aux voisins ou dans les marchés. Parfois il y a un voisin qui nous voit travailler et nous demande « c'est combien la laitue ? » alors on la lui vend. Moi je vends aussi des produits à la famille chez qui je travaille, à Miraflores. Ils savent que ce sont des produits de qualité, sans produits chimiques. [...] Les dimanches, je vais au marché de Villa Maria, je m'assois par terre avec mes produits. Mais c'est difficile de vendre à un bon prix. Ma laitue je la vends 1 sol au marché, alors que les laitues bio avec certification sont vendues 2 soles. Au marché, les clients ils ne t'écoutent pas. »

Avantages du jardin :

« Pour moi ce qui compte le plus dans ce jardin, c'est de produire des aliments naturellement. Je me sens bien dehors, je pourrais passer toute la journée ici, parfois j'en oublie même de déjeuner ! Et puis nous sommes tous des amis ici, on se retrouve les fins de semaine pour discuter et se donner des nouvelles de nos familles. »

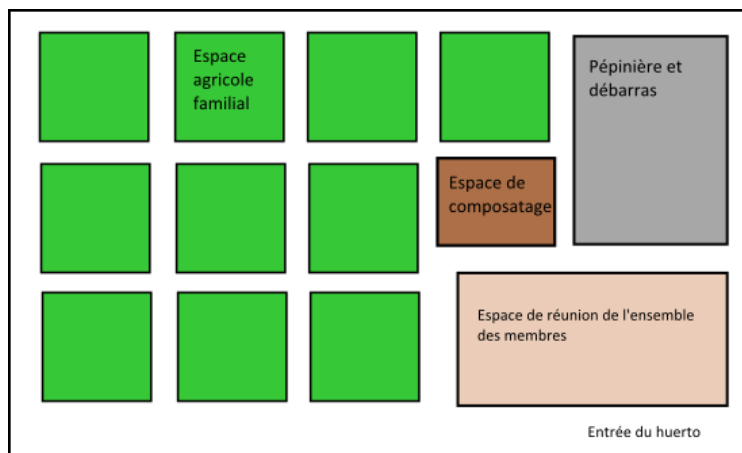
Planche-photo 11: Zoom sur l'organisation d'un potager communautaire

a) Localisation du potager « Santa Anita » de Villa María del Triunfo et prise de vue depuis les flancs résidentiels.



Le « huerto de Santa Anita » est situé à proximité d'une avenue majeure du district de Villa María del Triunfo, l'Avenue Pachacutec. Comme on peut le constater sur la photo, le terrain est entouré de friches, accueillant des épaves de tracteurs, voitures, et camions. Sur la photo, on peut noter la présence des grilles pour protéger le potager du voisinage

b) Organisation schématique du potager



Chaque espace agricole est composé de plusieurs parcelles et les familles sont libres d'y cultiver les produits de leur choix. L'accès au potager est réservé aux usagers, tout comme l'accès à la pépinière/débarras où sont entreposés les outils nécessaires à l'activité. L'espace de compostage est également commun à l'ensemble des membres, qui y déposent les résidus de culture.

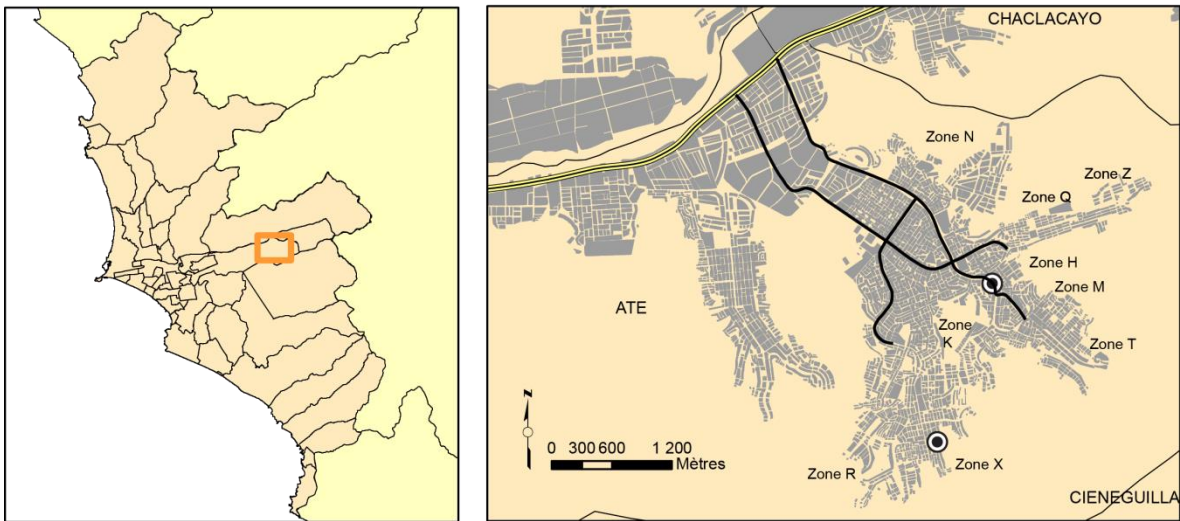
Source : Google Earth 2016 ; enquêtes de terrain 2013 ; Leloup 2013.

Aujourd'hui, les jardins de Villa El Salvador et de Villa María se retrouvent en difficulté, nombre d'entre eux ayant disparu au détriment d'infrastructures urbaines. Mais des espaces similaires ont fait leur apparition dans d'autres districts de la capitale.







C'est ainsi que se sont développés d'autres jardins dirigés vers les populations les plus pauvres, dans le district de Huayacan, un quartier de l'est de Lima, emblématique lui aussi de l'auto-construction, au même titre que Villa María del Triunfo ou Villa El Salvador. À partir de l'occupation des terrains (au total, quasiment 2 millions d'hectares, dont plus de 550 000 hectares de zones urbanisées et 1,3 millions d'hectare de terres sur les flancs des collines environnantes) (Matos Mar 2012), la population s'est constituée en « communauté urbaine autogérée ». Huaycán s'organise autour d'une structure spatiale décomposée en zones, en unités communales de résidence, et en lots. On considère que Huaycán compte aujourd'hui plus de 150 000 habitants. Tout comme Villa El Salvador, l'aspect communautaire reste important dans ce quartier, du moins dans l'imaginaire et les représentations du quartier : « *l'organisation et l'esprit collectif ont été les facteurs clés dans la mise en place de la planification et de l'organisation d'une population sûre et sans violence* » (*Ibid.*, p. 435). C'est la population qui ici aussi est l'origine, avec l'appui de l'Etat, de la création d'une ville à part entière, construite sur plus de 20 ans. Les projets de mise en place de jardins urbains sont situés dans deux zones des 24 zones que compte Huaycán (la zone H et la zone X).

Planche-photo 12: Projets de potagers urbains à Huaycán

a) Situation du quartier de Huaycán, à l'Est de Lima métropole



Légende

	Zones urbaines		Districts de Lima métropole		Provinces de Lima
	Carretera Central		Routes principales		Localisation des huertos du projet Caritas

b) Huertos partagés mis en place par le projet Caritas, zone X.



c) Huerto individuel au bord de la route, Huaycán, Zone K.



Source: IMP 2010; COFOPRI 2007; Visites de terrain 2016, Google Earth 2016, Google Street View 2016.

La Planche-photo 11 détaille le projet d'implantation des potagers urbains dans le district de Huaycán. Il s'agit selon les cas de potagers partagés ou de potagers individuels. Dans certains cas, les espaces publics non utilisés ou abandonnés ont été réappropriés pour créer des espaces verts productifs (photo c). Une exploitante a ici réarrangé un coin de terre en bord de route.

L'activité agricole a été promue à Huaycán par une fondation chrétienne à rayonnement international, Caritas, avec pour but premier de lutter contre la pauvreté et la malnutrition. Un soutien technique est apporté aux habitants, où le projet a su trouver une résonance, bien que limitée dans un quartier si densément peuplé. Notamment, les espaces publics abandonnés ont été réinvestis pour y implanter des petites parcelles agricoles. Les bénéficiaires sont avant tout des femmes. Elles soulignent le plaisir apporté par l'activité et les bénéfices sur leur quotidien et sur la vie du quartier, plus que les apports alimentaires.

*« Je viens de Tarma et là-bas mon père était agriculteur, mais il ne me laissait pas travailler dans les champs. Dès que je suis arrivée à Lima, j'ai voulu avoir un petit jardin pour y cultiver des légumes. J'ai planté là où j'ai pu, devant ma maison, au bord de la route. Quand j'ai entendu parler du programme de Caritas, je me suis tout de suite engagée, parce que je voulais transmettre mes expériences. [...] C'est très important pour moi de transmettre mon amour pour les plantes aux autres. J'essaye de faire participer ma famille aux projets de huertos. J'aime avoir les mains dans la terre, j'aime m'occuper de mon jardin, même s'il est tout petit. Ça me permet de me détendre et d'évacuer le stress quotidien. [...] Je n'achète presque pas de légumes, mais il faut tout de même que je complète. En général, je n'aime pas acheter sur les marchés, les produits ne sont pas de bonne qualité, ils sont couverts de produits chimiques ».*¹⁰⁹

On retrouve dans ce discours les principales raisons de la mise en place de potagers urbains : la tradition, le bien-être issu de l'acte de jardinage, et une alimentation plus saine, mais surtout plus contrôlée. L'agriculture urbaine est porteuse d'externalités positives pour les bénéficiaires directs, mais aussi pour l'ensemble des habitants du quartier qui voient leur lieu de vie se transformer, à condition que les jardins restent ouverts au public. Ces projets se sont par la suite disséminés sur le territoire liménien, compte tenu du potentiel qu'ils représentaient pour améliorer les cadres de vie des citoyens. L'absence d'espaces verts touche également des quartiers centraux, à l'exception de quelques rares districts. Les fonctions ornementales et récréatives de l'activité ont été réappropriées par des populations plus aisées, révélant que

¹⁰⁹ Témoignage de Félícia, bénéficiaire du programme de Caritas, Huaycan, zone H, recueilli le 30 janvier 2016.

l'agriculture en ville n'est pas réservée aux populations vulnérables, mais peut s'appliquer à des milieux variés.

L'élevage d'arrière-cour, une activité secondaire socialement importante

L'élevage est une figure emblématique de l'activité agricole en milieu intra-urbain. Ces pratiques sont anciennes et ne résultent pas d'incitations et d'appuis extérieurs.

L'élevage ne présente pas l'avantage de verdir un quartier ou de le rendre agréable. Il s'agit au contraire d'une activité générant des nuisances pour le voisinage urbain : odeurs et bruits notamment. L'élevage ne présente pas l'attrait d'une activité en milieu extérieure, celui-ci se faisant le plus souvent dans des endroits fermés. Pourtant, cette pratique reste très populaire dans les quartiers périphériques, notamment au travers de l'élevage de volailles de petites taille ou plus encore de cochons d'Inde. Celui-ci est souvent présenté comme un aliment stratégique pour combattre la faim et la pauvreté rurale (Minagri 2007). Il s'agit d'un aliment riche en protéines et minéraux, pour une faible proportion de graisses (Chauca de Zaldívar 1997), ce qui présente des avantages comparatifs par rapport à d'autres animaux d'élevage de petite taille tels que le lapin ou les volailles. C'est un aliment de base des populations andines dont la consommation s'est étendue jusqu'à la capitale via les processus migratoire (Chirinos et al. 2008).

L'élevage de cochons d'Inde s'est répandu dans la capitale, mais reste informel dans la plupart des cas (Castro et Lozano 2009). Ce caractère informel s'explique en partie par l'existence de barrières techniques de l'élevage légal que le petit producteur ne peut pas franchir. Les coûts à injecter dans la production pour atteindre les normes sanitaires sont trop élevés par rapport aux bénéfices dégagés de l'activité. En effet, de nombreux producteurs s'adonnent à l'élevage de cochons d'Inde pour compléter leurs revenus. L'activité n'est pas centrale pour les ménages et la plupart du temps, elle n'est pas associée à une autre activité agricole. En effet, la possession d'un terrain n'est pas nécessaire à la mise en place de ce type d'élevage, les cochons d'Inde pouvant se développer dans des espaces restreints. Ainsi, on voit se développer des élevages sur les toits des habitations, dans les arrières cours, voire dans des recoins de l'habitation elle-même. L'échelle des exploitations est très réduite, autour d'une dizaine d'animaux. Bien que les cochons d'Inde soient des animaux fragiles, l'investissement est relativement réduit : une cage ou un enclos (grillagé ou muré), et une quantité réduite mais régulière de fourrage sont les principaux facteurs de production. Les producteurs des périphéries peuvent se fournir facilement en fourrage (surtout du maïs ou de la luzerne) en prenant contact avec des

agriculteurs voisins. L'acquisition de fourrage se fait d'ailleurs souvent sous forme de troc ou d'échange.

Les animaux sont consommés par la famille ou vendus de façon ponctuelle aux proches et voisins. La période des fêtes est particulièrement faste, le cochon d'Inde étant consommé à des occasions particulières, pour des réunions appelées *cuyadas*¹¹⁰. Cet élevage répond donc à une demande bien spécifique de nourriture festive et conviviale, au même titre que l'élevage de porcs pour les *chicharroneries*¹¹¹ locales. Les urbains semblent ici combler un vide du marché en ce qui concerne un aliment spécifique et consommé de manière occasionnelle. On compte cependant à Lima quelques cas d'exploitations formelles, où le nombre d'animaux est plus important et où la vocation est plus commerciale. On peut citer par exemple l'élevage de Casa Blanca (cas particulier d'élevage responsable, de 600 animaux environ, où les aliments sont sélectionnés et les déchets de l'élevage réutilisés), ou de Cieneguilla (connu pour être l'exploitation la plus importante de Lima, qui recense plus de 12 000 animaux en 2015) (Universidad Nacional Agraria de La Molina 2015).

De même, un élevage de volailles à petite échelle se développe au sein des districts liméniens, parallèlement aux grandes exploitations commerciales nichées sur les flancs de colline des périphéries. Dans les périphéries agricoles tout comme dans les quartiers plus populaires, il n'est pas rare que les ménages élèvent quelques animaux au sein de leur unité d'habitation. Ces animaux sont gardés dans des petits enclos, dans les jardins ou sur les toits des habitations. Il s'agit de volailles au sens large : poules, canards, cailles, dindes etc. Ces animaux, contrairement à l'élevage de cochons d'Inde, sont exclusivement dédiés à la consommation de la famille, et ne sont pas commercialisés.

En dehors de la consommation alimentaire, des coqs sont également élevés pour les combats de coqs (« *gallos de pelea* »). La vente de ces animaux peut s'avérer très lucrative, les prix pouvant monter jusqu'à 600 soles pour un animal, la moyenne se situant plutôt autour de 300 soles. Les combats de coqs, au même titre que les corridas, sont des événements populaires au Pérou. Leur origine remonte au XVIII^{ème} siècle, avec la construction du premier « colisée » construit en 1762 au centre de Lima (Bromley 2005). On compte encore aujourd'hui près d'une centaine de « colisées » à Lima, la plupart au sein des districts périphériques anciennement auto-construits et aujourd'hui consolidés (Comas, San Martin de Porres, San Juan de

¹¹⁰ Terme local dérivé du mot « Cuy » qui désigne les cochons d'Inde.

¹¹¹ De même, terme local dérivé du mot *chicharrón*, désignant un plat populaire péruvien, évoquant ici les festivités où le plat central est composé de *chicharrón*.

Lurigancho, Chorillos, San Juan de Miraflores, Villa María del Triunfo etc.) ou des districts considérés ici comme agricoles (Pachacamac et Lurín). On répond bien à une demande très ciblée, non prise en compte par les exploitations professionnelles, et encore moins reconnues par les autorités publiques. L'introduction de l'élevage dans la ville est ici éloigné des modèles véhiculés par l'activité tels que décrits dans la première partie, qui lui associaient une image bucolique idéalisée.

Photographie 8: Coq de combat sur le toit d'une habitation



Cliché H.Leloup, 2016.

L'élevage de petite échelle est à la fois une ressource complémentaire pour les revenus des ménages, mis en place à faible coût, mais aussi un moyen de renouer avec des pratiques « traditionnelles » telle que la consommation de cochons d'Inde pour les réunions de famille ou les fêtes, ou les combats de coqs.

Il ne s'agit pas d'activités suivant un itinéraire technique poussé et précis. Les éleveurs préfèrent s'accommoder de systèmes de production acquis sur le tas, recyclant les déchets et ajustant leurs espaces de vie pour l'activité.

I.3. Une agriculture qui s'insère dans des districts centraux pour un glissement des fonctions ?

A l'instar de l'appropriation de l'agriculture urbaine dans les villes des Nordes par les populations dominantes (McClintock 2018), l'activité attire l'attention des citadins aisés de Lima. On voit des projets d'agriculture s'installer dans des quartiers nantis, comme par exemple

à San Borja. Le district, anciennement agricole, a été vendu dans les années 60 à deux entreprises immobilières (Gunther Doering et Mitrani Reaño 2012). Le district a aujourd'hui perdu l'intégrité de son passé agricole et l'activité s'y implante de manière renouvelée. Le projet, porté par la municipalité du district, vise la mise en place d'un « biohuerto » ou potager urbain qui profitera à 20 familles du district. Il s'agit de 200 m², divisés en 20 parcelles (une pour chaque famille), mis à disposition par la municipalité. La municipalité, par le biais du département des espaces verts, se charge donc de fournir le terrain, une collection de semences et une assistance technique, mais la conduite des micro-parcelles reste sous la responsabilité des familles. Les familles ont la charge des parcelles pendant 6 mois, à la suite desquels d'autres habitants prennent le relai, selon les demandes. Le projet a débuté en octobre 2015 et a pour objectif de mettre en place 11 autres potagers urbains. Un premier plan pilote de sensibilisation a été mis en place plus tôt dans l'année par les membres du département des espaces verts et de l'environnement de la municipalité. Autour d'un bâtiment public, le « pentagonito », la municipalité a mis en place un potager produisant un ensemble de légumes maraîchers. Une distribution gratuite des récoltes est réalisée auprès des habitants venus réaliser des démarches administratives au centre municipal. L'idée est bien de sensibiliser les habitants sur les bénéfices d'un jardin urbain et sur une mise en place relativement aisée. Un des défis majeurs de l'expérience est de réunir des personnes motivées pour mener l'expérience dans sa totalité, malgré l'effort de sensibilisation réalisé en amont. Finalement, on peut se demander quelle est la légitimité de la mise en place des potagers urbains sur les espaces publics si les habitants n'y manifestent pas un intérêt suffisant.

Pour les usagers, la fonction la plus présente dans les discours est la fonction récréative, liée au plaisir d'être en plein air dans des quartiers souvent dépourvus d'espaces ouverts. Les jardins sont situés à proximité des lieux de vie et les jardiniers peuvent se rendre quotidiennement sur leur parcelle. La fonction sociale des jardins s'affirme par les pratiques d'échange des productions, d'outils, de semences, à l'intérieur du jardin ou avec les habitants du quartier.

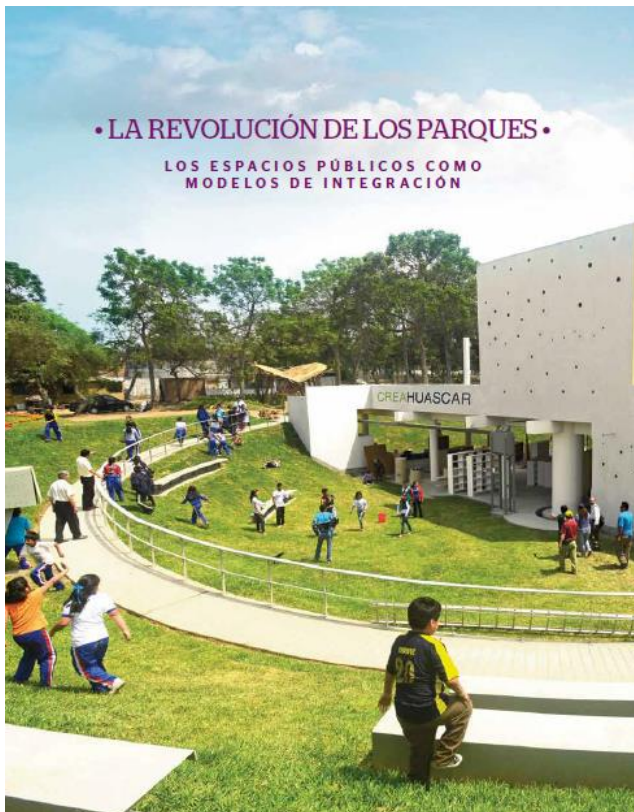
Les contacts entre ces jardiniers urbains et les exploitants des périphéries sont rares, bien que dans certains cas les acteurs soient proches géographiquement. Les jardiniers conservent une spécificité vraiment urbaine. Mais des liens plus lointains avec les espaces ruraux sont à souligner, notamment avec leur région d'origine. Ils peuvent utiliser des semences provenant de ces régions, ou cultiver des variétés spécifiques à celles-ci. Les jardiniers migrants ont pour beaucoup, appris les techniques d'agriculture durant leur enfance et ont le sentiment ainsi de

conserver des liens avec leur région d'origine. Les liens avec les campagnes proches sont plus ténus, voire inexistantes.

Les municipalités amenant les jardins agricoles dans les espaces verts de la ville : une introduction imposée ?

Des cas d'intégration concrète de l'agriculture aux espaces verts liméniens peuvent être soulignés. Un des objectifs du programme « Mi huerta » allait d'ailleurs dans ce sens. Ainsi, le parc zonal de Villa Salvador abrite depuis 2014 un espace productif, à l'instar du parc Huirachoca à San Juan de Lurigancho et Sinchi Roca à Comas. Ces espaces s'intègrent dans les centres CREA (*Centros de Cultura, Recreación y Educación Ambiental* – Centres de cultures, récréation et éducation environnementale).

Planche-photo 13: Expérience d'agriculture urbaine au parc Huascar de Villa El Salvador



« La révolution des parcs – les espaces publics comme modèles d'intégration »



Source : SERPAR, 2014 et clichés Leloup, 2014.

La Planche-photo 13 expose les installations du CREA du parc de Villa El Salvador, et notamment son atelier d'agriculture urbaine, organisé autour d'un « pétale ». Des panneaux indicatifs expliquent les bénéfices d'une alimentation saine, donnent des instructions sur la mise en place d'un micro-potager. Des formations ont lieu régulièrement, où les participants apprennent à utiliser des éléments recyclés (bouteilles en plastique, pneus) pour y planter des légumes. Des potagers en pleine terre sont également en place ; ils servent de supports aux ateliers et sont entretenus par les employés du parc.

En dehors du pétale, des potagers de tailles plus imposantes se profilent, mais ne sont pas accessibles au public. Il s'agit de potagers mis à disposition par le parc à des associations du district de Villa El Salvador. En l'occurrence, les croyants de la paroisse voisine, les volontaires de la cantine publique et des employés d'une « Wawa wasi¹¹² » se partagent les quelques mètres carrés à disposition. Le programme d'agriculture urbaine du CREA concentre des fonctions diverses de l'activité : sensibilisation des habitants à l'alimentation et à l'environnement, valorisation de déchets à des fins productives et création/ renforcement de liens sociaux. Lors de notre visite, il nous a été expliqué que l'accès restreint était une nécessité pour ne pas endommager les cultures en place. De ce fait, une portion du parc est réservée à une partie très restreinte de la population.

De même que pour le programme « Mi huerta » détaillé précédemment, les potagers urbains des parcs municipaux allient à leurs discours sur l'alimentation des populations les plus pauvres une vision environnementale. Ces programmes entendent s'appuyer sur l'activité agricole pour participer au verdissement de la ville. Ils s'articulent autour de la nutrition des populations les plus démunies de Lima et de l'organisation du territoire au travers de la production d'espaces verts productifs. En effet, l'agriculture urbaine telle que pensée par ces projets permet à la fois de générer de nouveaux espaces verts, mais aussi de récupérer des espaces publics laissés vacants. Faute de moyens dans certains districts, les espaces publics initialement prévus ont été abandonnés et peuvent être source d'insalubrité ou de délinquance¹¹³. On compte sur l'agriculture urbaine pour entretenir les espaces publics sans investir sur le long terme.

¹¹² Terme de quechua signifiant « maison des enfants ». Il s'agit d'un programme national de garde d'enfants en bas âge.

¹¹³ Les informations concernant les objectifs du programme sont tirées des entretiens avec les responsables du programme dans la zone Nord de Lima, ainsi que sur les termes du projet accessibles en ligne au moment de la recherche.

On retrouve ici une des caractéristiques propres à l'agriculture en ville, à savoir la multifonctionnalité. Il s'agit d'une activité de plus en plus valorisée par les programmes de développement urbain : peu coûteuse, elle permet de répondre à divers enjeux d'une ville à la fois durable et équitable ; tout en insistant sur le rôle central des habitants dans la viabilité de ces projets.

I.4. Des espaces entre surexposition et invisibilité selon les liens à la ville

Les jardins partagés sont généralement clôturés, avec un accès réservé aux membres reconnus pour leur participation régulière à la vie du lieu. Dans certains cas, ils sont emmurés et peu visibles aux yeux des personnes étrangères au quartier. Cette invisibilité est parfois souhaitée, les jardiniers craignant des intrusions de la part des habitants et des dégradations.

« On a fermé le jardin très vite après sa mise en place. On a mis un grillage et posé un cadenas. Ce n'était pas prévu au début, mais il y a eu des vols, des dégradations. Tu sais ici certaines personnes ne respectent pas ce qui les entoure, ils jettent leurs déchets dans la rue, et on retrouvait des cochonneries sur nos parcelles, alors qu'on avait passé des semaines à nettoyer le terrain. La solution la plus simple c'était de fermer l'accès. On reste ouvert si des gens souhaitent participer, mais il faut qu'ils passent par un des membres du jardin »¹¹⁴

D'autres témoignages déplorent au contraire cette fermeture au reste du quartier. Le jardin est considéré comme un espace agréable et profitable pour l'ensemble de la population :

« Le jardin est surveillé et fermé au public. C'est dommage car tout le monde devrait pouvoir profiter du jardin. Il n'y a pas beaucoup d'espaces verts ici à Comas, et c'est un des seuls endroits où l'on peut respirer un air pur. »¹¹⁵

Dans les deux cas, le jardin est considéré comme un lieu qui se distingue de son environnement direct, qu'il faut soit protéger, soit partager avec le reste des habitants.

¹¹⁴ Extrait d'un entretien avec Marina, responsable du jardin partagé de Villa Maria del Triunfo.

¹¹⁵ Extrait de l'entretien avec Luz Acosta, la responsable du jardin partagé « Huerto Mana » à Comas, dans le Nord de la ville.

Photographie 9: Des jardins urbains indécélables à Huaycán (Ate-Vitarte)



Cliché H.Leloup, 2016.

La Photographie 9 expose une vue du quartier de Huaycán, à l'est de la métropole. Elle témoigne de l'étendue de ce « quartier » et de l'absence d'espace vert pour ses habitants. Pourtant, on peut y apercevoir des infrastructures de jardins urbains, sous les bâches vertes au centre de la photographie. Ce n'est qu'accompagné d'un porteur du projet, que le visiteur peut percevoir la présence de jardins urbains dans la zone, après qu'on lui ait expliqué les caractéristiques de ces bâches et filets. Elles passeront totalement inaperçues à l'œil de l'étranger non accompagné, voire à celui de l'habitant de quartier non intégré au projet.

A l'opposé des exemples cités, on assiste au phénomène inverse, avec une surexposition des jardins, médiatisés, au point de paraître beaucoup plus présents que ce qu'il en est réellement. Au courant de l'année 2016, une plateforme a été créée réunissant différents acteurs et organismes ayant soutenu ou développé des initiatives d'agriculture urbaine à Lima. La plateforme a pour objectif de réunir des acteurs qui étaient auparavant peu connectés entre eux et disséminés dans toute la ville. On y retrouve à la fois des producteurs, des commerçants, des représentants des municipalités ou des ONG. L'idée est de mettre en commun les expériences, idées et projets futurs de l'ensemble de ces acteurs pour faire donner davantage de poids à l'agriculture urbaine dans le développement de la ville.

Un objectif secondaire de cette plateforme est de rendre visible le dynamisme de l'activité à Lima. Une carte interactive a été créée, permettant à toute personne porteuse d'un projet en lien avec l'agriculture urbaine de s'inscrire et de promouvoir son initiative. Elle offre des ressources concernant la mise en place de potagers, notamment des guides issus des anciens programmes de la municipalité¹¹⁶. Les événements concernant l'activité sont également communiqués : marchés de producteurs et ateliers de formation. Dans une ville très fragmentée, la plateforme présente l'avantage de vouloir traiter avec transparence l'ensemble des projets, qu'ils soient émis par des acteurs des quartiers centraux nantis ou de quartiers plus populaires. L'agriculture est traitée comme un vecteur d'unité au sein de la ville, réunissant des personnes d'horizons variés autour d'un objectif commun.

Un tel projet manifeste la récente promotion de l'agriculture urbaine à Lima. L'information recensée est encore incomplète, mais elle permet cependant de faire valoir l'agriculture urbaine comme une activité présente sur tout le territoire liménien, rassemblant des acteurs variés et de plus en plus nombreux, surpassant ainsi le caractère anecdotique qu'elle a pu recouvrir par le passé.

Figure 24: Pétition pour une ville plus verte



Source : agriculturaenlima.org

¹¹⁶ Ces guides ne sont plus en usage suite au changement de gouvernement. Sans cette plateforme, les ressources ne seraient plus disponibles au grand public.

On assiste à une attitude antagoniste vis-à-vis des potagers intra-urbains. D'une part il existe le souhait de les promouvoir et les exposer via des outils accessibles à tous. L'information circule au-delà des quartiers où sont implantés les projets et attire des visiteurs venus de secteurs parfois éloignés. D'autre part, on cherche à cacher ces mêmes jardins, pour les protéger. Les habitants des quartiers eux-mêmes ne sont pas toujours informés de l'existence de potagers urbains dans leur voisinage, et les personnes les plus susceptibles d'intégrer des initiatives d'agriculture intra-urbaine ne sont pas toujours les mieux informées. Cette question de mise en avant et de dissimulation interroge sur les motivations de promotion de l'activité : qui cherche-t-on à viser ? Les populations des quartiers où se développent les projets ou les populations plus bourgeoises de la capitale ?

L'agriculture au sein de la ville de Lima s'inscrit donc dans deux mouvements. Dans un premier temps, les jardins urbains se sont installés dans les districts populaires et ont contribué à l'alimentation quotidienne des familles. Par la suite, l'agriculture urbaine a attiré l'attention d'organisations de lutte contre la pauvreté et leur développement a été associé à une approche d'économie solidaire (Favreau et Fréchette 2000). Dans le même temps, les pressions urbaines se sont fait ressentir et les espaces publics sur lesquels étaient alors installés les jardins ont été réappropriés pour des usages urbains, de telle sorte qu'aujourd'hui la dynamique s'est essoufflée. C'est le cas à Villa El Salvador, où suite à un changement de gouvernement, les espaces agricoles urbains ont été délogés et récupérés par la municipalité pour y établir des places bétonnées, des routes à plusieurs voies etc.

En parallèle, les jardins ont attiré l'attention d'acteurs plus nantis et ont perdu leurs caractéristiques initiales, pour en développer d'autres. Le phénomène n'est pas sans rappeler des dynamiques similaires que l'on observe dans les villes des Nord, où l'agriculture est en réémergence. À Lima cependant, il s'agit davantage d'une continuité, l'activité n'ayant jamais complètement disparue de ces quartiers et faisant simplement aujourd'hui l'objet d'une meilleure promotion. L'histoire des jardins urbains à Lima n'est donc pas linéaire et ne correspond pas à des dynamiques conjointes : alors que des jardins disparaissent, d'autres se créent mais issus de dynamiques différentes.

Les potagers urbains sont disséminés dans l'ensemble de la métropole liménienne. Indistinctement du niveau social des habitants, l'activité parvient à attirer l'attention de participants et à s'immiscer dans un espace bâti que l'on pensait saturé. Il ne s'agit pas tant d'un modèle imposé par l'extérieur, mais d'une activité avec une histoire propre et parfois intimement liée à la vie d'un quartier, comme c'est le cas pour Villa El Salvador. Dans des

quartiers plus aisés, les habitants s'engagent dans l'agriculture et mettent en place des projets dont l'impact reste encore faible, mais qui sont de plus en plus montrés en exemple. Des initiatives plus récentes s'inspirent cependant des discours véhiculés à l'international : l'agriculture urbaine permet de verdir la ville à moindre coût ; et sont appliquées par les autorités municipales, parfois avec un retentissement limité.

II. Les nouvelles appropriations des espaces verts et agricoles par les citoyens

L'appropriation de l'activité agricole par les urbains ne se limite pas à l'implantation de micro-parcelles dans les interstices de la ville, dont l'impact sur le paysage de la métropole reste finalement limité. Les urbains se déplacent également dans les périphéries pour y mettre en place des activités agricoles, mais sous influence urbaine. Ce phénomène est surtout étudié dans les villes des Nords (Berger 1991; Roy, Paquette et Domon 2005; Poulot 2013a) mais occupe une place plus marginale les recherches concernant les villes des Suds. Lima constitue ainsi un cas intéressant où se rencontrent dans les périphéries des populations très diverses, autour d'une même activité.

II.1. Les néoruraux dans une ville du Sud : quels ancrages et appropriations d'un territoire populaire ?

Dans les pays industrialisés, on assiste à un phénomène de recomposition des ensembles ruraux, où l'espace agricole est confronté aux nouveaux habitants des campagnes (Perrier-Cornet et Hervieu 2002). L'espace rural n'est plus aux seules mains des agriculteurs et des éleveurs, mais est de plus en plus partagé avec de nouveaux usagers ; pour des usages ponctuels de tourisme, mais également sur des périodes de temps plus longues. « L'urbanisation des campagnes » touche également Lima, où on assiste à une transformation des espaces agricoles sous l'influence des urbains. L'espace rural est de plus en plus façonné par et pour des urbains et à l'origine de tensions autour des ressources et des pratiques du territoire.

Le phénomène d'urbanisation rapide des périphéries semble aujourd'hui achevé. Les logiques d'évolution des périphéries de Lima se dirigent davantage vers la consolidation que vers l'extension, bien qu'on dénombre toujours de nouvelles poches d'urbanisation, notamment au Nord de la capitale (INEI 2014a). Parmi ces logiques, l'arrivée de « néoruraux » constitue une

nouveauté dans le paysage liménien. Le terme de périphérie à Lima a longtemps été associé à de la marginalité et de la pauvreté (Riofrio 2009). Mais le rural périphérique constitue de plus en plus un attrait pour les citadins, et peut attirer des populations plus aisées, des familles en recherche de grandes surfaces de terrains, des personnes cherchant à investir pour bâtir des villas ou des espaces de loisir (Doré, Sihuay Maravi et Huamantínco 2014). Il s'agit toujours d'un milieu sous-équipé par rapport au reste de la ville, mais des alternatives se mettent en place pour pallier un système de transport encore déficient. Les entreprises immobilières ont par exemple mis en place des systèmes de transports privés, reliant les condominiums aux centres, sans effectuer d'arrêts intermédiaires.

Deux motivations d'emménagement dans les campagnes sont mises en avant de façon distincte dans les recherches aux Nords. D'une part, on insiste sur l'attrait des citadins pour les attributs et les vertus de la campagne. Ces nouveaux habitants emménagent à la campagne pour se retrouver plus proches de la nature, avoir plus d'espaces et évoluer dans un environnement plus sain (Swaffield et Fairweather 1998). À l'opposé, des recherches ont mis en avant une installation dans les campagnes non par attrait pour la vie rurale, mais par dégoût de la vie urbaine. La poursuite de la vie en ville devient insupportable, sur le plan financier ou social. Elle est porteuse d'aménités négatives, des « *push factors* » (Christopher R. Bryant, Russwurm et McLellan 1982), auxquelles on cherche à échapper en s'installant à la campagne.

Aux vues de ces questionnements dans les métropoles des pays industrialisés, on interroge l'existence de dynamiques similaires dans une métropole des Suds et l'attrait que représentent les périphéries rurales pour des populations urbaines soucieuses d'échapper aux contraintes de la ville. Le sujet est largement moins étudié, principalement car le mouvement contraire reste encore prédominant (Véron 2007). On peut s'interroger dès lors sur le rôle hybride des campagnes urbaines. Dans de nombreux cas, elles servent encore de « refuge » aux populations urbaines précaires, voire de « déversoir de la croissance urbaine » (Faliès 2013b). Pourtant des phénomènes similaires de fuite de la ville peuvent être observés à Lima et dans d'autres villes d'Amérique latine telles que Mexico (Giglia 2012) ou Buenos Aires (Capron, Lacarrieu et Girola 2007).

Les populations aisées liméniennes s'éloignent des centres et s'accommodent des distances centre-périphérie grâce à un transport privé. Elles construisent des villas étendues comprenant des espaces verts soit pour une agriculture de loisir, soit tout simplement pour profiter d'un espace ouvert. Ces « néoruraux » venus s'installer dans les campagnes concentrent leurs intérêts sur les attributs environnementaux, esthétiques ou patrimoniaux des espaces ruraux, ce qui

laisse présager que la « campagne paysage » (Hervieu et Viard 2001) est devenue une figure importante de la ruralité contemporaine.

Dans les districts du Sud de la métropole, des politiques locales ont été développées pour ces nouveaux acteurs des périphéries, couplant ainsi la volonté de soutenir l'urbanisation et de préserver les espaces ouverts de la zone. Des réglementations spéciales se sont mises en place, restreignant les conditions d'urbanisation résidentielle. Les *casa huerta* ou maisons de campagnes entrent dans un zonage particulier. Ces résidences sont de catégories variées, allant de 1000 m² à 5000 m². Les habitations ne doivent pas posséder plus d'un étage et les propriétés se doivent de conserver des surfaces ouvertes.

Tableau 17: normes de zonage des maisons de campagne de la vallée de Lurín

Zonage	Taille minimum	Aire laissée libre	Usages et spécificités
Casa Huerta 1	1000 m ²	60%	Résidence, maraîchage, pépinière. Activités commerciales et artisanales de petite échelle autorisées sur l'extérieur.
Casa Huerta 2	2500 m ²	80%	Résidence, maraîchage, pépinière, activités agricoles en général. Activités commerciales et artisanales de petites échelles autorisées sur l'extérieur.
Casa Huerta 3	5000 m ²	90%	Résidence, maraîchage, pépinière, activité agricole, activités touristiques et récréatives ne dépassant pas 30% de la surface totale et ne présentant pas de toiture.

Source: Ordenanza 1146, Municipalidad Metropolitana de Lima, 2008.

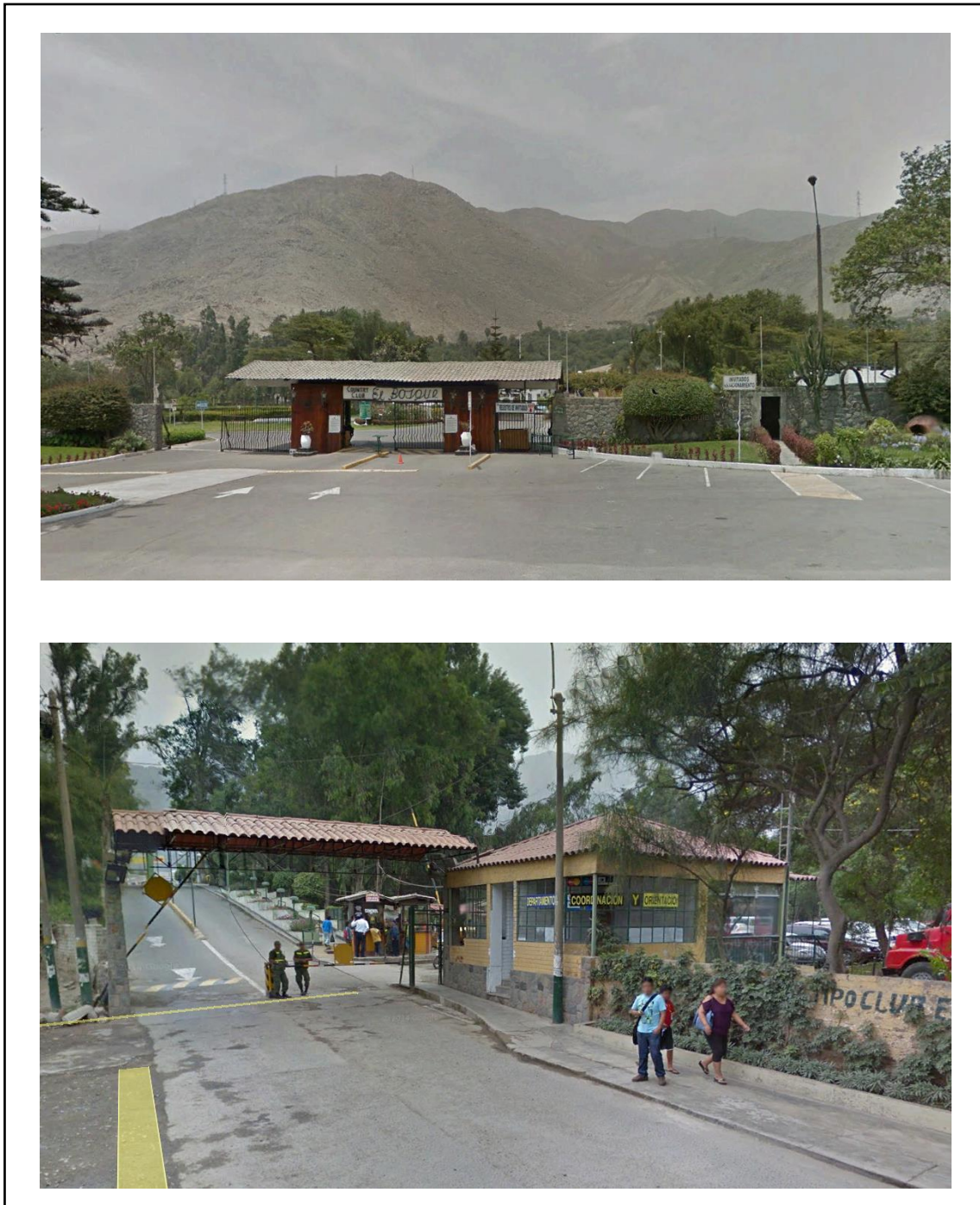
Les « *casa huerta* » sont l'expression d'une volonté de conserver des espaces ouverts, voire agricoles, dans un but essentiellement paysager. Dans les faits, peu d'espaces ouverts des *casa huerta* sont dédiés aux espaces agricoles.

De même, depuis le début du XX^{ème} siècle, la vallée du Rímac a été la zone dédiée aux activités récréatives des populations aisées de Lima (Matos Mar 2012). L'urbanisation de Lima Est est donc fortement imprégnée de ce phénomène, les districts de Chaclacayo, Lurigancho-Chosica

et Cieneguilla¹¹⁷ se profilant peu à peu comme des zones de villégiature pour la capitale. Au sein de ces districts, se sont établis les premiers clubs récréatifs et maisons d'hôtes à partir de la décennie 1960. Cette caractéristique peut s'expliquer par leur localisation le long de la *Carretera Central*, qui relie Lima aux Andes centrales ; et par un climat avantageux, les températures étant stables tout au long de l'année, non sujettes par ailleurs aux hivers humides de Lima (*Ibid.*). L'intérêt des catégories aisées pour ces districts a perduré par la suite, au long du XX^{ème} siècle. Les aires agricoles ont donc connu un processus d'urbanisation bien spécifique. Les étendues disponibles ont permis la construction d'infrastructures de grandes dimensions, tels que des « country clubs » ou des résidences avec jardins.

¹¹⁷ Cieneguilla est un district communément attribué à l'Est de la ville. Cependant, les terrains agricoles ne dépendent pas de la vallée du Rímac mais de celle de Lurín. J'ai fait le choix d'évoquer le cas de Cieneguilla dans cette sous-partie, car les modalités d'urbanisation peuvent rapprocher de celles que l'on observe à Chaclacayo.

Planche-photo 14: Entrées de clubs et résidences fermées à Chaclacayo



Source : Google Street View, 2016.

Les deux clichés de la Planche-photo 14 ci-dessus présentent l'entrée d'un club récréatif (« Club El Bosque » en haut) et d'une résidence privée (Résidence « Los Girasoles » en bas), respectivement à hauteur du km 29.5 et du km 23 de la « Carretera central ». Dans les deux cas, l'entrée est gardée et l'accès est réservé aux membres ou à leurs accompagnateurs.

Au niveau des paysages, la présence de ces urbanisations plus nanties se ressent par l'érection de murs. Contrairement à ce que l'on observe dans la vallée du Chillón, où les paysages

agricoles sont ouverts et accessibles aux yeux de tous, il est difficile d'avoir une idée du type de résidences ou d'exploitations présentes derrière ces murs. La Photographie 10 ci-dessous illustre à la fois la fermeture du paysage, les murs constituant des lignes de fuite guidant le regard du promeneur vers l'extrémité de la route ; et l'installation de populations aisées, révélée par le soin apporté à l'entretien des allées (absence de déchets indiquant la mise en place d'un service de collecte).

Photographie 10: Avenue Toledo, murée de part et d'autre



Cliché Leloup, 2013.

L'acquisition de terrains agricoles pour l'urbanisation peut aussi être le reflet des inégalités courantes à Lima, où les deux extrêmes de l'échelle sociale se retrouvent souvent côte à côte (Doré 2013). Ainsi, les terrains agricoles sont convoités à la fois par les entreprises immobilières de luxe, mais aussi par des entreprises plus modestes, parfois illégales.

Les clichés de la Planche-photo 15 ont tous les deux été pris à Cieneguilla et témoignent de la différenciation de l'offre en ce qui concerne les maisons de campagne ou maisons secondaires. Le cliché du haut présente une affiche de mise en vente de terrains privés de plusieurs milliers de m², pour la construction d'une « maison de campagne ». L'affiche propose de traiter directement avec le propriétaire. Le cliché du bas quant à lui nous montre une publicité pour une entreprise immobilière de luxe, proposant des logements dans le condominium « Quebrada » à Cieneguilla. L'affiche met en évidence l'espace disponible par la présence des chiens de grande taille. Le terme « country » fait référence à la campagne, tout comme le terme de « campo » sur la première affiche. L'usage de l'anglais est à mettre en relation avec la volonté de créer un entre soi au sein du condominium. L'argument de vente « Profitez du soleil toute l'année » démontre que l'est de Lima jouit encore d'une image positive du fait des caractéristiques climatiques de la zone (bien que le ciel couvert de la photographie contredise cet axiome).

Les clichés étudiés mettent en évidence un double mécanisme de pression sur les espaces ouverts restants de la vallée du Rímac. Ils sont convoités à la fois par les promoteurs immobiliers à fort capital, ayant pour public cible les classes aisées de la population liménienne ; et par des populations plus populaires s'adressant directement aux propriétaires terriens pour profiter de prix plus intéressants.

En parallèle de ces incursions des citadins dans l'espace rural, on relève aussi l'installation d'urbains dans les périphéries pour y développer des projets agricoles.

Outre les mouvements récents que nous venons de décrire, l'attrait pour les périphéries agricoles s'annonçait déjà au cours des années 70, au moment de l'application de la réforme agraire dans les vallées liménienne, lorsque les terrains agricoles étaient redistribués et/ou mis en vente. Des citadins ayant un capital ont ainsi profité de prix intéressants pour acquérir un terrain conséquent et y édifier des maisons de campagne. C'est le cas par exemple de Barbara et Gherard, couple installé à Cieneguilla depuis les années 70. Le couple propose sur sa parcelle à la fois du petit élevage (cochon d'Inde, canards, poules pondeuses), des arbres fruitiers, des plantes maraîchères ainsi que des plantes ornementales. Les objectifs initiaux du couple n'étaient pas de commercialiser les produits, mais de se créer un cadre de vie agréable, dans un district qui à l'époque conservait une forte consonance rurale.

Planche-photo 16: Organisation d'une "casa huerta" productive à Cieneguilla



Source : Clichés H.Leloup, 2013

Les clichés de la Planche-photo 16 ont tous été pris sur la propriété de Barbara et Gherard. On y retrouve les éléments typiques d'une « Casa Huerta » avec un espace récréatif étendu, un espace productif et un espace dédié à l'élevage. Ils laissent penser que les attributs récréatifs prennent le dessus sur le caractère productif de l'exploitation. Cependant, celle-ci est porteuse de dynamismes dans le district de Cieneguilla. Du rôle de passe-temps, l'activité est devenue centrale dans le quotidien de ce couple. Ils se sont professionnalisés, ont commencé à vendre leurs productions, au point de devenir pionnier dans la labellisation des produits maraîchers dans la région. Gherard et Barbara sont également à l'origine d'un regroupement de plusieurs producteurs de Cieneguilla, liés par une volonté de produire de manière écologique. Ce groupement a par la suite donné naissance à un marché local (bioferia de Cieneguilla), tenu de façon hebdomadaire. Depuis 2015, le couple ainsi qu'une dizaine d'autres exploitations voisines sont certifiées « SGP » par l'ONG IDMA.

Barbara nous explique que l'idée de certifier les productions n'est venue que récemment, alors que le couple a toujours travaillé sans utiliser d'intrants ni de produits chimiques. Ils ont avant tout cherché à s'ajuster aux demandes des autres marchés de producteurs où la certification bio est devenue une valeur ajoutée.

« Depuis qu'on a racheté la parcelle aux propriétaires de l'hacienda dans les années 70, on a toujours cultivé sans produits chimiques. A l'époque les gens n'étaient pas sensibles à cette question, et je pense qu'on était les seuls à ne rien appliquer sur nos cultures. De toute façon, on n'avait pas un objectif de vente à l'époque, mon mari et moi travaillions en ville, et le jardin c'était vraiment pour nous détendre et parfois pour notre consommation et celle de nos amis [...]. La bioferia existe depuis 2010 environ. Elle s'est créée avec l'appui de l'ANPE¹¹⁸. Mon mari et moi étions parmi les premiers à nous engager, puis on s'est rapprochés d'autres producteurs et on a pu former un groupement de commerçants bio. L'ANPE nous a soutenu dans les démarches administratives, pour avoir accès aux infrastructures, mais ça fait plus de 30 ans que nous vivons ici, nous avons facilement obtenu les autorisations. [...] Aujourd'hui, l'ANPE et IDMA nous aident surtout pour la certification SGP. C'est une garantie pour le consommateur. Au début, ce n'était pas nécessaire, les gens avaient confiance. Mais maintenant, on a besoin de se formaliser, car il y a de plus en plus de concurrences avec d'autres marchés de la ville. A La Molina et à Miraflores, il y a des certifications biologiques d'un organisme officiel, on voulait apporter un plus. »

¹¹⁸ Asociación Nacional de Productores Ecológicos - Association Nationale des Producteurs Écologiques.

On observe donc ici un glissement en ce qui concerne les objectifs de l'activité agricole réappropriée par les citadins : d'abord activité de loisirs ou d'appoint, elle peut devenir une réelle activité commerciale. Ainsi, les urbains ne sont pas forcément à l'origine d'une perte de la ruralité dans les espaces agricoles périphériques, les attributs ruraux pouvant être intégrés par les nouveaux arrivants et adaptés à leurs besoins particuliers.

De la même façon que les ruraux profitent de la proximité de la ville pour se forger des compétences complémentaires et ainsi urbaniser l'emploi rural, des urbains se rendent dans les campagnes et ruralisent leurs activités (Méndez Sastoque 2005). Ces échanges contribuent à rendre floues les limites entre villes et campagnes, mais aussi à bouleverser les visions traditionnelles d'une campagne dépendante d'un centre. Plus que des rapports de domination, il s'agit bien d'échanges et de transformations incessantes des caractéristiques rurales et urbaines induites par ces relations.

Par l'arrivée des urbains dans les campagnes périphériques, ces espaces développent des fonctions nouvelles et prennent un poids croissant dans les relations villes campagnes.

II.2. Conflits d'intérêts entre producteurs commerciaux et citadins agricolisés ?

À la campagne, comme en ville, la collision des représentations et des priorités d'acteurs très différents peut engendrer des différends entre résidents locaux et « nouveaux » résidents. Le discours traditionnellement associé au monde agricole se confronte à celui de nouveaux résidents, dont les aspirations sont tournées vers la création de cadres de vie en accord avec une certaine idée de la nature.

L'installation d'une agriculture de loisir, ou d'une agriculture à temps partiel par des acteurs dépendant d'autres revenus pour leur survie, dans des zones où l'activité est principalement commerciale et intensive entraîne un certain nombre de menaces pour les producteurs établis (Daniels 1986). Pour les producteurs commerciaux, on peut déplorer une perte de la masse critique de population agricole nécessaire au maintien des circuits. Avec la multiplication des espaces agricoles de loisir, il devient difficile pour les agriculteurs commerciaux d'envisager une extension de leur activité, que ce soit via l'achat de terrain ou la location de parcelles supplémentaires. Il y a création d'une compétition sur le foncier agricole, qui s'ajoute à la compétition induite par les installations de types urbaines et résidentielles. Les espaces

agricoles commerciaux sont de plus isolés et mités, ce qui gêne la fluidité de l'activité. En parallèle, l'installation de ces nouvelles populations, souvent issues des classes moyennes et/ou supérieures, provoque une augmentation des prix des terrains.

« Tu vois là-haut ? Ce sont des gens de Lima qui construisent. Ils ont acheté une parcelle et vont y mettre une villa avec une piscine. Bientôt il n'y aura plus que ça, des grandes maisons avec jardins, des casa huertas. Et nous, les producteurs on devra partir. [...] Ces personnes-là ont les moyens de payer la taxe pour un terrain urbain. Et les prix des terrains sont très élevés. Les producteurs de la zone, la plupart ne pourront pas supporter un changement d'usage du sol. Ils devront vendre et s'installer ailleurs, ou trouver un travail ici. La vallée est en train de changer. Les autorités veulent préserver des espaces verts, à cause des pressions des urbains et surtout des industries, mais ils ne pensent pas à nous. Ça va devenir un endroit touristique, la vallée est déjà connue pour les sports extrêmes et les sports de plein air. Les riches Liméniens veulent faire comme les européens et vivre près de la nature »¹¹⁹

« Mon terrain appartient à un habitant de Lima, un ancien joueur de tennis. Il a acheté une parcelle de 3 ha [...] c'est assez courant, un peu plus loin, c'est un autre joueur de tennis qui a acheté. Il y a beaucoup de gens riches qui investissent dans la zone. Pour le moment, ils louent, parce que comme tu le vois, il n'y a pas encore toutes les facilités de la ville : la route est en mauvais état, il n'y a pas de bus, pas beaucoup de magasins. Une fois que ce sera vraiment urbanisé, il va sûrement construire une maison, ou revendre à un meilleur prix [...] Moi j'irai sûrement ailleurs à ce moment, si tout est urbanisé, je ne pourrai plus faire mon travail correctement. »¹²⁰

Ces témoignages racontent les phénomènes d'installation récents des urbains en ville et attestent dans le même temps de l'inquiétude des producteurs de la vallée de Lurín quant à ces arrivées, en particulier celles des populations aisées. On craint à terme une altération de l'identité rurale de la zone, et la mise en danger de la poursuite de la conduite de l'activité agricole.

L'installation de nouveaux acteurs dans les périphéries agricoles, s'appropriant l'activité agricole, pose la question de la définition de la figure de l'agriculture urbaine (Mundler et al. 2014), et altère dans le même temps les représentations de l'activité. Dans les discours comme

¹¹⁹ Extrait d'un entretien mené auprès de Justo Valencia, employé sur une exploitation de plantes ornementales dans la commission d'irrigateurs « Subsecto Cieneguilla », vallée de Lurín, novembre 2014.

¹²⁰ Extrait d'un entretien mené auprès de Jesus Saxsara, agriculteur dans la commission d'irrigateurs de Toledo ; vallée de Lurín, novembre 2014.

dans les représentations des urbains, une confusion s'est installée entre nature et agriculture, pourtant deux dimensions bien distinctes. Si l'on s'attarde sur l'étymologie du terme, la nature englobe tout ce qui échappe à l'action de l'homme et exclut par conséquent l'agriculture (Tricaud 1996). Cependant, en milieu urbain et périurbain, l'agriculture peut prendre place dans les définitions de nature : « *il s'agit de savoir ce qui est le plus naturel dans un endroit donné* » (Ibid.). Les études qui abordent la nature en ville s'attachent principalement à la végétation, qu'elle soit productive ou récréative. Pour les urbains, il s'agit de « vert », « d'espaces verts », définis en opposition à ce qui est construit ou artificialisé (Torre 2013). Les nouveaux arrivants insistent par ailleurs sur leur besoin de nature, et soulignent les bienfaits de l'agriculture en tant qu'activité de plein air. Cet amalgame entre nature et agriculture est porteur de limites, notamment pour les producteurs qui rejettent l'idée de devenir des « *jardiniers de la ville* » (Nahmias et Le Caro 2012). Aussi, les représentations des citadins sur les espaces agricoles urbains sont faussées et peuvent déboucher sur des tensions. Ils s'attendent à trouver dans les périphéries une nature bucolique où se détendre. La méconnaissance de l'activité agricole par les citadins est souvent à l'origine de la déstructuration de son espace (Vidal 2011). Producteurs et citadins doivent alors trouver des compromis pour éviter les nuisances réciproques (Bernard et al. 2006).

Les situations sont bien sûr hétérogènes d'une périphérie à l'autre, mais de plus en plus, on observe un processus social de mise en paysage des espaces agricoles. Cette mise en paysage peut passer par la préservation d'espaces agricoles renvoyant à un imaginaire rural, ou par le développement de l'agriculture de plaisance, qui consiste « à produire des biens agricoles ou horticoles en privilégiant les plaisirs de l'agriculture ou du jardinage par rapport à la rentabilité économique » (Donadieu et Fleury 2003). La question se pose de la concordance entre les objectifs des agriculteurs des périphéries, pratiquant une agriculture « classique » dans le sens où elle ne se distingue pas radicalement de l'agriculture pratiquée en milieu rural, et ces nouvelles attentes paysagistes des campagnes. Enfin, la dimension paysagère des espaces agricoles est à interroger dans les cas où des producteurs entretiennent des jardins de plaisance et les entourent de murs, cachant ainsi la vue aux passants.

Conclusion du chapitre 8 :

Il y a bien à Lima une activité agricole qui s'immisce dans le tissu urbain et se détache d'une agriculture commerciale et productive telle que décrite jusqu'à présent. L'activité est bien plus en lien avec la ville car construite avec elle, parfois comme une réponse à ses travers : il peut s'agir d'un moyen de subsistance dans un milieu où l'emploi est limité ; d'un espace de verdure et lieu de rencontre dans des quartiers densément peuplés ; ou encore d'un apport alimentaire dans des contextes où l'accès à une nourriture variée est restreint. Cette agriculture intra-urbaine est riche, complexe et touche différentes catégories de populations. Son instauration peut prendre plusieurs formes, et peut aussi bien se développer dans l'illégalité, qu'être portée de bout en bout par des autorités locales.

Les différentes formes d'appropriation de l'activité agricole – jardinage urbain, élevage d'arrière-cour, installation d'une résidence secondaire ou principale dans les périphéries rurales de la métropole – attestent de la propension des habitants à s'organiser et à s'impliquer pour répondre à leurs besoins, face à des réponses de la part des exploitations formelles ou de la municipalité qui n'apparaissent pas toujours pertinentes ou suffisamment accessibles. Tout comme ce que l'on a observé dans les réponses des exploitants, les créations des urbains ne correspondent pas systématiquement aux représentations apposées à l'agriculture urbaine. Si certains néoruraux réalisent leur idéal bucolique grâce aux *casa huerta*, on peut aussi relever des cas où l'agriculture est appréhendée de façon beaucoup plus utilitariste.

Une activité que l'on pourrait croire monolithique selon les contextes, et que l'on a tendance à caricaturer d'un extrême à l'autre – une activité réservée à une population aisée véhiculant une vision bucolique de l'activité agricole versus une activité de survie pour des populations marginales – concerne finalement une diversité d'acteurs pour s'inscrire dans des dynamiques très différentes.

Ces appropriations prennent part à une dynamique plus générale d'échanges entre ville et campagne proche. Ces flux circulant d'un milieu à l'autre, pour créer un espace tiers de l'entre-deux –entre-deux que l'on retrouve aux périphéries de la ville mais aussi dans des territoires plus centraux- peuvent dégager des ambiguïtés et ambivalences. L'appropriation de l'agriculture en ville n'est pas profitable pour tous les acteurs et a au contraire accentué des inégalités déjà en place, voire en a fait émerger des nouvelles.

Chapitre 9:

DES RELATIONS AGRICULTEURS/CITADINS AUX AMBIVALENCES SYSTEMATIQUES

Des dynamiques se profilent allant dans le sens de relations plus abouties entre ville et campagne, émanant à la fois des acteurs de l'activité agricole, mais aussi des citoyens eux-mêmes, avec ou sans le soutien des autorités locales, qui semblent jouer un rôle souvent secondaire. Cette nouvelle proximité crée à la fois de l'innovation, des espaces de rencontre inédits, mais aussi des situations plus complexes. Les nouvelles formes de l'activité, issues de dynamiques urbaines, ne sont pas exemptes d'effets négatifs sur les producteurs et on voit se construire de nouvelles inégalités entre acteurs, entre ceux en mesure de s'adapter à ces nouvelles demandes et ceux qui, par manque de moyens, financiers ou sociaux, restent en marge de la dynamique.

Du côté des unités de production, une série d'avantages se dessinent grâce à la proximité de la ville (I.). Certains sont parfois contre-intuitifs (I.1.), d'autres plus attendus mais moins saisis par les producteurs (I.2). Mais ce qui peut apparaître comme un renouvellement de l'activité se révèle parfois porteur d'externalités négatives non envisagées, ou tout simplement à l'origine de contraintes trop fortes pour concerner l'ensemble des acteurs. Du côté des consommateurs également, ces nouvelles relations ne remplissent pas toujours leur promesse en termes d'accès à une alimentation saine et à un prix juste, mais aussi en termes de création de nouveaux espaces de sociabilité.

I. Des interactions entre ville et espaces ruraux plus fortes, au profit des exploitants ?

L'urbain s'insère dans le quotidien des exploitants liméniens, et modifie les logiques des exploitations au-delà des systèmes de culture et d'élevage. Les pratiques des producteurs ne sont pas à appréhender de manière isolée, mais bien à les inclure dans « *un environnement constitué, notamment d'autres pratiques* » Ruby in (Ruby in Lévy et Lussault 2013). Dans la mesure où les pratiques « *reformulent, reconstruisent en permanence les héritages [et] créent (...) de la nouveauté* » (Di Méo et Buléon 2005); les producteurs renouvellent l'espace agropastoral (ou rural) de Lima et de ses périphéries, sous l'influence de leur environnement,

toute pratique étant « *une action contextualisée, en situation* » (Ruby in Lévy et Lussault 2013). Dans le cas présent, les acteurs sont tous influencés par le contexte urbain. Les pratiques peuvent être contraintes et/ou émancipées par la présence directe de la ville. Les pratiques ne sont pas seulement des actions. Landais, Deffontaines et Benoit (1988, p27) expliquent que les pratiques sont « *la manière dont les techniques sont concrètement mises en œuvre dans le contexte de l'exploitation, mais aussi dans celui d'une société locale, caractérisée par son histoire, son territoire, son fonctionnement* » (Landais, Deffontaines et Benoit 1988). Exploitations et espaces urbains entretiennent des rapports, pouvant mener à une amélioration des conditions de travail des agriculteurs et éleveurs de Lima métropole, mais aussi à des ambivalences.

I.1. L'éducation croissante des exploitants agricoles, vers une plus grande intégration des exploitations à la ville ?

Les entretiens auprès des chefs d'exploitation nous informent que le rôle des descendants dans le maintien des exploitations est en déclin. En effet, l'intérêt des jeunes générations dans l'activité agricole est très limité. La ville offre des opportunités de formation variées, et l'ambition des jeunes est souvent résumée par l'objectif de devenir « professionnel ».

Face à ce constat, les réactions des générations anciennes sont variées, allant du désarroi au contentement.

« Nous avons deux enfants, une fille et un garçon. [...] Non, ils ne vont plus à l'école, ils sont grands maintenant ! Notre fille travaille dans l'administration d'une entreprise à Lima et le garçon dans une entreprise de construction. Ils ont choisi des carrières professionnelles. Ils ne voulaient pas travailler à la ferme, ça ne les intéressait pas. Petits, ils nous aidaient de temps en temps mais ils n'ont jamais eu le caractère pour ça. [...] C'est fatigant de travailler la terre, et ils ont bien vu que cela ne rapportait pas toujours. Alors ils sont allés en ville, là où il y a de l'argent. [...] C'est triste qu'il n'y ait personne pour reprendre l'activité, on va sûrement devoir vendre lorsqu'on ne pourra plus travailler. Mais je les comprends, travailler ici ce n'est plus rentable. ¹²¹ »

Les expressions « carrières » et « professionnels » reviennent régulièrement lorsque l'on parle aux exploitants de leurs descendants. Ces mots désignent tout simplement les emplois en dehors

¹²¹ Extrait d'un entretien avec Maribel Delgadillo et son conjoint à Chocas-Caballero, 2013.

de l'exploitation, laissant entendre que le travail sur l'exploitation ne constitue pas une carrière sérieuse et est déprécié des exploitants eux-mêmes.

Les études peuvent éloigner les jeunes générations de l'activité agricole, et ainsi mettre en danger la reproduction des exploitations familiales. Cependant, une formation universitaire peut avoir l'effet inverse et renforcer l'activité et créer de nouvelles dynamiques au sein des exploitations. I. Georges et J. Blanc déconstruisent dans le cas des producteurs de la ceinture verte de Sao Paulo l'idée selon laquelle le choix d'étude des jeunes, facilité par l'intensification des relations à la ville, les prédisposerait à abandonner l'activité familiale et suivre le chemin de l'exode rural (Georges et Blanc 2013). Au contraire, l'exploitation familiale se pose comme une opportunité de travail, « *qui permet des conditions de vie considérées intéressantes, tant en matière de garanties que de perspectives professionnelles* ». Les auteurs insistent sur la collaboration fructueuse entre les anciennes et jeunes générations. Les premiers assurent l'accès à la terre alors que les seconds garantissent une réussite de l'entreprise familiale du fait de leurs études. Bien que secondaires face aux reconversions, on a pu observer à Lima des phénomènes similaires. Les jeunes générations valorisent les possibilités d'éducation qui s'offrent à eux pour donner une nouvelle impulsion à l'exploitation de leurs parents.

Un ensemble de carrières universitaires permettent en effet de valoriser l'exploitation familiale. Parmi les exemples relevés lors du travail de terrain, les carrières les plus souvent mentionnées sont :

- la gestion d'entreprise et la comptabilité,
- les études agronomiques, permettant de compléter les connaissances acquises par la pratique,
- l'agroalimentaire pour l'acquisition de pratiques de transformations des produits agricoles.

Ces formations permettent aux exploitations d'une part de consolider les savoirs transmis par les parents, et d'autre part de se distinguer par des innovations dans la conduite des exploitations.

Le cas d'Alicia, productrice à Casa Blanca, Pachacamac est dans ce sens remarquable. Alicia travaille avec sa mère un terrain de 1 ha. Une partie du terrain d'origine a été vendue au fil du temps. Pendant plusieurs années, elle s'était désintéressée du travail sur la parcelle, laissant la responsabilité de l'exploitation à sa mère, et travaillait dans une boutique dans la partie centrale du district de Pachacamac.

« Avant, on semait sans trop y penser, quelques légumes, quelques arbres fruitiers, des céréales, on avait aussi plusieurs sortes d'animaux, des cochons, des cochons d'inde, des canards, des poulets. Entre mon travail en ville, celui de mon mari et le travail de ma mère sur la parcelle, on s'en sortait. Mais je cherchais des idées pour mieux mettre en valeur le terrain. J'ai assisté un jour en 2008 à des formations données par des ingénieurs agricoles de Yauyos¹²² sur la transformation des fruits en yaourt et nectar. C'est à ce moment que j'ai décidé de me spécialiser dans la transformation. On avait déjà des arbres fruitiers sur la parcelle, on en a planté davantage. J'ai suivi des cours du soir avec « Vamos Peru »¹²³. C'était des cours de marketing et j'ai appris à faire un business plan. En parallèle j'ai continué à me former à l'agriculture bio et à la transformation des produits. Mon mari m'a soutenu et a toujours pensé que c'était une bonne idée. Depuis 2010, on produit des glaces à partir de toutes sortes d'arbres fruitiers : lucuma, fruit de la passion, fraise, mûre, chirimoya, guanabana, albalicoque, mangue, figue, orange, mandarine, nectarine, pêche, figues de Barbarie, pastèque, citron vert, aguaymanto. On a plus de 33 parfums ! [...] Mon mari et moi on se consacre presque uniquement aux arbres fruitiers, qui occupent la moitié de la parcelle. Ma mère travaille sur le reste, les légumes, les céréales et les animaux qui sont pour notre propre consommation. Une de mes tantes travaille aussi avec nous dans l'atelier de transformation, et on a engagé une personne pour surveiller les champs. [...] On est devenu une vraie petite entreprise, on est présent sur plusieurs ferias locales et les gens de Lima commencent à entendre parler de nous ! »

Cet exemple démontre que les études peuvent permettre à l'activité de se développer et d'intégrer de nouvelles logiques. Alicia a su composer des nouvelles stratégies pour son exploitation et a pu ainsi s'introduire dans des niches de marché encore peu exploitées.

Le cas décrit plus haut met en évidence la juxtaposition de plusieurs générations, donnant lieu à des collaborations fructueuses. Cette juxtaposition d'une population vieillissante et d'une plus jeune indique que des mutations ont eu lieu et que d'autres sont en préparation (Tolron 2001). La population des espaces agricoles est donc en voie de transformation. Contrairement à une idée reçue, les études longues ne détachent pas forcément de l'activité agricole, mais peuvent lui permettre de se développer et d'intégrer de nouvelles logiques.

¹²² Province au Sud de Lima métropole.

¹²³ Programme National pour la promotion d'opportunité d'emploi (*Programa Nacional para la promocion de oportunidades laborales*) offrant des formations gratuites. Ce programme est proposé par le ministère du travail péruvien en partenariat avec l'Université Nationale d'Ingénierie (UNI) et a pour objectif de faciliter la création de petites entreprises pour les personnes en situation marginale vis-à-vis du marché du travail.

I.2. Les opportunités de pluriactivité des producteurs

En parallèle des changements d'activité dûs aux passages des générations, l'agriculture et/ou l'élevage peuvent aussi être délaissés sur des temps plus courts. Un exploitant peut se détourner de l'activité au cours de sa carrière, notamment au profit d'un emploi en ville. En interrogeant les producteurs, nous avons pu mettre en évidence un attrait relativement faible pour la diversification des exploitations, ce qui reste surprenant dans un milieu urbain.

I.2.1. Une pluriactivité limitée par des exploitations dynamiques

Le double emploi ou le développement de la pluriactivité au niveau individuel ou des ménages est un atout souvent mis en avant de l'agriculture périurbaine (Donadieu 1998). La ville représente un réservoir d'emplois et permet de compléter les revenus des exploitants, ce qui peut parfois participer de manière considérable au maintien de la parcelle agricole. Des études sur la pluriactivité des agriculteurs au Pérou attestent que celle-ci est facilitée à proximité des centres urbains. Le travail de P.Phelinas sur les emplois complémentaires à l'activité agricole, comparant la situation des exploitants agricoles dans plusieurs régions du Pérou, met en évidence le fait que la prédominance des activités complémentaires peut s'expliquer par « *l'accessibilité des zones rurales qui découle de la proximité d'une grande ville et l'existence de marchés urbains dynamiques, tant pour les produits que pour les facteurs* » (Phelinas 2004). En effet, les autres zones étudiées, plus enclavées, se caractérisent par un manque d'opportunités d'emplois autres que l'auto emploi, des marchés locaux étroits, de grandes distances séparant les centres urbains des populations, aggravés par une faible qualité des routes. De plus, l'auteure souligne que les emplois les mieux payés se concentrent également dans les zones périurbaines.

À Lima, ces liens entre proximité à la ville et double emploi ne se vérifient pas de façon évidente. En 1994, seuls 1769 agriculteurs sur les 7920 recensés à Lima métropole arrêtaient leur production durant l'année pour se dédier à une autre activité, dans plus de 20% des cas pour se faire employer sur une autre exploitation. Sur ce même échantillon, ce sont 61% d'entre eux qui ont déclaré que l'activité agropastorale était leur activité principale (c'est-à-dire l'activité participant dans la majeure partie du revenu du ménage). En 2012, la situation n'a pas beaucoup évolué à l'échelle de la métropole. Le recensement de 2012 fait apparaître que près

de 64% des producteurs de la capitale exercent l'activité agropastorale comme activité principale.

Au cours des 18 années séparant les deux recensements, bien que le front urbain se soit étendu plus loin dans les périphéries de Lima, l'emploi salarié n'a quant à lui pas réussi à se faire une place dans les projets des producteurs.

Les explications de ce manque d'attrait pour l'emploi salarié sont diverses. La disponibilité des acteurs et la rentabilité des exploitations sont des éléments clés pour comprendre les choix des producteurs en ce qui concerne la distribution de leur force de travail ; au-delà de l'offre d'emplois salariés. Les acteurs rencontrés, souvent chefs d'exploitation, assurent n'avoir ni le temps ni la nécessité financière d'avoir recours à un emploi hors de l'exploitation. Notamment, les revenus perçus par l'activité agricole, bien que trop limités pour permettre la prise de risque au niveau de la conduite d'exploitation, sont suffisant pour assurer le maintien de la famille.

« Ici les agriculteurs n'ont pas le temps de travailler à l'extérieur de l'exploitation. Les cultures s'enchaînent très vite, et on travaille souvent plusieurs cultures à des stades différents sur plusieurs parcelles. Cette semaine, je dois semer 1ha de betterave, épandre des fertilisants sur mes ha de brocoli, participer au nettoyage des canaux d'irrigation et préparer la récolte de la laitue. Je ne pourrais pas trouver le temps de travailler à autre chose. »¹²⁴

Le travail réalisé en mémoire de master mettant en avant les avantages économiques d'un emploi agricole en comparaison d'un emploi salarié. Cette étude se proposait d'évaluer la rentabilité économique des exploitations dans le district de Carabayllo, au Nord de Lima. On y découvrirait que l'activité agricole pouvait s'avérer plus rentable qu'un travail salarié, à niveau d'éducation égale.

« Mes parents ont un terrain de 3ha à Huacoy, ils le travaillent toujours. Moi je loue des terrains dans cette même zone. En ce moment je travaille 7ha, mais il y a quelques années, j'en travaillais 12 ! Il a fallu que je réduise pour des raisons financières. Je suis le seul de mes 5 frères à avoir continué à travailler dans l'agriculture. Les autres ont une activité professionnelle. Certains travaillent dans le commerce, d'autres dans le transport. Je suis content de mon choix. Bien sûr, c'est un travail dur, et eux ils ont l'avantage d'avoir tous les mois le même salaire. Mais moi, si je gagne bien avec une culture, je peux gagner jusqu'à 10 fois ce qu'ils gagnent eux ! »¹²⁵

¹²⁴ Extrait d'un entretien avec M.Gavilan, agriculteur locataire de Punchauca, 2011.

¹²⁵ Extrait d'un entretien avec C.Javier, agriculteur locataire de Huacoy, 2011.

Des témoignages similaires, démontrant l'attrait économique de l'activité agropastorale sur l'emploi en ville, peuvent être soulignés. Dans la vallée du Rímac, à Manchay Bajo, un agriculteur nous a confié être revenu à l'activité agricole après avoir travaillé en ville pendant plus de 10 ans. Il nous déclarait avoir repris l'activité avant tout pour des raisons de confort (goût pour le plein air, volonté d'habiter proche du lieu de travail) plus que pour des raisons économiques. Cependant, ce retour montre bien l'intérêt de l'activité agricole face aux autres types d'emplois, et les coûts d'opportunité qu'elle dégage : le manque à gagner salarial est compensé par une amélioration de la qualité de vie.

Le double emploi prend cependant une place plus notable si l'on s'attarde sur l'activité d'élevage, notamment de l'élevage porcin.

« Non, [l'élevage] n'est pas mon activité principale. [...] je suis comptable à Lima. Je viens ici deux à trois fois par semaine, le soir après le travail. Je m'occupe de nourrir les animaux, je nettoie l'enclot et je vérifie que tout est en ordre. J'habite tout près, ça me détend d'être avec les animaux avant de rentrer chez moi. [...] la plupart des membres de l'association ont un travail à côté, à Lima, ou sont à la retraite. Ma voisine gère une entreprise de transports, un autre travaille à la municipalité, d'autres ont un terrain plus loin, tous font autre chose de leur journée¹²⁶ »

En dehors des cas bien particuliers de l'élevage de petite envergure, à savoir l'élevage porcin ou l'élevage de volailles et de cochons d'inde d'arrière-cours, le double emploi est peu répandu dans les périphéries liméniennes. Le temps semble être le facteur limitant principal. L'activité agricole peut s'avérer prenante et un travail en ville est considéré comme chronophage, d'autant plus que les distances entre lieux de vie et lieux de travail peuvent être considérables à Lima, allongées par des transports déficients.

On peut cependant observer à Lima, comme c'est le cas dans d'autres contextes périurbains, « *sinon une réelle pluriactivité, au moins une diversification des sources de revenu du ménage* » (Tolron 2001).

1.2.2. Des emplois secondaires s'inscrivant dans l'activité agricole

La diversification des sources de revenus, si elle ne s'exprime pas clairement au travers de l'emploi en ville, trouve davantage d'échos en examinant l'auto-emploi. Les activités

¹²⁶ Extrait d'un entretien avec Johny Espiritu, août 2014, membre d'une association d'élevage de porcs à Jicamarca.

informelles, en tant que moyen pour les « exclus de la modernité » de se faire une place dans la métropole et de combattre l'exclusion du système (Matos Mar 1985), restent fortement ancrées à Lima. Elles s'illustrent par la création d'une activité de commerce ou de service à échelle réduite, créée par le travailleur lui-même, dans le cadre de la création d'entreprise mono-personnelle. À Lima, les commerces locaux à proximité de l'exploitation entrent dans cette catégorie d'emploi. En effet, la grande majorité des micro et petites entreprises de Lima métropole (autour de 70 %) ne sont pas inscrites dans les registres nationaux (Rosel et Palacio 2012). Ces entreprises ne sont pas concernées par les impôts ; ni les employés ni les employeurs ne touchent de bénéfices sociaux découlant d'un contrat formel (assurance médicale, pension, salaire minimum, journée de 8h).

Les boutiques créées et gérées par les producteurs sont de deux types principalement. D'une part les épiceries dédiées à la consommation alimentaire de base. D'autre part, les commerces se spécialisant dans la vente de produits liés à l'activité agropastorale, tels que des produits phytosanitaires ou des aliments pour les animaux d'élevage.

Le commerce ainsi créé est situé le plus souvent à proximité directe de l'exploitation agricole, aux abords même du champ. La tenue de ce type de commerce en milieu périphérique n'implique pas la présence continue d'un responsable au sein du local, ce qui permet aux exploitants de poursuivre leur activité agricole. Étant situés dans des zones reculées par rapport aux centres urbains, ces locaux n'ouvrent qu'à des heures spécifiques correspondant aux heures de pointe : début et fin de journée, lorsque les travailleurs journaliers se rendent sur les champs ou retournent à leur domicile tout en attendant le passage des véhicules de transport en commun, ou lorsque les écoliers attendent le bus pour se rendre dans leur établissement. Également, dans les cas où un client se dirigerait vers le commerce alors que le responsable est occupé au champ, celui-ci a de forte chance d'être aperçu par un des membres du ménage ou par un travailleur. S'agissant de commerces de proximité, propriétaires et clients se connaissent, et le client aura aussi la possibilité de se faire remarquer en interpellant les personnes présentes sur les parcelles.

« J'habite à Jatosisa depuis 40 ans, mon mari et moi on travaillait sur l'hacienda. [...] On a récupéré un terrain de 3000 m². On a cultivé toutes sortes de produits, des fruits, des produits horticoles, de la pomme de terre, de la patate douce... Jusqu'à la mort de mon mari, on vendait encore aux grossistes. Nos enfants n'ont pas voulu continuer l'activité, ma fille vit à Pachacamac village, et mon fils vit toujours à Jatosisa, il travaille dans l'entreprise de mototaxis. C'est ma fille qui a eu l'idée d'ouvrir cette boutique, le travail aux champs devient de plus en plus difficile avec l'âge. Je vends des boissons, des encas, et quelques produits de

première nécessité : papier toilette, savon, rasoirs etc. [...] On l'a ouvert il y a 8-9 ans je pense. Mon mari était toujours en vie. Lui il s'occupait du champ, moi je l'aidais de façon plus ponctuelle et j'étais dans la boutique. [...] Mon fils m'aide pour l'approvisionnement, toutes les semaines il ramène les produits manquants. [...] A Pachacamac il y a un vendeur en gros de boissons. [...] Je continue à travailler sur mon terrain bien sûr ! J'ai fait ça toute ma vie, c'est la seule chose que je sais faire. Mon terrain est juste là, derrière la boutique. J'ai encore des arbres fruitiers et je sème des légumes et des pommes de terre. C'est surtout pour moi. Je ne vends presque plus, sauf si vraiment j'ai une bonne récolte. Quelques fruits aussi ici, dans la boutique. Regarde, là j'ai quelques avocats, des mandarines, des papayes, tu en veux ? [...] oui oui tout ça vient de mon champ ! »¹²⁷

Le témoignage de cette exploitante nous informe sur la possibilité de combiner commerce local et exploitation agricole. Bien qu'aujourd'hui, sa parcelle ne soit plus productive au niveau commercial, elle l'a été pendant plusieurs années. Souvent, dans les cas rencontrés, le soutien d'un membre de la famille, la plupart du temps les enfants, est nécessaire à la mise en place et au maintien des boutiques. Dans ce sens, malgré une déconnexion apparente entre les enfants travaillant en ville et l'activité agricole, les décisions restent fortement dépendantes de l'organisation familiale.

¹²⁷ Extrait d'un entretien avec Amanda, productrice à Jatosisa, 2013.

En dehors d'une transformation directe des systèmes de production, les exploitations liméniennes sont troublées par la ville de façon plus détournée par des facteurs tels que les opportunités de double emploi, l'éducation des jeunes générations, ou encore les facilités d'accès aux principaux facteurs de production grâce à la ville. La concurrence concernant la main d'œuvre s'ajoute à celle portant sur le foncier (Charvet 1994). Ces bouleversements ont des conséquences diverses sur les exploitations, pouvant fragiliser des exploitations déjà instables (abandon de tout ou partie du terrain au profit des activités en ville). Mais ces opportunités n'entraînent pas un phagocytage systématique des exploitations. Au contraire, certains chefs d'exploitation y trouvent des occasions pour renforcer leur activité, sans pour autant la transformer du tout au tout sous l'influence urbaine. On tire profit de l'urbain, sans se convertir entièrement et durablement à ses caractéristiques. En parallèle de ces phénomènes où l'activité se poursuit simultanément à des activités plus urbaines, on observe des transformations qui touchent directement les conduites des exploitations, et c'est le cœur du métier d'agriculteur lui-même qui est renouvelé. Ces évolutions conduisent des conséquences sur le quotidien des producteurs et leur vision de l'activité.

II. Des activités renouvelées, toujours au profit des producteurs ?

L'adaptation des producteurs à leur environnement par la mise en place de nouvelles pratiques, qui répondent à des demandes émises par les habitants, sont également observables dans le paysage liménien. Des exemples sporadiques ont été relevés lors du travail de terrain. Ces transformations sont parfois difficiles à mettre en œuvre et excluent de fait une large part des producteurs (Chapitre 5). Au-delà de ces difficultés, on a pu repérer des nouvelles initiatives, de façon suffisamment fréquentes pour qu'elles traduisent des tendances à analyser. Toutes les transformations ne sont pas durables dans le temps et peuvent annoncer la disparition prochaine d'un terrain agricole (I.1.). S'ajoutent de plus des accès limités à un nombre réduits d'acteurs, ce qui renforce les inégalités entre producteurs (I.2. et I.3).

II.1. Le gazon, opportunité ou pis-aller

La demande en espaces verts urbains, privés et publics, a contribué à développer des cultures originales. C'est le cas du «ray grass», pelouse cultivée sur l'ensemble des trois vallées de Lima, mais dont la production est davantage marquée dans la vallée du Rímac, particulièrement à Huachipa et Nieveria. Au total, la vallée comprend 750 ha de gazon (Municipalidad Metropolitana de Lima 2015) et la commission de Nieveria en concentre à elle seule 200 ha¹²⁸. La production de pelouse pour les espaces verts de la ville présente un ensemble d'atouts : il s'agit d'une culture peu exigeante, peu sensible aux maladies et ravageurs, et dont les prix restent relativement stables tout au long de l'année, autour de 4 soles le m². Le cycle de culture est relativement court, entre 3 et 4 mois selon la saison. Le gazon présente aussi l'avantage de se développer sur des sols appauvris, ce qui explique leur forte présence à Huachipa et Nieveria. En effet, les sols argileux de ces deux zones ont très vite attiré l'attention de briqueteries. Les briques constituent un des matériaux de base des habitations précaires auto-construites des périphéries. L'extraction de sols argileux nécessite l'excavation des parcelles agricoles, ce qui se traduit dans le paysage par la formation de trous profonds de plusieurs mètres. Une fois qu'il n'y a plus d'argile extractible, le terrain est trop appauvri pour y cultiver les productions les plus courantes dans la zone (légumes maraîchers ou fruits). Le gazon apparaît donc comme une alternative intéressante à l'arrêt de la production.

¹²⁸ D'après l'entretien réalisé auprès d'un ancien président de la commission d'irrigateurs de Nieveria, octobre 2013.

Cet exemple illustre une pression indirecte de l'urbanisation sur les sols agricoles. Ceux-ci ne sont plus convoités pour un changement d'usage, mais pour leur transformation en vue d'un usage urbain.

Planche-photo 17: Les effets de l'exploitation de l'argile et du gazon sur le paysage de Nieveria



Cliché d'une exploitation mettant en culture du gazon, au second plan. On observe au premier plan l'accumulation de déchets aux abords de l'exploitation, d'origine agricole pour la plupart (sacs d'intrants, bouteilles de produits phytosanitaires).



Ce cliché illustre une exploitation qui a été creusée, comme l'atteste le muret sur la droite des cultures. L'exploitation est donc située en contrebas. Les propriétaires s'en sont accommodés, par la construction de leur habitation dans l'excavation elle-même.



Cette vue satellite illustre la dégradation des terrains agricoles de la zone, avec notamment des retournements de terre en plusieurs points. Autour, on note la présence de cultures de gazon et des zones d'habitations modestes.

Source : Google Map, 2016 ; photographie : Leloup, 2013.

A chaque récolte de gazon, 5 à 10 cm de terre est extraite, ce qui accentue le creusement des sols. La culture du gazon n'est donc pas une activité durable dans le temps, et est généralement le signe précurseur d'une vente prochaine des terrains.

Les commerçants se rendent dans des centres d'approvisionnement spécifiques, par exemple au niveau du pont « las flores » de la panaméricaine Sud, ou au niveau du pont de Huachipa sur la Carretera central. Il s'agit de regroupements de commerçants vendant du gazon par surface d'un m², mais aussi des plantes ornementales. Ces points de vente s'adressent aux particuliers, aux entreprises paysagistes, ainsi qu'aux municipalités. Ainsi, un carré de pelouse passe par plusieurs intermédiaires avant d'être planté dans les jardins particuliers ou parcs municipaux des quartiers aisés de la capitale.

II.2. Le bio, conditions d'entrée et limites

L'agriculture biologique est peu répandue sur le territoire liménien, à la fois celle reconnue officiellement par une certification (certification bio ou son alternative SGP) ou celle plus officieuse qui découle de pratiques exemptes d'intrants chimiques. En effet, nous avons évoqué dans la partie précédente l'accès facilité aux produits phytosanitaires de tous types grâce à une proximité accrue à la ville. Les exploitants de Lima ne font pas d'agriculture biologique « par défaut », par manque d'accès aux intrants. Cependant, des initiatives de conversion isolées émergent peu à peu, en réponse et/ou complément aux demandes d'une alimentation plus saine.

La vallée du Rímac accueille par exemple une initiative prospère d'agriculture biologique, alors même que l'activité est fortement fragilisée dans cette zone. En effet, cette vallée est la plus affectée par l'avancement du front urbain. Historiquement, il s'agit de la première zone de croissance accélérée de la ville, dès les années 40 (Matos Mar 2012). Que ce soit dans les rapports officiels, dans les études académiques ou dans l'imaginaire des citoyens, c'est dans la vallée du Rímac que l'activité agricole est la plus oubliée, laissée pour compte et souffrant d'un manque de reconnaissance et de soutien de la part des organismes compétents. En 2006, le programme « Urban Harvest » ou « Cosecha Urbana » choisit pourtant le district de Lurigancho-Chosica pour mettre en place son projet « Agriculteurs dans la ville ». Le programme « Urban Harvest » est une initiative du CGIAR (*Consultative Group for International Agricultural Research* – Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale) avec pour objectif d'élargir les connaissances concernant la gestion des

ressources naturelles et agricoles en milieu urbain. Il s'agit d'un projet implanté dans 6 métropoles du monde¹²⁹, avec pour objectif de favoriser ainsi les échanges de connaissances d'une ville à l'autre. Le district a été choisi du fait de relations antérieures entre le CIP (*Centro Internacional de la Papa* – Centre international de la pomme de terre), également porteur du projet, et la municipalité de Lurigancho-Chosica, notamment par l'institutionnalisation de l'agriculture urbaine (cf chap 6). La vision de l'agriculture urbaine par le projet est celle d'une activité pouvant contrer la pauvreté urbaine tout en contribuant à créer un environnement plus vert et sain pour un développement durable du district (Centro International de la Papa 2007). C'est au travers de ce programme que s'est mise en place une association entre les producteurs associés au projet et deux entreprises péruviennes de certification biologique, « *Linea Verde* » et « *Ecologica Peru* ». Ces entreprises se chargent également de la diffusion des produits biologiques sur le territoire péruvien. Le projet a réuni en parallèle deux groupes de producteurs, l'un à Carapongo, l'autre à Huachipa, pour former des groupements, respectivement COSANACA (*Cosecha Sana Carapongo* – Récolte saine Carapongo) et APAOH (*Productores Agropecuarios Organicos de Huachipa* – Producteurs agricoles biologiques de Huachipa). Les producteurs se sont formés à la production biologique, pour vendre par la suite l'ensemble de leur production à une des deux entreprises qui sera responsable de la commercialisation des produits biologiques, la plupart du temps pour les supermarchés. Le programme permet d'apporter une garantie à l'entreprise sur la qualité des produits, en dépit de l'absence d'une certification biologique officielle. Ainsi, un mode de production bien spécifique a pu se développer dans un environnement difficile. La vallée du Rímac a vu depuis 2006 se former une vingtaine de producteurs à l'agriculture biologique.

¹²⁹ Hanoï, Kampala, Nairobi, Yaoundé, Manille et Lima ; le centre principal de la recherche était situé au CIP dans le district de La Molina à Lima.

Encadré 9: Portrait d'exploitant : conversion et opportunités de l'agriculture bio

Victor Cuba est un agriculteur bio de Carapongo, rencontré par l'intermédiaire du CIP. Il est l'un des premiers membres du groupement COSANACA et son porte-parole.

Conduite de l'exploitation en bio

« Je travaille en bio depuis 5 ans, je me suis converti au travers du programme du CIP. Au début, on était 20 producteurs à Carapongo à participer au programme, mais aujourd'hui on n'est plus que 7. [...] c'est difficile de travailler en bio, ici on a toujours été habitué à travailler avec des produits chimiques. Là en hiver il n'y a pas trop de problèmes, mais en été c'est autre chose, la mosca minadora¹³⁰ fait des ravages. Avant, quand je travaillais en conventionnel, je vendais 80 à 90% de ma production, j'avais 10 à 20% de pertes pour des raisons diverses : des maladies, problèmes d'irrigation. Depuis que je suis en bio, je ne vends que 50% de ma production. Il existe bien des remèdes écologiques que je peux utiliser, à base de poisson, mais ils sont vendus à San Isidro ou à Miraflores et c'est loin. A Carapongo, il n'y a pas ce genre de produits, il n'y a pas assez de demande. C'est pareil pour les semences, je ne peux pas acheter celles je trouve dans les magasins de Carapongo. Je produis mes propres semences, parfois on fait des échanges avec les autres agriculteurs bios de Carapongo ou de Huachipa. »

Malgré les difficultés évidentes de la conversion, Victor souligne en parallèle les avantages de l'adoption de l'agriculture biologique :

« Mais je ne regrette pas ma conversion, mes prix sont stables, il n'y a pas beaucoup de concurrence et on s'organise mieux avec les agriculteurs de l'association. Avant, c'était chacun pour soi, et ça pouvait provoquer des problèmes au niveau des prix. Maintenant on discute plus, pour savoir qui fait quoi. Par contre, comme on n'est pas nombreux, il faut varier au maximum. Regarde ma parcelle, elle fait un hectare et il y a 4 ou 5 productions différentes : haricot, laitue, épinard, betterave et du petit maïs. Pas du maïs de fourrage, mais du petit maïs, pour la consommation. Ça fait 5 productions différentes sur cet hectare ».

Commercialisation de la production

Grâce à l'appui du projet, les membres du groupement peuvent aussi profiter de débouchés assurés, auprès de l'entreprise Ecologica Peru ou au travers de la vente sur les marchés de producteurs de la ville.

« Sans Ecologica Peru, nous, les petits producteurs on n'aurait pas survécu. Les légumes bios, on ne savait pas où les vendre. Les gens du programme avaient bien compris ça et ils ont tout de suite prévu un acheteur. Toutes les semaines, l'entreprise fait part au groupement de ses besoins, et nous on s'organise entre nous »

« Depuis quelques temps, on vend également sur les marchés du centre, à La Molina, à Surquillo, sur la Brasil. Je vends aussi à un intermédiaire sur le marché de Miraflores. Le marché de Miraflores est trop fermé, plus personne ne peut s'installer là-bas. Je vends plus de 60% de ma production sur les marchés, les prix sont plus intéressants là-bas. Par exemple, un paquet de betterave est vendu 1,50 soles aux foires, 1 sol à Ecologica Peru. Et la demande est en train d'augmenter. Bientôt on verra ses marchés dans les cônes. Mais pour le moment on a encore besoin de l'entreprise. »

¹³⁰ *Liriomyza huidobrensis* appelée « Mouche mineuse de la pomme de terre » ou « mouche mineuse d'Amérique du Sud » ; est un ravageur de nombreuses cultures, notamment de la pomme de terre.

Le témoignage de Victor Cuba dans l'Encadré 9 met en avant les difficultés et avantages rencontrés par le changement de techniques lié à l'adoption de l'agriculture biologique. Notamment, il illustre les liens existants entre une agriculture écologique et la création de liens sociaux et de nouvelles solidarités. Les exploitations se sont complètement transformées, à la fois dans leur mode de production et dans leur mode de commercialisation. Les producteurs ne passent donc plus du tout par les circuits traditionnels des grossistes et vendent soit à une entreprise unique, soit sur les marchés de producteurs. Ces solutions présentent elles aussi des limitations : accès au marché fermé, nécessité de se déplacer, organisation des producteurs en amont de la production.

Si le nombre de producteurs concernés directement par le programme est limité, le projet a eu une influence au-delà de ces exploitants spécifiques. En effet, l'entreprise « Ecologica Peru » a pu étendre son influence dans la vallée auprès de producteurs non intégrés dans le programme.

*« J'ai également une petite parcelle à Carapongo, moins d'un hectare, sur laquelle je ne cultive que des légumes maraîchers. Je les vends à l'entreprise linea verde. Sur cette parcelle, je fais du biologique, je n'utilise pas de fertilisants chimiques, pas d'herbicides, pas de fongicides, rien. [...] J'ai entendu parler du programme du « Centro de la papa », mais je n'en ai jamais fait partie. [...] C'est un voisin qui m'a présenté au représentant de l'entreprise un jour de récolte et je me suis arrangé avec eux. Depuis, je travaille avec eux, depuis 7 ou 8 ans. [...] Je ne veux pas convertir le reste de mes parcelles, je ne veux pas faire que des légumes. Même si le prix est fixe et que l'entreprise paye bien, je préfère avoir ma liberté. J'ai un bon réseau à Santa Anita et à la Parada, mes fournisseurs me font des bons prix, je travaille avec eux depuis des années, je ne veux pas défaire ces relations pour travailler avec un seul acheteur, c'est trop dangereux ».*¹³¹

Ce témoignage met en évidence les effets d'entraînement du projet, et les effets bénéfiques que celui-ci a pu avoir en dehors de son cadre d'exécution. Aussi, la personne interrogée souligne les limites du système, en évoquant la perte de sa liberté. La solidarité attachée aux projets d'agriculture biologique peut s'avérer être restrictive et les producteurs regrettent les choix qui s'offraient à eux dans le système plus classique.

On retrouve des compositions similaires dans la vallée de Lurín. L'exploitation de Casa Blanca (décrite dans le chapitre 7, II.1) s'est certifiée biologique en 1995 auprès de l'entreprise

¹³¹ Extrait d'un entretien avec un producteur rencontré à Manchay alto, mais qui travaille sur plusieurs parcelles, le 25/07/2014.

Biolatina, de façon individuelle. L'exploitation est précurseur dans ce domaine. En 2005, le couple est à l'origine du développement d'un groupement de producteurs biologiques de la vallée de Lurín, appelé « Monticielo ». Soutenus par l'association IDMA, à l'origine d'autres groupements, les producteurs de Monticielo ont pu se certifier auprès de la même entreprise. Au moment des enquêtes cependant, ce groupement n'était plus en fonctionnement. Un autre groupement s'est constitué à Lima et était lors de notre passage toujours actif dans la zone. Il s'agit du groupe ECOSUMAQ, qui réunissait en 2013 13 membres. Le groupement rassemble une poignée de producteurs auto-organisés, ayant pour volonté de protéger leurs terrains et de faire valoir leur rôle de protecteurs des terrains agricoles de la vallée de Lurín :

« Nous avons voulu faire une alliance, pour créer un front de protection de notre vallée. »

« Les dirigeants répètent que nous sommes la dernière vallée verte de Lima, mais c'est du vent, à quoi ça sert si ils nous forcent à vendre nos terrains ? Nous avons voulu nous défendre, et créer une alliance »

À l'origine, le groupement s'est donc créé pour protéger les terrains agricoles, en dehors de considération de pratiques écologiques ou non. Afin de peser davantage, les membres ont voulu se différencier de l'agriculture conventionnelle et usuellement pratiquée dans la zone. Ils se sont tournés vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement, avec la mise en place d'une certification SGP pour assurer l'authenticité de leurs intentions et renforcer leur position de défenseurs de l'environnement. Le groupement s'est par la suite rapproché de l'agence agraire locale et des réseaux de soutien aux petits producteurs (ANPE et IDMA notamment) pour assurer leur maintien. Le rattachement à ces institutions et l'organisation collective restent des conditions souvent nécessaires à l'obtention de certifications, même moins exigeantes telles que le SGP. L'agriculture biologique reconnue comme telle reste difficilement accessible aux producteurs individuels, qui constituent pourtant la majorité des acteurs du secteur à Lima.

Les initiatives mise en évidence ne sont pas systématiquement durables dans le temps. Sur la vingtaine de producteurs initialement inclus dans le programme « Cosecha urbana », seuls 7 continuent à produire sans le soutien du programme. D'autres ont complètement disparu (Monticielo), alors que le groupement ECOSUMAQ semble se maintenir.

Malgré les avantages exposés des projets de conversion biologique, les producteurs interrogés soulignant leur satisfaction de prendre part à ces projets collectifs et à l'institutionnalisation de

leurs pratiques, il faut souligner les problèmes d'accessibilité, et l'existence de condition d'entrée. L'agriculture biologique permet certes de dégager des revenus supplémentaires pour les producteurs, mais reste bornée aux producteurs organisés en réseaux, et donc potentiellement intégrés aux filières. Pour la majorité des exploitants, cette pratique est hors d'accès, voire totalement étrangère à leur vision de l'activité.

II.3. Les circuits courts : « local trap » et inégalités d'accès

La mise en place de marchés locaux bénéficiant à la fois aux producteurs et aux consommateurs offre une réponse consensuelle aux défis d'un accès plus juste à l'alimentation. Le local est souvent perçu comme préférable par rapport et aux échanges à échelles plus larges. Cette tendance, émanant des activistes comme des chercheurs, à penser que l'échelle locale est forcément souhaitable a interpellé certains auteurs, se référant à ce penchant en tant que « piège du local » (*local trap*) (Born et Purcell 2006). Il n'est pas évident que les marchés locaux répondent à leurs ambitions. A Lima comme ailleurs, la tendance à la relocalisation de l'alimentation soulève des questionnements. Souvent, elle est portée par des classes moyennes voire supérieures de l'ensemble urbain (Paddeu 2017), alors même que le mouvement de justice alimentaire cherchait à se démarquer du *food movement* en touchant des populations différentes socialement et culturellement que celles qui ont donné naissance à ce mouvement. Ces marchés locaux exacerbent des inégalités existantes, mais dans le même temps sont à l'origine de nouvelles fragmentations, touchant aussi bien les consommateurs que les producteurs eux-mêmes.

II.3.1. Une répartition inégale des marchés sur le territoire, appuyant les inégalités existantes

Les marchés de producteurs, ou *ferias*, sont récents sur le territoire liménien et se sont développés sur un temps relativement court, de l'ordre d'une quinzaine d'année. Leur genèse, ainsi que leur diversité ont été détaillées dans le Chapitre 7 (I.2), mais sans évoquer les difficultés qu'ils provoquaient pour les producteurs comme pour les consommateurs.

Les *ferias* répondent bien aux exigences d'une tranche de consommateurs, soucieux de leur santé, et à la recherche d'une alimentation saine, respectueuse de l'environnement et responsable socialement (Gomez et Morales 2012; Girard 2017). En dehors de la certification biologique, les consommateurs veulent également connaître l'origine de leurs aliments, et

récréer des liens de confiance perdus dans une ville où les stands de restauration rapide sont à disposition de tous¹³².

Cette voie de commercialisation nécessite néanmoins une organisation des producteurs et une institutionnalisation des marchés.

*« Les étapes sont nombreuses avant d'arriver à monter un marché. Il faut d'un côté le groupe de producteurs, et s'assurer qu'il pourra produire suffisamment pour vendre chaque semaine. Dans le cas de ce marché¹³³ ça a été assez simple, c'est le premier marché rassemblant les producteurs du programme Mi huerta de la municipalité métropolitaine. En parallèle, il faut obtenir l'autorisation de la municipalité du district. Selon les cas, les démarches peuvent prendre entre 5 et 9 mois. Parfois beaucoup moins. A la Molina par exemple, la municipalité a donné son autorisation, un emplacement et le matériel en moins de 4 semaines. Le maire a tout de suite montré un grand intérêt à mettre en place un marché. Ici ça a été moins évident. Susana (nda : Villaran, maire de Lima lors de l'entretien) voulait créer une bioferia dans chaque district de la ville, mais ça n'a pas été possible. Créer un marché dans le centre était symbolique. Il y a eu des tentatives dans d'autres districts. Par exemple à Independencia, une bioferia a eu lieu deux fois, puis la municipalité locale a gardé les infrastructures mais n'a plus jamais répété l'expérience. Selon eux, le marché n'a pas attiré assez de monde. Je pense plutôt qu'ils voulaient s'approprier les investissements d'un projet public... ».*¹³⁴

Les *ferias* proposent des produits issus d'une agriculture biologique certifiée, ou des produits non certifiés mais provenant de pratiques écologiques. En effet, la certification reste un luxe que beaucoup de producteurs liméniens ne peuvent pas se permettre. Les *ferias* de Miraflores, Surquillo et de La Molina sont les seules à assurer aux consommateurs des produits labellisés bio par des organismes certificateurs. Cette certification est une condition incontournable pour prétendre à un poste sur le marché. Conscients que de telles conditions excluaient beaucoup de producteurs, les *ferias* mises en place avec le soutien du programme « Mi huerta » et de l'IPES limitent les contrôles à la certification SGP (Système de garantie participative, *Sistema de Garantía Participativa*), dirigée vers les petits producteurs, pour qu'ils aient accès à un système

¹³² Silvia Wu, fondatrice du marché de Miraflores et de plusieurs autres marchés de producteurs sur le territoire liménien, interrogée en novembre 2014, souligne le fait que les consommateurs ne sont pas tant à la recherche de labels et de certifications que d'une relation de confiance avec le producteur. Elle est souvent citée en exemple pour les projets de vente directe et de marchés de producteurs.

¹³³ L'entretien a été réalisé lors de la tenue de la *bioferia* hebdomadaire du centre de Lima, inaugurée en octobre 2014 et fermée quelques mois plus tard, à la suite du changement de gouvernement de la municipalité métropolitaine.

¹³⁴. Extrait de l'entretien avec Silvia Wu.

de reconnaissance de la bonne conduite de leur parcelle. Le coût de la certification SGP se situe autour de 100 à 150 soles par an (entre 25 et 40 euros), alors qu'une certification biologique estampillée par un organisme indépendant (biolatina, control union) peut s'élever à plus de 800 dollars par an (plus de 3200 soles par an). Le cas de la *feria* de Cieneguilla est encore plus particulier. Ce marché a été créé par un groupement de producteurs, sans soutien institutionnel à l'origine. Aujourd'hui, il compte avec le soutien de la municipalité du district, et les producteurs sont en passe de se faire certifier SGP avec le soutien de l'ONG IDMA. Mais jusqu'à présent, les produits étaient vendus sous l'appellation « écologique », sans garantie légale d'une tierce personne. Selon Luis Ravello, secrétaire technique du SGP, un label n'est pas nécessaire systématiquement :

« Ici les habitants font confiance aux producteurs. Ils savent que les parcelles sont conduites sans usage d'intrants chimiques, ils n'ont pas besoin d'un sceau pour payer le prix juste aux producteurs ».

Gherard, un des fondateurs de la *feria*, ajoute que cette confiance est primordiale pour le fonctionnement du marché :

« Nous avons créé ce marché il y a 7 ans, les consommateurs connaissent bien les producteurs. Sans le soutien des consommateurs nous n'aurions pas pu progresser comme nous l'avons fait, nous agrandir et être reconnus. Maintenant quelques producteurs vont passer en certification SGP, pour s'aligner sur les autres ferias de la ville, mais pour les consommateurs qui nous suivent depuis le début, ce n'était pas nécessaire.[...] Notre exploitation est certifiée SGP depuis 2015, mais parfois, il m'arrive de compléter mes étalages avec ce que produisent des collègues. Ce n'est pas certifié, mais je sais que la qualité est bonne, et les producteurs ne sont pas gênés. »

À Cieneguilla plus que dans les autres marchés de producteurs, le lien avec le consommateur est vraiment au cœur de la démarche. À Miraflores, Surquillo ou dans le marché du Cercado, ce sont bien les producteurs qui commercialisent les produits, mais l'intensité des échanges sont à relativiser. Les marchés de producteurs restent des lieux de transactions commerciales plus que des espaces d'échanges sociaux :

« C'est agréable de voir qui va consommer les produits, mais il n'y a pas tellement d'échanges. Je ne suis pas sûre que les gens qui achètent des salades ou des épinards sachent qu'on les a produits à Comas. Il y a la banderole oui, mais les achats se font très vite. Mais j'aime aller au marché et confier directement nos

légumes. C'est un tel travail, c'est un peu comme si on leur confiait nos enfants ! »¹³⁵.

Dans les mécanismes de circuits courts, on insiste surtout sur les liens renouvelés entre agriculteur et consommateurs, alors qu'une diversité de liens qui sont à l'œuvre : de nouvelles relations entre producteurs voient le jour, mais aussi avec les collectivités ou des acteurs économiques des territoires (Chiffolleau et Prevost 2013). Finalement, à Lima, les liens avec les consommateurs semblent être secondaires, ce qui se vérifie dans les discours de certains producteurs.

Une autre limitation de ces marchés locaux, primordiale dans une ville des Suds, concerne les prix appliqués. Ces prix sont avantageux pour les producteurs¹³⁶, mais élevés pour les consommateurs, ce qui restreint l'accès à toutes les classes de population.

¹³⁵ Extrait d'un entretien avec Luz Acosta, productrice du huerto de Comas, rencontré sur le marché du Cercado en novembre 2014.

¹³⁶ Avantageux car les producteurs ont ici la possibilité de vendre leurs produits sans passer par un intermédiaire et de voir leur travail plus justement valorisé.

Tableau 18: Comparaison des prix sur différents marchés liméniens

	Prix supermarché plaza vea	Prix supermarché Wong	Prix supermarché Wong bio	Prix marché couvert de quartier (Magdalena del Mar)	Prix marché de producteur (La Molina)	Prix produit livré (Huampani Organica)
Salade	1 sol l'unité	2 soles l'unité	3 soles l'unité	1 sol l'unité	2 soles l'unité	3 soles l'unité
Epinard	5 soles les 350g	6 soles les 500g	8 soles les 500 g	3,5 soles les 500g	4 soles les 500g	5 soles les 500g
Tomates	2,5 soles le kg	3,5 soles le kg	9,79 soles le kg	2,5 soles le kg	5 soles le kg	-
Pomme de terre (papa amarilla)	3,89 soles le kg	5,49 le kg	6,69 soles le kg	4,25 soles le kg	5 soles le kg	-
Lait frais	5,70 le litre	5,95 soles le litre	6.5 soles le litre	N/A	N/A	5 soles le litre
Œufs	8 soles pour les 15	6,85 soles les 15	13 la douzaine	8 soles pour les 15	N/A	11 soles pour 15
radis	3 soles les 500g	3 soles les 500g	3,5 soles les 500g	2 soles les 500g	2 soles les 500g	3 soles les 500g

Source : relevés de terrain, plazavea.com.pe (2017), wong.pe (2017), Mi Caserita 2017.

Le Tableau 18 met en parallèle les prix de quelques produits vendus à la fois sur les marchés couverts de la ville, les supermarchés, les marchés de producteurs et les livraisons à domicile. Il apparaît de manière assez évidente que les prix les plus intéressants sont ceux des marchés couverts. Ici, nous avons pris l'exemple du marché municipal de Magdalena del Mar, qui accueille tous les jours plusieurs milliers de visiteurs. Notons qu'il s'agit d'un marché qui bien que populaire, est situé dans un district aisé de la métropole. Il est important de remarquer que pour des produits de qualité similaire, à savoir des produits biologiques, les prix sont plus intéressants sur le marché de producteurs et à la livraison que dans les supermarchés (se référer aux prix du marché de producteurs de La Molina, à ceux de l'exploitation Huampani et du supermarché Wong bio). Ce tableau met également en évidence des différences remarquables entre les prix proposés par les différents supermarchés, ce qui illustre les éventails de choix des consommateurs face à l'offre alimentaire.

Les prix au sein des ferias et à la livraison sont dans tous les cas supérieurs à ceux proposés dans les marchés couverts et dans la plupart des supermarchés. Ces nouveaux circuits commerciaux permettent donc d'offrir de nouvelles alternatives de consommations aux populations aisées, en leur proposant notamment un suivi plus précis de l'origine de leurs produits, mais une grande partie de la population reste en dehors de ces espaces de consommation, du fait l'éloignement de prix prohibitifs.

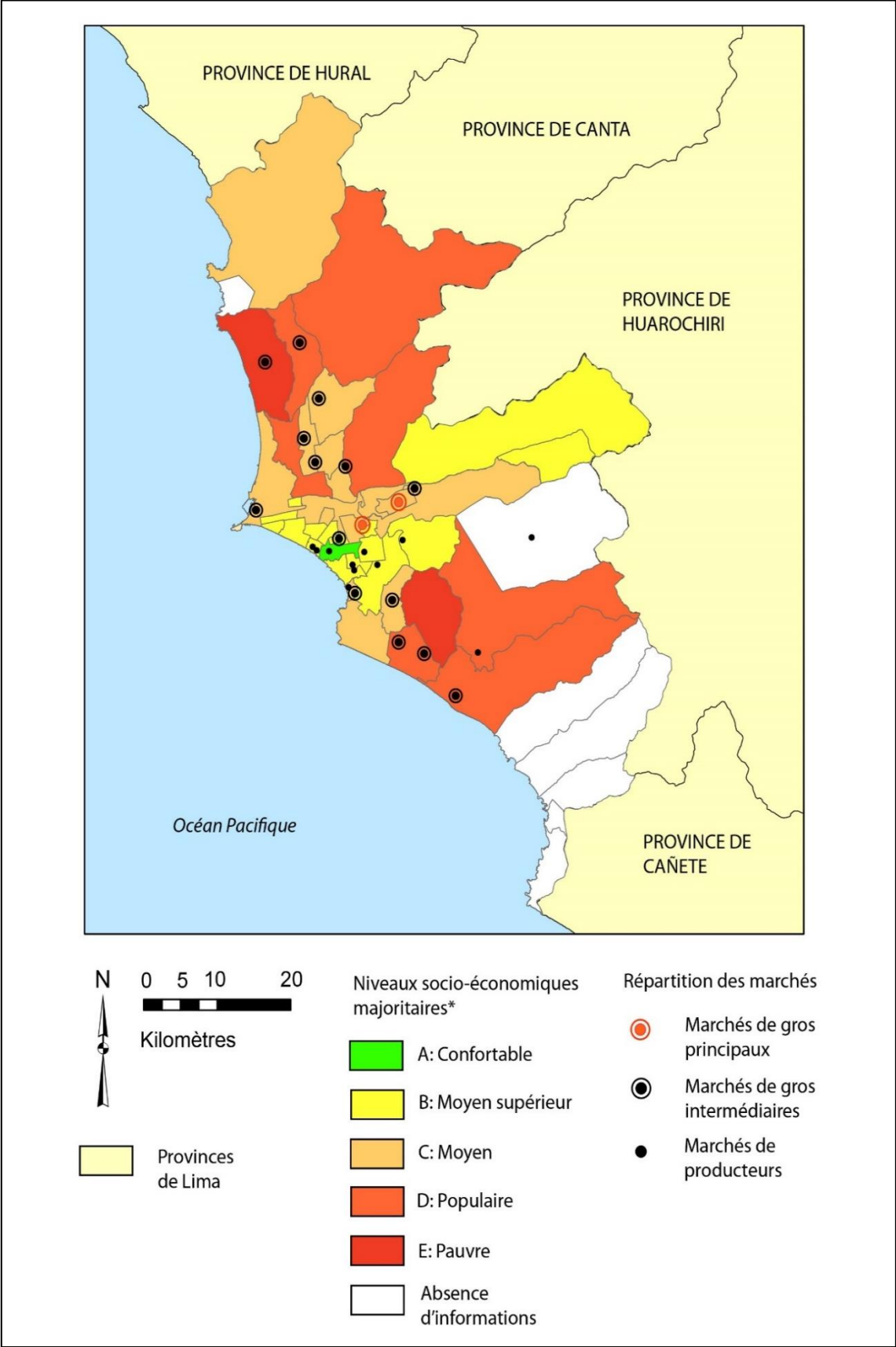
L'éloignement géographique constitue un autre facteur limitant l'accès aux circuits courts. Les marchés de producteurs les plus dynamiques sont situés dans les quartiers prospères de la ville, bien que Silvia Wu, qui porte les projets de création de ces marchés depuis le commencement, nous souligne une volonté d'étendre les expériences à un maximum de districts.

« Il y a eu des tentatives dans d'autres districts. Par exemple à Independencia, une bioferia a eu lieu deux fois, puis la municipalité locale a gardé les infrastructures mais n'a plus jamais répété l'expérience. Selon eux, le marché n'a pas attiré assez de monde. Je pense plutôt qu'ils voulaient s'approprier les investissements d'un projet public... »¹³⁷

Il en est de même pour les ventes à domicile évoquées plus tôt, prenant la forme de paniers de produits frais. Mati, dont le cas est détaillé dans Encadré 6 fournit 17 magasins de la capitale, surtout au sein des districts côtiers (Miraflores, Barranco, San Isidro et Punto Hermosa), mais aussi dans des districts plus ancrés dans les terres, qui restent des quartiers aisés (La Molina, Surco). Une large part des districts liméniens ne sont pas concernés, même pour des populations solvables et intéressées par la demande.

¹³⁷ Extrait d'un entretien réalisé avec Silvia Wu, novembre 2014.

Carte 19: Marchés et niveaux socio-économiques des liméniens



Source : Geoservidor 2014, Apoyo 2014, IMP 2010, Enquêtes de terrain.

Les niveaux socio-économiques (NSE) sont issus des données d'Ipsos-Apoyo, institut privé de sondage. Il réalise des enquêtes d'opinion avec pour objectif fondamental de rapporter le point de vue de la société à un moment donné, sur une question sociale, politique ou commerciale établie (Durand 2010). Apoyo a développé une méthodologie permettant de définir les NSE, avec pour objectif premier d'obtenir un profil socio-économique des personnes interrogées afin de mieux orienter les choix marketing et commerciaux des commanditaires. Ces données sont aujourd'hui très utilisées par les bureaux d'études, les ONG, les consultants et même par les pouvoirs publics. N'ayant rien d'officiel, ce classement fait pourtant office de repère pour nombre d'acteurs urbains. Les critères employés par Apoyo ne sont pas détaillés dans une méthodologie officielle, il est donc important d'aborder ces données avec précaution. Les données d'Apoyo ne sont disponibles qu'à l'échelle des districts. Ils indiquent pour chaque district le pourcentage estimé de population de NSE A (Aisé), B (Moyen supérieur), C (Moyen), D (Pauvre) et E (Extrême pauvreté). Il n'est pas possible d'obtenir des informations plus précises et de représenter ainsi les NSE à des échelles plus grandes, celles des quartiers ou des îlots. Pour des districts parfois très étendus, de telles données laissent une impression trompeuse d'homogénéité, alors que des différences fortes existent au sein d'un même district.

Malgré les limites en ce qui concerne l'origine et les échelles d'application des données, la Carte 19 illustre bien la concentration des marchés de producteurs dans un secteur limité de la ville, à hauteur du littoral central. Il s'agit par ailleurs des zones où les NSE majoritaires sont ceux dont les niveaux sont parmi les plus hauts (moyen supérieur). Seul un marché de producteur a pu s'établir durablement dans un district où les NSE sont inférieures au niveau B, le district de Cieneguilla. Les districts situés au Nord de la ville ne sont pas concernés par l'implantation de tels marchés, et leurs habitants doivent effectuer des déplacements importants s'ils souhaitent s'y rendre.

En parallèle, cette carte met en évidence la bonne répartition des marchés de gros sur le territoire de la métropole, et confirme un approvisionnement alimentaire correct en produits alimentaires conventionnels.

Par les possibilités qu'elle offre, les circuits constituent un moyen pour les citoyens d'avoir accès à une alimentation potentiellement plus saine, à moindre coût par rapport aux offres des supermarchés (cf Tableau 18). Ainsi, elle participe à l'édification d'une plus grande justice alimentaire au sein de la métropole. Mais pour autant, à la fois la distribution des circuits courts et les zones de diffusion des livraisons à domicile sont circonscrites à des quartiers bien

spécifiques. Des zones étendues de la métropole ne sont pas concernées par ces types de distribution. Ainsi, un nombre considérable de consommateurs est laissé en dehors de ces circuits de commercialisation.

Les circuits directs courent également le risque de provoquer un sentiment de lassitude une fois l'impression de nouveauté passée. De plus en plus nombreuses, il faut que les ferias proposent des spécificités pour se démarquer. Notamment, les ferias de Surquillo, Miraflores et San Isidro sont proches les unes des autres et peuvent entrer en compétition.

II.3.2. Des initiatives adaptées aux caractéristiques des producteurs ?

Les exemples de vente directe présentés plus hauts ne concernent encore qu'une partie marginale des producteurs. Dans la vallée de Lurín, encore 82% des producteurs préfèrent vendre leurs productions à un intermédiaire, directement sur leur parcelle¹³⁸.

En effet, la commercialisation directe présente un certain nombre de limites, que seuls certains acteurs franchissent, soit en raison d'un manque de moyen, soit par manque d'intérêt pour les solutions proposées.

Un des avantages des réseaux de commercialisation classiques réside dans le fait que les producteurs n'ont à aucun moment à se préoccuper du transport des marchandises et de leur mobilité. La vente directe aux marchés de producteurs implique des déplacements importants : les lieux de vente sont souvent éloignés des lieux de production (davantage encore que les marchés de gros). La Carte 19 situait les marchés principalement au sein des districts centraux et littoraux de la capitale, qui sont également les districts les plus nantis. Pour beaucoup de producteurs, en plus de la distance spatiale, bien réelle du fait des dimensions de la capitale péruvienne et d'une circulation routière souvent chaotique, il faut franchir une distance sociale. Les districts où se tiennent les marchés sont rarement visités par les producteurs des périphéries (ni pour des sorties de loisir ou pour rendre visite à un membre de la famille). S'affranchir de la distance spatiale nécessite en outre de se procurer les moyens de locomotion nécessaires. Certains producteurs, porteurs du capital suffisant, peuvent s'acheter une voiture ou une camionnette, mais ce n'est pas le cas de tous.

La vente directe sur les ferias engendre donc des coûts, que le producteur doit pouvoir assurer.

¹³⁸ D'après les chiffres communiqués par l'agence agraire de Lurín, lors d'un entretien.

« Depuis que je vends sur la feria j'arrive à dégager un meilleur revenu de mes champs. Mais ça représente aussi un coût. Premièrement, il faut payer le stand, 25 soles pour le poste chaque semaine. Mais tu n'es pas obligé d'y aller toutes les semaines. Ensuite, 40 soles pour le taxi. [...] Avec mes marchandises, je ne peux pas prendre les transports en commun, ça risquerait de les abîmer.¹³⁹ »

Chaque semaine, la vente sur la feria représente pour cette agricultrice un coût de 65 soles qu'elle devra récupérer par des meilleures marges de vente. Cette modalité de commercialisation nécessite aussi une réorganisation de la production, afin de fournir un approvisionnement hebdomadaire des stands. Les producteurs sont au contraire habitués à travailler selon une logique de campagne de production. C'est toute l'organisation des parcelles qu'il faut repenser afin de proposer des produits variés chaque semaine.

« Avant, on ne se compliquait pas la tâche. Pendant 2 mois on cultivait 1 ha de laitue, 1ha de radis, puis on changeait pour d'autres productions. Ce n'est plus possible de fonctionner comme ça depuis que l'on vend sur les ferias. On doit pouvoir fournir le poste en produits variés. Parfois, lorsque je n'y arrive pas, je me fournis chez d'autres membres du réseau. Je leur achète des surplus et je revends sur mon stand [...] C'est un service qu'on se rend entre nous, il n'y a pas de marges. Une semaine c'est moi qui ai besoin d'aide, la semaine d'après je pourrai fournir mes collègues. On est un groupe, c'est comme ça que ça fonctionne »¹⁴⁰.

Ce témoignage rend compte d'un début d'organisation entre producteurs pour répondre aux exigences des marchés. Cependant, le niveau de concertation reste faible. Ceux-ci pourraient en effet se mettre d'accord en amont du semis pour proposer des produits variés. Pour le moment, il apparaît que chaque exploitant continue à travailler de manière indépendante, avec un stand propre à chacun. Les marchés ont permis de rapprocher les producteurs, mais de façon limitée, malgré le sentiment d'appartenance que certains ressentent.

Enfin, toujours du point de vue des producteurs, la vente directe est une activité chronophage. L'ensemble des tâches autrefois aux mains des intermédiaires et de leur groupes de travailleurs (récolte, tri, transport et transaction) sont désormais sous la responsabilité des producteurs. Ces tâches sont parfois sous-estimées avant leur réalisation effective.

¹³⁹ Extrait d'un entretien avec Antonia Tarasoni, productrice à Quebrada Verde, et vendant sur les marchés de La Molina et du Cercado (lorsque celui-ci était en fonctionnement), octobre 2014.

¹⁴⁰ Extrait d'un entretien avec Rosa Tarasoni, productrice à Quebrada Verde et vendant ses produits sur les marchés de La Molina et du Cercado, au même titre que sa sœur Antonia Tarasoni, octobre 2014.

« Trier les récoltes entre ce que l'on peut vendre ou non, ce que l'on garde pour la consommation, se déplacer sur les marchés, rester pendant la vente, ranger les stands et enfin revenir chez soi. C'est beaucoup de temps supplémentaires par rapport à ce qu'on faisait avant. Quand le grossiste venait sur la parcelle, il fallait juste l'appeler quelques jours avant pour organiser la récolte. En 3 minutes c'était réglé, il s'occupait de tout et on pouvait penser à la campagne suivante. [...] Je ne dis pas que c'est mieux ou moins bien. C'est un autre travail. C'est plus complet maintenant, ça demande d'être impliqué dans des tâches différentes.¹⁴¹ »

En dehors de ces contraintes logistiques, les places sur les marchés sont limitées. Dans le marché du Cercado, on comptait jusqu'à sa fermeture une dizaine de postes de vente. Les marchés de La Molina, Miraflores et Surquillo sont consolidés et présentent davantage de producteurs : entre 20 et 30. Ces chiffres ont été récoltés par comptage sur les marchés directement, et confirmés par les rapports des organisateurs. Ils sont cependant à considérer avec prudence car dans de nombreux cas, les producteurs participent à plusieurs marchés. Une fois intégré dans le système, il est plus facile de s'y développer et d'accumuler les fonctions, mais les conditions d'entrée restent opaques et souvent dépendante des réseaux personnels des producteurs. Le marché de Miraflores, le plus ancien de la ville, accueille une cinquantaine de producteurs de façon hebdomadaire. Ces producteurs sont pour certains « historiques », présents depuis la création du marché en 2000. À l'époque, seuls 4 producteurs individuels participaient aux ventes, en parallèle de 3 associations et de 3 ONG. À l'origine, les producteurs étaient originaires de tout le pays. Au fur et à mesure, les producteurs plus locaux ont été encouragés à participer à la feria. En 2013, on pouvait compter 10 producteurs individuels, 6 associations de producteurs et 4 ONG, pour un total de 35 postes. La majorité des producteurs entrent sur le marché par le biais d'une association. Pour les organismes en charge de monter et de promouvoir les marchés de producteurs (en dehors du seul cas du marché de Miraflores), il est en effet plus facile de travailler avec un groupe de producteurs plutôt qu'avec des exploitants individuels et indépendants. Cela garanti par exemple au marché de disposer d'une variété de produits. Pour les producteurs, l'organisation en groupement permet d'effectuer des roulements pour les permanences aux marchés. A Lima, la formation de ces groupements reste rare, difficile à mettre en place et peu durable

¹⁴¹ Extrait d'un entretien avec Raymundo Jaulis, producteur à Carapongo et membre du groupement COSANACA, vendant sur le marché de La Molina, octobre 2014.

Pour les producteurs l'accès aux circuits courts peut donc s'avérer limité et leur accès soumis à certaines conditions. La proximité des marchés urbains ne garantit pas de façon systématique aux producteurs un accès direct aux consommateurs (Tacoli 2000).

La participation des producteurs aux marchés de producteurs est souvent perçue comme un objectif à atteindre, parfois idéalisée en ce qui concerne les revenus qu'elle suscite. Dans les faits, l'intégration aux marchés est limitée par des facteurs structurels (le nombre de places disponibles qui restera limité aussi pour créer un sentiment de proximité entre consommateurs et producteurs), et des difficultés techniques (accès aux marchés, possibilité d'adapter les productions aux nouvelles exigences de ce type de commercialisation). Contrairement à ce qu'on peut observer dans les pays développés, où les marchés de circuits courts permettent une meilleure intégration des producteurs les plus défavorisés (Chiffolleau 2008), le phénomène à Lima s'adresse avant tout à des producteurs munis de capital. Il peut s'agir d'un capital financier afin de financer les déplacements entre le lieu de production et le lieu de vente, le changement de systèmes de production voire la certification ; mais aussi d'un capital social au travers de l'intégration à des organisations de producteurs ou aux ONG de soutien à l'activité.

Au-delà de ces considérations avant tout techniques et opératoires, il convient de rappeler que le marché à lui seul ne garantit pas l'intégration des producteurs les plus démunis. Or, un grand nombre de projets, dans les Nords comme aux Suds, restent motivés par la focale de l'accès au marché pour les petits producteurs (IFAD 2003). En contrepied de cette approche libérale des échanges, des auteurs mettent en avant le rôle des liens sociaux qui fondent les nouveaux lieux de vente et les font fonctionner (Chiffolleau et Prevost 2013). Les circuits courts et les opportunités qu'ils créent doivent être considérés en dehors des seuls résultats du marché, parfois limités dans les faits ; et davantage examiner sous l'angle de l'émancipation des acteurs et de la création de nouveaux liens sociaux.

Les exemples détaillés précédemment (le gazon, le développement d'une agriculture bio, et la mise en place de circuits courts) sont les témoins de la malléabilité des producteurs face aux exigences de la ville. La proximité de la ville induit des dynamiques innovantes, mais aussi des situations complexes. On retrouve cette ambivalence dans les exemples étudiés ici.

Conclusion du chapitre 9 :

L'absence de solutions concrètes apportées par les politiques pour répondre aux besoins des urbains, comme cela a été mis en avant dans le chapitre 6, pousse les producteurs et les habitants de Lima à mettre en place des solutions qui leur sont propres. On voit ainsi se profiler des relations villes-campagnes au travers de contacts renouvelés entre population urbaine et rurale. Ces nouvelles relations sont parfois ambiguës. Elles peuvent à la fois contribuer au maintien des unités productives et encourager leur perte. Ainsi, les offres d'éducation, multipliées par la proximité de la ville, permettent aux nouvelles générations de se former et de renforcer les exploitations grâce à un bagage théorique jusqu'alors inaccessible ; mais elles sont aussi synonymes dans certains cas d'un abandon total de l'activité. La culture de gazon permet aux exploitants de maintenir une activité à moindre coût, profitant de débouchés assurés par les besoins en parcs publics et jardins privatifs de la ville ; mais condamne dans le même temps la reprise d'une activité agricole plus classique. La culture de produits « bio » permet aux producteurs de dégager des revenus supérieurs à ceux d'une activité conventionnelle ; mais crée des dépendances vis-à-vis d'autres acteurs (acheteurs, institutions mettant en relation les producteurs avec les espaces de commercialisation spécifiques) et entraîne des coûts supplémentaires (transport, préparation des produits). Les circuits courts rapprochent les citadins des producteurs, créant ainsi des nouveaux espaces d'interface (Perrin et Soulard 2014) mais dont la portée reste limitée à la fois à l'échelle du territoire et des acteurs.

Finalement, ces appropriations des attentes urbaines sont souvent mises en œuvre par les exploitants les mieux dotés en capital économique, et disposant d'un capital social et culturel leur permettant d'imaginer des articulations à la ville. Les ambiguïtés de ces expériences soulignent la nécessité d'une intervention publique, afin « de ne pas confiner ces tentatives dans des expériences, réservées et isolées » (Duvernoy et Albaladejo 2003). Mais les interventions publiques pourraient également participer à une meilleure répartition des bénéfices entre les acteurs, et à rendre plus accessibles des initiatives porteuses à des producteurs isolés.

La ville n'est pas systématiquement une contrainte à l'activité agricole, et peut même contribuer à son maintien, voire au développement de nouvelles dimensions avantageuses. Mais de façon systématique, ces aspects positifs sont contrebalancés par des revers négatifs, et/ou la création d'inégalités entre acteurs.

CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE

Les demandes urbaines dépeintes dans la première partie, bien que confrontées à des résistances de la part des exploitants qui ne trouvent pas forcément leur compte dans les efforts qui leur sont demandés (partie II), parviennent à s'imposer et se réalisent sous des formes diverses. Ce sont à la fois les producteurs des périphéries et les citoyens eux-mêmes qui s'attachent à mettre en œuvre ces besoins.

On trouve à Lima des exécutions proches des modèles internationaux concernant l'agriculture urbaine : création d'espaces de détente pour des citoyens en manque d'espaces verts dans les périphéries qui n'ont pas été urbanisées complètement ; établissement d'espaces de commercialisation de produits biologiques et locaux, créant des interfaces entre producteurs et consommateurs ; mise en place de lieux de rencontre pour des urbains isolés ; émergence d'un revenu d'appoint pour les populations les plus pauvres. En dehors de ces expériences, d'autres réponses apparaissent en décalage par rapport aux réalisations classiques. Notamment, l'ouverture des exploitations aux visiteurs s'oppose dans de nombreux cas avec l'idée d'une campagne bucolique. Les exploitants offrent de la distraction aménagée ; un gazon, une piscine, des jeux ont remplacé les parcelles agricoles. Les traces du passé agricole ont été complètement effacées. Les exemples d'élevage de cochons d'Inde ou de coqs de combat, sur les toits ou dans des arrière-cours, n'ayant jamais croisé un pré et destinés à la consommation ou aux combats ne correspondent pas plus aux images classiques d'une ruralisation de l'espace urbain.

Les applications des attentes urbaines par les producteurs ou les citoyens n'est pas sans conséquences. Elle peut notamment accentuer des inégalités, et contribuer à exclure des acteurs déjà en difficulté. Il ne ressort pas uniquement des avantages du resserrement des liens entre espaces agricoles et ville. Parfois, les dynamiques engendrées accélèrent les processus d'urbanisation des exploitations, c'est le cas de la culture de gazon, ou parfois du phénomène de pluriactivité. Ces ambivalences avaient déjà été mises en évidence dans la partie précédente, lorsque les producteurs accédaient aux informations concernant les modalités de vente des terrains agricoles et saisissaient ainsi l'opportunité de se défaire de leur exploitation.

Conclusion générale

Au commencement de ce travail, nous nous proposons d'appréhender l'agriculture urbaine et périurbaine dans sa complexité au travers du regard des producteurs (agriculteurs et éleveurs). Nous nous demandions si les pratiques des producteurs liméniens correspondaient à l'ensemble des discours et attentes relatifs à ce concept.

La thématique de l'agriculture urbaine et périurbaine est largement abordée dans les recherches récentes, aussi bien dans les Nordes que dans les Suds. Elle suscite à la fois l'intérêt des citoyens, des aménageurs, des institutions internationales et des scientifiques. On peut, pour illustrer l'engouement du concept, citer les récents numéros de revues scientifiques interrogeant sous divers angles l'activité agricole en ville : bulletin de l'association des géographes français « Agricultures dans la ville, agricultures pour la ville » datant de 2013 ; numéro spécial d'espaces et sociétés « Agriculture et ville » paru en 2014 ; un numéro dédié à la question dans la revue POUR en 2015, pour n'en citer que quelques-uns. L'agence régionale pour la nature et la biodiversité d'Île de France (Naturparif) a de son côté organisé des « ateliers d'été d'agriculture urbaine » en 2015 et a publié à la même période un ouvrage présentant un panorama du mouvement en Île de France (Lagneau, Barra et Lecuir 2015). En ce qui concerne les pays des Suds, un programme de la FAO mis en place depuis 2010, soutient l'horticulture urbaine et périurbaine dans une dizaine de pays, avec pour ambition de transformer des « villes de désespoir » en des « villes d'opportunités » (Thomas et Sansonetti 2010; 2014).

L'agriculture urbaine est une activité qui a gagné en popularité, et que l'on cherche de plus en plus à intégrer dans les agendas des villes (Mendes et al. 2008; Alaimo et al. 2008; Pothukuchi et Kaufman 2000). Multifonctionnelle, économique, durable, elle répond à un ensemble d'enjeux actuels. Sa place dans le bien-être en ville est largement mise en avant : l'activité agricole complète les régimes alimentaires, crée du lien social, et verdit la ville à moindre coût. Dans le même temps, une approche plus critique émerge et interroge les capacités de l'activité et de ses acteurs à répondre et correspondre à l'ensemble de ces attentes (McClintock 2014; Born et Purcell 2006; Paddeu 2015).

Nous avons souhaité, avec ce travail, participer à ces réflexions autour de la remise en question des vertus intrinsèques de l'agriculture locale (Allen 2010; Warshawsky 2014) en étudiant une métropole des Suds, mais dont le poids économique et politique prend de l'ampleur à l'échelle régionale. Nous nous sommes donc engagés à appréhender l'activité agropastorale urbaine et périurbaine dans sa complexité, au travers du regard des acteurs endogènes comme exogènes. Nous avons posé la question des adaptations possibles des producteurs aux nouvelles attentes

projetées sur l'activité, et les conséquences de ces assimilations sur l'organisation des territoires et sur rapports entretenus entre les acteurs.

L'échelle d'analyse choisie, celle d'une grande métropole en relation avec ses campagnes voisines, permet d'appréhender plusieurs thématiques indispensables à la compréhension de l'activité : questions foncières, mutations économiques, changements sociétaux. En outre, ce travail n'a pas été mené indépendamment des études réalisées au préalable autour de l'agriculture urbaine et des relations villes-campagnes. La focale ne s'est pas non plus limitée aux villes d'Amérique latine, voire des villes des Suds. Au contraire, notre intérêt s'est porté sur des dynamiques dans des contextes très divers, incluant métropoles des Nordes comme des Suds, afin de comprendre et de mettre en lumière les logiques spécifiques à Lima.

Nous reviendrons ici sur les apports pratiques et scientifiques de cette thèse, en nous rapportant aux hypothèses posées au commencement de ce travail.

I. Une agriculture revalorisée en réponse à des demandes provenant d'un large panel d'acteurs

L'agriculture urbaine et périurbaine, après avoir été rejetée de la ville, est revalorisée du fait des nouvelles fonctions qui lui sont assignées.

Les réflexions autour des activités d'agriculture et d'élevage en ville ont changé de perspective. A la fois à l'échelle internationale et à l'échelle de l'agglomération, des nouvelles attentes sont émises en rapport à l'agriculture. On n'attend plus de l'activité qu'elle soit uniquement pourvoyeuse d'aliments, mais également qu'elle réponde à des fonctions et services divers.

A Lima, on note un enchevêtrement des attentes, entre consignes internationales autour de la ville durable, et demandes locales. Cette accumulation d'attentes peut représenter potentiellement un éventail d'opportunités pour l'agriculture de proximité.

1.1. Un apport alimentaire qui se focalise sur des marchés secondaires particuliers

Il est généralement admis que le rôle alimentaire des espaces agricoles de proximité reste primordial dans les villes des Suds (Zezza et Tasciotti 2010). Cette vision un peu caricaturale est de plus en plus nuancée à la suite d'études de cas précis et documentés et les fonctions secondaires de l'activité agricole en milieu urbain sont mises en avant (Franck 2007; Robineau 2013). Le cas de Lima contribue à démontrer que l'agriculture urbaine peut trouver une place dans les métropoles des Suds en dehors de son rôle d'approvisionnement.

En ce qui concerne l'alimentation, les attentes les plus largement véhiculées se concentrent donc non pas sur un aspect quantitatif, mais plutôt qualitatif ; des enjeux se cristallisent autour de la mise en relation des producteurs et consommateurs. C'est une illustration classique et répandue de la valeur ajoutée apportée par une agriculture de proximité (Mount 2012). En dehors de la création de nouvelles relations, l'agriculture locale peut aussi s'inscrire dans un dynamisme local de valorisation de l'alimentation et de la gastronomie à Lima métropole.

Dans l'incapacité d'approvisionner les marchés de gros liméniens en proportions suffisantes, les terrains agricoles liméniens peuvent cependant alimenter des marchés de niche bien spécifiques : agriculture biologique –certifiée ou non- ; produits frais tels que les herbes aromatiques, ou les produits maraîchers qualifiés de « chinois » ; produits carnés comme la chair de poulet ou de porcs. Ces marchés, témoignant de la fragmentation de la population liménienne, sont nombreux et divers, et peuvent s'adapter à des profils différents de producteurs : maraîchage, élevage, cultures biologiques, cultures conventionnelles vouées à produire en quantité etc. Ils ne sont pas exclusifs à une seule catégorie de population et les exploitants peuvent trouver des « niches » correspondant à leur activité.

Ce premier élément de conclusion, mettant en avant le rôle secondaire des espaces agricoles périurbains dans l'approvisionnement alimentaire des habitants au profit d'autres fonctions nous invite à (re)questionner le rôle alimentaire de l'agriculture urbaine. Peut-on réellement affirmer que la fonction alimentaire soit relative à une agriculture des Suds ? D'une part, des urbains appauvris des villes industrialisées peuvent très bien dépendre d'une agriculture locale pour s'alimenter correctement. D'autre part, les maux des métropoles des Suds ne se résument pas à l'approvisionnement. Si cet aspect semble réglé à Lima, d'autres problématiques restent vives, auxquelles l'agriculture urbaine peut contribuer à donner des éléments de réponse.

1.2. Une appropriation de l'activité par les aménageurs et la société civile, qui se heurte aux usages de la ville

La réflexion s'oriente aussi sur le rôle de l'agriculture et des espaces ouverts comme des réponses aux citoyens en demande d'espaces verts (Faliès 2013a), qui renvoie aux interrogations sur l'environnement et la ville durable (Maïté Banzo et Valette 2006; Smit 1996). L'agriculture urbaine a ainsi fait son entrée dans le champ de l'aménagement urbain (Ernwein et Salomon-Cavin 2014; Redwood (ed.) 2009; Thibert 2012), au nom du développement durable (Fleury et Serrano 2002), permettant d'une part d'opposer un frein à l'extension urbaine (Tricaud 1996)

et de verdir la ville d'autre part (Da Cunha 2009; Poulot 2013b; Torre 2013). L'agriculture urbaine et périurbaine trouve sa place dans le projet urbain de développement durable pour trois raisons principales : lutte contre l'étalement urbain, besoin de nature des citoyens et enfin sécurité alimentaire (Grandchamp Florentino 2012). De nombreux défenseurs de l'agriculture en ville justifient le maintien de l'activité par le rôle qu'elle a à jouer dans la construction d'une ville durable (Fleury et Moustier 1999). L'intégration de l'activité à ce concept soulève un certain nombre de doutes, notamment en ce qui concerne la circulation des modèles des Nordes vers les Suds. Le développement durable fait en effet figure de nouveau modèle de développement, masquant l'impossibilité d'un développement égal dans l'espace. Aussi, est-il important de garder à l'esprit que l'intérêt pour les mouvements environnementaux et écologiques s'inscrit dans un phénomène de mode, donnant lieu à des fortes pressions en termes de demande sociale sur l'action politique, notamment au niveau local (Metzger 1994). Ces pressions sont évidentes en milieu urbain, comme en témoigne l'émergence du « *food movement* »¹⁴² porté par des citoyens issus de classes sociales diverses, se substituant ainsi aux institutions étatiques dans leur rôle de garant d'un approvisionnement alimentaire durable.

Ces considérations sont peu à peu prises en compte dans les plans d'aménagement de Lima : de réserves foncières lointaines vouées à devenir urbaines, les terrains agricoles sont devenus des espaces à protéger et à valoriser, voire à recréer au sein de milieu urbain (le projet « *Mi Huerta* » illustre cette tendance à inventer des espaces ruraux dans des territoires urbains densément peuplés).

Les résonances auprès des habitants de Lima ne sont pas évidentes pour autant. Tout d'abord, une perception particulière de l'espace ouvert à Lima entrave ces expériences : les habitants de Lima ne portent pas une attention accrue sur les espaces publics et les espaces verts (Vega Centeno 2006; Sabogal 2015). A Lima, le rapport à la nature d'une part, à l'espace public d'autre part, est très spécifique. La rue, et par extension l'espace public est vécu comme dangereux (Joseph et al. 2005). Ainsi, les projets mis en place peinent à trouver une audience et les agriculteurs eux-mêmes n'adhèrent pas complètement aux nouvelles fonctions qui leur sont attribuées. L'amalgame entre nature et agriculture, relevé aussi bien dans les discours que dans les représentations des urbains et des politiques, est porteur de confusion. Les producteurs liméniens notamment, se considèrent avant tout comme producteurs d'aliments, bien plus que

¹⁴² Mouvement international rassemblant les partisans associant production et consommation alimentaire à la santé des individus, de la planète et de l'économie (Alkon et Mares 2012). Ce mouvement tente de relocaliser les systèmes alimentaires, en privilégiant les cultures locales et de saison (Grauerholz et Owens 2015).

producteurs de paysage. S'ajoute à cela une histoire longue et complexe de l'aménagement urbain à Lima. Au même titre que d'autres villes d'Amérique latine, la capitale péruvienne est marquée par le libéralisme, mais aussi par l'auto-construction et la marginalité (Hardoy et Moreno 1973). Les plans d'aménagements peinent à se mettre en place, et font l'objet de fortes revendications lors des passages d'un gouvernement à un autre. Etablir une vision sur le long terme de l'aménagement de la métropole reste un défi (Wurst 2014) ; y ajouter une composante d'agriculture urbaine, alors que l'activité semble sur le déclin, n'apparaît pas comme une priorité. Les aménageurs peinent à concevoir l'activité agricole comme un élément capable d'harmoniser la construction de la ville.

1.3. Renforcement des liens sociaux : leurre ou réel bienfait de l'agriculture de proximité ?

L'approvisionnement alimentaire se décline sous des formes nouvelles, infléchies par des réflexions autour des systèmes alimentaires locaux et des relations entretenues d'une part, avec l'espace urbain et d'autre part, avec ses habitants (Chaléard 2017). On aborde l'approvisionnement davantage en ce qui concerne la recherche de produits de qualité et la de création de liens sociaux (Mount 2012). L'agriculture de proximité s'impose comme un des éléments principaux d'une « alimentation intégrée » (« Embedded food product », « embedded market » pour reprendre quelques expressions issues de la littérature anglophone), qui met l'accent sur les relations de confiance et de réciprocité entre acteurs (Hinrichs 2000). La démarche d'*empowerment* constitue également un processus central des nouvelles attentes de l'agriculture en ville puisque la prise de pouvoir et le contrôle de l'ensemble des étapes du système alimentaire à l'échelle locale sont aussi une manière de lutter contre les « géométries de pouvoir » (Slocum, Cadieux et Blumberg 2016) inégalitaires du système alimentaire mondial (Jarosz 2000; Maye et Kirwan 2010; Mount 2012).

On peut voir de réels résultats concernant la création de nouveaux espaces de sociabilité dans le cas liménien, si l'on s'attarde à des échelles très fines. De façon étonnante, la création de liens sociaux concerne des populations très variées ; alors que les conclusions autour de la fonction sociales de l'agriculture en ville se font ordinairement reflet d'une ségrégation : soit il s'agit d'une agriculture pour les élites (Reynolds et Cohen 2016), soit d'une activité pour les marginaux et populations pauvres des villes. On observe les deux phénomènes à Lima, qui parfois se croisent dans des espaces d'interface communs. C'est le cas des producteurs des

jardins communautaires des périphéries populaires qui vendent sur les marchés de producteurs *-ferias-* où s'organisent des ateliers d'agriculture urbaine pour les habitants des quartiers centraux et littoraux. Deux types d'agriculteurs de la ville se rencontrent ici, et ont pour point commun l'agriculture comme vecteur de bien-être, malgré des caractéristiques socio-économiques très hétérogènes. Cette rencontre autour d'une même activité est d'autant plus surprenante que la métropole liménienne reste très fragmentée (Joseph et al. 2005).

II. Des producteurs qui se détournent de la ville, par manque de moyens ou d'intérêts ?

Les producteurs ne disposent ni des capacités ni du soutien nécessaire pour adapter leur activité à ces nouvelles attentes.

Une approche, même partielle, des espaces agricoles liméniens suffit à comprendre les incohérences entre les attentes d'une agriculture urbaine et périurbaine dépeinte pour ses vertus, et l'activité telle qu'elle est mise en œuvre à Lima. Commerciale, intensive, tournée vers des réseaux nationaux voire internationaux, elle devrait connaître des transformations majeures pour correspondre à une nouvelle agriculture en ville, parfois fantasmée, qui répond aux attentes de qualité, d'aménagement et aux besoins de liens sociaux. Les politiques s'appliquent-elles à développer des contextes favorables à une transformation radicale de l'activité ?

Sans surprise, on peut répondre à cette interrogation par la négative. Tout d'abord parce que la métropole, ensemble complexe, est confrontée à de nombreux enjeux. La priorité n'est pas donnée aux espaces agricoles et à ses acteurs, qui ne représentent qu'une part infime de la population totale de l'agglomération. De plus, les attentes concernant l'agriculture de proximité à Lima métropole se déclinent autour de plusieurs thématiques, qui ne sont pas toujours bien hiérarchisées entre elles et clairement énoncées. Finalement, des confusions autour des organes d'administration (municipaux, métropolitains, régionaux) contribuent à ajouter de l'opacité autour de la mise en place de projets de soutien à l'activité.

On souligne donc un manque d'appuis aux producteurs. Les moyens nécessaires à l'activité dans le but de satisfaire des demandes en émergence ne sont pas mis à disposition, malgré quelques exceptions notables. Lorsqu'il y a des appuis, ils sont souvent mal orientés et peinent à coïncider avec les intérêts des producteurs. Ceux-ci se voient avant tout comme des fournisseurs d'aliments, c'est le cœur de leur métier. Ils ne se considèrent ni jardiniers de la ville, ni assistants sociaux. Les fonctions d'aménagement et sociales, mobilisées par les

politiques, ne rencontrent pas ou peu d'écho de la part des producteurs. Ainsi, la mise en place d'un parc agraire a été évoquée un temps dans les municipalités de Lurín et Pachacamac, sans attirer l'attention des producteurs. Il en va de même pour les circuits agro-touristiques qui sont loin de faire l'unanimité auprès des agriculteurs et éleveurs. Cependant, certaines politiques s'appliquent à correspondre au mieux aux besoins des producteurs, sans que cela ne garantisse leur succès. A titre d'exemple, on peut citer l'initiative avortée de l'agence agraire de Lurín qui, ayant déterminé des attentes fortes autour de l'accès aux informations concernant les prix de vente et d'achat des produits maraîchers, a mis en place un centre de diffusion de l'information. Ce centre, malgré l'intérêt des producteurs (les enquêtes soulignaient régulièrement des manques à ce niveau) n'a pas perduré. Cela pose la question de la confiance des producteurs dans les institutions publiques, et leur inclination très limitée à se rendre dans les centres d'appui à l'agriculture.

Le terme d'« agriculture urbaine » n'est pas une expression neutre, elle est la plupart du temps connotée positivement et on attend que cette seule activité réponde à un ensemble de maux plus ou moins prégnants en ville. Ces représentations peuvent être un fardeau pour les exploitations locales. Peut-on demander aux producteurs liméniens de s'adapter à ces injonctions alors qu'ils poursuivent avant tout des objectifs de maintien dans un contexte marqué par les insécurités ? En effet, l'avancée de la ville est surtout synonyme de contraintes pour les exploitants de Lima. Les stratégies mises en avant dans la 2^{ème} partie reflètent soit une volonté de dégager des bénéfices immédiats soit une attente vis-à-vis d'une fin inexorable de l'activité agricole. Autrement dit, les producteurs s'intéressent peu aux nouvelles fonctions attribuées à l'agriculture en ville, davantage préoccupés par leur survie. Les attentes sociales sont fortes et ambitieuses autour d'une activité aux mains d'une population souvent déconnectée des réseaux de la ville.

On peut souligner également une asymétrie dans la prise en compte des demandes elles-mêmes. Si l'on revient par exemple sur les aspects culinaires des demandes citadines, c'est avant tout la haute gastronomie, ou la restauration des classes moyennes qui est mise en avant dans les discours des projets. On a conscience de l'intérêt de récupérer et de s'inscrire dans le « boom de la gastronomie péruvienne », pour cependant, répondre à la demande d'une population favorisée et donc restreinte.

Rapprocher producteur et cuisiniers, dans une démarche de qualité, a été placé au cœur d'une campagne nationale : on valorise des aliments produits localement pour une restauration raffinée. Parallèlement, l'idée de rapprocher producteurs locaux et une restauration populaire n'a pas émergé bien que cette association soit potentiellement rentable et bénéfique. On peut, pour illustrer notre propos revenir sur le cas de Santiago Orosio (Encadré 2) qui a pu s'étendre de manière considérable en démarchant dans un premier temps les enseignes de restauration rapide de Carabayllo, district au nord de la métropole. Les opportunités sont nombreuses, la restauration étant en effet un secteur particulièrement dynamique dans le contexte liménien comme cela a été démontré dans la première partie de ce travail.

III. Des rapports de pouvoir aboutissant à des relations inégalitaires

Les différentes attentes portées sur l'agriculture urbaine sont contradictoires et peuvent aboutir à des ambivalences et exclure certains acteurs de la nouvelle dynamique en cours.

Des rapports de pouvoir et de domination ponctuent les relations des acteurs au cœur de ce travail, sur plusieurs niveaux. Les recompositions d'espaces et les « formes nouvelles de passage de la ville à la campagne sont vues en termes de continuités mais aussi de ruptures » (Chaléard 2017). Les territoires métropolitains dynamiques s'opposent aux marges, plus ou moins délaissées. On retrouve à l'intérieur des premiers des espaces inégalement fonctionnels et socialement ségrégués (*Ibid.*).

III.1. Une appropriation inégale des demandes à l'origine d'une agriculture duale

La première hypothèse posée dans l'introduction est vérifiée, avec des nuances importantes qu'il est nécessaire de souligner. On assiste en effet à une revalorisation de l'activité agricole, avec un appui aux initiatives d'agriculture en ville. Mais la valorisation de l'activité se concentre sur un type d'activité bien spécifique, alors que nous avons démontré tout au long de cette thèse, la diversité des profils des exploitants liméniens. Seules sont soutenues les activités intra-urbaines, ou celles qui répondent à des objectifs précis, s'insérant dans des discours de durabilité. Ainsi, l'agriculture biologique dans les périphéries trouve des soutiens, et des programmes se créent pour convertir les producteurs. En parallèle, les producteurs conventionnels, dirigés vers une production intensive, ne retiennent pas l'attention des autorités.

Il apparaît dès lors une séparation forte entre une agriculture que l'on cherche à maintenir, voire à introduire en ville ; et une agriculture que l'on délaisse.

Contrairement à l'activité des vallées, l'agriculture intra-urbaine rencontre des soutiens de la part de protagonistes variés : citoyens, entreprises privées et publiques, universités, administrations politiques des districts, entre autres. Sous des modalités diverses, un intérêt nouveau pour une agriculture de proximité se fait sentir à Lima, s'accompagnant de rhétoriques que l'on trouve le plus souvent associées à des villes des Nords. La production alimentaire n'est pas évoquée en tant qu'activité de crise, il s'agit au contraire pour les producteurs et les promoteurs de l'activité de conscientiser les consommateurs sur l'origine des produits alimentaires. L'aspect économique entre en compte, mais n'est pas au centre du débat, et laisse place à d'autres préoccupations telles que la qualité sanitaire, le bien-être des producteurs, l'aspect paysager du quartier (Siura et Soto 2008).

Mais au-delà des apparences et des discours, l'appui apporté à l'agriculture intra-urbaine peut apparaître exagéré ou du moins surévalué. Il y a plus de communication concernant les soutiens et intérêts de la ville pour une agriculture urbaine que de réelles actions. De surcroît, certaines initiatives, bien que concordant en tous points aux attentes d'une agriculture urbaine (créatrice de liens sociaux, d'espaces verts dans la ville par et pour les habitants) restent menacées au profit d'infrastructures plus classiques. Certains lieux souffrent d'un manque de protection et de visibilité. Notamment, les espaces de jardins créés dans les quartiers périphériques sont soumis à de fortes instabilités foncières. Les cas détaillés des jardins des districts de Villa El Salvador ou Villa Maria del Triunfo illustrent cette fragilité.

Nous sommes donc en présence à Lima de deux agricultures qui se distinguent et qui se confrontent presque : une agriculture des périphéries délaissée et une agriculture intra-urbaine qui rencontre des soutiens. Il s'agit bien de deux formes d'agriculture distinctes, avec des logiques parfois opposées, renforçant les dichotomies qui structurent souvent la pensée de l'agriculture urbaine : d'autoconsommation / commerciale ; écologique / conventionnelle ; de loisir / professionnelle (Grandchamp Florentino 2012).

III.2. Des variations au sein des groupes gagnants et perdants

Des ensembles hétérogènes se dessinent au sein de ces catégories définies précédemment. Ainsi, nous avons mis en évidence dans la dernière partie de ce travail les ambiguïtés persistantes de certains bouleversements induits par une intégration des demandes urbaines, malgré des intentions louables à l'origine.

C'est le cas par exemple des projets de circuits courts. La littérature anglophone a déjà mis en exergue les limites des systèmes alimentaires locaux, reposant sur la création de liens entre producteurs et consommateurs, en soulignant que le rapports de causalité entre marchés directs et une plus grande justice alimentaire n'avaient pas été prouvés (Allen 2010).

On a ainsi observé l'émergence d'acteurs gagnants. Les producteurs inscrits dans des réseaux de producteurs profitent d'un accès facilité à l'information, aux financements – bien que peu nombreux-, et à une visibilité à l'échelle de la métropole. On ne voit qu'un type d'agriculture, celle qui rentre dans les cases des projets véhiculant les normes internationalement reconnues de l'agriculture urbaine. Les autres n'ont rien : ni visibilité, ni appui. Dans le cadre même de cette recherche, il s'agit des acteurs les moins représentés alors qu'ils sont les plus nombreux si l'on se fie aux recensements agraires les plus récents. Dans ce travail, à l'instar de la plupart des études de cas concernant l'agriculture urbaine et périurbaine, l'exploitant agricole en tant que figure économique manque aux analyses. Une figure également peu représentée, peut-être de façon surprenante, est celle des agriculteurs/entrepreneurs. Ce sont des acteurs qui réussissent bien, se développent et s'étendent, mais dont on ne parle pas.

Les recherches insistent sur d'autres limites concernant les systèmes alimentaires locaux, en évoquant notamment le risque de récupération des valeurs ajoutées des productions locales par les marchés plus classiques, alors que les circuits courts se sont développés en réaction aux défaillances du marché. Le local n'est pas une finalité en soit ; Delind souligne ainsi que si l'on ne crée pas de « la loyauté », non pas à un produit, mais à des relations intégrées sur plusieurs niveaux, le local n'a aucun pouvoir et est voué à être reconfiguré par la rationalité du marché en un produit consommable, échangeable et interchangeable (Delind 2006).

A Lima, on observe ce glissement par l'insertion des supermarchés dans les territoires périurbains dans le but de commercialiser des légumes maraîchers produits localement. Pour les producteurs, l'accord peut être avantageux, s'ils parviennent toutefois à remplir des

conditions d'accès strictes. Pour les consommateurs, il y a perte de la relation humaine, et les fonctions sociales de la localisation s'effacent.

Pour une meilleure compréhension des possibilités de l'agriculture urbaine à répondre à des enjeux globaux

Cette analyse fine à l'échelle d'une métropole permet de mettre en perspective l'ensemble des acteurs touchant à l'activité agricole et ainsi d'appréhender des enjeux de natures diverses : les questions foncières, les mutations économiques des filières agricoles périurbaines en lien avec les changements de société, les transformations des périphéries du fait de contacts accrus entre urbains et ruraux, les échanges entre villes et campagnes, la validité de certains modèles imputables aux Nords et/ou aux Suds.

Cette mise en relation des acteurs entre eux, en les situant au sein de leur territoire, permet de mettre en lumière des relations de pouvoir, les effets inattendus de politiques que l'on pensait bénéfiques, et ainsi de dépasser une vision candide de l'activité agricole en ville. Le local n'est pas la réponse à tout, et l'agriculture urbaine n'est pas une solution miracle du développement durable, permettant d'apporter des solutions locales à des enjeux globaux. Les tentatives sont fortes d'utiliser des concepts et méthodes ayant fait leurs preuves dans d'autres contextes pour légitimer des nouvelles politiques en faveur de l'agriculture urbaine, en oubliant de s'inspirer de l'histoire et des particularités des pratiques propres à chaque métropole.

Il reste difficile de faire correspondre l'agriculture de Lima, ou de toutes autres agglomérations, à un modèle type de ville, qu'il s'agisse d'un modèle de ville des Suds, ou de ville latino-américaine. Des tendances partagées peuvent se dégager (usages intensifs en périphérie, modes de gestion définissant l'espace comme rural, une valorisation marchande du foncier en fonction de son rôle de réserve urbanisable), mais les formes restent extrêmement variées et des spécificités apparaissent, aussi bien en ce qui concerne les spécialisations, que les rôles des espaces ouverts en tant qu'espaces productifs ou récréatifs. Les modalités d'adaptation des espaces agricoles à la ville et leurs conséquences, les explications du maintien de l'activité agricole (et/ou de la création de nouvelles formes d'agriculture) sont multiples et dépendantes des caractéristiques de chaque métropoles (Chaléard (ed.) 2014). Ainsi, des évolutions divergentes apparaissent au gré des analyses historiques et des formes d'organisations socio-politiques, enracinées dans les politiques nationales (Tallet et Monin 2014).

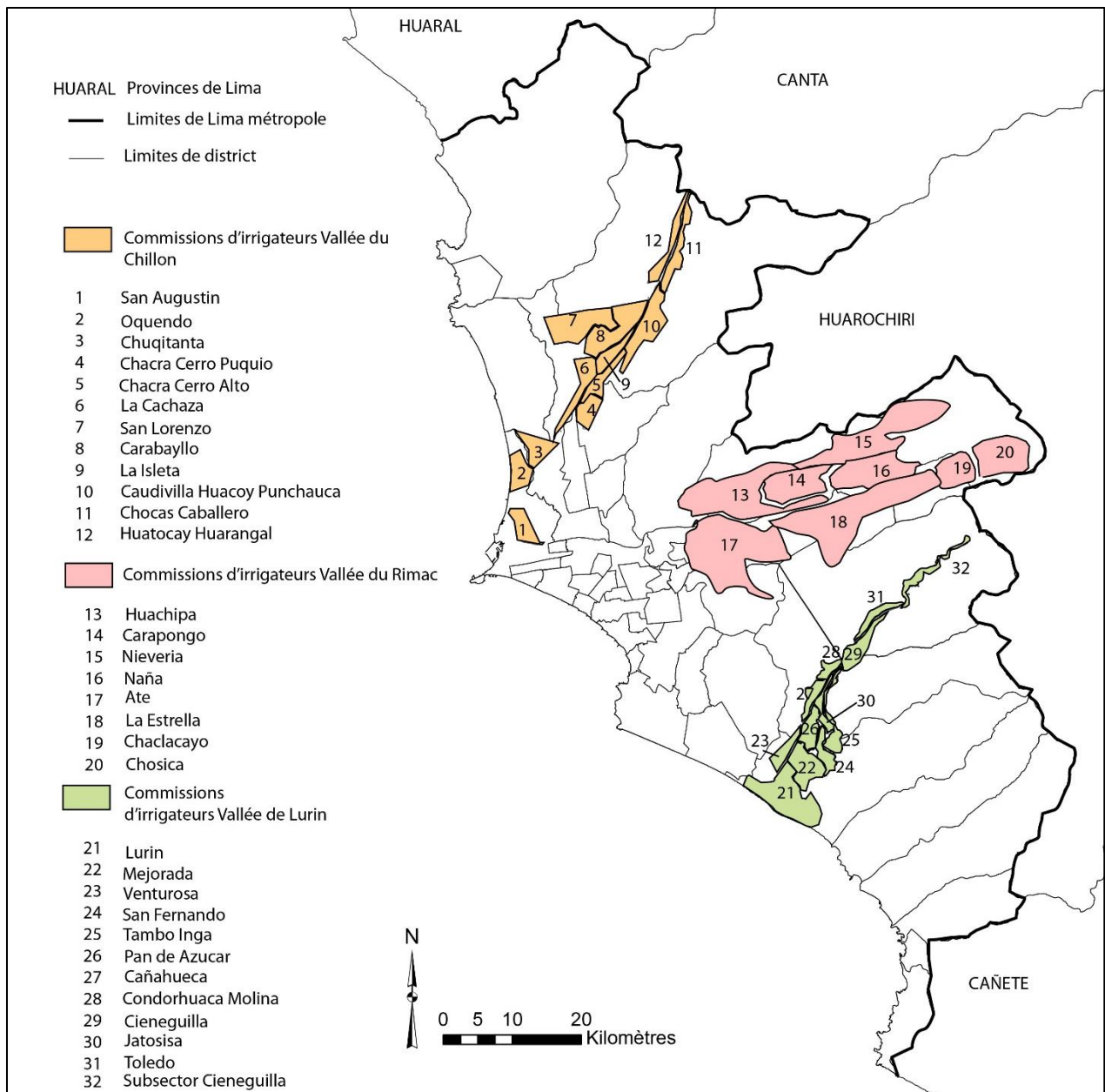
A Lima, les attentes formulées par les politiques manquent cruellement de vision en ce qui concerne les acteurs de l'activité et leurs pratiques. L'enjeu est délicat face à la nécessité de trouver un équilibre complexe entre les stratégies des différents acteurs : ruraux, anciens ruraux, néoruraux, lotisseurs, autorités. Il semble dans le cas de notre étude que les producteurs conventionnels tendent à être évincés au profit de nouvelles pratiques –pensées par les urbains–, plus respectueuses de l'environnement, favorisant les liens sociaux.

L'idée n'est pas pour autant de rejeter en bloc cette activité mais d'apporter un regard critique sur les transferts de modèle d'une ville à une autre. Il ne s'agit pas d'arrêter de s'inspirer des expériences réalisées dans d'autres villes. La focale sur les réalités locales doit être au centre des questionnements des gouvernements, au risque d'être confrontés à des blocages et d'avoir à trouver des solutions innovantes.

Ce travail invite à proposer de nouveaux axes de réflexion, que l'on peut distinguer en deux catégories.

A l'échelle de Lima et de ses campagnes, tout porte à croire que les bouleversements et mutations qui ont lieu au sein de la métropole vont probablement s'accroître, décalant toujours plus loin la frontière entre ville et campagne. Va-t-on observer des phénomènes similaires (et tout aussi complexes) allant finalement dans le sens d'un affaiblissement de l'activité ? Ou les vallées, mieux organisées entre elles, vont présenter des mécanismes de défense plus efficaces ? En parallèle, nous avons tenté d'inscrire ce travail dans une approche de justice des systèmes productifs locaux (incluant les aspects productifs et de distribution, l'accès aux marchés, dans une moindre mesure l'accès au foncier). L'échelle de la ville est-elle pertinente pour répondre à des questionnements autour des apports de l'agriculture de proximité pour la mise en place d'une plus grande équité et ce, à toutes les étapes du système alimentaire ?

ANNEXE 1 : Organisation des commissions d'irrigateurs sur le territoire liménien



Source : Geoservidor, 2014, Junta de Usuarios del Chillón, relevés de terrain.

Réalisation: H.Leloup, 2018.

**ANNEXE 2: Récapitulatif de la répartition des producteurs
liméniens sur différents échelons administratifs**

Les tableaux présentés ci-dessous sont issus d'un rapport fourni par l'autorité agraire du Programme de gouvernement régional de Lima métropole (PGRLM), croisant les données des Junta de Usuarios et des agences agraires locales.

(1) Vallée de Lurín (2012)

JUNTA DE USUARIOS	DISTRITO	COMISION DE REGANTES	N° DE USUARIOS	AREA TOTAL HA	AREA BAJO RIEGO	
VALLE LURÍN	CIENEGUILLA	CIENEGUILLA	94	320.59	320.59	
		SUB SECTOR CIENEGUILLA	231	258.74	226.54	
	LURÍN	LURÍN-SUCHE-MAMACONA	384	977.48	885.77	
		VENTUROSA	101	298.74	247.07	
	PACHACAMAC	MEJORADA	263	539.74	501.92	
		PAN DE AZUCAR	253	384.63	348.72	
		SAN FERNANDO	235	340.39	279.93	
		JATOSISA-SOTELO	138	344.45	311.10	
		TAMBO INGA	97	240.69	213.67	
		CAÑA HUECA	101	450.15	208.75	
		CONDOR HUACA-MOLINO	61	215.35	209.53	
		TOLEDO	327	198.90	189.87	
	TOTAL:			2,285	4,570	3,946

(1) Vallée du Chillón

JUNTA DE USUARIOS	DISTRICT	COMMISSION D'IRRIGATEURS	N°USAGERS	AIRE TOTALE (HA)	AIRE IRRIGUEE (HA)
VALLE CHILLÓN	Carabaylo	Chocas Caballero	199		
		Huatochay – Huarangal	89		
		Carabaylo	195		
		La Isleta	157		
		Caudivilla	332		
		San Lorenzo	200		
	Puente Piedra	La Cachaza	229		
		Chacra Cerro Alto	204		
	Comas	Chacra Cerro Puquio	139		
	San Martin de Porres	Chiquitanta	74		
		San Augustin			
	Callao	Oquendo	34		
				1852	

(2) Vallée du Rímac

JUNTA DE USUARIOS	DISTRICT	COMMISSION D'IRRIGATEURS	N° USAGERS	AIRE TOTALE (HA)	AIRE IRRIGUEE (HA)	
VALLE RÍMAC	Lurigancho – Chosica	Huachipa	95	92.45	67	
		Carapongo	363	248.77	184.39	
		Nieveria	168	260.65	235.68	
		Chosica	113	245.76	170.83	
		Naña	135	323.74	318.89	
	Chaclacayo	Chaclacayo	86	112.85	42.54	
		La Estrella	90	148.58	131.58	
	Ate	Ate	93	596.39	524.92	
	La Molina					
		TOTAL		1143	2021	1676

ANNEXE 3 : Récapitulatif des entretiens menés auprès des producteurs

Nom Prénom	Date	Lieu de l'enquête	Lieu(x) de l'exploitation	Tenure de la terre	Type d'exploitation	Type d'entretien
Walter Ulloa	29/03/2012	Santa Rosa de Quives	Santa Rosa de Quives	Locataire	Conventionnelle (+ exportation)	EC + EL
Quispe Colinero	26/02/2012	Caballero	Caballero	Locataire	Conventionnelle	EC
Jose Luis Sallazar	05/03/2012	Huatocay	Huatocay	Mixte	Conventionnelle	EC
Nicanor Aliego	25/02/2012	Caballero	Caballero	Travailleur agricole	Conventionnelle	EC
Jose Quinto	25/02/2012	Caballero	Caballero et Huarangal	Mixte	Conventionnelle	EC + EL
Luis Cuadro Sanchez	25/02/2012	Carabayllo	Carabayllo	Mixte	Conventionnelle	EC
Mauro Sulca Parreja	03/03/2012	Punchauca	Punchauca	Propriétaire	Conventionnelle	EC + EL
Julia Moses	26/02/2012	Huatocay	Huatocay	Propriétaire	Conventionnelle	EC
Jorge	05/03/2012	Chocas Caballero	Chocas Caballero	Propriétaire	Conventionnelle	EC
Jesus Mendoza	06/02/2012	Chacra Cerro Alto	Chacra Cerro Alto	Propriétaire	Conventionnelle	EC
Andres Garcia	07/02/2012	Chacra Cerro Alto	Chacra Cerro Alto	Propriétaire	Conventionnelle	EC
Evaristo Navajo	08/02/2012	Chacra Cerro Alto	Chacra Cerro Alto	Propriétaire	Conventionnelle	EC et EL
Gregoria Balthazar	11/02/2012	Punchauca	Punchauca	Propriétaire	Conventionnelle	EC
Dicaderro Quispe	11/02/2012	Punchauca	Punchauca	Propriétaire	Conventionnelle	EC et EL
Domitilia Albino	10/03/2012	Chocas Caballero	Chocas Caballero et Huacho	Locataire	Conventionnelle	EC
Esteban Gamboa	05/03/2012	Chocas Caballero	Chocas Caballero	Propriétaire	Conventionnelle	EC et EL

Alfredo Mizama	25/02/2012	Carabayllo	Carabayllo	Propriétaire	Conventionnelle	EC
Amanda	27/09/2013	Jatosisa	Jatosisa	Propriétaire	Autoconsommation	EC
Cypriano Surca	12/10/2013	Nieveria	Nieveria	Propriétaire	Gazon	EC et EL
Edgar Villanuesa	20/09/2013	Chocas Caballero	Chocas Caballero	Propriétaire	Elevage chèvres	EC et EL
Anonyme	01/10/2013	Huacoy	Huacoy	Propriétaire	Conventionnelle	EC
Gerald et Barbara Freidrich		Cieneguilla	Cieneguilla	Propriétaire	Autoconsommation	EC et EL
Carmen Felipe		San Fernando	San Fernando	Propriétaire	Biologique	EC et EL
Johny Espiritu		Jacamarca	Jacamarca	Locataire	Elevage cochon	EC et EL
Gerardo Santos	20/09/2013	Chocas Caballero	Chocas Caballero	Mixte	Elevage chèvres	EC
Maribel Delgadillo	20/09/2013	Chocas Caballero	Chocas Caballero	Mixte	Elevage chèvres	EC
Marina	29/09/2013	Villa Maria del Triumfo	Villa Maria del Triumfo	Autre	Jardins partagés	EC et EL
Femme VMT 1	29/09/2013	Villa Maria del Triumfo	Villa Maria del Triumfo	Autre	Jardins partagés	EC
Femme VMT 2	30/09/2013	Villa Maria del Triumfo	Villa Maria del Triumfo	Autre	Jardins partagés	EC
Alicia Fernandez	10/12/2013	San Fernando	San Fernando	Propriétaire	Conventionnelle et transformation	EC et EL
Melecio Campos	20/09/2013	Huatocay	Huatocay	Mixte	Elevage chèvres	EC
Oscar Laos	12/09/2013	Nieveria	Nieveria	Propriétaire	Gazon	EC et EL
Percy Poker	27/09/2013	Condor Huaca	Condor Huaca	Locataire	Conventionnelle	EC
Romario Vargas	20/11/2013	Carapongo	Carapongo	Locataire	Conventionnelle	EC
Victor Cuba	25/09/2013	Carapongo	Carapongo	Propriétaire	Biologique	EC et EL
Homme VES 1		Villa El Salvador	Villa El Salvador	Autre	Jardins partagés	EC
Homme VES 2		Villa El Salvador	Villa El Salvador	Autre	Jardins partagés	EC

Femme VES 1		Villa El Salvador	Villa El Salvador	Autre	Jardins partagés	EC
Manuel	05/11/2013	Pachacamac	Pachacamac	Autre	Restaurateur	EC
Anonyme	11/10/2014	Ate	Ate	propriétaire	conventionnelle	EC
Alfonso Roda	19/09/2014	San fernando	San Fernando	mixte	biologique	EC et EL
Antonia Tarasoni	27/10/2014	Quebrada Verde	Quebradaa Verde	propriétaire	biologique + élevage cochon d'Inde	EC et EL
Rosa Tarasoni	27/10/2014	Quebrada Verde	Quebradaa Verde	propriétaire	biologique	EC
Devis Tayper	29/07/2014	Lurín	Tambo Inga	locataire	floriculture	EC
Ernestina de la Cruz	14/11/2014	Ate	Ate	locataire	conventionnelle	EC et EL
Gregoria Gutierrez	27/07/2014	CondorHuaca	CondorHuaca	locataire	conventionnelle	EC
Hugo	29/07/2014	Lurín	Pan de Azucar	mixte	floriculture	EC
Anonyme		San Juan de Lurigancho	San Juan de Lurigancho	sans terre	hydroponie	EC
Anonyme		Miraflores	Miraflores	sans terre	hydroponie	EC
Jesus Saxsara	22/11/2014	Toledo	Toledo	mixte	conventionnelle	EC
Justo Valencia	22/11/2014	Sub sector cieneguilla	Sub sector cieneguilla	travailleur agricole	floriculture	EC et EL
Luz Acosta	02/11/2014	Centre de Lima	Comas	autre	jardins partagés	EC et EL
Femme Comas 1	05/11/2014	Comas	Comas	autre	jardins partagés	EC
Homme Comas 1	05/11/2014	Comas	Comas	autre	jardins partagés	EC
Mati Huampani	03/10/2014	Chaclacayo	Chaclacayo	propriétaire	biologique	EC et EL
Nancy	29/07/2014	Lurín	Jatosisa	locataire	floriculture	EC
Raymundo Jaulis	04/09/2014	Carapongo	Carapongo	propriétaire	biologique et conventionnelle	EC et EL

Wiliam Malpartida	25/07/2014	Toledo	Toledo	Mixte	conventionnelle	EC
Jose Francisco Piñin	27/11/2014	Lurín	Lurín	association	elevage bovin	EC
Jorge Gonzalez Espinosa	27/11/2014	Lurín	Lurín	association	elevage bovin	EC
Anonyme	19/12/2014	Comas	Comas	travailleur agricole	conventionnelle	EC
femme Huaycan 1	30/01/2016	Huaycan	Huyacan	autre	jardin partagé	EC
femme Huaycan 2	30/01/2016	Huaycan	Huaycan	propriétaire	parcelle individuelle	EC
femme Huaycan 3	30/01/2016	Huaycan	Huaycan	autre	parcelle individuelle	EC
Fabian	27/01/2016	Casahuacra	Casahuacra	Employé municipal	Floriculture	EC et EL
Santiago orrosio	01/02/2016	Sayan Huaral	Sayan	locataire	conventionnelle et exportation	EC et EL
Anonyme	07/02/2016	Chilca	Chilca	travailleur agricole	conventionnelle et exportation	EC
Snr Colsa	20/02/2016	Jatosisa	Jatosisa	travailleur agricole		EC
Narciso Lurbina	03/02/2016	Mala	Mala	propriétaire	conventionnelle	EC

Avec EC= entretiens courts et EL = entretiens longs

ANNEXE 4 : Récapitulatif des entretiens menés auprès des institutions

Nom Prénom	Date	Organisation	Echelle de pouvoir
Alsides Malpartida	22/02/2012	Inveragro	Locale
Rafael Perez	22/02/2012	Agricola Yosselin	Locale
Gabriel Flores	22/02/2012	Agricola Lugo	Locale
Cesar		Agrovivero	Bassin versant Chillón
Luis Huampaya		Agrovivero	Bassin versant Chillón
Christian Sanchez		Junta de Usuarios Chillón	Bassin versant Chillón
Lorena		Agence Agraire Chillón	Bassin versant Chillón
XX		SENASA	
Luisa Mendez		COVIDA	BV Chillón
Isabel Hurtado		Alternativa	BV Chillón
Jorge Delgado	11/11/2013	ALA	Bassins versants Chillón-Rímac-Lurín
Marina		El Huerto, La Molina	District
Flores	05/11/2013	IPES	Nationale
Leyla Berrocal	16/12/2013	Municipalité de Lurín	District
Mario Sanchez	22/11/2013	Grupo GEA, ONG	Vallée Lurín
Alejandra Farfan	21/10/2013	Réseau RAE	Nationale
Luis Ravelo	21/10/2013	IDMA	Nationale
Saray Ciura	21/10/2013	Universidad de La Molina	Nationale
Victor Parrisa	27/09/2013	Municipalité de Pachacamac	District
Julio Leon	13/09/2013	Programme Mi Huerta Municipalité de Lima métropole	Métropole
Alex Llanda	13/09/2013	Programme Mi Huerta Municipalité de Lima métropole	Métropole

Cesar	19/09/2013	Programme Mi Huerta Municipalité de Lima métropole	Métropole
Dante Abad		Viveros Sin Fronteros, Villa El Salvador	locale
Inga XX		INIA	Nationale
Juan Chacon Leguia	27/11/2014	Agence Agraire Luron	BV Lurín
Christian Quiroz	20/11/2014	SENASA	BV Lurín
Alison Montayolo	26/11/2014	Municipalité de ate chosica	district
Edwin	16/12/2014	Municipalité de Pachacamac	district
Sixto Cerron	12/09/2014	Municipalité de Puente Piedra	district
Entreprise immob Los Portales	12/09/2014		
Entreprise immob Urbana	12/09/2014		
Entreprise Immob Menorca	12/09/2014		
Cesar Arenas		Agence Agraire Lurín	BV Lurín
Silvia Wui	02/11/2014	Bioferia Cercado	métropole
Hilary Creed	06/11/2014	CIP	métropole
Carlos Rodriguez	20/11/2014	Municipalité de Lurín	district
Herbert	30/01/2016	Caritas Chosica	district
Luis Huampaya (2)	21/01/2016	Agrogenesis	BV Chillón
Patricia Ramirez	19/02/2016	municipalité Lima métropole	métropole
Gonzalo Reategui	19/02/2016	PGRLM	régionale
Ruth Encarnacion Fratelli	02/03/2016	PGRLM	régionale
Fernando Castro	22/02/2016	MINAGRI (directeur des politiques agricoles)	nationale
José Stela	19/02/2016	PGRLM	régionale
Denis Escudero	16/02/2016	FAO	nationale
Robin Flores Sanchez	03/02/2016	JU Rímac	BV Rímac

Juan Arturo Huapaya	03/02/2016	municipalité de Mala	district
Cesar Arenas (2)	15/01/2016	Agence agraire Lurín	BV Lurín
Maria Alegre	13/01/2016	Lima como vamos	métropole

ANNEXE 5 : Exemples de grilles d'entretiens

(1) Grille d'entretien courte auprès des producteurs

ENCUESTAS RAPIDAS

Fecha y hora

Lugar de la entrevista

• Presentacion del entrevistado

Nombre del entrevistado

Desde hace cuanto tiempo trabaja en la zona?

Usted vive en la misma zona ?

No => Donde vive ?

Como se moviliza hasta la chacra ? Con que frecuencia ?

Trabajo sola/a en la chacra ? Quien le ayuda ?

• Manejo de la chacra

Donde se encuentra su terreno ?

Cual es el tamaño del terreno ?

Que tipo de produccion trabaja en el momento ?

Que tipo de produccion piense sembrar por la proxima campaña ?

Que tipo de produccion tenia antes ?

Produccion sembrada	Campaña anterior	Campaña actual	Proxima campaña
	Empezo el... Termino el...	Empieza el... Termina el...	Empieza el... Terminal el...
Cultura 1			
Cultura 2			
Cultura 3			
Cultura 4			
Cultura 5			

Cuanto tiempo por dia se dedica al trabajo de campo ?

Cuantas personas trabajan en la chacra ?

Contrata a trabajadores externos ? Por que actividad ?

Como contratan a la gente que trabaja con usted ?

Usa productos chimicos ?

A que momento de la campaña ?

Con que frecuencia ?

Usa machinas agricolas ?

- **Comercializacion**

A quien/donde vende los productos ?

Tiene/ha tenido en el pasado un puesto en el mercado mayorsita ?

Como se organisa la venta ? Con cuantos mayoristas trabaja ? Hace cuanto tiempo que conoce el mayorista ?

Quien se encarga de la cosecha ?

- **Gestion del terreno**

Es usted dueño/arrendatorio/trabajador de la parcela ?

➔ Dueño

Hace cuanto tiempo que tiene la parcela ? Como entro en posesion de la tierra ?

Ha tenido que vender una parte del terreno ? A quien ?

Tiene otros terrenos ? En que lugar ?

Arrienda un terreno complementario ? En que lugar ?

➔ Arrendatorio

Hace cuanto tiempo que trabaja este terreno ?

Arrienda otro terreno ? Cual es el tamaño total de terreno en arriendo actualmente ?

Como se organiza para encontrar un terreno ? Siempre el mismo, cambia a cada campaña agricola ?

Que tipo de relacion tiene con el dueño del terreno ?

- **Trayecto de vida**

Hace cuanto tiempo que está en la zona ?

⇒ Donde vivía antes?

⇒ Que le parece la zona a comparación con su anterior lugar de vida

⇒ Piense quedarse en la zona ?

Hace cuanto tiempo que se dedica a la actividad agropecuaria ?

⇒ Que hacia antes ?

⇒ Que le parece su situacion en comparacion con su empleo anterior ?

Que quiere cambiar en su manera de trabajar ?

(2) Grille d'entretien longue auprès des producteurs

ENTREVISTA LARGA

- **Presentación del entrevistado**

Nombre y apellido

Actividad principal

Sexo y edad más o menos

- **Manejo de la actividad**

¿Que produce? ¿Hay una variación entre el verano y el invierno?

¿Cuántas campañas hace en un año?

¿Cuántos cultivos diferentes en un año legal se siembra?

¿Desde hace cuánto tiempo hace este tipo de producto?

¿Qué cultivaba antes? ¿Porque ha cambiado?

Campaña agrícola		Cultivo 1	Cultivo 2	Cultivo 3	Cultivo 4
Campaña agrícola	Nombre del cultivo				
	Periodo de siembra				
	Periodo de cosecha				
	Area cultivada				
	Cantidad cosechada				
	Modalidad de preparación del terreno				
	Modalidad de siembra				
	Modalidad de mantenimiento				
	Modalidad de cosecha				
Costos	Preparacion				
	Siembra: semillas				
	Mano de obra				
	Otro				
	Mantenimiento				
Beneficios	Cosecha				
	Transporte				
Beneficios	Volumen cosechado				
	Precio de venta en la chacra				
	Precio de venta en los mercados				

¿Dónde se procuran las semillas?

¿Hace cuánto tiempo que utiliza semillas certificadas? ¿Que opinen sobre la calidad de las semillas?

¿Reúsan las semillas para su propia producción?

➔ Manejo convencional

¿Uso de agro químico? ¿Qué tipo? ¿Por qué cultivo? ¿Durante que temporada?

¿Dónde se lo procuran? ¿Dónde se ubican las tiendas?

¿Siempre ha utilizado este tipo de producto? ¿Desde hace cuánto tiempo usa estos productos?

¿Porque han decidido usar lo?

	Nombre del cultivo	Cultivo 1	Cultivo 2	Cultivo 3	Cultivo 4
Producto A	cantidad				
	precio				
	Frecuencia de aplicación				
Producto B	Cantidad				
	Precio				
	Frecuencia de aplicación				
Producto C	Cantidad				
	Precio				
	Frecuencia de aplicación				

➔ Manejo ecológico

¿Siendo ecológicos, que tipo de herramientas tienen para reemplazar el uso de agro químicos?

¿Hacen su propio compost? ¿Si no, donde le compra?

¿Hace cuánto tiempo que producen de maneja ecológica?

¿Tiene una certificación? ¿Desde hace cuánto tiempo?

O ¿Piense certificar la chacra?

¿Cuáles son los trámites para la certificación?

¿Como se prepara el terreno? ¿Tiene mecanización? ¿Desde hace cuánto tiempo? ¿Antes como hacia?

¿Si hay dificultades para movilizar el tractor? ¿Por donde pasa? ¿Rutas suficiente anchas?

¿Cuánto cuesta el servicio de un tractor?

¿Cuál es la situación a propósito del riego? ¿Parte de la junta? ¿Qué le parece el servicio?

¿Como se hace el riego? ¿Hay suficiente agua? ¿Por donde pasan los canales? ¿Quién les construyo? ¿Quién les mantiene? ¿Problema de competencia por el uso del agua?

¿Cuántas veces al año se va a la oficina de la junta de usuarios? ¿Con que objetivo?

¿Quien trabaja en la parcela?

➔ El mismo: cuantas horas por dia, todos los días? ¿Tiene otro trabajo?

➔ Familiar: esposo/a, hijos, todos los días? ¿Cuántas veces a la semana? ¿Cuántas horas por dia? ¿Los miembros de la familia se dedican a otra actividad?

➔ Exterior: ¿cuántos? ¿A qué momento de la campaña? ¿Como se contratan? ¿Desde hace cuánto tiempo que trabajan con ellos? ¿De dónde vienen?

• **Uso de los productos**

Vende la cosecha? En que proporción?

Consume la producción? Que productos específicamente? Que tiene que comprar para completar la dieta?

A donde vende los productos? Vienen los intermediarios? Siempre los mismos? Con cuantos trabaja? A donde venden ellos?

Quien se encarga de la cosecha?

Hace troque? Con quien? Con que tipo de productos?

• **Organización de la(s) parcela(s) y de la explotación agricola**

Que es el tamaño de la parcela?

Dueño o alquiler?

➔ Dueño: como se adquirió el terreno? En que año? Trabajaba en una hacienda? Porque ha elegido aquí

Ha vendido una parte del terreno? Que año? Porque? Que tamaño? Que hay en el terreno vendido hoy?

Si alquila una parte del terreno?

Cuantos hectáreas en producción en total?

- ➔ Alquiler: desde hace cuanto tiempo? Que es el precio? Que modalidad: por año, por campaña
Si conoce el dueño? Si siempre alquila al mismo dueño
Tiene otros terrenos que alquila? Donde?
Cuántas hectáreas en producción en total?

- **Actividad complementaria**

¿A parte de la agricultura, se dedica a otra actividad?

- ➔ Ganadería: ver encuesta ganadería
Antes hacia ganadería? Porque han parado (si es el caso)?
- ➔ Trabajador agrícola:
Donde va a trabajar? Se emplea como trabajador agrícola con frecuencia? Cuánto gana (por hora o por obra)? Cuáles son las ventajas y desventajas de trabajar como peon?
- ➔ Trabajo profesional:
Que profesión? Desde hace cuanto tiempo? Porque decidió empezar este trabajo?
Donde se ubica el lugar de trabajo? Lo hace todo el año o es temporal?
En comparación con la agricultura, le rinda bien la actividad profesional?
- ➔ Comerciante al detalle
Cuántas horas por día esta abierta la tienda?
Quien viene a comprar?
Quien se dedica a la venta?
Venden sus propios productos?
- ➔ Comerciante intermediario
Tiene un puesto en un mercado mayorista? Cual?
Como logro entrar en relación con los mayoristas?
A quien compra las cosechas? Cual es la zona de intervención?
Tiene medido de transporte? Suyo o alquilado?

- **Visión de la actividad**

Le gusta el trabajo?

Cuales son los problemas? Que cambio desea?

Cambiara de actividad para que?

Cuanto tiempo piense seguir con la actividad?

Que piense hacer luego?

- **Percepción de la zona**

¿Como le parece la zona? ¿Es un buen lugar para la agricultura? Cuáles son las ventajas?

¿Inconvenientes?

¿Cuáles son las relaciones con los vecinos de las urbanizaciones? ellos trabajan en el campo?

¿Hace 5 años, a que se parecía la zona?

¿Porque han desaparecidos los terrenos agrícolas? ¿Qué ha remplazado la agricultura?

¿Dónde viven los antiguos agricultores? ¿Qué hacen?

¿Piense quedarse en la zona? ¿Porque? Donde quieren ir? Para hacer que?

- Si agricultura:
 - Cuales son los ventajas de la zona de instalación?
 - Piensa comprar terreno o arrendar lo? Que tamaño?
 - Que tipo de producción piensen hacer?
- Si profesional
 - ¿Como se hace el cambio de uso de los terrenos?
 - Piensa vender el terreno? A quien? Idea del precio?
 - A que piensa dedicar se? Porque esta profesión?

Donde vive usted?

Cuanto tiempo demora para llegar a la parcela?

Que tipo de habitación?

Hay acceso a los servicios básicos?

- **Asociaciones y apoyo institucional**

Pertenece a una asociación de agricultores?

Cuál es la meta de la asociación? Que son las acciones concretas? Cuantos socios?

Tiene otro tipo de apoyo?

¿Esta en contacto con profesional de la actividad? Con que frecuencia? Que tipo de apoyo reciben?

Se moviliza hasta las juntas de usuarios? Con que frecuencia? Para que?

Se moviliza hasta la agencia agraria? Con que frecuencia? Para que?

Les parece suficiente el apoyo que reciben los productores de la zona?

Que necesitarían para mejorar sus condiciones de trabajo?

- **Antecedentes**

De donde viene? Cuando ha venido? Solo o con la familia?

De la ciudad o del campo? Que hacia alla?

Donde ha llegado? Hace cuanto tiempo en esta zona?

Porque ha venido a lima? Por el trabajo o la familia?

(3) Complément enquête pour élevage

ENCUESTA GANADERIA

- **Presentación del entrevistado**

Nombre y apellido

Actividad principal

Sexo y edad

- **Presentación de la actividad y manejo**

¿Qué tipo de animales cría?

¿Por qué uso? (si vacuno: carne o leche; si pollo: engorde o huevos etc.)

¿Desde hace cuánto tiempo se dedica a esta actividad?

¿Cuántos animales tiene? Siempre ha tenido ese

¿Cuántos en producción? ¿Cuántos en descanso?

¿Como renueva su manada?

Donde van los animales viejos/no productivos?

	Ganado 1	Ganado 2	Ganado 3	Ganado 4
Tamaño total				
Animales en producción				
Animales jóvenes				
Animales en descanso				

¿Cambio en el tamaño del ganado? ¿Por qué? ¿Qué es el tamaño actual? ¿Menos o más que al principio?

¿Dónde hace pastera los animales? ¿Hay un cambio en los espacios disponibles a lo largo del tiempo o siempre hace pastear la manada al mismo lugar?

¿Cuántas horas salen? ¿Si hay un circuito fijo?

¿Dónde encuentren el agua para el ganado?

¿Que toman? ¿Suficiente agua todo el año? ¿Qué calidad del agua?

¿Que come el ganado? ¿Dónde se encuentra la comida?

➔ **Rastrajero**

¿Cuáles son las modalidades con los agricultores? ¿Siempre está en contacto con el mismo productor?

¿Precio del alquiler de la parcela?

¿Le parece una buena solución para la manada? ¿Buena calidad de los alimentos?

¿Como complementan?

➔ **Alimentos balanceados**

¿Dónde se provee en ese tipo de productos?
¿Qué tipo? ¿Precio?

SI había un cambio en la dieta de los animales?

Cuanto tiempo por día/semana se dedica a la actividad?
Tiene apoyo de otras personas? Familiares o empleados?
Tiene otra actividad complementaria?
Hubo cambios en el tipo de ganado? Porque decidio hacer el cambio?

- **Percepción de la zona**

¿Como le parece la zona? ¿Es un buen lugar para la agricultura? Cuáles son las ventajas?
¿Inconvenientes?
¿Cuáles son las relaciones con los vecinos de las urbanizaciones? ellos trabajan en el campo?
¿Hace 5 años, a que se parecía la zona?
¿Porque han desaparecidos los terrenos agrícolas? ¿Qué ha remplazado la agricultura?
¿Dónde viven los antiguos agricultores? ¿Qué hacen?
¿Piense quedarse en la zona? ¿Porque? Donde quieren ir? Para hacer que?

¿Dónde vive usted?
¿Cuánto tiempo demora para llegar a la parcela?
¿Qué tipo de habitación?
Hay acceso a los servicios básicos?

- **Asociación y apoyo**

¿Trabaja solo o con asociaciones?
→ Asociacion
Nombre de la asociación, ubicación, condiciones para ingresar, tarifa de socio, número total de ganaderos
¿Cuáles son las ventajas de ser miembros?
→ Solo
¿Razones para no ingresar a una asociación?
¿Cómo curen los animales?
¿Están en contacto con los veterinarios? ¿Con que frecuencia?

(4) Complément d'enquête concernant la commercialisation

ENCUESTA ADICIONAL VENTA DIRECTA/ RESTAURACION

¿Desde hace cuánto tiempo que existe el restaurante?

¿Siempre ha utilizado los productos del huerto? ¿Cómo le vino la idea?

¿El huerto existía antes? ¿A qué se dedicaba?

¿Toda la producción del huerto esta para el abastecimiento del restaurante?

¿Lo que produce el huerto esta suficiente para el restaurante o tiene que comprar en otros lugares? ¿Dónde completan el abastecimiento (productores locales o en los mercados)?

¿Dónde venden los excedentes?

¿Existen otras iniciativas de este tipo en la zona?

¿Cómo se llaman? ¿Dónde se ubican?

¿De dónde vienen lo clientes del restaurante?

¿Cómo funciona el sistema de venta de verduras?

¿Dónde se hacen los pedidos? ¿Hacen delivery o lo clientes vienen directamente al huerto?

¿De dónde vienen los clientes?

¿Cuántas canastas producen por semana? ¿Qué tipo de productos?

¿Hace cuánto tiempo que existe este sistema de venta de canastas?

¿Trabaja con otros restaurantes de la zona?

¿Cuáles son las ventajas y los inconvenientes de ese tipo de comercialización?

¿Si todavía vende a los mercados? ¿Cuáles? ¿En qué cantidad?

(5) Enquêtes auprès des membres des jardins communautaires
ENCUESTA HUERTOS URBANOS

• **Presentación del entrevistado**

Nombre y apellido

Sexo y edad

Localización del huerto, nombre de la asociación

• **Características del huerto**

¿Cuántas personas son miembros del huerto? ¿Cuántas familias?

¿Cuántas parcelas son disponibles? ¿Tamaño de las parcelas?

¿Cómo uno se incorpora al huerto? ¿Abierto a todos? ¿Hay que pagar un derecho de entrada?

¿Hace cuánto tiempo esta miembro? ¿Si piense seguir en el futuro?

¿Desde hace cuánto tiempo existe el huerto?

¿Que había antes?

¿Cuáles fueron las modalidades de transformación? ¿Cuanto tiempo demoraron para construir el huerto? ¿Cuántas personas trabajaron en el proceso?

¿Hubo un apoyo institucional? ¿De qué tipo = financiamiento, herramienta, apoyo en las obras?

- Si apoyo

Nombre de la institución? Papel?

¿La institución sigue apoyando las actividades del huerto? ¿De qué manera?

- Sin apoyo

¿Dónde encontraron los financiamientos? ¿Fundos propios?

¿Qué tipo de terreno?

¿Qué relaciones tienen con la municipalidad del distrito?

• **Manejo de la parcela**

¿Que siembra en la parcela? ¿Que había antes? ¿Qué va a poner después?

¿Cómo riega la parcela? ¿Organización entre los miembros?

¿Uso de abono? ¿Naturales o chimecos?

¿Dónde se procura los productos?

¿Hubo formaciones sobre el uso/ la fabricación?

Compost: ¿Qué tipo? ¿Compartan entre los miembros del huerto? ¿Cómo se organizan?

¿Cómo obtengan las semillas? ¿Producción propia? ¿Compra? ¿Distribución por un organismo?

• **Uso de los productos de cultivo**

¿Que hacen de la cosecha? ¿Consumación propia? ¿Intercambio? ¿Venta?

➔ **Consumación**

¿Produce de manera suficiente para la familia?

¿Cuál es la cantidad aproximativa por semana?

¿Tiene que complementar? ¿Con que tipo de productos?

¿Sigue yendo a los mercados y/o supermercados para la compra de sus verduras?

¿Toma una atención particular a la calidad de sus verduras? ¿Hubo cambios en la manera de consumir?

➔ Venta

¿Dónde venden sus productos? ¿En la parcela? ¿En un Mercado? ¿A los vecinos directamente?

¿A qué precio venden sus productos?

¿Cuánto ganan en la semana? ¿A qué sirve la plata ganada? (alimentación de la familia)?

• Relaciones con los vecinos

¿Hay rejas al huerto? ¿Cuáles son las razones de poner rejas?

¿Han tenido problemas con los vecinos? ¿Qué tipo?

¿Hay demanda para integrar el huerto? ¿Cuáles son los requisitos?

¿Hay vecinos que vienen a visitar?

¿Hacen eventos en el huerto para los vecinos?

(6) Exemple d'une enquête auprès d'une ONG

ENCUESTA ONG - Grupo GEA

- **Papel y organización de la ONG**

¿Qué tipo de apoyo brindan a los agricultores y ganaderos de la zona?

Por ejemplo, apoyo técnico (abonos o fertilizantes, nuevas prácticas agrícolas, manejo del calendario agrícola), acceso a crédito, ayuda para la comercialización de los productos (prospección de nuevos circuitos de comercialización), apoyo para agrupar los actores de la actividad agropecuaria... otros.

- **Relaciones con los gobiernos locales**

¿Cómo se vincula el trabajo de la institución con programas de la municipalidad o del estado?

Por ejemplo, si tienen proyectos comunes con las subgerencias agrarias, la junta de usuarios, o el programa mi huerta.

¿Qué es el punto de vista de las municipalidades de Lurín/ Pachacamac sobre las acciones de Valle verde? ¿Existe un apoyo?

- **Proyecto Valle Verde**

¿Cómo se organiza el programa valle verde? ¿Cuáles son los diferentes temas?

¿Cómo se conjuga agricultura y turismo?

¿Cómo funciona el agroturismo precisamente? ¿Ha sido exitoso?

¿Quiénes son la gente que viene a hacer este tipo de turismo? ¿Vecinos cercanos que quieren conocer mejor donde viven o limeños más lejanos?

¿Cuáles han sido las reacciones de los agricultores al turismo? ¿Recepción recelosa o entusiasmo? ¿Quiénes son los agricultores que aceptaron abrir sus chacras al público?

- **Sobre los beneficiarios**

¿Con cuántos agricultores trabajan? ¿Qué porcentaje representa de los agricultores en total?

¿Con individuales o grupos?

¿Cómo se eligen los actores con quien el grupo trabajo, con base voluntariado?

¿Quiénes son los agricultores aislados?

Según el catalogo que se encuentra en la página web, existe varias pequeñas empresas que trabajan con el valle verde:

¿Quien son estas empresas?

¿Han recibido un financiamiento? ¿O solamente es una forma de comunicar sobre los productos locales?

¿Cuáles son los requisitos para poder ingresar este catálogo?

¿a quien está dirigida este catálogo? ¿A los ciudadanos de Lima? ¿A los vecinos más cercanos?

¿Qué tipo de agricultura se encuentra en este valle? ¿Productiva y comercial? ¿De subsistencia y autoconsumo? ¿De ocio?

¿Quiénes son los agricultores? ¿Antiguos trabajadores de las haciendas, que ya son propietarios de los terrenos? ¿Aquilinos? ¿Nuevos habitantes que buscan un entorno verde y que hacen agricultura para su bienestar?

- Los vínculos con la ciudad y el turismo rural

Usted trabaja en el valle desde el año 1998, ¿en estos más de 10 años, cuáles han sido los cambios más importantes?

¿Tiene una idea de las pérdidas de suelos agrícolas a lo largo del tiempo? ¿Sobre qué datos se funda?

¿Se ha notado nuevas dinámicas para la agricultura? ¿Más vinculadas con el entorno urbano? Pluri-actividad de los agricultores? ¿Nuevas estrategias?

¿De qué tipo son las relaciones entre los agricultores y los nuevos habitantes de la zona? ¿Hay conflictos? ¿De qué tipo?

¿Qué tipo de gente viene a instalarse en el valle de Lurín/Pachacamac? ¿Tienen como meta de vivir dentro de un entorno verde o solamente vienen por la oportunidad de obtener un terreno barato?

¿Hay organizaciones de agricultores/ganadores/vecinos para mantener un entorno verde? Prohibido de algunas formas de urbanizar, por ejemplo.

(7) Exemple d'enquête institutionnelle

JUNTA DE USUARIOS - Lurín

• Características de la agricultura en el valle Lurín

¿Cuál es su visión de la actividad Agrícola en Lima, y más específicamente en Lurín y Pachacamac?

¿Son los agricultores, los dueños de las tierras quienes la trabajan?

¿Qué tipo de productos viene cultivando? ¿Desde hace cuánto tiempo se hace este tipo de producto? ¿Qué impacto de la ciudad sobre el tipo de producción? (si hay una influencia de las demandas ciudadanas sobre la producción)

¿Qué se cultivaba antes en la zona?

¿Como se explica esta transformación?

¿A dónde están comercializados? ¿Qué mercado en preferencia? ¿Parte por el auto consumo?

¿El traslado del mercado mayorista ha provocado un cambio en los trámites de comercialización?

• Los agricultores que viven cerca de las tierras agrícolas

¿Cuál es el tamaño promedio de las parcelas?

¿Dónde viven los usuarios?

¿Qué tipo de vivienda poseen? ... ¿con conexión a los servicios de agua y desagüe?

¿Si tienen otros empleos para completar los ingresos?

¿Cuántas personas trabajan en las parcelas?

¿Si empleen mano de obra?

¿Dónde se procuran los insumos?

• Organización de la Junta de Usuarios

¿Qué tipo de productos agrícolas se producen en las partes alta del valle?... ¿hay competencia o complementariedad entre las partes bajas y las partes altas del valle?

¿Cuántas comisiones de regentes forman parte de la junta del Lurín?

¿Cuántos usuarios en total? ¿Por comisión?

¿Si tiene el padrón de usuarios del valle?

¿Número total de predios? ¿Igual o diferente del número de usuarios?

¿Superficie total de predios agrícolas? ¿Por comisión?

¿Cuáles son las comisiones de regentes donde la agricultura se mantiene?

¿Cuáles son las comisiones más afectadas por la desaparición de suelos agrícolas?

¿En qué forma se han visto afectadas?

¿Cuáles son las repercusiones de la reducción de los predios y de las comisiones en el uso de los canales de riego? ¿En el mantenimiento? ¿En la tarifa?

¿Cuáles son las medidas que vienen desarrollando para continuar brindando el servicio a los dueños que quedan?

El fenómeno de urbanización toma en cuenta la existencia de estos canales de riego, construyendo rutas siguiendo los canales, o al contrario, hay una destrucción de estos canales en beneficio de la urbanización?

¿Existe casos de canales que tenían que ser trasladados?

¿Hay competencia sobre el uso de los canales y sequias?

¿Cómo evolucionan estos dos factores a lo largo del tiempo?

¿Si tiene mapa de los canales? (principales y secundarios)

- ⇒ Si existe fenómeno de compra de los terrenos por otros dueños que provoca una concentración de la tierra?
- ⇒ O si al contrario se nota una superficie menor de los terrenos agrícolas, con mas o un número igual de usuarios (parcelación)

¿Cuáles son las fuentes para tener esta información?

¿Cómo es la situación del valle del Rímac en comparación con los valles del Chillón y del Lurín?

¿Cuáles son las ventajas e inconvenientes de la agricultura en este valle?

- **Agricultura y urbanización**

¿Cómo ha sido la evolución de los precios de los terrenos?

¿Dónde se ubican los terrenos con mayores precios? Y ¿En dónde los terrenos con menores? A qué se debe esta diferencia en los precios?

¿Si existe un fenómeno de compra por inmobiliarias?

¿Dónde se siente la influencia de las inmobiliarias?

¿Cuáles son los otros problemas debidos al crecimiento de la ciudad?

¿Tienes conocimiento sobre lo que hacen los agricultores una vez que venden los terrenos, sobretodo de los agricultores de la parte baja del valle?

¿Se nota una aumentación de las superficies de terrenos en partes altas?

¿Tiene una idea de las pérdidas de suelos agrícolas a lo largo del tiempo? ¿Sobre qué datos se funda?

¿Se ha notado nuevas dinámicas para la agricultura? Mas vinculadas con el entorno urbano?

¿Pluri-actividad de los agricultores? ¿Nuevas estrategias?

¿De qué tipo son las relaciones entre los agricultores y los nuevos habitantes de la zona? ¿Hay conflictos? ¿De qué tipo?

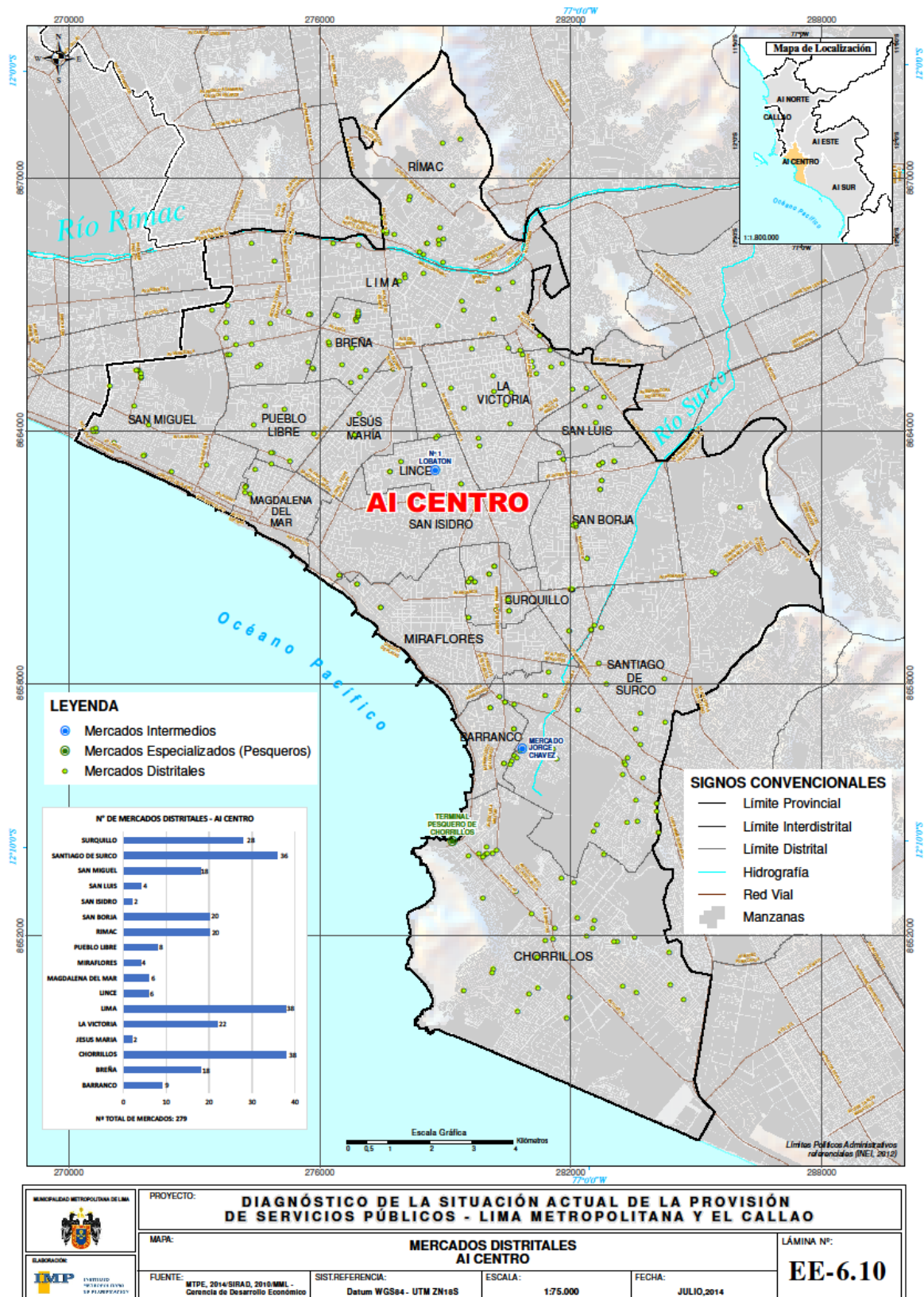
¿Qué tipo de gente viene a instalarse en el valle de Lurín/Pachacamac? ¿Tienen como meta de vivir dentro de un entorno verde o solamente vienen por la oportunidad de obtener un terreno barato?

¿Hay organizaciones de agricultores/ganadores/vecinos para mantener un entorno verde? Prohibido de algunas formas de urbanizar por ejemplo.

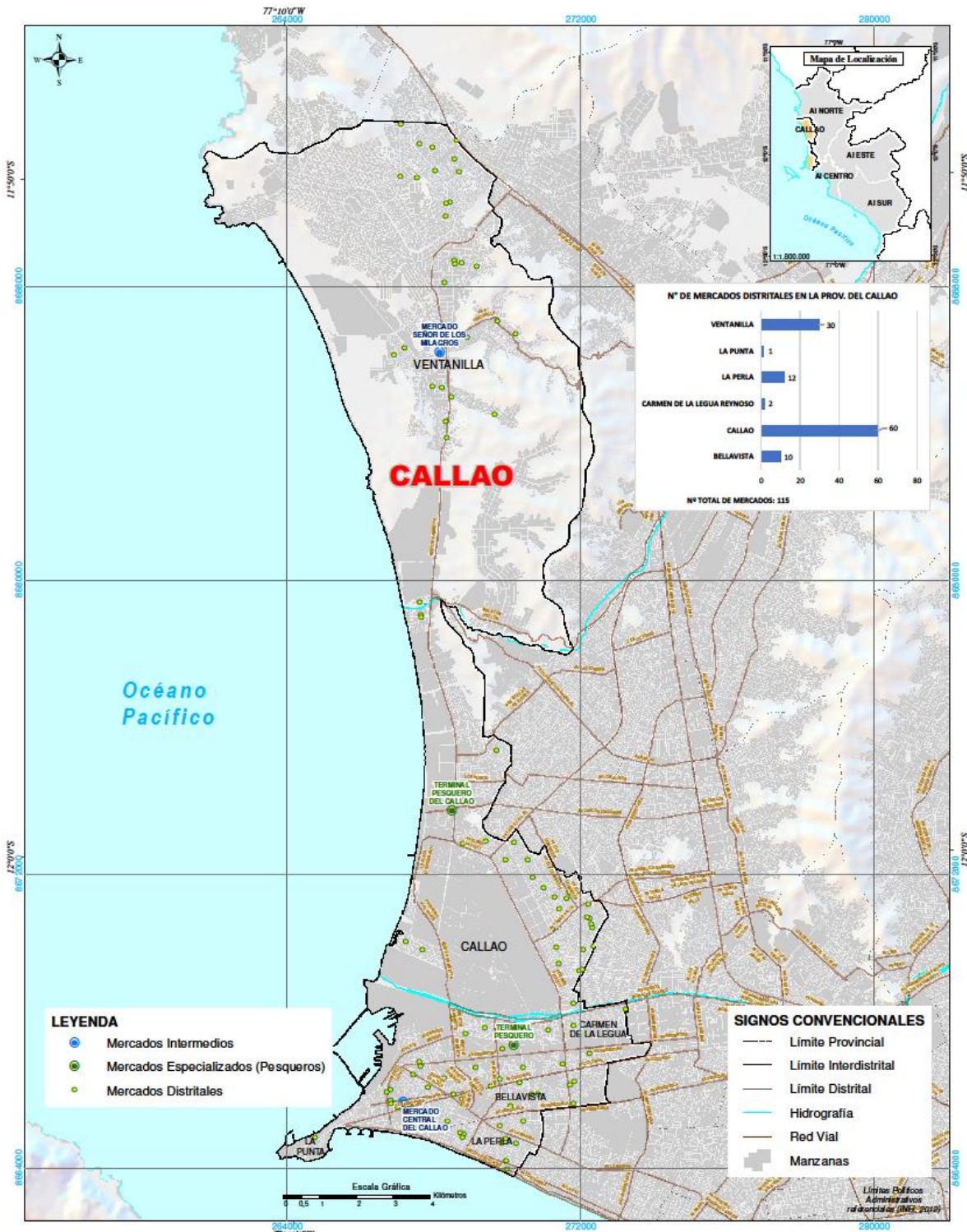
ANNEXE 6: Détail des dépenses de la population liménienne, 2013.

Types de dépenses	Lima Nord	Lima Centre	Lima Est	Lima Sud	Province Constitutionnelle du Callao	Lima métropole
Dépenses totales	694	1082	739	632	687	766,8
Dépenses alimentaires	271	335	286	263	277	286,4
Part alimentation	39,05	30,96	38,70	41,61	40,32	37,35
Loyers et combustibles	140,00	266,00	145,00	125,00	136,00	812,00
Part loyers et combustibles	20,17	24,58	19,62	19,78	19,80	105,89
Transports et communication	97	152	103	78	86	516
Part transports et communications	13,98	14,05	13,94	12,34	12,52	67,29
Divertissement et culture	62	120	72	51	56	361
Part divertissement et culture	8,93	11,09	9,74	8,07	8,15	47,08
Santé	56	90	56	50	58	310
Part Santé	8,07	8,32	7,58	7,91	8,44	40,43
Habillage	26	33	27	20	26	132
Part habillage	3,75	3,05	3,65	3,16	3,78	17,21
Autres dépenses	24	40	26	25	28	143
Part autres dépenses	3,46	3,70	3,52	3,96	4,08	18,65
Meubles et effets personnels	19	48	24	19	21	131
Part meubles et effets personnels	2,74	4,44	3,25	3,01	3,06	17,08

ANNEXE 7 : Répartition des marchés détaillants selon les aires géographiques de Lima métropole.

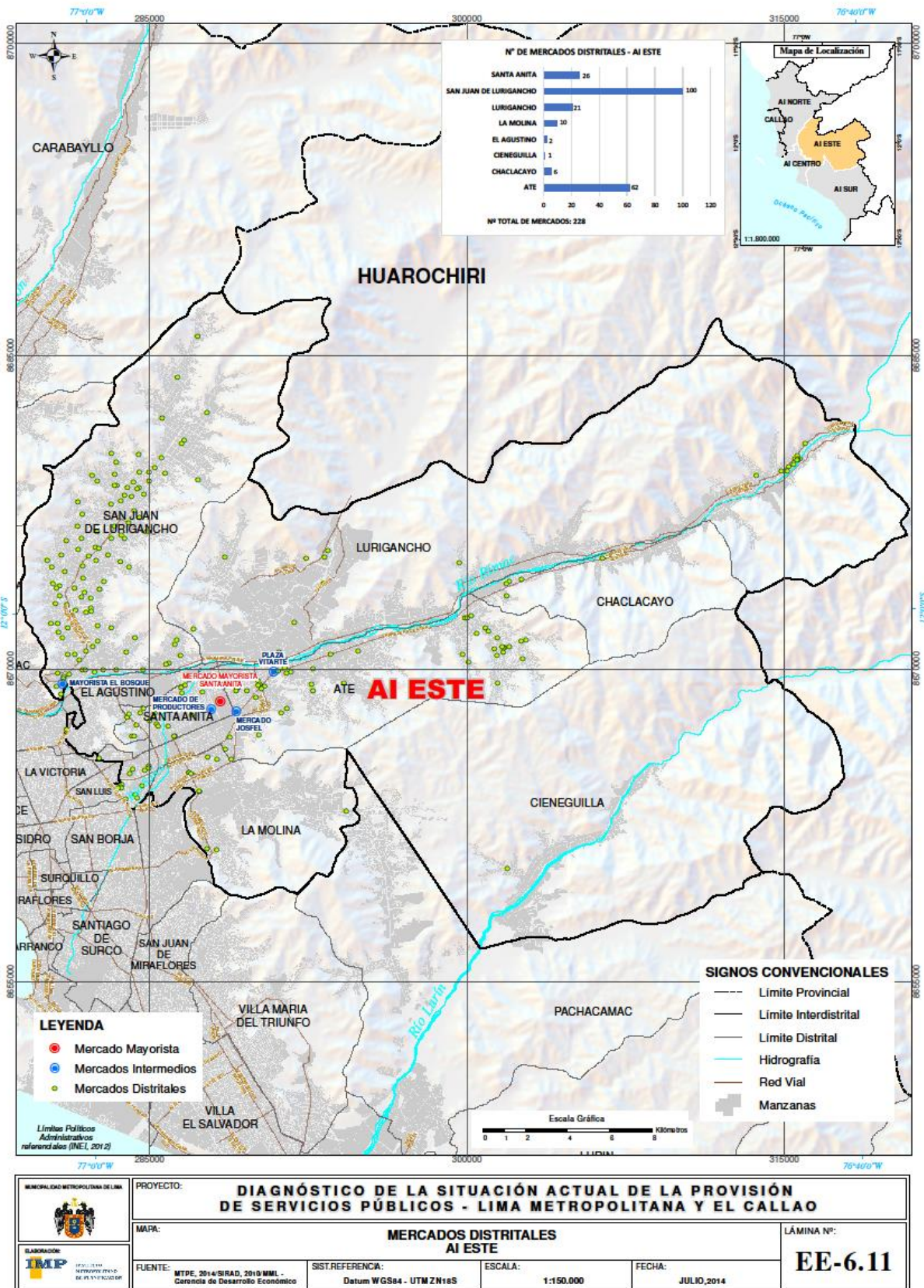


Réalisation et conception : Instituto Metropolitano de Planificacion

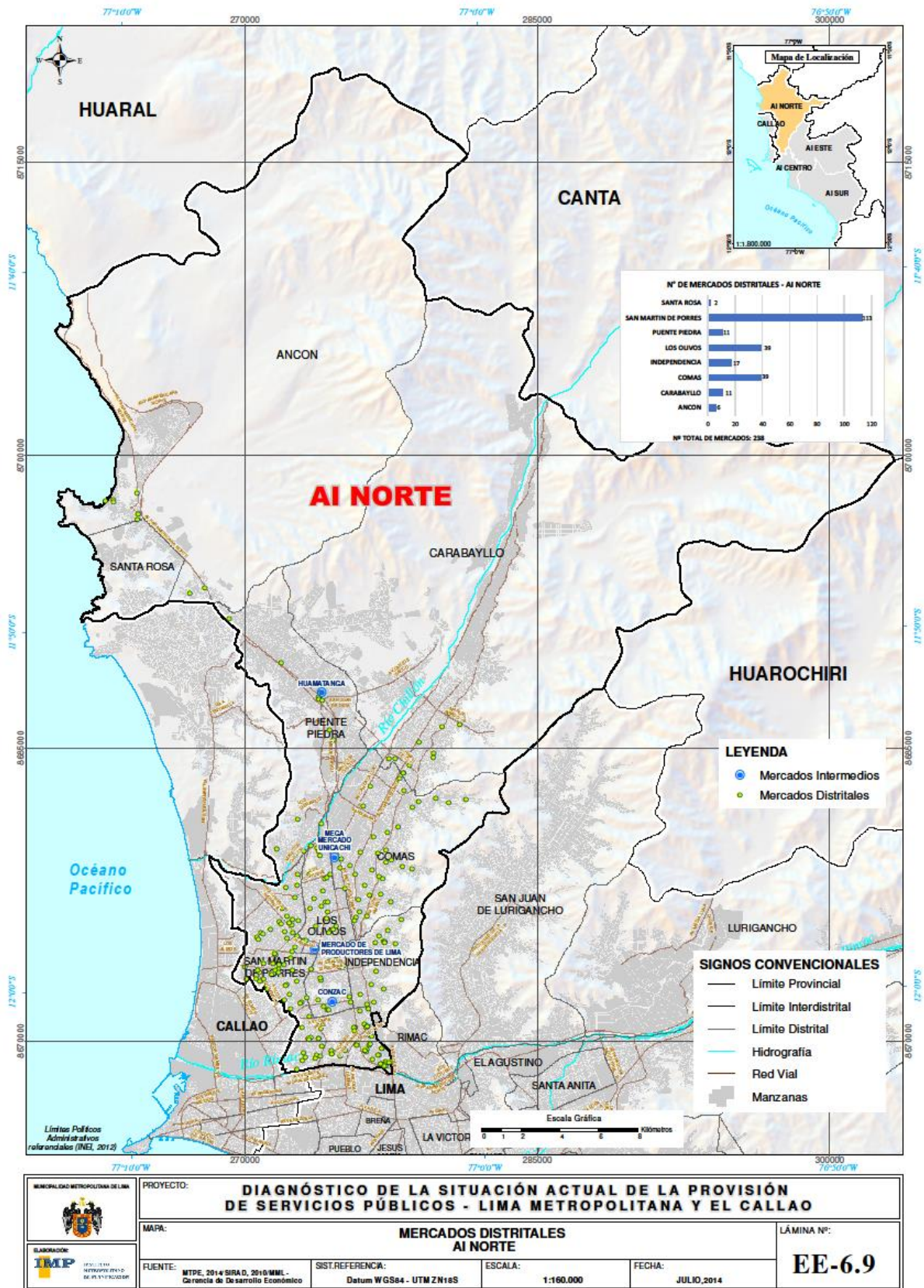


	PROYECTO: DIAGNÓSTICO DE LA SITUACIÓN ACTUAL DE LA PROVISIÓN DE SERVICIOS PÚBLICOS - LIMA METROPOLITANA Y EL CALLAO				LÁMINA N°: EE-6.13
	MAPA: MERCADOS DISTRITALES CALLAO				
LABORADOR: 	FUENTE: MTP, 2014-SIRA D, 2016/MML - Carretera de Desarrollo Económico	SIST.REFERENCIA: Datum WGS84 - UTM ZN16S	ESCALA: 1:50.000	FECHA: JULIO,2014	

Réalisation et conception : Instituto Metropolitano de Planificacion



Réalisation et conception : Instituto Metropolitano de Planificacion



Réalisation et conception : Instituto Metropolitano de Planificacion

Bibliographie

- ÁGREDA Víctor, 1999, « Posibilidades de la pequeña producción en las condiciones de mercado », *Perú: El problema agrario en debate. SEPIA VII. Lima: ITDG*, 1999, p. 19–87.
- ALAIMO Katherine, PACKNETT Elizabeth, MILES Richard A. et KRUGER Daniel J., 2008, « Fruit and Vegetable Intake among Urban Community Gardeners », *Journal of Nutrition Education and Behavior*, 2008, vol. 40, n° 2, p. 94-101.
- ALDANA Ursula, 2013, « LA DESNUTRICIÓN CRÓNICA EN LIMA METROPOLITANA », *Revista Argumentos*, mars 2013, Edicion n°1.
- ALEGRE Mariana, ALATA Patricia et OSHIGA Ana Claudia, 2018, *Encuesta Lima como vamos. VIII informe de percepcion sobre calidad de vida en Lima y Callao.*, Lima, Perú, Observatorio Lima como vamos.
- ALEGRE Mariana, YAMAMOTO Jorge, 2015 "Recuperar Lima a traves de los ciudadanos", Conferencia Lima como vamos, Biblioteca de Miraflores, 2015.
- ALKON Alison Hope et AGYEMAN Julian, 2011, *Cultivating food justice: Race, class, and sustainability*, s.l., MIT press.
- ALKON Alison Hope et MARES Teresa Marie, 2012, « Food sovereignty in US food movements: radical visions and neoliberal constraints », *Agriculture and Human Values*, 1 septembre 2012, vol. 29, n° 3, p. 347-359.
- ALLEN Patricia, 2010, « Realizing justice in local food systems », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 1 juillet 2010, vol. 3, n° 2, p. 295-308.
- AMEMIYA Hiroko, BENEZECH Danièle et RENAULT Michel, 2008, « Les circuits courts : Un « monde de commercialisation » interpersonnel ? » dans *Les circuits courts*, Educagri., Dijon, p. 113-123.
- ANICAMA Daniel, 2010, *Vulnerabilidad en el abastecimiento de alimentos en Lima Metropolitana*, EAP Geografia, UNMSM, s.l., 82 p.
- APEIM, 2012, *Niveles Socioeconomicos 2012. Total Peru urbano y Lima metropolitana*, Lima, Perú, APEIM.
- ARGAILLOT Janice, 2014, « Émergence et impacts de l'agriculture urbaine à Cuba », *Espaces et sociétés*, 1 juillet 2014, vol. 158, n° 3, p. 101-116.
- ARLAUD Samuel (ed.), 2005, *Rural-urbain: nouveaux liens, nouvelles frontières ; textes issus du colloque de Poitiers des 4, 5 et 6 juin 2003*, Rennes, Presses Univ. de Rennes (coll. « Collection Espace et territoires »), 506 p.
- ARMSTRONG Donna, 2000, « A survey of community gardens in upstate New York: Implications for health promotion and community development », *Health & place*, 2000, vol. 6, n° 4, p. 319–327.

- ATLANI-DUAULT Laëtitia, 2005, « Les ONG à l'heure de la « bonne gouvernance » », *Autrepart*, 2005, n° 35, p. 3-17.
- AUBES Françoise, 1991, « Les frontières d'une ville : Lima et le néo-réalisme urbain des années cinquante », *América. Cahiers du CRICCAL*, 1991, vol. 8, n° 1, p. 57-73.
- AUBRON Claire, 2006, *Le lait des Andes vaut-il de l'or ? Logiques paysannes et insertion marchande de la production fromagère andine*, phdthesis, INAPG (AgroParisTech), s.l.
- AUBRY Christine, 2014, « Les agricultures urbaines et les questionnements de la recherche », *Pour*, 2014, n° 4, p. 35-49.
- AUBRY Christine, 2013, « Les fonctions alimentaires de l'agriculture urbaine au Nord et au Sud-Diversité et convergences », *Bulletin de l'Association de géographes français*, 2013, vol. 90, n° 3, p. 303-317.
- AUBRY Christine, CONSALES Jean-Noël, KEBIR Leïla et BARRAQUE Bernard, 2014, « L'agriculture urbaine en question : épiphénomène ou révolution lente ? », *Espaces et sociétés*, 1 juillet 2014, vol. 158, n° 3, p. 119-131.
- AUBRY Christine et POURIAS Jeanne, 2013, « L'agriculture urbaine fait déjà partie du métabolisme urbain », *Nature et Agriculture pour la Ville, Les nouveaux désirs des citoyens s'imposent*, 2013, p. 135-155.
- AUBRY Christine, RAMAMONJISOA Josélyne, DABAT Marie-Hélène, RAKOTOARISOA Jacqueline, RAKOTONDRAIBE Josette et RABEHARISOA Lilia, 2008, « L'agriculture à Antananarivo (Madagascar) : une approche interdisciplinaire », *Natures Sciences Sociétés*, 1 mars 2008, vol. 16, n° 1, p. 23-35.
- BA Awa et AUBRY Christine, 2011, « Diversité et durabilité de l'agriculture urbaine : une nécessaire adaptation des concepts ? », *Noréis. Environnement, aménagement, société*, 30 décembre 2011, n° 221, p. 11-24.
- BABY-COLLIN Virginie, 2000, *Marginaux et citoyens. Construire une urbanité métisse en Amérique latine. Etude comparée des barrios de Caracas (Vénézuéla) et des villas d'El Alto de La Paz (Bolivie)*, s.l., Toulouse 2.
- BAILLY Antoine, 2010, « Pour un développement rural durable », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 1 janvier 2010, avril, n° 2, p. 231-238.
- BAIROCH Paul, 1985, *De Jéricho à Mexico: villes et économie dans l'histoire*, Paris, Gallimard (coll. « Collection Arcades »), 707 p.
- BANQUE MONDIALE, 2018, *Pérou / Data*, <https://donnees.banquemondiale.org/pays/perou>, 2018, consulté le 1 mai 2018.
- BANZO Maïté et VALETTE Élodie, 2006, « Les espaces non bâtis, enjeux de nouvelles pratiques et de nouveaux vécus urbains », *Sud-Ouest Européen*, 2006, vol. 22, p. 27-39.
- BANZO Mayté, 2009, *L'espace ouvert pour une nouvelle urbanité*, Dossier d'habilitation à diriger des recherches, Université Michel de Montaigne-Bordeaux III, s.l., 205 p.

BARKER Cathy, PRAIN Gordon, WARNAARS Maarten, WARNAARS Ximena, WING Lisa et WOLF Freda, 2007, *Impacts of Urban agriculture*, s.l., International Potato Center.

BARON Benoît, 2014, *Des paysans d'une communauté face à l'expansion urbaine de Lima. Analyse des systèmes d'élevage caprins de la communauté paysanne de Jicamarca.*, Rapport d'étude, Ecole Nationale Supérieure d'Agronomies et des Industries Alimentaires (ENSAIA), Nancy, 66 p.

BARON Christine, 1999, « Villes, croissance et exclusion » dans *Villes et croissances (théories, modèles, perspectives)*, Paris, Anthropos, p. 207-238.

BARTHEL Pierre-Arnaud, CLERC Valérie et PHILIFERT Pascale, 2013, « La « ville durable » précipitée dans le monde arabe : essai d'analyse généalogique et critique », *Environnement Urbain / Urban Environment*, 16 septembre 2013, Volume 7.

BATAILLON Claude et PANABIÈRE Louis, 1988, *Mexico aujourd'hui: la plus grande ville du monde*, Paris, Publisud (coll. « Urbasud »), 245 p.

BELAY Raynald, 2004, « L'informe d'une ville : Lima et ses représentations », *Raisons politiques*, 2004, vol. 15, n° 3, p. 69.

BENSÚS TALAVERA Viktor, 2018, « Densificación (no) planificada de una metrópoli. El caso del Área Metropolitana de Lima 2000-2014 », *Revista INVI*, mai 2018, vol. 33, n° 92, p. 9-51.

BERGER Martine, 1991, « L'urbanité des périurbains d'Ile-de-France. De la diversité à la ségrégation », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, 1991, vol. 50, n° 1, p. 56-63.

BERKES Fikret et FOLKE Carl, 1994, « Investing in cultural capital for sustainable use of natural capital », *Investing in natural capital: the ecological economics approach to sustainability*, 1994, p. 128.

BERNARD Cécile, DUVERNOY Isabelle, DUFOUR Annie et ALBALADEJO Christophe, 2006, « Les relations sociales des agriculteurs périurbains: quelles articulations au territoire? », *Cahiers Agricultures*, 2006, vol. 15, n° 6, p. 529-534.

BERQUE Augustin, 2000, *Médiance de milieux en paysages*, Montpellier]; [Paris, Reclus ; Belin.

BERQUE Augustin, BONNIN Philippe et GHORRA-GOBIN Cynthia, 2006, *La ville insoutenable*, s.l., Belin Paris.

BERTHOD-WURMSER Marianne, OLLIVIER R., RAYMOND M., VILLERS S. et FABRE D., 2009, « Pauvreté, précarité, solidarité en milieu rural », *Rapport IGAS NRM2009-102P/CGAAER*, 2009, n° 1883.

BERTRAND Nathalie, DOUILLET Anne-Cécile et FAURE Alain, 2005, « L'agriculture périurbaine ou les limites de la campagne à la ville. La construction socio-politique de la question agricole dans la région urbaine grenobloise » dans Jean et Dominique; Arlaud Samuel; Royoux (ed.), *Rural-Urbain. Nouveaux liens, nouvelles frontières*, s.l., PUR (Presses Universitaires de Rennes), p. 189-202.

BERTRAND Nathalie et ROUSIER Nicole, 2003, « L'agriculture face au développement économique: un combat inégal ou des politiques périurbaines à construire/Agriculture versus economic development: an unequal fight or a question of new policies for the peri-urban area », *Revue de géographie alpine*, 2003, vol. 91, n° 4, p. 93–103.

BERTRAND Nathalie, SOUCHARD Nadine, ROUSIER Nicole, MARTIN Samuel et MICHEELS Marie-Christine, 2010, « Quelle contribution de l'agriculture périurbaine à la construction de nouveaux territoires : consensus ou tensions ? », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 1 janvier 2010, août, n° 3, p. 329-353.

BEY M., 1995, « Production paysanne et approvisionnement de Lima » dans *Nourrir les métropoles d'Amérique Latine: approvisionnement et distribution.*, Paris, L'harmattan.

BLAIR Dorothy, GIESECKE Carol C. et SHERMAN Sandra, 1991, « A dietary, social and economic evaluation of the Philadelphia urban gardening project », *Journal of Nutrition Education*, 1991, vol. 23, n° 4, p. 161–167.

BLEY D. et VERNAZZA-LICHT N., 2006, « Villes et qualité de vie » dans *Ville et Environnement*, Paris, Sedes (coll. « Diem »), p. 109–116.

BOLAY Jean-Claude, PEDRAZZINI Yves et RABINOVICH Adriana, 2000, « Quel sens au 'développement durable' dans l'urbanisation du tiers-monde? », s.l., vol.86.

BOLLIER David, 2014, *La renaissance des communs: pour une société de coopération et de partage*, Paris, C. L. Mayer.

BOLLIER David et HELFRICH Silke (eds.), 2015, *Patterns of commoning*, Amityville, New York, Common Strategies Group, 418 p.

BONNEVIALE Jean-Régis, JUSSIAU Roland et MARSHALL Éric, 1989, *Approche globale de l'exploitation agricole: comprendre le fonctionnement de l'exploitation agricole: une méthode pour la formation et le développement*, s.l., Institut national de recherches pédagogiques.

BONVALET Catherine et ASSOCIATION DES ETUDES FONCIERES (eds.), 2001, *La ville aux champs: colloque du 7 mars 2000*, Paris, (coll. « Les publications de l'ADEF »), 218 p.

BORJA Jordi, 2003, *La ciudad conquistada*, Madrid, Alianza Ed (coll. « Alianza ensayo »), 381 p.

BORN Branden et PURCELL Mark, 2006, « Avoiding the Local Trap: Scale and Food Systems in Planning Research », *Journal of Planning Education and Research*, 1 décembre 2006, vol. 26, n° 2, p. 195-207.

BOULIANNE Manon, 2001, « L'agriculture urbaine au sein des jardins collectifs québécois: Empowerment des femmes ou « domestication de l'espace public » ? », *Anthropologie et Sociétés*, 2001, vol. 25, n° 1, p. 63.

BOURAOUI Moaz, 2000, *L'agriculture, nouvel instrument de la construction urbaine?*, ENGREF, s.l., 439 p.

BOURDEAU-LEPAGE Lise, 2013, « Nature(s) en ville », *Métropolitiques*, 2013.

BOUVIER-DACLON Nathalie et SENEAL Gilles, 2001, « Les jardins communautaires de Montréal : un espace social ambigu », *Loisir et Société*, 2001, vol. 24, n° 2, p. 507.

BRAND Caroline et BONNEFOY Serge, 2011, « L'alimentation des sociétés urbaines: une cure de jouvence pour l'agriculture des territoires métropolitains? », *[VertigO] La revue électronique en sciences de l'environnement*, 2011, vol. 11, n° 2.

BRAND Peter et MUÑOZ Edwin, 2007, « Cultivando ciudadanos: agricultura urbana desde una perspectiva política », *Cadernos IPPUR*, 2007.

BRICAS Nicolas et FAGES Roxanne, 2017, *L'alimentation des villes. Quelles rôles des collectivités du Sud?*, s.l., AFD, 56 p.

BRICAS Nicolas et SECK Pape Abdoulaye, 2004, « L'alimentation des villes du Sud : les raisons de craindre et d'espérer », *Cahiers Agricultures*, 1 janvier 2004, vol. 13, n° 1, p. 10-14.

BROADWAY Michael, 2009, « Growing urban agriculture in North American cities: The example of Milwaukee », *FOCUS on Geography*, 2009, vol. 52, n° 3-4, p. 23-30.

BROMLEY Juan, 2005, *Las viejas calles de Lima*, Gerencia de Educacion, Cultura y Deportes., Lima, Perú, Municipalidad metropolitana de Lima, 342 p.

BRUN André, 1989, « La famille comme unité d'analyse du secteur agricole », *Économie rurale*, 1989, vol. 194, n° 1, p. 3-8.

BRUNET Pierre et CHARVET J.-P., 1994, *Le devenir des agricultures périurbaines = the future of suburban agricultures*, Paris, Association de Géographes Français.

BRYANT C. et CHARVET J. P., 2003, « La zone périurbaine: structure et dynamiques d'une composante stratégique des régions métropolitaines », *Canadian Journal of Regional Science/Revue canadienne des sciences régionales*, 2003, p. 241-250.

BRYANT Christopher R., RUSSWURM L. J. et MCLELLAN Alexander G., 1982, *The city's countryside. Land and its management in the rural-urban fringe.*, s.l., Longman.

BURGA Manuel et MANRIQUE Nelson, 1990, « Rasgos fundamentales de la historia agraria peruana, SS. XVI-XX », *XVI-XX. SEPIA III. Lima*, 1990.

BURGOS-VIGNA Diana, 2010, « Démocratie participative et attractivité des villes en Amérique latine », *Mondes en développement*, 2010, vol. 149, n° 1, p. 53-68.

CABANNES Yves et DUBBELING Marielle, 2001, « La agricultura urbana como estrategia para un desarrollo sostenible municipal », *Revista Agricultura Urbana, Quito*, 2001, n° 1, p. 21-22.

CALAS Bernard, 1998, *Kampala: la ville et la violence*, s.l., KARTHALA Editions, 450 p.

CALDERÓN Julio, 2009, « La producción de la ciudad formal et informal » dans *Foro Urbano: Los nuevos rostros de la ciudad de Lima*. Lima, Colegio de Sociólogos del Perú., Lima, Perú, p. 17-30.

CALDERÓN Julio, 1999, « Mercado de tierras en áreas agrícolas periurbanas de Lima », *Debate Agrario*, 1999, n° 28, p. 1-22.

CAMPAIGN TO PROTECT RURAL ENGLAND et NATURAL ENGLAND (AGENCY), 2010, *Green belts: a greener future.*, London; Sheffield, CPRE ; Natural England.

CAPRON Guénola, LACARRIEU Mónica et GIROLA Maria Florencia, 2007, « L'urbanité périphérique latino-américaine. Lotissements résidentiels sécurisés et fermés », s.l., Centre de Recherche d'Urbanisme, vol.102.

CASTRO Gustavo et LOZANO Alejandra, 2009, *Desafíos y oportunidades para la ganadería urbana y periurbana en ciudades de América Latina y el Caribe.*, Lima, Perú, IPES : RUAF Foundation : Ministerio de Vivienda, Construcción y Saneamiento : Switch, 46 p.

CAVAILHES Jean et SCHMITT Bertrand, 2002, « Les mobilités résidentielles entre villes et campagnes » dans *Repenser les Campagnes*, s.l., P. Perrier-Cornet.

CENTRE FOR HUMAN SETTLEMENTS (ed.), 1996, *An urbanizing world: global report on human settlements, 1996*, Oxford, Oxford Univ. Press, 559 p.

CENTRO INTERNACIONAL DE LA PAPA, 2007, *Agricultores en la Ciudad. Enfrentando la pobreza urbana a través de la agricultura*, Lima, Perú, Centro Internacionl de la Papa.

CEPES, 2003, « Mercados y supermercados. El abastecimiento de alimentos en Lima. », *La revista agraria*, 2003, n° 48.

CHALEARD Jean-Louis, 2017, « Les relations villes-campagnes côté Suds » dans *Villes et campagnes en relations. Regards croisés Nords-Suds*, Karthala., Paris, p. 29-42.

CHALEARD Jean-Louis (ed.), 2014, *Métropoles aux Suds: le défi des périphéries*, Paris, Karthala (coll. « Hommes et sociétés »), 441 p.

CHALEARD Jean-Louis, 2011, *Métropoles des suds vues de leurs periphèrieies.*, Paris, PRODIG (coll. « Graphigéo Collection mémoires et documents de l'UMR PRODIG »).

CHALEARD Jean-Louis, 1996, *Temps des villes, temps des vivres: l'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*, s.l., KARTHALA Editions.

CHALEARD Jean-Louis, 1988, « La place des cultures vivrières dans les systèmes de production en agriculture de plantation : le cas du département d'Agboville (Côte d'Ivoire) », *Cahiers des Sciences Humaines*, 1988, vol. 24, n° 1, p. 35-49.

CHALEARD Jean-Louis, BERGER Martine et NINOT Olivier, 2016, « Métropolisation et recompositions des espaces à dominante rurale à la périphérie des métropoles des Suds (Périsud) », *Revue Tiers Monde*, 20 juillet 2016, HS, n° 2, p. 199-221.

CHALEARD Jean-Louis et CHARVET Jean-Paul, 2004, *Géographie agricole et rurale*, Paris, Belin (coll. « Belin atouts Géographie »), 239 p.

CHALEARD Jean-Louis et DUBRESSON Alain, 1999, *Villes et campagnes dans les pays du Sud: géographie des relations*, Paris, Karthala (coll. « Collection "Hommes et sociétés" »), 258 p.

CHALEARD Jean-Louis et MESCLIER Evelyne, 2004, « Dans le nord du Pérou, l'agriculture commerciale augmente-t-elle les risques pour les petits producteurs? », *Espaces tropicaux et risques. Du local au global. Orléans: Presses universitaires d'Orléans, IRD*, 2004, p. 279–291.

CHARVET Jean-Paul, 2013, « Avant-Propos. Agriculture dans la ville, agriculture pour la ville: acteurs, pratiques et enjeux », *Bulletin de l'Association de géographes français*, 2013, vol. 90, n° 3, p. 273-275.

CHARVET Jean-Paul, 1994, « Introduction: nouvelles approches et nouvelles questions à propos des agricultures périurbaines (Introduction: new approaches and new questions about suburban agricultures) », *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, 1994, vol. 71, n° 2, p. 119–122.

CHAUCA DE ZALDÍVAR Lilia, 1997, *Producción de cuyes (Cavia porcellus)*, Roma, Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación.

CHEVRIER Marc, 2001, « Encyclopédie de L'Agora | L'agriculture urbaine ou les paysages nourriciers de la ville », *Encyclopédie de L'Agora*, 2001.

CHIA Eudardo, 1987, *Les pratiques de trésorerie des agriculteurs: la gestion en quête d'une théorie*, Université de Dijon, s.l., 342 p.

CHIFFOLEAU Yuna, 2012, « Circuits courts alimentaires, dynamiques relationnelles et lutte contre l'exclusion en agriculture », *Économie rurale*, 2012, n° 332, p. 88-101.

CHIFFOLEAU Yuna, 2008, « Les circuits courts de commercialisation en agriculture: diversité et enjeux pour le développement durable », *MARECHAL G., Les circuits courts alimentaires, Dijon, Educagri Editions*, 2008, vol. 21, p. 30.

CHIFFOLEAU Yuna et PREVOST Benoît, 2013, « Les circuits courts, des innovations sociales pour une alimentation durable dans les territoires », *Norois*, 1 mars 2013, n° 224, n° 3, p. 7-20.

CHIRINOS Octavio, MURO MESONES Krishna, ÁLVARO CONCHA Willy, OTINIANO Javier, QUEZADA José Carlos et RÍOS Víctor, 2008, *Crianza y comercialización de cuy para el mercado limeño*, Lima, Perú, Esan Ediciones.

CHIVALLON Christine, 2003, « Une vision de la géographie sociale et culturelle en France / A vision of social and cultural geography in France », *Annales de Géographie*, 2003, vol. 112, n° 634, p. 646-657.

COCHET Hubert, 2011, « Origine et actualité du « Système Agraire » : retour sur un concept », *Revue Tiers Monde*, 1 octobre 2011, n°207, n° 3, p. 97-114.

CODY Kevin, 2014, « “ La misma realidad de cada lugar es diferente”(“ The same reality of each place is different”): A case study of an organic farmers market in Lima, Peru », 2014.

COLASANTI Kathryn J. A., HAMM Michael W. et LITJENS Charlotte M., 2012, « The City as an “Agricultural Powerhouse”? Perspectives on Expanding Urban Agriculture from Detroit, Michigan », *Urban Geography*, avril 2012, vol. 33, n° 3, p. 348-369.

- COLDING Johan et BARTHEL Stephan, 2013, « The potential of ‘Urban Green Commons’ in the resilience building of cities », *Ecological economics*, 2013, vol. 86, p. 156–166.
- COLLIN DELAUAUD Anne, 1993, « Motors and dynamics of suburbanization in Latin America », *Cahiers du CREPIF (Centre de recherches et d’études sur Paris et l’Île-de-France)*, 1993, (coll. « La périurbanisation en Amérique latine »), p. p 103 à 120.
- COURET Dominique, OUALLET Anne et TAMRU Bezunesh, 2011, « Chapitre 3. L’introuvable ville durable » dans *La ville durable, du politique au scientifique*, Paris, Editions Quæ, p. 47.
- CRUZ M. C., 2005, « El desarrollo urbano sustentable y la agricultura urbana en Cuba. El caso de la ciudad de La Habana » dans *Lo urbano-rural, ?` nuevas expresiones territoriales*, Centro Regional de Investigaciones Multidisciplinarias / UNAM CRIM., Cuernavaca, p. 325–354.
- DA CUNHA A., 2009, « Introduction: urbanisme végétal et agriurbanisme », *La ville entre artifice et nature, Urbia: urbanisme végétal et agriurbanisme*, [En ligne] URL: http://www.unil.ch/webdav/site/ouvdd/shared/URBIA/urbia_08/urbia_08_complet.pdf#page, 2009, vol. 46.
- DABAT Marie-Hélène, AUBRY Christine et RAMAMONJISOA Josélyne, 2006, « Agriculture urbaine et gestion durable de l’espace à Antananarivo », *Économie rurale*, 2006, vol. 294, n° 4, p. 57–73.
- DANIEL A. C. et AUBRY C., 2013, « Aperçu de l’agriculture urbaine, en Europe et en Amérique du nord », *AgroParisTech, Institut des sciences et industries du vivant et de l’environnement*, 2013.
- DANIELS Thomas L., 1986, « Hobby farming in America: Rural development or threat to commercial agriculture? », *Journal of Rural Studies*, 1986, vol. 2, n° 1, p. 31-40.
- DAVIET Georges, 1977, « Développement des loisirs et du tourisme en espace rural: les problèmes posés aux ruraux et aux agriculteurs », *Recherche sociale*, 1977, n° 61, p. 14-19.
- DEELSTRA Tjeerd et GIRARDET Herbert, 2000, « Urban agriculture and sustainable cities », *Bakker N., Dubbeling M., Gündel S., Sabel-Koshella U., de Zeeuw H. Growing cities, growing food. Urban agriculture on the policy agenda. Feldafing, Germany: Zentralstelle für Ernährung und Landwirtschaft (ZEL)*, 2000, p. 43–66.
- DELER Jean-Paul, 1974, *Lima: 1940-1970 : aspects de la croissance d’une capitale sud-américaine*, Talence; Lima, Centre d’études de géographie tropicale ; Institut français d’études andines.
- DELER Jean-Paul, MESCLIER Evelyne et DOLLFUS Olivier (eds.), 2004, *Los Andes y el reto del espacio mundo: homenaje a Olivier Dollfus*, 1. ed., Lima, IFEA [u.a.], 419 p.
- DELIND Laura B., 2006, « Of bodies, place, and culture: Re-situating local food », *Journal of Agricultural and environmental ethics*, 2006, vol. 19, n° 2, p. 121–146.
- DELIND Laura B., 2002, « Place, work, and civic agriculture: Common fields for cultivation », *Agriculture and Human values*, 2002, vol. 19, n° 3, p. 217–224.

DEVERRE Christian et LAMINE Claire, 2010, « Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales », *Économie rurale. Agricultures, alimentations, territoires*, 5 mai 2010, n° 317, p. 57-73.

DI MEO Guy, 2006, « Les territoires de l'action », *Bulletin de la Société géographique de Liège*, 2006, n° 48, p. 7-17.

DI MEO Guy et BULEON Pascal, 2005, *L'espace social: une lecture géographique des sociétés*, Paris, Colin.

DIOSES Edith Aranda, 2007, « Las cambiantes formas de sociabilidad y de construcción de identidades en Lima metropolitana », *Debates en Sociología*, 1 juin 2007, vol. 0, n° 32.

DIRY Jean-Paul, 2004, *Les espaces ruraux*, Paris, Armand Colin.

DOLLFUS Olivier, 1994, « Une Amérique, latine par ses villes », *La ville et l'Amérique latine*, 1994, n° 14, (coll. « Problèmes d'Amérique latine »), p. 7-12.

DONADIEU Pierre, 1998, *Campagnes urbaines*, Arles : [Rennes], Actes Sud ; Ecole nationale supérieure du paysage, 219 p.

DONADIEU Pierre et FLEURY André, 2003, « La construction contemporaine de la ville-campagne en Europe / The modern construction of a « country town » in Europe », *Revue de géographie alpine*, 2003, vol. 91, n° 4, p. 19-29.

DORE Émilie, 2013, *Lima, labyrinthe urbain: quête de modernité et désarroi identitaire dans un quartier populaire*, Paris, France, Editions L'Harmattan.

DORE Émilie, SIHUAY MARAVI Domingo Tito et HUAMANTINCO Alicia, 2014, « Divisions sociales dans la périphérie de Lima: entre ségrégation et partage des espaces » dans *Métropoles aux Suds : le défi des périphéries ?*, Paris, Karthala (coll. « Hommes et Sociétés »), p. 101-114.

DORIER-APPRILL Elisabeth, 2007, « Villes des Suds et développement durable » dans *Le développement durable*, Editions SEDES., Paris, (coll. « Pour les concours »), p. 320-347.

DOUZANT-ROSENFELD Denise et GRANDJEAN Pernelle (eds.), 1995, *Nourrir les métropoles d'Amérique latine: approvisionnement et distribution*, Paris, L'Harmattan (coll. « Collection "Villes et entreprises" »), 300 p.

DRECHSEL Pay et DONGUS Stefan, 2010, « Dynamics and sustainability of urban agriculture: examples from sub-Saharan Africa », *Sustainability Science*, 2010, vol. 5, n° 1, p. 69-78.

DRIANT J. C., 1991, *Las barriadas de Lima: historia e interpretación*, Lima, IFEA :DESCO (coll. « Travaux de l'Institut français d'études andines »), 231 p.

DRIANT Jean-Claude et SANCHEZ Zaida Lanning DE, 1991, *Las barriadas de Lima: historia e interpretación*, s.l., IFEA, vol.60, 231 p.

DUCHEMIN E., WEGMULLER F. et LEGAULT A.-M., 2009, « Urban agriculture: multi-dimensional tools for social development in poor neighbourhoods », *Field Actions Science Reports*, 16 janvier 2009, vol. 2, n° 1, p. 1-8.

DUCHEMIN Eric, 2012, *Agriculture urbaine : quelle définition ? une actualisation nécessaire?*, <http://agriurbain.hypotheses.org/2705>, 2012, consulté le 27 avril 2016.

DUCHEMIN Eric, WEGMULLER Fabien et LEGAULT Anne-Marie, 2010, « Agriculture urbaine : un outil multidimensionnel pour le développement des quartiers », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 2 septembre 2010, Volume 10 numéro 2.

DURAND Mathieu, 2010, *Gestion des déchets et inégalités environnementales et écologiques à Lima : entre durabilité et vulnérabilité.*, phdthesis, Université Rennes 2, s.l.

DURAND-LASSERVE Alain, 2004, « La question foncière dans les villes du Tiers-monde: un bilan », *Economies et sociétés*, 2004, vol. 38, n° 7, p. 1183–1211.

DUREAU Françoise, GOUËSET Vincent et MESCLIER Evelyne, 2006, *Géographies de l'Amérique latine*, Rennes, Presses Univ. de Rennes (coll. « Espace et territoires »), 374 p.

DUVERNOY Isabelle, 2002, « Espace agricole périurbain et politiques communales d'aménagement : L'exemple de l'agglomération albigeoise », *Cybergeo : European Journal of Geography*, 5 mars 2002.

DUVERNOY Isabelle et ALBALADEJO Christophe, 2003, « La réinvention du développement rural par la ville? Les cas de Bahía Blanca et de Pigüé en Argentine », *Economie rurale*, 2003, vol. 276, n° 1, p. 37–52.

DUVERNOY Isabelle, JARRIGE Françoise, MOUSTIER Paule et SERRANO José, 2005, « Une agriculture multifonctionnelle dans le projet urbain: quelle reconnaissance, quelle gouvernance? », *Les Cahiers de la multifonctionnalité*, 2005, n° 8, p. 87–104.

EGUREN Fernando, 2018, *Sobre los precios bajos de la papa*, , de enero 2018.

EGUREN Fernando, 2015, « Los industriales vs la alimentacion saludable? », *La revista agraria*, 2015, vol. 176, p. 4p.

EGUREN Fernando, 2012, « Nuestra seguridad alimentaria, depende de las importaciones de alimentos? », *Revista Agraria*, 2012, n° 143, p. 7-11.

EGUREN Fernando, 2006, « Reforma agraria y desarrollo rural en el Perú », *Reforma agraria y desarrollo rural en la región andina*, 2006, p. 11–31.

EGUREN Fernando, 2003, « La agricultura de la costa peruana », *Debate agrario*, 2003, vol. 35, p. 1–38.

ELCOMERCIO, 2016, « By pass de Av. 28 de Julio tendría déficit de US\$11 millones », *El Comercio*, 10 nov. 2016 p.

EMELIANOFF Cyria, 2011, « Urbanisme durable ? », *Ecologie & politique*, 1 novembre 2011, n° 29, p. 13-19.

ERNWEIN Marion et SALOMON-CAVIN Joëlle, 2014, « Au-delà de l'agrarisation de la ville : l'agriculture peut-elle être un outil d'aménagement urbain ? Discussion à partir de l'exemple genevois », *Géocarrefour*, 23 décembre 2014, vol. 89, n° 1-2, p. 31-40.

ESPINOSA Agustín et CALDERÓN-PRADA Alicia, 2009, « Relaciones entre la identidad nacional y la valoración de la cultura culinaria peruana en una muestra de jóvenes de clase media de Lima », *Liberabit*, 2009, vol. 15, n° 1, p. 21–28.

EVANS Nicholas J. et ILBERY Brian W., 1989, « A conceptual framework for investigating farm-based accommodation and tourism in Britain », *Journal of Rural Studies*, 1989, vol. 5, n° 3, p. 257–266.

FALIES Cécile, 2013a, *Espaces ouverts et métropolisation entre Santiago du Chili et Valparaíso: produire, vivre et aménager les périphéries*, Université Panthéon-Sorbonne-Paris I, s.l., 524 p.

FALIES Cécile, 2013b, « “Miracle chilien” ou mirage métropolitaine? Une approche par les espaces ouverts périphériques », s.l.

FALIES Cécile et MESCLIER Évelyne, 2016, « Introduction. Agriculture des métropoles : voie d’avenir ou cache-misère ? », *Problèmes d’Amérique latine*, 30 mai 2016, n° 99, p. 5-11.

FALIES Cécile et MONTOYA Cécilia, 2010, « Gouvernance et planification de deux périphéries multifonctionnelles », *EchoGéo*, 24 février 2010, n° 11.

FAVREAU Louis et FRECHETTE Lucie, 2002, « Développement local et économie populaire en Amérique Latine: l’expérience de Villa el Salvador. », *Cahier du CERIS*, 2002, n° 22, (coll. « Recherches »), p. 43.

FAVREAU Louis et FRECHETTE Lucie, 2000, *Économie sociale, coopération Nord/Sud et développement*, s.l., Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises et les syndicats.

FAVREAU Louis, FRÉCHETTE Lucie, BOULIANNE Manon et VAN KEMENADE Solange, 2002, « Desarrollo local, economía popular y economía solidaria en América Latina: un itinerario de 30 años en Villa el Salvador, Perú », *CAYAPA Revista Venezolana de Economía Social*, 2002, vol. 2, n° 3.

FESTA Daniela, 2016, « Les communs urbains. L’invention du commun », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 1 octobre 2016, #16, p. 233-256.

FLEURY André et DONADIEU Pierre, 1997, « De l’agriculture périurbaine à l’agriculture urbaine », *Courrier de l’environnement de l’INRA*, 1997, vol. 31, p. 45–61.

FLEURY André et MOUSTIER Paule, 1999, « L’agriculture périurbaine, infrastructure de la ville durable », *Cahiers Agricultures*, 1 juillet 1999, vol. 8, n° 4, p. 281-287 (1).

FLEURY André, MOUSTIER Paule et TOLRON J. J., 2004, « Multifonctionnalité de l’agriculture périurbaine : diversité des formes d’exercice du métier d’agriculteur, insertion de l’agriculture dans l’aménagement des territoires » dans *Multifonctionnalité de l’agriculture et des espaces ruraux : comptes-rendus de travaux*, Antony, CEMAGREF, p. 107-118.

FLEURY André et SERRANO José, 2002, « L’agriculture banale a-t-elle une place dans le projet agriurbain ? », s.l., L’Harmattan.

- FLORES Patricia, 2014, « Organic agriculture in Latin America and the Caribbean » dans H. Willer et J. Lernoud (eds.), *The world of organic agriculture: Statistics and emerging trends 2015*, Frick, Switzerland, Research Institute of Organic Agriculture. Freidberg, p. 226-232.
- FOURNET-GUERIN Catherine, 2008, « La nature dans les villes du Sud : pratiques et représentations », *Géographie et cultures*, 1 mars 2008, n° 62, p. 3-6.
- FRANCK Alice, 2007, *Produire pour la ville, produire la ville: Etude de l'intégration des activités agricoles et des agriculteurs dans l'agglomération du Grand Khartoum (Soudan)*, Université Paris X-Nanterre, s.l.
- FRANCK Alice, 2006, « Maraîchers à Khartoum : entre intégration et marginalisation étude des capacités intégratrices de l'agriculture urbaine », *Revue Tiers Monde*, 1 janvier 2006, vol. 185, n° 1, p. 39-55.
- FREMONT Armand, CHVALIER Jacques, HERIN Robert et RENARD Jean, 1984, *Géographie sociale*, Paris u.a, Masson, 387 p.
- FRISANCHO Jorge, 2014, « Notas sobre la historia de Lima » dans *Las ciudades latinoamericanas en el nuevo (des)orden mundial*, Mexico, Siglo XXI.
- FROMAGEOT Audrey, 2003, *Vallées maraîchères, économies vivrières: étude géographique de l'essor du maraîchage marchand dans les campagnes du nord de la Côte d'Ivoire et de l'ouest du Burkina Faso*, Paris 1, s.l.
- GARIEPY Michel et GAUTHIER Mario, 2009, « Le débat public en urbanisme à Montréal: un instrument de développement urbain durable? », *Canadian Journal of Urban Research*, 2009, vol. 18, n° 1, p. 48-73.
- GASSELIN Pierre, 1997, « Les communautés paysannes andines de Cangahua en Equateur: une dynamique agricole aujourd'hui sous l'emprise de la ville » dans D. Bley, J. Champaud, B. Brun, P. Baudot, H. Pagezy et N. Vernazza-Licht (eds.), *Villes du Sud et environnement*, s.l., Editions de Bergier, p. 198-213.
- GEORGES Isabel et BLANC Julien, 2013, « L'émergence de l'agriculture biologique au Brésil : une aubaine pour l'agriculture familiale ? Le cas de producteurs de la ceinture verte de la ville de São Paulo », *Autrepart*, 18 mai 2013, N° 64, n° 1, p. 121-137.
- GERVAIS-LAMBONY Philippe, 2001, « La citoyenneté, ou comment un mot peut en cacher d'autres... », *Vocabulaire de la ville: notions et références*, 2001, p. 92-108.
- GIGLIA Angela, 2012, « Coexistence conflictuelle aux portes de la ville de Mexico: un ancien pueblo et une enclave sécurisée », *Géocarrefour*, 2012, vol. 87, n° 1, p. 27-35.
- GIRARD Marguax, 2017, « Approvisionner la ville de Cusco (Pérou) en produits biologiques » dans *Villes et campagnes en relations. Regards croisés Nords-Suds*, Paris, Karthala.
- GOMEZ Rosario et MORALES Manuel, 2012, *La agricultura organica: los beneficios de un sistema de produccion sostenible. Documento de discusion.*, s.l., Centro de Inversigacion de la Universidad del Pacifico.

- GONZALES Palomino et MERCEDES María, 2016, « Gourmetización del alimento andino y la estetización del agricultor como parte del Boom Gastronómico Peruano », *Razón y Palabra*, 2016, vol. 20, n° 94.
- GOTTLIEB Robert et JOSHI Anupama, 2010, *Food justice*, Cambridge, Mass, MIT Press (coll. « Food, health, and the environment »), 290 p.
- GRANDCHAMP FLORENTINO Laurence, 2012, « L'agriculture urbaine: Un enjeu de la ville durable », *Revue des sciences sociales*, 2012, n° 47.
- GRAUERHOLZ Liz et OWENS Nicole, 2015, « Alternative food movements », *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences*, 2015, vol. 1, n° 2, p. 566–572.
- GRAWITZ Madeleine, 2001, *Méthodes des sciences sociales*, 11e éd., Paris, Dalloz (coll. « Précis. Droit public, science politique »), 1019 p.
- GUNTHER DOERING Juan et MITRANI REAÑO Henry, 2012, *Memorias de Lima: de haciendas a pueblos y distritos*, 2. reimpr., Lima, Perú, Los Portales, 179 p.
- HAJEK Isabelle et HAMMAN Philippe, 2014, *La gouvernance de la ville durable: entre déclin et réinventions : une comparaison Nord/Sud*, s.l.
- HAMMAN Philippe, 2014, « Repenser la ville à l'heure des injonctions au développement durable », *Questions de communication*, 31 août 2014, n° 25, p. 81-101.
- HANNA Autumn K. et OH Pikai, 2000, « Rethinking Urban Poverty: A Look at Community Gardens », *Bulletin of Science, Technology & Society*, juin 2000, vol. 20, n° 3, p. 207-216.
- HARDOY Jorge et MORENO Oscar, 1973, « Primeros pasos de la reforma urbana en America Latina » dans *Imperialismo y urbanizacion en America Latina*, Barcelona, Gustavo Gili.
- HATTEMER Cyriaque, 2012, *La Parada de Lima. Risques et incertitudes autour d'un marché de gros.*, Mémoire master 2, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Paris, 173 p.
- HAWKES Corrina et HALLIDAY Jess, 2017, *What makes urban food policy happen? Insight from five case studies*, s.l., IPES.
- HEINISCH Claire, GASSELIN Pierre et DURAND Guy, 2015, « Circuits alimentaires de proximité dans les Andes. Vers une reconnaissance de l'agriculture familiale et paysanne », *Économie rurale*, 24 janvier 2015, n° 343, n° 5, p. 71-86.
- HERAN Frédéric, 2015, « La ville durable, nouveau modèle urbain ou changement de paradigme? », *Métropolitiques*, 2015, (coll. « Actualité des modèles urbanistiques »).
- HERVIEU Bertrand, 2002, « La multifonctionnalité de l'agriculture : genèse et fondements d'une nouvelle approche conceptuelle de l'activité agricole », *Cahiers Agricultures*, 3 novembre 2002, vol. 11, n° 6, p. 415-419.
- HERVIEU Bertrand et VIARD Jean, 2001, *Au bonheur des campagnes*, La Tour d'Aigues, France, Ed. de l'Aube, 155 p.

- HIGUCHI Angie, 2015, « Características de los consumidores de productos orgánicos y expansión de su oferta en Lima », *Apuntes*, juillet 2015, vol. 42, n° 77, p. 57-89.
- HINRICHS C. Clare, 2003, « The practice and politics of food system localization », *Journal of rural studies*, 2003, vol. 19, n° 1, p. 33-45.
- HINRICHS C. Clare, 2000, « Embeddedness and local food systems: notes on two types of direct agricultural market », *Journal of Rural Studies*, 1 juillet 2000, vol. 16, n° 3, p. 295-303.
- HOCHEDÉZ Camille, 2014, « La mise en place des politiques alimentaires locales dans la région métropolitaine de Stockholm : une gouvernance du malentendu ? », *Géocarrefour*, 23 décembre 2014, vol. 89, n° 1-2, p. 115-124.
- HOCHEDÉZ Camille, 2008, « Le bonheur est dans le panier », *Géocarrefour*, 1 septembre 2008, vol. 2008, n° 83, p. 225-233.
- HOCHEDÉZ Camille et LE GALL Julie, 2016, « Justice alimentaire et agriculture: introduction », *justice spatiale-spatial justice*, 2016, n° 9.
- HORDIJK Michaela, 2005, « Participatory governance in Peru: exercising citizenship », *Environment and Urbanization*, 1 avril 2005, vol. 17, n° 1, p. 219-236.
- HORDIJK Michaela, 1999, « A dream of green and water: community based formulation of a Local Agenda 21 in peri-urban Lima », *Environment and Urbanization*, 1 octobre 1999, vol. 11, n° 2, p. 11-30.
- HUAMAN M, 1999, « Competitividad de la pequeña agricultura en una economía de mercado. » dans *Perú, el problema agrario en debate Sepia VII*, s.l., Soluciones Practicas, p. 169-211.
- HUARHUA Amacifuen et ROSARIO Milagros, 2015, « Parques Temáticos de Lima Metropolitana », 2015.
- HUBERT BON, LAURENT PARROT et PAULE MOUSTIER, 2010, « Sustainable urban agriculture in developing countries. A review », *Agronomy for Sustainable Development*, mars 2010, vol. 30, n° 1, p. 21-32.
- HURIOT Jean-Marie, 1994, *Von Thünen, économie et espace*, Paris, Economica (coll. « Bibliothèque de science régionale »).
- IFAD, 2003, *Achieving the MDGs by Enabling the Rural Poor to Overcome their Poverty*, s.l., IFAD.
- INEI, 2017, *Evolucion de la pobreza monetaria 2006-2016 - Informe tecnico*, Lima, Perú, Instituto Nacional de Estadística e Informática, Lima (Peru).
- INEI, 2015a, *Consumo de alimentos y bebidas*, Lima, Perú, Instituto Nacional de Estadística e Informática, Lima (Peru).
- INEI, 2015b, *Peru: Anuario estadísticas ambientales 2015.*, Lima, Perú, INEI.
- INEI, 2014a, *Una mirada a Lima metropolitana*, Lima, Perú, INEI.

INEI, 2014b, *ENAHO - Encuesta Nacional de Hogares sobre Condiciones de Vida y Pobreza 2014*, Lima, Perú, INEI.

INEI, 2013, *Resultados definitivos. IV Censo Nacional Agropecuario 2012.*, Lima, Perú, Instituto Nacional de Estadística e Informática, Lima (Peru).

INEI, 2012, *IV Censo agropecuario*, Lima, Perú, INEI.

INEI, 2010, *ENAPREF - Encuesta Nacional de Presupuestos Familiares.*, Lima, Perú, INEI.

INRENA, 2006, *Inventario de fuentes de agua subterránea en el valle de Lurin*, Lima, Perú, Minagri.

INRENA, 2004, *Inventario de fuentes de agua subterránea en el valle del Chillón.*, Lima, Perú, Minagri.

JARAMILLO Fidel et ZAMBRANO Omar, 2013, *La clase media en Perú: Cuantificación y evolución reciente*, s.l., Inter-American Development Bank.

JAROSZ Lucy, 2000, « Understanding agri-food networks as social relations », *Agriculture and human values*, 2000, vol. 17, n° 3, p. 279–283.

JOSEPH Jaime, 1999, *Lima Megaciudad. Democracia, desarrollo y descentralización en sectores populares*, Lima, Perú, Alternativa.

JOSEPH Jaime, CASTELLANOS Themis, PEREYRA Omar et ALIAGA Lissette, 2005, « Lima, “Jardín de los senderos que se bifurcan”: segregación y integración » dans *Ciudades latinoamericanas: un análisis comparativo en el umbral del nuevo siglo*, Buenos Aires, Prometeo Libros, p. 363-440.

KAYSER Bernard, 1990, *La renaissance rurale: sociologie des campagnes du monde occidental*, Paris, A. Colin (coll. « Collection U »), 316 p.

LA REPUBLICA Redacción, 2015, « Municipalidad de Lima: denuncian que actual gestión desconoce plan de desarrollo urbano | VIDEO », 28 janv. 2015 p.

LAGNEAU Antoine, BARRA Marc et LECUIR Gilles, 2015, *Agriculture urbaine: vers une réconciliation ville-nature*, Neuvy-en-Champagne, Éditions le passager clandestin.

LANDAIS Étienne, DEFFONTAINES Jean-Pierre et BENOIT Marc, 1988, « Les pratiques des agriculteurs point de vue sur un courant nouveau de la recherche agronomique », *Etudes rurales*, 1988, p. 125–158.

LAROCHE Josepha (ed.), 2003, *Mondialisation et gouvernance mondiale*, Paris, Institut de relations internationales et stratégiques : Presses universitaires de France (coll. « Collection “Enjeux stratégiques” »), 264 p.

LAWSON Laura, 2007, « The South Central Farm: dilemmas in practicing the public. », *Cultural Geographies in practice*, 2007, n° 14, p. 611-616.

LE CARO Yvon, 2007, *Les loisirs en espace agricole : L’expérience d’un espace partagé*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (coll. « Géographie sociale »), 431 p.

LE GALL Julie, 2013, « La conservation des zones maraîchères de proximité, moteur de l'émergence de politiques spécifiquement périurbaines dans la Région métropolitaine de Buenos Aires? », *Bulletin de l'Association de géographes français*, 2013, vol. 90, n° 3, p. 318–336.

LE GALL Julie, 2011, *Buenos Aires maraîchère: une Buenos Aires bolivienne? Le complexe maraîcher de la Région métropolitaine à l'épreuve de nouveaux acteurs*, Université Panthéon-Sorbonne-Paris I; Universidad de Buenos Aires, s.l.

LE GALL Julie et GARCÍA Matías, 2010, « Reestructuraciones de las periferias hortícolas de Buenos Aires y modelos espaciales? Un archipiélago verde? », *EchoGéo*, 2010, n° 11.

LE ROY Étienne, 2016, « Des Communs «à double révolution» », *Droit et société*, 2016, n° 3, p. 603–624.

LEDGARD Reynaldo et SOLANO Andrés, 2011, « Lima: transformaciones en la estructura e imagen de la metrópoli. Situación actual y perspectivas » dans *Lima-Santiago. Reestructuración y cambio metropolitano*, s.l., p. 21–40.

LELOUP Héloïse, 2012, *Rentabilité de l'agriculture familiale en périphérie de Lima. Analyse de la compétitivité des exploitations de Carabayllo.*, Mémoire master 2, Université Paris 7 Denis Diderot, Paris, 138 p.

LEVY Albert et EMELIANOFF Cyria, 2012, « Éditorial », *Espaces et sociétés*, 1 janvier 2012, n° 147, p. 7-23.

LEVY Jacques et LUSSAULT Michel, 2013, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin.

LOSCH B., 2003, « La multifonctionnalité face aux défis des agricultures des Suds: une perspective de refondation des politiques publiques? », s.l., Editions Quae.

LOVETT Gina, 2016, « Is urban farming only for rich hipsters? », *the Guardian*, 2016 p.

LUDENA Wiley, 2014, "Lima verde, mito o realidad? Elogia a la pampa peruana", Conferencia Ciudad y espacio publico, UNI, Lima.

LUDEÑA Wiley, 2013, *Lima y espacios públicos. Perfiles y estadística integrada 2010*, s.l., Lima: PUCP, Facultad de Arquitectura y Urbanismo.

LUDEÑA Wiley, 2006, « Ciudad y patrones de asentamiento: Estructura urbana y tipologización para el caso de Lima », *EURE (Santiago)*, mai 2006, vol. 32, n° 95.

LYSON T. A., 2000, « Moving toward civic agriculture. », *Choices. The Magazine of Food, Farm, and Resources Issues*, 2000, No. 3, p. 42-45.

MACERA Pablo, 1971, « Feudalismo colonial americano: el caso de las haciendas peruanas », *Acta Histórica (Szeged)*, 1971, vol. 35, p. 3–43.

MADALENO Isabel Maria et GUROVICH Alberto, 2004, « “Urban versus rural” no longer matches reality: an early public agro-residential development in periurban Santiago, Chile », *Cities*, 2004, vol. 21, n° 6, p. 513–526.

- MAISH Javier Portocarrero, 2015, « Haciendas, cooperativas y parcelas en la costa peruana 1968-1986: el estado de la cuestión », *Apuntes: Revista de Ciencias Sociales*, 2015, n° 20, p. 73–84.
- MALASSIS Louis, 1997, *Les trois ages de l'alimentaire: essai sur une histoire sociale de l'alimentation et de l'agriculture*, Paris, Editions Cujas (coll. « Traité d'économie agro-alimentaire »), 329 p.
- MAMAMI José Manuel, 2014, *El ultimo valle verde de Lima? El periurbano Lurin-Pachacamac en la metropolización*, Tesis de Bachiller, Universidad Nacional Mayor de San Marcos, Lima, Perú, 66 p.
- MANCEBO François, 2007, « Aménagement durable? Ecueils et enjeux » dans *Le développement durable*, Editions SEDES., Paris, (coll. « Pour les concours »), p. 289-301.
- MARIÁTEGUI José Carlos, 1981, *7 (siete) ensayos de interpretacion de la realidad peruana*, S.l., s.n.
- MARTUCCELLI Danilo, 2017, « Lima, la révolution de la sociabilité, Lima, the revolution of sociabilities », *Problèmes d'Amérique latine*, 2017, n° 106-107, p. 117-134.
- MATHIEU Nicole, 2000, « Repenser la nature dans la ville: un enjeu pour la géographie », *Natures sciences sociétés*, 2000, vol. 8, n° 3, p. 79–80.
- MATHIEU Nicole, 1998, « La notion de rural et les rapports ville-campagne en France Les années quatre-vingt-dix », *Économie rurale*, 1998, vol. 247, n° 1, p. 11-20.
- MATHIEU Nicole et GUERMOND Yves, 2010, *Introduction : La ville durable : un enjeu scientifique*, s.l., Editions Quæ.
- MATOS MAR José, 2012, *Perú: estado desbordado y sociedad nacional emergente*, Lima, Perú, Universidad Ricardo Palma, Centro de Investigación, 573 p.
- MATOS MAR José, 2004, *Desborde popular 20 años después*, s.l., Lima: IEP.
- MATOS MAR José, 1985, *Desborde popular y crisis del Estado. El nuevo rostro del Peru en la decada de 1980.*, Lima, Perú, Instituto de Estudios Peruanos, 100 p.
- MATOS MAR José et MENDOZA J. Portugal, 1964, *El Valle de Lurin y el pueblo de Pachacamac: cambios sociales y culturales*, Universidad Nacional Mayor de San Marcos., Lima, Perú.
- MATTA Raúl, 2014, « República gastronómica y país de cocineros: comida, política, medios y una nueva idea de nación para el Perú », *Revista Colombiana de Antropología*, 2014, vol. 50, n° 2.
- MATTA Raúl, 2012, « « Déclinaisons » de l'imaginaire urbain de l'upper-middle class de Lima (Pérou). Un aperçu depuis les pratiques culturelles, “Declensions” of the urban imaginary in the upper-middle class of Lima (Peru). An outline from cultural practices, Resumen », *Problèmes d'Amérique latine*, 13 décembre 2012, n° 86, p. 75-92.

- MATTA Raúl, 2010, « La construction sociale de la cuisine péruvienne », *Hommes & Migrations*, 2010, n° 1, p. 96–107.
- MAYE Damian et KIRWAN James, 2010, « Alternative food networks », *Sociology of Agriculture and Food*, 2010, vol. 20, p. 383–389.
- MAYER Enrique, 2009, *Ugly stories of the Peruvian agrarian reform*, Durham, Duke University Press (coll. « Latin America otherwise »), 299 p.
- MAYER Enrique, 2004, *Casa, chacra y dinero: economías domésticas y ecología en los Andes*, 1. ed., Lima, IEP Ediciones (coll. « Estudios de la sociedad rural »), 412 p.
- MAZOYER Marcel et ROUDART Laurence, ///, *Histoire des agricultures du monde: du néolithique à la crise contemporaine*, Paris, Éditions du Seuil.
- MAZUREK Hubert, 2002, « De «l'ordre andin» à «l'utopie archaïque»: Mythes et réalités de la paysannerie andine du Pérou », *Caravelle (1988-)*, 2002, p. 69–92.
- MCCLINTOCK Nathan, 2018, « Cultivating (a) Sustainability Capital: Urban Agriculture, Ecogentrification, and the Uneven Valorization of Social Reproduction », *Annals of the American Association of Geographers*, 2018, vol. 108, n° 2, p. 579–590.
- MCCLINTOCK Nathan, 2014, « Radical, reformist, and garden-variety neoliberal: coming to terms with urban agriculture's contradictions », *Local Environment*, 7 février 2014, vol. 19, n° 2, p. 147-171.
- MEHDI Lotfi, WEBER Christiane, PIETRO Francesca Di et SELMI Wissal, 2012, « Évolution de la place du végétal dans la ville, de l'espace vert a la trame verte », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 12 septembre 2012, Volume 12 Numéro 2.
- MELKI Sara et PRAT Camille, 2009, *Diagnostic agraire de la vallée de Lurin: périphérie de Lima, Pérou.*, Mémoire master 2, Sup Agro Montpellier, s.l.
- MENDES Wendy, BALMER Kevin, KAETHLER Terra et RHOADS Amanda, 2008, « Using Land Inventories to Plan for Urban Agriculture: Experiences From Portland and Vancouver », *Journal of the American Planning Association*, 21 octobre 2008, vol. 74, n° 4, p. 435-449.
- MÉNDEZ SASTOQUE Marlon Javier, 2005, « Contradicción, complementariedad e hibridación en las relaciones entre lo rural y lo urbano » dans Sanchez Avila (ed.), *Lo urbano-rural, nuevas expresiones territoriales?*, CRIM/UNAM., s.l., p. 87-121.
- MEO Guy Di, 2008, « Une géographie sociale entre représentations et action », *Montagnes méditerranéennes et développement territorial*, 2008, 23 (Numéro Spécial Représentation, Action, Territoire), p. 13-21.
- MESCLIER Évelyne, 2011, « La participation des bénéficiaires de la réforme agraire à la production de l'espace agricole péruvien : une dynamique remise en cause par le libéralisme ? », *Problèmes d'Amérique latine*, 1 janvier 2011, N° 79, n° 1, p. 35-54.
- MESCLIER Évelyne, 2009, « Le titrage des terres, instrument d'une restructuration orientée de l'agriculture péruvienne », *Les Politiques d'enregistrement des droits fonciers. Du cadre légal aux pratiques locales*, Paris, Karthala, 2009, p. 445–475.

MESCLIER Evelyne, 2000, « Trente ans après la réforme agraire péruvienne: le discours des investisseurs contre la voie paysanne », *Problèmes d'Amérique latine*, 2000, n° 38, p. 117–141.

MESCLIER Evelyne et CHALEARD Jean-Louis, 2006, « Le paradoxe social des territoires gagnants : l'exemple de Motupe au Pérou » dans Jérôme Lombard, Evelyne Mesclier et S. Velut (eds.), *La mondialisation côté Sud : acteurs et territoires*, Paris, IRD, p. 373-388.

MESCLIER Evelyne, CHALEARD Jean-Louis, DAO THE ANH, FANCHETTE Sylvie, HENRIOT C., HURTADO J.R., MONIN E., MOUSTIER P. et YAPI-DIAHOU A., 2014, « Les formes actuelles du recul des terres agricoles : quels modèles pour quels enjeux ? Comparaison à partir de quatre métropoles » dans J.L. Chaléard et Métropoles aux Suds : le Défi des Périphéries ? : Colloque, Paris (FRA), 2012/02/27-29 (eds.), *Métropoles aux Suds : le défi des périphéries ?*, Paris, Karthala (coll. « Hommes et Sociétés »), p. 321-339.

MESCLIER Evelyne, CHALEARD Jean-Louis, HUAMANTINCO Alicia, MONTOYA Cécilia et THEODAT Jean-Marie, 2011, « Aux frontières de l'agglomération de Lima », *Graphigéo*, 2011, n° 34, p. 65-78.

MESCLIER Évelyne, MARSHALL Anaïs, CHALEARD Jean-Louis et AUQUIER Célia, 2013, « L'agriculture entrepreneuriale d'exportation : un choix politique aux enjeux complexes », *Problèmes d'Amérique latine*, 10 octobre 2013, N° 88, n° 1, p. 55-76.

MESTDAGH Léa, 2018, *Jardiner entre soi*, Paris, France, Harmattan.

METZGER Pascale, 1994, « Contribution à une problématique de l'environnement urbain », *Cahiers des Sciences humaines*, 1994, vol. 30, n° 4, p. 595–679.

METZGER Pascale et COURET Dominique, 2002, « La ville durable côté Sud: entre utopies et pratiques » dans *Développement durable. Doctrine, pratiques évaluation.*, Paris, France, IRD Editions.

METZGER Pascale, GLUSKI Pauline, ROBERT J. et SIERRA A., 2014, « Atlas problématique d'une métropole vulnérable: inégalités urbaines à Lima et Callao », 2014.

MINAGRI, 2015, *Boletín anual. Producción Pecuaria y avícola 2014*, Lima, Perú, Minagri.

MINAGRI, 2013, *Producción hortifrutícola 2013*, Lima, Perú, Minagri.

MINAGRI, 2007, *Situación de las actividades de crianza y producción de cuyes.*, Lima, Perú.

MIRANDA Liliana et HORDIJK Michaela, 1998, « Let us build cities for life: the national campaign of Local Agenda 21s in Peru », *Environment and Urbanization*, 1 octobre 1998, vol. 10, n° 2, p. 69-102.

MIYASHIRO Jaime, MONTOYA Cecilia et SORIA Laura, 2008, « Crecimiento de Lima hacia el Sur: y qué del suelo y del agua? », *DESCO*, 2008, Peru hoy: territoria y naturaleza. Desarrollo en armonia, p. 220-242.

MONNET Jérôme (ed.), 1999, *Ville et pouvoir en Amérique: les formes de l'autorité*, Paris, Harmattan (coll. « Collection "Géographie et cultures." »), 190 p.

- MONTEVENTI WEBER Lilli, DESCHENAUX Chantal et TRANDA-PITTION Michèle, 2008, *Campagne-ville: le pas de deux ; enjeux et opportunités des recompositions territoriales*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.
- MONTIEL Marta Soler, 2015, « Le Programme d'Agriculture Urbaine de la ville de Rosario en Argentine. Une gestion complexe de la multifonctionnalité », *Revue d'ethnoécologie*, 2015, n° 8.
- MOQUILLAZA Alberto Mosquera, 2000, « Cuenca del Chillón: un pulmón natural, histórico y cultural », *Revista de la Facultad de Ciencias Económicas de la UNMSM*, 2000, vol. 15, p. 217.
- MORARDET Sylvie, 1994, *Pratiques et stratégies foncières des agriculteurs: un outil d'analyse pour l'aménagement des zones fragiles*, 1. ed., Antony, CEMAGREF, Centre National du Machinisme Agricole du Génie Rural des Eaux et des Forêts (coll. « Etudes du CEMAGREF Série Gestion des territoires »), 292 p.
- MORENO Julio Cesar et HUERSE Ricardo, 2010, *Diagnostico Socioeconomico de la Cuenca del rio Lurin*, Lima, Perú, CGDD-CIED.
- MORENO RUIZ Julio, 2013, *Informe cualitativo de la actividad agricola de la direccion regional de agricultura Lima*, Huaral, Peru, Gobierno Regional de Lima.
- MORGAN K. et SONNINO R., 2010, « The urban foodscape: world cities and the new food equation », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 1 juillet 2010, vol. 3, n° 2, p. 209-224.
- MORRIS Carol et KIRWAN James, 2010, « Food commodities, geographical knowledges and the reconnection of production and consumption: The case of naturally embedded food products », *Geoforum*, janvier 2010, vol. 41, n° 1, p. 131-143.
- MOUGEOT Luc, 2000, « Urban agriculture: definition, presence, potentials and risks », *Growing cities, growing food: Urban agriculture on the policy agenda*, 2000, p. 1-42.
- MOUNT Phil, 2012, « Growing local food: scale and local food systems governance », *Agriculture and Human Values*, mars 2012, vol. 29, n° 1, p. 107-121.
- MOUSTIER Paule, 2004, *Développement durable de l'agriculture urbaine en Afrique francophone: enjeux, concepts et méthode*, s.l., Editions Quae, 180 p.
- MOUSTIER Paule, 1999, *Filières maraîchères à Brazzaville: quantification et observatoire pour l'action*, s.l., Editions Quae.
- MOUSTIER Paule et MBAYE Alain, 1999a, « Introduction générale » dans *Agriculture périurbaine en Afrique subsaharienne: actes de l'atelier international du 20 au 24 avril 1998*, Montpellier, France, CIRAD, p. 7-17.
- MOUSTIER Paule et MBAYE Alain, 1999b, « Introduction générale », *Moustier P. et al*, 1999, p. 7-17.

MOUSTIER Paule et TEMPLE Ludovic, 2004, « Les fonctions et contraintes de l'agriculture périurbaine de quelques villes africaines (Yaoundé, Cotonou, Dakar) », *Cahiers Agricultures*, 1 janvier 2004, vol. 13, n° 1, p. 15-22.

MUNDLER Patrick, CONSALES Jean-Noël, MELIN Gil, POUVESLE Cyril et VANDENBROUCKE Perrine, 2014, « Tous agriculteurs ? L'agriculture urbaine et ses frontières », *Géocarrefour*, 23 décembre 2014, vol. 89, 89/1-2, p. 53-63.

MUNICIPALIDAD METROPOLITANA DE LIMA, 2015, *Diagnostico y priorizacion de cadenas productivas. Subgerencia Regional Agraria PGRLM*, Lima, Perú, Municipalidad metropolitana de Lima.

MUNICIPALIDAD METROPOLITANA DE LIMA, 2014a, *Plan regional de desarrollo concertado de Lima (2012-2025)*, Lima, Perú, Municipalidad metropolitana de Lima.

MUNICIPALIDAD METROPOLITANA DE LIMA, 2014b, *Plan 2035*, Lima, Perú, Municipalidad metropolitana de Lima.

NAHMIAS Paula et LE CARO Yvon, 2012, « Pour une définition de l'agriculture urbaine : réciprocity fonctionnelle et diversité des formes spatiales », *Environnement Urbain / Urban Environment*, 16 septembre 2012, Volume 6.

OLAHAN Abraham, 2010, « Agriculture urbaine et stratégies de survie des ménages pauvres dans le complexe spatial du district d'Abidjan », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 2 septembre 2010, Volume 10 numéro 2.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1995, « La politique du terrain », *Enquête. Archives de la revue Enquête*, 1 octobre 1995, n° 1, p. 71-109.

OLSEN P, 2008, *Peru organic products update*, Washington DC, GAIN.

ONPU, 1992, *Plan de Desarrollo Metropolitano Lima-Callao. PLANDEMET 1990-2010.*, Lima, Perú, Oficina Nacional de Planeamiento y Urbanismo.

ONPU, 1949, *Plan Piloto de Lima.*, Lima, Perú, Oficina Nacional de Planeamiento y Urbanismo.

ORTEGA Carola, 2015, *Faire face à la pauvreté: approche comparative des zones urbaines défavorisées en France et au Pérou.*, Doctorat en sociologie, Université de Strasbourg, Strasbourg.

ORTIZ SANCHEZ Ivan, 2010, *El derecho de propiedad y la posesion informal*, Lima, Perú, Facultad de derecho, Pontifica Universidad Catolica del Peru, 32 p.

OSBORNE Thomas et ROSE Nikolas, 1999, « Governing cities: notes on the spatialisation of virtue », *Environment and planning D: society and space*, 1999, vol. 17, n° 6, p. 737-760.

OSMONT Annik, 2003, « Ciudad y economía: la ciudad eficiente », *Cuadernos de la CEPAL*, 2003.

OSTROM Elinor, BURGER Joanna, FIELD Christopher B., NORGAARD Richard B. et POLICANSKY David, 1999, « Revisiting the Commons: Local Lessons, Global Challenges », *Science*, 9 avril 1999, vol. 284, n° 5412, p. 278-282.

PADDEU Flaminia, 2017, *Sortir du mythe de la panacée. Les ambiguïtés de l'agriculture urbaine à Detroit.*, <http://www.metropolitiques.eu/Sortir-du-mythe-de-la-panacee-Les.html> , avril 2017.

PADDEU Flaminia, 2015, *De la crise urbaine à la réappropriation du territoire. Mobilisations civiques pour la justice environnementale et alimentaire dans les quartiers défavorisés de Detroit et du Bronx à New York.*, phdthesis, Université Paris 4 Sorbonne, s.l.

PARKSWATCH, 2004, *Zona Reservada Pantanos de Villa*, , 2004.

PATEL Ishwarbhai C., 1991, « Gardening's Socioeconomic Impacts », *Journal of Extension*, 1991, vol. 29, n° 4.

PAUGAM Marina et RODRIGO Jean-Michel, 2008, *Villa El Salvador, les bâtisseurs du désert.*, s.l.

PAUL JOSEPH DRAUS, JULIETTE RODDY et ANTHONY MCDUFFIE, 2014, « 'We don't have no neighbourhood': Advanced marginality and urban agriculture in Detroit », *Urban Studies*, 1 septembre 2014, vol. 51, n° 12, p. 2523-2538.

PEATLE Lisa, 1990, « Participation: a case study of how invaders organize, negotiate and interact with government in Lima, Peru », *Environment and Urbanization*, 1 avril 1990, vol. 2, n° 1, p. 19-30.

PELAEZ Fernando Saavedra, 2015, « L'agriculture urbaine dans la Ville de Mexico : analyse critique des politiques, Urban agriculture in the city of Mexico : critical analysis of policies », *Problèmes d'Amérique latine*, 2015, n° 99, p. 67-81.

PERRIER-CORNET Philippe et HERVIEU Bertrand, 2002, « Les transformations des campagnes françaises: une vue d'ensemble », *Repenser les campagnes*, 2002, p. 9–31.

PERRIN Coline et SOULARD Christophe-Toussaint, 2014, « Vers une gouvernance alimentaire locale reliant ville et agriculture. Le cas de Perpignan », *Géocarrefour*, 17 décembre 2014, Vol. 89, n° 1, p. 125-134.

PHELINAS Pascale, 2004, « L'emploi complémentaire en milieu rural péruvien: la richesse des pauvres? », *Economie rurale*, 2004, vol. 282, n° 1, p. 40-58.

PHILIPPONNEAU Michel, 1956, *La vie rurale de la banlieue parisienne*, Paris, Colin, 593 p.

PIRON Marie, MESCLIER Évelyne et LORTIC Bernard, 2015, « Expansion de l'agglomération de Lima et différenciation de l'espace résidentiel : analyse exploratoire d'un corpus de données diversifié », *Cybergeo : European Journal of Geography*, 23 juin 2015.

PNUD, 2012, *Peru: la oportunidad de un nuevo ciclo de desarrollo. Escenarios prospectivos 2012-2016.*, s.l.

POMMELET P, 1991, « Introduction » dans *La grande ville: enjeu du XXIème siècle. Mélanges en hommage à Jean Bastié*, Paris, Presses universitaires de France.

POTHUKUCHI Kameshwari et KAUFMAN Jerome L., 2000, « The food system: A stranger to the planning field », *Journal of the American planning association*, 2000, vol. 66, n° 2, p. 113–124.

POULOT Monique, 2014, « Agriculture et acteurs agricoles dans les mailles des territoires de gouvernance urbaine: nouvelle agriculture, nouveaux métiers? », *Espaces et sociétés*, 2014, n° 3, p. 13–30.

POULOT Monique, 2013a, « Du vert dans le périurbain. Les espaces ouverts, une hybridation de l'espace public (exemples franciliens) », *EspacesTemps.net*, mai 2013, p. <http://www.espacestemp.net/articles/du-vert-dans-le-periurbain-les-espaces-ouverts-une-hybridation->.

POULOT Monique, 2013b, « Agriculture dans la ville, agriculture pour la ville: acteurs, pratiques et enjeux », *Bulletin de l'Association de géographes français: Géographies*, 2013, vol. 90, n° 3, p. 276-285.

POULOT Monique, 2008, « Les territoires périurbains : « fin de partie » pour la géographie rurale ou nouvelles perspectives ? », *Géocarrefour*, 31 décembre 2008, vol. 83, n° 4.

POULOT Monique et ROUYRES Thérèse, 2003, « Les espaces ouverts en Ile-de-France: quels enjeux pour quels acteurs? », *Canadian Journal of Regional Science*, 2003, vol. 26, n° 2-3, p. 431–446.

POURIAS Jeanne, 2014, *Production alimentaire et pratiques culturelles en agriculture urbaine. Analyse agronomique de la fonction alimentaires des jardins associatifs urbains à Paris et à Montréal.*, Université du Québec et AgroParisTech, s.l., 292 p.

PUDUP Mary Beth, 2008, « It takes a garden: Cultivating citizen-subjects in organized garden projects », *Geoforum*, 1 mai 2008, vol. 39, n° 3, (coll. « Rethinking Economy »), p. 1228-1240.

PUENTE FRANTZEN Karina, 2017, « El Plan Metropolitano de Desarrollo Urbano de Lima y Callao 2035: análisis de un intento fallido », *Revista Iberoamericana de Urbanismo*, 2017, n° 13, p. 111–134.

RAFAEL Jorge, 2017, *Protección de recursos naturales en la región de Lima Metropolitana*, Mémoire de fin d'étude, ingénieur agronome, Universidad Agraria La Molina, Lima, Perú.

RAFFESTIN Claude, 1986, « Territorialité: concept ou paradigme de la géographie sociale? », *Geographica Helvetica*, 1986, n° 2, p. 91–96.

RAYMOND Richard, 2005, *La nature à la campagne: identification sociale et argument pour la gestion d'un territoire rural partagé*, Paris, France, Atelier national de Reproduction des Thèses.

RAYMUNDO R, BUSSINK C et PRAIN Gordon, 2007, *La Dinamica de la Agricultura en Lima 1972-2002.*, Lima, Perú, Centro Internacionl de la Papa (coll. « Urban Harvest Working paper Series, no.3 »).

- REBOUL Claude, 1976, « Mode de production et systèmes de culture et d'élevage », *Économie rurale*, 1976, vol. 112, n° 1, p. 55-65.
- REDWOOD Mark (ed.), 2009, *Agriculture in urban planning: generating livelihoods and food security*, Sterling, VA, Earthscan, 248 p.
- REVESZ Bruno, 1991, « Vingt ans après la réforme de la périphérie agraire, les impuissances de l'Etat péruvien. », *Revue française de science politique*, 1991, vol. 41, n° 6, p. 808-832.
- REYNOLDS Kristin et COHEN Nevin, 2016, *Beyond the kale: Urban agriculture and social justice activism in New York City*, s.l., University of Georgia Press, vol.28.
- RIBEYRO Julio Ramón, 2010, *La palabra del mudo*, 1. ed., Barcelona, Seix Barral (coll. « Biblioteca Breve »), 1035 p.
- RIEUTORT Laurent, 2012, « Du rural aux nouvelles ruralités », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 1 avril 2012, n° 59, p. 43-52.
- RIOFRIO Gustavo, 2009, « Imágenes y perspectivas del crecimiento urbano de Lima. » dans *Los nuevos rostros de la ciudad de Lima: Foro Urbano.*, Colegio de Sociólogos del Perú., Lima, Perú.
- RIOFRIO Gustavo, 2003, *Urban Slum Reports: The Case of Lima, Peru*, s.l., ONU-Habitat (coll. « Understanding Slums: Case Studies for the Global Report »).
- RIVIERE D'ARC Hélène et MEMOLI Maurizio (eds.), 2006, *Le pari urbain en Amérique latine: vivre dans le centre des villes*, Paris, Armand Colin (coll. « Collection U »), 223 p.
- ROBERT-BOEUF Camille, 2017, « Les jardins collectifs en île de France et à Kazan. Des espaces hybrides pour réinterroger les relations villes-campagnes » dans *Villes et campagnes en relations. Regards croisés Nord-Sud*, Karthala., Paris, p. 199-212.
- ROBINEAU Ophélie, 2013, *Vivre de l'agriculture dans la ville africaine : une géographie des arrangements entre acteurs à Bobo-Dioulasso, Burkina Faso*, phdthesis, Université Paul Valéry - Montpellier III, s.l.
- ROBINEAU Ophélie, TICHIT Julia et MAILLARD Thomas, 2014, « S'intégrer pour se pérenniser: pratiques d'agriculteurs urbains dans trois villes du Sud », *Espaces et sociétés*, 2014, vol. 158, n° 3, p. 83-100.
- ROSEL Pamela del Rocío Ávila et PALACIO Joan Ramón Sanchís, 2012, « Surgimiento de las Micro y Pequeñas Empresas (MYPE) e impacto de los Microcréditos sobre la reducción de la pobreza. El caso de Lima Metropolitana (Perú) », *Gizarte Ekonomiaren Euskal Aldizkaria-Revista Vasca de Economía Social*, 2012, n° 7.
- ROSENFELD Alex, 1994, *Los gobiernos locales en América Latina*, s.l., Programa de gestión urbana en América Latina.
- ROY Louis, PAQUETTE Sylvain et DOMON Gérald, 2005, « La campagne des néoruraux : motifs de migration, territoires valorisés et usages de l'espace domestique », *Recherches sociographiques*, 2005, vol. 46, n° 1, p. 35.

RUAF, 2011, *Villa Maria sembrando para la vida. Plan estrategico Concertado de Agricultura Urbana para Villa Maria del Triunfo (2007-2011).*, Lima, Perú, Ipes, Fundacion RUAF, Foro de Agricultura Urbana de VMT.

SABOGAL Ana, "Espace urbain et espaces verts à Lima", COP21, IHEAL, Paris.

SALAZAR BONDY Sebastián, TRIVIÑOS Gilberto, NIEVES ALONSO María, RODRÍGUEZ Mario et GÉRMAN BELLI Carlos, 2008, *Lima la horrible*, Concepción, Chile; Madrid, Editorial Universidad de Concepción ; Calambur Editorial.

SALDIVAR-TANAKA Laura et KRASNY Marianne E., 2004, « Culturing community development, neighborhood open space, and civic agriculture: The case of Latino community gardens in New York City », *Agriculture and Human Values*, janvier 2004, vol. 21, n° 4, p. 399-412.

SALOMON CAVIN Joëlle, 2012, « Entre ville stérile et ville fertile, l'émergence de l'agriculture urbaine en Suisse », *Environnement Urbain / Urban Environment*, 16 septembre 2012, Volume 6.

SCHEROMM Pascale, 2013, « Les jardins collectifs, entre nature et agriculture - Métropolitiques », *Métropolitiques*, 2013.

SCHILTER C., 1991, « L'agriculture urbaine : une activité créatrice d'emplois, en économie de survie : le cas de Lomé », *Cahiers des Sciences Humaines*, 1991, vol. 27, n° 1-2, p. 159-168.

SCHWAB Eva, CAPUTO Silvio et HERNANDEZ-GARCIA Jaime, 2018, « Urban Agriculture: Models-in-Circulation from a Critical Transnational Perspective », *Landscape and Urban Planning*, 1 février 2018, vol. 170, p. 15-23.

SEBILLOTTE Michel, 2002, « Agronomes et territoires. Les trois métiers des agronomes », *Agronomes et Territoires*, 2002, p. 479-497.

SEBILLOTTE Michel, 1974, « Agronomie et agriculture. Essai d'analyse des tâches de l'agronome », *Cahiers Orstom, série biologie*, 1974, vol. 24, p. 3-25.

SECHET Raymonde et VESCHAMBRE Vincent, 2006, *Penser et faire la géographie sociale: contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

SERNANP, 2016, *Plan Maestro del Refugio de Vida Silvestre Los Pantanos de Villa . 2016-2020.*, Lima, Perú, SERNANP.

SERNANP, 1998, *Plan Maestro del Refugio de Vida Silvestre Los Pantanos de Villa*, Lima, Perú, SERNANP.

SIURA Saray et SOTO Noemi, 2008, *Panorama de Experiencias de Agricultura Urbana en Lima Metropolitana y Callao.*, Lima, Perú, IPES.

SLAK Marie-Françoise et VIVIERE J. L., 2000, « Vers une modélisation du mitage. Périurbanisation et agriculture », *Études foncières*, 2000, vol. 85, p. 33-38.

SLOCUM Rachel, CADIEUX Kirsten et BLUMBERG Renata, 2016, « Solidarité, espace et «race»: vers des géographies de la justice alimentaire », *justice spatiale-spatial justice*, 2016, vol. 9, p. <http-www>.

SMIT Jac, 1996, « Urban agriculture, progress and prospect: 1975-2005 », *Cities feeding people series; rept. 18*, 1996.

SOULARD Christophe-Toussaint et AUBRY Christine, 2011, « Cultiver les milieux habités: quelle agronomie en zone urbaine », *Revue Agronomie Environnement & Sociétés*, 2011, vol. 2, n° 8, p. 89-101.

SOURISSEAU Jean-Michel, 2014, *Agricultures familiales et mondes à venir*, Versailles, Quae.

SPACIOLIBRE, 2016, *Patricia Juárez y las mentiras sobre la inexistencia del PLAM 2035 / Spacio Libre - Web de Noticias*, <http://www.spaciolibre.pe/patricia-juarez-y-las-mentiras-sobre-la-inexistencia-del-plam-2035/>, 13 septembre 2016, consulté le 8 septembre 2018.

SWAFFIELD Simon et FAIRWEATHER John, 1998, « In Search of Arcadia: The Persistence of the Rural Idyll in New Zealand Rural Subdivisions », *Journal of Environmental Planning and Management*, 1 janvier 1998, vol. 41, n° 1, p. 111-128.

TACOLI Cecilia, 2000, « Rural-Urban Interdependence » dans *Achieving Urban Food and Nutrition Security in the Developing World - A 2020 Vision for Food, Agriculture, and the Environment*, s.l., IFPRI.

TACOLI Cecilia, 1998, « Rural-urban interactions; a guide to the literature », *Environment and urbanization*, 1998, vol. 10, p. 147-166.

TALLET Bernard et MONIN Etienne, 2014, « Que reste-t-il de l'image classique des ceintures agricoles périurbaines? Une comparaison de Mexico et de Shanghai » dans *Métropoles aux Suds. Le défi des périphéries?*, Paris, France, Karthala, p. 261-272.

TAMAGNO Carla et HILARES German, 2010, *Comunicación y redes en el desarrollo territorial del distrito de Pachacamac.*, Maestria de inovacion agraria para el desarrollo rural, Universidad Agraria La Molina, s.l., 60 p.

THEYS Jacques et EMELIANOFF Cyria, 2001, « Les contradictions de la ville durable », *Le Débat*, 2001, vol. 113, n° 1, p. 122.

THIBERT J., 2012, « Making Local Planning Work for Urban Agriculture in the North American Context: A View from the Ground », *Journal of Planning Education and Research*, 1 septembre 2012, vol. 32, n° 3, p. 349-357.

THOMAS Graeme et SANSONETI Giulio, 2010, *Développer des villes plus vertes*, Rome, Italie, FAO.

TOLRON J. J., 2001, « Agriculture périurbaine: paradigme et paradoxes d'une péri-agriculture. Illustration en région méditerranéenne. », *Ingénieries*, 2001, n° 28, p. 65-74.

TORNAGHI Chiara, 2014, « Critical geography of urban agriculture », *Progress in Human Geography*, août 2014, vol. 38, n° 4, p. 551-567.

- TORRE Andre, 2013, « Natures urbaines: l'agriculture au coeur des métropoles? » dans *Le Demeter 2013. Dossier nature et agriculture pour la ville.*, s.l., p. 428.
- TORRES Fabiola, 2009, *Más de la mitad de pozos de agua de Lima son informales*, <http://elcomercio.pe/lima/ciudad/irresponsable-extraccion-agua-mas-mitad-pozos-lima-son-informales-noticia-254546> , 3 mai 2009, consulté le 20 juillet 2015.
- TORRES-LIMA Pablo, CANABAL-CRISTIANI Beatriz et BURELA-RUEDA Gilberto, 1994, « Urban sustainable agriculture: The paradox of the chinampa system in Mexico City », *Agriculture and Human Values*, 1 décembre 1994, vol. 11, n° 1, p. 37-46.
- TRICAUD Pierre-Marie, 1996, *Ville et nature dans les agglomérations d'Afrique et d'Asie*, Paris, France, Éd. du GRET, 103 p.
- TRISTAN Flora, 2003, *Pérégrinations d'une paria*, Arles [France], Actes sud.
- TRIVELLI Carolina, 2001, *El consumo urbano de alimentos andinos tradicionales*, s.l., MSP, 92 p.
- TRIVELLI Carolina et VENERO Hidelgardí, 1999, *Credito rural: coexistencia de prestamistas formales e informales, racionamiento y auto-racionamiento*, Lima, Perú, IEP, Instituto de Estudios Peruanos.
- TROIN Jean-François et TROIN Florence, 2000, *Les métropoles des « Sud »*, Paris, Ellipses.
- TURÍN S., LÓPEZ U., GONZÁLEZ Z. et OTHERS, 2005, « Prevalencia de cisticercosis porcina en la ampliación del Parque Porcino de Ventanilla“ Pampas de los Perros”, Callao », *Revista de Investigaciones Veterinarias del Perú*, 2005, vol. 16, n° 1, p. 82–89.
- TURNER Bethaney, 2011, « Embodied connections: sustainability, food systems and community gardens », *Local Environment*, juillet 2011, vol. 16, n° 6, p. 509-522.
- UNIVERSIDAD NACIONAL AGRARIA DE LA MOLINA, 2015, *Historia de la granja de cuyes de Cieneguilla 1986-2014*, Lima, Perú, Facultad de Zootecnia.
- URBAN HARVEST, 2006, *Agricultura urbana y peri-urbana en Lima Metropolitana: una estrategia de lucha contra la pobreza y la inseguridad alimentaria (tercera reunion interinstitucional)*, Lima, Perú, Urban Harvest.
- VALCÁRCEL Marcel et CANCINO Ignacio, 2000a, *Análisis institucional del sistema de riego de la cuenca del Chillón*, Lima, Perú, Sidalc.
- VALCÁRCEL Marcel et CANCINO Ignacio, 2000b, *Análisis institucional del sistema de riego de la cuenca del Chillón*, s.l.
- VALCÁRCEL Marcel et FLORES Katia Lumbreras, 1997, *Agricultores de Chillón: Modernización e institucionalidad*, s.l., Fovida.
- VAN OORT G., 1994, « L'agriculture de loisir, une nouvelle forme d'utilisation de l'espace ? Le cas de la frange urbaine de la ville d'Utrecht (Hobby farming, a new form of space utilisation ? The case study of the urban fringe of Utrecht city) », *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, 1994, vol. 71, n° 2, p. 135-143.

- VEGA CENTENO Pablo, 2017, « La desigualdad invisible: el uso cotidiano de los espacios públicos en la Lima del siglo XXI », *Territorios*, juin 2017, n° 36, p. 23-46.
- VEGA CENTENO Pablo, 2013, « ¿ Dónde somos limeños? Explorando los espacios públicos de la ciudad » dans C. Aguirre et A. Panfichi (eds.), *Lima, siglo XX. Cultura, socialización y cambio*, s.l., p. 123-144.
- VEGA CENTENO Pablo, 2006, « Lima: Espacio público y ciudad sostenible », *Portal de asuntos publicos de la PUCP*, 2006.
- VEGA CENTENO SARA LAFOSSE Pablo et MATTA Raúl, 2014, « La densification récente de Lima et ses défis en matière de logement et de transport », *Problèmes d'Amérique latine*, 2014, n° 3, p. 39-56.
- VERON Jacques, 2007, « La moitié de la population mondiale vit en ville », *Population & Sociétés*, 2007, vol. 435, p. 1-4.
- VIANEY Gisèle, BACCONNIER-BAYLET Sandrine et DUVERNOY Isabelle, 2006, « L'aménagement communal périurbain : maintenir l'agriculture pour préserver quelle ruralité ? », *Land management in periurban municipalities : maintaining agriculture to preserve which rurality ?*, *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 2006, août, n° 3, p. 355-372.
- VIDAL Roland, 2011, « Construire des territoires partagés entre la ville et l'agriculture » dans *Entre ville et campagne, un paysage à inventer*, Rennes, Conseil Régional de Bretagne (coll. « Ateliers techniques du paysage »), p. 13-36.
- VIDAL Roland et FLEURY André, 2009, « Aménager les relations entre la ville et l'agriculture, de nouveaux enjeux territoriaux et une nouvelle approche agriurbaniste », *Revue Urbia*, 2009, vol. 8, p. 127-142.
- VIEILLARD-BARON Hervé, 2013, « Le terrain et la proximité en question » dans Raymonde Séchet et Vincent Veschambre (eds.), *Penser et faire la géographie sociale : Contribution à une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (coll. « Géographie sociale »), p. 133-148.
- VILLAVICENCIO Luis Maldonado, 2012, « Urban agriculture as a livelihood strategy in Lima, Peru » dans *Agriculture in Urban Planning*, s.l., Routledge, p. 67-90.
- VILLENA CHÁVEZ Jaime, 2017, « Prevalencia de sobrepeso y obesidad en el Perú », *Revista Peruana de Ginecología y Obstetricia*, octobre 2017, vol. 63, n° 4, p. 593-598.
- VON THÜNEN Johann Heinrich, 1851, *Recherches sur l'influence que le prix des grains, la richesse du sol et les impôts exercent sur les systèmes de culture*, s.l., Guillaumin.
- WAGNER Anna, 1988, « L'invasion, principale filière populaire de production foncière et immobilière à Lima », *Revue Tiers Monde*, 1 octobre 1988, vol. 29, n° 116, p. 1055-1066.
- WARSHAWSKY Daniel Novik, 2014, « Civil society and urban food insecurity: analyzing the roles of local food organizations in Johannesburg », *Urban Geography*, 2 janvier 2014, vol. 35, n° 1, p. 109-132.

WEGMULLER Fabien et DUCHEMIN Éric, 2010, « Multifonctionnalité de l'agriculture urbaine à Montréal : étude des discours au sein du programme des jardins communautaires », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 2 septembre 2010, Volume 10 numéro 2.

WURST Alberto, 2014, « Castañeda, Villaran y dos maneras muy distintas de ver la gestión de obras en zonas populares de Lima. », *Revista Argumentos*, 2014, vol. 4.

ZEBALLO Eduardo, 1991, « Villa el Salvador: Tiempos de lucha y organización » dans *Lima? Para vivir mañana*, FOVIDA., Lima, Perú, p. 209–324.

ZEZZA Alberto et TASCIOTTI Luca, 2010, « Urban agriculture, poverty, and food security: Empirical evidence from a sample of developing countries », *Food Policy*, 1 août 2010, vol. 35, n° 4, p. 265-273.

2014, *Ciudades Mas Verdes en America Latina y el Caribe / Most Green Cities in Latin America and the Caribbean.*, Rome, Italie, FAO.

Sites internet :

[Imp.gob.pe](http://imp.gob.pe)

inei.gob.pe

inrena.gob.pe

munlima.gob.pe

muniate.gob.pe

municarabayllo.gob.pe

munichosica.gob.pe

municieneguilla.gob.pe

munilurin.gob.pe

munipachacamac.gob.pe

munipuentepiedra.gob.pe

pgrlm.gob.pe

sedapal.gob.pe

serpar.gob.pe

sernanp.gob.pe

sistemas.minag.gob.pe

TABLES

Table des sigles

AAA	<i>Autoridad Administrativa del Agua</i> - Autorité Administrative de l'eau
ACR	<i>Area de conversacion regional</i> - Aire de conservation régionale
ALA	<i>Autoridad Local del Agua</i> - Autorité Locale de l'eau
AMAP	Association pour le maintien d'une agriculture paysanne
ANA	<i>Autoridad Nacional del Agua</i> - Autorité Nationale de l'Eau
ANPE	<i>Asociación Nacional de Productores Ecológicos</i> - Association Nationale des Producteurs Écologiques.
ANR Périssud	Dynamiques territoriales à la périphérie des métropoles du Sud
APAHO	<i>Productores Agropecuarios Organicos de Huachipa</i> – Producteurs agricoles biologiques de Huachipa
APEGA	<i>Sociedad Peruana de Gastronomía</i> – Société péruvienne de gastronomie
CAIA	<i>Centro de Aprendizaje e innovacion agroecológica</i> - Centre d'apprentissage et d'innovation agroécologique
CGIAR	Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale)
CIP	Centre International de la Pomme de terre
COFOPRI	Organismo de Formalización de la Propiedad Informal – Organisme de légalisation de la propriété informelle
COP	Conférence des Parties
COSANACA	<i>Cosecha Sana Carapongo</i> – Récolte saine Carapongo
CR	<i>Comisión de Regantes</i> -commissions d'irrigateurs
CSA	Community Support Agriculture
CTAR	Conseils Transitoires d'Administration Régionale
ENAHO	<i>Encuesta Nacional de Hogares</i> – Enquête nationale des foyers
ENAPREF	<i>Encuesta Nacional de Presupuestos Familiares</i> – Enquête national de revenus familiaux
FAO	<i>Food Agriculture Organisation</i> – Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IDMA	<i>Instituto de Desarrollo y Medio Ambiente</i> - Institut de développement et d'environnement
IMP	<i>Instituto Metropolitana de Planificacion</i> – Institut métropolitain de planification
INABIF	<i>Programa Integral Nacional para el Bienestar Familiar</i> – Programme Intégral National pour le Bien-être familial
INEI	<i>Instituto Nacional de Estadística e Informatica</i> – Institut National de Statistiques
INRENA	<i>Instituto Nacional de Recursos Naturales</i> – Institut National de ressources naturelles
IPES	<i>Instituto Peruano de Estudios Sociales</i> – Institut Pétruvien d'études sociales
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
JU	<i>Junta de Usuarios</i> – Groupement d'irrigateurs
MINAG	<i>Ministerio de Agricultura</i> - Ministère de l'agriculture
NSE	Niveaux socio-économiques

ONERN	<i>Oficina Nacional de Evaluación de Recursos Naturales</i> , - Office Nationale de l'Évaluation des Ressources Naturelles
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONPU	<i>Oficina Nacional de Planeamiento y Urbanismo</i> – Office nationale d'aménagement et d'urbanisme
PGRLM	<i>Programa de Gobierno Regional de Lima Metropolitana</i> - programme de gouvernement régional de Lima métropole
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SEDAPAL	<i>Servicio De Agua Potable y Alcantarillado de Lima</i> - Service d'Eau Potable et d'Assainissement de Lima
SERNANP	<i>Servicio Nacional de Areas Protegidas</i> – Service national des aires protégées
SERPAR	<i>Servicios de Parques de Lima</i> – Service des parcs de Lima
SGP	<i>Sistema de Garantía Participativa</i> , Système de garantie participative
SISAP	<i>Sistema de Precios y Abastecimientos</i> – Système de prix et d'approvisionnement
RAE	<i>Red de Agricultura Ecológica</i> - Réseaux d'agriculture écologique
Red AGUILA	<i>Red Latinoamericana de Investigaciones en Agricultura Urbana</i> - réseau latino-américain de recherche en agriculture urbaine
Red Prausa	<i>Red de Promoción de la Agricultura Urbana y de la Seguridad Alimentaria</i> - Réseau de promotion de l'agriculture urbaine et de la sécurité alimentaire
REP	<i>Red de Energía del Perú</i> -Réseau d'énergie du Pérou
RNB	Revenu National Brut
RSE	Responsabilité Sociale de l'Entreprise
RUAF	<i>Resource Center on Urban Agriculture and Food Security</i> - Centre de ressource sur l'agriculture urbaine et la sécurité alimentaire
SEDAPAL	<i>Servicio De Agua Potable y Alcantarillado de Lima</i> - Service d'Eau Potable et d'Assainissement de Lima
SIEA	<i>Sistema Integrado de Estadísticas Agrarias</i> – Système intégré de statistiques agraires
SISAP	<i>Sistema de Precios y Abastecimientos</i> – Système de prix et d'approvisionnement
UNMSM	<i>Universidad Nacional Mayor de San Marcos</i>
VAB	Valeur ajoutée Brute

Tables illustrations

Table des cartes

Carte 1: Localisation de Lima métropole au sein du territoire péruvien.....	26
Carte 2: Districts de Lima métropole (Provinces de Lima et du Callao)	27
Carte 3: Tache urbaine et vallées agricoles de Lima métropole	28
Carte 4: Diversité des supermarchés sur le territoire métropolitain.....	74
Carte 5: Répartition des espaces verts à Lima métropole, selon les districts - 2010.....	90
Carte 6: Inversion de l'occupation des terrains urbains et agricoles (1985-2016)	149
Carte 7: Terrains agricoles et élevage dans la vallée du Chillón.....	151
Carte 8: Vallée du Rímac, des espaces agricoles transformés par la privatisation	153
Carte 9: Organisation des espaces agropastoraux de la vallée de Lurín	155
Carte 10: Extension de l'exploitation de Jose Luis Orrosio	165
Carte 11: Une agriculture des périphéries qui poursuit son mouvement de fuite de la ville..	180
Carte 12: Des exploitations nombreuses et de taille réduite	186
Carte 13: Production d'œufs, selon les Régions du Pérou - 2016	267
Carte 14: Production de poulet de chair, selon les régions du Pérou - 2016.....	267
Carte 15: Production de lait cru, selon les régions du Pérou - 2016	268
Carte 16: Production de bovins, selon les régions du Pérou - 2016.....	268
Carte 17: Production de porcs, selon les régions du Pérou - 2016.....	269
Carte 18: Localisation des initiatives d'agriculture urbaine repérées dans la capitale	300
Carte 19: Marchés et niveaux socio-économiques des liméniens	359

Table des encadrés

Encadré 1: Effet boule de neige et concentration.....	56
Encadré 2: Portrait d'exploitant: des réussites qui se délocalisent	164
Encadré 3: Genèse et démantèlement d'un projet de modernisation de l'élevage caprin	200
Encadré 4: Portrait d'exploitant : José Luis, attentes et projections d'un producteur de Carabayllo	206
Encadré 5: Décentralisation et gestion publique à Lima.....	231
Encadré 6: Portrait d'exploitants : livraison de paniers alimentaires à domicile	280
Encadré 7: Approche méthodologique des visites des jardins urbains	299
Encadré 8: Portrait d'exploitant : organisation d'un jardin communautaire à Villa María del Triunfo.....	305
Encadré 9: Portrait d'exploitant : conversion et opportunités de l'agriculture bio.....	350

Table des figures

Figure 1: Typologie des acteurs et filiation des prises de contact.....	53
Figure 2: A la rencontre des acteurs, effet boule de neige et effet de concentration	57
Figure 3: Montants des paniers alimentaires de base selon les aires géographiques ; 2015-2016	68
Figure 4: Dépenses alimentaires mensuelles des Liméniens selon les aires urbaines, 2013....	69
Figure 5: Evolution de la structure des dépenses à Lima, 1978-2013.....	71
Figure 6: Répartition des dépenses alimentaires mensuelles au sein et en dehors du foyer	72
Figure 7: Consommation moyenne annuelle de viande (kg/pers), 2008-2009.	76
Figure 8: Consommation moyenne annuelle de poulet selon l'aire géographique (en kg/personne) - 2008/2009.....	77
Figure 9: Consommation de produits laitiers à Lima, 2008-2009.....	78
Figure 10: Arrivée des pommes de terre sur les marchés liméniens (en milliers de tonnes) et consommation par habitant (en kg) par an, à Lima - 2000/2010	80
Figure 11: Répartition des parcs municipaux - 2014.	92
Figure 12: Différenciation des districts agricoles de Lima métropole d'après le recensement agro-pastorale, 2012	146
Figure 13: Type de tenure de la terre dans la région de Lima.....	183
Figure 14: Répartitions des productions par vallées à Lima métropole	194
Figure 15: Evolution des prix de 4 cultures maraîchères au cours de l'année 2016 (en soles)	203
Figure 16: Acquisition des terrains à Lima: prégnance de la commercialisation	213
Figure 17: Imbrication des compétences à Lima.....	230
Figure 18: Organisation de la gestion de la ressource hydrique	235
Figure 19: Evolution des superficies agricoles des vallées de Lima 1975 - 1994 - 2002	262
Figure 20: Evolution des superficies agricoles des vallées de Lima 1994 - 2012.....	263
Figure 21: Évolution agrégée des productions à Lima métropole, sur les trois vallées	265
Figure 22: Distribution de l'élevage au sein des districts de Lima métropole.....	271
Figure 23 : Typologies des circuits courts à Lima	275
Figure 24: Pétition pour une ville plus verte	319

Table des planche-photo

Planche-photo 1: Parc d'élevage bovin de Lurin	157
Planche-photo 2: Les pépinières de Lurín, devant et par-delà les murs.....	172
Planche-photo 3: Des espaces maraîchers en sursis	221
Planche-photo 4: Les potagers urbains en ligne de Villa Maria del Triunfo	240
Planche-photo 5: Parcelles expérimentales de l'université technologique de Lima Sud.....	241
Planche-photo 6: Détails d'un panier de la communauté Allin Mikuy Ayllu pour le mois de mars 2016	279
Planche-photo 7: Transformation des terrains agricoles en espaces sportifs récréatifs	284
Planche-photo 8: Réceptions à Lurín	287
Planche-photo 9: Une exploitation écotouristique à Lurin, le cas de Casa Blanca	289
Planche-photo 10: Mise en tourisme et floklorisation de la ruralité à Pachacamac.....	291
Planche-photo 11: Zoom sur l'organisation d'un potager communautaire	306
Planche-photo 12: Projets de potagers urbains à Huaycán.....	308
Planche-photo 13: Expérience d'agriculture urbaine au parc Huascar de Villa El Salvador .	315

Planche-photo 14: Entrées de clubs et résidences fermées à Chaclacayo	325
Planche-photo 15: Mise en vente de terrains à Cieneguilla, des réalités opposées.....	327
Planche-photo 16: Organisation d'une "casa huerta" productive à Cieneguilla	329
Planche-photo 17: Les effets de l'exploitation de l'argile et du gazon sur le paysage de Nieveria	347

Table des photographies

Photographie 1: Los Pantanos de Villa en contact direct avec la ville	96
Photographie 2: Troupeau de chèvres s'apprêtant à rejoindre la route.....	199
Photographie 3: Voisinage directe entre ville et champs	204
Photographie 4: Terrain agricole en vente dans le secteur de Jatosisa.....	215
Photographie 5: Anciens terrains agricoles mis en lots.....	218
Photographie 6: Bassin de rinçage créé avec le soutien de la municipalité de Lurigancho-Chosica (Carapongo).....	246
Photographie 7: Valorisation des attributs ruraux de Pachacamac par la municipalité	247
Photographie 8: Coq de combat sur le toit d'une habitation.....	312
Photographie 9: Des jardins urbains indécélables à Huaycán (Ate-Vitarte).....	318
Photographie 10: Avenue Toledo, murée de part et d'autre	326

Table des tableaux

Tableau 1: Population et aire urbanisée à Lima métropole, évolution entre 1940 et 2010.....	22
Tableau 2: Diminution des surfaces agricoles au sein de Lima métropole	23
Tableau 3: Extension urbaine sur terrains agricoles et terres incultes, 1993 - 2007	24
Tableau 4: Description des phases de terrain	48
Tableau 5: Récapitulatif des méthodes de collection de données primaires	54
Tableau 6: Consommation annuelle des principaux légumes au Pérou (kg/pers) – 2008/2009	79
Tableau 7: Districts liméniens agricoles	145
Tableau 8: Récapitulatif des principales caractéristiques des vallées agricoles liméniennes	159
Tableau 9: les principales productions agricoles nationales : quel apport de Lima métropole ?	168
Tableau 11: Marge brute d'une campagne de brocoli	207
Tableau 12 : Marge brute d'une campagne de laitue	208
Tableau 12 : Performances économiques de quelques cultures représentatives de la vallée du Chillón pour les prix les plus bas et les plus élevés recensés entre avril 2011 et mars 2012.	210
Tableau 13: Consommation et tarifs de l'eau à Lima métropole.....	233
Tableau 14: Les principales productions de Lima métropole dans la production nationale ..	259
Tableau 15: Les principales productions de Lima Région dans la production nationale.....	260
Tableau 16: Typologie des transformations des espaces agricoles pour un accès au public .	295
Tableau 17: normes de zonage des maisons de campagne de la vallée de Lurín.....	323
Tableau 18: Comparaison des prix sur différents marchés liméniens.....	357

Table des matières

REMERCIEMENTS	5
Sommaire	7
Introduction générale	9
A. Aux origines de ma recherche, un intérêt partant des périphéries jusqu'au centre ..	12
B. Une problématique qui s'insère dans un champ de recherche dynamique, mêlant ville et agriculture.....	14
B.1. Etude de l'agriculture urbaine sous le prisme d'une revalorisation de l'activité	14
B.2. L'agriculture urbaine à Lima, cas d'école ou cas désespéré ?	21
C. Des outils théoriques pour construire et traiter la problématique.....	29
C.1. Une thèse s'appuyant sur les travaux portant sur les relations villes-campagnes	30
C.2. Un travail inscrit dans la géographie sociale	36
C.3. L'utilisation du concept de nature en ville dans une ville des Suds	40
D. Hypothèses et méthodes	44
D.1. Trois hypothèses guidant ma recherche.....	44
D.2. Le repérage des fonctions actuelles de l'agriculture à Lima	46
D.3. Les repérages des attentes placées dans l'agriculture par les acteurs exogènes	52
D.4. Le repérage des lieux de l'agriculture	54
E. Présentation du plan.....	58
Première partie:	61
Les attentes d'une métropole des Suds autour de l'agriculture en ville.....	61
Chapitre 1:	67
LIMA METROPOLE, 9 MILLIONS DE CITADINS A NOURRIR	67
I. Les habitudes alimentaires des Liméniens.....	67
I.1. La part de l'alimentation dans les dépenses liméniennes.....	68
I.2. Une offre diverse pour une population fragmentée.....	72
II. Les spécificités de l'alimentation liménienne	75
II.1. Des demandes carnées satisfaites par un marché spécialisé	76
II.2. Le lait, une opportunité manquée pour les productions locales.....	78
II.3. Une consommation de fruits et légumes semblables aux moyennes nationales	79
II.4. Des tubercules boudés sur le marché liménien	80
III. Des demandes de plus en plus exigeantes	81

Conclusion du chapitre 1 :	85
Chapitre 2:	87
UNE AGRICULTURE POUR PALLIER UN AMENAGEMENT DEFAILLANT?	87
I. L'agriculture pour pallier les manques d'une ville peu pourvue en espaces verts. ...	88
I.1. Lima métropole, une ville grise et sans limites ?	89
I.2. Les espaces verts peinent à trouver leur place au sein de la ville et des usages des citoyens	91
II. L'agriculture comme outil des politiques publiques : quels objectifs, quels acteurs cibles ?	97
II.1. Contenir l'avancée du front urbain : (sur)valorisation des attributs ruraux de territoires agricoles	98
II.2. Les injonctions autour de la durabilité de l'agriculture urbaine, urgence ou gageure dans une ville des Suds ?	102
Conclusion du Chapitre 2 :	110
Chapitre 3:	111
LES ESPACES AGRICOLES, QUELS LIEUX DE SOCIALISATION POUR LES URBAINS?	111
I. L'agriculture au centre des préoccupations urbaines des habitants et producteurs.	113
I.1. Des liens à recréer dans les quartiers marginaux comme dans les quartiers plus nantis	114
I.2. Récupération des communs par l'activité agricole	119
I.3. L'agriculture en tant qu'activité intégratrice à la ville	120
II. Participation de l'agriculture de proximité à la création d'une identité gastronomique	125
II.1. Des Liméniens rassemblés autour de la gastronomie	126
II.2. Un dynamisme économique insufflé par le secteur culinaire	129
Conclusion du chapitre 3 :	132
Deuxième partie	135
Une agriculture qui se défend de la ville	135
Chapitre 4:	139
UNE ACTIVITE TOURNANT LE DOS A LA VILLE	139
I. Construction de vallées agricoles : un socle commun aboutissant à des évolutions différenciées	139

I.1. Une agriculture traditionnellement tournée vers un marché lointain	140
I.2. Des zones productives éloignées et concentrées	142
I.3. Trois vallées agricoles aux évolutions propres	148
II. Les liens avec les territoires environnants : des territoires moins liméniens que provinciaux.....	160
II.1. Des espaces transversaux, appartenant à l'entre deux	160
II.2. Des habitants des périphéries qui s'identifient peu à la ville.....	161
II.3. Les relations villes-campagnes consolidées par une activité agropastorale mobile	162
III. Une activité éloignée des marchés urbains	166
III.1. Participation secondaire de l'agriculture de proximité à l'approvisionnement de Lima.....	167
III.2. Des changements de production tournés vers d'autres débouchés, non urbains	168
III.3. Des circuits de commercialisation déconnectés de la ville largement répandus	173
III.4. Des réseaux de producteurs fragiles et évanescents	175
Conclusion du chapitre 4 :	179
Chapitre 5:	181
DES ACTEURS AUX MOYENS LIMITES	181
I. Les limites des exploitations à devenir « urbaines ».....	181
I.1. Les structures des exploitations liméniennes sont-elles propices à s'intégrer au système urbain ?	182
I.2. Des itinéraires techniques tournés vers la sécurisation des revenus	192
I.3. Des revenus suffisants pour se maintenir, insuffisants pour s'adapter ?.....	203
II. Des pratiques qui découlent d'une activité en permanence sur la défensive.....	209
II.1. Des cultures peu rémunératrices pour s'assurer une trésorerie.....	210
II.2. Des changements d'usage des terrains encouragés par les producteurs eux-mêmes.....	213
II.3. Spéculation et autres activités de transition, aux dépens de l'activité agropastorale ?.....	218
Conclusion du chapitre 5 :	225
Chapitre 6:	227
DES POLITIQUES EN DECALAGE, PEU TOURNEES VERS L'AGRICULTURE DES VILLES	227

I. Les politiques sectorielles confrontées à la superposition des échelons de pouvoir	228
I.1. L'implication difficile des représentants du ministère de l'agriculture	228
I.2. Les acteurs de la ressource hydrique : des interlocuteurs privilégiés pour les producteurs liméniens.	233
II. Des politiques trop tournées vers la demande au détriment de l'offre ?	237
II.1. Les ONG dans le territoire liménien et leur influence sur les politiques locales	238
II.2. Des municipalités entre dynamisme et indifférence	244
Conclusion du Chapitre 6	249
Troisième partie:	253
Des demandes urbaines satisfaites, à l'origine de dynamiques innovantes et complexes	253
Chapitre 7:	257
DES AGRICULTEURS FACE AUX DEMANDES URBAINES	257
I. Des réponses à des besoins alimentaires spécifiques	257
I.1. Des productions urbaines qui se développent pour le marché urbain	258
I.2. Modification des circuits de commercialisation au profit de plus de proximité	272
II. Des réponses aux besoins de distraction : une offre adaptée à la diversité des liméniens	282
II.1. Transformation des terrains agricoles pour les citadins	282
II.2. Des espaces ouverts peu enclins à recevoir les populations citadines	292
Chapitre 8:	297
DES URBAINS QUI S'EMPARENT DE L'ACTIVITE POUR SATISFAIRE LEURS DESIRS D'AGRICULTURE	297
I. Une activité des interstices qui s'expose et se dérobe à la ville	298
I.1. Une activité inhérente à la ville	298
I.2. Des expériences anciennes issues des quartiers auto-construits ouvrant la voie à l'institutionnalisation	302
I.3. Une agriculture qui s'insère dans des districts centraux pour un glissement des fonctions ?	312
I.4. Des espaces entre surexposition et invisibilité selon les liens à la ville	317
II. Les nouvelles appropriations des espaces verts et agricoles par les citadins	321
II.1. Les néoruraux dans une ville du Sud : quels ancrages et appropriations d'un territoire populaire ?	321
II.2. Conflits d'intérêts entre producteurs commerciaux et citadins agricolisés ?	331

Conclusion du chapitre 8 :.....	334
Chapitre 9:	335
DES RELATIONS AGRICULTEURS/CITADINS AUX AMBIVALENCES SYSTEMATIQUES	335
I. Des interactions entre ville et espaces ruraux plus fortes, au profit des exploitants ?	335
I.1. L'éducation croissante des exploitants agricoles, vers une plus grande intégration des exploitations à la ville ?.....	336
I.2. Les opportunités de pluriactivité des producteurs.....	339
II. Des activités renouvelées, toujours au profit des producteurs ?.....	345
II.1. Le gazon, opportunité ou pis-aller	345
II.2. Le bio, conditions d'entrée et limites.....	348
II.3. Les circuits courts : « local trap » et inégalités d'accès.....	353
Conclusion du chapitre 9 :.....	365
Conclusion générale	367
I. Une agriculture revalorisée en réponse à des demandes provenant d'un large panel d'acteurs	370
II. Des producteurs qui se détournent de la ville, par manque de moyens ou d'intérêts ?	374
III. Des rapports de pouvoir aboutissant à des relations inégalitaires	376
Pour une meilleure compréhension des possibilités de l'agriculture urbaine à répondre à des enjeux globaux	379
 ANNEXE 1 : Organisation des commissions d'irrigateurs sur le territoire liménien .	381
ANNEXE 2: Récapitulatif de la répartition des producteurs liméniens sur différents échelons administratifs	382
ANNEXE 3 : Récapitulatif des entretiens menés auprès des producteurs	384
ANNEXE 4 : Récapitulatif des entretiens menés auprès des institutions	388
ANNEXE 5 : Exemples de grilles d'entretiens	391
ANNEXE 6: Détail des dépenses de la population liménienne, 2013.	407
ANNEXE 7 : Répartition des marchés détaillants selon les aires géographiques de Lima métropole.	408
 Bibliographie.....	413

TABLES.....	442
Table des sigles	442
Tables illustrations	444
Table des matières	447

Les agriculteurs de l'agglomération de Lima: des acteurs territoriaux au défi des attentes de la ville

Résumé : Cette thèse propose d'analyser dans la métropole de Lima les réponses des producteurs agropastoraux de la ville face aux renouvellements des fonctions de l'agriculture urbaine. Dans un contexte de forte pression métropolitaine, la capitale péruvienne –incarnée par les autorités, les consommateurs, les citoyens- fait preuve d'une attitude ambivalente en ce qui concerne l'activité agricole en ville : entre désintérêt et formulation de nouvelles attentes. Dans une démarche au carrefour de la géographie sociale, de l'étude des relations villes-campagnes et de la place de la nature en ville, la recherche s'attache à identifier les capacités des producteurs –en termes de moyens disponibles et de pratiques– à répondre à des demandes toujours plus complexes, allant de l'engouement pour une consommation locale, en passant par les loisirs, aux exigences de la durabilité urbaine, et émanant d'acteurs extérieurs à l'activité, aussi bien des habitants que des instances internationales.

Les attentes autour d'une agriculture de proximité dépassent la seule fonction alimentaire pour intégrer des problématiques d'aménagement du territoire urbain et de création d'espaces de sociabilité par et pour les citoyens. Ces attentes impliquent une transformation des espaces agropastoraux des périphéries, et la création de nouveaux territoires agricoles au sein du tissu urbain. Nous analysons d'une part les pratiques des producteurs liméniens et leurs rapports distendus à la ville ; et d'autre part la manière dont ces mêmes acteurs s'approprient les attentes citoyennes et leurs conséquences sur la construction territoriale métropolitaine. La tension entre les producteurs et la ville, mais également entre les producteurs et les attentes des acteurs urbains permet de mettre en lumière la mise en place de rapports de pouvoir inégaux.

Mots-clés : Agriculture urbaine et périurbaine – Lima – Relations villes-campagnes – Multifonctionnalité.

Lima's farmers: territorial stakeholders facing urban urban expectations

Abstract: This thesis draws on fieldwork conducted in Greater Lima, Peru, to examine how the city's farmers have responded to recent changes in the role ascribed to urban agriculture. Amidst a context of severe urban pressure, the metropolis has shown an ambivalent attitude towards agricultural activities, with a norm of indifference stirred to a certain degree of interest as new expectations arise. This investigation is based on an approach that stands at the crossroads of social geography, research into relationships between urban and rural frames of reference, and examination of the natural world's place within the city environment, in order to characterize the strategies available to farmers – in line with their material resources and traditional or innovative practices – to meet the increasingly complex demands of the city, imposed by other stakeholders: both residents and international bodies now see urban agriculture as a means of responding to the growing significance of urban sustainability. Expectations for local agriculture transcend the function of food production, expanding to include urban planning issues and the creation of spaces for social interaction by and for the city's inhabitants. These multifaceted objectives demand the transformation of farmland areas located around the outskirts, and the creation of new agricultural spaces within the fabric of the city. This study first addresses the current practices of Lima's farmers and their weak linkages with the city, before going on to analyze how they have adapted to the expectations placed on them, and resultant effects on both the manner in which urban land is conceptualized and the ways in which unequal power balances can emerge. Municipal policies aspire to integrate the city's agriculture with urban planning and residents' quality of life, and must therefore be designed and assessed taking into account local stakeholders' personal experiences and specific characteristics.

Keywords: Urban and peri-urban agriculture – Lima – rural-urban linkages – multi-functional character of agriculture.

Los agricultores de la aglomeración de Lima: actores territoriales frente al desafío de las expectativas urbanas.

Resumen: A partir del caso de la ciudad de Lima, esta tesis se interesa en las repuestas de los productores agropecuarios de la ciudad frente a la reestructuración de funciones de la agricultura urbana: en un contexto de fuertes presiones de la ciudad, la capital peruana muestra una actitud ambivalente en lo que se refiere a la actividad agropecuaria, entre la indiferencia y la formulación de nuevas necesidades. Siguiendo una línea reflexiva que combina la geografía social, el estudio de las relaciones ciudad-campo y el rol de la naturaleza en la ciudad; la investigación se centra en identificar las capacidades de los productores – en términos de recursos disponibles y de prácticas – para cumplir demandas urbanas cada vez más complejas, que provienen de actores externos a la actividad (tanto de los habitantes como de organizaciones internacionales que ven en la agricultura urbana una repuesta a la exigencia de la sostenibilidad urbana).

Las expectativas alrededor de una agricultura de proximidad van más allá de su función de producir alimentos al integrar las problemáticas relacionadas al ordenamiento del territorio urbano y a la creación de espacios de sociabilidad por y para los habitantes de la ciudad. Estas expectativas implican una transformación de los espacios agropecuarios ubicados en las periferias, y la creación de nuevos territorios agrícolas dentro de la mancha urbana. De un lado, analizamos las prácticas de los productores limeños y sus vínculos débiles con la ciudad; y de otro lado, estudiamos las apropiaciones de las demandas de los productores et las consecuencias en la construcción territorial metropolitana así como en la creación de relaciones de poderes desiguales. Las políticas públicas de la ciudad aspiran a una integración de la agricultura urbana con el ordenamiento territorial urbano y la calidad de vida de los habitantes, por lo que no pueden ser pensadas sin tomar en cuenta las historias y las particularidades de los actores locales.

Palabras claves: Agricultura urbana y periurbana – Lima – relaciones ciudad-campo – multifuncionalidad.